



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

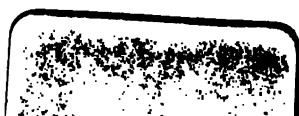
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



600002373L

35.

609.





D A S
GRIECHISCHE VOLK

IN
ÖFFENTLICHER, KIRCHLICHER UND PRIVAT-
RECHTLICHER BEZIEHUNG
VOR UND NACH DEM FREIHEITSKAMPFE
BIS ZUM 31. JULI 1834.

VON
GEORG LUDW. VON MAURER,
KÖNIGL. BAYRISCHEM STAATSRATHE, LEBENSLÄNGLICHEM REICHSRATHE,
ORDENTL. MITGLIEDE DER AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN IN MÜNCHEN,
MITGLIEDE DER NATURHISTORISCHEN GESELLSCHAFT ZU JASSY,
U. S. W.

Z W E I T E R B A N D .



HEIDELBERG.
IN DER AKADEMISCHEN BUCHHANDLUNG VON J. C. B. MOHR.
1835.

609.

٢٥٥

Inhaltsanzeige.

Dritter Theil.

Von dem Zustande der Griechen in öffentlicher, kirchlicher und privatrechtlicher Beziehung seit der Ankunft des Königs und der Regentschaft bis zum 31. Juli 1834.

Erster Titel.

Von der Constituirung eines Königreichs Griechenland und einer Regentschaft. §. 235 u. 236.

Zweiter Titel.

Von den Schwierigkeiten bei dem ganzen Unternehmen.

Verspätete Ankunft. §. 237 — 239.

Unkenntnifs:

1) der neugriechischen Sprache. §. 240.

2) der Lage des Landes. §. 241.

Partheien. §. 242.

Materieller Zustand des Landes. §. 243.

Geistiger Zustand:

a) im Allgemeinen. §. 244.

b) heimathliche Elemente. §. 245.

c) Phanarioten. §. 246.

d) im Auslande gebildete Griechen. §. 247.

e) Philhellenen. §. 248.

f) Die Bewohner der Jonischen Inseln. §. 249.

— IV —

Die gemachten Ansprüche. §. 250.

Aufgabe der Regentschaft. §. 251.

Der Graf von Armansperg. §. 252 — 257.

Die Diplomaten. §. 258.

Das begonnene Werk wird unterbrochen. §. 259.

Dritter Titel.

Von den ersten Maasregeln der Regentschaft.

In München. §. 260.

In Nauplia vor dem Einzuge. §. 261, 262.

Seit dem Einzuge:

a) im Allgemeinen. §. 263 — 265.

b) Amnestie, Entwaffnung, und Errichtung einiger Gerichtshöfe. §. 265.

c) Formation eines Griechischen Heeres, und Auflösung der irregulären Truppen. §. 266 — 268.

d) Wirkungen dieser Maasregeln. §. 269.

Vierter Titel.

Von der obersten Staatsgewalt und Staatsregierung.

Constitution. §. 270.

Regentschaft. §. 271 — 273.

Staatsministerien. §. 274.

Staatsrath. §. 274.

Staatswirthschaftliches Bureau. §. 274.

Orden des Erlösers. §. 275.

Fünfter Titel.

Von der Verwaltung der Provinzen und Gemeinden.

Nomos, Nomarchen und Kreisdirectoren. §. 276 u. 277.

Eparchien und Eparchen. §. 276 u. 277.

Kreisrath und Bezirksrath. §. 277.

Administrativgerichte. §. 277.

Gemeindeverfassung. §. 278, 279.

Haupt- und Residenzstadt. §. 280.

Colonisationswesen. §. 281.

Ackerbau, Gewerbe und Verkehr :

- 1) im Allgemeinen. §. 282.
- 2) Posteinrichtungen. §. 282.
- 3) Strafsen. §. 283.
- 4) Consuln. §. 284.
- 5) Quarantäne-Anstalten. §. 284.
- 6) Handelsmarine. §. 285.
- 7) Hafengebühren und Hafenbehörden. §. 286.
- 8) Gewerbswesen. §. 282, 287, 288.
- 9) Ackerbau. §. 282, 287, 288.
- 10) Medicinalwesen. §. 289.
- 11) Gesundheitspolizei. §. 290.
- 12) Reinlichkeitspolizei. §. 291.
- 13) Baupolizei u. s. w. §. 291.

Sechster Titel.

Von dem Kirchen-, Schul- und Gelehrtenwesen.

Erstes Capitel.

I. Griechische Kirche.

Emancipation der Griechischen Kirche:

- 1) deren Vorbereitung. §. 292 — 295.
 - 2) Declaration. §. 295, 296.
 - 3) Einsetzung der Synode und ihre Folgen. §. 297.
 - 4) Geschäftsgang der Synode. §. 298.
 - 5) Bisthümer. §. 298, 299.
 - 6) Protosynkellen und Archidiacone. §. 300.
- Bau, Reparatur und innere Einrichtung der Kirchen.** §. 301.

II. Griechische Klöster.

1. Mannsklöster.

Ihre Anzahl und Einkünfte. §. 302.

Errichtung einer allgemeinen geistlichen und Schulkasse. §. 303.

2. Nonnenklöster.

Ihre Organisation. §. 304.

III. Privat-Klöster und Kirchen. §. 305.

IV. Bildungsmittel für die Geistlichkeit. §. 306.

Zweites Capitel.

Von der Römisch-katholischen und protestantischen Kirche, und den übrigen Religionspartheien. §. 307.

Drittes Capitel.

Von dem Schul- und Unterrichtswesen.

Allgemeine Bemerkungen. §. 308.

Vorgefundene und verbesserte Anstalten:

- 1) Schulen des wechselseitigen Unterrichtes. §. 309.
- 2) Centralschule in Aegina. §. 309.
- 3) Waisenhaus. §. 310.

Neue Lehranstalten:

- a) Hellenische Schule und Gymnasium in Nauplia. §. 311.
- b) Schule der Ipsarioten in Aegina. §. 312.
- c) Deutsche Schule in Nauplia. §. 312.
- d) Erziehungsinstitut der Madame Volmerange für Mädchen in Nauplia. §. 312.
- e) Erziehungsinstitut in München. §. 313.
- f) Privaterziehungsanstalten. §. 314.

Mangel an Griechischen Lehrern. §. 315.

Reformen im Unterrichtswesen:

- 1) Volksschulwesen. §. 315 — 317.
 - 2) Das gelehrte Unterrichtswesen:
 - a) Hellenische Schulen.
 - b) Gymnasien.
 - c) Universität.
 - d) Akademie der Wissenschaften.
- } §. 318.

Unterricht in Künsten und Gewerben. §. 319.

Geldmittel für das Unterrichtswesen. §. 320.

Viertes Capitel.

Von den wissenschaftlichen Sammlungen, dem Gelehrtenwesen und der Journalistik.

Staatsbibliotheken und Lesezimmer. §. 321.

Antiquitäten und Conservatoren. §. 322.

Staatsmuseum in Aegina, und andere Antiquitätensammlungen u. s. w. §. 323, 327.

Naturhistorische Sammlungen. §. 324.

Gesetz über die wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen, und das Antiquitätenwesen. §. 325, 326.

Staatsbuchdruckerei. §. 328.

Privatdruckereien. §. 329.

Literatur. §. 328, 329.

Journalistik. §. 329, 330.

Professgesetze. §. 330.

Siebenter Titel.

Von dem Kriegs- und Seewesen.

Erstes Capitel.

Von dem Kriegswesen.

Jägerbataillone in Fustanellen. §. 331.

Regelmäßige Truppen mit Europäischer Bewaffnung und Uniformirung. §. 331, 332.

Werbungen. §. 333, 334.

Generalinspector des Heeres. §. 335.

Reglements, Gesetze und Einrichtungen. §. 335, 336.

Unterrichtswesen. §. 337.

Casernen, Invaliden, Wittwen und Waisen. §. 338.

Palikaren. §. 339.

Militärcolonien. §. 340.

Gensdarmeriecorps. §. 341.

Ingenieurcorps. §. 342.

Zeughausverwaltungen. §. 343.

Monumente. §. 344.

— VII —

Zweites Capitel.

Von dem Seewesen.

Nationalflagge. §. 345.

Seepräfectur. §. 345.

Organisation der Marine. §. 346, 347.

Auszeichnungen. §. 348.

Unterricht. §. 348.

Achter Titel.

Von der Finanzverwaltung.

Grundeigenthum des Staates. §. 349, 350.

Salinen. §. 351.

Fischerei. §. 351.

Münzwesen. §. 352.

Zollwesen. §. 353.

Hafengebühren. §. 356, 353.

Zehnte. §. 354.

Weidesteuer. §. 355.

Viehsteuer. §. 355.

Bienensteuer. §. 355.

Gerichtsgefälle. §. 355.

Nationalbank. §. 355.

Anleihe. §. 356.

Finanzverwaltung. §. 357, 358.

Allgemeine Bemerkungen. §. 359, 360.

Neunter Titel.

Von dem Gerichtswesen.

Erstes Capitel.

Im Allgemeinen.

Die ersten Verordnungen. §. 361, 362.

Oberaufsicht über die Gerichte. §. 363.

Friedensrichter, Notare und Handelsgerichte. §. 364.

Gerichtsgebäude und Gefängnisse. §. 365.

Standrecht. §. 366.

Zweites Capitel.

Von den Rechtsquellen.

Römisches Recht. §. 367.

Canonisches Recht. §. 367.

Gewohnheitsrecht. §. 367.

Türkisches Recht. §. 367.

Französisches Handelsrecht. §. 367.

Gesetzgebung. §. 368—372.

Drittes Capitel.

Von der Gerichtsorganisation.

Im Allgemeinen. §. 373.

Der Areopag. §. 374.

Civilrechtspflege. §. 375.

Strafrechtspflege. §. 376.

**Amtsverrichtungen der einzelnen richterlichen Beamten.
§. 377.**

Disciplinar- und andere Bestimmungen. §. 378.

Viertes Capitel.

Von dem Strafrecht. §. 379—382.

Fünftes Capitel.

Von dem Strafverfahren.

Im Allgemeinen. §. 383—386.

Bei Polizeisachen. §. 387.

Bei Zuchtpolizeisachen. §. 388—390.

Bei Assisensachen. §. 391, 392.

Bei dem Areopag. §. 393.

Bei dem Standrecht. §. 394.

Sechstes Capitel.

Von dem Civilrechte.

- I. Im Allgemeinen. §. 395.**
- II. Personenrecht. §. 396.**
- III. Sachenrecht.**
 - 1. Besitz und Eigenthum. §. 397.**
 - 2. Regalien. §. 398.**
 - 3. Reallasten. §. 399.**
 - 4. Servituten. §. 400.**
 - 5. Hypotheken. §. 401.**
- IV. Recht der Forderungen und der Gewerbe.**
 - 1. Allgemeine Bestimmungen. §. 402.**
 - 2. Einzelne Verträge. §. 403.**
 - 3. Retract insbesondere. §. 404.**
- V. Familienrecht.**
 - 1. Eherecht.**
 - Eingehung und Auflösung der Ehe. §. 405.**
 - Eheliche Rechte. §. 405. b.**
 - Eheliche Gütergemeinschaft. §. 406.**
 - Aussteuer. §. 407.**
 - 2. Rechte zwischen Aeltern und Kindern.**
 - Väterliche Gewalt. §. 408.**
 - Vermögensrechte. §. 409.**
 - Adoption. §. 410.**
 - Adoptiv-Bruderschaften. §. 411.**
 - Ende der väterlichen Gewalt:**
 - a) im Allgemeinen. §. 412.**
 - b) separirte Oekonomie. §. 412.**
 - c) Abfindung der Kinder. §. 413.**
 - 3. Vormundschaft.**
 - a. über Minderjährige. §. 414 — 419.**
 - Familienrath. §. 418.**
 - Obervormundschaft. §. 419.**
 - b. über Abwesende. §. 420.**

VI. Erbrecht.

A. Intestaterbfolge.

1. Succession der Blutsverwandten. §. 421 — 423.
2. Succession der Ehegatten und ihrer Verwandten.
§. 424, 425.
3. Außerordentliche Succession. §. 426.

B. Testamente.

Form. §. 427.

Inhalt. §. 428.

C. Erbverträge. §. 429.

D. Erwerb der Erbschaft. §. 430.

Siebentes Capitel.

Von dem Verfahren in Civilsachen.

- I. Im Allgemeinen. §. 431.
- II. Schiedsgerichte. §. 432.
- III. Friedensgerichte. §. 433, 434.
- IV. Bezirksgerichte. §. 435 — 438.
- V. Handelsgerichte. §. 439.
- VI. Appellationsgerichte. §. 440.
- VII. Der Areopag. §. 441.
- VIII. Execution. §. 442.

Achtes Capitel.

Ueber das Resultat dieser gerichtlichen Einrichtungen und Gesetze. §. 443.

Zehnter Titel.

Zustand des Griechischen Volkes während der Regentschaft bis zum 31. Juli 1834.

Im Allgemeinen. §. 444.

Die Kolokotronische und Franz'sche Verschwörung:

- a. Bis zur Verhaftung Kolokotroni's u. s. w. §. 445, 446.

b. Gute Wirkungen der Verhaftung Kolokotroni's u. s. w.
und von dessen Verurtheilung. §. 446, 447, 449.

c. Verwickelungen, die aus dieser Prozedur hervorgingen:

1) Lange Dauer der Prozedur. §. 448.

2) Unruhen in der Maina und in Rumelien. §. 449.

3) Compromittirung des Grafen von Armansperg und
von Dawkins. §. 450, 451.

Dawkins und Lord Palmerston. §. 452, vergl. §. 11.

Der Graf von Armansperg und Herr von Kobell. §. 453, 454,
vergl. §. 11.

Der 31te Juli 1834. §. 455.

Dritter Theil.

*Von dem Zustande der Griechen in öffentlicher,
kirchlicher und privatrechtlicher Beziehung seit
der Ankunft des Königs und der Regentschaft
bis zum 31. Juli 1834.*

Erster Titel.

*Von der Constituirung eines Königreichs Griechen-
land und einer Regentschaft.*

§. 235.

Vom Jahre 1821 bis 1827 lag das Volk der Griechen in stetem Kampfe mit den Osmanen, Aegyptiern und unter sich selbst. Ganz Europa staunte über die Kühnheit der Griechischen Seehelden — über die oft ans wunderbare gränzende Tapferkeit der Helden zu Land. — Tiefes Entsetzen ergriff einen jeden bei der Nachricht von der furchtbaren Katastrophe von Missolonghi. Nur allein die Höfe selbst blieben kalt und theilnahmlös. Sie überlegten die Folgen der Erschütterung des Osmanischen Reiches, thaten daher eher Schritte gegen, als für die Griechische Freiheit.

König Ludwig von Bayern war der erste Europäische Monarch, der es gegen die damals herrschende Ansicht der Cabinette wagte, sich öffentlich für die begeisterten Kämpfer zu erklären, ihnen sehr bedeutende Unterstützungen zuwendete, und dadurch auch andere Königliche Herzen zu thätiger Theilnahme erweckte.

Erst im Jahre 1827 begann die Intervention der Großmächte zu Gunsten des neu erstandenen Griechischen Volkes.

Unterm 6. Juli 1827 kam nämlich zwischen England, Frankreich und Rußland zu London ein Vertrag zu Stand, dessen Zweck die Wiedervereinigung der Griechen und Osmanen, so wie die gänzliche Pacification des Landes unter der Vermittlung der genannten drei Großmächte gewesen ist. Das befreite Griechenland sollte nach den gemachten Vorschlägen von eigenen Beamten regiert werden, allein der Pforte tributbar seyn. ¹⁾ Nach einem Zusatz-Vertrage von demselben Tage sollte sogar Gewalt gebraucht werden, wenn sich entweder die Pforte oder die Griechen ihrer Vermittelung nicht unterwerfen wollten. ²⁾

Bald nachher landeten, dem Beschlusse der Hohen Allianz gemäß, zu Petallidion Französische Truppen. Und wer kennt nicht die großen Leistungen dieses

1) *Traité signé à Londres le 6. juillet 1827 im Recueil des traités, actes et pièces concernans la fondation de la Royauté en Grèce. Nauplie 1833 p. 1—4.*

2) *S. Recueil l. c. p. 4—6.*

Hülfscorps zur Herstellung der Ruhe im Innern, zuerst unter Marschall Maison, dann unter General Schneider, und zuletzt unter General Guéhéneuc?

Dazu kam noch die Schlacht von Navarin am 8. (20.) Oct. 1827. Durch sie ward die Freiheit entschieden.

Im Jänner 1828 erschien der Graf von Capodistria. Er war der erste, auch von den Großmächten anerkannte, Chef des Griechischen Volkes.

Unterm 22. März 1829 wurden in einem Protokoll zu London von Seiten der Großmächte die Punkte bestimmt, welche die Grundlage der in Constantinopel zu beginnenden Unterhandlungen seyn sollten. Danach sollte Griechenland, unter Osmanischer Oberherrlichkeit, eine eigene Verwaltung haben, gegen einen jährlichen Tribut von einer Million 500,000 Türkischen Piastern, und gegen sonstige Entschädigung der hohen Pforte ³⁾).

Im Mai 1829 wurde dieses Protokoll dem Grafen von Capodistria mitgetheilt. Seine Antworten, Ausstellungen und sonstigen Bemerkungen vom 11. (23.) Mai und 24. Mai (5. Juni) 1829 ⁴⁾ wurden von dem Nationalcongreß zu Argos genehmigt. Derselbe wurde zu gleicher Zeit zu weiteren Unterhandlungen mit der Conferenz, insofern sie den Vollzug des Vertrages von London zum Gegenstande haben, autorisiert, unter ausdrücklichem Vorbehalte jedoch der

3) S. Recueil p. 8—14.

4) S. Recueil p. 15—21.

Bestätigung der getroffenen Uebereinkunft durch den Nationalcongreß selbst. ⁵⁾

Auch die Pforte unterwarf sich mittelst Declaration vom 9. September 1829 den von der Conferenz zu ergreifenden Beschlüssen. ⁶⁾

Hierauf erfolgte das Protokoll von London vom 3. Februar 1830, wonach Griechenland einen unabhängigen Staat, und zwar eine nach Recht der Primogenitur erbliche Monarchie bilden, und der Fürst den Titel Souveräner Prinz von Griechenland führen sollte. Ueber die Wahl des Prinzen behielt man sich die weitere Uebereinkunft vor. Die regierenden Familien der drei Großmächte, welche den Vertrag vom 6. Juli 1827 unterzeichnet hatten, wurden jedoch ausdrücklich ausgeschlossen. ⁷⁾ Die Wahl fiel kurz nachher auf den Prinzen von Coburg.

Ob der Graf von Capodistria mit der getroffenen Wahl zufrieden war, ist hier nicht der Ort weiter zu untersuchen. Mit Gewißheit kann aber angenommen werden, daß der Prinz von Coburg durch die aus Griechenland erhaltenen Notizen bewogen worden ist, unterm 1. Juni 1830 seine Abdankung einzusen-

5) Erstes Decret des Congresses von Argos vom 22. Juli (3. August) 1829 Art. 1—3.

6) S. Recueil p. 27. f. La sublime Porte déclare qu'ayant déjà adhéré au traité de Londres, elle promet et s'engage de plus aujourd'hui, vis-à-vis des Représentans des Puissances signataires du dit traité, à souscrire entièrement à toutes les déterminations, que prendra la Conférence de Londres, relativement à son exécution.

7) S. Recueil. p. 21—26.

den. Eben so gewiß ist es, daß, nach der Mittheilung des Grafen an den Senat, so wie des Senates an den Grafen vom Juli 1830 ⁸⁾ beide gleich betrübt über diesen Entschluß gewesen zu seyn schienen.

§. 236.

Die Conferenz knüpfte hierauf neue Unterhandlungen an. Allein nach den gemachten Erfahrungen, und nach dem vom Prinzen von Coburg gegebenen Beispiele, folgte eine abschlägige Antwort auf die andere. Capodistria's Tod beschleunigte die Bemühungen der Conferenz, und wem anders hätte die neue Krone zufallen sollen, als dem trefflichen Sohne des großen Königlichen Philhellenen selbst? — Trotz dem, daß es in Griechenland stürmte, und alles in Feuer und Flammen stand, wollte des Königs von Bayern Majestät dem heißgeliebten Lande auch noch dieses Opfer — Ihren eigenen Sohn zum Opfer bringen.

Erst am 7. Mai 1832 kam jedoch der definitive Staatsvertrag zu Stande. Danach sollte Griechenland ein unabhängiges und erbliches Königreich bilden. (Art. 1—4 u. 8.) ⁹⁾ Daß die Vererbung nach agnatischer Primogenitur geschehen solle, ist zu stipuli-

8) S. Recueil p. 28—32.

9) Der Titel Basileus (Βασιλεὺς) war aber für einen Griechischen Fürsten um so wichtiger, weil er der Titel der Byzantinischen Kaiser gewesen ist. S. E. Gibbon, Geschichte des Verfalls und Untergangs des Römischen Reichs. Aus dem Englischen. Frankfurt 1803. Cap. 55. not. 16. B. XIII. p. 144. Hobhouse, a journey through a Albania and other provinces of Turkey etc. II. p. 589.

ren vergessen gewesen, und wurde auf die Bemerkung der später ernannten Regentschaftsmitglieder, erst durch den Vertrag vom 30. April 1832 noch nachgetragen.

Während der Minderjährigkeit des Königs Otto sollten die Rechte der Souveränität, so weit sie überhaupt und unbeschadet der Persönlichkeit des Königs von Anderen ausgeübt werden kann, durch eine aus drei Mitgliedern bestehende Regentschaft ausgeübt werden. (Art. 9, 10 u. 16.) Die Türkei sollte in Geld entschädigt werden (Art. 13). Die Hohen Alliirten machten sich anheischig zur Unterstützung der Regentschaft, zur Garantie einer Anleihe von 60 Millionen Franken, zur Bewirkung der Anerkennung des Königs Otto von allen Fürstlichen Häusern, und zur Ankündigung des gefassten Beschlusses der Griechischen Nation (Art. 7, 12 u. 17). Die Krone Bayern aber versprach Ihre Unterstützung mit Geld, und Officieren, so wie die möglichste Erleichterung der, zur Anwerbung eines Corps von 3500 Mann, in Bayern nothwendigen Mittel (Art. 11, 14 u. 15).

Diesem Staatsvertrage gemäß ward die Griechische Nation durch eine gemeinschaftliche Declaration von dem Geschehenen in Kenntniß gesetzt. Und die Griechische Nation vollendete nun den Akt der Constituirung durch die im Nationalcongreß zu Proña unterm 27. Juli (8. August) 1832 einmüthig beschlossene Bestätigung, welche sie sich, wie schon bemerkt worden ist, im Nationalcongreß zu Argos ausdrücklich vorbehalten hatte.

Das Königreich selbst war demnach nun rechtlich begründet, und es handelte sich jetzt nur noch davon, den jungen Thron auch ins Leben einzuführen. Was vor Allem geschehen mußte, war die Ernennung einer Regentschaft.

Die von der Königlich Bayrischen Regierung dazu bestimmten Mitglieder waren zwar, wie die gedruckten geheimen Akten der Conferenz ausweisen, schon vor dem Abschlusse des Staatsvertrages der Conferenz in London mitgetheilt worden. Allein mit den Mitgliedern selbst war noch keine Rücksprache genommen, — ihre persönlichen Verhältnisse waren noch nicht fixirt worden. Durch ein unglückliches Zusammentreffen der Umstände befanden sich damals Seine Majestät der König von Bayern mit dem General von Heideck in Neapel und Ischia, der Staatsminister des Aeußern auf seinem Gute in Teublitz, der Graf von Armansperg auf seinem Gute in Egg, ich allein hier in München. Dadurch wurden die Unterhandlungen verzögert, und als auch dieses Hindernifs gehoben war, traten wieder andere, zumal in der Persönlichkeit des Grafen von Armansperg liegende Zögerungen ein. Daher konnte sich die nur mühsam gebildete Regentschaft erst am 30. September 1832, an dem Namenstage des Königs Otto, provisorisch, und am 1. October 1832 definitiv constituiren.

Zweiter Titel.

Von den Schwierigkeiten bei dem ganzen Unternehmen.

§. 237.

Es ist nicht zu läugnen, daß die verspätete Ankunft des Königs und der Regentschaft in Griechenland die, ohnedieß schon sehr großen daselbst bestehenden Schwierigkeiten bedeutend vermehren mußte. Es entsteht daher die Frage, konnte die Abreise von München nicht schon früher, als sie geschehen, statt haben? Nun ist aber schon im vorigen §. bemerkt worden, daß vor dem 1. October keine Regentschaft bestand. Allein auch nachdem sie sich constituirt hatte, konnte sie nicht gleich abreisen, denn dazu war Geld, waren Truppen nothwendig.

Hinsichtlich der Truppen hat man zwar späterhin sehr häufig die Meinung geäußert, daß die fremden Truppen mehr geschadet, als genützt hätten, daß man gleich und zwar blos mit Nationaltruppen hätte beginnen sollen. Man sprach von Unterdrückung der Griechischen Nationalität und dergleichen Dingen mehr. Allein, man hat dabei die Zeit vergessen, von der es sich handelt. Es handelt sich hier vom Jahre 1832! Und was heute, 1835, thunlich, ja sogar räthlich ist, war damals völlig unpractisch und sogar gegen die ausgesprochene Ansicht aller in die Verhältnisse Griechenlands tiefer eingeweihten Männer.

Fremde Truppen sollten nicht gebraucht werden, wie Partheimänner heute versichern, zur Unterdrückung der Nationalität, zur Stütze einer fremden Herrschaft, zur Begründung einer despotischen Gewalt u. dgl. m. Dazu würden, hätte man es auch beabsichtigt, noch nicht einmal 50,000 Mann, viel weniger 3,500 Bayern genügt haben. Die drohende Stellung der Partheien selbst hatte ein solches fremdes vermittelndes Element nothwendig gemacht.

Die ganze Nation hatte sich nämlich nach und nach in die unversöhnlichsten Partheien voll des glühendsten gegenseitigen Hasses gespalten. Sollte nun die neue Regierung gleich von vorn herein eine Partheiregierung werden? — Und auf welche Parthei sollte sie sich stützen? — Die Palikaren, die eigentliche Griechische Nationalmiliz, gehörten ja selbst einer Parthei an, und waren verhafter, als irgend jemand, der ihnen entgegen stehenden Parthei. Die Partheien standen damals so schroff gegen einander, daß die Mitglieder der Regentschaft noch mehr als einmal von Griechen, auch darin ähnlich ihren Alvordern, ¹⁰⁾ die Bitte hören mußten, man solle ihnen

10) Le Baron de Riedesel, „voyages au Levant. p. 324. Les Grecs modernes sont encore tels que l'histoire nous dépeint les anciens, jaloux les uns des autres et vains de la grandeur de leur pays, etc. — Tous ces Grecs s'envient mutuellement et aiment mieux être assujettis aux Turcs, que de voir prospérer leurs voisins; semblables en cela aux anciens Grecs, qu'on a vu appeler dans leur pays, tantôt les Perses, tantôt les Gaulois, et enfin les Romains pour affaiblir leurs voisins, et se déchirer les uns

lieber einen Fremden zum Vorstand geben, als ihnen zumuthen, unter ihrem unversöhnlichsten Gegner zu stehen. Haben sich später die Zeiten geändert, so ist es dann auch Zeit, das Regierungsprincip zu ändern. Allein damals war nach der herrschenden Ansicht, sogar der eifrigsten Philhellenen, und der Griechen selbst ¹¹⁾, ein solches drittes vermittelndes

les autres par des guerres civiles, telle que celle du Péloponnèse!« Vergl. früher §. 171 u. 173.

11) Wenige Tage noch vor dem Eintreffen Unserer Abberufung wurde gegen eine Aeußerung der republicanismisch gesinnten Minerva, von Seiten des Sotir vom 24. Juli 1834 Nr. 50 p. 209, bemerkt: Nous ne savons trop à propos de quoi la Minerve s'est mise à reprocher au gouvernement la présence sur notre sol, de troupes étrangères, au service de la Grèce. Il y a plus que de la bannalité dans ces récriminations haineuses des partis, il y a absence de raisonnement et de bonne foi. — Depuis que l'heureuse institution de notre royauté constitutionnelle est venue mettre un terme aux désordres, qui désolaient notre belle patrie, et lui rendre le repos et la paix, le recrutement a été presque impossible. Les intrigues de tous genres, les perfides menées d'hommes ambitieux et remuans, les promesses, les menaces, tout a été mis en usage pour empêcher l'exécution pleine et entière de la loi sur le recrutement. Dans cet état des choses, la présence de quelques corps étrangers devenait absolument nécessaire, et si la Minerve, qui connaît assez bien les hommes dont les intrigues ont amené cette nécessité a voulu se donner le petit plaisir de nous entendre leur reprocher de nouveau cet acte d'*anti-patriotisme*, nous nous empressons de lui donner cette satisfaction. *D'ailleurs personne n'ignore que les Bavares ne sont ici, que pour l'instruction des troupes grecques, et aucune insinuation malveillante ne pourrait faire supposer une autre cause à leur présence en Grèce.* — Dafs nun später, und zwar sehr bald nach meinem Austritte aus der Regentschaft, diese Stimmung sich geändert hat, ist freilich nur zu gewifs. Allein man hat Unrecht, die Bayrischen Truppen wegen dieser

Princip von der allerersten Nothwendigkeit. Darum hatte schon im Jahr 1827 die Hohe Allianz beschlossen, Bundestruppen dahin zu senden. Und welche Dienste die Französischen Truppen auch für die innere Sicherheit und Ordnung geleistet haben, weiß jeder sein Vaterland liebende Grieche. Eben diese Ansicht hat sogar die im Art. 14. des Staatsvertrages enthaltene Stipulation selbst veranlaßt. Und die Regentschaft, gebunden durch nicht von ihr selbst geschlossene Verträge, hätte nun anderen Sinnes seyn sollen?

Ja, sagt man, die Französischen Truppen seyen ja noch dort gewesen, und sie würden auch noch für die nächste Zukunft, bis zur Bildung eines nationalen Heeres, hingereicht haben. Sehr wahr und gut! Allein die verbündeten Mächte selbst wollten ja die schleunige Entfernung dieses fremden Heeres. Die 1800 Mann, welche noch einige Zeit in Modon und Navarin zurückgeblieben waren — viel fremdes Geld in Umlauf gesetzt, beide Orte zu blühenden Städten gemacht, einen lebhaften Verkehr mit Frankreich und dem übrigen Europa veranlaßt, eine schöne Caserne in Modon, in Navarin aber neue Festungswerke, und eine Brücke zwischen Modon und Kalamata über den Pamisos erbaut, endlich noch eine gute und fahrbare Strafse von Modon nach Navarin angelegt hatten — wurden auf Betreiben der fremden Mächte, sogar gegen den ausgesprochenen Wunsch der Regent-

veränderten Stimmung anzuklagen. Sie sind ja dieselben geblieben, und nur die Regentschaft hat sich geändert. —

schaft, entfernt. Und Niemand weiß den großen Nachtheil des plötzlichen Abmarsches dieser Truppen besser zu beurtheilen, als wer damals mit an der Spitze der Regierung des Landes gestanden hat. Denn die Conspiration Kolokotroni's und Consorten würde nicht jene große Bedeutung erlangt haben, oder vielleicht ganz unterblieben seyn, wären jene Truppen noch einige Zeit geblieben oder wenigstens weniger schnell geschieden.

Deutsche Truppen waren demnach durchaus nothwendig, und dafür entschied in jedem Falle die damals herrschende Ansicht, so wie der Staatsvertrag selbst.

Diesem Staatsvertrage gemäß wurden alsbald Werbungen in München selbst begonnen. Allein jede Werbung erfordert Zeit, mehr Zeit, als nach Lage der Sache gestattet werden konnte. Unter Vermittelung des, damals zufällig in München anwesenden, Grafen Pozzo di Borgo verstand sich daher die Kön. Bayr. Regierung dazu, ein Bayrisches Hülfscorps zu geben. Allein das Wie und Wann mußte erst regulirt, ein Staatsvertrag abgeschlossen, die Truppen marschfertig gemacht, und dann noch nach Triest gebracht, vorher aber auch noch mit der K. K. Oesterreichischen Regierung wegen des Durchmarsches unterhandelt, und gleichfalls ein Vertrag abgeschlossen werden.

§. 238.

Truppen hatte also nun die Regentschaft, oder wenigstens die Aussicht dazu. Allein ein noch drin-

genderes Bedürfnis zur Abreise war Geld. In Griechenland selbst war keines zu erwarten, darum hatte der Staatsvertrag (Art. 12.) ein Anlehen von 60 Mill. Franken garantirt. Allein die bloße Garantie gab noch kein Geld. Dazu war noch jene Stipulation in der Art redigirt, daß kein Banquier Geld darauf leihen wollte. Es mußten daher neue Unterhandlungen bei der Conferenz in London eröffnet werden, um jene Stipulation auf eine andere practischere Weise zu redigiren. Die Conferenz kam zwar auf das allervorkommenste entgegen, allein es vergingen abermals viele Monate. Mittlerweile suchte man einen Vorschufs auf das zu contrahirende Anlehen zu erhalten. Allein auch darüber verging Zeit. Denn zum Nachtheil des Griechischen Aerars wollte man sich nicht ganz in die Hände des Baron von Rothschild geben, und die Unterhandlungen mit der Kön. Bayr. Regierung so wie mit Eichthal konnten eben auch nicht forcirt werden. Endlich wurden die entgegenstehenden Hindernisse gehoben. Die Kön. Bayr. Regierung machte bedeutende Vorschüsse, und auch Baron von Eichthal gab einen Vorschufs von mehr als 2 Mill. Franken aus seinem eigenen Vermögen, gegen im Vergleiche mit der übernommenen Gefahr sehr mäßige Zinsen, wie es von diesem Philhellenen nicht anders als zu erwarten war. ¹²⁾

12) Eichthal war von jeher Mitglied des griechischen Comité's in München.

§. 239.

Außer der Geld- und Truppenfrage verzögerte auch noch eine andere, lange Zeit unentschiedene, Frage die Abreise der Regentschaft, nämlich die sehr wichtige Frage, ob Se. Majestät der König Otto gleich mitreisen, oder die Regentschaft allein abreisen und der König selbst erst späterhin nachkommen solle. Viele sehr angesehene Männer stimmten für das letztere, auch König Otto war anfangs für diese Ansicht gewonnen. Denn dieser geistreiche, edle und in jeder Beziehung treffliche, junge Monarch war ganz erfüllt von der hohen Ihm gewordenen Bestimmung. Er wollte sich daher vor Allem gehörig in Deutschland vorbereiten und dann erst unter Seinem Volke als rettender Engel erscheinen. Allein für die entgegenstehende Meinung sprachen zu triftige Gründe! Es war zu wichtig für das Griechische Königthum, daß der König gleich beim ersten Auftreten der neuen Regierung zugegen sey, theils um durch das Gewicht des königlichen Ansehens die Auctorität der Regierung selbst zu verstärken, theils damit dessen Erscheinen auf dem classischen Boden die Zeit der wiederkehrenden Ruhe und Ordnung, und somit gleichsam die Epoche einer neuen besseren Zeit bezeichnen möchte. Dazu konnte die Bildung des Königs von Griechenland nirgends besser als unter Seinem Volke selbst gesucht und gefunden werden, dessen Sprache er erlernen, dessen Sitten und Gebräuche er vor Allem kennen lernen mußte. Auch durfte der König am 1. Juni 1835 nicht als ein Fremd-

ling in den Angelegenheiten des Landes und der Regierung erscheinen, und schon dieses erforderte dessen Anwesenheit bei der Regentschaft. Abgesehen davon, daß ja die Regentschaft nur sein Interesse vertrat, es also bei vielen Angelegenheiten von der höchsten Wichtigkeit war, des Königs Willen vorher einzuholen, damit nicht die Zeit der Regentschaft als ein neues Provisorium erscheine, und erst am 1. Juni 1835 der wahrendliche Zustand beginne. Und hätte man damals die Möglichkeit eines Zwiespaltes unter den Mitgliedern der alten Regentschaft, ja die Bildung einer ganz neuen vorhersehen können, so würde dies ein dringender Grund mehr gewesen seyn. Denn es wird nun von Niemand mehr geläugnet werden wollen, daß seit dem 31. Juli 1834. es blos noch die Liebe der Griechen zu ihrem Könige gewesen ist, welche Griechenland vor dem gänzlichen Untergang bewahrt hat.

Das Gewicht aller dieser und anderer Gründe ward von dem scharfsinnigen jungen Monarchen erkannt, und am 5. Decbr. 1832 reiste er ab. Wenige Tage nach dem König, und nachdem vorher noch alle entgegen stehende Schwierigkeiten beseitigt worden waren, erfolgte auch die Abreise der Mitglieder der Regentschaft — unterm 10ten und 11ten desselben Monats.

§. 240.

Eine andere große Schwierigkeit entsprang aus der Unkenntniß der Neugriechischen

Sprache. Um diesen Mangel so gut, wie möglich, zu heben, wurden schon in München drei junge, wie man uns sagte, der Neugriechischen Sprache kundige Philologen, die Herren Herold, Heumann und Dr. Franz als Interpreten angenommen. Allein Jedermann, der in dem Falle war, weiß, was es heißt, mittelst Dolmetscher verkehren. Dazu gesellte sich in Griechenland sehr bald auch noch die Eifersucht der Griechen selbst, die nur sehr ungern die Dazwischenkunft Deutscher Interpreten sahen, und daher wiederholt erklärten, sie verständen nicht, was jene übersetzten. Es wurde daher späterhin ein förmliches Dolmetscher-Bureau errichtet, und dazu auch Griechen beigezogen. Darüber waren jedoch, wie dies in solchen Fällen gewöhnlich zu gehen pflegt, beide Theile unzufrieden.

Herold und Heumann waren indessen doch in jedem Falle sehr talentvolle und brave junge Männer, als solche auch von den Griechen selbst anerkannt und geachtet. Allein unglücklicher Weise befand sich unter ihnen Einer, dem wenigstens die eine der so eben genannten Eigenschaften fehlte. Dies war der Dr. Franz. Dieser junge Mann besitzt ein entschiedenes Talent für alte Sprachen, zumal für die Altgriechische, und dies bewog namentlich mich — ich muß mir dies selbst zum Vorwurf machen — ihn der Regentschaft zu empfehlen. Er wurde als Interpret angestellt. Allein kaum war es geschehen, so warnten sehr ausgezeichnete Männer wegen seines noch größeren Talentcs zur Intrigue. Und er selbst lieferte

uns noch vor unserer Abreise von München den Beweis von dieser seiner starken Seite, und in Griechenland mehr noch als einen. Graf von Armanzperg wußte dies Alles, und ward von uns mehr als einmal gewarnt. Dieses auch dem seinigen so verwandte Talent war aber im Gegentheil für ihn ein Grund mehr, denselben nur noch fester an sich zu ziehen. Er ward bei dem Grafen der Favorit-Dolmetscher, jeden Tag bei ihm im Hause gesehen, daher an die Spitze des Dolmetscher-Bureau's gestellt, und auf sonstige Weise begünstigt. Wozu dies führte, soll in der Folge weiter erörtert werden.

§. 241.

Eine weit größere Schwierigkeit entsprang jedoch aus der gänzlichen Unkenntniß der Griechischen Verhältnisse und Bedürfnisse, so wie der wahren Lage des Landes.

Die Königl. Bayr. Regierung hatte versäumt, ehe sie die Krone annahm, an Ort und Stelle selbst Erkundigungen einzuziehen. General von Heideck hatte zwar in früheren Zeiten das Land genau kennen zu lernen Gelegenheit gehabt, und Hofrath Thiersch kehrte im Laufe des Novembers 1832 aus jenem Lande zurück. Allein Heideck hatte das Land mit militärischen, Thiersch mit philologischen Augen betrachtet. Keiner von Beiden hatte officiële Aufträge, befand sich also auch nicht in der Lage, officiële Erkundigungen einzuziehen, sich nach officiellen Berichten und anderen Documenten umzusehen. Dazu waren

sie noch sehr häufig unter sich in offenem Widerspruch hinsichtlich des von ihnen Wahrgenommenen, und noch weit mehr hinsichtlich dessen, was künftig zu geschehen habe.

Wir befanden uns daher damals etwa in derselben Lage, wie heute noch fast ganz Europa, das, trotz dem, daß seitdem des Hofrath Thiersch in vieler Hinsicht vortreffliches Werk über Griechenland erschienen ist, noch bis auf die jetzige Stunde in den Angelegenheiten Griechenlands eben so blind ist, wie zuvor, — stets nach beschränktem heimathlichem Maasstabe mißt — diese seine einseitigen Ansichten auf ganz andere Verhältnisse überträgt, — und nicht begreifen kann, was Jedem, der dort Hand angelegt, und nicht bloß eine Vergnügungsreise nach Delphi, Mykäne oder Athen gemacht hat, klar wie die Sonne ist.

Es blieb demnach bei so bewandten Umständen nichts Anderes übrig, als sich selbst zu erkundigen, und analoge Verhältnisse aufzusuchen. Dazu ward nun die Reise durch Italien und hauptsächlich der Aufenthalt in Corfou benutzt. Zumal die 5 Tage in Corfou waren interessant und lehrreich. Einentheils wegen des dem Königreich Griechenland ähnlichsten Klima's und wegen derselben religiösen wie politischen Verhältnisse. Anderntheils weil dort auch die ehemaligen Machthaber Griechenlands ihre Heimath und Wohnung hatten, diese also vor Allen im Stande waren, über Griechenland zu urtheilen, wenn auch nur in ihrem einseitigen — partheiischen Sinn.

Höchst auffallend, und in jedem Falle nicht uninteressant ist es übrigens, dafs, je näher wir dem Orte unserer Bestimmung kamen, desto mehr Schwierigkeiten uns auffielen; desto schrecklicher uns die wahrhaft verzweifelte Lage des armen — unglücklichen Landes geschildert ward. Mehrere gewichtige Stimmen zählten eine beständige Regierung sogar zu den reinen Unmöglichkeiten, und führten dafür das Beispiel der bisherigen schnell auf einander gefolgten Regierungen an. — Allein sie kannten die unwiderstehliche Gewalt einer monarchischen Regierung noch nicht. Sie hatten bisher blofse Provisorien gesehen, und überlegten nicht, welche ganz unendliche Macht in einem definitiven unabänderlichen Zustande liegt.

Wir fanden zwar bei unserer Ankunft in Nauplia, dafs in allem dem Gehörten keine Uebertreibung lag, wir fanden die Lage des Landes im Gegentheile noch weit verzweifelter — uns Alle sogar noch zu unserem Nachtheile getäuscht. Dennoch reichten nicht volle 18 Monate hin, um die eben bemerkten grofsen Wahrheiten auch practisch zu beurkunden.

Dies führt mich denn zu einer kurzen Darstellung des in jeder Beziehung traurigen Zustandes des Landes, wie wir ihn bei unserer Ankunft gefunden haben.

§. 242.

Dafs während dem Laufe der Jahre 1831. 1832. bis zum Ende des Jänners 1833 die ganze Griechische Nation in Partheien, in eine Englische, Russische und Französische zerfallen war, ist schon mehrmals be-

merkt worden. Aufser diesen grofsen Partheiungen hatten sich aber auch noch eine zahllose Menge anderer Partheien gebildet, zumal Kybernitiker (von Κυβερνητικός) und Antikybernitiker, Constitutionelle und Anticonstitutionelle, Kapodistrianer und Antikapodistrianer, Nappisten und Antinappisten u. s. w., welche leider durch keine grofse Bestrebungen, durch keine grofse Interessen, wie in anderen Ländern, sondern grosentheils nur aus persönlichen Rücksichten, aus blofsem Privatinteresse geleitet und zusammengehalten worden sind. Daher kann man in Griechenland das sonderbare Schauspiel sehen, dafs wer heute Kybernitiker oder Constitutioneller war, nach 4 Wochen gerade die entgegengesetzten Grundsätze, und dann nur um so eifriger vertheidigt.

Dafs nun diese verschiedenen Partheien in offenen Kampf mit einander gerathen, in Folge dessen die Palikaren den Isthmus überschritten, Raub und Zerstörung über den Peloponnes verbreitet, und in der Mitte Januars 1833, 14 Tage vor der Ankunft des Königs und der Regentschaft, sogar mit dem französischen Hülfs corps in Argos handgemein geworden waren, ist gleichfalls schon früher erwähnt worden. Die geheime Absicht mehrerer Partheiführer soll damals, wie Viele behaupten, die gewesen seyn, sich in Argos festzusetzen, und dann dem ankommenden König und der Regentschaft, die Waffen in der Hand, Bedingungen vorzuschreiben. Wie dem nun aber auch sey, so war es denn doch in jedem Falle auffallend, dafs der Kampf gerade im Hause Kalergi's

begonnen und sich hauptsächlich um dieses Haus herumgedreht hat, und dafs der junge Kolokotronis im Kampfe selbst ergriffen worden ist. Während späterhin, bei Ankunft des Königs und der Regentschaft, Kolokotronis Vater sich an Bord des Russischen Admiralschiffes förmlich etablirt, und von hier aus seine Excursionen nach dem Madagascar gemacht hat.

§. 243.

In welchen höchst traurigen Zustand nun aber bei dieser Lage der Dinge das arme Land selbst gerathen mußte, bedarf kaum der Erwähnung. Wo man hinsah, nackte — kahle Felsen; unbebautes, öde daliegendes Land; nirgends Wege, keine Strafsen, keine Brücken; die Bewohner Griechenlands entweder in Höhlen oder in von Lehm oder von einigen übereinandergelegten Steinen gebauten Hütten; Ruinen, nicht allein von einzelnen Häusern, ja von ganzen Dörfern und Städten. Athen besafs vor dem Freiheitskampfe etwa 3000 Häuser, zur Zeit unserer Ankunft keine 300. Alle übrigen Häuser lagen, und liegen grofsentheils noch im Schutte. Alle Bäume in der Gegend von Nauplia, so wie in anderen Theilen des Landes, so zahlreich sie auch in früheren Zeiten gewesen seyn sollen, waren verschwunden. In den ersten Tagen nach unserer Ankunft waren in der Ferne noch mehrere rauchende Häuser sichtbar. Weit durfte sich ohnedies Niemand von der Stadt entfernen. In Nauplia war noch kein Pflaster. Eine Menge Ruinen in der Stadt selbst. Grofsentheils enge, un-

fahrbare Strafsen. Der Platanenplatz voll Schutthaufen von umgestürzten Häusern. Itschkale mußte man erklettern, denn Wege dahin existirten nur dem Namen nach. Von einem Wege vor der Stadt und um den Palamides herum war gleichfalls keine Spur vorhanden. Die so dringend nothwendige Wasserleitung von Aria nach Nauplia war voller Oeffnungen und Löcher, durch welche der größte Theil des trefflichsten Wassers entströmte und kleine Sümpfe bildete. Der Wallgraben war ein stinkender Sumpf, und dennoch von mehreren Griechischen Familien und von Schweinen bewohnt. Die Festungswerke und das Arsenal waren im größten Verfall. Und unsere Wohnungen — und dennoch behauptete man, sie seyen eigens für uns zurecht gemacht worden.

Doch genug von diesem, doch nur den äußeren und materiellen Zustand betreffenden, Jammerbilde, denn weit trauriger noch war leider die innere — geistige Zerrüttung!



§. 244.

Es existirt wohl kein Land in Europa, vielleicht keines in der ganzen bis jetzt bekannten Welt, in welchem so heterogene Elemente durch einander braussen, in welchem die Art und der Grad der Bildung so verschiedenartig ist, wie das heutige Königreich Griechenland. ¹³⁾ Neben dem gänzlichen Mangel

13) Vergl. auch Fr. Thiersch I. p. 217 ff.

an Bildung steht die größte Verbildung. Neben dem vollkommensten Zustande des Mittelalters findet man die aller modernsten Grundsätze über Freiheit und Gleichheit. Neben dem fleissigen und angesessenen Ackersmann umherziehende Nomaden, die bald hier bald dort ihre Zelte aufschlagen, wo sie gerade für ihre Heerde Weide finden. Neben der größten Treulosigkeit die treuesten Seelen, die letzten zumal unter den Palikaren, unter den Bauern und Dienstboten. Neben den größten Intriguanten die biedersten und geradesten Männer, auch diese hauptsächlich wieder unter den Palikaren, Ackersleuten und unter den Matrosen, ja man kann sagen unter den Insulanern überhaupt. Neben der größten Charakterlosigkeit und Charakterschwäche der festeste Wille, ja sogar die größten Charaktere. Ich nenne unter Anderen nur **Jacovaky Rizo Néroulos**, der durch die ganze Revolutionszeit hindurch stets sich selbst treu blieb; **Lazarus Conduriottis**, **Andreas Miaoulis** u. A. m.; vor Allen aber **Johann Colettis**, den auch seine Feinde für den ersten Charakter Griechenlands erklären.

Unter allen diesen durcheinander gährenden Elementen wird jedoch der aufmerksame Beobachter alsbald das Einheimische von dem Fremden zu unterscheiden wissen. Und zur Ehre der Griechen sey es gesagt, das Schlechteste ist keineswegs dem heimathlichen Boden entsprossen.

§. 245.

Heimathliches Element ist insbesondere der mittelalterliche Zustand durch das ganze Königreich. In der einen Provinz findet sich davon freilich mehr, in der anderen weniger.

Durch ganz Griechenland findet man noch heute Häuptlinge, *principes*, wie sie Tacitus nannte. Man findet einen geistlichen, einen ritterlichen und einen Bauernstand. Diese Stände stehen jedoch, was ja nicht übersehen werden darf, in aller und jeder Beziehung noch auf der Stufe unseres eigenen, des Germanischen, Mittelalters. Es haben sich demnach aus ihnen noch keineswegs die Standesbegriffe und Standesrechte entwickelt, wie wir sie heute im übrigen Europa kennen.

Die Häuptlinge, Vordersten — Fürsten im Sinne des Mittelalters — sind offenbar die Militär- und Civil-Primates. Die Civilprimaten stützen ihre Macht auf Grundbesitz, auf den Inseln wohl auch auf anderen Reichthum. Ihre Leute sind die Bauern, welche ihnen das Feld bestellen; auf den Inseln die Matrosen; allenthalben ihre Verwandten und Familien. Auf den Inseln zumal bildet jede Primatenfamilie eine Art Schottischen Clan's, und die Schiffe eines jeden Primaten sind nichts anderes, als die Wohnung seiner Familie.

Die Militärprimaten sind Klephten,¹⁴⁾ die

14) Dieser Name, weit entfernt entehrend zu seyn, war sogar ein Ehrentitel. Die Capitäne nannten sich selbst

sich durch Muth und Tapferkeit hervorgethan, und sich dadurch einen Anhang verschafft haben. Die Art, wie ihr Gefolge angeworben zu werden pflegte, ist ganz Germanisch, und stimmt mit der Beschreibung von Tacitus überein.¹⁵⁾ Ihre Stütze ist ihr Arm, nur selten, wie z. B. bei Theodor Kolokotronis, Kolipoulos Plapoutas u. A. auch Grundeigenthum. Ihre

so. Und die 4 Dörfer auf dem Oeta wurden sogar Clefta-Choria genannt. Pouqueville, voyage. III. p. 251. Später berühmt gewordene Männer sind zuvor Klephten gewesen und haben sich dadurch den Weg zum Ruhme gebahnt, z. B. Véli Bey, der Vater des berühmigten Ali Pascha von Janina. S. Pouqueville, histoire. I. p. 11 – 13. Pouqueville, voyage. III. p. 266 u. 267. Desgleichen Ali Pascha selbst in seiner Jugend. S. Pouqueville, histoire. I. p. 18 — 21. Pouqueville, voyage. III. p. 272 — 274. Ein gewisser Demetrius Paléopoulos war zuerst Klephte und dann Woiwode. S. Pouqueville, histoire. I. p. 51 u. 52. Auch Theodor Kolokotronis war, wie seine Vorfahren, ursprünglich das Haupt einer solchen Bande von herumirrenden Glücksrittern. S. Pouqueville, voyage. II. p. 324.

15) Ibrahim-Manzour-Efendi, Mémoires sur la Grèce et l'Albanie etc. p. 402. „Dès qu'un homme veut être militaire gradé, qu'il soit connu ou inconnu, il se donne, de sa propre autorité, le titre de *capitaine* (beuluk-baschi), ou même celui de *colonel* (bine-baschi); un drapeau, aux couleurs de sa fantaisie, est déployé au-dessus de la porte de sa demeure, et dès-lors ceux de la ville ou des environs qui désirent entrer au service, s'adressent à ce chef. Lorsqu'il jouit d'une réputation de brave militaire, ou d'*ancien voleur de grands chemins* (haïdouth), ou bien seulement d'homme riche, il obtient en peu de temps plus de volontaires qu'il ne peut désirer, car tous les engagemens se contractent de gré à gré, et cessent dès qu'il prend envie, soit au chef, soit au soldat, de rompre l'engagement, ce qui s'appelle *couper les vivres* (hartche Kessmeck).“ Eine ähnliche Beschreibung bei Pouqueville, voyage dans la Grèce. II. p. 599 ff.

Leute sind Palikaren, oder andere Bewaffnete, und bei Kolokotronis, Plapoutas u. a. Grundbesitzern auch noch ihre Bauern. Der Lohn dieser Leute ist der vertragsmäfsig bestimmte Sold, ¹⁶⁾ die Beute im Kriege, zuweilen auch ein nüchternes Mahl — ein nach Palikaren Weise gebratenes Lamm. (§. 3. u. 199.)

Die Geistlichkeit ist reich, ihr Reichthum auf Grundbesitz gebaut. Etwa der vierte Theil von Grund und Boden gehört den Kirchen und Klöstern.

Die Geistlichen sind aber unwissend, wie in unserem eigenen Germanischen Mittelalter. Dennoch haben unsere, so wie auch die Griechischen, ¹⁷⁾ Geistlichen durch Abschreiben die Wissenschaft von ihrem völligen Untergang gerettet, die heutigen Griechischen Geistlichen dagegen können in der Regel nicht einmal schreiben. Wer seinen Namen zu schreiben vermag,

16) Ibrahim-Manzour-Efendi. p. 403.

17) Noch im 18ten Jahrhundert fand man in fast allen Klöstern Manuscripte, z. B. im Kloster St. Cyriani auf dem Hymettus bei Athen. S. Chandler, voyages etc. et en Grèce. III. p. 62 et 63. Meistentheils zwar nur Kirchenagenden, Chorale, Legenden von Heiligen u. dgl. m. Hin und wieder aber auch Kirchenväter und Evangelien, z. B. im Kloster zu Hagios Stephanos bei Trikala, zu Hagia Triada, Meteoron, Barlaam, Dusiko u. s. w. Siehe Björnsthäls Briefe auf seinen ausländischen Reisen u. s. w. VI. p. 145—148, 152, 156—158, 162, 163, 170—173, 181—183. Ja sogar Manuscripte von Hesiodus, Sophokles, Josephus, Hippokrates u. s. w. Björnsthahl VI. p. 156, 157, 163. Und im Kloster Meteoron das Mspt. der Erzählung eines Juden zur Zeit des Kaisers Justinian, dafs Jesus Christus Priester am Tempel zu Jerusalem gewesen sey. Ibid. p. 162 u. 163. Vergl. oben §. 190.

trägt ein kleines Dintenfaß an der Seite zur Schau, und heist dann ein Gelehrter. In der Mitte des 18ten Jahrhunderts, als schon [die Geistlichkeit begonnen hatte, in Italien und anderen Ländern Europa's ihre Bildung zu suchen, fand noch Choiseul Gouffier auf der Insel Patmos unter 80 Mönchen kaum drei, welche zu lesen verstanden.¹⁸⁾ So wie es aber in unserem Mittelalter einzelne hell sehende gelehrte Mönche, Aebte und Bischöfe gab, so auch im heutigen Griechenland trotz der seit dem Befreiungskampfe hereingebrochenen Anarchie.

Dennoch hat die Geistlichkeit großen Einfluß auf die Menge, denn der Grieche ist fromm, — sogar der Räuber respectirt seine Priester, die Kirchen und das Kirchengeschloß,¹⁹⁾ hin und wieder sogar abergläubisch.²⁰⁾ Auch auf weltliche Dinge üben die Geistlichen großen Einfluß. Es unternimmt der Grieche nicht leicht irgend ein wichtiges Geschäft, ohne zuvor seinen Geistlichen, zumal den Bischof, zu Rath gezogen zu haben. Will eine Gemeinde einen wichtigen Beschluß fassen, so versammelt sie sich zuvor zur Berathung bei ihrem Bischof. Kein Raubzug, — keine Conspiration, — kein Aufstand pflegt ohne einen

18) Choiseul Gouffier, *voyage pittoresque de la Grèce*. I. p. 102 u. 103.

19) Pouqueville, *voyage*. III. p. 188 und 266. Saint Sauveur, *voyage*. III. p. 370. Vgl. §. 29 u. 57.

20) Pouqueville, *voyage*. III. p. 226 — 228, 243. IV. p. 405 — 421. A. Soutzo, *hist. de la révolution grecque*. p. 226 ff.

Geistlichen, der nicht das Unternehmen geheiligt oder gar das Kreuz vorangetragen hätte, unternommen zu werden.

Den ritterlichen Stand bilden die Palikaren, nur daß sie zu Fuß, jedoch eben so schnell sind, wie unsere Reiter. Sie sind, wie schon bemerkt ward, lauter edle alt Homerische Gestalten. Sie lieben ungebundene Freiheit, wie früher, als das Gefolge der Klephten. Daher ihre Abneigung gegen regelmäßigen Kriegsdienst. Was blinde, oder wenigstens kurzsichtige, Staatsmänner in der Fustanelle suchen, ist ganz wo anders zu finden.

Wie unsere mittelalterlichen Ritter sind auch sie tapfer, treu und edel in jeder Beziehung. Sie legten die Waffen nie ab, bildeten noch zur Zeit der Ankunft des Königs und der Regentschaft das bewaffnete Geleit ihres Häuptlings, — ihres Capitäns oder Primaten, — und waren und sind diesem noch treu bis in den Tod. Denn vergeblich bemüht man sich, ihnen irgend ein Geheimniß, irgend ein Geständniß gegen ihre Herrn zu entlocken. Auch noch hinsichtlich ihrer Liebe zu den Waffen endlich gleichen sie ihren mittelalterlichen Genossen, denn der Palikare hält sich für besser, als andere unbewaffnete Leute, und wer einmal die Waffen als Gewerbe geführt, hält jede andere Beschäftigung für unwürdig, ²¹⁾ der kehrt nicht so leicht wieder zu einer anderen Beschäftigung

²¹⁾ Dennoch haben zur Zeit der Regentschaft viele irgend ein anderes Gewerbe ergriffen.

zurück. Daher die vielen müßigen Leute, bei dem größten Mangel an Menschen.

Die Bauern endlich sind von den Colonen im Mittelalter in weiter nichts unterschieden, als daß sie, was ihr Gewerbe betrifft, noch ganz auf der Stufe der alt Homerischen Zeit stehen, den alt Hesiodischen Pflug führen, ja nicht einmal den Gebrauch des Düngers kennen und wollen. Im Uebrigen haben auch sie kein Grundeigenthum, bauen für ihren Herrn, für ihren Primaten, das Feld, und sind, ohne gerade unfrei zu seyn, dennoch völlig abhängig, in einer Art von Hörigkeit von jenen. Sie sind indessen fleissig, gut und brav, und eine Hauptstütze des jungen Thrones.

Doch nirgends findet man das Bild des Mittelalters treuer und vollständiger bewahrt, als in der Maina.

Das ganze Volk der Mainoten erkennt zwar auch jetzt noch den Bey als sein Haupt, wie dies noch im Jahre 1828. in einer Urkunde förmlich ausgesprochen worden ist. (§. 219.) Im Uebrigen zerfällt dasselbe aber in eine zahllose Menge größerer und kleinerer Genossenschaften, Kapitaneien genannt, und diese zerfallen wieder in Familienverbindungen. Jedes Haupt einer Familie besitzt seinen eigenen Thurm, zum Schutz und Schirm seiner Familie. Die Regentschaft fand noch etwa 800 solcher Thürme. Jede dieser größeren oder kleineren Genossenschaften bildet ein Schutz- und Trutzbündniß mit dem vollständigen Recht der Fehde. Unter den Genossen einer Familie

entstandene Streitigkeiten schlichtet die Familie selbst. Die Frauen besorgen das Haus und das Feld. Der Mann trennt sich nie von seinen Waffen, liebt Jagd, Fehde, Beute und Raub. Er ist im Uebrigen unwissend und roh, aber tapfer und kräftig, in gar vieler Beziehung das Bild eines alten Spartaners.

Zu diesen mittelalterlichen Elementen gesellten sich aber unter der Türkischen Herrschaft, und durch sie hervorgerufen, auch noch manche unedle Anlagen und Fertigkeiten, insbesondere der Geist der Intrigue, der besonders in der dem Türkischen Scepter völlig unterworfenen Provinz Morea noch bis auf die jetzige Stunde vorherrschend ist. Rumelien ²²⁾ und zumal die Inseln haben gröfsere Freiheiten und sich selbst von ihren Türkischen Hertschern geschiedener und reiner erhalten, darum hat auch dort noch bis auf die jetzige Stunde der Geist der Intrigue keine so tiefe Wurzeln geschlagen.

Ein anderes, ebenfalls heute noch vorfindliches Element datirt aus den Zeiten der Kreuzzüge und der Venetianischen Herrschaft. Es sind die katholischen Ansiedler auf mehreren Inseln, zumal auf Tinos, Syra, Naxos und Santorin. Sie sind die gröfsten Grundbesitzer und, — Neu-Syra ausgenommen, — die reicheren Bewohner jener Inseln. Deshalb und der Religion wegen besteht ein steter heimlicher

²²⁾ Hier war ja so zu sagen die Heimath der Armatolen und Griechischen Capitäne.

Krieg zwischen ihnen und den neben ihnen wohnenden Griechen.

§. 246.

Zu diesen einheimischen Elementen kamen aber seit dem Befreiungskampfe auch noch fremde, und zwar leider nicht gerade die besten hinzu.

Obenan in dieser Beziehung stehen die Phanarioten. Viele von ihnen hatten zum Ausbruch des Freiheitskampfes in Constantinopel selbst thätig mitgewirkt. Sie hatten sich dadurch der Pforte gegenüber compromittirt, ihre Stellen sammt ihrem Vermögen verloren. Sie flohen daher nach dem Lande der Griechischen Freiheit — nach dem Peloponnes. Nicht blos als Griechen — sogar als Märtyrer der Freiheit selbst hatten sie aber ein Recht auf freundliche Aufnahme. Auf diese Weise ergoß sich denn schon gleich in den ersten Jahren der Revolution ein ganzer Schwarm von Phanarioten über das damals befreite Griechenland, an ihrer Spitze Alexander Mavrokordatos. Schon von seinen Vorfahren her in den Künsten des Phanars erzogen und gebildet, hatte es dieser, übrigens nicht uninteressante, Mann schon in früher Jugend zur anerkannten Meisterschaft darin gebracht.²³⁾ Nun ward das schon vorgefundene analoge Talent der Moreoten weiter ausgebildet, und der Geist der Intrigue in ein förmliches System ge-

²³⁾ Das beste Porträt dieses Mannes findet sich bei Alexandre Soutzo, *hist. de la révolution grecque*, p. 132 — 134.

bracht. Was aber den neuen Ankömmlingen gleich zu großem Ansehen verhalf, das war ihre Sprache von allgemeinen Menschenrechten, von ihrer Feststellung durch Verfassungsurkunden und dergleichen Dingen mehr, während die That der Rede nichts weniger als entsprach. Zwar hatte Mavrokordatos selbst die erste Constitution, die vom Jahre 1822, entworfen. Allein sie war ein todt gebornes Kind, das nur die Bestimmung hatte, ihren Urheber an die Spitze der Geschäfte zu bringen. Sie ward daher nach erreichtem Zweck wieder auf die Seite gelegt, und immer nur wieder von Constitution gesprochen, wenn Holland in Noth war.

Auf diese Weise erhielt denn Griechenland ein neues, der Mehrzahl sehr verhafstes Element. Dennoch haben diejenigen Unrecht, welche es wieder ausgeschieden und entfernt wissen wollen. Die Phanarioten haben sich einmal eingebürgert. Sie haben durch ihre in Constantinopel selbst gebrachten Opfer sogar ein Recht zur Einbürgerung erlangt. Sie sind in jedem Falle Griechen, und Griechenland stößt keinen Griechen zurück, denn es kennt ja seine eigene Zukunft! Dazu kommt noch, dafs, nach dem jetzigen Stande der Bildung in Griechenland, die Phanarioten zu den brauchbarsten und gebildetsten gehören, also noch lange Zeit keine Regierung ohne sie wird gehen können. Die Aufgabe einer jeden künftigen Regierung mufs demnach nur die seyn, sie unschädlich zu machen, während man auf der anderen Seite sich ihrer Kräfte und Talente bedient.

§. 247.

Zu diesem, dem heutigen Griechenland an und für sich fremden, Elemente der Phanarioten kam aber, wenigstens bei dem jetzigen Stande der Dinge, ein eben so fremdartiges hinzu. Dies sind nämlich, sonderbarer Weise genug, die im Auslande gebildeten Griechen.

Das Besuchen fremder Lehranstalten ging zwar, seit dem achtzehnten Jahrhundert, noch mehr aber seit der Stiftung einer Hetärie, aus dem sehr lobenswerthen Bestreben hervor, sich Europäische Bildung anzueignen, und Europäische Sitte nach Griechenland zu verpflanzen. Diese Bestrebung bildet sogar durch den ganzen Freiheitskampf hindurch einen vorherrschenden Zug, und ist es mehr als je in dem gegenwärtigen Augenblick. Dennoch ist daraus für die Gegenwart in vieler Beziehung nur noch eine neue Schwierigkeit erwachsen.

Die meisten jungen Leute gingen nämlich, um ihre Bildung zu suchen, in früheren Zeiten, nach Frankreich, und von dem berühmten Koraïs dahin gezogen, nach Paris. Hier sahen sie nun, wie eine Regierung schnell auf die andere folgte. Hier wurden sie mit dem revolutionären Wesen aufs Innigste vertraut. Statt etwas Tüchtiges zu lernen, um das Gelernte in der Heimath wieder zu lehren oder im Leben zur nützlichen Anwendung zu bringen, statt dessen beschäftigten sie sich — mit einigen sehr löblichen Ausnahmen jedoch, — mit der Theorie von

den Menschenrechten, von dem Widerstand gegen die bestehenden Regierungen, von Constitutionen u. dgl. m. Die jungen und alten Leute kehrten, den Kopf voll solcher Ideen, im Uebrigen aber leerer als zuvor, in die Griechische Heimath zurück, und wollten nun auch hier zur Anwendung bringen, was sie dort gesehen und gehört, wollten sogar, wie es bei Nachahmern gewöhnlich der Fall ist, hier noch weiter gehen, als im Vaterlande jener Ideen selbst. Sie predigten zügellose Freiheit, wie sie gar nirgends noch bestanden hat, nirgends und am allerwenigsten in einem erst wieder zu regenerierenden Lande zu bestehen vermag. Dabei schritten sie stolz einher, voll Hochmuth und Dünkel, als wären sie — nur sie allein die Apostel der Freiheit.

Wieder andere zogen nach Italien, nach England, nach der Moldau, nach der Wallachei, nach Oesterreich und nach Russland, und kehrten heim, oder kamen von dort in den Griechischen Freistaat, um die dort gesuchte, und leider nicht immer gefundene, Bildung nun in der alten oder neu erlangten Heimath zur Anwendung zu bringen.

Erst in späteren Zeiten ward es Sitte, zu diesem Ende auch Deutsche Lehranstalten zu besuchen. Und wo hätte man sie besser finden sollen, als gerade hier in der Heimath der besten Bildungsanstalten, der trefflichsten Gymnasien und Universitäten? — nach deren Muster ja sogar Frankreich in neueren Zeiten die seinigen zu bilden, nicht ohne Erfolg, begonnen hat!

Allein leider studierte man blos Medicin oder

höchstens etwas Philosophie, die sogenannten philosophischen Wissenschaften. Denn für wahre Philosophie, für Justiz, Finanz und Administration war ja in der Heimath noch kein Boden vorhanden. Und die Wenigen, welche sich auch damit beschäftigten, kehrten wenigstens ohne alle Erfahrung, ohne Uebung und ohne practische Fertigkeit in die Heimath zurück.

Alle diese, in den verschiedensten Theilen von Europa gebildeten Griechen stimmten indessen darin mit einander überein, dafs sie, der Eine wie der Andere, voll Hochmuthes und voller Ansprüche einherzogen. So viel es ihrer auch waren, so sah man in ihnen dennoch nur Candidaten für Minister- und ähnliche Stellen. Weiter herab wollte sich keiner versteigen.²⁴⁾ Europa selbst war bei diesem Zustande der Dinge nicht frei von aller Schuld, ohne es jedoch zu wollen oder auch nur zu ahnden.²⁵⁾ Seitdem

24) Sehr richtige Bemerkungen über diese im Auslande gebildete *Jeune Grèce* im Sotir von 1834 Nr. 74.

25) Sehr wahre Worte spricht in dieser Beziehung P. O. Brøndsted, *voyages dans la Grèce*. I. préface p. XVII. Les écrivains qui s'étendent longuement et souvent sans égard pour la vérité, sur la *régénération* de la Grèce, compromettent, par des assertions fausses ou exagérées, le succès de la cause la plus légitime. Maladroits apologistes, ils nuisent plus à la Grèce, que ses adversaires mêmes. Car il faut nécessairement que tout dans ce malheureux pays sorte d'abord du néant, le génie, comme le pouvoir, et la liberté, comme l'ordre. — Quiconque, ami de la vérité plutôt qu' esclave des préjugés, a vu la Grèce avec des yeux non prévenus, ne s'abandonnera pas à une illusion agréable mais dangereuse; il ne croira point que ce pays désorganisé soit en état d'effectuer et de fonder

nämlich Europa wieder die Augen auf Griechenland gewendet hatte, war man gewohnt, in ihnen die unterdrückten alten Hellenen zu sehen. Wo sich ein Grieche zeigte, wurde er als ein Heroe aus der alten guten Zeit empfangen, und als ein Halbgott wieder entlassen. Die ohnedies der Eitelkeit ergebenen Griechen glaubten am Ende selbst, was sie so oft hörten. Statt daher nach jenem großen, ihnen von ihren unsterblichen Vorfahren selbst gesteckten Ziele zu streben, glaubten sie, daß sie schon jetzt, seit dem Momente der heldenmüthigen Befreiung vom Türkenjoch, und durch diese allein wieder die alten Hellenen geworden seyen. Diese, im übrigen Europa nun zu Halbgöttern erhobenen Griechen kehrten heim und fanden, im Vergleiche mit ihren in der Heimath zurückgebliebenen Brüdern, daß sie nicht blos halbe, sondern ganze Götter seyen. Ihnen konnte darum keine andere Stelle genügen, als — im hohen Olympos selbst.

Daraus darf indessen keineswegs irgend etwas gegen die nun einmal begonnene allgemeine Richtung nach Europäischer Bildung gefolgert werden. Im

d'une manière durable, par ses propres moyens, une véritable régénération, c'est-à-dire une organisation sage et heureuse; et j'avoue que je n'ai jamais pu concevoir un espoir semblable. Ce n'est pas que le peuple manque de capacité et de bravoure; il possède sûrement ces qualités à un haut degré; — mais c'est, il faut bien le dire, que deux péchés originels sont inhérents aux Grecs, la vanité et la versatilité. Voilà des matières combustibles, fécondes en malheurs, et auxquelles l'excessif égoïsme de quelques chefs ne travaille incessamment qu' à mettre le feu.

Gegentheile, die begonnene Richtung muß immer mehr und mehr verfolgt, sie kann und darf sogar nicht mehr gehemmt werden. Denn Griechenlands hohe Bestimmung ist offenbar der Träger Europäischer Bildung nach Asien und noch weiter zu werden. Dafür bestimmt es seine günstige Lage, wie das große Talent seiner edlen Bewohner. Und so wie es einst die Wiege der Bildung für das übrige Europa gewesen ist, und von diesem nun die veredelte Bildung zurückerhält, so muß es auch seiner Seits wieder, nach dem ewigen Gesetze der Wiedervergeltung, Asien, Aegypten und anderen Ländern veredelt zurückgeben, was es vor Jahrtausenden von ihnen erhielt.

Der gegenwärtige unglückselige Zustand von Griechenland ist ja ohnedies nur ein vorübergehender, der, je mehr man erkennt, was jenem Lande voll großer Erinnerungen eigentlich Noth thut, desto schneller vorübergehen und nach und nach gänzlich verschwinden wird. Nun ist aber jene verschiedenartige Bildung, wie sie außer Griechenland sich in keinem anderen Lande vorfindet, kein geringes Hinderniß für die neue Regierung zur Reorganisation des Landes; es mußte darum auch dieser Schwierigkeit gedacht werden.

Unübersteiglich ist indessen auch dieses Hinderniß nicht, und Europa selbst vermag auch in dieser Beziehung sehr viel. Unterstütze man die Griechen, wo sie erscheinen, mit Geld und gutem Rath. Erziehe und bilde man sie wie andere Erdensöhne, de-

ren Bestimmung das heutige Griechenland, nicht wie es nach Phantasiegebilden vieler unserer sogar wohlmeinendsten Philhellenen, sondern wie es in der Wirklichkeit ist. So daß die, zumal in Deutschland zu bildenden und gebildeten Griechen, reich an Kenntnissen und Erfahrungen jeder Art, allein dennoch bescheiden und anspruchslos dereinst in ihr Vaterland heimkehren und wahre Stützen des jungen Thrones werden. — Europa wird dann unsterblichen Ruhm ärndten, und mehr als bisher zur Erreichung des erwünschten Zieles beitragen.

§. 248.

Zu den seit der Revolution erst neu hinzugekommenen Elementen gehören auch die aus allen Theilen Europa's herbeigeströmten Philhellenen, die Bewohner der Jonischen Inseln und andere, welche sich seit jener Zeit dort niedergelassen haben.

Unter dem großen Schwarme von wirklichen und sogenannten Philhellenen, welche aus der Moldau, Wallachei, Bulgarien, England, Frankreich, Italien, Deutschland, Portugal und anderen Ländern herbeigeströmt und sich hier neben den vorgefundenen oder gleichfalls erst eingewanderten Griechen, so wie neben den zurückgebliebenen Türken und Arabern häuslich niedergelassen hatten, befinden sich in der That die wohlwollendsten Männer, ausgezeichnete Talente, zumal unter den Englischen, Deutschen und Französischen Philhellenen. Allein neben ihnen, wie dies gleichfalls nicht anders geschehen konnte, auch

Abentheurer jeder Art. Denn es hatte sich, zumal in den letzteren Zeiten, der unglückliche Wahn in Europa verbreitet, daß wer für die Heimath nichts taue, wenigstens für das entvölkerte Griechenland noch von großem Gewinn sey. Da fast alle mit leeren Händen kamen, so gewöhnten sich die Griechen, die ohnedies von den Fremden nicht gerne lernen, und nur ungern von ihnen etwas annehmen (§. 315.), in ihnen Leute zu erblicken, die nur gekommen wären, sich ihnen in den Weg zu stellen, das für sie bestimmte Brod zu essen u. dgl. m.

Aus dieser Eifersucht gegen die Fremden ist nun aber ein neues sehr großes Uebel für die Reorganisation des Landes selbst hervorgegangen, sintemal, wie dies übrigens die verständigeren Griechen selbst einsehen, bei dem jetzigen Stande der Bildung, das Meiste dafür nur von Fremden gelehrt, nur von Fremden besorgt zu werden vermag. Daß aber damit keine Herrschaft von Fremden begründet, die Unentbehrlichkeit von Fremden nicht bis in Ewigkeit verlängert werden sollte, versteht sich ohnedies von selbst, und wird auch im Ernste wohl von keinem, sein Vaterland liebenden Griechen geglaubt; — so viel man auch in letzter Zeit von Nationalität gesprochen, noch niemals aber gesehen hat, was denn eigentlich die Sprecher unter einem, dem früheren entgegen gesetzten Systeme von Nationalität zu verstehen für gut finden. Nein die Griechische Nationalität kann und darf nicht unterdrückt werden, sie dient im Gegentheile als Haupthebel für die zu machenden Schö-

pfungen. Allein so wie im vierzehnten und fünfzehnten Jahrhundert Griechen es waren, welche dem übrigen Europa Griechische Weisheit gebracht, ebenso sollen jezt Europäer, und Deutsche insbesondere, wieder das längst erloschene Licht in die Heimath des Lichtes zurückbringen. Von Unterdrückung der Nationalität ist und war weder im einen noch in dem anderen Falle die Rede.

§. 249.

Was nun die Jonischen Inseln ²⁶⁾ betrifft, so erscheinen sie schon beim ersten flüchtigen Blick auf die Charte, wie schon vor mehr als hundert Jahren ²⁷⁾, als der Griechischen Sache feindliche Wesen, oder nach Umständen auch als freundliche Wächter desselben. Von hier aus kam in den ersten Zeiten des Freiheitskampfes die hauptsächlichste Hülfe der Türken, späterhin für die Griechen. Und in den allerneuesten Zeiten war hier wieder der Hauptsitz für die in Griechenland zu spielenden Intriguen.

Sie sind zwar auch von Griechen bewohnt, diese jedoch wesentlich verschieden von den Griechen im heutigen Königreich Griechenland selbst. Ihr Ge-

26) Sehr interessante Bemerkungen über die Verfassung, Religion, Sitten und Gebräuche der Bewohner der Jonischen Inseln zur Zeit der Venezianischen Herrschaft, findet man bei Saint Sauveur, voyage historique, littéraire et pittoresque dans les isles et possessions ci-devant Vénitiennes du Levant. Paris, an. VIII. 3 tom. in 8. Der Verfasser war 17 Jahre lang Französischer Consul auf jenen Inseln.

27) Ranke, historisch-politische Zeitschr. II. p. 470.

schick wollte nämlich, daß sie der Venezianischen Herrschaft längere Zeit unterworfen bleiben, Italienische und zumal Venezianische Sitte und Sprache annehmen sollten. ²⁸⁾ Der Griechische Kern ward dadurch zwar nicht völlig vernichtet, allein das Resultat dieser Mischung von Griechischem und Venezianischem war denn doch, daß sie keine Venezianer, aber auch keine Griechen mehr waren. ²⁹⁾ Der spätere schnelle Wechsel der Französischen, Russischen, dann wieder Französischen (seit dem Frieden von Tilsit im Jahr 1807), und Englischen Herrschaft hatte diese ganz eigenthümliche Mischung nur noch vermehrt. Ob aber in dieser Venezianischen, Russischen, Französischen und Englischen Schule der Character der Eingebornen gebessert worden sey, ist hier nicht der Ort weiter zu prüfen. Nur so viel muß noch bemerkt werden, daß die Griechische Nationalität auch hier nie ganz zu Grabe ging. Sie regte sich von Zeit zu Zeit. Sie regte sich noch im Jahre 1833, und — ohne Englische Bajonette bestünde schon längst nicht mehr eine Republik der Jonischen Inseln.

Zumal während des Griechischen Freiheitskam-

²⁸⁾ Ueber die Verdorbenheit der Zantioten unter der Venezianischen Herrschaft. S. Sibthorp bei R. Walpole, travels in various countries of the East etc. p. 104. Saint Sauveur, voyage etc. III. p. 251 ff. Von der Käuflichkeit der Aemter und der Justiz selbst, von den Erpressungen der Beamten, von der geheimen Polizei u. s. w. auf den übrigen Jonischen Inseln siehe Saint Sauveur an verschiedenen Stellen. Ueber Corfou insbesondere. II. p. 91—102.

²⁹⁾ Vergl. Saint Sauveur, voyage II. p. 189—215.

pfes schlug das Blut der Jonischen Griechen wieder wärmer in ihren Adern, wärmer als je zuvor. Andreas und Constantin Metaxas, Theotokis, Bulgaris und viele andere ausgezeichnete Männer, unter ihnen auch Theodor Kolokotronis, der sich nach Zante und später nach Corfou geflüchtet, verließen die Jonische Heimath und Zufluchtsstätte, um an dem großen Kampfe Antheil zu nehmen. Andere, unter ihnen auch der Graf Romas, brachten Geld- und andere Opfer. Und unter dem Grafen Johann Capodistria gar, der selbst aus Corfou gebürtig und daselbst Arzt gewesen war, kam ja die Regierung fast ausschließlich in Corfiotische Hände. Und ein neuer Strom, zumal von Advocaten und Aerzten, an denen Corfou, Kephalaria und die übrigen Jonischen Inseln von jeher Ueberfluß gehabt, ³⁰⁾ begann Griechenland zu überschwemmen. Seit der Vertreibung der Familie Capodistria's zogen zwar viele wieder nach den Jonischen Inseln zurück, viele und noch weit mehr sind dagegen geblieben, unter ihnen sehr achtbare Männer, wie Theotokis, Bulgaris und viele andere mehr. Allein auch die Zurückgekehrten hörten nicht auf, den allerwärmsten Antheil an Griechenland zu nehmen. Die Jonischen Inseln, vor Allen Kephalaria und Zante, wurden von

30) Saint Sauvenr, voyage hist., litt. et pitt. dans les isles et possessions ci-devant Vénitiennes du Levant, II. p. 184 u. 185. Ranke l. c. II. 470. Coronelli mémoires historiques et géographiques du Royaume de la Morée etc. Amsterdam 1686. p. 166.

jetzt an sogar der Hauptsitz der in Griechenland aufzuführenden Scenen, wie die vom Grafen Romas von Zante aus im Jahre 1833 vorgenommenen Streifzüge und noch Anderes, was in der allerletzten Zeit in Kephalaria vorbereitet ward, sattsam beweist.

§. 250.

Diese einheimischen und fremdartigen bunt durch einander gährenden Elemente fanden wir vor, als der König und die Regentschaft am 6. Februar 1833 den Griechischen Boden betraten. Und was dieselben der Königlichen Regierung nur um so hinderlicher machte, das waren die zahllosen Ansprüche und Präentionen, welche jede dieser verschiedenen Partheien zu machen für gut fand. Die Einen hatten Griechenland zu Land, die anderen zur See gerettet. In gewissem Betracht war es auch wahr. — Die Einen hatten in Constantinopel, die Anderen in Smyrna, die Anderen, Gott weiß wo! ihr Vermögen zum Opfer gebracht. — Die Einen waren, um dem Staate zu dienen, in das Ausland gegangen, hatten ihr Vermögen dort verstudiert, die Anderen dagegen hatten dem Staate das Opfer gebracht und waren zu Hause geblieben. — Die unglücklichen Ipsarioten, Chioten, Samier, Cretenser u. a. hatten ohnedies keine andere Heimath mehr, und in der Wirklichkeit Alles verloren. — Die Philhellenen, Jonier und andere neuen Ankömmlinge waren alle aus den edelsten Absichten herbeigeströmt, um den Kampf der Freiheit mitzukämpfen. Kurz es gab keinen Eingebornen, keinen Eingebornen,

wanderten, und wenn er auch eben erst den Fuß auf Griechischen Boden gesetzt, der nicht sein Vermögen, seine Existenz, alles, was er hatte, geopfert hatte, und dafür Entschädigung, Belohnung und Stellen verlangte. Im ganzen Umfange des heutigen Griechenlands existieren nicht viele, die nicht wenigstens einmal die bittende Hand dargereicht, die nicht um irgend eine Gabe gebeten hätten.

Das Schlimmste dabei war jedoch, daß die Meisten bloß haben, die Wenigsten für das Erhaltene etwas leisten, oder irgend etwas producieren wollten. Die Einen nämlich glaubten schon genug geleistet zu haben, um nun seit Ankunft des Königs und der Regentschaft sanft auf ihren Lorbeeren ruhen zu können. Die Anderen wollten zwar leisten, allein man konnte sich nicht ihrer Dienste bedienen. Alle waren arm — die meisten blutarm. Sehr viele wirklich mit Ruhm bedeckt.

Unglücklicher Weise traf es sich aber, daß gerade diejenigen, welche die größten Opfer gebracht, und die größten Lorbeeren gepflückt hatten, Primaten waren, die aller Bildung ermangelten, nicht einmal ihren Namen schreiben konnten. Man befand sich daher in der Unmöglichkeit, ihnen die Stellen, die sie begehrten, und auf welche sie nach ihren Verdiensten wirkliche Ansprüche gehabt hätten, einzuräumen. Umgekehrt waren sie aber mit ihrem noch immer bedeutenden Anhang gegen die Verbreitung größerer Bildung, so wie gegen Alles, was damit

zusammenhing, indem sie dabei ja nur noch mehr zu verlieren fürchten mußten.

§. 251.

In dieses ganz unendliche Chaos nun Ordnung zu bringen. Die feindseligen Elemente zu vereinigen. Was nicht zu vereinigen war, auszuscheiden. Mit fester kräftiger Hand alle diese sich widerstrebenden Elemente zu beherrschen. Dasjenige, was bei dem Unternehmen unangenehm war, aber dennoch geschehen mußte, vorzunehmen. Insbesondere die Finanzen, Justiz, Administration, das Kirchen- und Schulwesen, das Kriegs- und Seewesen in Ordnung zu bringen, und auf diese Weise den Grund für eine bessere Zukunft zu legen, worauf vom 1. Juni 1835 an der treffliche junge König selbst weiter bauen konnte. Dies war die große Aufgabe für die Regentschaft. Und von dieser Seite betrachteten dieselbe auch Wir, ich und meine Freunde, der General von Heideck und der geheime Legationsrath von Abel.

Bei allem dem, was Wir in jener kurzen Zeit Unseres Waltens gethan oder wenigstens begonnen, hatten Wir stets Griechenland, wie es dereinst groß und mächtig dastehen sollte, vor Augen.

Die Gegenwart, ohne welche die Zukunft einer jeden Stütze entbehrt, ward zwar niemals vernachlässigt, allein nie konnten Wir auch Uns Griechenland in den engen Raum, in welchem es sich heute bewegt, ewig eingezwängt denken. Um es aber groß, kräftig, blühend und selbstständig zu machen, suchten Wir

Uns hauptsächlich auf die Griechische Nationalität zu stützen, ohne welche jede Einrichtung in Griechenland der ersten Basis ermangelt.

Darum ward der Griechischen Kirche ihre Freiheit und Selbstständigkeit gegeben.³¹⁾ Nicht um, wie Uebelwollende sagten, eine Trennung von der Morgenländischen Kirche zu bewirken, sondern um hier, wie es in politischer Beziehung durch Errichtung eines Königreiches bereits geschehen war, auch für die Religion aller Griechen einen neuen Mittelpunkt zu schaffen. — Darum stützten Wir Uns auf die Griechische Nationalparthei, deren Repräsentant Johann Kolettis, Lazarus Conduriottis, Andreas Miaoulis, Rizo Néroulos, Mavromichalis u. a. würdige Männer sind. Denn Wir wollten eine unabhängige Griechische Nation, und daher eine selbstständige Griechische Regierung. Wir duldeten deshalb keine Russische Einmischung. Allein Wir wollten auch nicht unter Englischer Herrschaft stehen. Dafs Wir aber dennoch gegen die Russische Regierung keine feindlichen Gesinnungen gehegt, wie man's gesagt hat, beweist Unser Bemühen in Baron Rückmann Uns einen freundlichen Diplomaten zu erhalten (§. 258). Eben so wenig waren Wir aber auch gegen die Englische Regierung. Und Lord Palmerston konnte, bei einiger Aufmerksamkeit auf

31) Diese nationale Seite der Griechischen Emancipation ist sehr gut hervorgehoben in einem Aufsätze im *Sotir* vom 26. October 1834 Nr. 72 p. 297 u. 298.

Unsere Handlungen, sehr leicht das Gegentheil von dem sehen, was ihm Dawkins geschrieben. Es verriethe ja Wahnsinn, wenn eine heutige Regierung in Griechenland der Englischen Nation feindlich entgegen treten wollte. Allein eben so thöricht würde es seyn, wollte sie die Russische Regierung vernachlässigen. Ohne die Freundschaft Englands, ohne das Wohlwollen Rußlands wird im Gegentheil Griechenland nimmermehr gedeihen. Englands bedarf Griechenland wegen des Mittelländischen Meeres, Rußlands aber wegen der Dardanellen und des schwarzen Meeres, so wie wegen der Türkei. Allein zwischen Englischer oder Russischer Botmäßigkeit und Englischer und Russischer Freundschaft und Wohlwollen ist ja ein Unterschied. Soll Griechenland seine Bestimmung erfüllen, so muß dessen Regierung frei und unabhängig, sie muß eine Griechische Nationalregierung — sie darf keine Russische, und eben so wenig eine Englische seyn. Um nun aber frei und unabhängig seyn zu können, muß sie mit allen Großmächten in gutem Benehmen stehen, vor allen zwar mit Oesterreich und Frankreich, als den in Beziehung auf Griechenland neutralen Mächten. Allein auch das Wohlwollen Rußlands und Englands sind, für das Gedeihen des jungen Reiches, ganz unerlässliche Bedingungen. Die gegenseitige Eifersucht der Großmächte, zumal Rußlands und Englands, werden dann Griechenland schon voranbringen! — Das Hinneigen Capodistria's gegen Rußland hat diesem den Untergang gebracht. Und das

Liegen in Englischen Banden wird auch keine Rosen bringen!

Aus demselben Grunde ward für die Palikaren, für diesen Kern der Griechischen Nationalmacht Sorge getragen. Sie erhielten wieder ihre Waffen, sie sollten Denkmünzen, Grundeigenthum u. s. w. erhalten. (§. 339 u. 340.) Aus ihnen wurde die treffliche Gendarmerie (§. 341.) und die meisten regulären Soldaten genommen. Ihres in den ersten Zeiten bewiesenen Trotzes wegen konnte aber leider nicht früher und, wegen Unserer Abberufung, auch nicht mehr noch für sie gethan werden. Dieselbe grofse Nationalansicht waltet aber auch vor bei allen den vielen, in dieser kurzen Zeit gegebenen Gesetzbüchern, in dem Gemeindegesetz, und den vielen anderen Einrichtungen, insbesondere auch in den wichtigen Gesetzen über das Volksschulwesen, so wie über die wissenschaftlichen Sammlungen und Antiquitäten. Man lese doch diese und andere Gesetze und Verordnungen, man studiere sie, statt auf leeres — hohles Gerede zu hören!

Dafs Wir aber, zumal Freund Abel und ich, in redlicher Absicht, und ich darf mit einigem Selbstgefühl hinzufügen, nicht ohne Kraft und Erfolg nach jenem grofsen Ziele gestrebt haben; dies wird Uns eine künftige gerechte Geschichte nicht abstreiten. Denn sie wird Uns nach Unseren Handlungen, und nicht nach dem leeren Gerede Unserer schwachen Nachfolger beurtheilen und richten, so wie auch diese nach dem Maasstabe ihrer Leistungen, und nicht

nach ihren hohlen Phrasen gerichtet werden können, gerichtet werden müssen.

Allein, um jenes noch ferne Ziel zu erreichen — dazu reichten freilich 18 Monate nicht hin!!

§. 252.

Zu diesen, in der damaligen Beschaffenheit des Landes und seiner Bewohner liegenden Schwierigkeiten kamen auch noch einige rein persönliche hinzu, nämlich die Persönlichkeit des Grafen von Armanzperg und einiger Diplomaten in Nauplia.

Wie sehr die Persönlichkeit des Grafen von Armanzperg schon der Bildung einer Regentschaft im Wege stand, wird die einstige Geschichte dieser Regentschaft aus einander zu setzen haben. Hier muß nur so viel erwähnt werden, daß auf der einen Seite dessen Benehmen bei verschiedenen Veranlassungen das größte Mißtrauen von Seiten Seiner Majestät des Königs von Bayern gegen diesen angeblichen Staatsmann und Diplomaten erregt hatte, dieses Mißtrauen aber erst überwunden werden mußte. Auf der anderen Seite hatte derselbe aber so viele Wünsche für sich und seine Familie zu befriedigen, daß auch dadurch wieder die Bildung der Regentschaft Monate lang verzögert worden ist. Während in Griechenland alles in Feuer und Flammen stand, also jeder verlorne Moment großen Verlust brachte.

Welche weiteren Projecte damals gemacht worden sind, und welchen lebhaften Antheil dessen Freund,

von Kobell, daran genommen, hat gleichfalls eine künftige Geschichte der Regentschaft zu entwickeln.

Allein, nachdem auch diese Schwierigkeiten gehoben waren, währte dennoch die Hauptschwierigkeit fort, denn der Graf von Armansperg hatte gleich von vorn herein seine Stellung und die Uns gewordene Aufgabe nicht begriffen. Er hatte aus dem grossen — welthistorischen — Unternehmen eine rein persönliche Sache gemacht!

Ich sage eine rein persönliche Sache. Denn, nachdem ihm der König von Bayern den Präsidententitel gegeben, und ihm seine Gegenwart und Zukunft auf das aller brillianteste gesichert hatte, dachte er erst noch an die Griechischen Gelder!

Auf Betreiben seines Freundes von Kobell mußte ihm aus Griechischen Geldern eine ungeheure Summe, unter dem Titel Tafelgelder, ausgesetzt werden. Da er diese Gelder späterhin in Griechenland nur dazu benutzte, um Uns Uebrigen Schwierigkeiten und Anstände zu erregen, so wurden ihm unterm 2. Mai 1834 von jener Summe 91,200 Drachmen gestrichen, ihm aber dennoch so viel gelassen, daß er weit besser stand, als zwei Bayrische Minister zusammen. Wirklich war auch in den ersten Zeiten seine Einnahme, da er keinen Hofstaat und keine Hofofficianten zu unterhalten hatte, bei weitem gröfser, als die des Königs selbst!

Außerdem mußte ihm noch ein Privatsecretär aus Griechischen Geldern bezahlt werden, mit welchem er der Vorsicht wegen, wie Wir jedoch erst

später erfahren, auch noch einen Privatcontract zu machen für gut fand.

Ferner rechnete dieser uneigennützig Mann der Griechischen Staatskasse Diäten und Postgelder auf, für seinen Aufenthalt in München und seine verschiedenen Touren von und nach Egg, zu einer Zeit, als eine Regentschaft noch gar nicht bestand. Er rechnete als Diäten per Tag 22 fl., was für ihn um so vorthellhafter war, da er während dieser Zeit bei seinem Freunde von Kobell schlief, aß und trank.

Außer sehr bedeutenden Einrichtungskosten aus der Griechischen Staatskasse, mußte natürlich auch der Transport nach Griechenland aus jener Kasse bestritten werden. Wie nun diese für ihn wohlfeile Gelegenheit benutzt worden ist; um seine — wenn auch die aller unbedeutendsten — bereits besessenen und neu acquirirten Gegenstände, ja sogar Pferde nach Nauplia zu senden, einen Wiener Flügel so wie einen schönen Stadtwagen aus Wien kommen zu lassen u. dgl. m., übersteigt in der That das Unglaubliche.

Dies war jedoch noch keineswegs genug. Es mußte, trotz aller Widerrede, ein Tapezirer aus München über Marseille nach Nauplia reisen, wo er, neben der Möblirung einiger Zimmer für Seine Majestät den König Otto, hauptsächlich mit der Einrichtung des Gräflichen Palastes beschäftigt war. Ihm mußte gleichfalls aus Griechischen Mitteln die Hin- und Herreise, und für seine Mühe eine Remu-

neration von vielen Tausend Drachmen bezahlt werden. ³²⁾

Die Reise durch Italien wurde nach einer genauen Specification bezahlt und berechnet. Nachdem aber Alles, bis auf die aller unbedeutendste Auslage bezahlt worden war, liefs sich der Graf noch 400 fl. oder etwa 1000 Drachmen aus der Griechischen Staatskasse nachzahlen, für nicht zu specificirende Auslagen. —

Zu Nauplia selbst endlich ward die beste Wohnung, welche natürlich ihm zu Theil geworden war, halb eingerissen und wieder aufgebaut, um sodann nochmals verändert, schön tapezirt, möblirt und aufs Prätigste eingerichtet zu werden. Ob es geschah, um den Griechen eine Idee zu geben von Europäi-

32) Man wird es vielleicht der Majorität der Regentschaft zum Vorwurf machen wollen, dafs man zu Gunsten des Grafen so tief in die Griechische Staatskasse eingegriffen hat. — Allein, was sollte man thun? — Hätten wir damals entschieden verweigert, was von Uns begehrt worden ist, so hätten Wir schon in München eine Spaltung gehabt, und Griechenland wäre darüber das Opfer geworden. Dazu erinnert sich jederman noch, unter welchen schwierigen Umständen die Bildung der Regentschaft zu Stande gekommen ist, — ich wenigstens bin darüber krank geworden! — Jederman war daher froh über das kaum vollendete schwierige Werk. Niemand war, der da Lust gehabt hätte, es sogleich wieder in Frage zu stellen. — Wir zogen daher vor zu bewilligen, was man begehrte, in der Hoffnung, dafs mit diesen, ein für alle Mal gebrachten Opfern, Ruhe und Frieden für immer erkaufte seyn würden. Und wäre dieses gewesen, so würde gewifs auch dieses grofse Opfer für Griechenland nicht zu grofs — nicht zu theuer, — gewesen seyn!

schem Luxus im schneidendsten Contraste mit dem herrschenden Griechischen Elende, vermag ein Dritter nicht zu entscheiden. Gewifs ist nur so viel, dafs auch dafür die Griechische Staatskasse herhalten mußte! Eine Mehltrechnung, um Papp zum Tapeziren zu machen, betrug allein weit über tausend Drachmen! ³³⁾ Indessen es waren ja die Gemächer, in denen gegessen, getanzt und gesprungen werden sollte, — freilich mit theuren Griechischen Mitteln! Allein Dies gehörte ja, — sagte der Graf, — zur Repräsentation!!

§. 253.

Im vorigen §. ist auseinander gesetzt worden, wie der Graf aus der Griechischen Sache eine rein persönliche und pecuniäre zu machen gewußt hat, und nun muß auch noch gezeigt werden, dafs er seine Stellung und Aufgabe niemals begriffen zu haben scheint.

Gleich nach der Constituirung der Regentschaft in München gab er Beweise davon. Er wollte sich zwei Pässe zur Reise geben lassen, einen für den Regentschaftspräsidenten, und einen anderen für den Herrn N. N., um nöthigenfalls incognito reisen zu können. Er hielt sich für die Regentschaft, und nahm, wie sogleich weiter erwähnt werden wird,

33) Als zu exorbitant hat die Majorität der Regentschaft diesen Posten gestrichen.

für sich Königliche Ehren in Anspruch. Nur mit Mühe konnte er von diesem thörichten Schritt abgehalten werden.

In Italien erwartete man in Verona, Bologna, Florenz u. s. w. Königlichen Empfang, in Florenz namentlich von Seiten des Großherzogs die erste Begrüßung.

In Rom mußte der Wirth, ich weiß nicht von welchem Gesandten, ein Silberservice leihen, weil es der neuen Fürstlichen Familie nicht würdig schien, auf anderen Tellern zu essen, der Wirth selbst aber keine silbernen hatte.

Als Wir auf der Rhede von Nauplia Anker geworfen hatten, war die erste Maasregel, die der vermeintliche König in Vorschlag brachte, die Creirung eines Ordens, und die militärischen Ehrenbezeugungen für die Mitglieder der Regentschaft. Er meinte, sehr bescheidener Weise, — wahrscheinlich weil Er nicht allein, sondern auch Wir Uebrigen dabei bedacht werden sollten, — die Ehrenbezeugungen von nachgebornen Prinzen. — Den ersten Antrag glaubten wir jedoch ajourniren zu müssen, da Wir vorerst etwas Anderes zu thun hatten. Zur Erledigung des zweiten Antrages aber ward ein Referent ernannt, und da Wir Uebrigen Uns zu blamiren eben keine Lust hatten, so blieb das Referat liegen, wiewohl der Graf von Zeit zu Zeit diesen höchst wichtigen Gegenstand neuerdings in Anregung brachte.

Da die militärischen Ehren ausblieben, so wußte

er sich durch zwei als Ordonnanzofficiere eingelegte Griechische Officiere zu entschädigen, welche Wir eine Zeit lang in seinem Vorzimmer zu finden pflegten.

§. 254.

Von früheren Zeiten her gewöhnt, sich mit fremden Federn zu schmücken, beredete Uns der listige Mann schon in München, die Correspondenz, zumal mit fremden Ministern und Gesandten, unter seinem Namen zu gestatten, weil es denn doch nicht angehe, daß alle Mitglieder der Regentschaft solche einfache Correspondenzen unterschreiben. Jeder Ausfertigung sollte jedoch, wie sich dieses von selbst verstand, ein Beschluß der gesammten Regentschaft vorhergehen. Wir Uebrigen, denen es nur um die Sache, nicht um den Namen zu thun war, und in dem Vorschlage nichts Arges ahnend, willigten ein, — machten sogar selbst die Concepte für solche Schreiben! — Er dagegen benutzte diese Form einentheils, um die Welt glauben zu machen, daß er Alles mache, daß er im Grunde der Regent sey; andernteils aber, um auch schon von München aus manche Schreiben abgehen zu lassen, wovon die übrigen Regentschaftsmitglieder keine Kenntnifs hatten. Endlich um alle Regentschaftsbriefe und Pakete, ja sogar die des Königs Otto und Unsere Privatcorrespondenz unter seiner persönlichen Adresse zu erhalten!

Als Wir in Nauplia den Unfug bemerkten, suchten Wir ihn abzustellen. Die ganze amtliche Correspondenz und Verhandlung mit Diplomaten und An-

deren ward den verschiedenen Ministerien übertragen, und an diese die nöthigen, von sämmtlichen Mitgliedern unterschriebenen Weisungen erlassen. (§. 273, 454). Dennoch dauerte insgeheim des Grafen Correspondenz fort, jedoch nur, — wie er bei einer späteren Explication Uns selbst erklärte, unter dem bescheidenen Titel einer Privatcorrespondenz.

§. 255.

Die Frau Gräfin, von den Griechen insgemein die Königin Mutter, und auch noch anders genannt, liebte sich gleichfalls über Regentschaftsangelegenheiten zu unterhalten.

Schon in Rom beliebte sie sich zu äußern, daß manche Mitglieder der Regentschaft besser gethan hätten, den Regentenrock gar nie anzuziehen.

Noch an Bord des Madagaskars meinte die Gräfin, wie Uns wenigstens dazumal erzählt worden ist ³⁴⁾, nur ihr Gemahl vermöge Regierungsgeschäfte zu leiten; alle die ihm an die Seite gestellt worden, seyen nichts Anderes, als remplissage; daß ihr Gemahl durch solche Leute gehemmt sey, müsse als eine Calamität betrachtet werden. — Dergleichen Reden müssen aber schon früher, vielleicht schon von München aus, weiter verbreitet worden seyn, denn bald nach Unserer Ankunft in Nauplia gelangten

34) Die Wahrheit dessen, was Uns erzählt worden ist, kann ich — da ich nicht Augenzeuge war — freilich nicht verbürgen; wohl aber, daß es Uns erzählt worden ist. Eine Bemerkung, die im Allgemeinen von allem demjenigen gilt, was hier in Kürze berührt worden ist.

ähnliche Aeufserungen auf diplomatischem Wege auch dahin.

Allein auch in Nauplia selbst war der ungebundensten Zunge freier Lauf gelassen, in den mit Griechischem Gelde geschmückten Zimmern und Sälen, in Gegenwart von Diplomaten und anderen Leuten.

Als der Herr Präsident, nachdem er in den ersten Monaten in bequemer Unthätigkeit gelebt, endlich bemerkt hatte, daß die schlaunen Griechen anfangen, ihn für das fünfte — freilich sehr theure — Rad am Wagen zu halten, da begann auch er zu handeln!! — Nicht etwa, um die Finanzen zu ordnen, wie es so dringend Noth that, und wie er es, als zu seinem Referat gehörig, übernommen hatte, — sondern um in die schöne Arie der Frau Gräfin mit einzustimmen. Die Nachtheile der collegialen Formation der Regentschaft wurden nun in allen Formen und Tönen beklagt. Und nachdem dieses durch alle Tonarten durchvariirt worden war, erfolgte die Franzische Conspiration, worauf ich später wieder zurückkommen werde.

§. 256.

Diese Franzische Conspiration macht Epoche in dem Benehmen des Präsidenten. Hatte er früher gesungen, so ward nun, wie Uns wenigstens von allen Seiten erzählt worden ist, die Collegschaft förmlich angeklagt. Wir hinderten ihn — angeblich — in der Ausführung seiner grofsen Conceptionen. Wir machten gegen alle die, von ihm allein kommenden, weisen

Vorschläge Opposition. Wir lebten daher in der größten Uneinigkeit! War etwas geschehen, was dem gesammten Volke der Griechen, oder einem einzelnen Individuum Freude gemacht, so hatte er es gethan, sogar trotz des Widerspruchs seiner Collegen durchgesetzt. Ward dagegen eine Maasregel, — wiewohl mit seiner Uebereinstimmung ergriffen, weniger günstig, oder gar mißfällig aufgenommen, so hatten es die Collegen gethan, und zwar gegen seinen heftigsten Widerspruch durchgesetzt; u. dgl. m.

Wir wußten zwar von allen diesen Dingen nichts. Da vielmehr der Graf zu Allem ohne Widerrede seine Zustimmung zu geben, und Uns nichts von seinen großen Conceptionen mitzutheilen pflegte, ³⁵⁾ so glaubten Wir im besten Benehmen, in größter Harmonie mit ihm zu leben. Und wenn man den Grafen, — wie dies mehrmals in officieller Weise, in der Sitzung selbst geschah, — über die vernommenen, von ihm herrührenden Reden und Anklagen zur Rede stellte, so wußte auch er nichts davon.

35) Es kann durch die Protokolle der Regentschaft, und durch den Eid der den Sitzungen beiwohnenden Mitglieder sehr leicht erwiesen werden, daß der Graf nicht ein einziges Mal, die persönlichen Angelegenheiten des Königs abgerechnet, eine abweichende Ansicht geäußert, oder irgend eine Maasregel von Belang vorgeschlagen hat. Nur in den letzten Zeiten war er bei den Gegenständen, die ihn selbst betrafen, natürlich als Cicero pro domo abweichender Ansicht. Allein auch jetzt noch nur dann, wenn von Gegenständen die Rede war, welche ihn persönlich berührten.

Trotz dem ging das Gerede so fort. Dawkins soll, wie Uns gleichfalls versichert ward, getreulich secundirt haben. Und als keine Explication mehr half, von München aber die erwartete Hülfe nicht kam, und auch noch der junge Monarch, ohne es jedoch zu wissen und zu wollen, in diese Intriguen hineingezogen werden sollte, da glaubten Wir einen öffentlichen Schritt thun zu müssen. Wir entzogen dem Regentschaftspräsidenten die von ihm zur Verleumdung verwendeten Gelder, wenigstens zum Theil, zum Vortheile des Königs Otto. (§. 453 u. 454.)

Ob der Graf von Armansperg schon damals seinem Freunde, dem sehr verdienten Philhellenen General Church, den Glauben beibrachte, als sey er — der Graf — für die Errichtung von Palikarencorps, und gegen die in dieser Beziehung von der Regentschaft ergriffenen Maasregeln gewesen, sey aber von seinen Collegien überstimmt worden, u. dgl. m., was eine Zeit lang zu einem stehenden Artikel, zumal in Englischen Blättern geworden ist; oder ob er es ihm später gesagt; oder ob er es überhaupt nicht gesagt, sondern andere das Märchen ersonnen haben, muß ich, da ich es nicht weiß, dahin gestellt seyn lassen. Um aber diesem leeren Gerede, das nur ersonnen worden ist, um die öffentliche Meinung irre zu führen ein für alle Mal ein Ende zu machen, so erkläre ich hiemit, daß der Graf von Armansperg auch in dieser Beziehung nie eine abweichende Ansicht geäußert, viel weniger einen Antrag im entgegengesetzten Sinne gemacht hat, daß es demnach eine offenbare

Lüge wäre, wenn der Graf von Armansperg in einem anderen Sinne sprechen wollte, was ich jedoch, wie bemerkt, nicht weiß und auch nicht glaube. Die Unwahrheit einer solchen Behauptung könnte übrigens auch sehr leicht durch die Protokolle der Regentschaft, so wie durch den Eid des Generals von Heideck, der Herren von Abel und von Greiner, so wie durch den meinigen nachgewiesen werden. Und andere Personen wohnten bekanntlich den Sitzungen nicht bei.

§. 257.

Doch es ist ekelhaft alle diese schmutzigen Dinge weiter zu verfolgen. Ich gebe daher nur noch drei Pröbchen, um des Grafen Handlungsweise gehörig zu characterisiren.

Die Regentschaft glaubte sich über den Kaiserlich Russischen Gesandten, Herrn von Catakazy, wegen seines Benehmens bei Gelegenheit des Processes gegen Theodor Grivas, und bei der Emancipation der Griechischen Kirche, bei seinem Hofe beschweren zu müssen. Armansperg war derjenige, der die Beschwerde am aller eifrigsten betrieb. — Als Herr von Catakazy eines Tages Uns eine ihm officiell übersendete Abschrift eines von Armansperg an den Grafen von Nesselrode gerichteten Schreibens aus derselben Zeit mittheilte, welches durchaus zu Gunsten Catakazy's lautete, und von welchem Wir Uebrigen natürlich nichts wußten. Erst, nachdem die Sache in Nauplia bekannt geworden war, theilte Armansperg, jedoch blos dem Herrn von Abel, sein

Schreiben vertraulich mit. Heideck und ich haben es aber auch später nicht aus seinen Händen erhalten.

Als im Jahre 1833 die Entfernung der Französischen Hülfsstruppen aus den Messenischen Festungen durch fremde Mächte angeregt wurde, war es hauptsächlich der Graf von Armansperg, der die Abfassung und so schleunige Absendung des bekannten Memorandums betrieb, das Heideck und ich es nur flüchtig zu lesen bekamen. Kaum war aber der Königl. Bayerische Geschäftsträger von Gasser in Nauplia eingetroffen, als Armansperg demselben im vertraulichen Gespräche sein lebhaftes Bedauern über das erwähnte Memorandum ausdrückte, und das selbes gegen seine Ansicht erlassen worden, versicherte.

Der berühmte Philhellene Ritter Eynard endlich hat bei der Griechischen Regierung einen, auf Rechnung des garantirten Anlehens, im Jahre 1831 geleisteten Vorschufs von 200,000 Franken zu reklamiren. Er wendete sich deshalb in mehreren Petitionen an den Regentschaftspräsidenten, und, als hierauf keine Entschliessung erfolgte, an Seine Majestät den König von Bayern, Allerhöchstwelche hierauf in einem, an den Grafen von Armansperg erlassenen Handschreiben die Sache Eynards auf das Nachdrücklichste empfahlen.

Ohne den übrigen Regentschaftsmitgliedern von allen diesen Vorgängen, und insbesondere von dem Königlichen Handschreiben Kenntniß zu geben, setzte nun endlich unterm 14. Mai 1834 der Graf ein Signat in Umlauf, durch welches eine von Eynard eingege-

bene Vorstellung dem Finanzministerium zur gutachtlichen Aeußerung zugeschlossen wurde. Er erließ aber gleichzeitig, unterm 17. Mai, ein Schreiben an Herrn Eynard, worin er die Schuld des bisherigen geringen Erfolges seiner Petitionen gewissermaßen auf die Majorität der Regentschaft hinüberzuschieben suchte, indem er ihm versicherte, daß er zwar für ihn sehr gut disponirt sey, daß die Entscheidung jedoch nicht von ihm, sondern von der Majorität abhängt. ³⁶⁾

36) Aufser jener Communication an das Finanzministerium, und aufser einem Schreiben von Soutzo vom Juli 1833 zu Gunsten Eynards, ist mir in Griechenland nichts über diese Angelegenheit zu Gesicht gekommen. — Ueber das erwähnte sehr merkwürdige Benehmen des Grafen habe ich übrigens die schriftlichen Beweise in Händen, und bin bereit, sie dem Druck zu übergeben, in so fern Eynard damit einverstanden seyn sollte. Hier bemerke ich nur noch so viel, daß die einzige Petition Eynards, welche Uns Uebrigen zu Gesicht gekommen, vom 18. October 1833 datirt, Uns erst am 14. Mai 1834 vorgelegt worden ist. Also erst nachdem dieselbe wenigstens schon 6 Monate lang in seinen Händen gewesen seyn muß, und 12 Tage nach dem unterm 2. Mai erfolgten öffentlichen Bruch; (§. 454.) zu einer Zeit also, wo Wir wegen der in einer so speciellen Sache zu ergreifenden Maasregeln keine Lust mehr hatten, eine neue Fehde mit dem Präsidenten zu beginnen, indem Wir auf die Entscheidung von München warteten. — Es ist ferner zu bemerken, daß wenige Tage nachher, unterm 17. Mai, der Graf von Armanberg jenen merkwürdigen Brief an Eynard schrieb, in welchem er gewissermaßen die Schuld auf seine Collegen hinüberzuschieben suchte, indem er unter Anderem sein Schreiben mit folgenden Worten endigt: *Je dois cependant vous faire observer, que si je suis Président de la Régence, cette qualité ne me donne pas plus de pouvoir que n'en ont les autres membres de la Régence, et que les décisions sont prises collégialement et à la majorité*

§. 258.

Auch mehrere Herrn Diplomaten trugen nicht wenig dazu bei, die ohnedies schon schwierige Lage der Regentschaft nur noch mehr zu vermehren, und darum muß denn auch über sie noch Einiges bemerkt werden. Die Diplomaten genießten zwar der Exterritorialität in dem Lande, wo sie accreditirt sind. Im Gebiete der Geschichte gibt es aber keine Exterritorialität, und wie andere Menschen, die Höchsten und Allerhöchsten Personen nicht ausgenommen, haben auch sie vor dem Forum des Weltgerichtes zu erscheinen, — sich seinem Spruch zu unterwerfen.

Es ist bekannt, und liegt auch in der Natur der Dinge, daß seit der Intervention der Großmächte, d. h. seit dem Jahre 1827, die Diplomaten großen Einfluß zu üben begannen. Wie wäre auch sonst eine Einmischung zu Gunsten der Griechen möglich gewesen?! Seit dem Jahre 1831 bis zum Jänner 1833 spielten sie aber vollends die Herrn, wie dies früher schon weitläufiger bemerkt worden ist. Sie

des voix; daß jedoch schon mehrere Monate vorher der Graf, unterm 14. März 1834, an Eynard geschrieben hat: *J'ai reçu par la bonté du Roi de Bavière mon Auguste Souverain votre lettre du 10 etc. et je regrette de ne pouvoir rien vous dire de positif sur l'objet, auquel elle se rapporte. J'aurais eu l'avantage de vous écrire, si la position des choses avait changé, et si je n'avois espéré avec quelque certitude de voir disparaître bientôt les obstacles qui ont jusqu'ici empêché la Régence de prendre une résolution définitive sur Votre réclamation etc.* Während Wir Uebri-gen von diesen angeblichen Hindernissen und Schwierigkeiten eben so wenig, wie von diesem Briefe überhaupt irgend etwas gewußt haben.

sollten also nun, seit der Ankunft der Regentschaft, die Selbstverläugnung haben, in die den Diplomaten gesetzten Schranken, also in einen sehr engen Kreis zurück zu treten?! Dies konnte man wohl von einem sanften und gutmüthigen Baron Rouen, von dem verständigen und ruhigen Freiherrn von Ruckmann, von dem geistreichen und liebenswürdigen Herrn von Heidenstamm, keineswegs aber von Dawkins erwarten, dessen Antecedentien ja bekannt waren. Daher hatte schon im Voraus die Königlich Bayrische Regierung, im Interesse der Sache selbst, bei den fremden Höfen den Antrag um Abberufung sämmtlicher bisheriger Diplomaten gestellt. Allein bei der Ankunft des Königs und der Regentschaft hatte Dawkins schon sein neues Creditiv erhalten, wahrscheinlich weil Lord Palmerston auch hier, wie überhaupt im Orient, die Verhältnisse nicht kannte, also nicht wufste, was er that. Denn dafs Palmerston wissentlich und absichtlich den Ruin des Landes gewollt, kann ich, trotz dem, was auch späterhin noch geschehen ist, nicht glauben. So blieb denn dieser böse Dämon des Griechischen Staates, der Griechenland schon in den Jahren 1831 und 1832 bis an den Rand des Abgrundes gebracht hatte, um es, wenn es anders möglich ist, in den Jahren 1834 oder 1835 wirklich zu verderben.

War nun aber der böse Genius geblieben, so erheischte die Politik der übrigen Mächte, Griechenland auch seine guten Genien zu lassen. Wir thaten daher, nachdem Wir orientirt waren, Schritte zu

Gunsten der verträglichen Diplomaten, insbesondere des Barons Rouen und Ruckmann bei dem Französischen und Russischen Hofe. Auch ist Uns der Erste geblieben, der Letzte aber leider entzogen, und durch einen anderen unverträglichen Mann ersetzt worden. Herr von Catakazy, den ich hier meine, ist zwar seinem Privatcharakter nach ein witziger, geistreicher, ja sogar liebenswürdiger Mann. Auch besitzt er große Gewandtheit im Schreiben, und in den Geschäften des Bureau's überhaupt. Allein als praktischer Diplomat trat er nun zum ersten Male auf. In jedem Falle war er als geborner Grieche, und zumal als Phanariot, für Griechenland nichts weniger als geeignet. Er vergaß sehr häufig, daß er aus einer großen Stadt in eine kleine, aus Rußland nach Griechenland gekommen war. Dazu bewies auch noch sein leidenschaftliches Benehmen in dem Prozesse gegen Theodor Grivas, bei Gelegenheit der Emancipation der Griechischen Kirche, und zuletzt noch in dem Prozesse gegen Theodor Kolokotronis, daß er die Grenzen eines Diplomaten entweder nicht kannte, oder wenigstens nicht einzuhalten verstand. So kam es, daß er mit Dawkins Hand in Hand, jeder jedoch nach einem anderen Ziele ging. Nun, nachdem Dawkins, durch meine und Abel's Abberufung, sein Ziel erreicht, mag wohl Catakazy bereuen, was er gethan, denn er ist offenbar der Ueberlistete. Vielleicht bereut nun auch Dawkins, nachdem er die großartigen Conceptionen des Grafen, von denen dieser immer gesprochen, ins Leben treten

gesehen, was er gethan, — nicht um Griechenlands willen, — sondern weil er ein heller schendes Cabinet in London fürchtet.

Ein Unglück für Griechenland war es, daß während den letzten Katastrophen im Jahre 1834 der talentvolle Philhellene Ritter von Prokesch noch nicht angelangt war, Oesterreich überhaupt noch keinen Diplomaten in Griechenland hatte. Gerade das vermittelnde Princip, wodurch sich die consequente und feste Politik des großen Oesterreichischen Staatsmannes auszeichnet, durch Prokesch in Griechenland zur Anwendung gebracht, würde Wunder gethan, und dem Griechischen Throne große Drangsale erspart haben.

§. 259.

Dies sind die hauptsächlichsten Schwierigkeiten gewesen, welche sich dem Walten und Wirken der Regentschaft entgegen gestellt haben. Sie alle anzuführen, würde ermüdend gewesen seyn, und auch zu weit geführt haben. Möchte man schon bei dem Angeführten an dem Gelingen des großen Unternehmens verzweifeln! — Doch Wir verzagten nicht. Mit frohem Muthe begannen Wir den Kampf mit allen den zahllosen, einentheils in dem inneren Zustande des Landes und in der Natur der Dinge selbst liegenden, anderentheils aber von Diplomaten und Anderen gemachten, oder aus dem Schoofse der Regentschaft selbst hervorgehenden Schwierigkeiten. Mit fester kräftiger Hand steuerten Wir, trotz aller der erlebten

Stürme, dem hohen Ziele entgegen. Ob mit Erfolg? mögen diejenigen entscheiden, welche Gelegenheit hatten, das Land am 6. Februar 1833, und dann wieder am 31. Juli 1834 zu sehen. Wir scheuen nicht die Kritik einer erleuchteten Mitwelt. Und ruhig sehen Wir dem Richterspruche der Nachwelt entgegen, welche, wenn dereinst die Leidenschaften schweigen, auch Uns Gerechtigkeit widerfahren lassen wird. ³⁷⁾

Das begonnene Werk ward unterbrochen — für jetzt nicht vollendet!

Es wird jedoch — so hoffe ich — zur Rettung des Landes ein anderer, Glücklicherer, kommen; denn:

Ein Gott vollbringt alles, was er will! ³⁸⁾

Wo nicht, so schliesse auch ich mit dem schönen Chor des Oedipus in Kolonos:

Alles, was geschah, war des Schicksals Gebot! ³⁹⁾

37) Wenige Tage vor dem Eintreffen Unserer Abberufung äußerte der Sotir vom 24. Juli 1834. No. 50. p. 210. ganz in diesem Sinne: „Lorsqu'il s'agit de doter un pays si long-temps ensanglanté par de longues et pénibles luites contre la tyrannie, puis par des guerres civiles, lorsqu'il s'agit, disons nous, de le doter d'une organisation nouvelle, les obstacles sont en nombre, les difficultés ne manquent pas, et c'est, de ces obstacles, de ces contrariétés que les gouvernés ne tiennent peut-être pas assez de compte aux gouvernans." Vergl. auch Sotir. No. 47.

38) Sophokles, Ajax. Uebersetzung von Stolberg. v. 88.

39) Sophokles, Oedipus in Kolonos. V. 1854.

Dritter Titel.

Von den ersten Maasregeln der Regentschaft.

§. 260.

Kaum war die Regentschaft des Königreichs Griechenland gebildet, als sie auch schon gleich in München Hand anlegte an das grofse schwierige Werk. Sie suchte Geld und Truppen. Zu gleicher Zeit ward die Ausstattung und Abreise des jungen Monarchen betrieben, und dadurch die Möglichkeit der Abreise beschleunigt.

Um Geld zu erhalten, eröffnete man Unterhandlungen mit dem Baron Rothschild, mit der Königlich Bayrischen Regierung und mit dem Freiherrn v. Eichthal. Endlich erhielt man Geld von der Bayrischen Regierung und von dem Baron v. Eichthal, wie dies im §. 238. bereits schon bemerkt worden ist.

Um Truppen zu erhalten, mußte zuvor zwischen der Krone Bayern und Griechenland ein Freundschafts- und Allianz-Vertrag, ein Truppen-Entsendungs- und ein Werbe-Vertrag unterhandelt und abgeschlossen werden. Die Ratifikation dieser sehr wichtigen Verträge erfolgte erst am 9. Dec. 1832, ⁴⁰⁾ und schon

40) S. Griech. Regierungsbl. von 1833. No. 18, 20. u. 22. p. 125, 133. u. 157. Bayr. Regierungsbl. von 1833. No. 2, 29. u. 31. p. 17, 713 u. 780.

unterm 10ten und 11ten reisten sämmtliche Regentschafts-Mitglieder ab.

Bis aber das Geld flüssig ward, und die Truppen in Triest angekommen und dort eingeschifft worden waren, verging noch eine geraume Zeit. Diese ward in Italien, wo man dem Schauplatz der Ereignisse so viel näher war, auch an den verschiedenen Orten geborne Griechen fand, dazu benutzt, um durch eingezogene Erkundigungen sich für den erhaltenen hohen Beruf immer mehr vorzubereiten.

Ehe die Regentschaft jedoch München verließ, hatte sie auch schon die Einführung eines besseren Münzwesens beschlossen und, von Seiner Majestät dem König von Bayern dazu autorisirt, in der dortigen Königlichen Münze den Anfang mit der Prägung der neuen Münzen gemacht. Sie hatte ferner durch viele Bestellungen den Grund zu einer Griechischen Staatsbibliothek gelegt, und ausgezeichnete junge Leute, unter Anderen den Dr. Ulrichs von Bremen für das Lehrfach, und den Dr. Gustav Geib u. A. für den Griechischen Staatsdienst erworben.

§. 261.

In Nauplia angekommen, waren, ehe noch der König und die Regentschaft das Land betreten hatten, schon einige Principien-Fragen, zum Theil sehr komischer Art, zur Entscheidung gekommen.

Es präsentirte sich nämlich die Administrativ-Commission zur Aufwartung bei dem König. Einige unter ihnen, unter Anderen Andreas Zaimis,

wollten in Gegenwart des Monarchen die Griechische Mütze nicht abziehen. Sie beriefen sich darauf, daß man sie auch vor dem Sultan nicht abzuziehen pflege. Es ward über die Frage des Kappe-Abziehens oder Nicht-Abziehens förmlich berathschlagt, und am Ende den bisherigen Griechischen Machthabern die Alternative gestellt, entweder nach Orientalischer Weise sich zu präsentiren, sich also vor Seiner Majestät auf den Boden niederzuwerfen, die Königlichen Füße zu küssen, und in diesem Falle die Mütze auf dem Haupte behalten zu dürfen, oder sich nach Europäischer Weise vorstellen zu lassen, und in diesem Falle mit entblößtem Haupte zu erscheinen. Natürlich erhielt die Europäische Sitte den Vorzug. Und die Frage war für immer entschieden.

§. 262.

Ernsthafterer Natur war die andere Frage über die Anerkennung oder nicht Anerkennung des Senates, und der Nationalversammlung in Pronia.

Es hatte sich nämlich eine Deputation des Einen wie der Anderen zur Aufwartung anmelden lassen. Nach den eingezogenen Erkundigungen erfuhr man nun, was schon erwähnt worden ist, daß nämlich der Senat von der Nationalversammlung abgeschafft worden sey, — ein Theil desselben sich aber nicht gefügt, sich nach Spezzia zurückgezogen, und von da aus Donner und Blitz gegen die Nationalversammlung geschleudert habe. Man machte uns ferner begreiflich, daß beide nur der Ausdruck verschiedener

sich feindselig gegenüber stehender Partheien seyen, — der widerspenstige Senat der sogenannten Russischen, die Nationalversammlung aber der beiden anderen, der Englischen und der Französischen Parthei. Den abgeschafften Senat anerkennen, wäre demnach ein Hinneigen zur Russischen Parthei gewesen. Die Nationalversammlung aber feierlich anerkennen, hätte geheissen Parthei nehmen, zu Gunsten der Englischen und Französischen Parthei gegen die Russische. Da es nun aber einer Königlichen Regierung unwürdig schien, gleich von vorn herein Parthei zu nehmen, so wurde weder eine Deputation des Senates, noch der Nationalversammlung angenommen, über ihre Anerkennung oder nicht Anerkennung aber nichts entschieden.

Damit war zu gleicher Zeit die Frage über die unverzügliche Einberufung oder Nicht-Einberufung der Nationalversammlung entschieden. Sogar die Häupter der sogenannten constitutionellen Parthei, bestehend aus der Englischen und Französischen, waren damit einverstanden, unter den obwaltenden Umständen keine Nationalversammlung einberufen zu sollen. Das Chaos in materieller und geistiger Beziehung hatte einen so hohen Grad erreicht, daß kein ruhiger Beobachter von einer damals zu berufenden Nationalversammlung irgend etwas Gutes hätte erwarten können. Darüber waren alle, auch die hellsehenden Griechen von der constitutionellen Parthei einig. Nur meinten manche, man solle die Versammlung für wenige Tage berufen, und, wie es Capo-

wollten in Gegenwart des Monarchen die Griechische Mütze nicht abziehen. Sie beriefen sich darauf, daß man sie auch vor dem Sultan nicht abzuziehen pflege. Es ward über die Frage des Kappe-Abziehens oder Nicht-Abziehens förmlich berathschlagt, und am Ende den bisherigen Griechischen Machthabern die Alternative gestellt, entweder nach Orientalischer Weise sich zu präsentiren, sich also vor Seiner Majestät auf den Boden niederzuwerfen, die Königlichen Füße zu küssen, und in diesem Falle die Mütze auf dem Haupte behalten zu dürfen, oder sich nach Europäischer Weise vorstellen zu lassen, und in diesem Falle mit entblößtem Haupte zu erscheinen. Natürlich erhielt die Europäische Sitte den Vorzug. Und die Frage war für immer entschieden.

§. 262.

Ernsthafterer Natur war die andere Frage über die Anerkennung oder nicht Anerkennung des Senates, und der Nationalversammlung in Pronia.

Es hatte sich nämlich eine Deputation des Einen wie der Anderen zur Aufwartung anmelden lassen. Nach den eingezogenen Erkundigungen erfuhr man nun, was schon erwähnt worden ist, daß nämlich der Senat von der Nationalversammlung abgeschafft worden sey, — ein Theil desselben sich aber nicht gefügt, sich nach Spezzia zurückgezogen, und von da aus Donner und Blitz gegen die Nationalversammlung geschleudert habe. Man machte uns ferner begreiflich, daß beide nur der Ausdruck verschiedener

Sie mußten vor Allem die Möglichkeit zeigen, daß eine constitutionelle Regierung mit ihnen auch gehen könne. Daß diese Zeit damals noch nicht gekommen war, darüber war zuletzt Jederman einig, wann sie aber kommen werde, kann kein menschliches Auge vorausschen. (§. 270.) Und in jedem Falle konnte eine so wichtige Frage nur der König selbst, keine Regentschaft für ihn, entscheiden.

Von dieser Ansicht der Dinge waren damals alle hellsehenden und ihr Vaterland liebenden Griechen so sehr durchdrungen, daß in den ersten Zeiten kein einziges Blatt auch nur entfernter Weise der Constitution erwähnte, und späterhin es nur von der Opposition, höchst sonderbarer Weise auch von solchen geschah, die früher gerade zu der der constitutionellen entgegen gesetzten Parthei gehört hatten! — kurz nur von solchen, die eben nicht für die zu befestigende Ruhe und Ordnung besorgt waren.⁴¹⁾

41) Mehrere Blätter, vor Allen der Sotir, haben sich stets und bei jeder Gelegenheit, gegen die Berufung einer Nationalversammlung und gegen die Erlassung einer Constitution, natürlich unter den damaligen Verhältnissen, erklärt. Der Sotir z. B. noch am 17. Juli 1834. No. 48. p. 199, also kurz vor dem Eintreffen unserer Abberufung. — „la Minerve ne nous trouve pas ni assez constitutionnels ni assez savans. D'après elle nous ne sommes pas assez constitutionnels, parceque nous ne réclamons pas à l'instant même du gouvernement et avec toute l'ardeur de la passion l'assemblée nationale et une Constitution définitive,” etc. Sotir 6. Juli 1834. No. 46. p. 189. — „Deux mots à ceux, qui ont l'air de soupirer après la constitution. Le premier besoin, le premier devoir d'un pouvoir nouveau, c'est d'assurer

Seit unserer Abberufung haben sich freilich die Dinge mächtig geändert. Da der Herr Präsident, während er in München mich als einen Verbreiter republikanischer Institutionen, sich selbst aber als eine Stütze des monarchischen Principis dargestellt, in Griechenland dagegen mich als einen Aristokraten ausgeschrien hatte, so mußte er nun auch zeigen, daß dem wirklich so wäre. Sientemal er nun aber nicht zu handeln verstand, — was eine Constitution betrifft, vielleicht auch nicht handeln mochte, — so gründete er sich wenigstens ein Tagesblatt, den National, unterstützte es mit einem monatlichen Beitrag von 1000 Drachmen und auf sonstige Weise, und ließ nun durch dieses sogenannte, von der Nation selbst jedoch stets verachtete, Nationalblatt, mit Griechischen Geldern einen Feldzug gegen Johann Kolettis eröffnen. Er ließ diesen consequentesten und populärsten aller Griechen förmlich des Abfalls von der constitutionellen Parthei beschuldigen, während der hellsehende Patriot doch nur für jetzt, weil er den Untergang seines Vaterlandes nicht wollte, eine improvisirte Verfassung nicht wünschte. — Zu gleicher Zeit sollen aber von der eben erwähnten Stütze des Monarchischen Systems auch noch Boten ausgesendet worden seyn, zur Veranlassung von Adressen an den König Otto, um diesem Monarchen durch sein eigenes Volk eine solche Stütze aufzwingen zu las-

son existence; avant d'agir, il faut être. Il faut se constituer" etc. Und so noch viele ähnliche Stellen.

sen! — Der gewandte Mann glaubte wahrscheinlich, wenn er sich nur einmal als König *de facto* festgesetzt haben würde, werde er auch den Griechen schon wieder die Constitutions-Ideen aus dem Kopfe treiben, so wie es ihm eben erst gelungen, seine Colleggen zu vertreiben.

§. 263.

Am 6. Februar 1833 war der feierliche Einzug des Königs und der Regentschaft. Die im Anhang mitgetheilte Proklamation enthält das politische Glaubensbekenntniß des Königs und der Regentschaft. Sie war die Richtschnur für die spätere Regierungsweise. Und nie ward, auch nur eine Linie, von dem dort vorgezeichneten Wege abgewichen. Die Regentschaft, — wenigstens die damalige Majorität — ging stets geraden Weges nach ihrem Ziele. Nicht erfüllte Hoffnungen wurden niemals erregt. Das Versprochene aber stets gegeben. Und eben diese Geradheit, mit der größten Offenheit gepaart, war die Hauptstärke der damaligen Regierung. Dies konnte freilich ein Mann, wie Armansperg, nicht begreifen. Darum suchte, nach Unserer Abberufung, er und sein damaliger Freund, der Staatssecretär des Kriegswesens von Lesuire, zur größten Ergötzlichkeit der Griechen, nach der von Uns errichteten geheimen Polizei! Allein, wo nichts ist, wird es freilich schwer, etwas zu finden! Und so diente denn jenes Suchen, wie man sagt, nur dazu — selbst eine solche Polizei zu etabliren.

§. 264.

Die ersten Maasregeln nach dem Einzuge bestanden in der Bestätigung des vorgefundenen Ministeriums.⁴²⁾ In der Anordnung eines von allen grossjährigen Griechen zu leistenden Huldigungseides.⁴³⁾ In der feierlichen Besitznahme sämtlicher bisher noch von den Türken besetzt gewesenen, durch Staatsverträge aber an das Griechische Reich abgetretenen Provinzen.⁴⁴⁾ In der Einführung und Bekanntmachung des Königlichen Wappens, eines Staatssiegels, eines Siegels für die Ministerien und übrigen Behörden des Landes.⁴⁵⁾ In der Bekanntmachung der schon zum Theil in München gefassten Beschlüsse über das neue Münzwesen,⁴⁶⁾ worauf ich bei dem Finanzwesen wieder zurückkommen werde. In der Einführung einer Nationalkokarde,⁴⁷⁾ damit das Tragen derselben jedem Griechen die Bayrisch-Griechische Verbindung beurkunden möge.⁴⁸⁾ In der Einführung eines officiellen Blattes der Regie-

42) Griech. Regierungsblatt von 1833. No. 2. p. 5.

43) Gr. Rgbl. 1833. No. 2. p. 6 u. 7.

44) Gr. Rgbl. 1833. No. 2. p. 8 u. 9.

45) Gr. Rgbl. No. 2. p. 6.

46) Gr. Rgbl. No. 2. p. 9—12.

47) Gr. Rgbl. No. 8. p. 60.

48) Durch eine ganz eigene Fügung des Schicksals ist es gekommen, dafs in Bayern, in Griechenland und in Portugal, also in drei nun so innig mit einander verbundenen Ländern, dieselben Nationalfarben, nämlich himmelblau und weifs, alt hergebracht sind.

rung, Regierungsblatt des Königreichs Griechenland genannt,⁴⁹⁾ damit von nun an jeder die erscheinenden Gesetze und Verordnungen, so wie die zur allgemeinen Bekanntmachung geeigneten Anordnungen und Verfügungen zu finden wisse; was bisher, bei dem besten Willen und mit der größten Anstrengung, oft rein unmöglich, und dieser Mangel der Kenntnifs dessen, was früher geschehen, namentlich auch der Regentschaft in den ersten Zeiten eben so hinderlich, als nachtheilig war.

Doch die Hauptsache war die Herstellung der gänzlich gestörten Ruhe und Ordnung. Von den zu diesem Ende ergriffenen Maasregeln soll nun in den folgenden §§. die Rede seyn.

§. 265.

Gleich am ersten Tage nach dem stattgehabten Einzuge, als ich noch keinen Stuhl, keinen Tisch, keine Feder und keine Dinte im Hause hatte, schrieb ich mit Bleistift an der Wand meines späteren Arbeitszimmers das Project zu dem ersten Auftrage an das Gesamtministerium, in welchem die zunächst zu ergreifenden Maasregeln angegeben und Gutachten darüber abverlangt ward. Diese Maasregeln waren die Ertheilung einer Amnestie, die Entwaffnung, Gesetze hinsichtlich der Bestrafung der gegen die öffentliche Sicherheit unternommenen Vergehen und Verbrechen, endlich die Errichtung von wenigstens

49) Rgbl. No. 1. p. 3.

einigen Gerichten, deren, nach dem früher Bemerkten, gar keine mehr existirten.

Das Ministerium meinte, man solle eine ganz allgemeine Amnestie ertheilen. Eine Entwaffnung werde, da Jederman Waffen zu tragen gewohnt sey, schwer durchzusetzen seyn, so zweckmäfsig die Maasregel auch wäre. Zur Bestrafung reiche die bestehende Collection der Strafgesetze hin. Endlich begehrte der damalige Justizminister, Clonaris, die Einsetzung von Kriegsgerichten.

Mit Recht ward mit der Amnestie der Anfang gemacht. Denn die neue Regierung mußte Königlich, d. h. gnädig erscheinen, und daher die traurige Vergangenheit möglichst der Vergessenheit übergeben. Allein sie mußte sich auch als eine gerechte Regierung zeigen, und sich keinen Eingriff in Privatrechte erlauben. Darum ward die Amnestie beschränkt auf blos politische, vor dem 25. Jänner (6. Februar) 1833 begangene, Vergehen und Verbrechen, allen übrigen aber, so wie die durch dieselben veranlafsten Civilentschädigungen und Restitutionen ausdrücklich ausgenommen.⁵⁰⁾ Da man späterhin mit den nicht amnestirten Verbrechen Mißbrauch treiben, und nur, um Hafs und Privatleidenschaften zu befriedigen, Untersuchungen verlangte, so erhielten die Staatsprokuratoren die Weisung, ohne dringende Noth kein, vor der Ankunft

⁵⁰⁾ Amnestie - Decret vom 9. (21.) Febr. 1833. in Rgbl. No. 4. p. 21.

des Königs begangenes, Verbrechen von Amtswegen in Untersuchung zu nehmen. Die Privatverfolgung durch den Verletzten und die Geltendmachung von Civilansprüchen ward jedoch vorbehalten. Allein, so viel mir bekannt ist, ward nie von diesem Rechte Gebrauch gemacht.

Unmittelbar nach der Amnestie folgte das Verbot, ohne Ermächtigung der Staatsregierung, Schießgewehre zu tragen. Das Tragen von anderen, der öffentlichen Sicherheit weniger schädlichen, Waffen, blieb erlaubt. Auf die Uebertretung jenes Gebotes wurden aber sehr strenge Strafen gesetzt.⁵¹⁾ In einer späteren Verordnung wurden Vorschriften ertheilt, über die Ausstellung der Erlaubnisscheine zum Tragen von Feuergewehren. Darin ward namentlich bestimmt, daß dieselben nur beim nachgewiesenen Bedürfnisse zum Schutze der Person oder des Eigenthums, oder zur Ausübung gesetzlicher Rechte, als z. B. zum Zweck einer Reise, zur Ausübung des Jagdrechtes, zur Hütung von Heerden u. dergl. m., in jedem anderen Falle aber nur, gegen hinreichende Bürgschaft wegen des Mißbrauches, ertheilt werden sollten. Aber auch diese Caution sollte wegfallen bei Beamten, und bei solchen ansässigen Leuten, welche entweder Grundeigenthum oder Viehheerden im Werthe von 1000 Drachmen, oder ein jährliches

⁵¹⁾ Verordn. vom 9. (21.) Februar 1823. Art. 1. im Rgbl. No. 4. p. 22.

Einkommen von 400 Drachmen nachzuweisen vermöchten. ⁵²⁾

Da das bestehende Strafgesetz unvollständig war, also nicht hinreichte, so wurden, zwar nur vorübergehend, bis zum Erscheinen eines neuen Strafgesetzbuches, sehr strenge Strafen auf die, gegen die öffentliche Sicherheit im Innern des Staates unternommenen, Vergehen und Verbrechen gesetzt. Insbesondere auf die gewaltsame Befreiung von Gefangenen, auf gewaltsame Erpressungen, auf die Erhebung von Auflagen ohne Ermächtigung der Staatsregierung, auf Seeräuberei, Stiftung von Bürgerkrieg, Verwüstung und Plünderung ganzer Orte oder einzelner Häuser, Zusammenrottungen, Werbungen von Truppen und Soldaten ohne Ermächtigung der Staatsregierung u. dergl. m. Zur Anwendung dieser Strafen aber wurden keine Kriegsgerichte, sondern drei Gerichtshöfe zu Nauplia, Missolonghi und Theben niedergesetzt, das letzte aber später nach Chalkis verlegt. ⁵³⁾

Die angeordneten Gerichte wurden unverzüglich gebildet, und begannen ihre wichtigen Verrichtungen. ⁵⁴⁾

⁵²⁾ Verordn. v. 18. Febr. (2. März) 1833. im Rgbl. No. 4. p. 24—27.

⁵³⁾ Verordn. 9. (21.) Februar 1833. Art. 2—7, 10. p. 22 u. 23.

⁵⁴⁾ Verordn. 22. Februar (6. März) 1833. im Rgbl. No. 4. p. 28.

§. 266.

Eine andere sehr wichtige Maasregel war die Formation eines Griechischen Heeres und die Auflösung der irregulären Truppen, welche auch nach der Ankunft des Königs und der Regentschaft noch fortführen, das Land zu plündern und zu verwüsten.

Unterm 25. Februar (9. März) 1833 wurde die Auflösung des taktischen Corps, von dem ohnedies nur noch wenige Trümmer vorhanden waren, ausgesprochen, und die Formation eines Griechischen Heeres angeordnet, ⁵⁵⁾ worauf ich später beim Kriegswesen wieder zurückkommen werde. Hier bemerke ich nur noch, dafs für die zahlreichen Deserteurs von diesem Corps ein Generalpardon erlassen und späterhin noch mehrmals erneuert worden ist. ⁵⁶⁾

Hinsichtlich der irregulären Truppen erschienen aber zwei von dem Herrn Director von Greiner entworfenen Verordnungen vom 2. (14.) März 1833.

In der ersten ward ihre Auflösung ausgesprochen, und verordnet, dafs die erst seit dem 1. December 1831 zugegangenen irregulären Truppen, da sie nur von Partheien angeworben worden seyen, in ihre Heimath zurückkehren sollten. ⁵⁷⁾ Allen übrigen Unterofficieren und Soldaten ward freigestellt,

55) Verordn. im Rgbl. No. 5. p. 29.

56) Verordn. im Rgbl. 1833. No. 7 u. 21. p. 48 u. 156.

57) Verordn. vom 2. (14.) März 1833. Art. 1 u. 2. im Rgbl. No. 6. p. 37.

ob sie zu ihren Familien zurückkehren oder in das Heer eintreten wollten. ⁵⁸⁾ Diejenigen, welche ins Heer einzutreten gedächten, sollten sich an den dazu bestimmten Sammlungsplätzen einfinden, sich daselbst der Prüfung einer zu dem Ende angeordneten Commission unterwerfen, und unterwegs auf Kosten des Staates verpflegt werden. ⁵⁹⁾ Zur Prüfung der Ansprüche der außer Activität tretenden Officiere der irregulären Truppen sollte in Nauplia eine Commission niedergesetzt werden, bestehend aus Officieren der erwähnten Truppen. ⁶⁰⁾ Diese Commission ward auch ernannt. ⁶¹⁾ Ihre Verhandlungen gingen jedoch nur sehr langsam voran, so daß erst nach ein Jahr und Tag das Resultat davon zur Kenntniß der Regentschaft gelangte.

Jede Zuwiderhandlung gegen die angegebenen Verfügungen sollte streng nach den im vorigen §. angegebenen Bestimmungen bestraft werden. ⁶²⁾ Endlich sollte die Lage derjenigen Officiere, Unterofficiere und Soldaten der irregulären Truppen, welche den Freiheitskrieg mitgekämpft hatten, in Erwägung gezogen, und ihnen Ländereien zur eigenen Bebauung angewiesen werden.

58) Art. 3 u. 5.

59) Art. 6—9, u. 12—14.

60) Art. 16.

61) Verordn. 13. (25.) März 1833. im Bghl. No. 9. p. 61—63.

62) Art. 17 u. 18.

§. 267.

Die andere Verordnung von demselben Tage enthält die Formation von 10 Jägerbataillonen, in welche die im vorigen §. erwähnten Unterofficiere und Soldaten der irregulären Truppen eingereiht werden, und Officiere aus eben diesem Corps erhalten sollten. ⁶³⁾ Als Uniform ward die Fustanelle und rothe Griechische Mütze bestimmt. ⁶⁴⁾ Die Waffenübungen sollten sich auf den leichten oder Tirailleurdienst beschränken, ⁶⁵⁾ aber auch die Jägerbataillone, gleich den Linientruppen, den allgemeinen Disciplinar- und Strafgesetzen unterworfen seyn. ⁶⁶⁾

Es ward also, was in späteren Zeiten entweder absichtlich oder wirklich vergessen worden zu seyn scheint, den Palikaren, — denn aus ihnen bestanden eben die unregelmäßigen Truppen, — Brod, und mit ihm damals auch ihre Nationaltracht angeboten. Der Grund, warum sie keine Dienste nahmen, konnte demnach nicht in dem Mangel der Fustanelle liegen; wie man späterhin bösslich oder irrthümlich zu verbreiten gesucht hat. Er lag vielmehr damals, wie am Ende des Jahres 1834 in etwas ganz Anderem, — in der Liebe zur Ungebundenheit. Zunal die Chefs

63) Verordn. vom 2. (14.) März 1833. Art. 1. u. 10. im Rgbl. No. 6. p. 41.

64) Art. 3.

65) Art. 6.

66) Art. 7.

dieser irregulären Truppen wollten keinen Zwang irgend einer Art, und darum keine Disciplin.

Späterhin wurde aber, wie schon bemerkt worden ist, nie mehr die Fustanelle officiell oder auch nur gesprächsweise von dem Grafen von Armansperg in Antrag gebracht. Alles, was in dieser Beziehung in Griechischen und Englischen Blättern gesagt und, wahrscheinlich absichtlich, verbreitet worden, ist unwahr und falsch.

§. 268.

Die unregelmäßigen Truppen fügten sich bekanntlich den erwähnten Anordnungen nicht. Gleich den Tag nach ihrer Bekanntmachung in Argos, wo damals gewissermaßen das Hauptquartier der Palikaren gewesen ist, kamen einige Hundert, ohne Waffen, nach Nauplia gezogen, angeblich um Brod von Seiner Majestät dem König zu begehren. Da sie bittweise kamen, gewährte König Otto, was von ihm als Gnade begehrt ward. Allein schon am anderen Tage kamen einige Hundert mehr an, erklärten, sie würden sich den getroffenen Anordnungen nicht unterwerfen, lärmten, tobten und stießen sogar Drohungen aus. Nun glaubte die Regentschaft handeln zu müssen. Die Rädelsführer wurden verhaftet, die übrigen liefen sodann von selbst auseinander. Und um gleich von vorn herein den nöthigen Ernst zu zeigen, ward ihnen Infanterie und Artillerie mit brennenden Lunden nachgeschickt. Dies gab die Lösung zum Aufbruche sämmtlicher Palikaren in Argos,

so wie in den übrigen Theilen des Landes. Da jedoch vorher schon die Bayrischen Hülfsstruppen die ihnen angewiesenen Positionen eingenommen, und auch die Griechischen Behörden die, wegen Anwendung der Waffengewalt zum Vollzuge der angeordneten Maasregeln erlassenen, Instructionen erhalten hatten, *) so konnten die irregulären Truppen nirgends mehr Posten fassen. Sie zogen sich vielmehr über die Grenze in ihre Heimath zurück.

§. 269.

Durch die erwähnten Maasregeln war denn also schon in den ersten Monaten der Regentschaft, gegen alles Erwarten, und ohne alles Blutvergießen, die Ruhe und Ordnung im Innern des Landes vollkommen wieder hergestellt. Damals liefs Jederman, hinsichtlich der getroffenen Maasregeln, der Regentschaft Gerechtigkeit widerfahren. Man lese nur die damaligen öffentlichen Blätter, und insbesondere auch die Proklamation des Griechischen Gesamtministeriums vom 9. März selbst. **)

Nun hatte die Regentschaft freie Hände, und konnte zur definitiven Organisirung und Constituirung des Landes weiter voranschreiten. Von den zahllosen Hindernissen aber, welche sich auch dabei wieder entgegen stellten, zum Theil sogar absichtlich

67) Verordn. v. 9. (21.) März 1833. im Rgbl. No. 10. p. 65 u. 66.

68) Rgbl. No. 9. p. 63 u. 64.

erregt worden sind, ein klares Bild zu entwerfen, übersteigt wenigstens meine Kräfte. Die meisten Griechen, nicht im Stande selbst mit Hand anzulegen, brannten dennoch vor Ungeduld. Das Ausland dagegen, ohnedies von einem ganz falschen Gesichtspunkte ausgehend, wollte Wunder über Wunder sehen.

Die Regentschaft aber liefs sich nicht irre machen, nicht aus ihrer Fassung und aus ihrer festen Haltung bringen. Die ersten Maasregeln sind dringend nothwendig gewesen, sie mußten also schnell ergriffen, und rasch vollzogen werden. Die übrigen Maasregeln bedurften dagegen reiflicher Ueberlegung und großer Umsicht. Zumal suchte man den Fehler, in welchen Capodistria verfallen, und der ihm so verderblich geworden war, zu vermeiden — den Fehler des zu viel und zu schnell Verordnens, und des dadurch nothwendig gewordenen Abänderns des kann erst Verfügten. Denn dadurch war, unter seiner Herrschaft, alles precär und unsicher, alles zu einem wahren Provisorium geworden. Wir wollten daher nur definitive — durchgreifende Reformen. Allein dazu bedurfte man Zeit! Zeit zur Einziehung von Erkundigungen, Zeit zur Concipirung und Execution der nothwendig scheinenden Verordnungen und Gesetze.

Vierter Titel.

Von der obersten Staatsgewalt und Staatsregierung.

§. 270.

Griechenland war, wie schon bemerkt worden ist (§. 236.), ein erbliches, nach dem Recht der agnatischen Primogenitur zu vererbendes, Königreich. Schranken sind ihm zwar, wenigstens von Seiten der Conferenz in London, keine gesetzt worden. Von dem Königlich Bayrischen Minister des Aeußern, Freiherrn von Gise, ist jedoch der Griechischen Nation eine Constitution zugesagt worden. Der Freiherr von Gise meinte sogar, die Regentschaft solle gleich mit dem Constitutionswerke beginnen! ⁶⁹⁾ — Dafs es indessen damals unmöglich war, dem Willen der Königlich Bayrischen Regierung nachzukommen, ist gleichfalls schon bemerkt worden. (§. 262.) Wann

69) Lettre de M. le Baron de Gise etc. à M. Tricoupi etc. du 31 juillet 1832 im Recueil des traités etc. pag. 63 — Ce sera un des premiers soins de la Régence Royale, nommée pour vaquer pendant la minorité du Roi à l'administration du Royaume de convoquer une assemblée générale de la nation pour recevoir le Monarque, Lui offrir l'hommage du dévouement de la Grèce et cimenter son union avec le Prince qui va présider à ses destinées. Cette assemblée chargée de travailler avec la Régence à préparer la constitution définitive de l'Etat, qui réglée de la sorte avec le libre concours de la nation et de son Roi au milieu d'une tranquillité profonde, lorsque les limites de la Grèce se trouveront fixées, lorsque ses ressources seront mieux connues, répondra sans nul doute à ses besoins, à ses vœux et à ses intérêts etc.

aber die Zeit, an jenes Werk Hand anzulegen, kommen werde, — wer vermag es zu verkünden?! Denn

Der Mensch denkt's,
Gott lenkt's!

Ohnedies bin ich mit Bröndsted ⁷⁰⁾ der Ansicht, daß Griechenland zwar freier Institutionen bedarf, denn eben wegen! ihres Mangels haben die Griechen, weder unter den Römern noch unter den Türken, etwas Großes geleistet. Allein Griechischem Character und Griechischen Verhältnissen sagen, noch zur Zeit, Lokalfreiheiten weit mehr zu, als eine gebundene Centralregierung. Eine solche würde im Gegentheile unter den gegenwärtigen Verhältnissen zu sehr großen Nachtheilen führen. Darum waren Wir hauptsächlich bemüht, durch Einführung einer freien Gemeindeverfassung und durch Bildung eines Bezirksrathes an der Seite des Eparchen, so wie eines Kreisrathes an der Seite des Nomarchen, eine freie Gemeinde-, Bezirks- und Kreisverwaltung herbeizuführen. Und aus demselben Grunde wurden Commissionen für das Schulwesen, für das Antiquitätenwesen u. s. w. geschaffen. Nur auf diesem Wege wird es, bei dem unruhigen, eifersüchtigen, eiteln, und daher der aller ungebundensten Freiheit geneigten Character der Griechen gelingen, einen festen monarchischen Staat in Griechenland zu gründen. ⁷¹⁾

70) P. O. Bröndsted, voyages dans la Grèce I. p. 76.

71) Vergl. Le Baron de Riedesel, voyages au Levant p. 325.

§. 271.

Nach dem Londoner Staatsvertrag sollte die Großjährigkeit des Königs Otto erst mit dem 1. Juni 1835 beginnen, und bis dahin die Souveränitätsrechte nicht durch einen Regenten, sondern durch eine aus drei Mitgliedern bestehende Regentschaft ausgeübt werden. (§. 236.) Diese drei Regenten sollten aber frei und unabhängig von jeder auswärtigen Macht seyn. Daher wurden dieselben für die Dauer der Regentschaft auch von Seiner Majestät dem König von Bayern aus Allerhöchst deren Diensten entlassen und blos an Seine Majestät den König Otto und an den Griechischen Staat hingewiesen. Dieses Königliche Rescript lautet, wie folgt:

„Nachdem Wir unter dem heutigen Tage Unseren
„Staatsrath und Reichsrath von Maurer zum außer-
„ordentlichen Commissär und Mitgliede des Regent-
„schafts - Rathes in Griechenland für die Dauer der
„Minderjährigkeit Unseres vielgeliebten Sohnes, des
„Königs von Griechenland Majestät, ernannt haben,
„entbinden Wir denselben für die Zeit dieser seiner
„Theilnahme an der Regentschaft Griechenlands sei-
„ner besonderen Dienstpflicht, und überweisen ihn für
„eben diese Zeit mit seinen aufhabenden Pflichten an
„Unseren vielgeliebten Sohn und den Griechischen
„Staat, denen er seine Dienste zu widmen haben wird.

Bad - Brückenau den 21. August 1832.“

Dafs Einem unter den drei Regentschaftsmitgliedern gröfsere Rechte, als den übrigen zustehen soll-

ten, war nirgends gesagt, und eben weil man es nicht wollte, waren drei Mitglieder ernannt worden, wie es zumal die geheimen Acten über die Londoner Conferenz ausweisen. Zwar haben Seine Majestät der König von Bayern — nach langem Zögern — dem Grafen von Armansperg, der darauf einen ganz besonderen Werth legte, den Titel eines Vorstandes der Regenschaft verliehen. Wie wenig sagend jedoch dieser Titel, nach der Intention des Allerhöchsten Verleihers, seyn sollte, beweist schon der Umstand, daß derselbe im Bayrischen Regierungsblatt erst unter den Druckfehlern bekannt gemacht worden ist. ¹¹⁾)

Daß übrigens der König von Bayern auch nicht entfernter Weise die Absicht hatte mit diesem Präsidium, gegen den Londoner Staatsvertrag, größere Rechte zu verbinden, beweist vor Allem die unterm 23. Juli 1832 für den Geschäftsgang der Regenschaft ertheilte Instruction. Sie lautet, wie folgt:

§. 5.

„Der Regenschaftsrath hat in allen Regierungsangelegenheiten seine Beschlüsse nach Stimmenmehrheit zu fassen, und seine Ausfertigungen unter der Unterschrift sämmtlicher Mitglieder zu erlassen.“

„Für den Fall des Abgangs eines einzelnen Mitgliedes werden wir durch eventuelle Substitution Fürsorge treffen.“

§. 6.

„Dem von Uns mit dem Vorsitze bekleideten Mitgliede des Regentschaftsrathes soll die Leitung der Berathungen und die Bewahrung des Staatssiegels, dann die Unterzeichnung der durch Signate zu eröffnenden Regentschaftsbeschlüsse zustehen.

„Auch hat der Vorsitzende die Regentschaft im Verhältnisse zu den bei ihr accreditirten Abgesandten und sonstigen Agenten auswärtiger Höfe zu repräsentiren, und die mündlichen Verhandlungen mit denselben zu führen — vorbehaltlich jedoch des dem Regentschaftsrathe in seiner Gesamtheit nach §. 5 ausschließlich zustehenden Rechtes der Beschlussfassung.

„Im Falle der Verhinderung oder des Todes des Vorsitzenden hat das nächstfolgende Mitglied des Regentschaftsrathes nach der von Uns in den Ernennungsdecreten festgesetzten Ordnung in dessen Stelle einzutreten.“

Einige sehr unbedeutende Ehrenvorrechte, auf welche der Graf zwar grossen Werth legte, um die ihn jedoch niemand beneidete, waren Alles, was der Präsident vor seinen Collegen voraus hatte. In der Hauptsache aber sollte stets die Mehrheit der Stimmen entscheiden.

§. 272.

Um nun Thätigkeit in die Geschäfte zu bringen, und sich den Geschäftsgang so viel als möglich zu erleichtern, ward von der Regentschaft schon in

München beschlossen, dem von dem König von Bayern zum Substituten der Regentschaft ernannten geheimen Legationsrathe von Abel, so wie dem für Griechenland erworbenen Regierungsdirector von Greiner Zutritt zu den Regentschaftssitzungen, und in denselben eine berathende Stimme zu gestatten. Die Geschäfte selbst wurden aber in der Art vertheilt, daß Herr von Greiner das Finanzwesen, von Abel die innere Verwaltung und die auswärtigen Angelegenheiten, General von Heideck das Kriegs- und Seewesen, ich aber das Justiz-, Kirchen- und Schulwesen zu besorgen haben sollte. Der Präsident endlich sorgte für die sogenannte Repräsentation, daher die öffentlichen Blätter seine Bälle und Concerte zu rühmen wußten. Als jedoch Herr von Greiner Griechenland verlassen hatte, übernahm der Graf auch noch das Finanzwesen. *Hinc illae lacrimae!*

Jeder sollte in seinem Fache die nöthigen Erkundigungen einziehen, und was Noth that, gehörig vorbereiten, insbesondere auch die Concepte für die Verordnungen und Gesetze. Der Majorität blieb aber stets die endliche Entscheidung. Auf diese Weise kam es denn, daß sämtliche Verfügungen und Gesetze, welche das Finanzwesen betreffen, vom Herrn von Greiner, was die innere Verwaltung und die äußeren Verhältnisse, so wie Einiges über das Seewesen betrifft, vom Herrn von Abel; vom Herrn von Heideck aber, was das übrige See- und das Kriegswesen angeht; von mir die Gesetzbücher und was sonst noch das Justiz-, oder das Kirchen- und Schul-

wesen betrifft; vom Grafen von Armansperg endlich, was in den letzten Zeiten über das Finanzwesen verfügt war, verfaßt und redigirt worden

§. 273.

So klar nun die Stellung eines jeden Einzelnen von Uns gewesen ist, so wenig konnte oder wollte der Präsident die seinige begreifen, wie dies im §. 252 ff. schon bemerkt worden ist.

Auf der Reise war es belustigend, ihn zu sehen, wie er sich wendete und drehte, wie er mit Händen und Füßen sich gebährdete. Allein auch an ernstesten Scenen zwischen ihm mit Greiner und mir, entspringend aus seiner Anmaßung, hat es schon am Bord des Madagaskar nicht gefehlt. Noch ernster wurden aber dessen Präentionen in Griechenland selbst, nachdem er, während er in öffentlichen Angelegenheiten, und wo es zu arbeiten gab, Uns Uebrigen walten liefs, sich bei verschiedenen Gelegenheiten zur Begründung seiner Präsidentenauctorität, — in Griechenland und bei einer Griechischen Regentschaft, — auf die Bayrische Hofrathsordnung bezog! Als er anfang, ohne einen Regentschaftsbeschluss, zum Theil sogar gegen Unsere Beschlüsse zu handeln! — Bei eben einer solchen Veranlassung hinsichtlich einer dem Archimandriten Arsenios zu bewilligenden Geldsumme war es, als ich ihm schon unterm 23. April 1833, also bald nach Unserer Ankunft, folgenden Brief schrieb:

„Ewer Exzellenz

„überschickten mir gestern durch Stademann die Anlage, woraus ich leider entnehme, dafs mein Antrag vom 4. d. bis jetzt liegen geblieben, oder vielmehr richtiger gesagt, nur brevi manu dem Herrn Christides ⁷³⁾ mitgetheilt worden ist, wie dieses der nichts sagende Bericht vom 11. d. ausweist. Da ich einen solchen Geschäftsgang nicht verstehe, und derselbe für uns übrigen Mitglieder um so kränkender ist, da Ew. Exzellenz sogar für gut gefunden haben, meinen Antrag abzuschneiden, einen anderen aufzusetzen und mir dieses Alles durch Stademann zu überschicken, so habe ich mir erlaubt, da ich unsere Rechte für gleich halte, auch Ihren Antrag abzuschneiden, und ihn, aus Rücksichten gegen Sie, nicht durch Stademann zu übersenden. Um so mehr mufs ich aber nun auf meinem früheren Antrage bestehen, da ich selbst schon mehrmals dem Arsenios, mich auf den Beschluß der Regentschaft stützend, eine abschlägige Antwort ertheilt habe.

„Bei dieser Gelegenheit erlaube ich mir die weitere Bemerkung, dafs das gegenseitige Verhältnifs der Regentschaftsmitglieder durchaus nicht im Klaren ist, und dafs in dieser Beziehung grofse Missverständnisse obzuwalten scheinen. Aus sehr vielem, was bisher und auch bei dieser Gelegenheit wieder geschehen, scheint nämlich hervorzugehen,

73) War damals Minister des Innern.

„als glaubten Ew. Exzellenz das ausschließende
„Recht zu haben, mündlich und schriftlich über die
„Regentschaftsgelder zu verfügen, und aus
„Ihrer Correspondenz mit dem Auslande, daß Sie allein
„den Souverän nach Außen repräsentiren zu müssen
„glauben. Da nun aber der § 6 der Instruction vom
„23. Juli 1832 genau die Rechte des Vorsitzenden be-
„stimmt, und ihm nur das Recht der mündlichen
„Verhandlungen mit den Diplomaten einräumt,
„es aber eben so wenig in der Absicht Seiner Maje-
„stät des Königs von Bayern, wie in der der Regent-
„schaft, nach Ausweis ihres im ersten Protokolle
„niedergelegten Beschlusses, gelegen hat, noch lie-
„gen konnte, größere Rechte einzuräumen, so muß
„ich Ew. Exzellenz ersuchen, auch diesen Gegen-
„stand bei der ersten Zusammenkunft zur Sprache
„bringen zu wollen.“

etc. etc.

In der auf dieses Schreiben folgenden Sitzung ward dem Präsidenten durch einen Regentschaftsbeschluss die Correspondenz förmlich entzogen, und beschlossen, daß alle officiellen Weisungen, von den drei Regentschaftsmitgliedern unterschrieben, an die verschiedenen Ministerien gehen und von diesen, wie in anderen monarchischen Staaten, das Weitere besorgt werden sollte. Dennoch hörte aber, wie schon bemerkt worden ist (§. 254.), die geheime Correspondenz des Präsidenten nicht auf.

Auch blieb die Idee, daß er der eigentliche Regent sey, — oder richtiger gesagt, als solcher bei

anderen scheinen wollte, denn ums Regieren selbst bekümmerte er sich eben nicht viel, — dem Grafen bis an das Ende unseres Waltens in Griechenland. Denn, als er Unsere Abberufung betrieb, soll er nach München geschrieben haben, daß ich eine förmliche Opposition gegen ihn gebildet, und mich zum Haupte derselben aufgeworfen habe. Diese vermeintliche Opposition bestand nun aber, aufser ihm, aus der ganzen Regentschaft, also muß er allein die Regentschaft zu seyn gewähnt haben. Sintemal bei anderen Collegien und Corporationen, bei welchen nach Mehrheit der Stimmen entschieden wird, die Opposition stets in der Minorität zu suchen ist, wenn in einem solchen Falle überhaupt von Opposition die Rede seyn kann.

Wie dem nun aber auch sey. Was durch die Entdeckung der Franzischen Verschwörung vereitelt worden war, das hatte nun der Präsident auf einem anderen Wege vollständig erreicht. Unsere Abberufung setzte ihn, mit Hülfe des getreuen Kobells, — der ja, wie er selbst jederman sagte, nur gekommen war, um den Grafen zu unterstützen, denn zum Arbeiten sey er zu alt, und zur Uebernahme einer Responsabilität keineswegs geneigt, — in den Stand, ein Regentschaftspräsidium zu organisiren, wie er es wahrscheinlich immer gewünscht hatte. In der That aber nur, um der Welt einen Begriff von seinen hohen Capacitäten, so wie von seinen großen Conceptionen, an deren Ausführung Wir ihn gehindert haben sollten (§. 256), zu geben. Wenigstens

wissen die Griechischen Blätter weiter nichts von den grossen Leistungen der zehnmönatlichen Regentschaft zu berichten, als von ihrer gänzlichen Unthätigkeit. ⁷⁴⁾

§. 274.

Die Regentschaft war im Besitze der obersten Staatsgewalt, zu deren Ausübung bedurfte sie aber der Organe. Vor ihrer Ankunft waren diese Organe der Senat und die Ministerien. An die Stelle des von der Nationalversammlung abgeschafften Senates wurde zur Berathung der wichtigsten Staatsangelegenheiten, und zur Entscheidung administrativer Streitigkeiten ein Staatsrath gesetzt. ⁷⁵⁾ Die Staatsministerien aber wurden, in ihrer früheren Anzahl, sieben an der Zahl, beibehalten, nämlich ein Ministerium des Aeussern, welches nun zu gleicher Zeit auch den Titel Ministerium des Königlichen Hauses erhielt; ein Ministerium der Justiz; des Innern; des Kirchen- und Schulwesens; der Finanzen; des Kriegswesens; und endlich eines des Seewesens.

An der Spitze eines jeden Ministeriums sollte ein Staatssecretär stehen, ein und derselbe Staatssecretär

74) Z. B. der Sotir vom 28. September 1834 Nr. 69. p. 287. Dans 8 mois le Roi va monter sur le trône, *et alors quand il ne trouvera rien de fait*, n'aura-t-il pas le droit de demander compte à la Régence de sa longue administration? Si on ne songe pas à l'avenir de Sa Majesté, il faut bien que nous en parlions, nous, quand nous voyons qu'on le déshérite, involontairement peut-être, de l'amour du peuple Grec etc.

75) Verordn. vom 3. (15.) April 1833 Art. 15. im Rgbl. Nr. 12. p. 80.

jedoch mit der gleichzeitigen Führung mehrerer Ministerien beauftragt werden können. Jedes Ministerium sollte aus einem oder mehreren Ministerialräthen, Secretären und Kanzellisten bestehen. Ueber die Bildung der Ministerien und des aus der Gesammtheit der Staatssecretäre bestehenden Ministerrathes, über deren Wirkungskreis und Geschäftsgang, wurden in mehreren langen Verordnungen vom 3. (15.) April 1833 ⁷⁶⁾ sehr bestimmte und erschöpfende Vorschriften gegeben, welche nachgelesen zu werden verdienen.

Späterhin ward noch durch Creirung eines staatswirthschaftlichen Bureau's beim Staatsministerium des Innern eine besondere Abtheilung für den statistischen und staatswirthschaftlichen Theil seines Wirkungskreises gebildet, und dessen Wirkungskreis nach dem Muster anderer Staaten in 49 Artikeln näher bestimmt. ⁷⁷⁾

Die Hauptbestimmung dieses statistischen Bureau's war zunächst die Beförderung und Leitung der für das verödete Griechenland so äusserst wichtigen Colonisation. Seitdem nämlich der Präsident der Regentschaft das Colonisationswesen als zu seinem Referate gehörig in Anspruch genommen hatte, war auch in diesem wichtigen Zweig der Verwaltung, trotz aller Erinnerungen, Ermahnungen und sogar schriftlichen Protestationen im Sitzungsprotokolle von

76) Regbl. Nr. 13—15 p. 81—99.

77) Verordn. vom 29. April (11. Mai) 1834 im Rghl. von 1834 Nr. 18. p. 135—142.

Seiten der übrigen Regentschaftsmitglieder völliger Stillstand eingetreten. Erst nachdem zwei sehr geistreiche und thätige Männer, Herr Alexander Roujoux und Gustav Eichthal zu Räthen in dem eben genannten Bureau ernannt worden waren, kam auch in das bis dahin völlig vernachlässigte Colonisationswesen Leben und Treiben. Das Resultat ihrer und Kollettis Thätigkeit war das Project über die Militärcolonien, welches, mit wenigen Modificationen, unterm 20. Mai (1. Juni) und 23. Juni (5. Juli) 1834 zum Gesetz erhoben worden ist, ⁷⁹⁾ worauf ich später wieder zurückkommen werde.

Der Staatsrath erhielt wegen Unserer Abberufung nicht mehr seine Organisation. Dennoch wurden einstweilen einzelne, durch ihre früheren Leistungen ausgezeichnete Männer zu Staatsräthen mit oder ohne Gehalt, im ordentlichen oder außerordentlichen Dienste ernannt.

Durch zwei weitere Verordnungen vom 6. Mai (24. April) 1833 ⁷⁹⁾ endlich wurde auch noch die Art der Ernennung, Beeidigung und der Gehalt der obersten Staatsbeamten ein für alle Mal angeordnet. Der Gehalt der Staatssecretäre sollte in 12,000 Drachmen, der Gehalt der Staatsräthe in 6000, der Ministerialräthe in 4200, der Ministerialsecretäre in 2400, und

⁷⁹⁾ Rgbl. von 1834 Nr. 22 und 25 p. 171—176 und 204—206.

⁷⁹⁾ Rgbl. Nr. 17. p. 122 und 123.

der Kanzellisten in den Ministerien in 1200 Drachmen bestehen, niemand aber auf freie Wohnung Anspruch haben.

§. 275.

Auch der Errichtung eines Griechischen Verdienstordens muß hier noch Erwähnung gethan werden.

Schon nach der Constitution von 1822 Art. 73 sollte ein solcher errichtet werden, zur Belohnung der dem Vaterlande geleisteten Dienste. Auch der Nationalcongreß zu Argos brachte denselben wieder zur Sprache, und autorisirte sogar den Präsidenten Capodistria, einen solchen einzuführen, welcher, zur Erinnerung an die wunderbare Befreiung, den Namen: Erlöser, führen sollte. ⁸⁰⁾

Der Wunsch des Griechischen Volkes ist jedoch erst am Geburtstage Seiner Majestät des Königs Otto, am 1. Juni 1833, in Erfüllung gegangen. ⁸¹⁾

Es sollten nach dieser Verordnung 5 Classen bestehen: Großkreuze, Großcomthur- oder Großcommandeure, Comthure oder Commandeure, Ritter des goldenen Kreuzes und Ritter des silbernen Kreuzes.

Die ersten Verleihungen hatten indessen erst im folgenden Jahre, am 6. Februar 1834, statt, zur

80) Achtes Decret der Nationalvers. zu Argos vom 31. Juli (19. August) 1829 Art. 4.

81) Verordn. vom 1. Juni 1830 im Regbl. Nr. 19. p. 129—131.

Feier des ersten Landungstages des Königs und der Regentschaft.

Und der Erste, welcher diesen Orden trug, war Seine Majestät der König Ludwig von Bayern!

Fünfter Titel.

Von der Verwaltung der Provinzen und Gemeinden.

§. 276.

Nachdem die obersten Organe der Staatsregierung, die Ministerien, ihre Organisation erhalten hatten, mußten auch Organe in den Provinzen geschaffen und regulirt werden. Denn die vorhandenen waren in größter Verwirrung, wußten nicht was sie thun oder lassen sollten, und hatten alles Ansehen verloren. ⁸²⁾

Eine zu sehr centralisirte Regierung bringt keinem Lande Vorthail, Griechenland aber, da sie die

82) 'Ο Σωτήρ ou le Sauveur, journal politique, littéraire et commercial a. 1834. No. 29. p. 119 u. 120. Der Artikel ist hauptsächlich gerichtet gegen mehrere, in der allgemeinen Zeitung jener Zeit enthaltene, unrichtige Ansichten. Der Art. schließt mit folgender Bemerkung: „Avouons cependant qu'il est malheureux de se croire le seul armé de bonne volonté et de la capacité requise pour régénérer les nations, quand on n'a jamais administré . . . qu'un coin de sa chambre.

Intriguen begünstigt, sehr großen Nachtheil. Griechenland bedurfte im Gegentheile von jeher, und bedarf noch bis auf die jetzige Stunde, vieler Centralpuncte, in den einzelnen Provinzen wie in jeder Gemeinde.⁸³⁾ Daher ward das Königreich in 10 Kreise (Nomos), und jeder Kreis wieder in Bezirke (Eparchien) eingetheilt, und in jedem Bezirke sollte unverzüglich zur Bildung von Gemeinden geschritten werden.⁸⁴⁾ Zur Hebung der Griechischen Nationalität erhielten die Nomos, wie die Eparchien alt Griechische Namen.⁸⁵⁾ Nämlich:

I. Der Kreis Argolis und Korinthia sollte bestehen aus folgenden Bezirken:

1. Bezirk Nauplia, bestehend aus dem früheren Districte Nauplia. Hauptort Nauplia.

2. Bezirk Argos, bestehend aus dem bisherigen Districte Argos. Hauptort Argos.

3. Bezirk Korinth, bestehend aus dem früheren Districte Korinth. Da diese Eparchie zu groß war, wurde sie später in zwei abgetheilt, von denen die eine Korinthia, mit dem Hauptort Korinth, die andere aber Trikala heißen, und Trikala (Sikyonia) zum Hauptorte haben sollte.⁸⁶⁾

83) Bröndsted, voyages dans la Grèce etc. I. p. 76.

84) Verordn. 3. (15.) April 1833. Art. 1. im Rgbl. No. 12. p. 75.

85) Verordn. 3. (15.) April 1833. im Rgbl. No. 12. p. 75—80.

86) Verordn. 19. (31.) Mai 1834. im Rgbl. von 1834. No. 30. p. 228.

4. Bezirk **Hydra**, bestehend aus der Insel **Hydra**.
Hauptort **Hydra**.

5. Bezirk **Hermionis**, bestehend aus den alten Districten **Kastri** und **Kranidi**. (**Hermione**) und der Insel **Tiparenos** (**Spezzia**). Später ward aber der durch die heldenmüthige Theilnahme ihrer Bewohner an dem Freiheitskampfe verherrlichte Name **Spezzia** wieder hergestellt.⁸⁷⁾

6. Bezirk **Troezenia**, bestehend aus dem bisherigen Districte **Damala** (**Troezene**) und der Insel **Poros**. (**Kalauria**.) Hauptort **Poros**.

Die Hauptstadt des Nomos **Nauplia**.

II. Der Kreis **Achaja** und **Elis** sollte folgende Bezirke umfassen :

1. Bezirk **Aegialeia**, bestehend aus dem bisherigen Bezirke **Vostizza**. Hauptort **Vostizza**. (**Aegion**.)

2. Bezirk **Kalavrita**, bestehend aus dem bisherigen Districte **Kalavrita**. Hauptort **Kalavrita**. (**Kynaetha**.)

3. Bezirk **Paträ**, bestehend aus dem bisherigen Districte **Patras**. Hauptort **Paträ**.

4. Bezirk **Elis**, bestehend aus dem bisherigen Districte **Gastuni** und dem auf dem rechten Ufer des **Alpheus** gelegenen Theile des Districtes **Pyrgos**. Hauptort **Pyrgos**. (**Pylos Triphyliake**).

Die Hauptstadt des Kreises **Paträ**.

⁸⁷⁾ Verordn. 15. (27.) Juli 1834. im Rgbl. No. 39. p. 245.

III. Der Kreis Messenien sollte bestehen aus folgenden Bezirken :

1. Bezirk Olympia, bestehend aus dem bisherigen Districte Phanari und den auf dem linken Ufer des Alpheus gelegenen Theilen von Pyrgos (das alte Pisatis). Hauptort Phanari. (Parrhasia.)

2. Bezirk Triphilia, bestehend aus dem bisherigen Districte Arkadia. Hauptort Arkadia. (Kyparrissia.)

3. Bezirk Methone, bestehend aus den bisherigen Districten Modon, Navarin und Koron. Hauptort Modon. (Methone.)

4. Bezirk Messene, bestehend aus den bisherigen Districten Andrussa, Imblakika und Mikromani. Hauptort Andrussa. (Messene.)

5. Bezirk Kalamae, bestehend aus den bisherigen Districten Kalamata und Nisi. Hauptort Kalamata. (Kalamae.)

Die Hauptstadt des Kreises Arkadia. (Kyparrissia.)

IV. Der Kreis Arkadien sollte bestehen aus folgenden Bezirken :

1. Bezirk Megalopolis, bestehend aus dem bisherigen Districte Leontari. Hauptort Leontarien.

2. Bezirk Mantinea, bestehend aus dem bisherigen Districte Tripolizza. Hauptort Tripolizza. (Tripolis.)

3. Bezirk Gortyna, bestehend aus dem gleich-

namigen Districte. Hauptort; anfangs Karytene (Gortyna), später nach Demizzana verlegt. ⁴⁴⁾

4. Bezirk Kynuria, bestehend aus den bisherigen Districten Sanct Peter und Prastos. Hauptort Prastos. (Prasiae.)

Die Hauptstadt des Kreises Tripolizza. (Tripolis.)

V. Der Kreis Lakonien sollte gebildet werden aus folgenden Bezirken:

1. Bezirk Lak ed ä mon, bestehend aus dem bisherigen Districte Mistra. Hauptort Mistra. (Sparta.)

2. Bezirk Epidauros Limera, bestehend aus dem bisherigen Districte Monembasia. Hauptort Monembasia. (Epidauros Limera.)

3. Bezirk Gythion, bestehend aus der Oestlichen Maina. Hauptort Marathonisi. (Gythion.)

4. Bezirk Oetylos, bestehend aus der westlichen Maina. Hauptort Vitula. (Oetylos.)

Die Hauptstadt des Kreises Mistra. (Sparta.)

VI. Der Kreis Akarnanien und Aetolien sollte bestehen aus dem Bezirke:

1. Akarnania, bestehend aus den bisherigen Districten Xiromeron, Vonizza und Valtos. Hauptort Dragomestre. (Astakos.)

2. Missolonghi, bestehend aus dem bisherigen Districte Zygos. Hauptort Missolonghi.

88) Verordn. im Rgbl. 1883. No. 37. p. 279.

3. Naupaktos, bestehend aus den bisherigen Districten Naupaktos, Venetikon, und Kravari, dann aus dem auf dem linken Ufer des Evenus gelegenen Theile des bisherigen Districtes Apokauron. (Kuretia.) Hauptort Naupaktos.

4. Agrinion, bestehend aus dem bisherigen Districte Vlochos und dem auf dem rechten Ufer des Evenus liegenden Theile des Districtes Apokouron. Hauptort Vrachori. (Agrinion.)

5. Kallidrome, bestehend aus dem bisherigen Districte Karpenissi und den zu Griechenland gehörigen Districten von Agrapha. Hauptort Karpenissi. (Kallidrome.)

Die Hauptstadt des Kreises sollte ursprünglich Vrachori (Agrinion) seyn, wurde aber später nach dem in der neueren Hellenischen Heldengeschichte so berühmten Missolonghi verlegt. ⁸⁹⁾

VII. Der Kreis Lokris und Phokis sollte bestehen aus dem Bezirke :

1. Phthiotis, bestehend aus den bisherigen Districten Zeitouni und Patradschik. Hauptort Zeitouni. (Lamia).

2. Doris, bestehend aus den bisherigen Districten Lidoriki und Malandrino bis zum Flusse Morno. Hauptort Lidoriki.

3. Lokris, bestehend aus den bisherigen Districten Talanti und Boudouniza. Hauptort Talanti.

⁸⁹⁾ Verordn. im Rgbl. 1833. No. 31. p. 339.

4. Parnassis, bestehend aus den bisherigen Districten Salona und Galaxidi. Hauptort Salona. (Amphissa.)

Die Hauptstadt des Kreises Salona. (Amphissa.)

VIII. Der Kreis Attika und Boeotien besteht aus dem Bezirk:

1. Aegina, bestehend aus den Inseln Aegina und Anghistri. Hauptort Aegina.

2. Megaris, bestehend aus dem bisherigen Districte von Megara und der Insel Salamis. Hauptort Megara.

3. Attika, bestehend aus der gleichnamigen Provinz. Hauptort Athen.

4. Theben, bestehend aus der gleichnamigen Provinz. Hauptort Theben.

5. Lebadia, bestehend aus dem bisherigen Districte Livadia. Hauptort Lebadia.

Die Hauptstadt des Kreises Athen.

IX. Der Kreis Euboea besteht aus folgenden Bezirken:

1. Bezirk Chalkis mit dem gleichnamigen Hauptort.

2. Bezirk Karystia mit dem Hauptorte Karystos.

3. Bezirk der nördlichen Sporaden, bestehend aus den Inseln Skopelos, Skiathos, Skyros und Heliodromia. Hauptort Skopelos.

Die Hauptstadt des Kreises Chalkis.

X. Der Kreis der Kykladen besteht aus den Bezirken :

1. Andros, bestehend aus der gleichnamigen Insel. Hauptort Andros.

2. Tinos, bestehend aus den Inseln Tinos, Mykone und Delos. Hauptort Tinos.

3. Syros (Syra), bestehend aus der gleichnamigen Insel. Hauptort Hermoupolis.

4. Kythnos, bestehend aus den Inseln Kythnos (Thermia), Kia und Seriphos. Hauptort Thermia (Kythnos.)

5. Milos, bestehend aus den Inseln Milos, Kimolos, Siphnos, Polykrandros (Pholegandros) und Sikinos. Hauptort Milos.

6. Thera, bestehend aus den Inseln Thera (Santorin), Ios, Anaphi und Amorgos. Hauptort Phira auf Thera.

7. Naxos, bestehend aus den Inseln Naxos, Paros und Antiparos. Hauptort Naxos.

Die Hauptstadt des Kreises Hermoupolis auf Syra.

§. 277.

Jedem Kreis ward ein Generalcommissär (νομαρχης), jedem Bezirke ein Bezirkscommissär (ἐπαρχος) vorgesetzt, und der Wirkungskreis derselben genau bis ins kleinste Detail bestimmt. Insbesondere sollte der Nomarch das Organ des Ministeriums des Innern, des Kirchen- und Schulwesens, und des Ministeriums des Aeußern in seinen Beziehungen zu dem

Inlande seyn, und die Oberaufsicht über das Staatsvermögen, so wie über die Kreisfinanzbeamten haben.⁹⁰⁾ Der Nomarch sollte ferner in dem Bezirke der Kreishauptstadt neben der allgemeinen Kreisverwaltung auch noch die Functionen des Eparchen versehen (Art. 2.). Er erhielt zu dem Ende, so wie zur Beihülfe bei der Kreisverwaltung und zur Vertretung im Falle der Verhinderung einen Kreisdirector, und zur Führung des Protokolles, zur Besorgung der Expedition, so wie zur Aufbewahrung der Acten einen Kreissecretär. (Art. 15.).

Man hat zu seiner Zeit in öffentlichen Blättern zuweilen den Vorwurf vernommen, dafs der ganze Plan der Griechischen Landesverwaltung in der Bayrischen Kreiseintheilung, so wie in den Bayrischen Landgerichten mit ihrem schwerfälligen Formelwesen, ein sehr unpassendes Vorbild gehabt habe, gerade als wenn Bayrisch seyn und schlecht seyn synonym sey! Uebrigens vergleiche man denn doch nur einmal die Bayrischen mit den Griechischen Einrichtungen, und man wird dann bald das Unpassende dieser boshaften Bemerkung selbst finden.⁹¹⁾

Interessant ist jene Verordnung aber auch noch in anderer Beziehung, indem daraus die Absichten

⁹⁰⁾ Verordn. 26. April (8. Mai) 1833. im Rgbl. No. 17. p. 109 — 122.

⁹¹⁾ Auch Griechische Blätter haben seiner Zeit das Unpassende eines solchen Vergleiches auf etwas satirische Weise besprochen, z. B. Sotir No. 25 u. 29. p. 105 u. 119 f.

und Pläne der Regentschaft für die Zukunft, insbesondere aber dasjenige hervorgeht, was die Regentschaft in administrativer, polizeilicher, wissenschaftlicher, militärischer, statistischer, Handels- Gewerbs-, Ackerbaulicher und anderer Beziehung sich noch zu leisten vorgesetzt hatte.

Durch zwei weitere Verordnungen vom 6. Mai (24. April 1833 ⁹²⁾) wurde noch die Art der Ernennung und der Beedigung dieser Beamten bestimmt, und ihr jährlicher Gehalt ein für alle Mal, auf eine den Verhältnissen des Landes angemessene, und dennoch zur Sicherung der Subsistenz der Beamten genügende Weise regulirt. Der Gehalt des Nomarchen sollte nämlich in 6000 Drachmen, der des Kreisdirectors in 3600, der des Eparchen in 2400, und der des Kreissecretärs in 1800 Drachmen bestehen, der Gehaltsbezug mit dem Tage der Installation beginnen, keine Behörde aber auf freie Wohnung Anspruch haben.

Um für künftige Anstellungen und Beförderungen im Verwaltungsfache eine sichere Basis zu haben, sollten über die Kenntnisse und Fähigkeiten, über die Amtsthätigkeit und über die Leistungen eines jeden Verwaltungsbeamten Qualificationsbücher angelegt und regelmäfsig geführt werden. ⁹³⁾ Und da man bemerkt hatte, dafs der Fleifs auf den verschie-

⁹²⁾ Rgbl. No. 17. p. 122—124.

⁹³⁾ Verordn. 11. (30.) August 1833. im Rgbl. No. 37. p. 277—279.

denen Bureau's nicht gar zu groß war, so wurden für sämtliche Verwaltungsbehörden ohne Ausnahme Bureau'sstunden festgesetzt. ⁹⁴⁾

Zur Unterstützung der Kreis- und Bezirksverwaltung sollte dem Nomarchen ein Kreisrath (Συμβούλιον Νομαρχικόν), dem Eparchen aber ein Bezirksrath (Ἐπαρχιακόν Συμβούλιον) zur Seite stehen. ⁹⁵⁾

Zur Entscheidung von Verwaltungs-Justizsachen sollte aber ein Administrativ-Gericht erster Instanz errichtet werden, welches aus dem Nomarchen als Vorstand, dann aus dem Kreisdirector und einem Richter des Bezirksgerichtes bestehen sollte. ⁹⁶⁾ Die Appellation von diesem Gerichte sollte an den Staatsrath gehen. ⁹⁷⁾

Allein die weitere Organisation dieser erst noch zu creirenden Stellen und Behörden mußten Wir, wegen erfolgter Abberufung, der Uns nachfolgenden Regentschaft überlassen, die jedoch auch in dieser Beziehung nichts gethan hat.

94) Verordn. 4. (22.) November 1833. im Rgbl. No. 40. p. 293 u. 294.

95) Verordn. 3. (15.) April 1833. Art. 16 u. 17. im Rgbl. No. 12. p. 80.

96) Verordn. 8. Mai (26. April) 1833. Art. 3 u. 15. im Rgbl. No. 17. p. 109 u. 119.

97) Verordn. 3. (15.) April 1833. Art. 15. im Rgbl. No. 12. p. 80.

§. 278.

Nachdem die Verwaltung der Kreise und Bezirke geordnet und einigermaßen in Gang gebracht worden war, ward auch an die Organisation des für jedes Land so wichtigen, für Griechenland aber ganz besonders wichtigen, Gemeindewesens Hand angelegt.

Daß das alte Gemeindewesen, wie es unter der Osmanischen Herrschaft bestanden hatte, nun, unter den ganz veränderten Verhältnissen, nicht mehr genügen konnte, war jedem Griechen klar. Denn hatte darin schon zur Zeit der Osmanischen Herrschaft, wo damit doch sehr viel Gutes, zumal für die Erhaltung Griechischer Nationalität, verbunden gewesen ist, die allergrößte Willkühr geherrscht, und es daher in gar mancher Beziehung nur dazu gedient, das Türkische Joch noch drückender zu machen, so waren diese Nachtheile weit größer noch geworden, als zuvor, seitdem Griechenland seine Freiheit von der Türkischen Herrschaft errungen, dafür aber unter die Herrschaft der Primaten gerathen war.

Darum hatte man gleich zu Anfang der Revolution Hand an die Verbesserung des Gemeindewesens gelegt. Capodistria hatte das vorgefundene System anfangs zu verbessern gesucht, und da es ihm auch in der verbesserten Gestalt nicht genügte, ein ganz neues System angeordnet. Allein mit allen diesen Versuchen wollte es nicht gehen. Es herrschte Willkühr nach wie vor, und jeder wünschte Verbesse-

rung.**) Daher ward von Seiten der Regentschaft einer aus Griechen bestehenden Commission ein vom Herrn von Abel bearbeiteter Entwurf für ein Gemeindegesetz vorgelegt, und unterm 8. Jänner 1834 (27. December 1833) dieser Entwurf zum Gesetz erhoben.**) Und in welch' großem Ansehen dieses Gesetz bei den Griechen steht, beweisen die öffentlichen Blätter längst nach Unserer Abreise. 1) Die Hauptbestimmungen dieses sehr wichtigen Gesetzes sind folgende:

Das gesammte Gebiet des Königreichs soll in Gemeinden abgetheilt, jeder Gemeinde eine bestimmte Gemarkung ausgeschieden und diese genau begränzt werden. Ortschaften von wenigstens 300 Seelen sollen eine eigene Gemeinde bilden. Alle übrige Ortschaften, einzelne Häuser, Mühlen, Klöster u. s. w. sollen der nächsten Gemeinde zugetheilt werden. Denn jeder Staatsangehörige muß Mitglied irgend einer Gemeinde seyn. Nach der Gröfse der Bevölkerung sollen die Gemeinden in drei Classen eingetheilt werden. (Art. 1—8.)

98) Sotir, 1834. No. 29. p. 120.

99) Rgbl. 1834. No. 3. p. 13—32.

1) z. B. Sotir, 18. Jänner 1835. No. 91. p. 377. — „Cette loi communale assise sur de larges bases, fondée sur les principes les plus libéraux, élevait la Grèce au niveau des nations les plus civilisées de l'Europe, et elle demeurera debout parmi nos plus belles institutions comme un monument éternel de talent et de patriotisme. Vergl. auch Sotir No. 38. p. 157. und mehrere andere Nummern.

Wie die Eigenschaft und die Rechte eines Gemeindegliedes erworben und wieder verloren werden, ist im Art. 9 u. 10. genau bestimmt. Namentlich auch, daß Philhellenen, welche an dem Befreiungskampfe Antheil genommen, und Griechen, welche während des Freiheitskampfes nach Griechenland gekommen sind, einer Gemeinde zugewiesen werden, und wenn sie dürftig sind, in derselben die zur Gründung eines eigenen Nahrungsstandes nothwendigen Mittel erhalten sollen. Dann werden die Rechte und Verbindlichkeiten eines jeden Gemeindegliedes, bestehend in der Theilnahme und dem Mitgenusse des Gemeindevermögens, der Gemeindeanstalten u. s. w. in Art. 11 und 12. bestimmt, die politischen Rechte und Verbindlichkeiten aber, bestehend im activen und passiven Wahlrecht zu Gemeindestellen im Art. 13 u. 14.

Jede Gemeinde soll eine selbstständige Corporation bilden (Art. 49.), mit allen Rechten und Verbindlichkeiten einer solchen. Insbesondere liegen ihr alle jene Verbindlichkeiten ob, welche entweder aus ihrem gesellschaftlichen Zwecke oder aus besonderen Rechtsgründen hervorgehen. (Art. 17 u. 18.) Die Mittel zur Bestreitung dieser Gemeindeverbindlichkeiten bestehen im Gemeindevermögen, im Ertrage der Polizeistrafen, in directen und indirecten Gemeindeauflagen, und endlich in Gemeindediensten. (Art. 19—37.) Um jedoch Ordnung in den Gemeindehaushalt zu bringen, soll in jeder Gemeinde jedes Jahr ein Gemeindebudget angefertigt werden. (Art. 105—109.)

Jede Gemeinde ist ferner berechtigt und verpflichtet :

- 1) Die niedere Orts- und Feldpolizei in ihrer Gemarkung nach den bestehenden Gesetzen auszuüben ;
- 2) die Gemeindeangelegenheiten selbstständig zu führen und das Gemeindevermögen zu verwalten ;
- 3) in gleicher Weise die Verwaltung des örtlichen Stiftungsvermögens zu besorgen , sofern dieses nicht in gemischten Gemeinden einer einzelnen Religionsgesellschaft ausschliesslich angehört ;
- 4) ihre Verwaltungsbehörden aus der Zahl ihrer eigenen Mitglieder zu wählen. (Art. 15.)

Die Ausübung aller dieser Rechte und Verbindlichkeiten steht jedoch nicht der versammelten Gemeinde selbst zu , sondern vielmehr eigens dazu erwählten Gemeindebehörden. Die Gemeindeversammlung hat blos das Recht , diese Gemeindebehörden zu wählen. (Art. 38.) Diese Gemeindebehörden sind nun :

a) ein Bürgermeister (*δήμαρχος*). Er steht an der Spitze der ganzen Gemeindeverwaltung , und ist zu gleicher Zeit die handelnde , die ausführende und die vollziehende Behörde in allen Gemeindeangelegenheiten. Namentlich hat derselbe die Ortspolizei , die Gemeindeverwaltung und die Führung der Civilstandsregister zu besorgen , oder wenigstens zu überwachen. (Art. 39—44, 91—113.)

b) Nach der Grösse der Gemeinde ein oder mehrere Beigeordnete (*παράδοροι*). Sie sind die Gehülfen des Bürgermeisters , und bei dessen Verhinderung seine Stellvertreter. (Art. 39, 45—48.)

c) Ein je nach der Gröfse der Gemeinde aus 6 bis 18 Mitgliedern bestehender Gemeinderath (δημοτικὸν Συμβουλίδον), welcher dem Bürgermeister in mancher Hinsicht als berathende, in anderer als mitaufsehende Behörde zur Seite steht. (Art. 39, 49—60.)

d) Ein Gemeindecinnehmer zur Besorgung der Gemeinde-Einnahmen und Ausgaben, und deren Verrechnung. (Art. 97—113.)

e) Ein Stiftungs-Oekonom zur Verwaltung des Vermögens einer örtlichen Wohlthätigkeitsstiftung, wenn diese nicht durch die Lokal-Schul-Inspectionen oder Kirchen-Fabrikräthe besorgt werden kann. (Art. 15, 114—116.)

Die Wahl und Ernennung dieser verschiedenen Gemeindebehörden geschieht auf nachfolgende Weise. Die versammelte Gemeinde ist berechtigt, die Mitglieder des Gemeinderaths, und zwar ohne Mitwirkung irgend einer anderen Behörde zu wählen. (Art. 38, 61—74, 86.) Für die übrigen Behörden werden nur Kandidaten erwählt, nämlich von einem eigens dazu gebildeten, aus dem Gemeinderath und den Höchstbesteuerten bestehenden, Wahlkollegium, drei Kandidaten für die Bürgermeisterstelle und ein Kandidat für jede Stelle eines Beigeordneten (Art. 75—85.), ferner von dem Gemeinderath drei Kandidaten für jede Stelle eines Gemeindecinnehmers oder Stiftungsökonomen. (Art. 50. No. 12 u. 98.) Nach beendigter Wahlhandlung soll deren Gesetzlichkeit, die Wahlbarkeit der Gewählten und die Zulässigkeit der gegen die Wahl vorgebrachten Ablehnungsgründe von dem

Eparchen und Nomarchen, und, wenn es begehrt wird, auch noch von dem Staatsministerium des Innern geprüft und definitiv darüber entschieden werden. (Art. 86.)

Ist nun die Wahlhandlung durch die eben erwähnten Behörden bestätigt worden, so soll der gewählte Gemeinderath alsbald verpflichtet werden. (Art. 86, 90.) Hinsichtlich der übrigen Behörden ist aber zur Ernennung zu schreiten. Nämlich aus den Kandidatenlisten für Bürgermeister und Beigeordnete werden in den Gemeinden erster und zweiter Classe die Bürgermeister und Beigeordneten vom König ernannt, in den Gemeinden dritter Classe aber aus Königlicher Vollmacht von dem Nomarchen. (Art. 87—89.) Die Gemeindeeinnnehmer und Stiftungsökonomen sollen aber immer von dem Könige aus den betreffenden Kandidatenlisten ernannt werden. (Art. 50. No. 12.)

Nach der Grundidee dieses Gesetzes soll die Gemeindeverwaltung unabhängig und selbstständig seyn, wie es einer freien moralischen Person gebührt. (Art. 15, 117.) Daher wurden ihr namentlich in Beziehung auf das Gemeindevermögen die Rechte und Verbindlichkeiten einer großjährigen Privatperson zugestanden. (Art. 16.)

Allein je freier die Gemeinden gestellt worden sind, desto weniger durfte es an der Aufsicht von Seiten des Staates fehlen. (Art. 15 u. 17.) Daher stehen sie nicht nur unter der Aufsicht der Eparchen und Nomarchen (Art. 117 u. 118.), manche Beschlüsse des Gemeinderathes bedürfen sogar der Bestätigung

des Nomarchen. (Art. 119.) Wegen Beschwerden gegen Wahlhandlungen, gegen Beschlüsse des Gemeinderathes u. s. w. steht der Rekurs an den Nomarchen oder sogar bis an das Staatsministerium des Innern offen. (Art. 86, 118 u. 122.) Die gehörig gewählten und ernannten Gemeindebehörden sollen von dem Eparchen eingesetzt und verpflichtet werden. (Art. 90.) Noch wichtigere Gemeindeangelegenheiten bedürfen sogar der Zustimmung des Königs selbst. Außer der schon erwähnten Ernennung mancher Gemeindebehörden hat der König auch noch das Recht, die Bürgermeister, Beigeordneten und Gemeindecinnehmer ihres Amtes zu entlassen (Art. 44, 46 u. 102.), den gehörig bestellten Gemeinderath aufzulösen (Art. 59.), und manche ganz wichtige Gemeinderathsbeschlüsse sind ohne Königliche Bestätigung gar nicht vollziehbar. (Art. 120.)

Dies sind die Grundideen des Gemeindegesetzes. Griechenland erhielt dadurch eine freie Gemeindeverfassung, so frei, als irgend ein anderer Staat. Dem die Gemeindefreiheit erhielt keine anderen, als die zur Verhinderung des Mißbrauches durchaus notwendigen Schranken.

§. 279.

Nachdem dies wichtige Gesetz erschienen war, wurde sogleich Hand angelegt zu dessen Einführung ins Leben. In allen Kreisen ward die Bildung und Begrenzung der Gemeinden in Anregung gebracht und auch hierbei von dem Grundsatz ausgegangen.

bei der Benennung die berühmten alt Griechischen Namen wieder herzustellen. Allein nur im Kreise Argolis und Korinthia kam noch die Gemeindebildung vor Unserer Abberufung zu Stand, und dafs seitdem noch etwas in dieser Beziehung geschehen sey, ist wenigstens nicht zu meiner Kenntniß gelangt. Die Verordnung über die Formation der Gemeinden im eben genannten Kreise, erschien unterm 28. April (10. Mai) 1834. ²⁾ Unter den neu gebildeten Gemeinden befinden sich auch die Namen Nauplia, Epidaurros, Tyrinth, Lissa, Argos, Inachia, Mykenä, Korinthos, Nemea, Stymphalia, Kyllene, Sikyon, Phlius, u. a. alt Griechische Namen mehr.

Zur Beschleunigung der ersten Wahl der Gemeindebehörden wurde noch ein transitorisches Gesetz ³⁾, und für die vorzunehmenden Wahlen eine weitläufigte, in 48 Artikeln bestehende Instruction gegeben. ⁴⁾ Dann war aber Unsere Mission zu Ende, so dafs sogar die eben erwähnte Instruction erst nach Unserer Abreise gedruckt worden ist.

§. 280.

Zu gleicher Zeit mit dem Gemeindewesen überhaupt ward auch die definitive Fixirung der Haupt- und Residenzstadt in Anregung gebracht. Dafs

²⁾ Rgbl. No. 19. p. 144—157.

³⁾ Gesetz vom 24. April (6. Mai) 1834. im Rgbl. No. 17. p. 131—133.

⁴⁾ Verordn. 8. (20.) Juni 1834. im Rgbl. No. 26. p. 207—218.

Nauplia zu einer solchen weder die gehörige Lage noch die erforderliche Beschaffenheit hatte, war von niemand, auch nicht von den früheren provisorischen Regierungen bezweifelt worden. Eben so wenig, daß die neue Königliche Regierung, welche den Beruf hatte, alles definitiv zu constituiren, auch für eine definitive Haupt- und Residenzstadt Sorge zu tragen habe. Damit hingen zu gleicher Zeit auch zu viele geistige und besondere materielle Interessen zusammen, als daß lange hätte gezaudert werden dürfen. Allein — welcher Stadt, welchem Ort der Vorzug zu ertheilen sey? Dies war eine große, nur schwer zu entscheidende Frage.

Die Moreoten brachten Argos, Tripolizza und Korinth in Vorschlag. Die Bewohner des Griechischen Festlandes aber Athen. Kolettis das von ihm begünstigte Megara. Der Architekt Guttonsohn sogar den Piräus! Die Frage ward, da so viele Interessen dabei berührt worden sind, auf das allerlebhafteste erörtert, in öffentlichen Blättern sowohl, wie in Privatzirkeln und auf amtliche Weise.

Die meisten gegründeten Ansprüche schien zumal Korinth und Athen zu haben. Für Korinth ward angeführt, es liege in der Mitte des heutigen Griechenlands, dem Peloponne eben so nah, wie den übrigen Theilen des Reiches. Es liege ferner im Angesicht des Parnafs, des Kithäron, der Geraneia und des Helikon, in einer der großartigsten Gegenden der Welt!

Für die Wahl Athen's mahnten aber haupt-

sächlich die geistigen Erinnerungen an die Attische Cultur, Gesetzlichkeit, Kunst und Wissenschaft, so wie an dessen hohen kriegerischen Ruhm. In der Nähe von Marathon, und im Besitze der schönsten Reste des classischen Alterthums, übersieht man von hier aus mit einem Blicke Salamis, Aegina, die drei alten Hafen, die Reste der großen Mauern, das Grabmal von Kimon, das Odeon, die alte Stoa, das Gefängniß von Sokrates, wo er, wie man sagt, den Gifthecher geleert, das Parthenon mit den Propyläen, den Areopag' und den Pnyx mit ihren großen Erinnerungen an die Zeiten von Aristides, Phokion, Demosthenes und Perikles! Auf der anderen Seite den noch immer wohl erhaltenen Tempel des Theseus, das Grabmal von Perikles, die Akademie, Kolonos, Eleusis, Akrokorinth u. s. w. Auf der dritten Seite endlich die eingemauerten Säulen der im Perserkriege zerstörten Tempel, das Pritaneum, den Tempel der Winde, das Denkmal des Lysikrates (die Laterne des Diogenes genannt), die Pforte Hadrian's, das Theater des Bachus, die kolossalen Säulen des Tempels des Olympischen Jupiters, die immer noch murmelnden Quellen der Kallirhoe, das noch wohl erhaltene Stadium, den Parnafs, den Pentelikon und den Hymettos! Jeder Tritt, jeder Blick in die Nähe oder Ferne erweckt die großartigsten Erinnerungen an die glänzendsten Zeiten der berühmtesten Stadt in der Welt! ⁵⁾ — Welcher König,

5) Friderici Creuzeri, oratio de civitate Athenarum omnis humanitatis parente. Francof. ad M. 1826.

im Besitze dieses Lieblingsortes der Geisterwelt, hätte sich einen anderen Sitz für seine Regierung wählen mögen? Auch König Otto entschied daher — nach reiflicher Ueberlegung, — für Athen!

Ehe jedoch dieser Entschluß bekannt gemacht werden konnte, mußten vorher noch große Hindernisse weggeräumt — große Schwierigkeiten beseitigt werden. Der Grund und Boden von Athen befand sich nämlich größtentheils im Besitze von Privaten. Die Regierung mußte daher Contracte mit den Bewohnern von Athen wegen des dem Staate nothwendigen, und daher abzutretenden Grundeigenthums abschließen. Es wurden dafür ungeheure Summen in Anspruch genommen, denn die Regierung mußte nicht allein für den Königlichen Palast, für die Straßen, öffentlichen Plätze und Staatsgebäude, sondern auch noch den Grund und Boden des alten Athens erwerben, indem ihr die moralische Pflicht oblag, Nachgrabungen zu veranstalten, um alle die noch etwa verborgenen Schätze der Nachwelt zu erhalten. Man unterhandelte hin, man unterhandelte her, endlich ward man einig. Nun erst konnte die Verlegung der Königlichen Residenz nach Athen förmlich beschlossen werden. Die Zeit der Uebersiedelung sollte aber erst dann bestimmt werden, wenn die Athenienser nachzuweisen vermöchten, daß hinreichender Raum zur Unterbringung der Regierung und aller der mit derselben nothwendig zusammenhängenden Individuen vorhanden sey.

Alle diese Beschlüsse wurden gefaßt im Herbste

1833, genau des Monates erinnere ich mich nicht mehr. Zu gleicher Zeit ward ein von Kleanthes und Schaubert bearbeiteter und gemeinschaftlich mit dem Oesterreichischen Consul, Herrn Gropius, berathener Stadtplan genehmigt; sodann ein Genieofficier zur Ausmessung der Strafsen und freien Plätze, so wie zu deren Absteckung beordert. Es wurde die Herstellung des Weges vom Piräus nach Athen befohlen; die Entwerfung eines Planes für eine Hafenstadt am Piräus verordnet; eine Ziegelhütte zur Verfertigung guter und dauerhafter Ziegel zum Bauen angelegt. Ein unthätiger Nomarch ward nach dem andern von Athen entfernt und durch einen thätigeren, dem Gedeihen der Stadt geneigteren ersetzt; ein Commissär nach dem andern zur Betreibung des Vollzuges des Stadtplanes dahin geschickt. Allein nichts wollte gehen! — Es hatte schon über drei Monate gedauert, ehe nur die Beschlüsse, wegen Verlegung der Residenz nach Athen, daselbst bekannt gemacht worden waren. Der Genieofficier hatte schon bei der ersten Vermessung und Auspfählung gefunden, dafs der angenommene Plan nicht ausführbar sey. Darüber hatte sich ein heftiger Streit zwischen den Architekten und Genieofficieren entsponnen. Die Athenienser fingen an zu schreien und zu lärmern. Nichts ging voran! Es wurde hin- und hergeschrieben und berichtet. Allein niemand konnte erfahren, wo es denn eigentlich fehle. Da benutzte ich eine kleine Erholungsreise im Juni 1834 und suchte, gemeinschaftlich mit dem ausgezeichneten Architekten und Kunst-

ganz erspart werden konnte. — Dazu kam noch, daß der König keinen eigenen Palast in Athen hatte. Und sollten Seine Majestät in Ihrem eigenen Lande zur Miethe wohnen? Außerdem fand sich daselbst keine Caserne, kein Gerichtsgebäude, kein Gefängniß, überhaupt nicht hinreichender Raum, wie schon der erste unbefangene Blick lehrte. Alles mußte erst noch mit großen Kosten hergestellt und eingerichtet werden. Dazu gehörte aber viel Geld und viele Zeit. Geld hatten Wir aber keines im Ueberflufs 6), und die Uns zugemessene Zeit war für die große uns gewordene Aufgabe ohnedies nur zu kurz. Daher gedachten Wir in Nauplia bis zum 1. Juni 1835 wie bisher zu arbeiten, während dieser Zeit aber Alles für den kommenden 1. Juni in Athen vorzubereiten.

Der Beginn der selbstständigen Regierung König Otto's in Athen würde dann in jeder Beziehung in der Geschichte des jungen Reiches Epoche gemacht, über dessen Regierung neuen Ruhm, neuen Glanz verbreitet, und dem, ohnedies nur zu armen Lande viele Hundert Tausende — wie man sagt, sogar einige Millionen! — erspart haben. Dazu noch würde die Uebersiedelung kaum 5 Monate später, zu einer weit günstigeren Jahreszeit erfolgt, und die Regierungs-

6) Der Graf von Armansperg muß solchen Ueberflufs gehabt haben, da er ja sogar den Herrn Diplomaten in Nauplia, um sie für den Umzug zu gewinnen, mit seiner bekannten diplomatischen Feinheit, Entschädigung aus der Griechischen Staatskasse anbieten ließ, was denn natürlicher Weise die Entrüstung sämmtlicher Herrn Diplomaten, und zu gleicher Zeit großes Gelächter veranlaßt haben soll.

von Bayern, mit gewohntem Scharfblicke, den vorhin erwähnten Plan untersucht, und dessen Unausführbarkeit erkannt hatte, so wurde dem Wunsche Seiner Majestät gemäß, zur Revision des Planes, der geheime Rath v. Klenze berufen, und demselben aus der Griechischen Staatskasse die nöthigen Reisekosten angewiesen. Der berühmte Architekt erschien, brachte jedoch zu gleicher Zeit meine und Abels Abberufung mit. Was demnach späterhin noch in dieser Beziehung geschehen ist, gehört nicht mehr auf die Rechnung der alten Regentschaft.

Hier bemerke ich nur noch so viel, daß es gegen Unsere — das heist der alten Majorität — Ansicht gewesen ist, noch im Jahre 1834 den Zug zu unternehmen. Es war erst die Wohnung des Präsidenten der Regentschaft, das Schullehrerseminar, eben so, jedoch erst nach meinem Austritte aus der Regentschaft, in den Monaten August und September 1834; die Wohnung des Kriegsministers von Lessuire, u. a. m. mit großen Kosten hergestellt worden. Die Herstellung der Wohnung des Herrn von Lessuire allein soll das Griechische Aerar 18000 Drachmen gekostet, und über 4 Wochen lang eine ganze Ouvrierscompagnie beschäftigt haben! — In Athen gab es aber keine Wohnungen für die Mitglieder der Regentschaft und das sie begleitende Personal. Es mußten also auch dort wieder, und zwar ohne alle Noth neue sehr bedeutende Auslagen gemacht werden, während die Regentschaftsperiode schon am 1. Juni 1835 zu Ende ging, der sehr theure Umzug der Regentschaft also

ganz erspart werden konnte. — Dazu kam noch, daß der König keinen eigenen Palast in Athen hatte. Und sollten Seine Majestät in Ihrem eigenen Lande zur Miethe wohnen? Außerdem fand sich daselbst keine Caserne, kein Gerichtsgebäude, kein Gefängniß, überhaupt nicht hinreichender Raum, wie schon der erste unbefangene Blick lehrte. Alles mußte erst noch mit großen Kosten hergestellt und eingerichtet werden. Dazu gehörte aber viel Geld und viele Zeit. Geld hatten Wir aber keines im Ueberfluß ⁶⁾, und die Uns zugemessene Zeit war für die große Uns gewordene Aufgabe ohnedies nur zu kurz. Daher gedachten Wir in Nauplia bis zum 1. Juni 1835 wie bisher zu arbeiten, während dieser Zeit aber Alles für den kommenden 1. Juni in Athen vorzubereiten.

Der Beginn der selbstständigen Regierung König Otto's in Athen würde dann in jeder Beziehung in der Geschichte des jungen Reiches Epoche gemacht, über dessen Regierung neuen Ruhm, neuen Glanz verbreitet, und dem, ohnedies nur zu armen Lande viele Hundert Tausende — wie man sagt, sogar einige Millionen! — erspart haben. Dazu noch würde die Uebersiedelung kaum 5 Monate später, zu einer weit günstigeren Jahreszeit erfolgt, und die Regierungs-

6) Der Graf von Armansperg muß solchen Ueberfluß gehabt haben, da er ja sogar den Herrn Diplomaten in Nauplia, um sie für den Umzug zu gewinnen, mit seiner bekannten diplomatischen Feinheit, Entschädigung aus der Griechischen Staatskasse anbieten ließ, was denn natürlicher Weise die Entrüstung sämmtlicher Herrn Diplomaten, und zu gleicher Zeit großes Gelächter veranlaßt haben soll.

geschäfte nicht auf eine unerhörte Weise gänzlich in Stocken gerathen seyn.

§. 281.

Mit den Gemeinden stand auch das Colonisationswesen in Verbindung. Nicht als ob zuerst die Gemeinden hätten formirt werden müssen, ehe man an Colonien hätte denken können, wie manche, um ihre Unthätigkeit zu beschönigen, zu verbreiten gesucht haben, sondern weil jede Colonie, wo möglich, eine eigene Gemeinde bilden, oder wenigstens einer Gemeinde zum Stützpunkt dienen sollte.

Dafs auch dieses wichtige Mittel, um den Ackerbau, Handel und die Gewerbe zu heben, nicht aufser Acht gelassen worden ist, bedarf wohl kaum der Versicherung. Denn schon der erste flüchtige Blick auf den Zustand des verödeten Landes bewies das dringende Bedürfnis der Colonien. Auch abgesehen von ihrer politischen Nothwendigkeit für eine neue Regierung, worauf schon Machiavelli vor Jahrhunderten aufmerksam gemacht hat. ⁷⁾

Dafs in dieser Beziehung nicht mehr geschehen ist, als wirklich geschah, ist aber wieder nicht die Schuld der damaligen Majorität der Regentschaft. Leider war nämlich das Referat über das Colonisationswesen dem Grafen von Armansperg ertheilt, und somit, zwar gegen Unsere Absicht, entschieden worden, dafs nichts in der Sache geschehen solle. An

7) Nic. Machiavelli, il principe. Cap. 3.

freundlichen, mehr oder weniger nachdrücklichen, mündlichen und sogar schriftlichen Erinnerungen und Protestationen zum Protokoll fehlte es zwar von Unserer Seite nicht, sogar nicht an Anerbietungen das Referat darüber zu übernehmen. Der Präsident wollte sein Referat nicht abgeben und versprach jedesmal die Vorlage seines Conceptes für die nächste Woche. So verstrich aber ein Monat nach dem anderen. Erst im Juli 1834 ward wirklich ein Project vorgelegt, aber trotz aller deßfalls vorgebrachten Erinnerungen, und ohne die Ursache dieser neuen Verzögerung Uns anzugeben, nicht mehr zur Berathung gebracht.

Baron von Racknitz, Lieutenant in Griechischen Diensten, aus einer sehr angesehenen Familie im Königreich Würtemberg, erbot sich schon im Sommer 1833, aus seiner Heimath eine ganze wohlhabende Gemeinde auf eigene Kosten nach Griechenland zu übersiedeln. Davon sollte der Aermste noch mit 300 fl. baarem Gelde in Griechenland ankommen, und mit den nothwendigen Ackergeräthschaften und anderen für eine Bauerncolonie nöthigen Dingen versehen seyn. — Er betrieb diese Angelegenheit auf das aller eifrigste mündlich und schriftlich. Er wollte sogar auf eigene Kosten in seine Heimath reisen, um persönlich Alles zu leiten, und die Colonie schon im Laufe des Jahres 1834 nach Griechenland zu bringen. — Er verlangte nur Grundeigenthum zu billigen Preisen! — Allein er wurde nicht einmal einer Antwort gewürdigt! — Sechs bis acht Monate lang ward von der Mehrzahl der Regentschaft die Sache in Anre-

gung gebracht. Später erkaltete der Eifer des Unternehmers. Daher blieb auch diese Sache liegen, zu einer Zeit, wo man in Griechenland selbst noch fremde Colonisten wünschte, um von ihnen zu lernen. Zu einer Zeit, wo demnach ohne alle Kosten für das Aerar, ja sogar mit großem Vortheile eben so viele Musterwirthschaften als Colonien dem Lande hätten zugewendet werden können.

Erst seit Bildung des staatswirthschaftlichen Bureau's war es gelungen, auch in diesen wichtigen Zweig der Verwaltung Thätigkeit zu bringen. Es ward die Errichtung von Militärcolonien zu Gunsten der dürftigen ehemaligen Officiere, Unterofficiere und Soldaten der regelmässigen und unregelmässigen Land- und Seemacht beschlossen (§. 274). Den Militären aus Epirus, Makedonien und Thessalien sollten Staatsdomänen in den ihnen zusagenden Gegenden von Phokis, Lokris und Böotien angewiesen werden. Den Albanesen, Sulioten, Bulgaren, Moldauern und Walachen aber Domänen in Akarnanien und Aetolien. Den Militären aus dem Peloponnes dagegen in dem ihnen mehr zusagenden Elis, Messenien und Lakonien. Den Seesoldaten endlich in der für Schifffahrt gelegeneren Attika, in Euböa oder in der Argolide. *)

Außerdem sollte für die zerstreut wohnenden Flüchtlinge aus Creta, in einer der fruchtbarsten

*) Verordn. vom 23. Juni (5. Juli) 1834 Art. 12 im Rgbl. Nr. 25 p. 206.

Gegenden, an dem trefflichen Hafen Toulon, zwei Stunden von Nauplia, eine Stadt angelegt werden. Desgleichen für die flüchtigen Ypsarioten die Stadt Eretria auf Euböa. Für die übrigen fremden Ansiedler in dem noch immer sehr guten Hafen Piräus eine andere Stadt, gewissermaßen als Vorstadt von Athen. Für die flüchtigen Samier endlich wurde in Aegina und auf Euböa vorläufig Vorsorge getroffen. Zur Begründung der neuen Städte in Toulon, am Piräus und Eretria wurden Monate lang Pläne gemacht und Vermessungen angestellt, die weitere Ausführung aber durch Unsere Abberufung verhindert, oder wenigstens einstweilen suspendirt.

Um zu neuen Einwanderungen und Ansässigmachungen einzuladen, wurde den Einwanderern Zollfreiheit ertheilt für die zum eigenen Gebrauch bestimmten Kleidungsstücke, Hausgeräthschaften und was sonst zur Einrichtung einer Wohnung nothwendig ist, für die zum eigenen Gebrauch bestimmten Wagen und Pferde, für die zum eigenen Gebrauche bestimmten und zu seinem Gewerbe erforderlichen Werkzeuge, für Ackergeräthschaften, Sämereien und Pflanzen, endlich für Hornvieh und Schafe. *)

§. 282.

Ein Hauptaugenmerk richtete die Regentschaft insbesondere auch auf die Hebung des Ackerbaues, der Gewerbe, des Handels und des Verkehrs überhaupt.

*) Verordn. vom 4. (16.) April 1834 im Rgbl. Nr. 14. p. 121 f.

Um sie zu heben sorgte man zunächst durch Abstellung der Räubereien zu Land und zur See für die Sicherheit der Land- wie der Seestraßen. Man sorgte sodann und vorzüglich für Sicherheit und möglichste Erleichterung des Verkehrs. Eben darum wurde ein gleichförmiges System für Maas und Gewicht, nach dem Decimalsysteme, wenigstens vorbereitet.

Daher wurden Postverbindungen im Innern des Reiches und nach Außen errichtet. Im Innern pflegten jede Woche an bestimmten Tagen und Stunden einige Postschiffe nach Syra und anderen Orten, zu Lande aber Postboten von Nauplia aus von Station zu Station nach allen Hauptrichtungen hin zu gehen, und von da die Briefe und Packete aus der Provinz in die Hauptstadt zurück zu bringen. Da nun ein Griechischer Bote so schnell geht, wie unsere fahrenden Posten, so blieb in dieser Beziehung für den jetzigen Zustand Griechenlands nichts weiter zu wünschen übrig.

Zur Herstellung einer regelmäßigen Verbindung mit dem Auslande benutzte man zunächst das Griechische Dampfschiff *Hermes*, welches wenigstens zwischen Nauplia und Triest den Dienst zu besorgen hatte. Später sorgte man aber für jenen Zweck in einem weit ausgedehnteren Sinne durch Errichtung einer regelmäßigen Postschiffahrt nach Triest, Marseille, Smyrna und Alexandrien. Es ward zu dem Ende unterm 10. September (29. August) 1833 ein Vertrag mit dem Banquier Feraldi abgeschlossen,

wonach derselbe, unter der Oberaufsicht des Staates, jeden Monat 6 Packetboote zu bestimmten Tagen von dem Regierungssitze abgehen lassen sollte. Zwei von ihnen sollten zwischen Marseille und Nauplia hin- und hergehen, auf der Hin- und Herreise aber Malta berühren. Zwei andere waren für die Fahrt nach Triest und von da zurück bestimmt. Sie sollten bei jeder Fahrt in Corfou anlegen, und im Vorbeifahren an Katakolon die dortigen Briefe mitnehmen. Das fünfte Packetboot sollte nach Alexandrien gehen und im Hin- und Herwege Canea in Candia berühren. Das sechste Packetboot endlich sollte die Fahrt nach Smyrna bewerkstelligen und jedesmal in Syra anlegen. ¹⁰⁾ In einem späteren Verträge verpflichtete sich Feraldi, jeden Monat noch ein drittes Packetboot nach Triest von Patras aus gehen zu lassen, welches auf dem Hin- und Herwege Ancona berühren sollte. Dann noch ein anderes Packetboot von Nauplia aus nach Livorno, welches im Hin- und Herwege in Syra und Messina anlegen sollte. ¹¹⁾ In einem weiteren, im Mai 1834 mit Feraldi abgeschlossenen Verträge wurde der Dienst dieser Packetboote auf eine dem Handel und der schnellen Beförderung der Depeschen noch entsprechendere Weise geordnet, ¹²⁾ und darin insbe-

10) Bekanntmachung dieses in 21 Art. bestehenden Vertrages vom 7. (19.) Sept. 1833 im Rgbl. Nr. 30 pag. 226 bis 229.

11) Bekanntmachung vom 9. (21.) November 1833 im Rgbl. Nr. 37 p. 279—281.

12) Bekanntmachung dieses in 46 Art. bestehenden

sondere auch noch bestimmt, daß eines der nach Triest bestimmten Packetboote auch Brindisi im Neapolitanischen berühren sollte. Durch mehrere andere Verordnungen vom September und December 1833 endlich wurde auch noch die Versendung von Briefen, Zeitungen, Druckschriften und Packeten mittelst dieser Packetboote, insbesondere auch das Porto regulirt, ¹³⁾ und durch mehrere Reglements ¹⁴⁾ die Preise der Plätze für Passagiere, dann die Transportkosten für baares Geld und Waaren bestimmt.

Auch mit auswärtigen Regierungen wurden zur Erleichterung des Verkehrs Unterhandlungen angeknüpft, die auch hinsichtlich der, dem jungen Griechischen Reiche so sehr entgegenkommenden, Oesterreichischen Regierung mit dem glücklichsten Erfolge gekrönt worden sind. Seit dieser Zeit gehen regelmäßig jeden Monat auch Oesterreichische Packetboote von Triest nach Patras. Ja es sollen von dieser vorsorglichen Regierung sogar Dampfboote, eigens für den Verkehr mit Griechenland und dem Oriente bestimmt, gebaut werden.

§. 283.

In gleicher Absicht, um den inneren Verkehr,

unterm 17. (29.) Mai 1834 abgeschlossenen Vertrages vom 7. Juni 1834 im Rgbl. Nr. 21 p. 163—170.

13) Verordn. vom 7. September und vom 24. November (6. December) 1833 im Rgbl. Nr. 30 u. 41 p. 231 bis 235 u. 307.

14) Verordn. im Rgbl. 1833 Nr. 30 u. 37. p. 229 bis 231 und 281.

und dadurch die Civilisation selbst zu befördern, ward die Anlegung von Strafsen beschlossen.

Faktisch wurde mit dem aller nothwendigsten, mit der Umgebung von Nauplia selbst, begonnen. Die früher fast unwegsame Strafse vor Nauplia wurde in fahrbaren Stand gesetzt, und sehr bald konnte man bis Aria, Argos, ja sogar bis Mykäne, also in einem Umkreise von 3 bis 4 Stunden fahren.

Allein auch in den übrigen Theilen des Landes sollten Strafsen angelegt werden, zur Verbindung der Hauptorte im Inneren sowohl, als des Inneren des Landes mit gut gelegenen Hafen und Rheden. Darum ward verordnet Strafsen zu bauen, von Patras über Mistra nach Gythion (Marathonisi); von Navarin über Megalopolis und Tripolis nach Korinthos; von Nauplia nach Korinthos; von Athen über Theben und Lebadiä nach Agrinion, Ambrakia und Vonizza; von Theben nach Chalkis; endlich von Amphissa (Salona), nach Lamia (Zeitouni) und der Türkischen Grenze. ¹⁵⁾.

Zur näheren Bestimmung und Aussteckung dieser Strafsen wurden Officiere des Geniecorps abgeordnet, und ihnen anbefohlen, bei der Bestimmung der Strafsenzüge die Interessen der Landwirthschaft, des Gewerbleißes und des Handels mit gleicher Sorgfalt, wie jene der Landesvertheidigung zu berücksichtigen. Welche Hindernisse aber diese, großen-

15) Verordn. vom 16. (28.) August 1833 im Rgbl. Nr. 29. p. 221 und 222.

theils sehr ausgezeichneten Genieofficiere allenthalben gefunden, und mit welchen Schwierigkeiten sie überall zu kämpfen gehabt haben, mögen sie selbst erzählen. Kurz — sogar die unerläßlichen Vorarbeiten schritten nur langsam voran.

§. 284.

Zur weiteren Hebung und Schützung des Handels mit dem Auslande wurden an den für den Griechischen Handel wichtigsten Handelsplätzen Consuls ernannt, z. B. in Smyrnia, Canea, Prevesa, Saloniki, Alexandria, Ancona, Marseille, London, Dänemark, München, Livorno u. s. w. Generalconsuls aber in Corfou für die Jonischen Inseln, in Wien und in Cairo. Generalagenten endlich in Paris und in Neapel. ¹⁶⁾

Darum wurde in Syra, für jetzt dem wichtigsten Handelsplatze in Griechenland, die Erbauung von neuen Magazinen u. s. w. verordnet. Es ward zur Leitung der Baulichkeiten ein eigener Architekt dahin gesendet. Und schon vor Unserer Abreise waren diese Baulichkeiten sehr weit vorangeschritten.

Aus demselben Grunde wurden ferner an den wichtigeren Orten, namentlich in Syra die Quarantäneanstalten bedeutend verbessert, und mit größter Strenge, nach Vorschrift der vorgefundenen Verordnungen, gehandhabt. Darum liefs auch das Ausland

16) Rgbl. von 1833 Nr. 28 u. 33 p. 211 und 260. von 1834 Nr. 8 p. 64.

in dieser Beziehung bedeutende Erleichterungen eintreten. Die Königlich Großbritannische Regierung ging mit einem guten Beispiele voran, und gestattete ganz freien Verkehr zwischen den Jonischen Inseln mit Griechenland. Hierauf folgte die Päpstliche Regierung, und liefs grofse Erleichterungen für die Quarantäne in Ancona eintreten. Im Königreich beider Sicilien wurden die aus Griechenland kommenden Schiffe, welche früher ganz ausgeschlossen waren, zugelassen und denselben Nisita und Brindisi zu Quarantäneorten bestimmt.¹⁷⁾ Desgleichen wurde, zur Erleichterung des Verkehrs mit Griechenland, von Seiten der Kaiserlich Oesterreichischen Regierung den Griechischen Schiffen gestattet, zu Ragusa in Dalmatien die Quarantäne zu halten.¹⁸⁾

Endlich wurde auch von Seiten der Regentschaft die für Griechenland sehr wichtige Frage angeregt, ob nicht Schritte zu thun seyen, um die im übrigen Europa gegen Griechenland noch bestehenden Quarantäneanstalten ganz verschwinden zu machen. Die Frage war schwierig, denn die Europäischen Höfe, ehe sie sich zu einem so folgereichen Schritte verstanden, verlangten natürlich Garantien von Seiten Griechenlands. Da nun aber das ganze Königreich fast blos aus Inseln und Küstenland besteht, die natürlich nur mit ganz enormen Kosten bewacht werden

17) Rgbl. von 1833 Nr. 31 p. 247, und von 1834 Nr. 12 p. 90.

18) Rgbl. von 1834 Nr. 17 p. 134.

konnten, so schien zu solchen Ausgaben für das arme Griechenland die Zeit noch nicht gekommen zu seyn. Allein auch abgesehen davon, so trat auch noch ein Conflict zwischen dem geistigen und dem Handelsinteresse ein. Der Haupthandel der Griechischen Marine geht bis jetzt noch nach dem Orient. Diesen nun durch verschärfte Quarantäneanstalten abschließen, hieß den Griechischen Handel so gut, wie vernichten. Die geistigen Interessen dagegen zogen Griechenland gegen das übrige Europa. Eine Richtung, die schon seit mehr als hundert Jahren eingeschlagen, und zumal seit dem Befreiungskampfe verfolgt worden war. Nun aber liegen, wie nicht bezweifelt zu werden vermag, die Quarantäneanstalten wie Schlagbäume da gegen Europäische Cultur.

Die Ansichten über die zu ergreifenden Maasregeln waren im Ministerium getheilt. Mavrokordatos, — ein Constantinopolitaner, — vertheidigte das materielle Interesse und die Beibehaltung der hergebrachten Verbindung mit dem Orient. Kollittis dagegen, — der in Italien studirt hatte, — war für die geistigen Interessen, und daher für die Anlegung strengerer Quarantänen gegen den Orient, in so fern dadurch der Verkehr mit Europäischer Cultur errungen werden könnte.

Wir ließen auch diese hochwichtige Frage bei Unserer Abreise unentschieden zurück.

2.

§. 285.

Um die Griechische Handelsmarine zu heben, ward die Griechische Handelsschiffahrt geregelt. Nach der darüber erschienenen Verordnung ¹⁹⁾ sollten die Nationalschiffe den besonderen Schutz der Staatsregierung genießen. Dieser Schutz sollte ihnen gegen solche Staaten, welche ihren eigenen Nationalschiffen besondere Vorrechte und Begünstigungen vor den Griechischen einräumen, durch Anwendung des Grundsatzes der Reciprocität, und andere geeignete Maasregeln gewährt werden, namentlich:

1) durch ausschließliche Berechtigung zur Ueberführung der Erzeugnisse des inländischen Handels und Gewerbleißes aus einem Hafen des Königreichs in den anderen ;

2) durch höhere Belegung der fremden Schiffe bei den verschiedenen zu entrichtenden Schifffahrts- und Hafengebühren ;

3) durch Erhöhung der Zollsätze für die auf den auswärtigen Schiffen ein- oder ausgehenden Waaren. (Art. 1.)

Der Genuß dieser Vorrechte und Begünstigungen sollte aber keinem Schiffe zugestanden werden, welches nicht vorher als Nationalschiff anerkannt, und in die Schiffsliste irgend eines Hafens des Königreichs eingetragen worden war. Als Nationalschiffe

19) Verordn. 15. (27.) October 1833. im Rgbl. No. 36. p. 269—276.

sollten nur solche Schiffe anerkannt werden, die in Griechenland selbst erbaut, oder von Griechischen Seeleuten im Kampfe für das Vaterland oder gegen Seeräuber erbeutet worden waren u. s. w. Sie mußten außerdem ausschließliches Eigenthum Griechischer Staatsgenossen seyn, und sämtliche Officiere nebst wenigstens drei Viertheilen der Mannschaft aus Griechischen Matrosen bestehen. Vor der Eintragung dieser Nationalschiffe in die Schiffslisten sollte eine sorgfältige Untersuchung über die Beschaffenheit und Bauart eines jeden Schiffes, dessen Messung und Eichung vorgenommen werden.²⁰⁾

Nach der Anerkennung eines Schiffes als Nationalschiff, und nach dessen Eintragung in die Schiffslisten sollte der Eigenthümer, den bestehenden Verordnungen gemäß,²¹⁾ um den Credit der Griechischen Handelsmarine zu heben, und nach dem Beispiele anderer Seestaaten, sich schriftlich verpflichten und durch genügende Caution versichern:

1) dafs er den, in Beziehung auf die Handels-schiffahrt bestehenden, Gesetzen des Königreichs getreulich und pünktlich nachkommen, und

2) die über die Anerkennung seines Schiffes als Nationalschiff ihm auszustellende Urkunde, so wie das auf den Grund derselben zu ertheilende Schiff-

20) Art. 2—10. Verordn. über die Eichung der Schiffe und Eichungstaxe vom 5. (17.) Jänner 1834. im Rghl. No. 6. p. 50.

21) Ordonnance du 3. Février 1828. bei Sotir vom 4. Mai 1834. No. 29. p. 120.

fahrtspatent für das Schiff, wofür dieselben ausgefertigt worden, benutzen, und beide in dem Falle, wenn er das Schiff ganz oder theilweise an einen Ausländer verkaufen würde, dann in dem Falle des Untergangs oder der Hinwegnahme des Schiffes durch den Feind oder durch Seeräuber, entweder ohne Aufschub an die ausstellende Behörde zurückgeben, oder, wenn die Urkunde oder das Patent selbst zu Grunde gegangen, genügende Nachweisung hierüber beibringen werde. (Art. 11.)

Erst, nachdem diese Caution geleistet worden, sollte der Schiffseigenthümer über die Anerkennung seines Schiffes als Nationalschiff eine Urkunde ausgestellt erhalten. (Art. 11—18, 21, und 23—25.)

Endlich sollte jedes aus Griechischen Hafen auslaufende Handelsschiff einen Schiffsfahrtspafs zu erheben haben (Art. 19 u. 20.), ohne diesen und die vorhin erwähnte Urkunde über die Anerkennung des Schiffes als Nationalschiff aber kein Griechisches Handelsschiff mehr auslaufen dürfen, und jeder Schiffscapitän beide Urkunden stets an Bord haben (Art. 22 und 25.)

§. 286.

Gleichzeitig mit der Handelsmarine mußten auch die Hafengebühren regulirt, und die Hafenbehörden organisirt werden.

Die Hafengebühren wurden durch eine Verordnung vom 8. (20.) Februar 1834 ²²⁾ bestimmt und auch

²²⁾ Rgbl. von 1834. No. 9. p. 65—67.

in dieser Beziehung wieder für die Handelsschiffe fremder Nationen der Grundsatz der Reciprocität ausgesprochen. (Art. 2.) In einer späteren Verordnung vom 28. Juni 1834 ist der Tarif für die Fahrzeuge fremder Mächte für den Fall festgesetzt worden, als diese die Griechischen Fahrzeuge nicht auf denselben Fuß, wie ihre eigenen behandeln sollten.²³⁾

Zum Zweck der Organisation der Hafenbehörden wurden sämmtliche Küsten des Königreichs in 5 Bezirke, und die in diesen Bezirken liegenden Hafen in 3 Classen eingetheilt. In den Hafen erster Classe sollte ein Hafencapitän, in den Hafen zweiter Classe ein Hafenlieutenant, in den Hafen dritter Classe aber nur ein Hafenmeister angestellt werden. In den Haupthafen der 5 Küstenbezirke, nämlich in Hydra, Syra, Skiathos, Missolonghi und Navarin sollten jederzeit Hafencapitäne aufgestellt werden. Für die übrigen in den 5 Küstenbezirken gelegenen Hafen sollte die Classe der daselbst aufzustellenden Hafenofficiere nach der gröfseren oder geringeren commerciellen Wichtigkeit eines jeden einzelnen Hafens bestimmt werden.²⁴⁾

Diese Hafenofficiere sollten die Hafenpolizei und die Polizei der Handelsschiffahrt handhaben, die Marine-Conscription führen und die übrigen Geschäfte

23) Rgbl. No. 24. p. 202.

24) Verordn. v. 4. (16.) Jänner 1834. Art. 1—3. im Rgbl. No. 4. p. 33 u. 34. — Verordn. v. 9. (21.) Februar 1834. im Rgbl. No. 10. p. 70—72.

des Seewesens in ihrem Hafenbezirke besorgen. Auch sollten sie da, wo keine eigene Gesundheitsbeamten aufgestellt worden waren, den Sanitätsdienst versehen. ²⁵⁾)

Nachdem die neuen Hafenbehörden ernannt worden waren, so wurden auch noch hinsichtlich der bisher bestandenen Hafenbehörden die nöthigen Verfügungen getroffen. ²⁶⁾)

§. 287.

Zur Hebung des Gewerbswesens wurde die Anlegung von Fabriken in Anregung gebracht, und namentlich zur Anlegung einer Seidenspinnerei dem Banquier Feraldi Begünstigungen ertheilt. Es wurden ferner junge Griechen im Arsene in Nauplia, in Tyrinth, bei den Ziegelbrennereien und bei anderen Handwerken in die Lehre gegeben. Es wurden Schritte zur Verbesserung der in dem allererbärmlichsten Zustande befindlichen Mühlen gethan, und dergl. m.

Zumal aber der Ackerbau mußte gehoben werden, denn dieser stand noch auf der Stufe alt Griechischer Cultur.

Um den, der heutigen Cultur nicht mehr genügenden, Hesiodischen Pflug zu verdrängen, ließ

²⁵⁾ Verordn. v. 4. (16.) Jänner 1834. cit. Art. 4—29. p. 34—42.

²⁶⁾ Verordn. v. 23. Februar (7. März) 1834. im Rgbl. No. 12. p. 89.

man Pflüge aus der Fremde kommen, namentlich auch einen verbesserten Pflug aus Schottland, und machte damit Versuche in Tyrinth.

In Tyrinth, dem Geburtsorte von Herkules, wo noch kyklopische Mauern an diesem kämpfenden Lichtgott erinnern, fanden Wir nämlich, noch von dem Grafen von Capodistria her, eine sogenannte Musterwirthschaft, die freilich so, wie Wir sie fanden, nichts weniger als musterhaft aussah. Diese Anstalt, bestehend aus zwei brach daliegenden Gärten, einem leeren Haus und zwei Ställen ohne Vieh, ward in guten Stand gesetzt. Mehrere dort angestellte Deutsche Gärtner machten Pflanzungen jeder Art. Es wurden Europäische Gemüse gepflanzt, aus Deutschland mitgebrachte Sämereien gesäet, Versuche in Menge gemacht. Die einen gelangen, die anderen mislängen. Doch brachte auch der mislungene Versuch Erfahrung, also Gewinn. Hier wurden namentlich auch 8000, aus Frankreich erhaltene, junge Obstbäume, anfangs der Baumschule einverleibt, und später an öffentliche Wege und Plätze gepflanzt, oder um billige Preise in die Provinzen verkauft. Es wurden ferner daselbst 50,000 Stück Rebensetzlinge aus dem Rheingau, welche ein Philhellene, von Bekum, geschenkt hatte, gelegt. Etwa 33,000 bis 34,000 von ihnen haben wirklich getrieben, und es ist zu hoffen, daß die neue Regentschaft sie über ihrem übereilten Umzuge nach Athen nicht vergessen haben wird. Auch die Ställe endlich wurden

gefüllt, zumal mit Kühen, deren großen Nutzen die Griechen nicht kannten.

Griechenland kannte keine Wagen, keine Karren, es wußte nichts von Dünger! Nach und nach wurden auch die Griechischen Bauern mit ihnen bekannt. Den Dünger führte man ihnen anfangs gratis auf ihre Felder, — und der Wagen und Karren, in dem Arsenal in Nauplia verfertigt, sah man bald über 40.

Bei Verpachtungen von Staatsdomänen wurden die Baumpflanzungen, zumal der Obst- und Oelbäume, stets zur Bedingung gemacht. Eben so die Ausrottung wilder Bäume und Gesträuche, oder deren Impfung. So zu Hagios Theodoros in der Eparchie Theben, zu Patras, ²⁷⁾ zu Korinth ²⁸⁾ u. s. w. Bei der Verpachtung anderer, zu Korinthenpflanzungen geeigneten, Staatsgründe, wurden solche Pflanzungen als Pachtbedingungen gesetzt, z. B. zu Patras.²⁹⁾ Es wurden ferner die zum Verpflanzen geeigneten und bestimmten Fruchtbäume, welche vom Auslande eingeführt werden sollten, vom Eingangszolle befreit, ³⁰⁾ u. dergl. m.

Um die Cultur der Seide und Baumwolle zu heben, wurde dem Banquier Feraldi am Lernäischen See, und einem gewissen Simeon in der Gegend von

27) Rgbl. von 1833. No. 33 u. 37. p. 258 u. 281.

28) Rgbl. von 1834. No. 6. p. 52.

29) Rgbl. von 1833. No. 37. p. 281.

30) Rgbl. von 1834. No. 4. p. 42.

Argos Land zu sehr günstigen Bedingungen angewiesen. Dem Ersteren zur Verbesserung der Seidenspinnerei, dem Letzteren aber zum verbesserten Anbau der Baumwolle.

§. 288.

Doch das Beste, was für den Handel, den Ackerbau und die Gewerbe geschehen konnte, war die Herstellung der so lange gestörten Ruhe und Ordnung im ganzen Umfange des Reiches. Sie gab den, ohnedies fleissigen und braven Bauern Hoffnung und Muth. Die Folge davon war, dafs schon im Jahre 1834 zwei Drittheile des Landes mehr, als in den vorhergehenden Jahren, angebaut worden sind. Die Sicherheit der Meere vermehrte aber den Handel in solcher Progression, dafs die Zölle bei weitem über die Hälfte gestiegen sind.

Die Mittel zur Erreichung dieses grossen Zieles waren verschieden. Die Sicherheit der Meere ward hergestellt durch Ausrüstung und Unterhaltung einer Griechischen Marine, zumal aber durch Strenge der Gerichte, und durch strengen Vollzug der von ihnen ausgesprochenen Strafen. Mehr als ein Seeräuber blutete unter dem Schwert der Gerechtigkeit.

Die Ruhe und Ordnung auf dem Lande ward wieder hergestellt, zunächst mittelst der hinsichtlich der unregelmässigen Truppen vorgenommenen Maassregeln (§. 266—269.), hauptsächlich aber durch die aus Palikaren gebildete ganz vortreffliche Gendarmerie. (§. 341.) Wo diese nicht zureichte, da griff

man zu demselben Mittel, wie schon vor mehr als hundert Jahren die Venezianer,³¹⁾ man bewaffnete die Bauern. Und in sehr kurzer Zeit wären, z. B. im Frühjahr 1834, die Räuber in Rumelien verschwunden, theils von den Rumeliotischen Bauern getödtet, theils vor Gericht gestellt und von diesen gerichtet. Ein anderes schon von den Venezianern mit Erfolg angewendetes Mittel, die Gemeinden für den innerhalb ihres Gebietes angerichteten Schaden verantwortlich zu machen, ward wohl zur Sprache, allein nicht mehr zur Ausführung gebracht.³²⁾

§. 289.

Ueber der Sorge für den Ackerbau, Handel und Verkehr, wurden aber auch die übrigen Zweige der inneren Verwaltung nicht vergessen, nicht vernachlässigt. Eine Aufsicht auf Aerzte, Chirurgen, Hebammen, Apotheker, eine Medicinalpolizei überhaupt

31) R a n k e, historisch-politische Zeitschrift. II. p. 472.

32) Bekanntlich bestand derselbe Grundsatz bei den Altgermanen. Vergl. Nik. Kindlinger, Münsterische Beiträge. II. p. 23 ff., 27 ff. Eichhorn, Staats- und Rechtsgeschichte. §. 18, 48, 83. Zentner, das Geschwornengericht. I. p. 90 u. 91. Ed. Aug. Feuerbach, de universali fidejussione quam Germanice *Gesamtbürgerschaft* vocant. Norimbergae. 1826. Und er besteht noch in Frankreich und England. Vergl. Fölix, Darstellung der Gesetzgebung Frankreichs und Englands über die Verbindlichkeit der Einwohner jeder Gemeinde, den durch Volkzusammenrottungen angerichteten Schaden zu ersetzen in der Kritischen Zeitschrift für Rechtswiss. und Gesetzgeb. des Auslandes. VII. p. 36 — 44.

war Griechenland durchaus fremd. Von einer Prüfung, oder von einer Anstellung war ohnedies keine Rede. Jeder practicirte, wann und wo er wollte, jeder that, was ihm gutdünkte. Dringend nothwendig war daher auch in dieser Beziehung Hülfe zu schaffen.

Es wurden zuerst die Vorbedingungen zur Bewerbung um ärztliche Anstellungen festgesetzt.³³⁾

In einer späteren Verordnung³⁴⁾ wurde in jeder Nomarchie ein Kreisarzt bestellt, welcher unter der Leitung des Nomarchen alle zum Wirkungskreise der Nomarchen gehörigen Medicinalgegenstände bearbeiten sollte. Derselbe sollte insbesondere die Mängel und Gebrechen der Sanitätspolizei beobachten, die zur Abhülfe nothwendigen Maasregeln begutachten und zum Vollzuge derselben mitwirken. Er sollte ferner die Aufsicht über die im Kreise practicirenden Aerzte, Wundärzte, Thierärzte, Apotheker und Hebammen führen. Endlich den Kreis in sanitätspolizeilicher Hinsicht bereisen u. s. w.

An die Spitze des Medicinalwesens für das ganze Reich ward ein aus einem Vorstande, vier Aerzten und zwei Apothekern bestehendes, Medicinalcomité gestellt. Dasselbe sollte besorgen: die Prüfung der Aerzte, Wundärzte, Thierärzte, Zahnärzte, Apo-

33) Verordn. v. 7. October 1833. im Rgbl. Nr. 37. p. 283 f.

34) Verordn. v. 30. October (11. November) 1833. im Rgbl. von 1834. No. 7. p. 57—59.

thecker und Hebammen; das ärztliche Obergutachten in allen medicinisch-gerichtlichen Fällen; die collegiale Berathung wichtiger arzneiwissenschaftlicher Fragen, über welche das Ministerium des Innern Gutachten einzuholen für sachdienlich erachtete.³⁵⁾ Dieses Medicinalcomité sollte aber nicht bloß die künftig erst anzustellenden Aerzte u. s. w. prüfen, sondern auch die Befähigung aller jener Individuen noch untersuchen, welche schon früher die Medicin, Chirurgie, Zahnarzneykunde, Thierheilkunde, Pharmacie und Geburtshülfe ausübten. Die hinreichend Befähigten sollten ein Patent zur Fortsetzung der Praxis erhalten, den Unfähigen aber dieselbe untersagt werden.³⁶⁾

§. 290.

Hinsichtlich der Gesundheitspolizei ward verordnet, daß das in einer ungesunden Gegend gelegene Mistra nach dem gesünderen, etwa $\frac{3}{4}$ Stunde entfernten alten Sparta verlegt werden solle. Es waren bei Unserer Abreise bereits die nöthigen Vermessungen in Altsparta beendigt.

In Nauplia ward das Schlachthaus an einen der Gesundheit nicht nachtheiligen Ort verlegt, nach mehreren übel gelungenen Versuchen, zuletzt hinter Itschkale an die offene See. — Der Sumpf im Stadt-

35) Verordn. v. 13. (25.) Mai 1834. im Rgbl. No. 24. p. 200—202.

36) Verordn. v. 14. (26.) Mai 1834. im Rgbl. No. 23. p. 192.

graben, wo halbwilde Schweine mit Menschen in größter Vertrautheit nebeneinander genistet hatten, ward angetrocknet und daraus ein Garten gemacht.

— Die todten Hahnen, Kapaune, Türkischen Hähne u. s. w. sammt den erschlagenen, oder eines natürlichen Todes verblichenen, Hunde und Katzen, nebst dem übrigen Unrath wurden aus der Stadt geschafft.

— Die von Aria nach Nauplia ziehende Wasserleitung wurde in guten Stand gesetzt, und dadurch nicht nur das trefflichste Wasser für Nauplia erhalten, sondern zu gleicher Zeit auch noch die durch das ausströmende Wasser verursachten Sümpfe vertilgt.

Auch für das ganze Griechische Reich erschienen mehrere, die Gesundheit befördernde Verordnungen. Unter Anderen über die Reispflanzungen, daß sie ihrer Schädlichkeit wegen nicht zu nah an den Dörfern und Städten angelegt werden sollten. Die Lebensmittel wurden unter polizeiliche Aufsicht gestellt.³⁷⁾ Es wurde eine Verordnung über das Begraben der Todten und die Begräbnisplätze gegeben³⁸⁾ u. s. w. Nach dieser Verordnung wurde die in Griechenland noch sehr gebräuchliche Beerdigung der Todten in den Kirchen und anderen Gebäuden verboten. Eben so das Begraben derselben innerhalb der Städte, Flecken und Dörfer. Wie der

37) Verordn. v. 6. (18.) März 1833. Art. 5—7. im Rgbl. No. 10. p. 67.

38) Verordn. v. 28. März (6. April) 1834. im Rgbl. No. 16. p. 127—129.

Begräbnisplatz und die Gräber selbst beschaffen seyn sollten, ward genau bestimmt und die Besichtigung der Leichen durch Todtenbeschauer angeordnet.

§. 291.

An die Gesundheitspolizei reiht sich die bisher in Griechenland gleichfalls unbekannte Reinheitspolizei an, und auch sie ward nicht außer Acht gelassen.

Ueber die Verunreinigung von Brunnen, Cisternen, Wasserleitungen; über die Reinlichkeit in Mühlen, Schlachthäusern und Fleischbänken, so wie über die Reinhaltung und Reinigung der Straßen u. s. w. wurden Anordnungen getroffen, und Strafen auf deren Uebertretung gesetzt.³⁹⁾

Um zu verhindern, daß kein Haus mehr wegen schlechter Baumaterialien zusammenfalle, wie sich noch zur Zeit der Regentschaft Fälle ereignet haben, wurden auch Anordnungen hinsichtlich der Baupolizei getroffen und Strafen auf deren Uebertretung gesetzt.⁴⁰⁾ Es wurden Ziegelbrennereien in Nauplia und Athen angelegt, und auch auf sonstige Weise für Herbeischaffung von gutem Baumaterial gesorgt. Zur Leitung der neu aufzuführenden Bauten wurden Genieofficiere gegeben, Civilarchitekten an-

39) Verordn. v. 6. (18.) März 1833. Art. 1—4. in Rgbl. No. 10. p. 66 f.

40) Verordn. v. 6. (18.) März 1833. Art. 8—10. in Rgbl. No. 10. p. 67.

gestellt, und zur Ausführung selbst Ouvriers und auch andere beurlaubte Soldaten gegeben.

Der Zustand von Nauplia insbesondere verbesserte sich mit jedem Tage. Der vorgefundene Schutt in vielen Strafsen und auf dem Platanenplatz ward weggeräumt. Die schmutzigen Strafsen wurden gereinigt; viele enge Strafsen erweitert; alle gepflastert. Die Häuser wurden numerirt, die Strafsen mit Namen belegt und diese an den Strafsenecken angemalt. Es wurden neue Wege angelegt, unter Anderen einer um den früher von der Seeseite her unzugänglichen Palamides. Eine neue gute Treppe nach Itschkale wurde erbaut. Der Platanenplatz und die Promenade hinter Itschkale und hinter dem Palamides wurden mit Bäumen besetzt, wodurch der Platanenplatz, und die Promenade hinter dem Palamides an der See hin, zu einer der schönsten Plätze und Promenaden, nicht blos in Griechenland, geworden sind. Eine Menge neuer Buden und Häuser, und zwar nach einem geregelten Bauplane, wurde erbaut. Der Grund für eine ganz neue Strafse in der See selbst zu theuren Preisen verkauft, und auch darauf gebaut u. s. w. Kurz, wahrer Wohlstand, ja sogar Luxus, fing an sich zu verbreiten. Wer Nauplia im Jahre 1832 gesehen, und es wieder im Jahre 1833 sah, fand eine grofse — sehr grofse — Veränderung zum Besseren. Wer es nun aber gar im Sommer 1834 wieder zu Gesicht bekam, der kannte die alte Stadt nicht wieder. Der Admiral Dandolo fand sogar keinen Anstand, Nauplia in seiner dama-

igen Gestalt für die schönste Stadt im Orient zu erklären.

Allein nicht blos Nauplia ward gehoben und verschönert. Auch Patras, Modon, Navarin, Syra, Argos, Athen und andere wurden ganz andere Städte, wiewohl man in Athen des in kolossaler Masse ver- gefundenen Schuttes nicht Meister werden konnte.

Sechster Titel.

Von dem Kirchen-, Schul- und Gelehrtenwesen.

Erstes Capitel.

Von der Griechischen Kirche und den Griechischen Klöstern.

I. Griechische Kirche.

§. 292.

In welche Unordnung und Verwirrung die Griechische Kirche seit dem Freiheitskampfe gerathen war; dafs viele Bisthümer ganz unbesetzt, andere nur mit Vikarien besetzt; wieder andere gegen das kirchliche Herkommen mit anderen Bisthümern vereinigt gewesen sind, und dergl. m., ist bereits schon erwähnt worden. (§. 185 u. 186.) Auch die gränzenloseste Unwissenheit der Geistlichen dauerte fort.

Von tausend Priestern konnten kaum 10 ihren Namen schreiben, und wer ihn zu schreiben vermochte, galt und gilt noch als Gelehrter, und trug und trägt noch, zum Zeichen seiner Gelehrsamkeit, ein kleines Dintenfaß an seiner Seite. Ja sogar Priester wurden noch in den ersten Monaten Unserer Anwesenheit für Geld von ihren Bischöfen zu dieser Würde erhoben, gewöhnlich verheirathete Bauern!

Dies war der Zustand der Griechischen Kirche den der König und die Regentschaft vorfanden. Abhülfe war dringend nothwendig, — ward von allen Seiten begehrt.

Darum ward schon in den ersten Monaten ihres Wirkens von der Regentschaft eine, grofsentheils aus Geistlichen bestehende, Commission niedergesetzt, um den wahren Zustand der Griechischen Kirche zu constatiren; die Mittel zur Verbesserung der Lage der Kirche, insbesondere der hohen und niederen Geistlichkeit, so wie wegen etwaiger Bildung einer permanenten Synode für geistliche Angelegenheiten in Vorschlag zu bringen; und über das Resultat ihrer Berathungen einen umfassenden Bericht vorzulegen.⁴¹⁾ Denn die Regentschaft ging in dieser, wie in jeder anderen Beziehung, von dem Grundsatz der gründlichen Abhülfe aus. Halben Maasregeln, wie sie Capodistria geliebt hatte, war sie in keiner Hinsicht geneigt, und am allerwenigsten

41) Verordn. v. 15. (27.) März 1833. im Rgbl. No. 11. p. 72.

in dieser, — der wichtigsten — Angelegenheit des Griechischen Volkes.

Der eingelaufene Bericht entwarf ein wahres Jammerbild von dem traurigen Zustande der Griechischen Kirche und der Geistlichkeit überhaupt. Man war einstimmig der Ansicht, daß nur durch völlige Unabhängigkeit der Kirche von dem, in Türkischer Abhängigkeit stehenden, Patriarchen in Constantinopel der Weg zum Besseren gebahnt werden könne.

§. 293.

Zwar gehörte die Freiheit der Griechischen Kirche mit zu den Bestrebungen des Freiheitskampfes. So wie man in politischer Beziehung frei von der Osmanischen Herrschaft seyn wollte, so strebte man auch nach religiöser Freiheit, d. h. nach Freiheit von einem, vom Sultan eingesetzten und abzusetzenden, Patriarchen. Faktisch bestand diese Freiheit ohnedies schon längere Zeit. (§. 133 u. 184.) Dennoch wollte man einen so wichtigen, — für Griechenlands Zukunft vielleicht allerwichtigsten, — Schritt nicht thun, ohne sehr reifliche Erwägung der daraus entspringenden Vortheile und Nachtheile, — ohne nicht vorher die höhere Geistlichkeit selbst befragt zu haben.

Daher liefs ich von dem damaligen Kultminister, Herrn Tricoupis, und dem damaligen Ministerialrathe im Ministerium des Kirchen- und Schulwesens, Herrn Constantin Schinas, an sämtliche in Griechenland angestellte Bischöfe, Erzbischöfe und

Metropolitane, und aufser ihnen noch an die meisten in Griechenland anwesenden Bischöfe, in aller Stille, jedoch bloß privatim schreiben, und sie um ihre Meinung befragen. — Einstimmig waren alle, in ihren schriftlichen Antworten, für die Unabhängigkeit und für die Einsetzung einer heiligen, von dem König zu ernennenden, Synode.

Dennoch würde jene wichtige Maasregel nicht so schnell ergriffen, nicht so rasch durchgeführt worden seyn, wäre nicht durch geheime Umtriebe selbst die Veranlassung dazu gegeben, und das vorherige Benehmen mit dem damaligen, für Griechenland sehr günstig gestimmten, Patriarchen dadurch unmöglich geworden. ⁴²⁾

42) Man hat das Unterlassen dieses vorherigen Benehmens mit dem Patriarchen der Regentschaft hin und wieder zum Vorwurf gemacht. Der Theorie nach hat man auch recht. Allein der Theorie nach war auch das Verfahren Peters des Großen hinsichtlich der Russisch-Griechischen Kirche nicht zu rechtfertigen! Eben so wenig die Erhebung des Griechischen Volkes gegen das Joch der Osmanen!! Hätte sie darum unterbleiben sollen? — Unter demselben Druck, wie das Griechische Volk, befand sich nun aber auch die Griechische Kirche. Der Freiheitskampf galt darum nicht bloß der politischen Freiheit, er galt hauptsächlich auch der religiösen. Er war ein wahrer Religionskrieg! — Mit der politischen Freiheit war aber, factisch wenigstens, auch die religiöse errungen. Die eine ohne die andere konnte auch auf die Dauer nicht einmal bestehen, hatte also keinen Werth. Die Unabhängigkeit der Griechischen Kirche war demnach zum Bestehen der Monarchie selbst zur Nothwendigkeit geworden! — Sollte nun aber der Griechische Staat und die Griechische Kirche wirklich frei seyn, so konnte nach Lage der Sache, ohne wieder alles in Frage zu stellen, nicht anders gehandelt werden. — Sollte man indessen, der strengen Theorie zu

Kaum war es nämlich ruchbar geworden, daß die Griechische Regierung sich mit der Griechischen Kirche beschäftige, als sich Intriganten aller Art, mit denen Griechenland leider sehr reichlich versehen ist, in Bewegung setzten, um die wohlmeinenden Absichten der Regierung zu verdächtigen. Sogar fremde Mönche kamen herbei, um die sich häufenden Schwierigkeiten vermehren zu helfen. Unter diesen ragte ein Mönch von dem Berge Athos, Namens Procopios hervor, — ein schon aus früheren Zeiten her durch seinen schlechten Lebenswandel bekannter und verrufener Mensch. Dieser predigte laut, sogar unter den Augen der Regentschaft in Nauplia selbst, Widerstand gegen dieselbe. Den Einen sagend, man wolle alles katholisch machen, den Anderen aber, es solle alles dem Protestantismus zugewendet werden. — Zu eben dieser Zeit kam ein gewesener Erzbischof von Adrianopel, der sich bei Gelegenheit der Einnahme Adrianopels durch die Russen compromittirt, sich nach Rußland geflüchtet, und seit jener Zeit eine sehr bedeutende Russische Pension bezogen hatte. Auch er

lieb, nun nach vollbrachter Arbeit das Geschehene dennoch für unrecht halten, nun so kehre die Griechische Kirche wieder in Abrahams Schoß — unter die Krute zurück! und beginne sie sodann, streng schulgerecht, die Unterhandlungen! Dann werde ich wenigstens die Emancipation der Griechischen Kirche nicht mehr erleben, wohl aber vielleicht etwas Anderes!! Man vergleiche übrigens über die Vortheile dieser Emancipation für die Griechische Kirche selbst den Sotir von 1834. No. 25—27. Und über die politische und nationale Nothwendigkeit derselben, den Sotir vom 26. October 1834. No. 72. p. 297 u. 298.

suchte auf die Griechischen Bischöfe zu wirken, und als Hausfreund von Catakazy hatte sein Wort ganz besonderes Gewicht. — Dazu kamen noch Aeufserungen des Russischen Gesandten selbst, die wenigstens von den Griechischen Bischöfen, denen er sie gemacht hatte, in einem zum Widerstande mahnenden Sinne verstanden worden sind. — Auch die öffentlichen Blätter endlich fingen an, sich in diese Angelegenheiten zu mischen. Ein Blatt, der Chronos, das Blatt der sogenannten Capodistrianer, sprach ganz im Sinne des aus Rußland und vom Berge Athos gekommenen Prälaten und Mönchs, gegen die zu ergreifenden Maasregeln. Die anderen Blätter waren zwar dafür, nur wollten sie nicht allein die Berufung der Bischöfe, sondern auch noch der Archimandriten, sogar die Berufung von Repräsentanten der Priester, Mönche und Diakone. Sie verlangten außerdem noch öffentliche Berathung. Manche sogar die Berufung einer Nationalversammlung, um über diesen hochwichtigen Gegenstand zu entscheiden.

Dafs man bei allem diesem Thun und Treiben nicht das Wohl des Landes und der Religion vor Augen hatte, sondern durch blofse Partheirücksichten geleitet worden ist, war dem ruhigen Beobachter bald klar. Denn es stand in zu schneidendem Contraste mit dem, was man Uns bei Unserer Ankunft in dieser Beziehung gesagt, und durch den ganzen Freiheitskampf hindurch gewollt hatte. Da nun zu eben dieser Zeit auch noch in Constantinopel, — was man seit dem Jahre 1821 nicht mehr gewagt hatte, und was

sich sogar Capodistria! nicht gefallen liefs, — ein Bischof für das befreite Griechenland ernannt worden, und dieser in Zeitouni angekommen war, um Besitz von dieser Diöcese zu nehmen, so mußte diesem Treiben ein Ende gemacht, und die Sache rasch zur Entscheidung gebracht werden.

§. 294.

Es wurden sämmtliche in Griechenland angestellten, oder auch nur anwesenden Metropolitane, Erzbischöfe und Bischöfe auf den 15. (27.) Juli 1833 nach Nauplia einberufen, um auch noch in officieller Weise die Ansicht der versammelten ehrwürdigen Vorsteher der Griechischen Kirche zu vernehmen, so wie man sie früher schon einzeln und blos privatim vernommen hatte.

Dafs zu dieser Versammlung nicht auch noch Archimandriten, Priester, Mönche und Diakone eingeladen worden sind, versteht sich von selbst, und ward von den hellsehenden Griechen nur gut geheissen. Denn man wollte ja keinen Polnischen Reichstag! Aus ähnlichen Gründen hatte die Berathung nicht öffentlich statt. Dafs aber die Regierung eine wirkliche Deliberation wollte, beweist der Umstand, dafs auch die in Griechenland nicht einheimischen Bischöfe zur Berathung beigezogen worden sind. Eben darum hat die zur Leitung der Verhandlungen niedergesetzte, aus dem Staatssecretär und den beiden Ministerialräthen des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens bestehende Commission

der Berathung nicht beigewohnt, um der Freiheit der Meinungen der versammelten Prälaten in keiner Beziehung zu nahe zu treten.

Die Berathung begann am 15. (27.) Juli des Morgens um 9 Uhr, und dauerte ununterbrochen fort bis Abends 5 Uhr. Es wurden Bemerkungen gemacht, Reden gehalten, und — in welchem Sinne? mögen diejenigen berichten, welche zugegen gewesen sind. Ewig denkwürdig ist es aber, daß sich keine einzige Stimme gegen die Erklärung der Unabhängigkeit vernehmen ließ. Einstimmig ward beschlossen, es möge von der Staatsregierung ausgesprochen werden:

1) daß die orthodoxe, morgenländische, apostolische Kirche (sollte heißen apostolisch-katholische Kirche) des Königreichs Griechenland, indem sie geistig kein anderes Haupt anerkennt, als den Stifter des christlichen Glaubens, unsern Herrn und Heiland Jesum Christum, frei und unabhängig von jeder anderen Gewalt sey, unbeschadet der Einheit des Dogma, wie solches von allen orthodoxen, morgenländischen Kirchen von jeher anerkannt worden sey; was aber die Leitung und Verwaltung der Kirche betreffe, welche nur dem Königlichen Throne angehören, so erkenne sie, weil es den Kirchengesetzen durchaus nicht zuwiderlaufe, Seine Majestät den König von Griechenland als ihr Oberhaupt an;

2) daß eine aus Prälaten bestehende, und vom Könige zu ernennende permanente Synode eingesetzt werden möge, welche, den Kirchengesetzen gemäß, die kirchlichen Angelegenheiten leiten solle.

Das, wiewohl kurz gefasste Protokoll ⁴³⁾ über diese merkwürdige Sitzung verdient allgemein bekannt zu seyn. Ich füge es daher im Anhang bei.

Mehrere Prälaten, welche verhindert waren, an dem zur Versammlung bestimmten Tage zu erscheinen, traten später noch schriftlich oder mündlich zum Protokoll dem gefassten Beschlusse, als ihren längst gehegten Ansichten und Wünschen entsprechend, einstimmig bei. ⁴⁴⁾

§. 295.

Nun erst, nachdem die zur Untersuchung des Zustandes der Griechischen Kirche niedergesetzte Commission, das Gesamtministerium und sämtliche in Griechenland anwesenden Prälaten sich in demselben Sinne ausgesprochen hatten, glaubte auch die Regentschaft handeln zu sollen, — handeln zu müssen. Sie glaubte aber zu diesem Schritte um so mehr berechtigt zu seyn, als der König, und also auch die Regentschaft in dieser, wie in jeder anderen Beziehung, in die Rechte des Sultans eingetreten, also auch berechtigt war, der Griechischen Kirche eine freie, würdige und unabhängige Stellung zu geben, statt gegen dieselbe, nach hergebrachter Türkischer Weise Willkühr zu üben. Dies zu thun erheischte übrigens nicht allein die religiöse, sondern auch noch die politische Freiheit des Griechischen Staates. Und wie von meinem Leben, so bin ich auch von diesem großen welt-

43) Rgbl. Nr. 23 p. 174 — 176.

44) Rgbl. von 1833 Nr. 23 u. 35 p. 177, 176 u. 203.

historischen Schritte überzeugt, daß er Epoche machen wird, — nicht allein für die Griechische Kirche.

Die Declaration über die Unabhängigkeit der Griechischen Kirche erfolgte am 23. Juli (4. August) 1833. 45) Daß die Staatsregierung in derselben sich keine neuen Rechte beilegen wollte, geht zumal daraus hervor, daß sie ja nicht einmal alle Rechte, welche bisher der Sultan geübt hatte, in Anspruch nahm. Es sollte vielmehr die Griechische Kirche auf ihren alten Standpunct, wie zur Zeit der Türkischen Eroberung zurückgeführt, und ihr daher insbesondere auch ihre alte Freiheit zurückgegeben werden. Für den König ward nur in Anspruch genommen, was schon nach der heiligen Schrift des Kaisers ist, und was im Grunde auch schon den alten Byzantinischen Kaisern gebührte. Um nun aber jenen Zweck zu erreichen, mußte die Kirche, hinsichtlich ihrer äußeren Stellung, unabhängig von jeder fremden Gewalt, insbesondere von dem Einflusse des Sultans und des von ihm durchaus abhängigen Patriarchen mit seiner Synode seyn. — Sie mußte, nach dem Vorbilde der Russischen Kirche, ihre eigene selbstständige Synode, statt eines Patriarchen, mit einem Präsidenten an ihrer Spitze haben.

§. 296.

Die Declaration beginnt daher mit der Erklärung, die orthodoxe, morgenländische, apostolisch-kath-

45) Rgbl. Nr 23 p. 169 — 174.

lische Kirche im Königreich Griechenland, indem sie geistig kein anderes Haupt als den Stifter des christlichen Glaubens, den Herrn und Heiland Jesum Christum anerkenne, hinsichtlich der Leitung und Verwaltung der Kirche ⁴⁶⁾ aber den König von Griechenland zu ihrem Oberhaupte habe, sey frei und unabhängig von jeder anderen Gewalt, unbeschadet jedoch der Einheit des Dogma, wie solches von jeher von allen Kirchen des orthodoxen morgenländischen Ritus anerkannt worden sey. (Art. 1.)

Die höchste geistliche Gewalt sollte in den Händen einer permanenten heiligen Synode ruhen, und über derselben nur eine allgemeine Kirchenversammlung stehen. (Art. 2 u. 22.) In allen inneren Angelegenheiten der Kirche sollte diese Synode völlig unabhängig von der weltlichen Gewalt seyn, und zu diesen Angelegenheiten gehören: Die Glaubenslehre; die Form und Feier des Gottesdienstes; die geistliche Amtsführung; der religiöse Unterricht; die Kirchendisziplin; die Prüfung und Ordination der Kirchendiener; die Einweihung der zum Gottesdienste gehörenden Geräthschaften und Gebäude; endlich die Ausübung der Gerichtsbarkeit in rein geistlichen Sachen, nämlich in Sachen des Gewissens oder der Erfüllung der Religions- und Kirchenpflichten, nach

46) Der König sollte das weltliche Oberhaupt der Kirche, nicht das geistliche Haupt seyn. Er sollte, um mit den Worten Constantins des Großen zu reden, keine bischöfliche Würde, — ἐπισκοπικὴ ἀξία, — haben.

ihren Dogmen, dogmatischen Büchern und ihrer darauf gegründeten Verfassung. (Art. 9—12 u. 17.)

Außer den inneren Angelegenheiten sollten aber auch alle diejenigen Angelegenheiten der Kirche, welche zwar die Kirche, allein nicht das Dogma selbst betreffen, welche vielmehr, ohne zu den rein weltlichen Dingen zu gehören, irgend eine Beziehung auf den Staat und auf das weltliche Wohl der Einwohner haben, von der Competenz der Synode seyn. Sie sollten jedoch der Mitwirkung und Genehmigung der Staatsregierung bedürfen. (Art. 13—15.)

Die Synode sollte endlich die Obergewalt über die Bischöfe des Reiches und das Recht dieselben zu wählen haben. Sie mußte die gewählten jedoch dem König zur Investitur, eigentlich zur wirklichen Ernennung oder zur Bestätigung der Wahl präsentiren. (Art. 16.)

Der König, hinsichtlich der Leitung und Verwaltung der Kirche als Oberhaupt derselben anerkannt, sollte die Kirche und jedes Mitglied derselben schützen. (Art. 20 u. 21.) Nöthigenfalls eine allgemeine Kirchenversammlung berufen. (Art. 22.) Jedes Jahr die Mitglieder der heiligen Synode ernennen. (Art. 3 und 4.) Die Hoheitliche Obergewalt in allen inneren Angelegenheiten der Kirche ausüben, und daher den desfallsigen Synodalbeschlüssen das Königliche Placet ertheilen (Art. 2, 9, 10 und 17), ohne sich jedoch je in das Dogma einmischen zu dürfen. (Art. 9 u. 22.) Bei kirchlichen Angelegenheiten gemischter Natur sollte der König mitwirken, von allen

durch die Synode in dieser Beziehung getroffenen Anordnungen Einsicht nehmen, oder auch durch Königliche Verordnungen dabei alles dasjenige verhindern, was dem öffentlichen Wohle nachtheilig seyn könnte. (Art. 13—15.) In rein weltlichen Dingen aber sollte der König ganz allein handeln. (Art. 18.) Er sollte ferner den von der Synode präsentirten Bischöfen die Investitur — die definitive Bestätigung — ertheilen, gemeinschaftlich mit der Synode die Anzahl und Ausdehnung der Bisthümer bestimmen, und diese auf anständige Weise dotiren. (Art. 16.) Endlich sollte er verhindern, daß die geistlichen Behörden keine geheime Correspondenz mit dem Auslande unterhalten. (Art. 19.)

Die Synode sollte, dem mir von Seiten der Bischöfe selbst mündlich ausgedrückten Wunsche gemäß, jedes Jahr erneuert werden, damit die Ehre der Theilnahme nach und nach jedem Bischofe, der sich auszeichne, werden könne. Da aber eine totale Erneuerung eines Collegiums dem Geschäftsgange Nachtheil zu bringen pflegt, so ward das Recht, die alten Mitglieder wieder zu ernennen, vorbehalten. (Art. 4.)

Die Synode sollte aus 5 Mitgliedern, und zwar in der Regel aus Metropolitane, Erzbischöfen und Bischöfen bestehen. Da indeß definitiv Griechenland nur aus 10 Bisthümern bestehen sollte, so mußte die Staatsregierung sich für jenen definitiven Zustand das Recht vorbehalten, von den erwähnten 5 Mitgliedern zwei aus den Presbitern oder Hieromonachen

wählen, und als Beisitzer ernennen zu dürfen. (Art. 3 und 4.) Sonst hätte, bei der Anwesenheit von 5 Prälaten bei der Synode, fortwährend die Hälfte der Diöcesen ohne Vorsteher bleiben müssen.

* Die Mitglieder der Synode, wiewohl vom König ernannt, sollten jedoch keineswegs Königliche Beamte seyn. Sie sollten vielmehr schwören:

„— treue Bewahrung der Rechte und Freiheiten der
„orthodoxen morgenländischen apostolisch-katholi-
„schen Kirche im Königreiche Griechenland, Auf-
„rechthaltung ihrer Unabhängigkeit von jeder aus-
„wärtigen Gewalt, gewissenhafte Beförderung des
„Wohles derselben“ u. s. w. (Art. 8.)

Nur der der Synode beigegebene Staatsprokurator und Secretär sollten wirkliche Königliche Beamte seyn, und daher den gewöhnlichen Beamteneid leisten. (Art. 6 und 8.) Der Staatsprokurator sollte, ohne ein Stimmrecht zu haben, zum Zweck der Oberaufsicht den Staat bei der Synode repräsentiren. Der Secretär aber der Synodalkanzlei vorstehen und an den Berathungen Antheil nehmen, ohne jedoch eine entscheidende Stimme zu haben. (Art. 7.)

Die Bildung dieser heiligen Synode ist zwar im Ganzen nach dem Vorbilde der Kaiserlich Russischen Synode erfolgt. Da jedoch nach King u. a. bei der Russischen Synode immer eine gleich große Anzahl Räte und Beisitzer, die ersteren aus den Prälaten, die letzteren aber aus der niederen Geistlichkeit ernannt zu werden pflegen; da ferner der Oberste Prokurator dort eine verneinende Stimme hat, und sämt-

liche Mitglieder dem Kaiser einen sehr strengen Eid der Treue zu leisten haben, so steht in der That die Königlich Griechische Synode weit freier und unabhängiger von der Staatsgewalt da, als ihre Kaiserliche Schwester in Rußland. †

Die Vergleichung dieser geistlichen Synode mit dem Bayrischen Oberconsistorium in München, wovon seiner Zeit in Bayrischen Blättern, so wie im Conversationslexikon der neuesten Zeit und Literatur öfters die Rede war, kommt mir vor wie die Vergleichung einer Nelke mit einer Rose von jenem Nürnberger Maler, der seinen Schülern vordemonstrirte, eine Nelke sieht aus wie eine Rose, nur etwas Anders. Während nämlich das protestantische Oberconsistorium aus Bayrischen Staatsdienern, und zwar zum Theile sogar aus weltlichen Räthen und aus einem weltlichen Präsidenten besteht, sind alle Mitglieder der Griechischen Synode blos Prälaten (Bischöfe, Erzbischöfe und Metropolitane). Sie werden zwar jedes Jahr von dem König zu Mitgliedern bezeichnet, hören jedoch nicht auf Prälaten zu seyn, werden durch diese Ernennung keine Staatsdiener, und können demnach auch nicht von dem König versetzt, quiescirt oder gar entsetzt werden. Diese Synode ist vielmehr eine wahre vom König auf die Dauer eines Jahres berufene Synode mit allen Rechten einer solchen. Und sie unterscheidet sich von anderen Synoden nur dadurch, daß nicht alle Prälaten berufen werden sollen.

§. 297.

Am 6. August (25. Juli) 1838 wurde die erste Synode ernannt, und zwei Tage nachher unter dem Donner der Kanonen feierlich eingesetzt. Die Theilnahme an diesem Nationalkirchenfeste war sehr groß. Nicht nur strömte das Griechische Volk unter dem lautesten Jubel herbei, auch von den Gesandtschaften und den vor Anker liegenden Kriegsschiffen fehlte kein Mann. — Mit einziger Ausnahme der Russischen Gesandtschaft und der Russischen Marine, welche beide an jenem Tage unsichtbar gewesen sind.

Diese Nicht-Theilnahme von Seiten der Russischen Behörden an einem für Griechenlands Zukunft so sehr wichtigen Feste war von sehr großer Wirkung. Denn unter den vielen guten Eigenschaften der Griechen steht ihr Nationalsinn oben an. Und dieser war dadurch tief verletzt worden! Jeder Grieche war nämlich stolz darauf, einer freien und unabhängigen Nationalkirche anzugehören. Jeder fühlte, wohin eine freie Griechische Kirche den Griechischen Staat selbst nothwendiger Weise führen muß; — einen Staat, der da besitzt, was noch kein anderer je besessen hat, — eine Kirche, welche mit dem Staate gleichen Namen trägt!

Als daher kurz nach der erschienenen Declaration manche Bischöfe, unter ihnen auch der schon erwähnte Erzbischof von Adrianopel und der von Rethymna in Kandia, wiewohl er in der Versammlung der Bischöfe mit für die Unabhängigkeit gestimmt hatte, das Grie-

chische Volk in einem den ergriffenen Maasregeln entgegen gesetzten Sinne zu bearbeiten suchten, so fanden sie kein Gehör im Peloponnese. Einiges Gehör auf den Inseln. Nur in Tinos kam es indessen, da dort wirkliche Klagen über die Zehntcommissäre bestanden, zum Aufruhr. Und die beiden Prälaten selbst sind kaum der persönlichen Verhaftung entgangen.

Von Tinos flohen die so eben erwähnten Prälaten nach Constantinopel. Und auch dort sollen sie gegen die Griechische Kirche gewirkt, und den Patriarchen nebst der Synode aufzuregen gesucht haben. Gewiss ist wenigstens so viel, daß der damalige, sehr würdige Patriarch, Constantios, selbst erklärt hat, daß man zwar sehr bemüht gewesen sey, ihn zu Maasregeln gegen die Griechische Synode zu bewegen, daß er sich aber um so weniger zu einem feindseligen Schritte irgend einer Art verstehen werde, weil die Unabhängigkeitserklärung das einzige Mittel gewesen sey, die Griechische Geistlichkeit, und damit zu gleicher Zeit die Griechische Religion selbst zu heben. Er rathe nun nur auf der betretenen Bahn fortzufahren, auf dem Lande blos verheirathete Geistliche anzustellen, u. dgl. m. Ob diese, der Griechischen Kirche im Königreich Griechenland günstige Ansicht die bald nachher erfolgte Absetzung dieses ausgezeichneten Patriarchen herbeigeführt hat, vermag ich aus der Ferne nicht zu bestimmen. Gewiss ist jedoch so viel, daß diese Entsetzung auch den wenigen Blinden in Griechenland

noch die Augen geöffnet hat, über den hohen Werth der bereits errungenen Unabhängigkeit. Die Königlich Großbritannische Regierung hatte diesen Werth schon früher erkannt, denn in einer eigenen, an die Regentschaft gerichteten Depesche erklärte sie bald nach erfolgter Einsetzung der Synode, daß sie um so mehr zur glücklichen Durchführung dieser wichtigen Maasregel Glück wünsche, weil sie nun erst Griechenland für frei und unabhängig erkenne.

§. 298.

Nachdem die höchste geistliche Behörde eingesetzt war, mußte zunächst, damit sie gehen könne, ihr Geschäftsgang regulirt werden. In der Declaration selbst waren zwar schon einige Fundamentalbestimmungen gegeben worden (Art. 2—7.), allein auch die Art der Ertheilung des Königlichen Placet's und der Königlichen Bestätigung, dann der Requisitionen an die weltlichen Behörden, und der Correspondenz mit ihnen, mußte regulirt werden. In minder wichtigen Fällen sollte der Staatsprokurator handeln, in wichtigeren das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens, und nur die aller wichtigsten Fälle wurden dem König selbst vorbehalten.⁴⁷⁾

Hierauf erfolgte die Eintheilung der Diöcesen des Reiches.⁴⁸⁾ Ihre Anzahl wurde definitiv auf 10 fest-

47) Verordn. vom 15. (27.) August 1833 im Rgbl. Nr. 26 p. 197 f.

48) Verordn. vom 20. November (2. December) 1833 im Rgbl. Nr. 38 p. 285—287.

gesetzt und verordnet, daß jeder Kreis eine Diöcese bilden, jede Diöcese den Namen des Kreises führen, und der Sitz des Bisthums der Hauptort des Kreises seyn solle. Da sich indessen nach und nach 53 Griechische Bischöfe eingestellt hatten, welche Brod suchten, so wurden für diejenigen, welche noch Kraft genug hatten, einem Bisthume vorzustehen, 40 provisorische Bisthümer geschaffen, für die übrigen aber auf andere Weise gesorgt. Die Namen dieser provisorischen Bisthümer sind :

1. im Kreise Korinthia und Argolis :

a) das Bisthum Korinthia, bestehend aus den Bezirken von Korinth und Argos. Sitz des Prälaten ist Korinth.

b) Das Bisthum Argolis, bestehend aus den Bezirken von Nauplia, Hermionis (mit Ausnahme der Insel Spezzia) und Troezenia. Sitz Nauplia.

c) Das Bisthum Hydra und Spezzia, bestehend aus dem Bezirke Hydra und der Insel Spezzia. Sitz Hydra.

2. im Kreise Achaja und Elis :

a) Das Bisthum Achaja, bestehend aus dem Bezirke Patras. Sitz Patras.

b) Das Bisthum Elis, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Pyrgos.

c) Das Bisthum Aegialeja, bestehend aus dem gleichnamigen Bezirke. Sitz Aegion.

d) Das Bisthum Kynätha, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Kynätha.

3. im Kreise Messenien :

a) Das Bisthum Triphylia, bestehend aus den Bezirken Triphylia und Olympia. Sitz Kyparissia.

b) Das Bisthum Messene, bestehend aus den Bezirken Messene und Kalamae, Sitz Nisi. (Stenykleros.)

c) Das Bisthum Methone, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Methone.

4. im Kreise Arkadien :

a) Das Bisthum Mantinea und Megalopolis, bestehend aus den gleichnamigen Bezirken. Sitz Mantinea.

b) Das Bisthum Kynuria, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Prasiae.

c) Das Bisthum Erymanthia, bestehend aus den im Bezirke Gortyna gelegenen ehemaligen Bisthümern Dimizzana und Akova. Sitz Psophis.

d) Das Bisthum Gortyna, bestehend aus dem übrigen Theile des Bezirkes Gortyna. Sitz Gortyna.

5. im Kreise Lakonien :

a) Das Bisthum Lakedämon, bestehend aus dem gleichnamigen Bezirke, mit Ausnahme der bisherigen Bisthümer von Bresthena und Helos. Sitz Sparta.

b) Das Bisthum Selasia, bestehend aus den im Bezirke Lakedämon gelegenen früheren Bisthümern Bresthena und Helos. Sitz Chrysapha.

c) Das Bisthum Epidauros Limera, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Epidauros Limera.

d) Das Bisthum Gythion, bestehend aus dem

Bezirke gleichen Namens, mit Ausnahme des ehemaligen Bisthums Lagia. Sitz Gythion.

e) Das Bisthum Asine, bestehend aus dem im Bezirke Gythion gelegenen früheren Bisthum Lagia, mit Einschluss der Ortschaft Kolokythia. Sitz Asine. (Kolokythia.)

f) Das Bisthum Oetylon, bestehend aus dem im Bezirke gleichen Namens gelegenen Bisthum Maina. Sitz Oetylon.

g) Das Bisthum Zygos, bestehend aus den im Bezirke Oetylon gelegenen ehemaligen Bisthümern Platza und Melea. Sitz Platza.

h) Das Bisthum Kardamyle, bestehend aus den im Bezirke Oetylon gelegenen ehemaligen Bisthümern Andruvista und Zarnata. Sitz Kardamyle. (Scardamoula.)

6. im Kreise Akarnanien und Aetolien:

a) Das Bisthum Akarnanien, bestehend aus den Bezirken Akarnanien, Missolonghi, Naupactia und Agrinion. Sitz Missolonghi.

b) Das Bisthum Kallidrome, bestehend aus dem gleichnamigen Bezirke. Sitz Kallidrome.

7. im Kreise Phokis und Lokris:

a) Das Bisthum Phokis, bestehend aus den Bezirken Parnassos und Doris. Sitz Amphissa.

b) Das Bisthum Phthiotis, bestehend aus dem gleichnamigen Bezirke. Sitz Lamia.

c) Das Bisthum Lokris, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Atalante.

8. im Kreise Attika und Böotien:

a) Das Bisthum Attika, bestehend aus den Bezirken Attika und Megaris, mit Ausnahme von Salamis. Sitz Athen.

b) Das Bisthum Böotien, bestehend aus den Bisthümern Theben und Lebadia. Sitz Theben.

c) Das Bisthum Aegina, bestehend aus dem gleichnamigen Bezirk und der Insel Salamis. Sitz Aegina.

9. im Kreise Euböa:

a) Das Bisthum Euböa, bestehend aus dem Bezirke Chalkis. Sitz Chalkis.

b) Das Bisthum Karystia, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Karystos.

c) Das Bisthum Skopelos, bestehend aus dem im Bezirke der nördlichen Sporaden gelegenen ehemaligen Bisthume gleichen Namens. Sitz Skopelos.

d) Das Bisthum Skyros, bestehend aus dem ehemaligen Bisthum gleichen Namens. Sitz Skyros.

10. im Kreise der Kykladen:

a) Das Bisthum der Kykladen, bestehend aus den Bezirken Syros und Tinos. Sitz Hermopolis.

b) Das Bisthum Andros, bestehend aus dem gleichnamigen Bezirke. Sitz Andros.

c) Das Bisthum Kythnos, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Kythnos.

d) Das Bisthum Milos, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Siphnos.

e) Das Bisthum Thera, bestehend aus dem gleichnamigen Bezirke. Sitz Thera.

f) Das Bisthum Naxos, bestehend aus dem Bezirke gleichen Namens. Sitz Naxos.

Im Falle der Erledigung eines dieser provisorischen Bisthümer sollte dasselbe jedoch nicht wieder besetzt, sondern mit dem definitiven Bisthum des Kreises, dessen Bischof in der Kreishauptstadt seinen Sitz hat, vereinigt werden. Ein Fall, der bis jetzt schon zwei Mal eingetreten ist, am 14. Mai 1834 bei Erledigung des Bisthums Elis, und am 24. Juli 1834 bei Gelegenheit der Erledigung des Bisthums Gortyne. 49)

§. 299.

Schon in der Declaration (Art. 16) war blos der Bisthümer und der Bischöfe erwähnt worden. Dergleichen waren bei der Eintheilung der Diöcesen nur Bisthümer creirt worden. Und so war denn auch in dieser Beziehung die Griechische Kirche wieder auf ihren alten Standpunct zurückgeführt worden. Dieses konnte aber um so eher geschehen, weil das Griechische Reich noch zur Zeit klein ist, und die Benennung Metropolit und Erzbischof, gerade wie in Rußland, nach und nach zu einem bloßen Titel geworden war. Diese Gleichstellung sämtlicher Prälaten brachte aber auf der anderen Seite sehr große Vortheile, indem zumal das, für jede Geistlichkeit so unwürdige, im Orient aber vollends herrschend gewordene Streben nach höherem Titel und Rang,

49) Rgbl. Nr. 23 und 30 p. 198 u. 238.

dadurch gänzlich beseitigt worden ist. Denjenigen Bischöfen, welche früher schon den Titel eines Metropolitens oder Erzbischofs geführt hatten, wurde aber natürlich der ihnen gebührende Titel und Rang vorbehalten. ⁵⁰⁾

Da endlich nach der Declaration (Art. 10 u. 16) die Bischöfe von der Synode präsentirt und ordinirt, von dem König aber ernannt oder investirt werden sollten, so hatten dieselben natürlicher Weise, wie in alten Zeiten, eine doppelte Stellung, einerseits gegen die Kirche, und andererseits gegen ihren König. Es ward darum auch ein doppelter Eid vorgeschrieben, einer für die weltliche Obrigkeit und ein anderer für die geistliche. Der Eid der Treue sollte in die Hände des Staatssecretärs des Kirchen- und Schulwesens, oder eines von diesem delegirten Nomarchen geschworen werden. Der der Kirche zu leistende Eid aber in die Hände der Synode oder eines von dieser dazu delegirten Prälaten. ⁵¹⁾

§. 300.

Zur Unterstützung und Berathung der Bischöfe in ihrem hohen Berufe wurden noch zwei geistliche Würden creirt, oder vielmehr, da sie der Griechischen Kirche nie fremd gewesen sind, wieder eingesetzt, nämlich Protosynkellen und Archidia-

⁵⁰⁾ Verordn. vom 3. December (21. November) 1833 Art. 3 im Rgbl. Nr. 38 p. 288.

⁵¹⁾ Verordn. vom 3. December (21. November) cit. Art. 2. p. 288.

kone. ⁵²⁾ Ihrer sollten 10, für jeden Kreis oder für jedes definitive Bisthum einer seyn, und dieselben in der Regel an dem Hauptorte des Kreisbisthums ihren Amtssitz haben. Da sie jedoch auch den übrigen provisorischen Bischöfen nöthigenfalls Beistand zu leisten hatten, so konnte ihnen auch ein provisorisches Bisthum als Amtssitz angewiesen werden. (Art. 1 u. 2.) Der Protosynkellos sollte der geistliche Rath des Bischofs und in dessen Verhinderung sein Vicar seyn, nöthigenfalls auch die Functionen des Archidiakonen verrichten. (Art. 3.) Der Archidiakon dagegen hatte als erster Secretär des Bischofs die bischöfliche Kanzlei zu leiten und das Archiv zu bewahren. (Art. 3 u. 4.) Beide sollten bei grossen Festen und besonderen Feierlichkeiten auch an den gottesdienstlichen Verrichtungen Theil nehmen, und auf die Präsentation der Synode, wie die Bischöfe selbst, vom König ernannt oder investirt werden. (Art. 1.) Desgleichen sollten auch sie einen doppelten Eid leisten. Den Eid der Treue in die Hände des Staatssecretärs des Kirchen- und Schulwesens, oder eines von diesem dazu delegirten Nomarchen. Den der Kirche zu leistenden Eid sollten sie aber in die Hände der heiligen Synode, oder eines von dieser zu dem Ende delegirten Kreisbischöfes leisten. ⁵³⁾

⁵²⁾ Verordn. v. 8. (20.) Jänner 1834. im Rgbl. No. 5. p. 46 und 47.

⁵³⁾ Eine andere Verordn. vom 8. (20.) Jänner 1834. Art. 2. im Rgbl. No. 5. p. 48.

§. 301.

Doch nicht blos für die Geistlichkeit allein, auch für die Griechische Kirche überhaupt sollte gesorgt werden.

Der Bau und die Reparatur der Kirchen, so wie der äußere Glanz des Griechischen Gottesdienstes wurde auf jegliche Weise unterstützt. Jedoch nicht durch directe Einwirkung, sondern hauptsächlich nur durch Geldunterstützung. So gaben unter Anderem Seine Majestät der König Otto allein 4000 Drachmen aus Ihrer Cabinetskasse für die Einrichtung der St. Georgskirche in Nauplia. Aus der Regentschaftskasse wurden aber die Kirchenstühle bezahlt. — Wer überhaupt den Griechischen Gottesdienst in dieser Kirche zu Anfang des Jahres 1833, und dann wieder im darauf folgenden Jahre gesehen hat, wird ihn wohl kaum wieder erkennen. Und diese totale Veränderung wußte ein einziger Mann, und zwar in ganz kurzer Zeit, zu bewirken! Nämlich der sehr verständige neue Bischof in Nauplia, der Metropolit und Rath bei der heiligen Synode, Herr Kyrillos.

Es wurde ferner verordnet, daß zu Athen eine Kirche erbaut, und dem Erlöser geweiht werden solle, zur steten Erinnerung an die wundervolle, von der göttlichen Vorsehung dem Hellenischen Volke gesendeten Rettung, und zur Befestigung der nachkommenden Geschlechter in dem Glauben, unter dessen Panier die Väter ihre Freiheit und Unabhängig-

keit wieder errungen haben.⁵⁴⁾ Der Grundstein dieser Kirche des Sotirs sollte am nächsten 6. Febr. 1835 gelegt werden. (Art. 3.) Diese Feierlichkeit ist jedoch, wie so vieles Andere, bei der neuen Regentschaft in Vergessenheit gerathen. — In der Kirche selbst sollte ein Denkmal errichtet, und darauf die Namen der Philhellenen, welche im Kampfe für Griechenlands Unabhängigkeit gefallen sind, oder zur Wiedererstehung des Griechischen Volkes besonders mitgewirkt haben, aufgezeichnet werden. Ganz vorzüglich sollte aber auf jenem Monumente auch die von dem ersten und größten Philhellenen, des Königs von Bayern Majestät, der Sache Griechenlands gebrachte thatkräftige und wirksame Hülfe, in angemessener Weise, der dankbaren Erinnerung der Nachkommen überliefert werden. (Art. 4 und 5.)

II. Griechische Klöster.

1. Mannsklöster.

§. 302.

Wir fanden bei Unserer Ankunft in Griechenland hie und da noch einen Eremiten, z. B. beim Kap Malea, dann etwa 400 Mannsklöster,⁵⁵⁾ und etwa 30 bis

⁵⁴⁾ Verordn. v. 6. Februar (25. Jänner) 1834. in Rgbl. No. 5. p. 45.

⁵⁵⁾ Im Kultministerium liegen die näheren Daten von 246 Klöstern. Dabei fehlen aber vom Peloponnes noch

40 Frauenklöster. In, und leider nur zu häufig, auch ausserhalb den Männerklöstern lebten, wie man sagte, 8000 Mönche. Ihrer waren in jedem Falle sehr viele, denn auf der Insel Andros allein zählte man etwa 600. In den Frauenklöstern fanden sich einige Hundert Nonnen. Die Nonnenklöster waren sämmtlich sehr arm, die Männerklöster dagegen insgesamt sehr reich. Man schreibt ihnen gewöhnlich den vierten Theil des Grund und Bodens von ganz Griechenland zu.

Um eine feste Basis zu gewinnen, liess ich mir unter der Hand von sachkundigen Männern Verzeichnisse über die Anzahl der Klöster, der Mönche und ihrer Einkünfte entwerfen. Danach fanden sich im Peloponnes bei weitem die meisten Klöster vor, dann kamen die Inseln und zuletzt erst das Griechische Festland. Im Peloponnes fanden sich nach diesen Listen 711 Mönche mit einem jährlichen reinen Einkommen von 214,800 Spanischen Thalern, oder 1 Million 288,800 Drachmen. Davon kamen auf das grösste und reichste Griechische Kloster Megaspilion oder die grosse Höhle (μέγα Σπήλαιον) 140 Mönche mit einem jährlichen Einkommen von 40,000 Spanischen Piastern. Auf den Inseln fanden sich z. B. auf Zea 4 Klöster mit 10 Mönchen; auf Thermia 7 Klöster mit 15 Mönchen; auf Paros und Antiparos 22 Klöster mit 30 Mönchen; auf Amorgos 4 Klö-

sehr viele und vom Griechischen Festlande sogar noch alle. Vergl. oben §. 188.

ster mit 17 Mönchen; auf Skopelos 12 Klöster mit 50 Mönchen; in Hydra 4 Haupt- und 3 Nebenklöster mit 50 Mönchen; in Spezzia ein Kloster mit 3 Mönchen. Im Ganzen, — die in Andros befindlichen 600 nicht einmal mitgerechnet, — 387 Mönche mit einem jährlichen reinen Einkommen von 103,530 Spanischen Thalern oder 621,180 Drachmen. Von dem Griechischen Festlande war es mir unmöglich, genaue Notizen zu erhalten. In der Attika allein nannte man mir aber 9 Klöster, welche bei einer geringen Anzahl von Mönchen ein jährliches Einkommen von 40,000 Spanischen Piastern, oder von 480,000 Drachmen besäßen.

Aus dieser Zusammenstellung ergibt sich jedoch, daß die vorhin erwähnte Anzahl von 8000 Mönchen bei weitem übertrieben ist, daß diese Mannsklöster aber in jedem Falle sehr reich sind. Von diesen Mannsklöstern standen etwa 120 ganz leer, und ihre Revenuen wurden vergeudet, — großentheils zu Gunsten der benachbarten Primaten, — nirgends aber zu Gunsten der Kirche selbst. Etwa 200 waren zwar von Mönchen bewohnt, allein von weniger als 5. Auch ihre Einkünfte wurden großentheils verschleudert, zu Gunsten der Verwandten von zu solchen Klöstern gehörigen Mönchen, die sehr häufig ihre Familien mit Frau und Kindern bei sich im Kloster hatten. Etwa 82 endlich enthielten mehr als 5 Mönche. Aber auch ihr Einkommen war für die anwesenden Mönche bei weitem zu groß, eine bessere Verwendung demnach zu wünschen.

§. 303.

Schon der Nationalcongreß von Argos hatte im Jahre 1829 den damaligen Präsidenten autorisirt, zu Gunsten der Kirchen und Schulen über diese reichen Revenuen zu verfügen, und zu dem Ende eine geistliche Kasse zu errichten. (§. 188.)⁵⁶⁾ Dieser Beschlufs war demnach nur zu vollziehen.

Deshalb wurde von der Regentschaft, wenn ich nicht irre, im September 1833 verordnet, daß die Klostergüter, in denen sich entweder gar keine Mönche, oder nicht mehr als 5 vorfänden, verpachtet, und der Pachtschilling in die für das Kirchen- und Schulwesen errichtete Kasse eingeworfen werden solle. Die Mönche der auf diese Weise in Pacht zu gebenden Klöster sollten sich in ein anderes Kloster begeben, und in dieser Beziehung freie Wahl haben. Bei dieser Verpachtung sollten ferner die in einem Kloster vorfindlichen Mönche, welche den Pacht zu übernehmen erklärten, den Vorzug vor jedem anderen Ansteigerer haben, und in diesem Falle sogar dann ihren Wohnsitz im Kloster beibehalten dürfen, wenn sich auch keine 5 Mönche darin vorfinden sollten. Die übrigen beibehaltenen Klöster sollten aber 10 Procent

56) Daß das Eigenthum der Klostergüter nicht angetastet werden, dieses vielmehr den Kirchen und Klöstern bleiben sollte, versteht sich von selbst. Weder der Nationalcongreß, noch die Regentschaft, die überhaupt nur den Vollzug des erwähnten Decretes des Nationalcongresses betrieb, hat darüber verfügt.

von ihren jährlichen Einkünften in die so eben erwähnte Kasse einzuschiefsen verbunden seyn, Die für diese Kasse erhobenen Gelder sollten blos für kirchliche und Unterrichtszwecke verwendet, und daher über diese Fonds eine ausgeschiedene Verrechnung statt haben. Auch sollte darüber nur auf Anweisung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens verfügt werden dürfen.

Diese Grundsätze wurden zwar anfangs, da sie bloße Sache der Execution eines früheren Nationalbeschlusses gewesen sind, nicht öffentlich bekannt gemacht, später aber auch noch in einer zum Druck bestimmten Verordnung wiederholt. 57)

Auf die angegebene Weise wurden denn die früheren 400 Mannsklöster auf etwa 82 reducirt. Eine für das Menschenleere Griechenland immer noch zu große Anzahl! Und zu gleicher Zeit ward dadurch für das Kirchen- und Unterrichtswesen ein Fond geschaffen, der bei guter Verwaltung, und bei verbesserter Kultur nach und nach eine Höhe erreichen wird, wie ihn bis jetzt kein anderer Staat zu ähnlichen Zwecken besitzt.

Der Betrag der Verpachtungen des ersten Jahres schon hat sich, nach zuverlässigen Berechnungen, auf beinahe 400,000 Drachmen belaufen! Wie daher die jetzige Regentschaft in ihrer Abrechnung, welche in der allgemeinen Zeitung officiell mitgetheilt worden

57) Verordn. v. 6. (18.) Februar 1834. §. 22. lit. f. und §. 24. lit. f. im Rgbl. No. 14. p. 102 u. 103.

ist, ⁵⁸⁾ für das zweite Jahr der Regentschaft 360,521 Drachmen für den Kult- und Unterricht ansetzen, und als aus den gewöhnlichen Revenuen des Landes, und insbesondere aus dem Anlehen getilgt aufführen konnte, begreife ich nicht. Eben so wenig ist manches Andere in jenen Ansätzen im Klaren! — Wohin sollte denn namentlich das Einkommen der Klostergüter, und der Erlös aus der verkauften Mobiliarschaft der Klostergüter gekommen seyn, wenn der Bedarf des Kult- und Unterrichtswesens aus der Staatskasse bestritten werden mußte?! — In jedem Falle ist aber denn doch der Ertrag jener Verpachtungen und der Kaufpreis der verkauften Mobilien eingenommen worden, sollte demnach auch unter der Einnahme figuriren.

2. Nonnenklöster.

§. 304.

Die Frauenklöster waren arm, und in einem sehr zerrütteten Zustande. Für sie mußte daher bald gesorgt werden. Dies geschah, auf den Antrag der heiligen Synode, durch eine Organisation sämtlicher Nonnenklöster. ⁵⁹⁾ Danach sollten künftig nur noch drei Frauenklöster bestehen, in jedem der drei Hauptbestandtheile Griechenlands eines. Die

⁵⁸⁾ Außerordentliche Beilage vom 23. April 1835. No. 157 u. 158. p. 628.

⁵⁹⁾ Verordn. v. 24. Februar (9. März) 1834. im Bghl. No. 15. p. 123—126.

beizubehaltenden Klöster sollte die Synode bezeichnen. (Art. 1 u. 2.) Sie bezeichnete später im Peloponnes das gewesene Mannskloster Lucu, im Bezirke Kynuria. Auf dem Griechischen Festlande das gewesene Mannskloster Käsarianu in der Attika. Und auf den Inseln das Nonnenkloster des heiligen Nikolaus in Thera.⁶⁰⁾ Nur für den Fall, daß diese drei Klöster zur Aufnahme der vorhandenen Nonnen nicht hinreichten, sollte noch ein viertes Kloster, jedoch nur provisorisch, beibehalten werden. (Art. 1.) Und zu diesem Ende wurde später wirklich noch ein Kloster in Tinos bezeichnet.

Die Nonnen, welche das vierzigste Lebensjahr noch nicht zurückgelegt hatten, sollten aus Auftrag der Synode aufgefordert werden, wieder in die Welt zurückzukehren, und auch den älteren Nonnen wurde es gestattet. (Art. 4 u. 5.) An die Spitze eines jeden Klosters ward ein von der Synode zu ernennender, und aus der Klosterkasse zu besoldender, Oekonomos gestellt. (Art. 10 u. 15.) Derselbe sollte die unmittelbare Aufsicht über das Kloster führen, die Leitung sämtlicher Angelegenheiten desselben besorgen, und insbesondere auch, im Einverständnisse mit dem Diöcesanbischöfe, den Beichtvater des Klosters bezeichnen. (Art. 12, 13 u. 16.) Hinsichtlich der geistlichen Angelegenheiten sollte dieser Oekonomos, wie das Kloster überhaupt, unter dem

⁶⁰⁾ Verordn. 16. (98.) März 1834. im Rgbl. No. 15, p. 196.

Diöcesanbischöfe und unter der heiligen Synode stehen. In Beziehung auf die weltlichen Angelegenheiten des Klosters aber unter dem Nomarchen und unter dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens. (Art. 7, 11 u. 14.)

Für die Stelle der Aebtissin sollten die Nonnen eines Klosters, nach Mehrheit der Stimmen, aus ihrer Mitte drei Candidaten wählen, aus welchen die Synode die Aebtissin selbst zu erwählen hatte. (Art. 16.) Die Rechte und Verbindlichkeiten der Aebtissin, so wie die Disciplin und Ordnung im Kloster überhaupt, die Requisite zur Aufnahme der Nonnen u. dergl. m., sollten von der heiligen Synode, den alten klösterlichen Vorschriften gemäß, erst noch bestimmt und geordnet werden. (Art. 6 u. 17.) Die Hauptbestimmung der Nonnen sollte aber künftig die Pflege der Armen, Kranken, Blöd- und Wahnsinnigen, und die Erziehung armer und verwaister Mädchen seyn. (Art. 6.)

Da die Nonnenklöster sämtlich arm gewesen sind, so sollte für die muthmaßlichen Bedürfnisse eines jeden Klosters von Vierteljahr zu Vierteljahr ein Budget festgesetzt, und das Deficit durch die für das Kirchen- und Schulwesen gebildete Kasse gedeckt werden. (Art. 18.)

Durch diese sehr wohlthätige Verordnung wurden mehrere sehr verdiente alte Geistliche, wie z. B. der Archimandrit Arsenios, als Klosterökonomem versorgt. Die meisten, zumal jüngeren, Nonnen kehrten in die Welt zurück, und leben nun, insbesondere auf den

Inseln, als sehr nützliche Bürgerinnen. Die übrigen dürftigen alten Nonnen fanden aber in den beibehaltenen Klöstern eine ersohnte und wohlverdiente Versorgung!

3. Privat-Klöster und Kirchen.

§. 305.

Es ist schon bemerkt worden (§. 159.), daß es in manchen Theilen von Griechenland, zumal auf den Inseln, im Privatbesitze befindliche Kirchen und Klöster gegeben hat. Hinsichtlich ihrer entstand nun die Frage, ob auch sie den, hinsichtlich der Verpachtung der Klostergüter ergriffenen, Maasregeln unterworfen seyen?

Durch eine Verordnung vom Mai 1834 ⁶¹⁾ ward verordnet, daß alle Privatkirchen und Klöster, an denen der Besitzer das Eigenthum nachzuweisen vermöge, demselben ungestört bleiben, und jenen Maasregeln nicht unterworfen werden sollten. (Art. 1.) Es wurde ferner verordnet, daß dergleichen Privatkirchen und Klöster künftig nicht mehr für öffentliche Zwecke, sondern nur als Bethäuser oder Einsiedeleien benutzt werden sollten. Außerdem sollten sie nicht mehr den Namen Klöster führen, auch nicht mehr zur Wohnung von Mönchen dienen. (Art. 4 u. 5.) Alle Klöster und Kirchen endlich,

61) Verordn. v. 26. April (8. Mai) 1834. im Rgl. No. 30. p. 237.

welche einmal für den öffentlichen Gottesdienst benutzt worden, oder sogenannte Enoriaka (ἐνορία) geworden sind, oder welche aus was immer für einem Grunde, aufgehört haben, unter der unmittelbaren Leitung und Verwaltung derjenigen Individuen zu stehen, welche Eigenthumsrechte auf sie zu haben behaupten, sollten künftig als öffentliche Kirchen und Klöster betrachtet und als solche behandelt werden. (Art. 3.)

Durch diese Verordnung wurde eine Menge von Streitigkeiten abgeschnitten und dennoch, den ersten Grundsätzen der Gerechtigkeit gemäß, einem jeden Eigenthümer gelassen, was ihm gebührte.

4. Bildungsmittel für die Geistlichkeit.

§. 306.

Dafs auch bei der Ankunft der Regentschaft noch die Griechischen Geistlichen und Mönche in grenzenloser Unwissenheit lebten, ist bereits schon bemerkt worden. (§. 292.) Diese unwissende Geistlichkeit nun belehren und zu ihrem hohen Berufe gehörig vorbereiten zu lassen, gehörte mit zu den dringend nothwendigen Aufgaben der Regentschaft.

Da natürlicher Weise nicht alles auf einmal geschehen konnte, so wurde einstweilen für 30 der ausgezeichnetsten, von der heiligen Synode ausgewählte, Hieronomachen und Hierodiakonen eine Art von Freitischen an dem Gymnasium in Aegina gestiftet, um daselbst ihre Studien vollenden zu

können.⁶²⁾ Ein jeder von ihnen erhielt aus der für das Kirchen- und Schulwesen gestifteten Kasse 60 bis 70 Drachmen monatlich.

Es wurde ferner einer der talentvollsten, gleichfalls in Aegina gebildeten, Diakonen, Kallinikos Kampanis aus Andros, zu seiner weiteren Ausbildung nach München gesendet, und dort zu gleicher Zeit bei der Griechischen Kirche als Priester angestellt, weshalb demselben vorher noch die Priesterweihe ertheilt worden ist. Die durchgreifendste Maasregel sollte jedoch durch eine theologische Fakultät, und durch ein damit in Verbindung zu setzendes geistliches Seminarium bewerkstelligt werden. Allein da wegen meiner Abberufung die Universität selbst, wie es im October 1834 geschehen sollte, nicht ins Leben getreten ist, so blieb vorderhand auch die theologische Fakultät sammt Seminar bloßes Project.

Zweites Capitel.

Von der Römisch-katholischen und protestantischen Kirche und den übrigen Religionspartheien.

§. 307.

Die Regentschaft handhabte seit ihrem ersten Auftreten den Grundsatz der vollkommensten Gewis-

⁶²⁾ Verordn. v. 14. (26.) Mai 1834. im Rghl. No. 32. p. 246.

sensfreiheit, ohne Unterschied des Glaubens, auf das Allerstrengste und Gewissenhafteste. Gleich im ersten Monate ihres Auftretens in Griechenland ward dieser Grundsatz, bei Gelegenheit der Besitznahme der bis dahin noch von den Türken besetzt gewesenen Provinzen, aufs Feierlichste ausgesprochen.⁶³⁾ Und da die Reibung, zumal zwischen Griechen und Katholiken, immer noch sehr groß war, so wurde bei jedem Anscheine von Proselytismus die allergrößte Strenge geübt. Als daher im Sommer 1834 ein katholischer Feldkaplan bei der Trauung zweier Protestanten beiden einen Eid abgenommen hatte, daß sie ihre Kinder im katholischen Glauben erziehen wollten, so ward auf darüber eingelaufene Beschwerde dieser Eid cassirt, und der Feldkaplan zur Bestrafung an die Militärjustiz verwiesen.

Diese strenge Unpartheilichkeit in Religionsangelegenheiten hatte die gute Folge, daß sogar einige Hundert Bekenner des Mohamedanischen Glaubens in Griechenland zurückgeblieben sind. Auch ist die Kluft, welche in Griechenland seit Jahrhunderten die Lateiner und Griechen getrennt hat, dadurch weniger schroff geworden.

Der Zustand der Römisch-katholischen Kirche ist im Ganzen derselbe geblieben, wie im vorigen Zeitraum. (§. 189.) Es blieben die drei Bisthümer in Syra, Tinos und Santorin, desgleichen das Erz-

⁶³⁾ Verordn. v. 10. (22.) Februar 1833. im Rgbl. No. 2. p. 9.

bisthum Naxos. Die Rechte des katholischen Bischofs von Zante über Morea sollen aber, wie man sagt, vom heiligen Vater in Rom auf den Bischof in Syra übertragen worden seyn. Die Staatsregierung hat jedoch darüber, so lange ich in Griechenland war, keine Mittheilung erhalten.

Die einzige Veränderung, welche hinsichtlich der katholischen Kirche vor sich gegangen ist, war der Verzicht der Französischen Krone auf alle ihre Rechte hinsichtlich der Protektion der Katholiken, welche demnach auf den König von Griechenland übergegangen sind. Dennoch fuhren im Sommer 1833 noch mehrere katholische Kirchen auf den Inseln fort, bei feierlichen Gelegenheiten die Königlich Französische Flagge aufzustecken. Und der katholische Bischof von Santorin behauptete sogar bei einer gewissen Gelegenheit in der ersten Hälfte des Jahres 1834 noch, er stehe unter der Französischen Krone, habe sich also um die Griechische Regierung nichts zu bekümmern.

Ein katholischer Missionär von Patras, ein Capuciner, verlegte seine Mission nach Nauplia, und hielt hier gemeinschaftlich mit dem Deutschen Oberfeldkaplan, Herrn Weinzirl, in einem eigenen Lokale, den katholischen Gottesdienst.

Protestanten gab es in früheren Zeiten keine in Griechenland. Allein mit den Deutschen Truppen und Familien kamen auch ihrer viele dahin. In Syra wurden Anstalten getroffen zum Bau einer protestantischen Kirche. Und in Nauplia hielt der gründlich

gebildete, und auch bei den Griechen beliebte protestantische Feldgeistliche, Herr Meyer, Gottesdienst auch für die nicht zum Militär gehörigen Protestanten.

Die weitere Anordnung aller dieser und der Griechischen Religionsverhältnisse, insbesondere auch der Verhältnisse der niederen Geistlichkeit, ward durch meine Abberufung unterbrochen, wiewohl auch in dieser Beziehung Manches vorbereitet war, und die betreffenden Akten an die neue Regentschaft übergeben worden sind, — natürlich ohne meine Projecte, da ich diese nicht verunstaltet sehen wollte.

D r i t t e s C a p i t e l .

Von dem Schul- und Unterrichtswesen.

§. 308.

Dieser für Griechenlands Zukunft allerwichtigste Gegenstand lag der Griechischen Regentschaft, gleich seit ihrem ersten Auftreten, vor Allem am Herzen.

Es sind zwar zu seiner Zeit eine Menge Thatfachen in öffentlichen Blättern verbreitet worden. Daß man z. B. die in Aegina und anderswo vorgefundenen Lehrer nicht einmal provisorisch bezahlt habe, daß daher diese Schulen sich von selbst aufgelöst haben; daß man aus Mangel an Geldmitteln nichts für das Schulwesen gethan u. dgl. mehr. Diese zum Theil auch in das Conversationslexikon der neuesten Zeit und Literatur übergegangenen Angaben enthalten in-

dessen, man weiß nicht, ob absichtlich, oder blos irrthümlich verbreitete Unwahrheiten. Dies wird die folgende, der reinen Wahrheit getreue Darstellung satzsam beweisen.

Um nämlich die zweckmäßigsten Mittel zur Verbesserung des völlig darnieder liegenden Unterrichtswesens zu erforschen, ward schon im März 1833 eine Commission niedergesetzt, und dieser die verschiedenen Bildungsanstalten, worauf sie ihr Hauptaugenmerk richten sollte, nämlich Volksschulen, Hellenische Schulen, Gymnasien und eine Universität ausdrücklich vorgezeichnet. ⁶⁴⁾ Diese Commission berathschlagte mehrere Monate. Das Resultat ihrer Berathung war aber nur wenig brauchbar.

§. 309.

Einstweilen suchte man die Institute, von denen während der, Unserer Ankunft vorhergehenden Anarchie, noch nicht alle Spuren verloren gegangen waren, so gut als es anging, vor völligem Untergang zu retten.

Man sagte Uns, es beständen hie und da noch Schulen des wechselseitigen Unterrichts, sie ständen nur deswegen still, weil die Lehrer seit 12 bis 15 Monaten keinen Gehalt mehr bezogen hätten. Es wurden daher zu wiederholten Malen viele Tausende angewiesen, um abschlägich, bis zur näheren

64) Verordn. vom 22. März (3. April) 1833 im Rgbl. Nr. 11 p. 70 — 72.

Untersuchung der Sache, an diesen Rückständen Etwas zu bezahlen und dadurch die Lehrer zur Fortsetzung ihres Schulunterrichtes aufzumuntern. Allein nur wenige dieser Schulen wurden wirklich wieder eröffnet. Denn, — was man nicht eingestehen wollte, ward dennoch mit jedem Tage klarer, — es fehlte an tüchtigen Lehrern selbst.

In Aegina bestand noch, wiewohl in einem sehr dürftigen Zustande, und fast ohne alle Schüler, die sogenannte Centralschule. Von Männern von Namen befand sich aber daselbst nur noch Georg Genadios und Chortakis. Genadios wurde als Director an die Spitze der Anstalt gestellt, und er, so wie die übrigen Lehrer und Aufseher aus der Staatskasse regelmäfsig bezahlt. Genadios erhielt ausserdem noch die Aufsicht über die dortige Bibliothek und in dieser Eigenschaft noch einen weiteren Gehalt aus der Staatskasse. Den in Aegina vorgefundenen Lehrern wurden nach und nach, so wie man sie auffand, noch drei sehr ausgezeichnete Professoren hinzugefügt. Nämlich Dr. Ulrichs aus Bremen für die Deutsche und Lateinische Sprache; Johann Psaras aus Kea für die alt Griechische Philologie; und Demetrius Duramanis aus Janina für Mathematik. 65) Die Anstalt selbst wurde aber einstweilen, denn alle diese Einrichtungen sollten nur provisorische seyn, wie ein Deutsches Gymnasium eingerichtet. Unter diesen trefflichen Lehrern, und zumal bei dem

65) Rgbl. von 1833 Nr. 33 p. 260.

Feuereifer des Dr. Ulrichs, der im Kampfe mit den allergrößten Schwierigkeiten fast Unglaubliches leistete, machten die Schüler riesenhafte Fortschritte. Ein im Monate Juli 1834, in Gegenwart des damaligen Kultministers, Constantin Schinas, stattgehabtes Examen könnte den brilliantesten, an Deutschen Gymnasien angestellten Prüfungen an die Seite gesetzt werden.

§. 310.

In Aegina fand sich noch eine andere Anstalt, das Waisenhaus. Allein in ihm weder Handwerker, noch Gelehrte, wie es Capodistria beabsichtigt hatte, wohl aber Aegyptische Augenkrankheiten, Corruption und Dürftigkeit im grössten Uebermaasse. Es mußte demnach auch diese Anstalt gänzlich umgeschmolzen werden, wenn sie nicht mehr Nachtheil als Nutzen bringen sollte. Eine Verordnung vom November 1833 ⁶⁶⁾ gab ihr eine ganz neue, für sie weit passendere und zweckmäßigere Bestimmung und eine ganz andere Einrichtung. Zweck der Anstalt sollte von jetzt an bloß die Erlernung eines nützlichen Handwerkes seyn, außerdem aber sollten die Waisen noch fertig lesen, schreiben, rechnen und Pläne zeichnen lernen. (Art. 2.) Aufgenommen werden in die Anstalt sollten nur noch vater- oder mutterlose Waisen von 7 bis 12 Jahren, deren Aeltern entweder im Freiheitskampfe gefallen seyen, oder sich sonst

⁶⁶⁾ Verordn. vom 4. November (23. October) 1833 im Rgbl. Nr. 41 p. 305 f.

um das Vaterland verdient gemacht haben. (Art. 1.) Die innere Einrichtung und Verwaltung wurde durch eine besondere, über 100 Artikel lange Instruktion geordnet und vorgeschrieben, daß sie vor Ablauf eines Jahres revidirt und mit den unterdessen gemachten neuen Erfahrungen bereichert werden sollte. (Art. 3.) An die Spitze der Anstalt ward ein Director, unter seine Leitung und Aufsicht aber ein Inspector; ein Arzt, ein Kassier, die nöthige Anzahl Lehrer und Handwerksmeister gestellt. (Art. 5.) Sämmtliche Angestellte erhielten aus der Staatskasse einen fixen Gehalt, mit einziger Ausnahme der Handwerksmeister, welche, um sie bei den Arbeiten zu interessiren, statt dessen zwei Drittheile des reinen Erlöses der Arbeiten erhalten sollten. Das letzte Drittheil wurde für die ausgezeichneten Zöglinge bestimmt, sollte ihnen jedoch erst bei ihrem Austritte aus der Anstalt, zum Zweck der weiteren Ausbildung oder der Etablirung ausbezahlt werden. (Art. 7.)

An Karamanos erhielt das Waisenhaus einen trefflichen Director, und an Pepas einen ausgezeichneten Lehrer. 67) Allein hinsichtlich der Handwerksmeister war in Aegina großer Mangel. Deswegen wurde im Juni 1834 die ganze Anstalt nach Nauplia verlegt, wo der guten Handwerksmeister viele waren. Und wo außerdem noch das Zeughaus, die Ziegelbrennerei und der Garten von Tyrinth diesen jungen Waisen Gelegenheit und Veranlassung gaben, dasjenige Handwerk zu erlernen,

67) Rgbl. von 1833 Nr. 42 p. 312.

wofür sie am meisten Neigung und Anlage hatten. Des Morgens pflegten sie zu ihrem Handwerker, in das Zeughaus, nach Tyrinth, zur Ziegelbrennerei u. s. w. entlassen zu werden, des Abends aber stets wieder in die Anstalt zurückzukehren. In Tyrinth und bei der Ziegelbrennerei erhielten sie außer der Lehre auch noch Lohn.

Dies waren die einzigen Anstalten, welche die Regentschaft noch vorfand, und die auf die angegebene Weise nicht bloß erhalten, sondern bedeutend verbessert worden sind.

§. 311.

Zu den vorgefundenen alten Anstalten kamen aber auch noch neue hinzu.

Der Anfang wurde gemacht mit einer Hellenischen Schule und einem Gymnasium in Nauplia. Schon seit dem Juli 1833 suchte man Professoren dazu. Auch Assopios in Corfou hatte sich erboten, eine Stelle im Lehrfache anzunehmen. Nach langem Suchen und Unterhandeln, wie dies zumal Herr Constantin Schinas bezeugen kann, fand man das nöthige Personal. Nun erfolgte sogleich die Organisation dieser beiden Schulen, und die Ernennung der Professoren. ⁶⁸⁾

In der Hellenischen Schule sollte hauptsächlich die Neu- und Altgriechische, so wie in den

⁶⁸⁾ Verordn. vom 2. December (21. November) 1833 im Rgbl. Nr. 41 p. 306 f.

beiden letzten Classen auch die Lateinische Sprache gelehrt, ausserdem aber noch Unterricht in Religion, Arithmetik, Geographie und Kalligraphie ertheilt werden. Im Gymnasium sollte aber gelehrt werden, ausser der Alt- und Neugriechischen, die Lateinische, Deutsche und Französische Sprache, ferner Religion, Geschichte nebst Geographie, Mathematik, dann die Anfangsgründe der Physik, Chemie und Naturgeschichte. (Art. 2 und 3.)

Zum Director der beiden Schulen wurde der vorhin schon erwähnte Assopios, zu Professoren aber Benthyllos, Leontios Anastasiades, Joseph Ghinaka, der Hauptmann Stavrides, Nicolaïdes aus Libadien, insbesondere auch zwei Deutsche gute Philologen, die Herrn Herold und Heumann ernannt. (Art. 4.) Alle sollten ihren Gehalt einstweilen, bis zur Bildung der geistlichen Kasse, aus der Staatskasse vorgeschossen erhalten.

Allein Assopios entschuldigte sich nun, nachdem er seine Ernennung erhalten und noch bedeutende Reisegebühren angewiesen erhalten hatte, er könne vor Ende Juni nicht kommen. Die Königlich Grossbritannische Regierung der Jonischen Inseln wollte Assopios nicht lassen, währte eine Zeit lang sogar, man habe ihr diesen Gelehrten abspannen wollen, während er sich doch selbst um eine solche Stelle beworben hatte. Am Ende kam er aber wirklich nicht, wiewohl er abermals den Wunsch ausdrückte, daß man ihn bei Errichtung einer Universität nicht vergessen möchte. Auch Benthyllos

entschuldigte sich, er habe jetzt keine Zeit. Der Hauptmann Stavrides ward bei der Militärschule für ~~wentbehrlich~~ erklärt. Nicolaïdes aus Libadion wollte nicht mehr. Und die beiden Deutschen, Herold und Heumann, erklärten, bei dem Dolmetscherbureau zu viel zu thun zu haben, und deshalb keinen Antheil an diesen Unterrichtsanstalten nehmen zu können.

Man war daher nun im December nicht weiter, als im Juli, wo man die Formation dieser Schulen begonnen hatte. Man mußte wieder neue Lehrer suchen. Man fand sie nach und nach in den Herrn Emanuel Psychas für die Naturwissenschaften, Bernardos für Mathematik, und Babus für die Deutsche Sprache. Auch Benthylas bequemt sich endlich zur Annahme der Stelle. ⁶⁹⁾ So daß dem endlich im März 1834 die Eröffnung dieser Schulen statt haben konnte. ⁷⁰⁾ Dennoch blieben die Leistungen derselben hinter denen des Gymnasiums von Aegina weit zurück.

§. 312.

Im Jänner 1834 wurde für die in Aegina angesiedelten Ipsarioten eine eigene Schule gegründet, und ihnen in Herrn Elias Christophides ein beliebter Lehrer gegeben. ⁷¹⁾

69) Rgbl. von 1834 Nr. 26 u. 29, p. 221, 222 u. 234.

70) Rgbl. von 1834 Nr. 10 p. 72.

71) Rgbl. Nr. 26 p. 221.

Für die in Nauplia in bedeutender Anzahl sich vorfindenden Deutschen Familien ward eine Deutsche Schule daselbst errichtet.⁷²⁾ Schon früher hatte Herr Oberfeldkaplan Weinzirl aus Gefälligkeit den Unterricht der Deutschen Kinder besorgt, nach und nach war aber der eigentliche Unterricht in die Hände eines dem Trunke sehr ergebenen Trompeters gekommen. Die Klagen über diesen Trompeter hatten sogar die erste Veranlassung zur Errichtung einer eigenen Deutschen Schule gegeben. Zufälliger Weise war nun der zum Vorstand dieser Schule ernannte junge Mann ein Protestant. Dies ward von Seiten der anwesenden Katholiken benutzt, die Schule eine protestantische zu nennen, und ihre Kinder nicht hineingehen zu lassen. Daher kommt es, daß, bei meiner Abreise aus Nauplia, von den 30 — 40 Deutschen Kindern oft nur zwei sich in der neu begründeten Deutschen Schule eingefunden haben.

Ich führe dieses nur an, um zu zeigen, wie Fremde und Einheimische sich bemühten, die ohnedies schon sehr schwierige Aufgabe der Regeneration Griechenlands, durch das gegebene Beispiel von Unduldsamkeit, nur noch mehr zu erschweren.

Auch für die Verbesserung der in Griechenland auf eine schreckbare Weise vernachlässigten Erziehung der Mädchen sollte gesorgt werden. Daher ward die als Erzieherin bekannte Madame

⁷²⁾ Verordn. vom 1. (13.) Februar 1834 im Rgbl. Nr. 8 p. 62.

Volmerange in Nauplia vermocht, ein Mädchen-Institut zu errichten, in welchem 14 Freiplätze von Seiten des Staates gestiftet wurden. ⁷³⁾ Für jedes dieser 14 Mädchen wurden, aufser den Beiträgen zur ersten Einrichtung für die ganz Armen, jährlich 600 Drachmen aus der geistlichen Kasse bewilligt; und diese Summe aus der Staatskasse einstweilen vorgeschossen. Aus jedem Kreise sollte wenigstens ein Mädchen, und zwar aus der Anzahl derer genommen werden, deren Väter im Befreiungskriege entweder gefallen waren, oder sich auf sonstige Weise um das Vaterland verdient gemacht hatten. (Art. 1 u. 2.)

Aber auch dieses Institut kam nur mit grosser Mühe einiger Maassen in Gang. Zwei zum Eintritt bezeichnete Mädchen, die Töchter des berühmten Karaiskakis, wollten sogar nicht einmal, oder nur unter gewissen Bedingungen eintreten. Zwei alte Tanten von ihnen hatten nämlich ihren Nutzen dabei, sie zu Hause zu behalten, um auf diese Weise von der Pension ihrer armen Nichten zu leben. Nur persönlicher Vortheil entschied demnach hier, wie leider nur zu häufig. — An die Ausbildung der hinterlassenen Waisen eines der grössten Griechischen Helden der neueren Zeit ward dabei durchaus nicht gedacht! Und noch zur Zeit meiner Abreise von Nauplia waren sie nicht in das Institut eingetreten.

Ferner ward noch im Juni 1834 beschlossen,

⁷³⁾ Verordn. vom 12. (24.) Jänner 1834 im Rgbl. Nr. 6 p. 51.

12 andere solche Freiplätze bei der ausgezeichneten Erzieherin in Athen, der Madame Hill, zu errichten. Hauptsächlich zum Zweck der Bildung junger Griechinnen zu Lehrerinnen oder Erzieherinnen, deren Griechenland so sehr bedurfte. Allein auch dieser Beschluß blieb unvollzogen wegen meiner bald darauf erfolgten Abberufung.

§. 313.

Außer diesen in Griechenland selbst errichteten Lehr- und Erziehungsanstalten sollte aber auch die Erziehung junger Griechen im Auslande nicht vernachlässigt werden. Zu dem Ende wurde schon bald nach der Constituirung der Regentschaft dem Director der in München bestehenden Griechischen Erziehungsanstalt ein Gehalt ausgeworfen, und dieser späterhin ums Doppelte vermehrt. Von Seiten der Regentschaft ward Herr Hofrath Thiersch zum Inspector dieser Anstalt ernannt. Seine Majestät der König von Bayern, Allerhöchst Welche dieser Anstalt stets Ihre Hohe Protection zuzuwenden, und dieselbe mit bedeutenden Geldmitteln zu unterstützen geruht haben, beauftragten jedoch den Herrn Generallieutenant von Tausch mit der Aufsicht über dieses Institut.

Späterhin, im September 1833, ward von der Regentschaft beschlossen, an dieser Anstalt auf Griechische Kosten 24 Freiplätze für solche Knaben zu errichten, deren Väter im Befreiungskriege entweder gefallen seyen, oder sich auf sonstige Weise um das Vaterland verdient gemacht haben. Zu gleicher Zeit

ward ein Griechischer Geistlicher nach München gesendet, um der Griechischen Jugend den nöthigen Religionsunterricht zu ertheilen, und den Gottesdienst in der Griechischen Kirche daselbst zu besorgen. (Vgl. noch §. 306. ⁷⁴⁾ Die Bezahlung des Griechischen Geistlichen übernahmen, wie in früheren Zeiten, und mit gewohnter Freigebigkeit, der König von Bayern. Für jeden der Zöglinge wurden aber aus der für das Kirchen- und Schulwesen errichteten Kasse anfangs 300 fl., später aber 430 fl. bezahlt, und diese Summe aus der Griechischen Staatskasse einstweilen vorgeschossen.

Noch in demselben Jahre gingen 24 Jünglinge und Knaben aus den berühmtesten Griechischen Familien nach München. Unter ihnen die Söhne von Karaiskakis, Bozzaris, Mavromichalis, Odysseus, Tombasis, Kriesis, Delijani, Metaxas u. a. Dieser Sendung folgten bald wieder neue Sendungen, — 20 bis 30 andere junge Leute, — nach, unter ihnen auch der aus dem Freiheitskampfe her schon bekannte Constantin Veicos. ⁷⁵⁾ So daß die Anzahl der auf Griechische Kosten in München zu erziehenden jungen Griechen bereits jetzt schon sehr bedeutend ist.

Außer diesen, in die Erziehungsanstalt zu München bestimmten jungen Leuten und Knaben, wurden aber auch noch viele andere schon erwachsene Jüng-

74) Rgbl. von 1833 Nr. 33 p. 259.

75) Sotir vom 15. Mai 1834 Nr. 31 p. 128.

linge zu ihrer weiteren Ausbildung auf Deutsche Universitäten gesendet, und gleichfalls aus der Griechischen Kasse unterstützt. Denn, so wie Deutsche Lehranstalten, anerkannt die besten in ganz Europa, den Griechischen zum Muster dienen sollten, so sollte auch die, auf die Altgriechische gebaute, Deutsche Bildung das Ziel ihrer Bestrebungen werden.

§. 314.

Doch nicht nur der Staat sorgte für Unterricht und Bildung, auch manche Gemeinden und Bezirke folgten, nachdem Ruhe und Ordnung im Lande wiederhergestellt waren, dem gegebenen Beispiele. Sie sammelten Privatbeiträge in ihren Gemeinden und Bezirken. Und schnell nach einander erhoben sich etwa 20 von ihnen unterhaltene Schulen in den verschiedenen Theilen von Griechenland, unter ihnen auch einige Hellenische Schulen, und eine Art von Gymnasium in Syra. Die besten unter ihnen, weil sie die besten Lehrer hatten, waren die Schulen von Chalkis und Patras, vor allen aber, die Schule zu Syra. Der berühmte, schon früher erwähnte (§. 179.) Chiote, Neophytus Bambas hatte nämlich aus freiem Antriebe seine sehr einträgliche Stelle in Corfou niedergelegt, und in Erwartung der Errichtung einer Universität in Athen, bei welcher er eine Rolle zu spielen wünschte, sich an die Spitze einer von den Chioten, seinen Landsleuten, in Syra errichteten gröfseren Schule, einer Art von Gymnasium,

gestellt. Und unter der Leitung eines solchen Mannes mußte die Anstalt schnell ihre Blüthe erreichen.

Neben diesen Gemeinde- und Bezirksanstalten muß aber auch noch einer reinen Privatanstalt Erwähnung gethan werden. Dies ist nämlich das Erziehungsinstitut der Amerikaner in Athen. Schon in den ersten Zeiten des Befreiungskampfes haben sich nämlich einige für die Griechische Sache begeisterte Amerikaner, und unterstützt durch Amerikanisches Gold, in Griechenland niedergelassen, um hier der Sache der Menschheit nach Kräften zu dienen. Die Herren Robertson und Hill ließen sich anfangs in Tinos, und da sie daselbst Hindernisse gefunden hatten, in Athen nieder. Hier in dieser ehemaligen Heimath der Bildung, in diesem alten Sitze der Musen, richteten nun, — wer sollte es glauben, — Amerikaner die ersten Unterrichtsanstalten ein. Zuerst Robertson und Hill gemeinschaftlich, später aber Herr Hill mit seiner trefflichen Frau Gemahlin, und Herr Joh. King. Zumal die von der Madame Hill geleitete kleine Kinderschule hat schon segenreiche Früchte getragen, und mehr als eine tüchtige Erzieherin ist aus dieser trefflichen Anstalt hervorgegangen.

Zwar hat die Stimme des Neides und der Verleumdung, wie dies bei jedem, der wirkliches Verdienst hat, zumal unter Griechen, so häufig der Fall ist, sich auch gegen sie erhoben. Man hat sie insbesondere der Proselytenmacherei beschuldigt. Allein nie ist es gelungen, auch nur die leiseste Spur dieser

Behauptung nachzuweisen. Ich selbst habe mich bemüht, der Sache, so viel es in dem bunten Gewirre der Leidenschaften in Griechenland überhaupt möglich ist, auf den Grund zu kommen, und so wenig dieser trefflichen Familie Nachtheiliges gefunden, daß ich sogar keinen Anstand nahm, die vorhin erwähnte Errichtung von 12 Freiplätzen für Erzieherinnen bei der Regenschaft in Antrag zu bringen. Zu jenem Beschlusse hat freilich auch noch ein anderer wesentlicher Umstand beigetragen, daß nämlich keine bessere Gelegenheit dazu in Griechenland vorhanden war. Denn im Zweifel bin auch ich stets der ganz entschiedenen Ansicht gewesen, den Griechen den Vorzug zu geben.

§. 315.

Was indessen dem Gedeihen guter Lehranstalten in Griechenland hauptsächlich im Wege stand, dies war der große Mangel an tüchtigen Griechischen Lehrern und das Vorurtheil gegen Fremde. Denn immer noch — leider! — lieben die Griechen, wie die Althellenen, nur was von ihnen selbst kommt.⁷⁶⁾ Man hörte zwar hin und wieder die Aeußerung, es wären solche Lehrer in hinreichender Menge vorhanden, allein sie seyen sämmtlich in den belohnteren Staatsdienst getreten, man habe sie daher diesem nur wieder zu entziehen. Allein einentheils ist die

⁷⁶⁾ Tacitus, annal. lib. II. c. 88. — *Graeci sua tantum mirantur.* —

letzte Behauptung nur in sehr beschränkter Weise wahr, und anderentheils fand sich auch im Staatsdienst derselbe Mangel, wie im Lehrfache. Nun mußte aber vor Allem Ordnung geschaffen, und daher der Staatsdienst geordnet werden, denn ohne Ruhe und Ordnung im Lande konnte überhaupt keine Anstalt, also auch keine Schule, gedeihen. Ueber der Zukunft Griechenlands durfte aber dessen Gegenwart nicht vergessen werden.

Da man indessen immer wiederholte, es seyen Lehrer in genügender Anzahl vorhanden, sie lebten nur verborgen, ohne daß man sie kenne, Wir aber keinen Diogenes hatten, den Wir mit seiner Laterne ausschicken konnten, um sie zu suchen, so wurden zwei Prüfungscommissionen ernannt. Die eine sollte in Nauplia und die andere in Aegina operiren.⁷⁷⁾ Alle diejenigen, die Lehrer an einem Gymnasium oder an einer anderen Schule zu werden wünschten, wurden aufgefordert, sich vor einer dieser Commissionen zu stellen, um nach bestandener Prüfung eine Anstellung zu erhalten. Allein — da niemand da war, hat sich auch niemand gemeldet.

Als alle diese Maasregeln nicht weiter führten, so ward beschlossen, das Unterrichtswesen selbst von Grund aus zu reformiren, und dabei ein Hauptaugenmerk auf die Bildung tüchtiger Lehrer zu nehmen.

⁷⁷⁾ Bekanntmachung des Ministeriums des Kirchen- und Schulwesens v. 8. (20.) Jänner 1834. im Rgbl. No. 5. p. 48.

Mit dem Volksschulwesen ward, wie billig, der Anfang gemacht.

§. 316.

Die Hauptbestimmungen dieses, mit dem größten Applause aufgenommenen,⁷⁸⁾ Gesetzes über die Volksschulen⁷⁹⁾ sind folgende.

Es sollten nach und nach in jeder Gemeinde, und zwar in der Regel auf Kosten der Gemeinde selbst, Volksschulen errichtet werden, und alle Kinder von 5 bis 12 Jahren schulpflichtig seyn. (Art. 4—7.) Die Staatsregierung behielt sich jedoch das Recht vor, nach Bedürfnis noch neben den Gemeindeschulen, oder auch in solchen Gemeinden, welche zu arm seyn dürften, um aus eigenen Mitteln eine Volksschule errichten und unterhalten zu können, noch andere Schulen zu errichten. Die Kosten derselben sollten aus der allgemeinen geistlichen und Schulkasse bestritten oder wenigstens Zuschüsse aus dieser Kasse geleistet werden. (Art. 59.) Die Lehrer der ersten im Lande neu errichteten Volksschulen wurden in der That auch sämmtlich auf jene Kasse angewiesen. Und man beabsichtigte, so lange mit den Zahlungen aus jener Kasse fortzufahren, bis die Gemeinden gebildet und zur Selbstzahlung im Stande seyen.

Wo möglich sollten Knaben- und Mädchenschu-

78) Sotir vom 15. Mai 1834. No. 31. p. 127 u. 128.

79) Gesetz v. 6. (18.) Februar 1834. im Rgbl. No. 11. p. 73—87.

len getrennt, und den letzteren Schullehrerinnen vorgesetzt werden. (Art. 58.)

In jeder Schule sollte Unterricht in der Religion, in den Elementen der Griechischen Sprache, im Lesen, Schreiben, Rechnen, im gesetzlichen Systeme der Maasse und Gewichte, im Planzeichnen und Singen ertheilt, wo möglich auch die Anfangsgründe der Geographie, der Geschichte von Griechenland, und das zur Volksbildung Nothwendigste aus den Naturwissenschaften gelehrt werden. Ausserdem sollten auch noch gymnastische Uebungen angestellt, und praktischer Unterricht im Feld- und Gartenbau, insbesondere auch in der Behandlungsart der Bäume, des Seidenwurms und der Bienenzucht ertheilt, in Mädchenschulen aber Uebungen in weiblichen Handarbeiten angestellt werden. (Art. 1 u. 2.)

Der Unterricht in Privaterziehungs- oder Unterrichtsanstalten, oder durch Privatlehrer wurde zwar erlaubt, allein unter Aufsicht gesetzt. (Art. 60—64.)

Am Ende eines jeden Semesters sollte die Schulpugend, sowohl in den öffentlichen als Privatschulen, einer strengen Prüfung unterworfen, und die Talentvollsten und fleissigsten Schüler belohnt werden. (Art. 56, 57 u. 63.)

Die Volksschullehrer wurden, nach ihrer Befähigung und nach dem, ihrer Befähigung entsprechenden, Wirkungskreise in drei Classen eingetheilt. Kreis- und Bezirksschullehrer, dann Schullehrer der Gemeinden erster Classe, endlich Schullehrer der Gemeinden zweiter und dritter Classe. (Art. 8—17.)

Sie sollten alle gut bezahlt werden, besser sogar als in irgend einem anderen Lande. (Art. 22—30.) Und für ihre Wittwen und Waisen sollte durch Errichtung einer Sparkasse Sorge getragen werden. (Art. 31—33.) Die Bezirksschullehrer sollten die Aufsicht über die Gemeindeschullehrer ihres Bezirkes, und die Kreisschullehrer die Aufsicht über sämtliche Schullehrer ihres Kreises führen. (Art. 21.) Ueber allen aber sollte der Oberschulinspector stehen. (Art. 70 u. 71.)

Außerdem sollten Schulinspectionen an der Seite eines jeden Schullehrers errichtet werden. An der Seite der Gemeindeschullehrer eine Lokalschulinspection, bestehend aus dem Bürgermeister als Vorstand, aus dem Ortsgeistlichen und aus 2 bis 4 von dem Gemeinderathe zu ernennenden Gemeindebürgern. (Art. 34—36.) An der Seite der Bezirksschullehrer eine Bezirksschulinspection, bestehend aus dem Eparchen als Präsident, aus dem Friedensrichter am Sitze der Eparchie, aus einem von dem Nomarchen zu bezeichnenden Geistlichen und einem Lehrer einer Hellenischen Schule des Bezirkes, endlich aus 2—4 von dem Bezirksrath zu ernennenden Bezirksbürgern. (Art. 38 u. 40.) An der Seite der Kreisschullehrer eine Kreisschulinspection, bestehend aus dem Nomarchen als Präsident, dann aus dem Bezirksgerichtspräsidenten und Staatsprokurator, ferner aus einem in der Nomarchie angestellten und von dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens zu bezeichnenden Geistlichen

und Gymnasial- oder Universitätsprofessor, endlich aus 2—4 von dem Kreisrathe zu ernennenden Kreisbürgern. (Art. 38 u. 39.)

Diese Schulinspectionen sollten die Aufsicht über das Volksschulwesen in der Gemeinde, im Bezirke und im Kreise, insbesondere aber über die Volksschullehrer führen, und nöthigenfalls dieselben berathen, ermuntern oder bestrafen. (Art. 37, 41—44, und 50.) Da die Griechen viel Sinn für dergleichen Commissionen, so wie überhaupt für die Besorgung öffentlicher Angelegenheiten haben, so konnte nur Erspriessliches von diesen Inspectionen erwartet werden. Nachtheilig konnten sie aber um so weniger wirken, weil sie stets von Staats- oder Gemeindebeamten präsidirt waren, und außerdem noch unter der Obergewalt der Staatsregierung selbst standen, die nöthigenfalls sogar direct einschreiten konnte. (Art. 51—55.)

An die Spitze des Volksschulwesens ward ein Schullehrerseminar gestellt, bestehend aus einem Director und der nöthigen Anzahl Professoren. Einer von ihnen sollte, des Religionsunterrichtes wegen, geistlichen Standes seyn. (Art. 65.) Dieses Seminarium erhielt die Bestimmung, tüchtige Schullehrer und Schullehrerinnen zu bilden, die Candidaten für Schullehrer und Schullehrerinnen zu prüfen, und die Classe, in welcher sich die Geprüften zur Anstellung eigneten, definitiv festzusetzen. (Art. 13, 14, 58 u. 66.) Um die Candidaten auch zu gleicher Zeit praktisch zu bilden, sollten an der Seite des Seminars

Musterschulen, eine zur Bildung von Volksschullehrern, und eine Mädchenschule zur Bildung von Lehrerinnen errichtet werden. (Art. 67 u. 68.)

Zur Aufmunterung fleissiger und talentvoller Seminaristen sollten die Ausgezeichnetsten Stipendien erhalten. (Art. 81.) Die Schuldienste sollten nur nach dem Resultate der Prüfungen vergeben (Art. 8, 18 bis 16.), zur Erregung der Aemulation aber auch Fremde, in so fern sie den vorgeschriebenen Bedingungen genügen, zur Concurrenz zugelassen (Art. 18.), und die Prüfungen der bereits angestellten Schullehrer von Zeit zu Zeit wiederholt werden. (Art. 72.)

Der Director des Schullehrerseminars sollte zu gleicher Zeit Oberschulinspector und Referent über Volksschulangelegenheiten im Ministerium des Kirchen- und Schulwesens seyn. (Art. 70 u. 73.) Durch diese Concentrirung und Vereinigung der verschiedenen Functionen ist denn die für den Vollzug dieses Schulgesetzes so nothwendige Einheit hergestellt, und zu gleicher Zeit der in Griechenland in jeder Beziehung so große Mangel an tüchtigen Beamten so wenig als möglich fühlbar geworden.

§. 317.

Gleich am demselben Tage, an welchem das Schulgesetz gegeben worden war, am 6. (18.) Februar, erschien auch die Ernennung des Personals für das Schullehrerseminar. Zum Director desselben und zum Oberschulinspector ward ernannt ein gewisser Dr. Kerk aus Bremen, der sich schon seit längerer

Zeit in Griechenland etablirt, daselbst eine Griechin geheirathet und schon Beweise von seiner Tüchtigkeit gerade zu einer solchen Stelle gegeben hatte. Zum ersten Professor wurde der Lehrer Seiner Majestät des Königs Otto in der Griechischen Sprache, der Archimandrit Misael Apostolides, ernannt, und demselben zu seinem schon bedeutenden Gehalte noch eine Gehaltsvermehrung von 1200 Drachmen gegeben. Dennoch war der Archimandrit unzufrieden, denn, wie gewöhnlich bei den Griechen jeder an der Spitze stehen, niemand aber unter dem anderen dienen will, so auch dieser erst mit dem König und der Regentschaft nach Griechenland gekommene Grieche. Er meinte, als Archimandrit müsse er der Director der Anstalt seyn, man könne den Herrn Kork etwa zum Oberschulinspector machen u. dergl. mehr. Erst nachdem man ihm mit vieler Mühe begreiflich gemacht hatte, daß dieses gegen den Sinn und Geist ebensowohl als gegen den Buchstaben des kaum erst gegebenen Gesetzes streite, gab er nach. Und es trat sodann das Seminar in Nauplia ins Leben.

Es ward nach Vorschrift des Art. 69. des Schulgesetzes eine Instruction entworfen, diese von der Regentschaft genehmigt, und sodann der Unterricht begonnen. Nach und nach, so wie man sie aufgefunden hatte, wurden noch ein Musiklehrer, ein Zeichenlehrer und ein Turnlehrer dem schon ernannten Lehrpersonal hinzugefügt. Andere Lehrer suchte man aber noch ausfindig zu machen. Zur Errichtung einer Mädchenschule in Nauplia wurden zwei Leh-

rerinnen, eine Griechin und eine Deutsche, ernannt. Nachdem das Seminar ein eigenes Lokal erhalten hatte, was freilich wegen Zusammenwirkung vieler, hier nicht weiter zu berührender, Umstände noch einige Monate dauerte, wurde den meisten Seminaristen daselbst, aufser den Stipendien, auch noch freies Logis gegeben, damit dieselben unter steter Aufsicht der Lehrer seyn, und so wahrhaft zu ihrem künftigen hohen Berufe erzogen werden konnten.

Auch die Prüfungen der Schullehrercandidaten hatten guten Fortgang, ⁸⁰⁾ so dafs schon im Juni 1834 eine nicht unbedeutende Anzahl geprüfter Candidaten an verschiedenen Volksschulen ~~an~~ gestellt, und aus der geistlichen Kasse bezahlt werden konnten. ⁸¹⁾ Es lag nämlich im Plane der Regentschaft, so wie ein Candidat die Prüfung bestanden habe, in irgend einer Gemeinde, wo es am meisten Noth that, eine neue Schule zu errichten, ihn sodann an derselben anzustellen, und einstweilen, bis die Gemeinde selbst zu Kräften kommen würde, aus der eben erwähnten allgemeinen Kasse zu bezahlen.

Kurz — bei meinem Abgange aus Griechenland herrschte grofse Thätigkeit im Seminar. Und es liefs sich mit Grund erwarten, dafs eine weitere Anzahl von Schullehrern sehr bald im Stande seyn werde, noch anderen, für sie zu errichtenden, Volksschulen

80) Rgbl. von 1834. No. 31. p. 241.

81) Rgbl. von 1834. No. 32. p. 246.

verstehen zu können, wenn auch anfangs nur nothdürftig.

§. 318.

Nachdem die Bildung von Volksschullehrern, und die mit ihrer Ausbildung gleichen Schritt haltende Errichtung von Volksschulen, im Gange war, ward auch an die definitive Organisation des gelehrten Schulwesens Hand angelegt. Wie schwer eine solche in Griechenland ins Werk zu setzen ist, hatte schon die Errichtung der Hellenischen Schule und des Gymnasiums in Nauplia bewiesen. Dennoch hebte ich nicht zurück vor den bis ins Unendliche gehenden Anforderungen. Eben so wenig vor den Schwierigkeiten, welche in dem Mangel an Professoren ihren Grund hatten. Während der damalige Minister des Kirchen- und Schulwesens, Herr Constantin Schinas und Andere, sich auf meinen Rath, jedoch blos privatim, im In- und Auslande nach solchen Individuen erkundigten, welche etwa das nöthige Talent, die erforderlichen Kenntnisse und Lust haben möchten, eine Professur in Griechenland anzunehmen, machte ich selbst die Entwürfe zu den geeigneten Verordnungen.

Meine Idee war, am Sitze eines jeden Eparchen und Nomarchen eine Hellenische Schule, an dem Hauptorte einer jeden Nomarchie aber ein Gymnasium, und in Athen als Schlufsstein des gesammten Unterrichtswesens eine Universität und eine Akademie der Wissenschaften zu errichten. Die Lehrer

und Professoren sollten auf ganz ähnliche Weise, wie nach dem Gesetze über das Volksschulwesen, gebildet werden. An der Spitze des Ganzen sollte ein philologisches Seminarium stehen, und dieses mit der Universität in Verbindung gesetzt werden.

Dafs auch zur Ausbildung der Geistlichen ein theologisches Seminar errichtet und mit der Universität in Verbindung gesetzt werden sollte, ist bereits schon erwähnt worden. (§. 306.) Und auch dieses sollte eine dem Volksschullehrerseminarium ähnliche Einrichtung erhalten.

Die Verordnungsentwürfe waren grösstentheils beendet. Assopios aus Corfou, Kumas aus Triest u. A. — kurz fast alle Griechen von literarischem Rufe wollten kommen. Andere, wie z. B. der berühmte Bambas, Doukas, Lukas Argyropoulos, Maniakis, Belisarios aus Ipsara, Genadios, Chortakis und Andere, waren schon da. Auch berühmte Deutsche Gelehrte hatten zugesagt, unter ihnen auch die beiden Geschichtschreiber der Neuhellenen, Fallmerayer und Zinkeisen.

Anfangs August beabsichtigte ich die Verordnungsentwürfe nebst den vorbereiteten Personalernennungen der Regentschaft zur Beschlussfassung vorzulegen. Im September sollten sodann die Hellenischen Schulen und Gymnasien, im October die Universität in Athen, und am 2. November, an meinem Geburtstage, die Akademie der Wissenschaften in Athen ins Leben treten. Doch alle diese schönen

Träume sind dahin. Auch mir ward nicht diese schönste Feier eines Geburtsfestes. Denn der 31ste Juli liegt in der Mitte.

Man hat sehr häufig in öffentlichen Blättern gelesen, ich habe mich geweigert, die Fortsetzung eines von mir bearbeiteten Gesetzbuches herauszugeben. Dies ist nicht an dem. Der größte Beweis des Gegentheiles liegt darin, daß auch nach meiner Abreise noch an dem vierten Gesetzbuche (drei waren schon gedruckt) fortgedruckt, und dessen Druck bereits vollendet worden ist. Allein, was ich meinen Nachfolgern nicht zurückgelassen habe, das waren die vorhin erwähnten Entwürfe zu den Verordnungen über das höhere Unterrichtswesen. Sie waren der Regentschaft noch nicht vorgelegt, noch nicht von ihr sanctionirt worden. Ich hatte daher keine Garantie, wie sie, nach meinem Austritt aus der Regentschaft, ins Leben treten würden. Nach den gemachten Erfahrungen würde man sie benutzt haben, um sich entweder mit meinen Federn zu schmücken, oder um meinen Namen zu verunglimpfen. Und daß ich mich in meiner Personalkenntniß nicht geirrt, hat die Geschichte mit den bereits schon gedruckten Gesetzbüchern sattsam bewiesen. Man hat sie in dem Blatte des Grafen von Armansperg, in dem sogenannten National (Ethnike) als unpraktisch darstellen lassen, allein statt sie, wenn sie es wirklich wären, abzuändern, dennoch vollzogen.⁸²⁾ Wie würde es

⁸²⁾ Wollte man aber von gemachten Aenderungen sprechen, so bitte ich diese doch einmal angeben zu wollen.

nun aber erst Verordnungen ergangen seyn, die nicht mehr in meiner Gegenwart berathen, nicht mehr unter meinen Augen gedruckt worden wären? — Ohnedies glaube ich, daß der Graf von Armansperg, nachdem er mich und Abel verdrängt hatte, als Mann von Ehre meine Arbeit nicht mehr in Anspruch nehmen konnte.

§. 319.

Allein nicht bloß für den Volks- und wissenschaftlichen Unterricht, auch für Kunst und Gewerbe ward, so viel es die Umstände erlaubten, gesorgt.

Zwei junge Griechen, welche Talent für Malerei verriethen, erhielten aus der Staatskasse Stipendien. Der eine, um in Rom, der andere aber, um in Venedig seine weitere Ausbildung suchen zu können. Ein dritter sollte in der lithographischen Anstalt der Regentschaft in Nauplia, und auf deren Kosten, unter der Leitung Forsters, sich dieser Kunst widmen. Wieder ein anderer ward auf Kosten der Regentschaft nach Paris gesendet, um daselbst bei dem bekannten Didot die Buchdruckerkunst zu erlernen. Im Zeughaus in Nauplia, bei der Gärtnerei in Tyrinth, bei der Ziegelbrennerei, bei Bauten u. s. w. wurden viele Hundert andere junge Griechen untergebracht und

Von der Abänderung irgend eines wesentlichen Punctes hat man bis jetzt noch nichts vernommen!

verwendet, um daselbst ein nützliches Handwerk zu erlernen.

Zum Lernen gehört aber Zeit — sehr lange Zeit, zumal in einem Lande, in welchem zwar das Bedürfnis zum Lernen entstanden, und die Richtung zur Bildung eingeschlagen worden ist, in welchem jedoch Alles erst noch gelernt werden muß! Und dieses konnte man eben nicht begreifen, weder im Auslande, das Wunder über Wunder sehen wollte, noch im Inlande, wo die Ungeduld der Griechen von einem Tage auf den anderen, ohne sich jedoch selbst ändern zu wollen, einen ganz veränderten Zustand zu sehen verlangte.

§. 320.

Zur Bestreitung aller dieser sehr bedeutenden Ausgaben für das Unterrichtswesen sollte hauptsächlich die für das Kirchen- und Schulwesen errichtete Kasse dienen. (§. 303.) Bis diese aber ihre Zahlungen beginnen konnte, wurde Alles aus der Staatskasse vorgeschossen, natürlich gegen Wiedererstattung aus jener geistlichen Kasse.

Dazu kamen noch in früheren und späteren Zeiten sehr bedeutende Geschenke von Griechenfreunden zu Gunsten einzelner oder aller Griechischen Schulen. So vermachte z. B. Barbakis sein ganzes großes Vermögen zur Errichtung von Schulen in Griechenland. Zosimas Anastasios 100,000 Rubel zur Erziehung von armen Waisen, deren Eltern im Kampfe für's Vaterland gefallen seyen. Phlebas Constan-

tinos 7000 Ducaten für die Schule in Missolonghi, Dipaldos Gerasimos 150,000 Rubel für die Schulen von Griechenland. Potisos Joannes sein ganzes großes Vermögen für die Griechischen Lehranstalten. Pontikis Joannes 84,000 Silbergulden für das Waisenhaus in Aegina. Tsiropoulos Constantinos den Griechischen Schulen 15,000 Rubel. Bergopoulos der Schule von Kalamata 5000 Piaster. Oikonomos von Spezzia sein ganzes Vermögen den Schulen von Spezzia. Der Graf Theotokis dem Waisenhaus 750 Gulden. Theocharis 600 Gulden für die Schulen. Der Graf Panin der Schule von Argos 350 Spanische Colonate und viele Andere.

Allein leider sind alle diese Summen verschwunden, bis auf die letzte Spur. Ob schon unter Capodistria, oder in der auf seinen Tod folgenden Anarchie, vermochte ich nicht zu ergründen.

Um jedoch die Namen dieser Menschenfreunde zu ehren, ward beschlossen, daß die Namen aller Griechenfreunde, welche seit dem Befreiungskampfe der Griechischen Kirche, den Griechischen Schulen oder Armen durch Vermächtnisse oder Schenkungen Vortheile zugewendet haben, im Regierungsblatte bekannt gemacht werden sollten. Und um zur Nachahmung anzuapornen, wurde zu gleicher Zeit verordnet, daß jede künftige wohlthätige Verfügung dieser Art bekannt gemacht, und dem Erblasser oder Geschenkgeber der gebührende Dank öffentlich aus-

gesprochen werden solle.⁸³⁾ Daher die verschiedenen Bekanntmachungen im Regierungsblatte.⁸⁴⁾

Nur ein Geschenk dieser Art hatte während der Regentschaft statt, welches ebenfalls nicht unerwähnt bleiben darf. Dies sind nämlich die 10,000 Gulden, welche Sotirios Antoniu in Wien zu Gunsten der Griechischen Schulen übersendet hat. Es ist derselbe, der in früheren Zeiten schon 7000 Thaler zur Errichtung eines allgemeinen Krankenhauses in Griechenland gegeben hatte. Dem Willen des Geschenkgebers gemäß sollten diese 10,000 Gulden auf sichere Weise in Griechenland angelegt, und nur die Zinsen verwendet werden, welches aber bis jetzt trotz der wiederholten Versuche in Syra und Athen noch nicht gelungen ist. Bis auf die jetzige Stunde ist daher diese Summe in der Staatskasse liegen geblieben. Nichts desto weniger wurde in dem im §. 303. angeführten, in der allgemeinen Zeitung mitgetheilten, Nachweis über Einnahme und Ausgabe auch dieses Postens bei der Einnahme keine Erwähnung gethan. Man dachte wahrscheinlich: *de minimis non curat praetor!*

83) Verordn. v. 21. Jänner (2. Februar) 1834. im Rgbl. No. 7. p. 59.

84) Rgbl. von 1834. No. 12 u. 33. p. 91, 253—255.

Viertes Capitel.

Von den wissenschaftlichen Sammlungen, dem Gelehrtenwesen und der Journalistik.

§. 321.

Für ein Land, in welchem es an Allem fehlt, in welchem vor Allem gelernt werden muß, war es von der allerhöchsten Wichtigkeit, Bücher zu haben. Darum wurden schon vor der Abreise von München, von Seiten der Regentschaft, bedeutende Bücherbestellungen gemacht, und dieses, wenigstens bis zu meinem Austritt aus der Regentschaft, in Nauplia selbst fortgesetzt.⁸⁵⁾ So kam es denn, daß schon in Zeit von einem Jahre sich im Regentschaftsgebäude eine sehr bedeutende Anzahl von Büchern aus allen Fächern vorfand; was Griechenland aus älteren und neueren Zeiten speciell interessirte, schon ziemlich vollständig; und das Beste wenigstens aus der Deutschen, Französischen und Englischen Literatur. Neben den classischen Werken aus allen Hauptfächern fanden sich hier insbesondere auch vollständige Sammlungen der Oesterreichischen, Bayerischen, Preussischen und Französischen Gesetze. Und die Gesetze von Neapel und anderen Ländern waren wenigstens bestellt. Auf diese Weise war denn der Grund zu einer sehr bedeutenden Staatsbibliothek gelegt.

⁸⁵⁾ Nachher soll nichts mehr der Art bestellt worden seyn!!

Diese Staatsbibliothek war nicht allein zum Gebrauche der Regentschaft bestimmt, sondern auch Andere, Staatsbeamte, Officiere und Privaten, durften sie, natürlich unter gewissen Vorsichtsmaasregeln, benutzen. An der Seite der Bibliothek wurde ein Lesezimmer errichtet und in demselben nicht allein die politischen Zeitungen, sondern auch noch mehrere gelehrte Zeitungen, und einige blofse Unterhaltungsblätter aus Deutschland, Frankreich und England aufgelegt, und jedermann der Zutritt gestattet. Nach Verlauf eines Monates wurden diese Blätter aber auch noch nach Aegina versendet, damit auch die dortigen Professoren Nutzen davon ziehen konnten.

Neben dieser im Regentschaftsgebäude in Naxos befindlichen Bibliothek bestand auch noch die Staatsbibliothek in Aegina. Sie wurde auch in dieser Zeit noch bereichert durch sehr bedeutende Geschenke von ausgezeichneten Griechen im In- und Auslande. Die Gebrüder Sakellarios vermachten z. B. ihre aus mehreren Tausend Bänden bestehende Bibliothek. Der Archimandrit Arsenios schenkte seine reiche Sammlung verschiedener noch unedirter alter Schriften, Gemälde und Münzen. Und beide Sammlungen wurden in den Jahren 1833 und 1834 in der Bibliothek in Aegina deponirt. Auch die sehr bedeutende Bibliothek des berühmten Koraïs soll, nach einer sehr verbreiteten Sage, dem Griechischen Vaterlande vermacht worden seyn. Zur Kenntnifs der Regentschaft ist aber davon nichts gelangt. — Diese Bibliothek in Aegina nun stand unter der Aufsicht des

berühmten Georg Genadios, und jedermann zum Gebrauche offen.

§. 322.

Die Griechischen Antiquitäten sind nicht allein für den Historiker und Alterthumsforscher von hohem Interesse. Sie sind ausserdem noch für das Königreich Griechenland sogar von der allergrössten politischen Wichtigkeit. Denn das Griechische Alterthum ist es, was das grosse Interesse für den Kampf der Neu-Hellenischen Helden in ganz Europa erregt hat. In der Art sogar, dass hier, anfangs versteckt, und am Ende sogar offen unterstützt ward, was man anderswo mit grösster Energie bekämpft und unterdrückt hat. Und eben dieses Griechische Alterthum muss auch für die Zukunft noch das magnetische Band bilden für Europäische Gelehrsamkeit und Europäische Cultur.

Darum wurden schon anfangs Juni 1833 Conservatoren ernannt, zur Erhaltung, Aufsuchung und Sammlung sämtlicher alterthümlicher Kunstschatze im Umfange des ganzen Königreiches. An die Spitze der Conservatoren ward ein ausgezeichnete Architect und grosser Kunstkenner, Herr Weissenburg, seit 8 Jahren in Rom, gestellt, und dem Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens beigegeben. Ein Architect schien aber deshalb am geeignetsten zu seyn, um an der Spitze einer solchen Aufgabe zu stehen, weil zunächst die Erhaltung, Aufsuchung und Restauration der Alterthümer in Frage war. Unter

seine Leitung wurden drei gleichfalls ausgezeichnete, als Antiquare bekannte Männer, zwei Griechen und ein Deutscher, als Unterconservatoren gestellt. Nämlich der auch als Schriftsteller bekannte Kokonis für die Inseln mit dem Amtssitze in Syra. Pittakis für das Griechische Festland mit dem Amtssitze in Athen. Endlich Rofs für den Peloponnes, mit dem Amtssitze in Nauplia. ⁸⁶⁾)

Durch diese Conservatoren kam nun Thätigkeit in diesen, nicht allein für Griechenland so wichtigen, sondern auch für die ganze gebildete Welt sehr interessanten Zweig des Alterthumswesens.

Jeder der drei Unterconservatoren bereiste seinen Bezirk. Der Oberconservator that ein Gleiches. Allenthalben wurden Ausgrabungen gemacht, zumal in Sparta, Tegea, Megalopolis und Athen. Die Regentschaft gab das nöthige Geld her zu diesen Reisen und Ausgrabungen. Sie waren nirgends ohne Erfolg. Während Rofs im Peloponnes Münzen und andere kleinere Antiquitäten fand, wurden von Kokonis auf den Inseln alte Inschriften, Bruchstücke von Statuen u. dgl. m. aufgefunden. Und von Pittakis wurden auf dem Griechischen Festlande, in der Gegend von Chäronea, die Reste jenes alten kolossalen Löwen, welchen höchst wahrscheinlich die Thebaner ihren gefallenen Mitbürgern als Denkmal gesetzt hatten, und andere Monumente entdeckt. Doch nirgends war

⁸⁶⁾ Verordn. vom 27. Mai (8. Juni) 1833 im Rgbl. Nr. 25 p. 196.

das Resultat der Nachgrabungen ergiebiger, als in Athen selbst. Hier wurden nach und nach ausgegraben, auf der Akropolis drei der aller schönsten Basreliefs die vielleicht existiren (ein Centaurer, ein Stieropfer, und die Wasserträgerinnen). Dann in der Stadt selbst eine männliche sehr schöne Statue aus den besten Zeiten der Kunst, ein kolossaler Er-echtheus, eine große Inschrift über den Bau der langen Mauer nach dem Piräus ein Mosaikboden, ein unterirdischer Gang u. s. w. In dieser zu allen Zeiten berühmtesten Stadt sind die Antiquitäten noch jetzt in solcher Menge vorhanden, daß General von Heideck und ich, auf einem Spatziergange durch die modernen Ruinen dieser Stadt, in den Ruinen selbst, gleichsam im Vorübergehen, nicht uninteressante Stücke von alten Statuen gefunden haben.

Zu diesen durch Ausgrabung aufgefundenen Alterthümern kamen aber auch noch sehr viele durch Ankauf aus Privathänden und durch Schenkungen hinzu. Für solche Ankäufe hatte die Regentschaft eigens eine bestimmte Summe ausgesetzt. Die Namen der Geschenkgeber aber, z. B. eines Alexandrides aus Mistra, eines Inglessis, eines Polydarachis aus Sparta, eines Spiridion Skouphos, eines Charilaos u. a. finden sich im Regierungsblatte verzeichnet. *)

§. 323.

Alle diese gefundenen, gekauften und geschenkten Antiquitäten, mit Ausnahme der in Athen und

87) Rgbl. von 1834 Nr. 33 p. 253—255.

in dem Griechischen Festlande gefundenen, wurden einstweilen in dem Staatsmuseum in Aegina deponirt, wozu daselbst der nöthige Raum und die gehörige Aufsicht vorhanden war. Dadurch wuchs denn diese Collection zu einer nicht unbedeutenden Sammlung heran. Es fanden sich darin, bei meiner Abreise aus Griechenland, nicht nur eine bedeutende Anzahl von Inschriften, von gröfseren und kleineren Statuen, von Münzen u. s. w., sondern auch noch eine höchst interessante Vasensammlung, in welcher einige Vasen von dem höchsten Alterthum, und zu gleicher Zeit von der aller gröfsten Seltenheit und Schönheit sind.

Alles, was auf dem Griechischen Festlande oder in Athen selbst gefunden oder gekauft worden, sollte, da dieser Ort zum künftigen Sitze des Griechischen Staatsmuseums bestimmt war, um Transportkosten zu ersparen, gleich in Athen bleiben. Zur Bewahrung der aufgefundenen Bruchstücke wurden daselbst zwei Sammlungen angelegt. Eine in der Stadt, und eine andere auf der Akropolis. Auch wurde, da mehrere Stücke daselbst von Reisenden beschädigt worden sind, verordnet, dafs ohne Erlaubnifs niemand mehr auf der Akropolis zugelassen werden solle.

In Sparta wurde eine kleine Lokalsammlung von Antiquitäten angelegt, was nach und nach an allen Hauptorten in den Provinzen geschehen sollte.

Projectirt ward noch die Eröffnung der Propyläen und die Wiederherstellung des den Propyläen gegenüber eingemauerten Victoria-Tempels in

Athen. Allein — erst nach meiner Abreise ward wenigstens das erste durch Klenze ausgeführt.

Auch das sogenannte Schatzhaus des Atreus in Mykäne endlich ward zugänglicher gemacht, und von seiner zahllosen Bevölkerung hüpfender Thiere befreit. Die kyklopischen Mauern der alten Herkulesburg in Tyrinth aber dadurch von seinem Untergange gerettet, dafs nicht mehr, wie unter Capodistria, zugegeben wurde, Steine daselbst zum Bau von Häusern und Ställen zu nehmen, oder gar ganze wohl erhaltene Gänge zu diesem Ende einzureisen.

§. 324.

Es sollte indessen nicht blos für das Antiquitäten- und Bücherwesen gesorgt werden, auch andere Sammlungen anzulegen wurde keineswegs vernachlässigt. Aus vielen Theilen des Reiches eingesendete Steine, Stufen, Kohlen und Erden wurden aufbewahrt, und zu gröfseren, zumal naturhistorischen Sammlungen durch bedeutende Geschenke wenigstens der Grund gelegt. Vor Allen müssen in dieser Beziehung genannt werden der Archimandrit Arsenios, welcher mehrere naturhistorische Gegenstände, und der Dr. Michahelles, welcher seine ganze sehr bedeutende naturhistorische Sammlung dem Griechischen Staate geschenkt hat. Beide Sammlungen wurden gleichfalls einstweilen in Aegina deponirt, um späterhin nach Athen gebracht zu werden. Leider fand Michahelles seinen Tod in der Maina. Auch diesem sehr talentvollen jungen

Manne war eine Professur bei der zu errichtenden Universität in Athen zugebracht.

Um nun Plan und Ordnung in die bereits schon angelegten, und noch anzulegenden wissenschaftlichen Sammlungen, und insbesondere auch in das Antiquitätenwesen zu bringen, wurde darüber ein eigenes Gesetz erlassen.

§. 325.

Die Hauptbestimmungen dieses Gesetzes über die wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen des Staates, über die Auffindung und Erhaltung der Alterthümer, so wie über deren Benutzung ⁸⁸⁾ sind folgende.

In Athen, als dem Sitze der Staatsregierung, so wie der Akademie der Wissenschaften, (welche ja nach meiner Idee am 2. November 1834 daselbst ins Leben treten sollte) und der Akademie der bildenden Künste, (an deren Errichtung freilich in den ersten Jahren noch nicht gedacht werden konnte) sollten die Centralanstalten errichtet werden. Diese sollten seyn: eine Centralbibliothek, ein Centralstaatsmuseum für die Antiquitäten, ein Münzcabinet, ein Naturaliencabinet, ein Cabinet der physikalischen und mathematischen Instrumente, ein chemisches Laboratorium mit dem nöthigen Apparate, ein anatomisches Theater, ein chirurgisches Cabinet, eine

⁸⁸⁾ Gesetz vom 10. (22.) Mai 1834 im Rgbl. Nr. 22 p. 176—190.

Modellsammlung, eine Gemäldesammlung, ein Kupferstichcabinet, ein astronomisches Observatorium, und eine politechnische Sammlung. (Art. 1.)

In der Centralbibliothek sollten alle kostbaren Manuscripte und Druckwerke, welche in einer Kirche, in einem Kloster, *) in einer Staatsbibliothek, oder in einem anderen öffentlichen Gebäude aufgefunden werden dürften, aufgestellt, und daher von dem Inhaber dahin abgeliefert werden. (Art. 3.) Bei neuen Anschaffungen sollten zwar alle Zweige der Literatur berücksichtigt, ganz vorzüglich aber auf das nächste Bedürfnis der Universität, der Akademie der Wissenschaften und der bildenden Künste, der heiligen Synode, der verschiedenen Seminarien, so wie des öffentlichen Dienstes selbst Rücksicht genommen werden. (Art. 5.) Zu dem Centralmuseum und Münzcabinet sollte aber das Seltenste und Ausgezeichnetste von den aufgefundenen Antiquitäten und Münzen aufgestellt, und in demselben niedergelegt werden. (Art. 7.)

89) Ich habe mich vielfältig erkundigt, ob nicht eines oder das andere Kloster noch Manuscripte besäße, allein nirgends etwas gefunden. Da nun aber noch im 18ten Jahrhundert viele wenigstens außerhalb dem heutigen Königreiche gelegene Klöster Manuscripte befaßen (§. 245), und Fallmerai^{er} noch in neueren Zeiten in Athen die Reste einer alten Mönchschronik gefunden hat, so wäre es dennoch möglich, daß sich auch im heutigen Königreich Griechenland noch Manuscripte erhalten haben könnten. Denn Alles wird ja doch nicht in den Stürmen der neueren Zeit untergegangen seyn. Die Griechischen Conservatoren würden daher wohl thun, wenn sie auch auf die Klöster ein wachsames Auge haben wollten.

Auch an dem Sitze eines jeden Nomarchen sollten, dem Bedürfnisse einer jeden Nomarchie gemäß, nach und nach Kreisbibliotheken, Museen und andere vorhin erwähnte Sammlungen angelegt werden. Eben so am Sitze des Eparchen, oder auch in den einzelnen Gemeinden. (Art. 2.) Bei neuen Anschaffungen für solche Kreis-, Bezirks- und Gemeindebibliotheken sollte hauptsächlich das Bedürfnis der Gymnasien und der Schulen, der Hellenischen sowohl wie der Gemeindeschulen, berücksichtigt werden. (Art. 3.) Hinsichtlich der Kreis-, Bezirks- und Gemeindemuseen sollte von der Ansicht ausgegangen werden, alles, was Lokalinteresse hat, an Ort und Stelle selbst zu erhalten und zu bewahren. (Art. 8.)

Jede dieser Central-, Kreis-, Bezirks- und Gemeindesammlungen und Anstalten sollte eine zu ihrer Erhaltung und Vermehrung bestimmte Dotation erhalten. Und zwar die Centralsammlungen aus der für das Kirchen- und Schulwesen errichteten Kasse. Die Kreisanstalten aus Kreismitteln. Die Bezirksammlungen aus Bezirks-, und die Gemeindesammlungen aus Gemeindemitteln. Die Staatsregierung machte sich jedoch auch in dieser Beziehung den Vorbehalt, den Kreisen, Bezirken und Gemeinden, welche zu solchen Ausgaben zu arm wären, unter die Arme zu greifen. (Art. 9—11.)

Die in einer solchen Sammlung befindlichen wissenschaftlichen und artistischen Gegenstände wurden für unveräußerliches Staats-, Kreis-, Bezirks- und Gemeindegut erklärt, mit einziger Ausnahme der

vorhandenen Doubletten oder unbrauchbar gewordenen Gegenstände. (Art. 14 u. 15.)

Ueber eine jede dieser Sammlungen sollte ein vollständiges Inventar gemacht werden (Art. 16 u. 17), die ununterbrochene Benutzung aber jedermann frei stehen. Vor Allem jedoch den Mitgliedern der Akademie der Wissenschaften und der bildenden Künste, der Universität, der heiligen Synode, der verschiedenen Seminarien, ferner den Professoren und Lehrern an Gymnasien, Hellenischen und anderen Schulen. Für das übrige Publicum sollten bestimmte Wochentage festgesetzt werden. (Art. 18.)

Zur Aufsicht und Bewahrung dieser wissenschaftlichen und artistischen Sammlungen sollten Conservatoren, jedoch ohne besonderen Gehalt, angestellt werden. Und zwar für die Centralanstalten aus der Reihe der Mitglieder der Akademie der Wissenschaften und der bildenden Künste, der Universität, der Gymnasialprofessoren oder der ausgezeichnetsten Künstler. Für die Kreis-, Bezirks- und Gemeindesammlungen aber aus der Reihe der Gymnasialprofessoren, oder der Lehrer der Hellenischen oder Gemeindeschulen. (Art. 20—28.) Durch diese Einrichtung wurden natürlich die bisherigen Conservatoren für den Peloponnes, die Inseln und das Griechische Festland überflüssig. Bis zur Ernennung der Conservatoren nach Vorschrift des gegenwärtigen Gesetzes sollten dieselben jedoch in ihren Functionen fortfahren. (Art. 22.)

An der Seite eines jeden dieser Conservatoren

sollte eine wissenschaftliche und artistische Commission stehen, und diese die Aufsicht über die ihr zunächst untergeordnete Gemeinde-, Bezirks-, Kreis- oder Centralsammlung haben. (Art. 16, 20—44.) Die Bezirks-, Kreis- und Centralcommissionen sollten außerdem noch die Oberaufsicht über sämtliche Conservatoren und Commissionen ihres Bezirkes, Kreises oder des ganzen Reiches haben. (Art. 45.)

An der Spitze aller dieser wissenschaftlichen Sammlungen des Staates, der Kreise, Bezirke und Gemeinden, so wie der denselben Vorgesetzten Conservatoren, und an die Seite gesetzten Commissionen würde ein Generalconservator gestellt. Er sollte die Oberaufsicht über alle und die Leitung des Ganzen haben, gewissermaßen die Seele des Ganzen, und zu gleicher Zeit der Referent über diese Gegenstände im Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens seyn. (Art. 17, 47—55.) Ein solcher Centralpunct für alle wissenschaftlichen Sammlungen, und was damit zusammenhängt, in keinem Lande ohne Nutzen, war aber in Griechenland, und bei den dortigen Verhältnissen, wenn anders etwas geschehen sollte, von der allergrößten Nothwendigkeit.

Es versteht sich übrigens von selbst, daß auch die Aufsicht von Seiten der Eparchen und Nomarchen, so wie des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens keineswegs ausgeschlossen seyn sollte. (Art. 13, 19, 46, 47, 56—60.)

§. 326.

Hinsichtlich des Antiquitätenwesens insbesondere wurde in jenem Gesetze zuerst bestimmt, was Staatseigenthum und was Privateigenthum seyn solle. Als Staatseigenthum sollten nämlich betrachtet werden alle auf Staatsgründen, oder auf dem Meeresgrunde, in Flüssen, öffentlichen Bächen, Seen und Sümpfen befindlichen Ruinen oder Alterthümer. Die in Privatgründen, seit der Wirksamkeit dieses Gesetzes erst aufgefundenen oder ausgegrabenen Alterthümer aber sollten, unter gewissen Beschränkungen, zur Hälfte Eigenthum des Staates seyn. (Art. 62, 64 u. 80.)

Es wurden sodann, um im Interesse der Kunst und der Wissenschaft die nöthige Oberaufsicht führen zu können, und um die für Griechenland so besonders werthvollen Griechischen Antiquitäten überhaupt und dem Vaterlande der Kunst insbesondere zu erhalten, den in Rom geltenden Bestimmungen ähnliche Anordnungen getroffen. Es ward nämlich vorgeschrieben, daß von allen neu aufgefundenen oder auch schon früher vorhandenen Antiquitäten die Anzeige gemacht werden (Art. 65—68 u. 71.), und daß dieses namentlich auch bei Veräußerungen geschehen solle, dergleichen Antiquitäten müßten denn weder für den Staat nothwendig noch wichtig seyn. (Art. 69, 70, 78 u. 79.) Es wurde ferner die Ausführung ohne Autorisation der Staatsregierung verboten. (Art. 75—77.) Der Verkauf und Handel mit

Antiquitäten ward im Inlande zwar ganz frei gegeben, jedoch hinsichtlich der Griechischen Antiquitäten unter eine höhere Aufsicht gestellt, und dem Staate unter gewissen Beschränkungen ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Die Beschädigung und Vernichtung von solchen Gegenständen wurde bei Strafe verboten. Die Restaurationen, Ausgrabungen u. dergl. mehr unter höhere Aufsicht gestellt. (Art. 78—109.) Endlich ward genau vorgeschrieben, was als Antiquität betrachtet werden solle. (Art. 110 u. 111.)

Die Oberaufsicht über das gesamte Antiquitätenwesen in den einzelnen Gemeinden, Bezirken, Kreisen und im Umfange des ganzen Reiches sollten die im vorigen §. erwähnten wissenschaftlichen und artistischen Commissionen, der Generalconservator, die Eparchen, Nomarchen und das Staatsministerium des Kirchen- und Schulwesens haben. Der Mittelpunkt und die Seele des Ganzen sollte aber auch in dieser Beziehung wieder der Generalconservator seyn. (Art. 48, 72—74, 81, 86—90, 99, 102, 106 u. 107.)

§. 327.

Seit dem Erscheinen dieses Gesetzes kam neue Thätigkeit, zumal in das Antiquitätenwesen. Und dieser Zeit gehört Manches von dem an, was früher des Zusammenhanges wegen schon angeführt worden ist.

Projectirt ward namentlich noch die Aufstellung von Wächtern zur Erhaltung der bedeutenderen Denk-

mäler des Griechischen Alterthums, welche den Fremden zu gleicher Zeit als Führer und als Ciceroni's dienen könnten. Als solche Wächter sollten aber invalide Streiter aus dem Freiheitskampfe ernannt werden.

Eine meiner Lieblingsideen war unter Anderem auch noch die Verfertigung von Itinerarien durch alle Theile dieses classischen Landes, mit lithographirten Zeichnungen der merkwürdigsten Ruinen und Denkmäler des Alterthums. Etwa in der Art des, von Herrn Professor Forchhammer aus Kiel verfertigten Itinerariums durch den Peloponnes, welches im Jahre 1833 in Nauplia vom Herrn Inspector Forster lithographirt worden ist. Solche Itinerarien, von den Conservatoren mit Genauigkeit angelegt, würden zunächst literarisches Leben unter die Griechen gebracht haben. Außerdem würden sie aber den in Griechenland Reisenden von Nutzen, und zu gleicher Zeit den auswärtigen Kunst- und Alterthumsfreunden, ja sogar den Gelehrten selbst, von Interesse gewesen seyn. Auch sie würden daher dazu beigetragen haben, das Band zwischen Griechenland mit der übrigen gebildeten Welt immer fester und enger zu knüpfen.

Allein dieses, wie so manch anderes Phantasiegebilde ward seit dem 31. Juli 1834 nicht zur Wirklichkeit! — wird aber, unter der selbstständigen Regierung König Otto's, nur um so rascher sich realisiren !!

§. 328.

Ein weiteres Bestreben der Regentschaft ging dahin, die literarischen Bestrebungen der Griechen anzuregen, zu hegen und zu pflegen. Darum erhielt unter Anderem die Staatsbuchdruckerei in Naulpia eine gröfsere Ausdehnung. Man liefs neue Lettern aus Paris kommen, und gab der Staatsbuchdruckerei selbst eine neue Organisation. Sie wurde nämlich durch eine Verordnung vom December 1833⁹⁰⁾ in zwei Abtheilungen getheilt, in die der öffentlichen und in die der Privatarbeiten. Die für die öffentlichen Arbeiten bestimmte Abtheilung sollte sich blos mit dem Druck dessen beschäftigen, was von Seiten der Staatsregierung zu drucken war. Die Abtheilung der Privatarbeiten dagegen blos zum Druck der von Privaten zum Druck bestimmten Bücher, Abhandlungen und dergl. m. verwendet werden. An der Spitze einer jeden dieser Abtheilungen sollte ein Factor (πρωτος), und dieser wieder unter der obersten Leitung des Staatsministeriums des Kirchen- und Schulwesens stehen.

Hierbei mufs gelegentlich nur bemerkt werden, dafs die Druckereien in Griechenland, da sie daselbst seit dem Beginne des Freiheitskampfes stets unter dem Gesichtspuncte des Unterrichts- und Gelehrtenwesens betrachtet worden sind, von jeher unter dem

90) Verordn. v. 10. (22.) December 1833. im Rgl. No. 42. p. 309 — 312.

Ministerium des Kirchen- und Schulwesens gestanden haben.

In dieser für Privatarbeiten bestimmten Abtheilung der Staatsbuchdruckerei wurden nun folgende Werke gedruckt, und zwar auf Kosten der Staatskasse selbst. Ein Buch über Staatsökonomie von Paläologos. Eine kleine Abhandlung über einige Altgriechische Urkunden von Dr. Rofs, wozu die Steindrücke in der Königlichen Lithographie, gleichfalls unentgeltlich, von Herrn Forster gefertigt worden sind. Ferner ein von Nikolaus Skouphos besorgtes *Recueil des traités, actes et pièces concernant la fondation de la Royauté en Grèce. Naxos*. 1833, gewissermaßen der Codex des gegenwärtigen Griechischen Staatsrechtes. Dann eine gleichfalls von Nikolaus Skouphos besorgte Sammlung der vor der Ankunft des Königs und der Regentschaft in Griechenland erlassenen Gesetze und Verordnungen. Davon waren jedoch zur Zeit meines Abgangs von Griechenland erst drei Bogen gedruckt. Nachher, unter der 10 monatlichen Regentschaft, ist aber nichts mehr gedruckt worden. Daher ist es sehr zu wünschen, daß unter der selbstständigen Regierung Seiner Majestät des Königs Otto auch dieses begonnene Werk wieder aufgenommen und vollendet werden möchte.

Gleichfalls in der Königlichen Druckerei, jedoch nicht auf Kosten des Staates, sind gedruckt worden die Gedichte der Gebrüder Soutzo, Alexander und Panagiotis Soutzo's. (Ποιήσεις μου καὶ τῶν ἀδελφῶν

Αλεξάνδρου και Παπαγιώτου Σουτσοῦ. Ἐν Ναυπλίῳ. 1833.) Eine Neugriechische Uebersetzung des Harmonopoulos vom jüngeren Clonaris. Das sogleich weiter zu erwähnende Neugriechische Lexikon von Skarlatos D. Byzantios. Mehrere Journale, z. B. der Helios, Triptolemos, Sotir u. s. w.

Außer der angegebenen Erleichterung des Druckes erhielten Andere auch noch Privilegien zur ausschließlichen Herausgabe ihrer Werke, z. B. C. Skarlatos Soutzo und Alexander Bizo Rhangabis zur Herausgabe ihres Werkes: Sammlung mathematischer Probleme. (Συλλογὴ μαθηματικῶν προβλημάτων. ⁹¹⁾) Ferner Skarlatos D. Byzantios zur Herausgabe seines Wörterbuches der Neugriechisch-Altgriechisch-Französischen Sprache. (Λεξικὸν τῆς καθ' ἡμᾶς Ἑλληνικῆς διαλέκτου, μεθ' ἡμετέρης καὶ τοῦ ἀρχαίου Ἑλληνικοῦ καὶ τοῦ Γαλλικοῦ.) ⁹²⁾

Wieder Andere erhielten Geldunterstützungen aus der Staatskasse, um sich desto ungestörter den Museen widmen zu können. Namentlich der als Dichter wie als Historiker gleich ausgezeichnete Alexander Soutzo.

§. 329.

Neben dieser Staatsbuchdruckerei bestanden jedoch auch mehrere Privatdruckereien in Nauplia, Aegina, Athen, Syra, Missolonghi, Chalkis u. s. w.

91) Rgbl. von 1833. No. 35. p. 267.

92) Rgbl. von 1834. No. 11. p. 87.

Und auch in ihnen erschien nun, begünstigt durch die dem Lande gewordene Ruhe, ein Werk nach dem anderen. Die wichtigsten unter diesen schriftstellerischen Arbeiten sind folgende.

Mehrere Werke philosophischen, historischen und naturhistorischen Inhaltes, von dem berühmten Neophytus Doukas, gedruckt in Aegina in seiner eigenen Druckerei: *Συνοπικὴ ἡτοι φυσικὴ καὶ μεταφυσικὴ ἐπὶ Νεοφύτου Δουκά*. 1834. Dann: *Τετρακτὸς ἡτοι ρητορικὴ, λογικὴ, μεταφυσικὴ καὶ ἠθικὴ ἐπὶ Νεοφύτου Δουκά*. 1834. Ferner ein Roman von Panagiotis Soutzo, gedruckt in Nauplia: *Ὁ Ἀσάνδρος ἐπὶ Παναγιώτου Σουτσοῦ*. 1834. Ferner ein Werk über politische Oekonomie von A. Polyzoides, gedruckt in Nauplia: *Πολιτικὴ οἰκονομία etc. ἐπὶ Α. Πολυζωΐδου*. 1833. Sodann ein Werk theologischen Inhaltes, gedruckt in Syra: *Ἐ Σωτηρικαὶ ἐν ἀργεῖαι τῆς ἐμπνεύσεως τῶν γραφῶν*. — *Γνώσις τοῦ Θεοῦ καὶ τῶν ἠθικῶν χρεῶν τοῦ ἀνθρώπου*. Dann eine Lebensbeschreibung von dem berühmten Karaiskakis, gedruckt in Chalkis: *Ὁ Καραιοκάκης etc.* 1834. und andere kleinere Werke mehr.

Doch die meiste Kraft wurde leider auf die Journalistik verwendet. Es traten, nachdem die Presse eine kurze Zeit ganz geschwiegen hatte, nach und nach in Nauplia folgende politische Blätter ins Leben. Die *Athina*, redigirt von dem Kretenser Antoniadēs, angeblich zur Vertheidigung constitutioneller Ideen, wiewohl sie zur Zeit der alten Regentschaft nur selten der Constitution ge-

dachte. Der Chronos, redigirt von Bazis, als Organ der Kapodistrianischen Parthei oder der Parthei der sogenannten Nappisten. Der Helios, redigirt von den beiden talentvollen Brüdern Alexander und Panagiotis Soutzo, anfangs ein vermittelndes Blatt, späterhin aber ein wahres Partheiblatt gegen einige Minister. Dann noch der Triptolemos von Paläologos, das eigentliche Blatt der Phanarioten.

Als die Pressfreiheit zur wahren Pressfreiheit ausgeartet war, als namentlich der Chronos aus seiner Rolle zu fallen und dem grössten Ultraliberalismus das Wort zu reden begonnen, und eine wahrhaft aufrührerische Tendenz angenommen hatte, da war auch die Geduld der Regentschaft erschöpft, und es erschienen die verschiedenen Pressgesetze.

§. 330.

Die Hauptbestimmungen dieser drei im September 1833 erlassenen Gesetze und Verordnungen ⁹³⁾ sind folgende.

Die Verordnung, die Berechtigung zur Ausübung der Schrift- oder Steindruckerei, dann des Buchhandels betreffend, setzt fest, daß keine Druckerei und kein Buchhandel ohne obrigkeitliche Bewilligung betrieben werden dürfe, daß die Erlaubniß vom Nomarchen oder Staatsministerium des Innern, und zwar nur an

⁹³⁾ Gesetze und Verordnungen vom 11. (23.) Septbr. 1833. im Rgbl. No. 29. p. 213—221.

Großjährige, in einer Gemeinde des Königreichs ansässige Leute ertheilt werden solle.

Die zweite Verordnung regulirt die Polizei der Presse, ordnet insbesondere die von Seiten der Staatsbehörden auszuübende Oberaufsicht an, ohne jedoch eine Censur einzuführen. Sie bestimmt, daß jede im Königreich herauskommende Zeitung oder periodische Schrift einen verantwortlichen Redacteur haben, und dieser im Voraus, ehe sein Blatt erscheinen dürfe, eine Cautionsleistung von 5000 Drachmen in baarem Gelde leisten solle. Sie nimmt jedoch von der Cautionsleistung aus die gelehrten und technischen Zeitungen und Zeitschriften, so wie die bloßen Anzeigblätter. Sie setzt endlich auf die Zuwiderhandlung gegen die gegebenen Vorschriften Geld- und Arreststrafen.

Eine dritte Verordnung handelt von den Pressvergehen und Pressverbrechen, und den darauf gesetzten Strafen.

Diese schnell und in aller Stille vorbereiteten Pressgesetze thaten wahre Wunder! Sie waren gerade zur rechten Zeit, als die durch die Presse bewirkte Aufregung am höchsten gestiegen war, erschienen. Sie wirkten aber um so vorteilhafter, da ihr Erscheinen niemand auch nur geahnet hatte, und die darin ausgesprochenen Grundsätze keinen Menschen erschreckten, ja sogar den Beifall der wahren Vaterlandsfreunde erhielten.

Die nächste Folge des Erscheinens dieser Pressgesetze war das Aufhören der Athina, des Helios

und des Chronos. Der Triptolemos ward nicht unterbrochen, lieferte fortan jedoch blos Aufsätze über wissenschaftliche Gegenstände und über Industrie. Denselben Weg schlug später auch der Hélios ein, indem er als rein literarisches Blatt noch eine Zeitlang erschien.

Das erste politische Blatt, welches seit den Presgesetzten wieder in Griechenland erschienen ist, war der Sotir, ein sehr gemäßigtes und von Nikolaus Skouphos sehr gut redigirtes Blatt. Später kam dazu auch wieder die Athina mit ihrer alten Tendenz, und nach Unserer Abberufung auch noch die sogenannte Nationalzeitung (Ethnike). Dieses vom Grafen von Armanberg so sehr begünstigte, und mit 12,000 Drachmen bezahlte, Phanariotenblatt hatte die Bestimmung, den Grafen zu rühmen, das große Ansehen von Kolettis dagegen zu untergraben. Darum hatte aber jenes Blatt selbst keine Achtung bei den Griechen und, wie man sagt, nur 16 Abonnenten!

94) In seinem Wunsche zum neuen Jahr wünscht der Sotir: „au National nous souhaitons des abonnés et du patriotisme, deux choses dont il manque absolument, — à notre emprunt un bon emploi; aux Phanariotes un bon voyage!“ S. Sotir vom 13. Jänner 1835. No. 90. p. 374. Und in No. 77. p. 319. wird der National mit einer alten Coquette verglichen, und ein „cadavre pour un instant galvanisé“ genannt.

Siebenter Titel.

Von dem Kriegs- und Seewesen.

Erstes Capitel

Von dem Kriegswesen.

§. 331.

Bei der Bildung eines Griechischen Heeres ging man, wie seit den ersten Zeiten des Freiheitskampfes und auch noch unter Capodistria, von der Grundansicht aus, zwei verschiedene Corps zu bilden. Eines mit Europäischer Uniformirung und Bewaffnung, und ein anderes in Griechischer Nationalkleidung.⁹⁵⁾

Die vorgefundenen unregelmäßigen Truppen — die Palikaren — sollten als Jägerbataillone formirt werden. Die Errichtung dieser Jägerbataillone kam aber, wie schon bemerkt worden ist (§. 266—268.), nicht zu Stande. Man beschäftigte sich daher nur mit der Formation eines regelmäßigen Heeres, oder, wie es in den Verordnungen heißt, mit dem ordentlichen Stande des Heeres.

Das ganze regelmäßige Landheer sollte bestehen aus acht, durch No. 1 bis 8 bezeichneten, Linien-

⁹⁵⁾ Verordn. v. 25. Februar (9. März) 1833. Art. 4. im Rgbl. No. 5. p. 31.

infanterie - Bataillonen; einem Lanzenreiter - Regimente; sechs, mit No. 1 bis 6 bezeichneten, Compagnien Artillerie; einer Compagnie Fuhrwesen; einer Ouvrierscompagnie, welcher, wegen ihrer grossen Brauchbarkeit, zumal bei dem in Griechenland bestehenden Mangel an Handwerkern, später noch eine andere hinzugefügt worden ist. Ferner aus einer Abtheilung Ingenieurs und zwei Pionnierscompagnien, denen später noch eine dritte beigelegt wurde, für die Militär-, dann die Strassen- und Brückenbauten. Die Errichtung dieses Heeres sollte Bataillons-, Escadrons- und Compagnienweise begonnen, und erst dann, wenn eine Nummer ergänzt wäre, zur nächsten Nummer bis zum formationsmässigen Stande fortgesetzt werden. ⁹⁶⁾

§. 332.

Nachdem diese Grundsätze im Allgemeinen, in der so eben erwähnten Heeresformationsverordnung, ausgesprochen worden waren, wurde auch sogleich Hand angelegt an deren Ausführung. Von den Linieninfanterie - Bataillonen sollten vorerst nur drei gebildet werden. ⁹⁷⁾ Von dem Lanzenreiter - Regiment einstweilen nur die 1ste und 3te Escadron. ⁹⁸⁾ Die

96) Verordn. v. 25. Februar (9. März) 1833. Art. 2. u. 6. im Rgbl. No. 5. p. 29. Dann Rgbl. von 1834. No. 8. p. 63.

97) Verordn. v. 26. Februar (10. März) 1833. im Rgbl. No. 7. p. 45—48.

98) Verordn. v. 28. Februar (22. März) 1833. im Rgbl. No. 5. p. 34—36.

Fuhrwesenscompagnie sollte, als zu nothwendig für den Dienst, sogleich vollständig formirt werden.⁹⁹⁾ Das Ingenieurcorps sollte bestehen aus einem Geniecorps-Commandanten (einem Oberst oder Oberstlieutenant, — ernannt wurde dazu der rühmlichst bekannte Oberstlieutenant Zech), mit einem Adjutanten (einem Hauptmann oder Oberlieutenant). Ferner aus 2 Majors, 4 Hauptleuten, 4 Oberlieutenants, 8 Unterlieutenants und 10 Conducteurs (Junkern). Auch sollten diesem Ingenieurcorps die Pionnierscompagnien zugetheilt werden.¹⁾ Unter dem Artilleriecorps-Commando, zu dessen Chef der ausgezeichnete Oberstlieutenant Lüders ernannt worden ist, sollte das Personelle und Materielle dieser Waffengattung stehen. Dasselbe sollte ferner unter sich haben die 6 Artilleriecompagnien mit der Fuhrwesenscompagnie, und außerdem auch noch die Zeughaus-Hauptdirection mit den Ouvrierscompagnien.²⁾ Auch ein Generalstab wurde gebildet und der, auch als Schriftsteller bekannte, sehr ausgezeichnete Schotte, Thomas Gordon, zum Chef desselben ernannt.³⁾

99) Verordn. v. 27. Februar (11. März) 1833. im Rgbl. No. 5. p. 36.

1) Verordn. v. 1. (13.) August 1833. Art. 1. im Rgbl. No. 31. p. 243 f.

2) Verordn. v. 29. Juli (10. August) 1833. Art. 1—6. im Rgbl. No. 31. p. 244 f.

3) Verordn. v. 25. Februar (9. März) 1833. Art. 2. im Rgbl. No. 5. p. 29. — Verordn. v. 5. September (27. August) 1833. im Rgbl. No. 31. p. 246. — Verordn. v. 8. (20.) Jänner 1834. im Rgbl. No. 9. p. 66.

Die Uniform, Rüstung und Bewaffnung sollte, wie bei den früheren regelmässigen oder dem sogenannten taktischen Corps, auf ganz Europäische Weise eingerichtet, und der Sold für Officiere und Unterofficiere und Gemeine so hoch bemessen werden, daß dem treu dienenden und sich seinem Berufe mit Eifer widmenden hierfür angemessene Entschädigung werde. 4)

§. 333.

Die Officiere wurden genommen aus den des Dienstes kundigen Griechen und Philhellenen des früheren taktischen Corps, und aus in den Königlich Griechischen Dienst übergetretenen oder der Griechischen Regierung zur Verfügung gestellten Bayrischen Officiern. Alle übrigen nicht angestellten Griechischen Officiere sollten in Disponibilität gestellt, und ihnen ein Nichtactivitätsgehalt gereicht werden. Da aber unter der Administrativcommission bei dem taktischen Corps ganz unverhältnißmäßige und unregelmäßige Avancements statt gefunden hatten, so ward eine unparteiische Commission niedergesetzt, um die Ansprüche eines jeden in Disponibilität stehenden Officiers zu untersuchen, und nach dem Ergebnisse dieser Untersuchung deren Bezüge zu re-

4) Verordn. v. 25. Februar (9. März) 1833. Art. 14. u. 15. im Rgbl. No. 5. p. 32. — Verordn. v. 9. (21.) März 1833. im Rgbl. No. 8. p. 49—59. — Verordn. v. 8. September (27. August) 1833. im Rgbl. No. 31. p. 246.

guliren. *) Bei künftigen Anstellungen von Officieren endlich sollte immer erst eine strenge Prüfung vorhergehen, und nur nach der in dieser Prüfung bewährten Fähigkeit und Tauglichkeit die Anstellung erfolgen. (Art. 16.)

Die Unterofficiere sollten unter den vorgefundenen Griechischen Unterofficieren genommen werden. Da indessen wieder nicht alle untergebracht werden konnten, so wurde den übrigen die Wahl gelassen, entweder als gemeine Soldaten beim Heere, oder in die zu bildenden Unterofficiers-Lehrcompagnie einzutreten, welche die vollkommenste Ausbildung der Unterofficiere in allen Waffengattungen zum Zweck hatte. (Art. 9.)

Die gemeinen Soldaten für die Linieninfanterie-Bataillone, für das Lanzenreiter-Regiment, so wie für die Artillerie- und Fuhrwesenscompagnien sollten in Griechenland auf 4jährige Dienstzeit angeworben werden. (Art. 19.) Erst als die Werbungen in Griechenland nicht den erwünschten Fortgang hatten, wurden, auf den mit der Krone Bayern abgeschlossenen Werbevertrag hin, die Werbungen in Bayern begonnen. Und zwar nicht allein Werbungen von Soldaten und Unterofficieren, sondern auch von Officieren, da in Griechenland an tüchtigen, für den regelmässigen Dienst gebildeten, Officieren der allergrößte Mangel war. Die in Bayern

5) Verorda. v. 25. Februar (9. März) 1833. Art. 18. im Rgbl. No. 5. p. 33.

geworbenen Truppen wurden jedoch von Seiten der Regentschaft nur als Modeltruppen betrachtet, nach denen sich die Griechischen bilden sollten. *) Daher wurden diese in Bayern und in Griechenland geworbenen Truppen in der Art unter einander gemischt, dafs stets drei Griechische und drei Deutsche Compagnien ein Bataillon ausmachten. Dadurch erhielten nun die Griechischen Soldaten nicht nur ein nahes Vorbild, nach dem sie sich selbst ausbilden konnten. Es ward dadurch zu gleicher Zeit auch noch eine edle Rivalität erweckt, welche nur gute Folgen haben konnte. Und man hoffte auf diese Weise bald ein, blos aus Griechen bestehendes, Nationalheer zu bilden, und sodann der Fremden ganz entbehren zu können.

§. 334.

Neben den Werbungen in Bayern wurden auch die Werbungen in Griechenland fortgesetzt, und, um dazu anzulocken, ein Handgeld für den Anzuwerbenden ausgesetzt. †) Nach und nach füllten sich

6) Dafs dieses auch die damals unter den Griechen verbreitete Ansicht gewesen ist, beweist z. B. der *Sotir* vom 24. Juli 1834. No. 50. p. 209, indem er kurz vor dem Eintreffen Unserer Abberufung noch sagt: „D'ailleurs personne n'ignore, que les Bavaois ne sont ici que pour l'instruction des troupes grecques, et aucune insinuation malveillante ne pourrait faire supposer une autre cause à leur présence en Grèce.”

7) Bekanntmachung vom 7. (19.) März 1834. im *Rgbl.* No. 16. p. 130.

die, aus Nationalgriechen bestehenden, Compagnien. Die meisten von ihnen waren bei meiner Abreise schon fast ganz vollzählig.

Ein Hauptaugenmerk bei den Werbungen in Bayern war zu gleicher Zeit die Anwerbung von, für Griechenland so nothwendigen und so nützlichen, Handwerkern. Ueber Tausend Handwerker kamen auf diese Weise unter den angeworbenen Deutschen Truppen nach Griechenland. Sie wurden daselbst bei öffentlichen und Privatbauten, bei den Ziegelbrennereien, bei der Gärtnerei in Tyrinth, und wo es sonst Noth that, verwendet. Hoffentlich finden viele von ihnen in Griechenland eine neue Heimath, und erziehen daselbst ein tüchtiges Geschlecht von Griechischen Handwerkern.

Eben wegen des Mangels an Handwerkern in Griechenland wurden die Pionniers- und Ouvriers-compagnien vollständig in Bayern und aus Deutschen geworben. Die wenigen vorgefundenen, aus Nationalgriechen bestehenden, Ouvriers wurden natürlicher Weise gleichfalls in diese Compagnien eingereiht.⁸⁾ Auch wurden bei ihnen junge Griechen als Lehrlinge, so viel man ihrer habhaft werden konnte, angenommen und unterrichtet.

§. 335.

An die Spitze des Landheeres, jedoch unter der Oberaufsicht des Kriegsministeriums, wurde, gewis-

8) Verordn. cit. Art. 11.

sermaßen zur Execution der gegebenen Befehle, ein Generalinspector des Heeres gestellt. Er sollte bei der Formation, Bewaffung, Uniformirung, Uebung, Dislocation u. s. w. der Truppen mitwirken. Er sollte ferner jedes Jahr über alle Bataillone, Schwadronen, Compagnien und Abtheilungen des Heeres einige Mal Revue halten, bei Personalernennungen von Officieren die nöthigen Anträge stellen u. s. w. 9)

Zu dieser wichtigen Stelle eines Generalinspectors wurde ein ausgezeichnete Bayrischer Officier, der Oberstlieutenant von Schmalz ernannt, und späterhin, wegen der von ihm geleisteten erspriesslichen Dienste, zum Generalmajor in Königlich Griechischen Diensten befördert.

Für die anzustellenden Waffenübungen wurden anfangs die vorgefundenen Reglements beibehalten,¹⁰⁾ später aber neue zweckmässigere entworfen.

Nun kam, unter der Leitung des Generalinspectors und der grossentheils sehr thätigen Chefs der verschiedenen Corps, grosse Thätigkeit in die Waffenübungen, deren Resultat für die Griechischen Nationaltruppen äusserst günstig gewesen ist.

Man hatte nämlich in früheren Zeiten die irrige Ansicht verbreitet, als wären Griechische Nationaltruppen an gar keine regelmässige Disciplin zu ge-

9) Verordn. cit. Art. 7, 17 u. 18. — Verordn. vom 9. (21.) Februar 1833. im Rgbl. No. 15. p. 103 f.

10) Verordn. cit. Art. 20.

wöhnen. Die in kurzer Zeit gemachten Erfahrungen übertrafen aber sogar die allerkühnsten gegentheiligen Erwartungen. Die Nationalgriechische Infanterie, Cavallerie und Artillerie exercirte, manövrirte und feuerte binnen wenigen Monaten eben so gut, wie die in Deutschland für Griechenland angeworbenen Truppen. Und schon am 6. Februar 1834, am Tage der ersten Feier der Landung Seiner Majestät des Königs Otto, hatten Wir die Freude, blos Griechische Nationaltruppen unter den Waffen, und Ordnung halten zu sehen.

§. 336.

Auch hinsichtlich der Disciplina und Strafen liefs man es anfangs bei den vorgefundenen — den Französischen — Militärstrafgesetzen und Disciplinarvorschriften für die Griechischen Nationaltruppen. ¹¹⁾ Die in Bayern angeworbenen Truppen mußten dagegen, nach dem zwischen der Krone Bayern mit der Griechischen Regierung abgeschlossenen Werbevertrag ¹²⁾ nach den Bayrischen Dienstreglements, so wie nach dem Bayrischen Strafgesetzbuche abgeurtheilt werden. Diese verschiedene Gesetzgebung nun unter denselben Truppen, in einem und demselben Bataillone, oft sogar in einer und derselben Compagnie, erzeugte natürlicher Weise grofse Nachtheile,

11) Verordn. cit. Art. 21.

12) Werbevertrag vom 9. December 1833. Art. 24. im Rgbl. von 1833. No. 20. p. 139.

die man baldmöglichst zu beseitigen trachten mußte. Es wurden daher, wegen der Modification des Werbevertrages, mit der Krone Bayern Unterhandlungen angeknüpft und unter Anderem festgesetzt, daß die in Bayern angeworbenen Truppen sich den für das Griechische Nationalheer eingeführten oder noch einzuführenden Normen und Gesetzen zu unterwerfen haben.¹³⁾ Nachdem man nun von dieser Seite freie Hand erhalten hatte, die Französischen Militärgesetze aber dennoch nicht für immer beibehalten werden konnten, so wurde die Entwerfung neuer Disciplinavorschriften und Gesetze angeordnet. Sie wurden jedoch, so lange Wir in Griechenland die Zügel der Regierung führten, nicht mehr vollendet.

Einstweilen wurde nur noch die Competenz der Militärgerichte regulirt. Es ward nämlich verordnet, daß unter den von den Militärgerichten abzuurtheilenden Militärvergehen auch die gemeinen Vergehen verstanden werden sollten, welche von einem Militär, oder bei der Armee Angestellten, bei seinem Corps oder in seiner Garnison begangen worden seyen. Von der Zuständigkeit der gewöhnlichen Gerichte sollten demnach nur diejenigen gemeinen Vergehen seyn, welche von Militären im Urlaub, oder von Deserteurs, oder von Militären gemeinschaftlich mit Bürgerlichen begangen worden seyen.¹⁴⁾

13) Bekanntmachung vom 6. (19.) Februar 1834. im Rgbl. No. 8. p. 62.

14) Verordn. 2. (14.) Juni 1833. im Rgbl. No. 23. p. 178.

Hinsichtlich der von Militären ohne Erlaubnifs ihrer Oberen eingegangenen Ehen endlich wurde vorgeschrieben, daß die Ehe ungültig seyn, und der zuwiderhandelnde Soldat bestraft werden solle.¹⁵⁾

Für den Rechnungsdienst bei den Escadrons und Compagnien sollten taugliche Unterofficiere verwendet werden, hinsichtlich der Verwaltung es aber einstweilen bei den bestehenden Vorschriften bleiben.¹⁶⁾ Definitive Anordnungen kamen aber vor dem 31ten Juli 1834 keine anderen mehr zu Stand, als, zur Regulirung der Revision des gesammten Rechnungswesens der Armee, die Organisation der Militärbuchhaltung.¹⁷⁾

§. 337.

Um für die Zukunft ein recht tüchtiges und in jeder Beziehung gehörig ausgebildetes Griechisches Nationalheer möglich zu machen, wurde auch das Unterrichtswesen nicht vergessen. Darum wurden Lehrcompagnien für die Ausbildung der Unterofficiere errichtet, und eben deshalb Prüfungen für die künftig anzustellenden Officiere eingeführt. (§. 333.) Diese Prüfungen wurden zum ersten Mal, und zwar mit dem allerbesten Erfolg, bei dem Genie-

15) Verordn. v. 7. (19.) Jänner 1834. im Rgbl. No. 8. p. 63.

16) Verordn. v. 25. Februar (9. März) 1833. Art. 8. im Rgbl. No. 5. p. 32.

17) Verordn. v. 1. (13.) Juni 1834 im Rgbl. No. 32. p. 243 ff.

corps zur Anwendung gebracht. Das Resultat derselben war sehr günstig. Es wurden dadurch für diesen wichtigen Dienst mehrere ganz junge, sehr ausgezeichnete, Genieofficiere gewonnen. Unter Anderen wurde ein ganz junger Mann, Ludwig Weber aus Darmstadt, der Sohn des berühmten Gottfried Weber, welcher in seiner Begeisterung für die Griechische Sache, als gemeiner Soldat mit nach Hellas gezogen war, wegen seines ausgezeichneten Examen sogleich Lieutenant und bald nachher Oberlieutenant und Adjutant bei dem Geniecorps-Commandanten.

Doch von der allergrößten Wichtigkeit war die Organisation der Militärschule.

Dieses, schon aus früheren Zeiten herstammende, treffliche Institut der Evelpiden wurde nicht nur beibehalten,¹⁸⁾ sondern sogar noch bedeutend erweitert.¹⁹⁾ Nämlich die Zahl der Evelpiden wurde auf 140 festgesetzt. Davon sollten 50 (als Freiplätze für die Söhne verdienter und unbemittelter Staatsdiener vom Militär- oder Civilstande) auf Kosten des Staates erzogen werden, 20 aber eine jährliche Pension von 250 Drachmen, 30 von 500 Drachmen, und 20 die ganze Pension von 1000 Drachmen zu bezahlen haben. (Art. 5.)

18) Verordn. v. 25. Februar (9. März) 1833. Art. 13. im Rgbl. No. 5. p. 32.

19) Verordn. v. 3. März (19. Febr.) 1834. Art. 1—78. im Rgbl. No. 29. Beilage.

Der Zweck der Anstalt sollte seyn, jungen Leuten eine solche umfassende Bildung zu geben, daß sie am Schlusse ihres Curses nicht nur in der Infanterie und Cavallerie, sondern auch in den speciellen Waffen, nämlich in der Artillerie, und in dem Geniecorps als Officiere angestellt werden könnten. (Art. 1 u. 2.) Daher ward beschlossen, 4 Vorbereitungs- und 4 Ausbildungsklassen zu errichten, die Vorbereitungsklassen aber wieder außer Wirksamkeit zu setzen, sobald das Volks- und gelehrte Schulwesen gehörig organisiert seyn würde. (Art. 3 u. 45.)

In diesen 4 Vorbereitungsklassen sollte gelehrt werden die Alt- und Neugriechische, dann die Deutsche und Französische Sprache, Religionsunterricht, Geographie und Geschichte von Griechenland, Mathematik, Zeichnen, Turnen, Fechten, Tanzen und Schwimmen. Die Zöglinge sollten in diesen Classen so weit gebracht werden, daß sie entweder in die Ausbildungsclassen der Militärschule oder in ein Gymnasium eintreten könnten. (Art. 45 — 48.)

In den 4 Ausbildungsclassen sollte gelehrt werden Geometrie; Bau- und Maschinenaufnahme, Statik und Mechanik; Waffenlehre, Feldbefestigung, Batteriebau, beständige Befestigungskunst, Angriff und Vertheidigung fester Plätze, Führung der Minengänge, Taktik, Recognoscirung und militärische Beschreibung eines Landestheiles; Situations- und Landschaftszeichnung, Bergzeichnen, Fortifikationszeichnungskunst; Civilbaukunst, Civilbauzeichnungskunst; Straßen-, Wasser- und Brückenbau; Griechische,

Deutsche und Französische Sprache; Religionslehre; Logik, Philosophie; Physik und Chemie; Tanzen, Turnen, Fechten, Schwimmen, Reiten und Voltigiren. Kurz die Zöglinge sollten am Schlusse des Curses für den Dienst in der Artillerie und im Ingenieurcorps vollkommen brauchbar, und daher die mathematischen, physikalischen und chemischen Wissenschaften, dann die Griechische, Deutsche und Französische Sprache die Basis des zu ertheilenden Unterrichtes seyn. (Art. 49 u. 50.)

Am Schlusse der 4 Vorbereitungsclassen sollte eine Prüfung über den Uebertritt in die Ausbildungsclassen, oder über den gänzlichen Austritt aus der Schule, im Falle des Nichtbestehens der Prüfung entscheiden. Desgleichen am Ende der 4 Ausbildungsclassen ein neues Examen über den Eintritt in die Armee als Junker oder, im Falle des Durchfallens in der Prüfung, als gemeiner Soldat. (Art. 48 und 50.)

Der Vorsteher, die Professoren und das übrige Personal der Schule sollten, so wie die Zöglinge selbst, sämmtlich militärisch gerüstet, bewaffnet und uniformirt seyn, und in der ganzen Anstalt die strengste militärische Disciplin gehandhabt werden. (Art. 37 — 42.)

Dieses Institut der Evelpiden befand sich anfangs in Nauplia in einem ganz engen Raum, in einem alten Gebäude. Als aber im Juni 1834 das Waisenhaus nach Nauplia verlegt worden war, wurde diese Schule statt dessen nach Aegina versetzt. Dasselbst

wurde diesem Institut das weitläufige Gebäude des Waisenhauses eingeräumt, nachdem vorher alles auf die Beste und mit vielen Kosten für eine Militärschule und für die Wohnungen des Commandanten, der Professoren und des übrigen Personals eingerichtet worden war.

§. 338.

Durch das Unterrichtswesen wurde für die Zukunft des Griechischen Heeres gesorgt. Allein auch für die Gegenwart, so wie für die in der Vergangenheit geleisteten Dienste mußte gesorgt werden.

Daher wurde eine neue schöne Caserne am Platanenplatze in Nauplia eingerichtet, und die in Argos abgebrannte Cavalleriecaserne wieder erbaut. Durch das regelmäßigere Leben in diesen und den schon vorgefundenen Casernen wurde die Ordnung und Disciplin nicht wenig gefördert.

Darum erhielten viele Invaliden Pensionen. ²⁰⁾ Eben deshalb wurde eine Invalidencompagnie errichtet, in welche alle diejenigen eingereiht werden sollten, welche wegen vorgerückten Alters, Wunden oder Gebrechlichkeit nicht mehr im Stande wären, bei der Linie zu dienen. Die Officiere, Unterofficiere und Soldaten dieser Invalidencompagnie sollten nach ihrem Grade die Gehalte, Löhnung, Brod und die übrigen Bezüge behalten, wie die Linienin-

²⁰⁾ Verordn. vom 8. (20.) Mai 1834 im Sotir vom 1834 Nr. 40 p. 165.

fanterie im Dienste selbst. Ihre Verwendung sollte aber auf den Dienst des Ortes, wo diese Compagnie steht, auf Bewachung des Staatseigenthums und des innern Compagniedienstes beschränkt seyn. 21)

Die Wittwen und Waisen der im Freiheitskampfe gefallenen Helden erhielten sämmtlich, je nach dem Verdienste des Gebliebenen, und nach dem Maasstabe des Bedürfnisses, eine gröfsere oder kleinere Pension. Und viele Tausende wurden jeden Monat an dieser Schuld des Vaterlandes aus der Staatskasse bezahlt. 22)

• §. 339.

Auch die unregelmässigen Truppen, die sogenannten Palikaren, wurden nicht vergessen. Dieselben hatten nämlich in die für ihre Unterkunft bestimmten Jägerbataillone einzutreten verschmäht, und vielmehr vorgezogen, sich über die Gränzen des Reiches in das angränzende Gebiet der Ottomanischen Pforte zu ziehen. (§. 268.) Allein es dauerte nicht lange, und sie bereuten den gethahen Schritt. Sie baten um Amnestie wegen Uebertretung der Verordnungen hinsichtlich der Auflösung der irregulären Truppen, und um die Erlaubniß, frei und ungestraft zurückkehren zu dürfen.

Am 1. Juni 1833, als dem Geburtstage Seiner

21) Verordn. vom 8. August (27. Juli) 1833 im Rgbl. Nr. 31 p. 240 f.

22) Verordn. vom 8. (30.) Mai 1834 im Sotfr vom Jahr 1834 Nr. 40 p. 165.

Majestät des Königs Otto, ward ihre Bitte gewährt, unter der Bedingung jedoch, ihre Waffen abzuliefern und sich zu erklären, ob sie in das Heer eintreten oder in ihre Heimath zurückkehren wollten. ²³⁾ Sehr viele von den Zurückgekehrten traten unter die Linientruppen, und später in die Gendarmerie ein. Die meisten zogen aber vor, in ihre Heimath zurückzukehren, wo sie theils Ackerbau trieben, theils Botengänge u. dgl. m. besorgten, theils aber auch müßig gingen, weil sie, als in dem Kriegsdienste herangewachsene Palikaren, jedes andere Gewerbe verachteten. Jetzt, unter diesen veränderten Umständen, wären sie vielleicht in die Jägerbataillone eingetreten. Allein — der Vorfall war noch zu neu. Es ziemte sich daher nicht für die Königliche Regierung, dem bewiesenen Trotz auf solche Weise zu begegnen, und dadurch zu ähnlicher Widersetzlichkeit zu ermuntern. Dennoch liefs man sie nicht aufser Augen. Auch sie sollten noch versorgt werden. Wie und wann ward von der alten Regentschaft nicht mehr entschieden. Allein es war öfters schon von Errichtung einer Landwehr die Rede, ²⁴⁾ in welcher die meisten, welche noch nicht in den regulären Dienst oder in die Gendarmerie eingetreten waren, hätten untergebracht werden können. Dafs aber die Idee

23) Verordn. vom 1. Juni (20. Mai) 1833 im Rgbl. Nr. 19 p. 131 u. 132.

24) Verordnung über den Wirkungskreis der Nomarchen vom 8. Mai (26. April) 1833 Art. 11 Nr. 8 u. 11 im Rgbl. Nr. 17 p. 112.

der Errichtung einer Landwehr in Griechenland nicht zu den Luftschlössern gehört, haben die Bauern in mehreren Theilen des Landes, zumal in Rumelien, bewiesen. Sie sind mehrmals zum Zweck der Verfolgung von Räuberbanden bewaffnet worden, und haben jedesmal mit der größten Willfährigkeit und mit dem allerbesten Erfolge diese bekämpft, vernichtet oder wenigstens eingefangen.

Einstweilen suchte man aber die alten Chefs der Palikaren — die Militärprimaten — und die einzelnen Palikaren selbst für die, während des Freiheitskampfes, gebrachten Opfer zu entschädigen und zu belohnen.

Mehrere der ausgezeichnetsten und tapfersten ehemaligen Anführer der aufgelösten irregulären Truppen wurden zu Obersten, und zu gleicher Zeit zu Militär-Kreisinspectoren ernannt. Unter Anderen Constantin Botzaris, Canella Deligianis, Andreas Londos, Georg Jatrakos, Nikitas Stamatelopoulos, Vassos Vavrobouniotis, Alexios Blachopoulos, Johannes Mavromichalis, Tzanetakis Grechorakis u. s. w. ²⁵⁾ Andere, z. B. Notis Botzaris, wurden zu Staatsräthen ernannt. ²⁶⁾ Wieder Andere erhielten Ordensdekorationen, z. B. der als Militär wie als Administrator gleich berühmte Johann Kolletis, dann Hadzi Christos, Nikitas Stamatelopoulos, Notis Botzaris,

²⁵⁾ Rgbl. 1834 Nr. 8 und 19, p. 64 u. 156.

²⁶⁾ Rgbl. 1834 Nr. 9 p. 68.

Georg Kitzos, Panagiotis Jatracos, Vasses Mavrouniotis, Makrijanni, Staikos Staikopoulos u. a. 27)

Allen Officieren, Unterofficieren und Soldaten, welche für die Befreiung des Vaterlandes gekämpft hatten, sollte zur Anerkennung ihrer Verdienste eine Denkmünze verliehen, und damit große Vorrechte verbunden werden. Ausser dem Recht auf militärische Ehren sollten die Dekorirten auch noch bei Gemeindewahlen Vorrechte, dann das Recht haben, ohne Einholung einer polizeilichen Bewilligung Waffen tragen zu dürfen. Da fast alle Palikaren sich in diesem Falle befanden, so erhielten sie durch diese Bewilligung wieder das Recht, ihre Waffen zu tragen. Die Dekorirten sollten ferner berechtigt seyn, bei Feierlichkeiten in der Gemeinde den Ehrenplatz unmittelbar nach den Gemeindebehörden einnehmen, und von allen Naturaldienstleistungen für allgemeine Staatszwecke und Staatsanstalten die Befreiung ansprechen zu dürfen. 28)

§. 340.

Doch die wichtigste Maasregel war die Vertheilung von Staatsländereien, und die Anlegung von Militärcolonien. 29)

Es sollten nämlich den dürftigen ehemaligen Officieren, Unterofficieren und Soldaten der regel-

27) Sotir 1834 Nr. 37² p. 153.

28) Verordn. vom 1. Juni (20. Mai) 1834 im Rgbl. Nr. 20 p. 161.

29) Verordn. vom 1. Juni (20. Mai) 1834 im Rgbl. Nr. 22 p. 171—176.

mässigen Landmacht, welche an dem Kampfe für die Befreiung des Vaterlandes ehrenvollen Antheil genommen hatten, zur Belohnung dieser Verdienste und zur dauernden Begründung der Subsistenz ihrer Familien, aus den Staatsdomänen unverzüglich unbebaute jedoch culturfähige Ländereien zugetheilt und als Eigenthum verliehen werden, insoferne sie nicht bereits aus der Staatskasse schon Activitätsgehälter, Pensionen oder Sustentationsbeiträge bezögen. (Art. 1.)

Bei Vertheilung dieser Ländereien sollten nur solche Officiere zugelassen werden, welche durch die Militärprüfungscommission in dieser Eigenschaft anerkannt und würdig befunden worden waren, dem Wohlwollen der Regierung empfohlen zu werden. Dann jene Unterofficiere und Soldaten, welche durch Zeugnisse, Brevets oder officiële Schreiben beweisen könnten, daß sie während dem Befreiungskriege ehrenvoll gegen den äusseren Feind gekämpft haben, und der Theilnahme an dieser Belohnung würdig seyen. (Art. 2.)

Jeder Officier, Unterofficier oder Soldat, welcher eine Bewilligung dieser Art erlangen wollte, sollte ein Zeugniß beibringen. Darin sollte der Stand der Hilflosigkeit, worin er sich befindet, die Mittel, woraus er seit seinem Austritte aus dem Heere seine Subsistenz bezog, sein Alter, sein Geburtsort, sein Familienstand, insbesondere auch die Zahl, das Geschlecht und Alter seiner Kinder nachgewiesen werden. Die Unterofficiere und Soldaten sollten sich

außerdem auch noch ausweisen, daß sie nicht befähigt seyen in die Gendarmerie einzutreten. (Art. 3.)

Als Maasstab des zu vertheilenden Landes wurde festgesetzt; ein Werth von 7000 Drachmen für die verheiratheten Officiere der ersten Classe. Ein Werth von 6000 Drachmen für die nicht verheiratheten Officiere der ersten und für die verheiratheten der zweiten Classe. Ein Werth von 5000 Drachmen für die nicht verheiratheten Officiere der zweiten Classe und für die verheiratheten der dritten Classe. Ein Werth von 4500 Drachmen für die nicht verheiratheten Officiere der dritten Classe und für die verheiratheten der vierten und fünften Classe. Ein Werth von 4000 Drachmen für die nicht verheiratheten Officiere der vierten und fünften Classe. Ein Werth von 3000 Drachmen für die Officiere der sechsten und siebenten Classe. Ein Werth von 1500 Drachmen für die verheiratheten Unterofficiere und Soldaten. Ein Werth von 1200 Drachmen für die unverheiratheten Unterofficiere und Soldaten. Außerdem sollten einem jeden noch zwei Stremmen Grund für Haus und Garten angewiesen werden. (Art. 5.) ³⁰⁾.

Die auf solche Weise vertheilten Grundstücke sollten, unter gewissen Beschränkungen, freies bodenzinsiges Eigenthum der Besitzer werden, der

30) Es muß hiebei bemerkt werden, daß von der schon früher erwähnten Militärcommission (§. 266) die Officiere je nach ihrem Verdienste und ihrer Würdigkeit in 7 Classen eingetheilt worden sind.

Bodenzins jedoch ablösbar seyn. (Art. 8—13.) Zur Erleichterung der ersten Einrichtung und der Cultur überhaupt sollte eine Beihülfe in Geld, Samengetreide u. s. w. aus der Staatskasse geleistet werden. Auch sollte in den ersten Jahren Grundsteuerfreiheit und andere Erleichterung eintreten. (Art. 15—17.)

Diese für die Palikaren und ihre ehemaligen Chiefs so wichtigen Gesetze über die Denkmünzen und Militärcolonien sind beide zur Verherrlichung des Geburtsfestes Seiner Majestät des Königs Otto am 1. Juni 1834 erschienen. Bald nachher erschien noch eine Verordnung über die Ausfertigung der im Gesetze über die Militärcolonien vorgeschriebenen Certificate.³¹⁾ Und dann war Unsere Mission zu Ende.

Die Folge davon war, daß der weitere Vollzug dieser und so mancher anderer, zu Gunsten der Palikaren projectirter, Verordnungen in Stocken gerieth. Denn es ist seitdem von der neuen Regentschaft auch in dieser wichtigen Angelegenheit nichts weiter gethan worden. Seine Majestät der König Otto wird aber, nach dem ersehnten Antritt Seiner Regierung, auch diesen zerrissenen Faden, zum Heile Griechenlands, wieder anknüpfen.

§. 341.

Eine weitere sehr wichtige Maasregel, womit schon der Geburtstag König Otto's am 1. Juni 1833

³¹⁾ Verordn. vom 23. Juni (5. Juli) 1834 im Rgbl. Nr. 25 p. 204—206.

gefeiert worden war, ist die Errichtung eines Gendarmeriecorps. ³²⁾

Es sollte die sehr wichtige Bestimmung haben; die öffentliche Sicherheit theils durch wachsame, nach Möglichkeit jeder Störung zuvorkommende, und jeder verbrecherischen Unternehmung vorbeugende Aufsicht, theils auch durch thätige, dem verübten Verbrechen auf dem Fusse nachfolgende Einschreitung zur Entdeckung und Ergreifung der Uebelthäter zu befestigen und zu erhalten. Die Gendarmerie sollte ferner im ganzen Umfange des Königreichs, so wie in Feldlagern und bei dem Heere, die öffentliche Ordnung und die Herrschaft des Gesetzes handhaben. (Art. 1.)

Dieses Corps sollte grofsentheils aus Gendarmen zu Fufs, aber auch aus Gendarmen zu Pferd, im Ganzen aus 1200 Mann bestehen, die Officiere mit einbeziffen. Der Commandant und die Officiere sollten unter denjenigen Officieren der regulären und vormaligen irregulären Truppen ausgewählt werden, die sich durch treue und gewissenhafte Erfüllung ihrer Dienstpflichten, durch Muth und Tapferkeit vor dem Feinde, und durch untadelhaftes Betragen gegen ihre Mitbürger ausgezeichnet haben, und welche zu gleicher Zeit die, für den Gendarmeriedienst erforderlichen Fähigkeiten und Kenntnisse besitzen. (Art. 11.)

Die Gendarmerie wurde mit ganz leichten Karabinern bewaffnet, welche die, das Griechische Inter-

³²⁾ Verordn. vom 1. Juni (20. Mai) 1833 im Rgbl. Nr. 21 p. 149—155.

case auf jede Weise fördernde Französische Regierung zu den Fabrikpreisen überlassen, und frei nach Nauplia geliefert hatte. Da die Griechen das Bajonett als Zeichen der Sklaverei zu betrachten pflegen, so wurden den Gendarmen die Karabiner ohne Bajonett gegeben. Allein schon in den ersten vier Wochen waren sie selbst von diesem Vorurtheile zurückgekommen, und hatten es freiwillig begehrt.

Um den so wichtigen Gendarmeriedienst zu heben, und nur tüchtige Subjecte zu erhalten, wurden die Officiere, Unterofficiere und Gemeinen besser bezahlt, und schöner uniformirt, als das übrige Militär. Den Officieren wurde ein höherer Rang, als den übrigen, nämlich stets der Rang des nächsthöheren Dienstgrades eingeräumt. Ferner wurde den Gendarmen, nach zurückgelegtem 60sten Lebensjahre, so wie bei einer in Folge des Gendarmeriedienstes eingetretenen Dienstesunfähigkeit eine Pension zugesichert. (Art. 16, 18—20, und 23—33.) Außerdem sollten die Gendarmen auch noch andere Vortheile, namentlich Grundbesitz erhalten. ³³⁾

Einer der ältesten Philhellenen, der bereits unter Fabvier mit Auszeichnung in Griechenland gedient hatte, Herr Graillard, ward als Commandant an die Spitze dieses Corps gestellt. Zu Officieren wurden aber, mit wenigen Ausnahmen, bloß ehemalige Officiere der unregelmäßigen Truppen ernannt. Unter

³³⁾ Verordn. vom 1. Juni (20. Mai) 1834 Art. 14 im Rgbl. Nr. 22 p. 175.

ihnen namentlich auch ein Anton Mavromichalis, Johann Velentzas, Michael Grivas, Costa Vlachopoulos, Demetrius Deligeorgis, Elias Panas, Nikolaos Petzmetzas, Michael Sissinis, Georg Voineskos, Demetrios Dzinios, Johann Goustis, Georg Petzalis, und viele andere Helden aus den Zeiten des Freiheitskampfes. ²⁴⁾

Diese Officiere wurden in den verschiedenen Kreisen und Bezirken vertheilt, um daselbst die Werbung der gemeinen Gendarmen zu leiten. Unter welchen Auspicien die Werbung begonnen hatte, und welche Schwierigkeiten dabei zu bekämpfen waren, vermag nur derjenige gehörig zu würdigen, der die Griechen und ihre Partheien vollständig und genau kennt. Denn, zu den gewöhnlichen in Griechenland bei jedem Unternehmen gefundenen Schwierigkeiten kamen hier noch die entgegengesetzten Interessen der ehemaligen Palikarenchefs hinzu. Sie waren von früheren Zeiten her gegen alle Regel und Ordnung, also um so mehr gegen die Organisation eines Corps, dessen Hauptbestimmung die Handhabung der Ordnung seyn sollte. Von ihrer Seite geschahen daher alle mögliche Schritte, um das Zustandekommen dieses Corps zu vereiteln. Es wurden den Palikaren von ihren alten Chefs Versprechungen gemacht, falsche Nachrichten jeder Art ausgestreut, der Regierung die unlautersten Absichten unterschoben. Dennoch rückte die Formation voran, anfangs lang-

54) Rgbl. von 1833 Nr. 29 p. 223 u. 224.

sam, später aber rascher, so daß bei unserer Abreise das Corps schon 800 Mann zählte, und fast ausschließlich aus ehemaligen unregelmäßigen Truppen aus Palikaren bestand.

Nach Maasgabe der Vermehrung der Gendarmerie wurden die früheren unregelmäßigen Polizeisoldaten entlassen, und dadurch zu gleicher Zeit eine bedeutende Ersparniß gemacht.

Um den Dienst der Gendarmerie zu regeln, wurde eine lange, aus fast 200 Artikeln bestehende Instruction für sie entworfen, worin ihre Dienstobliegenheiten genau aufgezählt und angegeben worden sind. Sie ward jedoch erst lange Zeit nach unserer Abreise, gegen Ende des Jahres 1834, dem Druck übergeben.

Ueber die Art, wie diese Gendarmen ihren Dienst besorgt haben, herrscht in der That nur eine Stimme. Mit der grössten Pünktlichkeit und Treue besorgten sie, wie alte Gendarmen in Deutschland oder Frankreich, die ihnen übertragenen Geschäfte ihres Berufes, und die ihnen gegebenen besonderen Aufträge. Es lag in der That etwas Erstaunen Erregendes darin, diejenigen, welche vor der Ankunft des Königs und der Regentschaft das Land zerstört und ausgeplündert hatten, nun, mit einer Festigkeit ohne Gleichen, die Ordnung in demselben Land handhaben zu sehen. Und dies mit einem Muthe und einer Ausdauer, wie man sie nur selten, auch in den gebildetsten und best organisirtesten Ländern sieht. Darum ward ihnen stets das Wichtigste, wie das

allerschwierigste anvertraut. So unter Anderem die Arrestation Kolokotroni's und der übrigen Militärschefs im September 1833. Eben so die Maina während der Unruhen im Jahre 1834. Desgleichen die Bewachung der Gränzen gegen die Türkei.

Es wurden nämlich an der Osmanischen Gränze an den wichtigsten Punkten, Gendarmeriestationen mit Blockhäusern errichtet. Späterhin gedachte man dieselbst Militärcolonien einzurichten, nach der Weise der vortrefflichsten Einrichtung dieser Art, der Oesterreichischen sogenannten Gränzer. Zu einem förmlichen Beschlusse darüber ist es jedoch nicht mehr gekommen.

Wegen der trefflichen Dienste, welche das Gendarmeriecorps bei jeder Gelegenheit zu leisten pflegte, ward von der Regentschaft der Beschlufs gefaßt, so wie das erste Corps formirt sey, noch ein zweites von derselben Stärke, und zwar wieder aus den ehemaligen Officieren und Gemeinen der unregelmäßigen Truppen zu formiren. Allein Unsere plötzliche Abreise hat auch die Ausführung dieses Projectes unterbrochen.

§. 342.

Das Ingenieurcorps, von dessen militärischer Organisation früher schon die Rede gewesen ist (§. 332), hatte einen doppelten Zweck. Einen rein militärischen und einen administrativen. Weshalb ich noch einmal darauf zurückkommen muß.

Dessen Hauptfunction sollte bestehen in der Projectirung, Leitung, Ausführung und Erhaltung aller

Civil- und Militär-Staatsbauten, also insbesondere auch der Straßen-, Brücken- und Wasserbauten. Daher wurden ihm auch die Pionnierscompagnien nach ihrem formationsmäßigen Stande zugetheilt.³⁵⁾ Die Leitung dieser Civil- und Militärfunctioren sollte unter dem Ingenieurcorps-Commandanten am Sitze der Staatsregierung stehen. In jeder Kreishauptstadt aber ward wieder ein Ingenieurofficier angestellt, welcher sich mit den Militär- und Civilbauten in seinem Kreise beschäftigen, die betreffenden Pläne und Ueberschläge verfertigen, die Erhaltung der Staatsbauten, insbesondere auch die Festungsbauten und die Festungen selbst überwachen, und auch die Stiftungs- und Gemeindebauten respiciren sollte. (Art. 3, 4 und 12.)

Die beiden Majors vom Geniewesen sollten dem Commando selbst beigegeben werden. Einerseits zur technischen Revision der Baupläne, der Ueberschläge und Rechnungen, so wie zum eigenen Entwurfe wichtiger Bauprojecte selbst. Andererseits aber auch zur Inspection der verschiedenen Bauten in der Residenz und in den Kreisen. Daher sollten dieselben jährlich wenigstens einmal eine Inspectionsreise vornehmen, und außerdem auch noch, so oft es anzuordnen für nöthig erachtet werde, Specialinspektionen vornehmen. (Art. 7, 10 und 11.)

35) Verordn. vom 1. (13.) August 1833 Art. 1 u. 2 im Rghl. Nr. 31 p. 242

§. 348.

Bei den vielen Festungen, welche Griechenland besitzt, denn es giebt ihrer 20 und mehr im Umfange des Reichs, waren Zeughäuser, Zeughausverwaltungen und eine Zeughausdirection ganz unumgänglich nöthwendig.

Die meisten Festungen waren sehr unbedeutend, ihre Zeughäuser konnten daher ebenfalls nur sehr unbedeutend seyn. Daher sollten zu ihrem Dienste unter den Veteranen die nöthigen Zeughausdiener ausgewählt und denselben zugetheilt werden. Nur die wichtigeren Zeughäuser in Vonizza, Rhion, Anti-Rhion, Korinth, Monembasia, Negropont und Katakaba sollten als Oberzeugwarte Unterlieutenants oder Feldwebel erhalten. An die Spitze sämtlicher Zeughausverwaltungen wurde eine Zeughaus-Hauptdirection in Nauplia selbst gestellt. Unter ihrem Befehle sollten sämtliche Zeughausverwaltungen, insbesondere auch das Zeughaus in Nauplia, die Ouvrierscompagnien, endlich sämtliche Artillerie-Fabrikanstalten, als Salpeter- und Pulvermühlen, das Laboratorium, das zu errichtende Giefs- und Bohrhaus und die Waffenfabriken stehen. *)

Zum Zeughaus-Hauptdirector wurde der ausgezeichnete Oberstlieutenant Fuchs ernannt. Und unter seiner Leitung gedieh zumal das Zeughaus in Nauplia

36) Verordn. vom 10. August (29. Juli) 1833 Art. 6 u. 7 im Rgbl. Nr. 31 p. 245.

ganz vortrefflich. Es wurden Vorräthe jeder Art angeschafft, Werkstätten für alle mögliche Handwerke errichtet. In diesen ward von mehr als 300 Handwerkern mit größtem Fleisse, nicht blos für das Militär, sondern auch für andere Zwecke und andere Personen gearbeitet. Zumal Ackergeräthschaften, Schiff und Geschirr für Landwirthschaft, Handwerkszeug, ja sogar Gegenstände des Luxus. Es wurden daselbst 50 und mehr junge Griechen in die Lehre genommen und unterrichtet. — Es gewährte in der That jedem, dem das Geschick des jungen Reiches am Herzen lag, einen sehr großen Genuß, von Zeit zu Zeit dieses Zeughaus zu besuchen, um die in allen Zweigen gemachten riesenhaften Fortschritte zu bewundern.

Auch Munition, Geschütz und Kriegsbedarf jeder Art wurde von der, stets den Wünschen der Griechischen Regierung entgegenkommenden Französischen zu sehr billigen Preisen käuflich überlassen. Anderes ward noch anders woher erworben. Und bald sah das Zeughaus wirklich auch dem gleich, was es seyn sollte! Ausserdem wurden auch noch in Schweden, unter Vermittelung des trefflichen Schwedischen Geschäftsträgers, des Herrn von Heidenstamm, sehr bedeutende Bestellungen gemacht. Diese sollen jedoch, nach unserer Abreise, warum? kann man sich leicht denken, wieder abgestellt worden seyn.

§. 344.

Zur Verherrlichung des Freiheitskampfes sollten, aufser der Erbauung einer Kirche zu Ehren des Erlösers (§. 301), auch noch zwei Denkmale errichtet werden. Eines zu Navarin zum Andenken an die Rettungsschlacht vom 8. (20.) October 1827. Das andere aber zu Petallidion zur Erinnerung an den Tag, an welchem nach den großherzigen Beschlüssen der Hohen Allianz ein Französisches Hülfs corps auf Griechischem Boden gelandet ist, Hellas von den Gräueln feindlicher Invasion und von den Schrecknissen der Pest befreit, und den Uebergang zu einer besseren Zukunft eröffnet hat. ³⁷⁾

Desgleichen wurde das Denkmal für den heldenmüthigen Markos Botzaris, zu dessen unentgeltlicher Verfertigung sich der berühmte Bildhauer David in Paris anheischig gemacht hatte, in Anregung gebracht. Dasselbe soll nun beendet und von diesem ausgezeichneten Künstler bereits nach Griechenland übersendet worden seyn.

Zur Errichtung von anderen Denkmalen wurden wenigstens Projecte gemacht. Insbesondere zur Erinnerung an Karaiskakis, an die 55 gefallenen Glieder der würdigen Familie Mavromichalis, an den großen Beförderer der Wiedergeburt Griechenlands, den berühmten Korais u. a. m. Und ein Gesamt-

³⁷⁾ Verordn. vom 6. Februar (20. Januar) 1834 im Rgbl. Nr. 6 p. 49.

denkmal für alle sollte in der, in Athen zu erbauenden, Kirche des Erlösers errichtet werden. (§. 301.)

Zweites Capitel.

Von dem Seewesen.

§. 345.

In welchem traurigen Zustande der König und die Regentschaft bei ihrer Ankunft die Griechische Marine gefunden haben, ist schon bemerkt worden. (§. 205.)

Um dieselbe zu heben, wurde die Griechische Nationalflagge regulirt und verordnet, dafs auch die Griechischen Handelsschiffe dieselbe zu führen verbunden seyn sollten. ³⁸⁾)

Sodann wurde zur Bildung einer Seepräfectur geschritten. ³⁹⁾) Sie sollte bestehen aus einem Seepräfecten, aus einem Hafencapitän, Inspector des Personellen und der Musterungen, Director der Schiffswerfte, Controlleur, Zeugwart, Proviantverwalter, Zahlmeister, Präfectursecretär und aus der nöthigen Anzahl von Rechnungsbeamten und Schreibern.

Der Seepräfect sollte für die Kriegsmarine seyn,

38) Verordn. vom 4. (16.) April 1833 im Rgbl. Nr. 21 p. 155. Verordn. vom 15. (27.) October 1833 Art. 1 im Rgbl. Nr. 36 p. 269.

39) Verordn. vom 1. August (20. Juli) 1833 im Rgbl. Nr. 24 p. 181—192.

was der Generalinspector für das Landheer war. Daher wurde, unter der Oberaufsicht des Marineministeriums, unter dessen Befehl gestellt das Personal der Seepräfectur, der Administration und des Arsenalen, so wie sämmtliche Officiere und Equipagen der Kriegsschiffe. Er erhielt ferner die Oberaufsicht über alle Constructionen und Reparationen der Schiffe, so wie über die Erhaltung der vorhandenen, und über die Reparationen und Neubauten an den Gebäuden des Arsenalen. Ein von dem Seepräfecten präsidirter Präfecturrath sollte ihn bei seinen wichtigen Functionen berathen und unterstützen. (Art. 3—19.)

Der Hafencapitän ward mit der Polizei im Hafen und Arsenalen, ferner mit der Ausrüstung und Entwaffnung der Kriegsschiffe im Hafen beauftragt. Ihm wurde daher eine Specialaufsicht über die zu dem Ende vorhandenen Magazine, als z. B. von Tau- und Segelwerk, von Rollen- und Flaschenzügen, von Hängematten, von Wasser-, Wein- und Brantweinfässern, von Koch- und Wassergeschirren, von Boussolen, Laternen, Flaggen, Lebensmitteln u. s. w. übertragen. (Art. 20—34.)

Der Inspector des Personellen und der Musterung sollte alle Personal- und Soldverhältnisse vom Seepräfecten abwärts besorgen. Er sollte insbesondere die vorgeschriebenen Musterungen über die Equipage der ein- und auslaufenden Schiffe, so wie über die im Arsenal und Hafen arbeitenden Ouvriers, Seesoldaten, Invaliden und Matrosen vornehmen. (Art. 35—43.)

Der Director der Schiffswerfte wurde mit der Oberleitung des Baues und der Reparatur der Königlichen Schiffe, ferner mit der Oberaufsicht über das hiezu nöthige Material, und zu gleicher Zeit mit den Neubauten und Reparaturen der Gebäude im Arsenal und Hafen beauftragt. Daher sollte derselbe die ein- und auslaufenden Schiffe inspiciiren, um sich zu überzeugen, daß sie in gutem Stande sind. Daher wurde alles Maschinenwesen, die Zeugschmiede und die Compafs-Werksätze ihm zugetheilt. Eben darum ward ihm die Oberaufsicht über sämtliche Magazine, welche die zum Schiffbau erforderlichen Materialien enthalten, als z. B. Mastbäume, Bretter, Kielhölzer, Schaluppen, Nägel, Eisenwerk, Kufnerei, u. s. w. übertragen. (Art. 44—55.)

Der Controlleur sollte der Chef der Buchhaltung in der Seepräfectur seyn, und Sitz und Stimme im Präfecturrath haben. (Art. 56—63.)

Der Zeugwart sollte unter der Oberaufsicht des Hafencapitäns sich mit dem blos technischen Theil und dessen Leitung befassen. (Art. 64—78.)

§. 346.

Der berühmteste unter den vielen jetzt noch lebenden Griechischen Seehelden, Andreas Miaoulis aus Hydra, wurde als Seepräfect an die Spitze der Seepräfectur gestellt. Die zweite Stelle erhielt der gleichfalls sehr ausgezeichnete Nikolaus Botassis aus Spezzia. Hierauf sollte, unter ihrer Mitwirkung, an die Organisation der Kriegsmarine Hand an-

gelegt werden. Ueber die Regulirung der Handelsmarine ist früher schon das Nöthige bemerkt worden. (§. 285.)

Es wurde festgesetzt, dafs es künftig nur einen Contreadmiral, — den Oberbefehl der Königlichen Marine als Grofsadmiral hatten sich Seine Majestät selbst vorbehalten, — dann Capitäne erster Classe (Linien Schiffscapitäne), Capitäne zweiter Classe (Fregattencapitäne), Capitäne dritter Classe, Lieutenants und Fähndriche geben solle.

Die Aerzte und die zur Besorgung der Schiffsadministration zu ernennenden Commissäre wurden in zwei Classen eingetheilt. Eben so die Bootsmänner, Steuermänner, Oberkanoniere, Waffen-, Oberzimmer-, Obersegel- und Kalfaterermeister. Die Matrosen endlich wurden in drei Classen eingetheilt. Die Besoldungen, Gebühren, Löhnungen, Tafelgelder, Uniformen u. s. w. wurden gleichfalls genau bestimmt.⁴⁰⁾

Es sollte ferner eine Marine-Ouvrierscompagnie⁴¹⁾ und eine Marine-Artilleriecompagnie errichtet werden, zu deren Commandanten ein ausgezeichnete Königlich Hannöverscher Militär, Herr Duplat, unterm 10. Juni 1834 ernannt worden ist.⁴²⁾

40) Verordn. v. 3. (15.) November 1833. im Rgbl. No. 39. p. 289—291. und Rgbl. von 1834. No. 2. p. 5—7.

41) Verordn. v. 1. August (20. Juli) 1833. Art. 43, 54 u. 55. im Rgbl. No. 24. p. 187 f.

42) Rgbl. von 1834. No. 33. p. 255.

Dieses für Griechenlands Zukunft so sehr wichtige Werk der Organisation einer nationalen Marine sollte aber durch ausgezeichnete Königlich Schwedische Marineofficiere vollendet werden. Der, den Griechischen Interessen stets aufs Allerfreundlichste entgegenkommende, König von Schweden hatte mehrere derselben der Griechischen Regierung bereits zur Disposition gestellt. Und bald nach Unserer Abreise ist auch Einer, der Graf von Rosen, wirklich angekommen. — Warum man aber zu dem Ende gerade Schwedische Marineofficiere zu erhalten bemüht war, liegt auf flacher Hand. Sollte man Englische, Russische oder Französische nehmen? Nach Lage der Dinge konnte man dieses nicht, wenn man anders seine Unpartheilichkeit und Unabhängigkeit behaupten wollte. Man mußte daher die Hülfe bei einer neutralen Macht suchen. Die Schwedischen Officiere stehen nun aber an Kenntnissen und praktischer Fertigkeit keinen anderen, sogar nicht den Englischen nach. Daher ward ihnen der Vorzug ertheilt.

§. 347.

• Das Arsenal, welches man in Poros, entblößt von allen Vorräthen, vorgefunden hatte, sollte anfangs nach Salamis, an welches so viele Erinnerungen geknüpft waren, verlegt werden. Allein, nach näherer Ueberlegung, erhielt der Hafen von Poros den Vorzug, welcher besser gelegen, und mit einer ganz vortrefflichen, geschlossenen, für die

allergrößte Flotte Raum habenden Rhede versehen war.

Nun wurde das fast gänzlich mangelnde Material nach und nach ergänzt. Es wurden von der Russischen Marine, welche in Poros noch aus früheren Zeiten her ihre Magazine hatte, und anderwärts Ankäufe, für noch größere Vorräthe aber wenigstens Bestellungen gemacht. Die Erbauung eines neuen Arsenalles an einer besser gelegenen Stelle ward in Berathung genommen, und die Verfertigung der dazu nöthigen Pläne und Kostenanschläge verordnet.

Aus den beiden alten vorgefundenen, jedoch völlig untauglich befundenen Dampfbooten, sollte ein neues gebaut werden. Und zwar nicht in Venedig, wie man es anfangs projectirt hatte, sondern auf den Rath des Admirals Malcolm, vielmehr in Poros selbst. Trotz aller Bemühungen von Seiten der Regentschaft war jedoch fünfviertel Jahre nachher, bei meiner Abreise, noch nicht einmal damit der Anfang gemacht worden. Mehrere Kanonenböte mit ganz schwerem Geschütze, — 68 Pfündern, — wurden indessen wirklich daselbst gebaut, und alle aus früheren Zeiten noch vorhandene Kriegsschiffe wieder reparirt und segelfertig gemacht.

Schon im April 1834 war folgendes der Stand der Griechischen Kriegsmarine. Eine Corvette mit 20 Kanonen, der Kronprinz von Bayern genannt. Vier Briggs, Nelson, Herkules, Cambrian und Minerva genannt, von 20, 16 und 12 Kanonen. Die Gabarre Phönix mit 16 Kanonen. Sechs Goeletten,

Lady Codrington, **Smyrna**, **Léda**, **Karaiskakis**, **Eucharis** und **Argus** genannt, mit 12, 10 und 8 Kanonen. Vier ganz neu erbaute Kanonenboote, **Miaoulis**, **Hastings**, **Philhellene**, und die **Bayerin** genannt, mit einer Kanone von 68 Pfund und mit zwei kleinen Kanonen. Zwei **Bellou's**, die **Ariadne** und **Gorgo** genannt, mit einer Kanone. Der **Mystik Euplous** mit einer Kanone. Die **Galiote Clio** mit einer Kanone. Die **Trechandine St. Nikolaus**, und der **Kutter Aiolos**, welche nur zur **Correspondenz** gebraucht worden sind. ⁴³⁾

Das **Commando** über diese Kriegsschiffe erhielten die tapfersten Seehelden, welche im **Freiheitskampfe** den größten Ruhm davongetragen hatten. Ueber die **Corvette**, der **Kronprinz Maximilian**, **Constantin Kanaris**. Ueber die **Goëlette Lady Codrington**, **Antonius Kriezis** mit dem **Oberbefehl** über die **Station der Kykladen**, u. s. w. ⁴⁴⁾

Für die damaligen Bedürfnisse Griechenlands war diese Kriegsmarine vollkommen hinreichend. Unter der **Anführung bewährter Seehelden** ward der **Seeräuberei** bald ein Ende gemacht. Sie reichte hin zur **schleunigen Unterdrückung** des in dem **Sommer 1833** in **Tinos** entstandenen **Aufstandes**. Desgleichen zur **Blokirung der Maina**, während der im **Sommer 1834** daselbst **erregten Unruhen**.

Nur **Dampfboote** fehlten noch, und wurden, der **schnelleren Communicationen** wegen, mit jedem

⁴³⁾ **Sotir** von 1834. No. 25. p. 105 u. 106.

⁴⁴⁾ **Rghl.** von 1834. No. 16. p. 130.

Tage dringender nothwendig. Daher wurden, aufser dem in Poros von Griechen zu erbauenden, auch noch in England und Schweden solche bestellt, oder wenigstens wegen ihrer Unterhandlungen angeknüpft.

§. 348.

Um die während des Freiheitskampfes geleisteten grossen Dienste der Marine, wenigstens so weit es die noch immer geringen Kräfte der Griechischen Regierung gestatteten, belohnen zu können, wurde zur Prüfung der verschiedenen Ansprüche eine Commission niedergesetzt. Sie bestand unter dem Vor- sitze des Admirals Miaoulis aus den Herrn Sach- touris, Androutzos, Apostolis, Kanaris, Kriezis und Therisiotis.⁴⁵⁾

Nach dem Ergebnisse dieser Prüfungen erhielten die alten Seehelden, oder ihre Wittwen und Waisen, Pensionen.⁴⁶⁾ Sie erhielten ferner Ansprüche auf die auch für das Landheer bewilligten Denkmün- zen mit denselben Rechten.⁴⁷⁾ Endlich erhielten sie auch Antheil an der schon öfter erwähnten Ver- theilung von Grund und Boden,⁴⁸⁾ mit der

45) Verordn. v. 21. April (3. Mai) 1833. im Rgbl. No. 16. p. 106 f.

46) Verordn. v. 20. Mai 1834. im Sotir von 1834. No. 40. p. 165.

47) Verordn. v. 1. Juni (20. Mai) 1834. Art. 1. im Rgbl. No. 20. p. 161. S. auch oben §. 339.

48) Verordn. v. 1. Juni (20. Mai) 1834. im Rgbl. No. 22. p. 171 f. Vergl. auch oben §. 340.

Zusicherung, daß die für die Seesoldaten auf diese Weise zu begründenden Colonien an den, für sie angenehmsten und passendsten Orten, nämlich in Euböa, in der Attika oder in der Argolide angelegt werden sollten.⁴⁹⁾

Andere Seehelden erhielten gleich bei der ersten Ordensverleihung, nach dem Grade ihrer Verdienste, höhere oder niedrigere Grade des Königlichen Ordens. Unter Anderen Andreas Miaoulis, Antonius Kriezis und Georg Sachtouris von Hydra; Nikolaus Botassisi von Spezzia; Constantin Kanaris, Demetrios Papanicoli und Constantin Nicodemos von Ipsara und Andere mehr.⁵⁰⁾

Wieder Andere wurden dadurch ausgezeichnet, daß ihre Namen den größeren oder kleineren Kriegsschiffen beigelegt worden sind. Während die schon erwähnten Namen eines Miaoulis, Karaiskakis u. A. an die glänzendsten Thaten des Griechischen Freiheitskampfes erinnern, waren andere Namen, z. B. die eines Codrington, Hastings u. A., bestimmt, berühmte Philhellenen zu ehren. (§. 347.)

Endlich ward auch noch ein Marine-Veteranencorps errichtet.⁵¹⁾ Zunächst sollten in dasselbe nur diejenigen aufgenommen werden, welche während des Freiheitskampfes auf Kriegsschiffen oder

49) Verordn. v. 5. Juli (23. Juni) 1834. Art. 12. im Rgbl. No. 25. p. 206.

50) Sotir von 1834. No. 37. p. 153.

51) Verordn. v. 7. Mai (25. April) 1834. im Rgbl. No. 39. p. 231 — 233.

Brandern gedient hatten. In der Zukunft aber nur solche, welche zum vierten Male die festgesetzte Zeit hindurch gedient hatten, oder vor dem Feinde verwundet worden waren. (Art. 4—7.) Die Veteranen sollten im Arsenale zu Poros zur Bewachung der Schiffe, Magazine, zur Beaufsichtigung der Arbeiten und anderen, ihren Kräften und Fähigkeiten angemessenen Marinediensten verwendet, ferner gehörig besoldet und gekleidet werden. (Art. 8—11.)

Allein nicht blos für die Belohnung bereits schon geleisteter Dienste sollte gesorgt, es mußte auch noch durch Unterricht der Grund zu einer besseren Zukunft gelegt werden. Die Griechische Marine ist nämlich, was praktische Fertigkeit betrifft, vielleicht die erste in der Welt. Allein sie ermanget leider noch gänzlich der theoretischen Bildung, und der für jede Marine ganz unentbehrlichen Disciplin.

Um auch diesem Mangel, wenigstens für die künftigen Geschlechter abzuhelpen, wurden mit der Königlich Dänischen Regierung Unterhandlungen angeknüpft, deren Zweck war, junge Griechen, die Söhne ausgezeichneter Seehelden, in der anerkannt trefflichen Marineschule zu Kopenhagen unterzubringen. Diese, für Griechenlands Gedeihen sehr wohlgesinnte Regierung kam den Wünschen der Griechischen aufs Freundlichste entgegen. Doch war das endliche Resultat dieser Unterhandlungen, bei meiner Abreise aus Griechenland, daselbst wenigstens noch nicht bekannt.

Endlich beabsichtigte man auch noch in Poros selbst eine, der Schule der Evelpiden ähnliche, Marineschule zu errichten. Dabei sollte hauptsächlich auch die Mitwirkung der, von dem König von Schweden der Griechischen Regierung zur Disposition gestellten, Schwedischen Marineofficiere in Anspruch genommen werden. Allein — die neue Regentschaft hat sich auch damit nicht mehr weiter beschäftigt.

Achter Titel.

Von der Finanzverwaltung.

§. 349.

Die Griechischen Finanzquellen blieben auch unter der Regentschaft dieselben, wie unter der Capodistrianischen Regierung.⁵⁹⁾ Neue wurden keine

59) Ueber die großen Fehler des Griechischen Finanzwesens s. z. B. Sotir vom Jahre 1834. No. 78. p. 321 bis 323. Und an vielen Stellen bittere Klagen darüber, daß nichts darin gethan werde. So z. B. längst nach meinem Austritt aus der Regentschaft im Sotir vom 28ten September 1834. No. 69. p. 286. „Nous ne savons où en sont nos finances, car le pouvoir n'en dit pas un mot. Ce que nous savons bien, c'est qu'on fait à tout propos des dépenses inutiles, ruineuses, sur lesquelles nous pourrions revenir plus tard etc.”

eröffnet, wie es sich sogleich, beim Durchgehen der einzelnen Finanzquellen, zeigen wird.

Eine Hauptrevenue war auch jetzt noch das sehr bedeutende Grundeigenthum des Staates. Es gab nämlich, wie dies schon bemerkt worden ist, aufser den Inseln, wo die Türken nie Eigenthum besessen hatten, aller Grundbesitz daher in den Händen der Griechischen Gemeinden und Privaten geblieben war, auf dem Griechischen Festlande, so wie in dem Peloponnes nur wenige Griechische Privatgrundbesitzer. Vielmehr gehörte in früheren Zeiten fast der ganze Grund und Boden dem Sultan, oder den Kirchen und Klöstern, oder endlich Türkischen Grofsen. Von den Türkischen Privatbesitzungen im Peloponnes und auf dem Griechischen Festlande war schon während des Freiheitskampfes, nach dem Recht der Eroberung, theils von der Griechischen Nation, — dem Staate, — theils von Griechischen Privatmen Besitz genommen worden. In der Attika, Euböa und Zeitouni, welche nach dem Londoner Protokoll vom 3ten Februar 1830 an Griechenland abgetreten werden sollten, aber erst von der Regentschaft im Jahre 1833 in Besitz genommen worden sind, haben die Türkischen Privateigenthümer ihr Grundeigenthum insgemein an Griechen, sehr häufig aber auch an Fremde verkauft. Anderes Grundeigenthum liegt noch im Streit. Alles übrige, ehemals Türkische Eigenthum, also der grösste Theil des Landes, gehört dem Griechischen Staate, ist Staatsdomäne.

Andere, gleichfalls dem Staate gehörige, Olivenbäume wurden schon in früheren Zeiten in Erbzins gegeben. Sie heißen Coliga-Oelbäume (κολιγινά) Bei ihnen hatte der Staat nur auf die Hälfte des Ertrages Anspruch. Und auch diese wurden auf ein Jahr lang verpachtet, z. B. in Amphissa, in der Attika u. s. w. ⁵⁷⁾

Desgleichen wurden mehrere, dem Staate eigenthümlich zustehende, Gärten verpachtet. Auf 10 Jahre z. B. die Gärten zu Hagios Theodoros in der Eparchie Theben und bei Patras. ⁵⁸⁾

Eben so wurden verschiedene Mühlen, insbesondere Walkmühlen des Staates verpachtet. Zum Beispiel auf 5 und mehr Jahre die Mühlen zu Chasanependi und Sideri, zu Kephalaria bei Argos, nahe an der berühmten Lerneischen Höhle. ⁵⁹⁾

Einige dem Staate gehörige Häuser, zumal Badehäuser, wurden aber verkauft, z. B. zu Lebada und zu Tripolis. ⁶⁰⁾

Staatswaldungen, behauptete man in den ersten Zeiten Unserer Wirksamkeit in Griechenland, gäbe es gar keine. Nach und nach wurden ihrer aber drei sehr bedeutende, sogar Eichen- und Buchenwaldungen, aufgefunden, in Messenien, Negropont

57) Rgbl. von 1833. No. 27 u. 30. p. 202 u. 236.

58) Rgbl. von 1833. No. 33 u. 37. p. 257 u. 281.

59) Rgbl. von 1833. No. 30 u. 33. p. 235 u. 258.

60) Rgbl. von 1833. No. 35. p. 267. und vom Jahre 1834. No. 7. p. 69.

und Rumelien. Zu ihrer Conservation wurden einige junge Deutsche Forstmänner angestellt, und durch ein Reglement des Finanzministeriums zahllose Mißbräuche beim Holzfällen abgestellt. ⁶¹⁾

Sümpfe endlich und Moorgründe sollten gleichfalls auf 10 bis 15 Jahre an den Meistbietenden verpachtet werden. ⁶²⁾

§. 351.

Auf Anrathen von Mavrokordatos sollten die Königlichen Salinen nicht weiter verpachtet, sondern in Staatsregie betrieben werden.

Daher wurde denn beschlossen, nur die Salinen zu Missolonghi, Dobraina, von Attika und Zeitouni auf dem Griechischen Festlande; dann die Salinen zu Thermissi und Lechaina im Peloponnes; und auf den Inseln die zu Milos im Betriebe zu erhalten, und einer jeden einen Betriebsbeamten vorzusetzen. Zum Verkaufe des gewonnenen Salzes sollten an den eben genannten Orten, und außerdem noch bei den Mühlen zu Nauplia, zu Astros, Lenidi, Malvasia, Marathonisi, Kalamata, Modon, Philiatra, Katakolon, Patras, Akrata, Salona, Lepanto, Dragomestre, Kalamaki, Oropos, Talanti und zu Xerochori Salzniederlagen errichtet, und diesen eigene Niederlagsbeamte vor-

61) Rgbl. von 1833. No. 40. p. 300—304.

62) Verordn. v. 18. (30.) November 1833. im Rgbl. No. 40. p. 298.

gesetzt werden. Zu gleicher Zeit ward die Einfuhr des fremden Salzes gänzlich verboten.⁶³⁾

Doch bald bestätigte sich die schon in früheren Zeiten gemachte Erfahrung (§. 208.), worauf jedoch damals die Regentschaft von niemand aufmerksam gemacht worden ist. Nämlich die Erfahrung, wie unpraktisch, zumal in Griechenland, eine solche Regie sich gestaltet. Die Staatskasse ward dabei in jedem Falle nicht reich. Wenigstens war dieses Unsere Ansicht im Frühjahr 1834. Seitdem ist diese Maasregel, man sagt von Mavrokordatos selbst, in der allgemeinen Zeitung vertheidigt, und als sehr zweckmässig dargestellt worden.⁶⁴⁾ Und sollte das dort angeführte günstige Resultat seine Richtigkeit haben, so könnte mich dieses für die Griechische Staatskasse nur freuen.

Die Fischerei wurde nach wie vor jedes Jahr verpachtet, mit einziger Ausnahme des Sardellenfanges im Korinthischen Meerbusen und an der Küste von Patras. Der Sardellenfang wurde nämlich, auf Antrag von Theocharis, den Griechischen und fremden Schiffen ganz freigegeben. Aufser den gewöhnlichen Hafengebühren sollte keine andere Abgabe mehr erhoben werden, als von jeder Oka 5 Lepta für frische und 10 Lepta für gesalzene Fische.⁶⁵⁾

63) Verordn. v. 11. (23.) April 1833. im Rgbl. No. 15. p. 100—102.

64) Außerordentliche Beilage zur allg. Zeitung vom 26. April 1835. No. 163. p. 651 ff.

65) Verordn. v. 14. (26.) März 1834. im Rgbl. No. 33. p. 247 ff.

§. 352.

Auch der Münze muß hier gedacht werden, wiewohl sie in diesen Zeiten noch keine Finanzquelle gewesen ist, der Staatskasse vielmehr, zum Besten des Landes jedoch, große Kosten verursacht hat.

Es ist bereits bemerkt worden, daß die Einführung eines neuen Münzwesens schon in München beschlossen, und zur Ausführung gebracht worden ist. (§. 260.) Die deshalb nöthigen Verordnungen erschienen aber erst in Nauplia im Februar 1833. Danach wurden die alten Münzen außer Kraft gesetzt, und neue Gold-, Silber- und Kupfermünzen eingeführt. Die Gold- und Silbermünzen sollten in ihrem Feingehalte den wirklichen Werth enthalten, für welchen sie ausgegeben wurden. Die Goldmünzen sollten in Stücken zu 20 und 40 Drachmen, die Silbermünzen aber in Stücken zu 5, ein, eine halbe und ein viertel Drachmen ausgeprägt werden. Die Goldstücke sollten neun Theile feinen Goldes und einen Theil Kupfer, die Silbermünzen aber neun Theile feinen Silbers und einen Theil Kupfer enthalten. Die Kupfermünzen sollten in Stücken zu einem Lepton, zu zwei, fünf und zu 10 Lepta ausgeprägt werden, und jede Drachme aus hundert Lepta bestehen. **)

Durch eine andere Verordnung ward der Werth

66) Verordn. vom 8. (20.) Februar 1833 im Rgbl. Nr. 2 p. 9—12.

der in Griechenland Curs habenden Münzen bestimmt. 67) Sodann ward Zeit und Ort zur Einwechslung der alten Griechischen Kupfermünzen gegen neue Kupfer- oder Silbermünzen festgesetzt. 68)

Die neuen Silbermünzen waren ihres inneren Werthes wegen sehr gesucht, und deshalb sehr häufig, zumal gegen sehr schlechtes Türkisches Geld, ausgetauscht, und in die Türkei ausgeführt worden. Daher wurden die Türkischen Münzen, ohne irgend eine Ausnahme, im ganzen Umfange des Königreiches bei Confiscation und Geldstrafe verboten. 69)

Die Gold-, Kupfer- und die meisten Silbermünzen wurden in der Königlich Bayrischen Münze in München, unter der Leitung des Münzdirectors von Leprieur, sehr schön ausgeprägt; ein anderer Theil der Silbermünzen aber in Karis weniger schön. Späterhin sollte in Griechenland selbst die Prägung fortgesetzt werden. Es wurden zu diesem Ende in München die nöthigen Maschinen bestellt und verfertigt. Allein, ehe noch in Griechenland ein Münzgebäude ausgemittelt worden war, kamen jene Maschinen an, und harren nun ihrer Erlösung aus dem ihnen angewiesenen Behälter. Es wurden nämlich zur Erbauung

67) Verordn. vom 8. (20.) Februar 1833 im Rghl. Nr. 3 p. 13—15.

68) Verordn. vom 1. October (19. September) und vom 10. October (28. September) 1833 im Rghl. Nr. 30 u. 31 p. 225 f. und 237—239.

69) Verordn. vom 17. (29.) August 1833 im Rghl. Nr. 25 p. 193 f.

eines Münzgebäudes in Athen mehrere Projecte gemacht, diese wieder abgeändert und nochmals umgeändert. Und über diesem Aendern und Umändern erhielten wir Unsere Abberufung.

§. 353.

Das Zollwesen lag im Argen. Denn immer noch mußte von einem Griechischen Hafen in den anderen Zoll erlegt werden. Und ähnliche Gebrechen bestanden noch viele. Grofse Reformen waren demnach dringend nothwendig! Dennoch geschah so gut wie nichts, in diesem für den Griechischen Handel so wichtigen Finanzzweig. Denn die Verordnung, dafs die bisher unter Türkischer Herrschaft gestandenen Gebietstheile in den allgemeinen Zollverband aufgenommen werden sollten, ⁷⁰⁾ verstand sich im Grunde von selbst. Eben so die weitere Verordnung, dafs die aus Samos, Ikaria, Leros, Patmos, Kalymnos und Astypaläa eingeführten Waaren verzollt werden sollten, wie andere aus den übrigen Theilen des Osmanischen Reiches kommenden Waaren. ⁷¹⁾

Das Beste, was noch geschah, war die Ernennung eines sehr tüchtigen und braven Griechen, des Herrn Diamantis Maniariis, zum Director der Douane in Syra. Denn dadurch wurde die Zollein-

70) Verordn. vom 6. April (25. März) 1833 im Rgbl. Nr. 16 p. 106.

71) Rgbl. von 1833 Nr. 33 p. 257.

geschah, und die Zahlung in einem oder zwei Fristen geleistet werden mußte, nur Gesellschaften, welche ihre Capitalien zu diesem Ende zusammenschossen, oder nur große Capitalisten selbst auf den Pacht eingehen konnten.

Im Ganzen wurde auch wieder nach denselben Grundsätzen bei der Zehntverpachtung fürs Jahr 1834 verfahren. ⁷⁸⁾ Insbesondere fanden die auch schon unter der Venezianischen Herrschaft üblichen, und mit Recht von Ranke ⁷⁹⁾ gerühmten Verpachtungen an die einzelnen Gemeinden immer mehr Eingang und Beifall.

Zur Leitung des Zehntwesens und zur Besorgung der Naturalperception in den so eben angegebenen Fällen, sollten Ephoren angestellt werden. In jedem Nomos Zehntobercommissäre, und in jeder Eparchie Zehntbezirkscommissäre. ⁸⁰⁾ Eine von Mavrokordatos eingegebene sehr unglückliche Idee, zumal bei den auf seinen Antrag stattgehabten Personalernennungen. Denn durch die von diesen Zehntcommissären herrührenden Erpressungen und Bedrückungen entstanden in allen Theilen des Landes Klagen und gegründete Beschwerden. Es ward späterhin sogar von jedermann zugegeben, daß ohne sie der Aufstand

78) Verordn. vom 5. April (24. März) 1834 im Rgbl. Nr. 13 p. 93—95 und p. 95 f. Art. 1.

79) Ranke, historisch-politische Zeitschrift. Berlin 1835, II. p. 447—451.

80) Verordn. vom 15. (27.) April 1833 Art. 5, 10 u. 11 im Rgbl. Nr. 15, p. 102 f. Verordn. vom 3. Mai (22. April) 1833 im Rgbl. Nr. 17 p. 124.

in Tinos, ja sogar die Conspiration von Kolokotronis selbst unmöglich hätte zu Stande kommen können.

Und interessant war es zu hören, wie damals der Graf von Armanberg seine Galle über Mavrokordatos ergoß, mit dem er doch später wieder so innig sich zu verbinden für zweckdienlich fand. Wahrscheinlich wollte er damals, nach seiner bekannten Manier, die eigene Verantwortlichkeit als Referent in der Sache auf einen anderen wälzen, diesem die Ehre des Sündenbocks zu Theil werden lassen.

Die Manipulation bei der Zehnterhebung war nämlich folgende. Der Zehnterheber pflegte das gedroschene Getreide unter freiem Himmel zu messen, und den Zehnten zu erheben. Auf gleiche Weise geschah die Auszehntung bei dem Mais, der Baumwolle, bei dem Reis, Anis, Kümmel, Taback, Knoblauch, bei den Zwiebeln und anderen ähnlichen Früchten. Der Ertrag der Oliven- und anderen Fruchtbäume, so wie der Weinberge und Korinthengärten, pflegte von Sachverständigen geschätzt zu werden, welche die Partheien selbst zu ernennen hatten. Nach dem Schätzungspreis pflegte nun der Zehnte berechnet, und entweder in Natur oder in Geld entrichtet zu werden.

Bei dieser Perceptionsweise haben sich nun, namentlich von Seiten der Ephoren, ganz unendlich viele Mißbräuche eingeschlichen. Um sie abzustellen wurden in manche Provinzen Commissäre zu ihrer Untersuchung und Abstellung gesendet, unter Anderem nach Messenien der Ministerialrath Silibergos.

Da dieses aber gewöhnlich Creaturen von Mavrokordatos, der jenen unredlichen Männern zu Amt und Würde verholfen hatte, gewesen sind, so pflegten insgemein bloße kleine Mißverständnisse, welche in der Neuheit des Verfahrens ihren Grund haben sollten, gefunden zu werden. Die Erpressungen und anderen Mißbräuche gingen daher nach wie vor ihren alten Gang. Zu ihrer Abstellung wurden zwar noch von Zeit zu Zeit diese oder jene Verfügungen getroffen, diese oder jene Verordnungen erlassen, z. B. von Mavrokordatos im August 1833, ⁸¹⁾ und auf Antrag von Theocharis im April 1834. ⁸²⁾ Allein sie blieben größtentheils gänzlich unbeachtet, führten in jedem Falle nicht zum Ziele. Denn die Mißbräuche lagen in den Personen selbst, um diese abzuändern hätte demnach das Personal gänzlich geändert werden müssen. Dieses war aber natürlich nicht möglich, wiewohl mit größter Strenge gegen die Einzelnen eingeschritten, mehrere auch ihres Amtes entsetzt worden sind.

§. 355.

Die Weidesteuer ward auf Antrag von Theocharis auf folgende Weise regulirt.

Nach dem hergebrachten Rechte wurde ein Unterschied zwischen Staats- oder Aerialweidenschaften, deren Benutzung dem Staate ge-

81) Rgbl. von 1833. No. 26. p. 198—200.

82) Verordn. v. 5. April (24. März) 1834, Art. 2 u. 3, im Rgbl. No. 13. p. 96 u. 97.

hörte, und Staatsprivatweidenschaften, oder als Emphyteusen verliehene Weidenschaften gemacht. ⁸³⁾ Alle in früheren Zeiten gemachten Verpachtungen von Staatsweidenschaften wurden nun aufgehoben und verordnet, daß keine solche Verpachtungen mehr statt haben sollten. (Art. 3—5.) Statt dessen sollte für das in den Aerarialweidenschaften weidende Vieh, mit Ausnahme der Säuglinge, eine Weideabgabe erhoben werden. Jedes Jahr von dem kleinen Vieh, z. B. Ziegen, Schaafen, und insbesondere auch von Schweinen per Kopf 5 Lepta. Von dem großen Vieh, als z. B. Ochsen, Büffel, Kühen, Pferden, Eseln, Mauleseln u. s. w. aber 8 Lepta per Kopf. (Art. 6.) Für die Staatsprivatweidenschaften sollte der emphyteutische Nutznießer eine Grundsteuer, deren Betrag nach Umständen höher oder niedriger war, entrichten. (Art. 8—12.) Jeder Vieheigentümer, welcher eine Weide benutzen wollte, sollte einen Weidesteuer-Ausweis erhalten, und zu dem Ende sollte eine Zählung des Viehes vorgenommen werden. (Art. 13 und 14.)

Neben dieser Weidesteuer wurde, gleichfalls auf Antrag von Theocharis, noch eine Viehsteuer für die Jahre 1833 und 1834 eingeführt. Nämlich für das kleine Vieh, als z. B. Ziegen, Schaafe u. s. w. 7 Lepta per Kopf. Für Esel 12, für Schweine 13,

⁸³⁾ Verordn. vom 3. (15.) December 1833 Art. 1 u. 2 im Rgbl. Nr. 40 p. 295.

für Pferde, Maulesel und Kameele 14 Lepta. Für das grofse Hornvieh, als z. B. Ochsen, Büffel und Kühe, 20 Lepta per Stück. Die Zählung des Viehes sollte im Laufe des Decembers 1833 und Jänners 1834 vorgenommen werden. ⁸⁴⁾ Allein Ende Juli 1834 war noch keine Zählung, weder die eine noch die andere, vorgenommen. Auch habe ich nicht gehört, dafs nach meiner Abreise eine solche vorgenommen worden wäre.

Die Abgabe für Bienenstöcke ward für das Jahr 1834 auf 20 Lepta per Stück festgesetzt. Die Betreibung dieser Abgabe sollte aber auf dem Wege der Versteigerung dem Meistbietenden überlassen werden. ⁸⁵⁾

Hinsichtlich der Gerichtsgefälle blieb es bei den vorgefundenen Bestimmungen. Sie waren aber, da aufser den Friedensgerichten und aufser dem Handelsgerichte in Syra, noch keine Civilgerichte bestanden, nur wenig ergiebig für die Finanzen. Dennoch blieb, wenigstens bei dem Handelsgerichte in Syra, nach Abzug der Richtergehälter und der übrigen Gerichtskosten, immer noch ein kleiner Ueberschufs für die Staatskasse. Mit der Einführung einer neuen Justizverfassung mußten jedoch auch für die Gerichtsgefälle neue Normen gegeben werden. Ein

⁸⁴⁾ Verordn. vom 3. (15.) December 1833 im Rgbl. Nr. 40 p. 297 u. 298.

⁸⁵⁾ Verordn. vom 7. Juli (25. Juni) 1834 im Rgbl. Nr. 23 p. 191.

Stempelgesetz schien dazu am geeignetsten und zweckmäfsigsten zu seyn. Es wurde, zu dessen Abfassung, dem Referenten im Finanzfache ein junger Deutscher, Herr Berg, zur Verfügung gestellt; die Sache oft in Erinnerung gebracht; Wir jedesmal von 14 Tagen auf 14 Tage vertröstet. Bis Uns denn der 31. Juli auch von dieser Last des fruchtlosen Mahnens erlöste.

Auch die Errichtung einer Nationalbank, um den armen aber sehr arbeitsamen Ackersleuten durch Darlehen zu mäfsigen Zinsen aufhelfen zu können, ward für nothwendig erkannt. Desgleichen die Erlassung eines Gesetzes über die directen und indirecten Steuern u. dgl. m. Allein auch hiebei blieb es bei Unseren frommen Wünschen, denn der Referent, Herr Graf von Armanberg, war auch in dieser Beziehung zu nichts zu bewegen.

§. 356.

Eine Hauptrevenüe für die Regentschaft war die von den Großmächten garantirte Anleihe von 60 Millionen Franken. Eine, auf den ersten Anblick unerschöpfliche Quelle, die aber bei näherer Erwägung ziemlich zusammengeht.

Jedermann kennt die großen Schwierigkeiten, mit denen die Regentschaft zu kämpfen hatte, ehe sie mit diesem Anleihen einigermaßen zum Ziele kam. Ehe insbesondere die Französischen Kammern ihre Zustimmung gegeben haben. Erst im Juli 1833 erfolgte bekanntlich, und zwar nach sehr heftigen De-

batten, diese Zustimmung. Erst dann erhielt man daher Gewissheit über das Zustandekommen dieses von den Großmächten garantirten Anleihens. Mit den Geldmächten hatte man schon früher eventuell unterhandelt, ⁸⁶⁾, und durch die Bemühungen des Baron Simon von Eichthal in München und des Herrn Aguado in Paris das Anleihen endlich mit vieler Mühe zu 94 per Cent abgeschlossen. Ich sage endlich, und im Kampfe mit den allergrößten Intriguen, zu 94 per Cent, während kurz nachher das von England garantirte Drittheil zu 116, das Französische Drittheil zu 110, und das Russische zu 107 per Cent abgesetzt worden ist. Zieht man nun davon noch die Remisen, Uebersendungskosten u. s. w. ab, so wird man selbst finden, wie sehr auch diese Summe von 40 Millionen Franken, — denn so viel betrugen die bewilligten zwei Drittheile des Anleihens, — wieder zusammen geschmolzen ist. Die größte Sparsamkeit war demnach dringendes Gebot.

Anfangs war das Haus Rothschild dem Anleihen fremd geblieben. Später associirte es sich aber mit den Contrahenten, und stellte sich sogar an die Spitze des ganzen Unternehmens, wodurch dieses natürlich nur um so größere Sicherheit erhielt.

Aber auch jetzt noch dauerte es mehrere Monate, bis die Obligationen und Zinscoupons in Ordnung, das Geld also flüssig war.

86) Note explicative sur l'emprunt Grec de 60,000,000 Francs capital, qui se negocie aux bourses de Paris et de Londres etc. Paris 1833.

Ein bedeutender Theil des Anleihens mußte sodann auf der Stelle zur Rückzahlung der von der Königlich Bayrischen Regierung und vom Hause Eichthal gemachten Vorschüsse verwendet werden. Zwölf weitere Millionen Franken (40 Millionen Piaster) mußten als Entschädigungssumme an die Türkei bezahlt werden. An England, an Frankreich und an Rußland mußten außerdem noch, an ein jedes 600000 Franken zurückbezahlt werden, für in den letzten Zeiten der Capodistrianischen Regierung gemachte Vorschüsse.

Rechnet man nun von dem Anleihen zu 94 per Cent alle diese Summen und die von demselben schon zurückbehaltenen 5procentigen Zinsen ab, so wird man finden, daß das baare Geld, das wirklich in die Griechische Staatskasse geflossen ist, eben keine so ungeheure Summe mehr war. Dennoch reichte diese Summe für die Regentschaftsperiode hin. Denn die Griechischen Einkünfte, welche im ersten Jahre von 1833 bis 1834 nur etwa 6 Millionen Drachmen betragen hatten, hatten sich im Laufe des Jahres 1834, wegen des vermehrten Handels und Ackerbaues, und des dadurch bedeutend vermehrten Ertrages der Zölle und Zehnten, auf etwa 10 Millionen Drachmen gestellt. Bei den mäßigen und wohlbe-rechneten Ausgaben der alten Regentschaft war demnach nur noch ein Deficit von wenigen Millionen von dem Anleihen zu decken. Es mußte sogar, nach einer beiläufig angestellten Berechnung, am 1. Juni

1835 noch für den König Otto ein Rest von mehreren Millionen übrig bleiben.

Für die später, nach meinem Austritt aus der Regentschaft eingetretene Verschwendung, bei Gelegenheit der unnöthigen Einrichtung einer Wohnung für den Herrn von Lesuire in Nauplia, während man zwei Monate nachher Nauplia zu verlassen gedachte (§. 280); — bei dem unzeitigen und unüberlegten Umzuge nach Athen; — bei der Creirung einer Menge von, wie man sagt, unnöthigen Stellen; — bei Gelegenheit des Aufstandes in Messenien und bei dem Militärwesen überhaupt; — bei der Ausrüstung eines Schiffes, um Abel und mich in die Heimath zurück zu bringen, bei welcher Gelegenheit der Griechischen Staatskasse 10000 Drachmen aufgerechnet worden seyn sollen, während Wir auf dem Schiffe keinen Tisch, keinen Stuhl, keinen Teller, kein Messer, keine Gabel — ja nicht einmal Brod gefunden haben, und in Zante einlaufen mußten; um Uns wenigstens das allerunentbehrlichste selbst zu erwerben, und dergl. mehr — hat natürlich die alte Regentschaft nicht mehr zu haften!!!

Trotz dem, daß die alte Regentschaft, nach dem vorhin Bemerkten, Geld genug in Händen hatte, unterhandelte sie dennoch, wegen Bewilligung der dritten Serie, bei der Conferenz in London.

Sie unterhandelte, um viel säen, und, nach einer reichlichen Aussaat, auch viel ärndten zu können. Die dritte Serie ward aber bekanntlich nicht bewilligt. Daher mußte denn an dem schon früher be-

folgten Systeme der strengsten Oekonomie festgehalten, eine grössere Aussaat aber unterlassen werden.

Auch wegen der beiden, in den Jahren 1824 und 1825 in London contrahirten Anleihen wurden Unterhandlungen angeknüpft, von dem Grundsatz ausgehend, dafs nur derjenige Staat Credit verdient, der seine, wenn auch noch so wucherischen Schulden bezahlt hat. Und weil der alten Regentschaft stetes Bestreben dahin ging, die grössten aus früheren Zeiten vorhandenen Schwierigkeiten zu beseitigen, und das Land, wo möglich ganz schuldenfrei, seinem rechtmässigen Herrn am 1. Juni 1835 zu übergeben. Allein, — da die in London gemachten Forderungen zu überspannt gewesen sind, so mußten jene Unterhandlungen wieder abgebrochen werden. Mittlerweile wurde aber eine Untersuchung hinsichtlich der Geschäftsführung der damaligen Unterhändler, der Herrn Orlando und Louriotis, eingeleitet, und zur Sicherheit des muthmafslichen Resultates dieser Untersuchung, ihr Eigenthum einstweilen mit Beschlag belegt.

§. 357.

Hinsichtlich der Finanzverwaltung selbst geschah weiter nichts, als dafs ein oberster Rechnungshof gebildet, und eine Verordnung über die Staatskassen erlassen wurde.

Der im October 1833 errichtete Oberste Rechnungshof ⁸⁷⁾ sollte in der Ausübung seiner Function-

⁸⁷⁾ Verordn. vom 9. October (27. September) 1833 im Rgbl. Nr. 32 p. 294—256.

nen von jedem Ministerium unabhängig, die höchste kontrollirende Behörde der Verwaltung, und zu gleicher Zeit die oberste Justizstelle für das gesammte Staatsrechnungswesen seyn. Daher wurde ihm die Aufsicht über die rechnungspflichtigen Beamten übertragen. Darum ward ihm zur Hauptaufgabe gemacht, durch die Revision der Rechnungen sich zu überzeugen, daß die allgemeinen Grundsätze des Staatsverwaltungssystemes festgehalten, im Geiste desselben wirklich administriert, die einzelnen Verwaltungen nach den bestehenden Gesetzen, Verordnungen, Instructionen und Etats gewissenhaft geführt, Einnahmen und Ausgaben gehörig nachgewiesen, und die den Verwaltungen bewilligten Summen bestimmungsmäßig verwendet werden. Derselbe sollte ferner nach den aus den Rechnungen sich ergebenden Resultaten der Verwaltung beurtheilen, ob und wo zur Beförderung des Staatszweckes Abänderungen nöthig oder wenigstens räthlich seyen.

Dieser Rechnungshof sollte bestehen aus einem Präsidenten und Vicepräsidenten, aus einem Staatsprokurator, aus 4 Rechnungsräthen und den nöthigen Secretären und Schreibern. Zur Revision und Visitation der Kassen wurden demselben ferner beigegeben 6 Revisoren erster und 6 Revisoren zweiter Classe. (Art. 4 u. 5.)

Der Wirkungskreis des Rechnungshofes und dessen Geschäftsgang, so wie die Functionen eines jeden einzelnen Beamten wurden genau bestimmt.

(Art. 6—45, 53—61.) Der Staatsprokurator insbesondere sollte den Gang des Staatsrechnungswesens im Interesse des Gesetzes und der Ordnung überwachen. Er sollte von allen Rechnungen und Rechnungspapieren Einsicht nehmen. Den Sitzungen des Rechnungshofes beiwohnen. Die Bestrafung der saumseligen Rechnungsbeamten beim Rechnungshofe betreiben. Dem Finanzministerium die Rechnungserkenntnisse und die übrigen Beschlüsse, welche für dasselbe von Interesse seyn könnten, vorlegen. Er sollte endlich auch mit den übrigen Ministerien in Correspondenz treten, so oft diese interessirende Gegenstände zur Sprache kämen. (Art. 46—52.)

An die Spitze dieses Collegiums wurde der ausgezeichnete, Uns von dem berühmten Eynard empfohlene, Herr Regny als Präsident gestellt. Zum Staatsprokurator und Vicepräsidenten wurden aber die beiden im Rechnungswesen am besten unterrichteten Griechen, die aus früheren Zeiten her schon bekannten Herrn Spagnolakis und Papadopoulos, ernannt. Zu Rechnungsräthen endlich eben so ausgezeichnete Männer, nämlich Theotokis, Karakatsanis, Plessos und Margaritis.⁸⁸⁾

Dieser zu frühzeitig ins Leben gesetzte Rechnungshof konnte jedoch nicht gehen, denn es fehlten ihm die Hände und Füße, — die unteren Organe. Man hatte bei der Errichtung des Finanzgebäudes, statt mit dem Fundamente, mit dem Giebel des Daches

88) Rgbl. von 1833 Nr. 32 p. 256.

begonnen. Der begangene Mißgriff ward auch sehr bald bemerkbar, und von dem Präsidenten Regny schriftlich und mündlich auf die weitere Organisation gedrungen.

§. 358.

Das Dringendste, was unter diesen Umständen geschehen mußte, war die Errichtung von Staatskassen. Regny legte einen Entwurf dazu vor, allein, da mittlerweile Herr von Greiner Griechenland verlassen hatte, also der Graf von Armansperg das Finanzreferat übernommen hatte, so dauerte es einige Monate, bis das von ihm überarbeitete Project Regny's zum Gesetz erhoben werden konnte.

Nach diesem endlich im Februar 1834 erschienenen Gesetze ⁸⁹⁾ sollte am Sitze der Staatsregierung eine Generalkasse, am Sitze eines jeden Nomarchen eine Kreiskasse, am Sitze eines jeden Eparchen aber eine Bezirkskasse errichtet werden. Außerdem sollte für die Seepräfektur, für die verschiedenen Abtheilungen des stehenden Heeres, für die Salinen-, Bergwerks-, Münz-, Post- und Zollgefälle eine eigene Specialkasse bestehen. Hinsichtlich der, schon früher (§. 303) für das Kirchen- und Schulwesen errichteten, allgemeinen Kasse sollte es aber bei den früheren Bestimmungen bleiben. (Art. 1, 3, 9, 13, 17, 22 u. 24.)

89) Verordn. die Organisation der Staatskassen betreffend vom 6. (18.) Februar 1834 im Rgbl. No. 14 p. 99 — 120.

Die Generalkasse sollte bestehen aus einem Generalkassier, aus einem Controlleur und aus zwei Officianten. (Art. 4—7.) Der Kreiskasse sollte ein besonderer Kassier vorgesetzt (Art. 8—12), die Bezirkskassen aber in der Regel dem Gemeindevorsteher übertragen werden. (Art. 13—16.)

Der Wirkungskreis dieser verschiedenen Staatskassen, das bei ihnen einzuhaltende Verfahren, die Rangverhältnisse der Kassenbeamten, ihr Gehalt und ihre Amtskleidung, wurden genau vorgeschrieben (Art. 21—116), und sodann das Personal der Generalkasse so wie der Kreiskassen unverzüglich ernannt. ⁹⁰⁾

Allein der Rechnungshof remonstrirte auf der Stelle gegen manche der in dieser Verordnung erlassenen Verfügungen, so daß durch mehrere bald nachher erlassene Instructionen wieder aufgehoben werden mußte, was kaum erst im Gesetze selbst verordnet worden war. Dennoch kam das Kassenwesen nicht in Gang. Erst nach meinem Austritte aus der Regentschaft ward unterm 10. (22.) August 1834 verordnet, daß diese Staatskassen am 1. October ihre Amtsverrichtungen beginnen sollten. ⁹¹⁾ Daß dieselben aber wirklich in Gang gekommen, hat noch kein öffentliches Blatt gemeldet.

90) Rgbl. v. 1834. No. 14. p. 122.

91) Rgbl. v. 1834. No. 35. p. 262.

§. 359.

Griechenland besitzt grofse Finanzquellen, welche, von einem tüchtigen Finanzmanne flüssig gemacht, zu grofsen Resultaten führen müssen. ⁹²⁾

Aufser den sehr ausgedehnten, ja fast unermesslichen, Staatsdomänen finden sich warme Bäder bei Thermopilä, auf der Insel Thermia, und auf einigen andern Inseln. Braunkohlen bei Kumä auf der Insel Euböa in grofser Menge. Sie haben sich, bei der damit im Zeughause zu Nauplia angestellten Probe, als ganz vortrefflich bewährt. Ferner die trefflichsten und nützlichsten Erdarten in Milos und an anderen Orten. Salpeter in Ueberflufs. Ein Boden, auf welchem alles gedeiht, nicht allein Palmen, Datteln, Feigen, Oliven, Orangen und Citronen — wer kennt nicht die Orangen von Kalamata, und die Citronen von Poros? — sondern auch Mais, Getreide jeder Art, wenn auch

⁹²⁾ Sehr interessante Notizen über die Producte von Morea zur Zeit der Venezianischen Herrschaft am Ende des 17ten Jahrhunderts im *Courrier de la Grèce* vom 15. (27.) Juni 1830. No. 16. p. 3 u. 4. Vergl. ferner über den Handel, die Gewerbe, Produkte u. s. w. in Griechenland am Ende des 18ten und im 19ten Jahrhundert. *Beaujour, tableau du commerce de la Grèce*. Paris 1800. 2 vol. *Beaujour*, Schilderung des Handels von Griechenland. Herausgegeben von Sprengel. Weimar 1801. *Leake, Morea*, fast auf jeder Seite. *Tournefort, Reise nach der Levante* im I. u. II. Theil. Viele Abhandlungen von Dr. Sibthorp in *R. Walpole, memoirs* etc. und in *R. Walpole, travels in various countries* etc. Ferner *Morrison, account of a journey through the district of Maina* in *Walpole memoirs* etc. p. 33 ff. *Brøndsted, voyages dans la Grèce* etc. I. p. 80 ff. *Fr. Thiersch*, I. p. 274 ff. 292 ff.

bis jetzt nur in schlechten Sorten, ferner Korinthen, und der Verbesserung noch gar sehr bedürftigen Wein in größtem Ueberflusse, nicht allein auf den Inseln, sondern auch im Peloponnes und auf dem Griechischen Festlande. ⁹³⁾ Ferner Seide, Baumwolle, Reis, Tabak u. s. w., ja sogar Zucker und Kaffee. Wachs und Honig in großer Menge, wahrhaft vortrefflich heute noch auf dem Hymettos, noch vortrefflicher aber in Euböa, dessen Rosenhonig sogar im Serail in Constantinopel gesucht ward. Große Viehheerden, zumal von Schweinen, Ziegen und Schaafen (daher auch viele, wiewohl noch schlechte, Wolle), auch ganze Heerden von Truthähnen und anderem Geflügel. Fischreiche, nur zu wenig noch benutzte, Meere und Landseen, vor Allen, wie vor Alters, in dem Kopaischen See, und der Sardellenfang im Korinthischen Meere, so wie an der Küste von Patras. Die trefflichsten Jagden, nicht allein von Schnepfen, Feldhühnern, Wachteln und anderen Vögeln, sondern auch hin und wieder von Rehen, Hirschen, Schweinen, und bei Zeitouni auch sogar Fasanen in Menge. Schöne große Waldungen, sogar mit Schiffbauholz. Der trefflichste Marmor auf dem Pentelikon, bei Karystos auf Euböa, zu Páros und Tinos. Der Marmor von Tinos erhielt ja, seiner Weiße wegen, bei den Türken sogar noch den Vor-

93) Schon die Venezianer suchten den Weinbau zu verbessern und emporzubringen. S. Ranke, historisch-politische Zeitschrift II. p. 464 u. 465.

zag vor dem berühmten Parischen.⁹⁴⁾ Eisen-, Kupfer- und andere Erze an verschiedenen Orten. Sogar noch, wenn auch weniger ergiebig, Silberadern im alten Laurium auf dem Kap Sunium! Endlich eine Menge der allerbesten Hafen im Mittelländischen Meere, mit einer Lage zum Handel, wie kein anderes Land!! — Zumal, bei der mit jedem Tage steigenden Wichtigkeit des Orientes. — Und bei dem, vielleicht sehr bald zum Ziele führenden Streben nach Begründung eines neuen Handelsweges nach Indien, von ganz unabsehbaren Folgen!!!

§. 360.

Allein zur Flüssigmachung aller dieser reichen Finanzquellen ist so gut, wie nichts, geschehen. Es wurden keine Colonien, und ebensowenig eine Nationalbank errichtet, um das öde Land urbar zu machen, oder um den armen aber arbeitsamen Bauern aufzuhelfen. Das Zehntwesen und die voller Mißbräuche steckende Zehnterhebung blieb unregulirt. Eben so wenig ward mit der Zehntfixation auch nur der Versuch gemacht. Desgleichen ward keine Einleitung getroffen, das für die Griechischen Verhältnisse so sehr nachtheilige Zehntsystem wo möglich ganz abzuschaffen und in eine in baarem Gelde zu entrichtende Grundsteuer zu verwandeln. Ein besseres zur Hebung des Handels so nothwendiges Zoll-

⁹⁴⁾ Le Baron de Riedesel, voyages etc. p. 250, 263 u. 264.

system blieb uneingeführt. Eben so wenig wurden die Gerichtsgefälle durch Erlassung eines billigen Stempelgesetzes für die Zukunft regulirt. Die ganze Finanzorganisation blieb mangelhaft und unvollständig, so dafs kein Finanzgeschäft erledigt werden konnte. Ja nicht einmal ein Budget konnten Wir erhalten! Der Präsident Regny entwarf ein solches, auf Betreiben der Majorität, jedoch nur approximativ, weil ihm die näheren Anhaltspunkte fehlten. Und dabei ist es geblieben!

Das Finanzwesen war demnach unter allen den verschiedenen Fächern der Staatsverwaltung, noch bei weitem am meisten im Rückstand. Und dafs sich dennoch die Griechischen Finanzen in einem im Ganzen sehr befriedigenden Zustande befunden haben, kam einzig von Unserer sehr grofsen Oekonomie. Allein diese reichte wohl für die Gegenwart, keineswegs aber für die Zukunft hin.

So lange Herr Director von Greiner in Griechenland war, besorgte dieser die laufenden Geschäfte, und entwarf zu gleicher Zeit die zur Begründung einer regelmäfsigen Finanzverwaltung nothwendigen Verordnungen. Der Graf von Armansperg aber schlief während dieser Zeit, oder ritt spatzieren, oder las in Rotteck's allgemeiner Weltgeschichte das Capitel von der Französischen Revolution! —

Erst nach der Abreise des Herrn von Greiner besorgte der Graf die laufenden Finanzgeschäfte, sonst aber auch nichts!

An Bitten, Erinnerungen, und sogar an Verwahrungen zum Protokoll von Unserer Seite hat es zwar nicht gefehlt. Allein es pflegte darauf hin weiter nichts zu erfolgen, als neue Zusicherungen für 2, 3 bis 4 Wochen, je nach der Verschiedenheit des Gegenstandes. Und, nach Ablauf dieser sich selbst gesetzten Fristen, ein weiteres leeres Versprechen!

Wir Uebrigen waren zwar im Ganzen einig, und auch der Graf, wie gewöhnlich, mit Uns einverstanden, über das, was zu geschehen habe. Allein um diese Ideen in's Leben zu setzen, hatten Wir einen Finanzmann nöthig. Es wurde daher, und zwar in Unseren Sitzungen selbst, der Vorschlag gemacht, einen Finanzier aus der Fremde kommen zu lassen. Es geschahen Schritte in München, um einen solchen zu erhalten. Wir schlugen vor, den im Fache des Finanzwesens so ausgezeichneten Präsidenten Regny zu diesem Ende zur Regentschaft beizuziehen. Allein aus München kam niemand, und der Herr Regny war dem Grafen von Armansperg persönlich zuwider aus Gründen, die niemand zu ergründen vermochte. Doch Uns drängte die Zeit, Wir drängten den Grafen! — Endlich erhielt Regny Aufträge! — Er arbeitete mit größter Unverdrossenheit, und mit dem unermüdlichsten Eifer. Denn er gehört zu den, in jeder Zeit zumal aber in der unsrigen seltenen, Menschen, die ihr Glück nur im Handeln, nur im Arbeiten finden. Allein man frage ihn selbst, wie es ihm mit seinen Arbeiten ergangen ist!!! Nur mit großer Mühe kam das Gesetz über das Kassenwesen

zu Stand, — weiter nichts! — nicht ein Mal ein Budget, womit man hätte beginnen sollen!

Als Wir nun ernstlich darauf dachten, in welcher Art und Weise Wir, in Ermangelung eines besseren im Inlande, und in Erwartung eines anderen aus der Fremde, den Herrn Regny zu den Regentschaftsarbeiten immer mehr und mehr beiziehen könnten, erhielten Wir Unsere Abberufung. Und so wird denn, wie so vieles Andere, auch diese, eben so unangenehme als lästige, Aufgabe, den noch völlig unregelmäßig geordneten Staatshaushalt zu ordnen, Seiner Majestät dem König Otto selbst vorbehalten bleiben!

Neunter Titel.

Von dem Gerichtswesen.

Erstes Capitel.

Im Allgemeinen.

§. 361.

In welch' kläglichem Zustande sich die Griechische Rechtspflege, bei Ankunft des Königs und der Regentschaft, befunden hat, kann als bekannt vorausgesetzt werden. Es war der Zustand einer völligen

Auflösung aller Justiz! — Ein wahres Faustrecht! — Schleunige Hülfe ward daher von allen Seiten erwartet, laut begehrt, und ist auch in der That dringend nothwendig gewesen.

Mit der Herstellung der gänzlich gestörten öffentlichen Ordnung und Ruhe mußte natürlich begonnen werden. Es wurden daher, schon wenige Wochen nach Unserer Ankunft, drei Gerichtshöfe, zu Nappia, Theben und Missolonghi, niedergesetzt, und zu gleicher Zeit sehr strenge Strafgesetze gegen die Ruhestörer erlassen, wie dies bereits schon erwähnt worden ist. (§. 265.)

Jedes dieser Gerichte sollte aus einem Präsidenten, vier Richtern, einem Staatsprokurator und einem Gerichtsschreiber bestehen.⁹⁵⁾ Im Verhinderungsfalle eines Richters sollte der Friedensrichter des Ortes eintreten.⁹⁶⁾ Da jedoch diese Maasregel, im Falle der Verhinderung zweier Richter, noch nicht genügte, so wurden späterhin bei jedem Gerichte noch eigene Ergänzungsrichter ernannt,⁹⁷⁾ und aus ihnen, bei künftigen Ernennungen, die Richter genommen. Zur Vertretung des Staatsprokurators, sowohl in als außer der Sitzung, wurden Substitute

95) Verordn. v. 9. (21.) Februar 1833. Art. 8. im Rgbl. No. 4. p. 23.

96) Verordn. v. 6. März (22. Februar) 1833. Art. 3. im Rgbl. No. 4. p. 28.

97) Verordn. v. 10. (24.) Jänner 1834. im Rgbl. No. 9. p. 76 f.

ernannt, ⁹⁸⁾ und deren Geschäftskreis genauer bestimmt. Die Staatsprokuratoren und ihre Substitute sollten die Verfolgung und vorläufige Constatirung der Vergehen und Verbrechen, dann die Anklage der Beschuldigten in der Audienz, endlich die Execution der gesprochenen Urtheile zu besorgen haben. ⁹⁹⁾ Zur Vertretung und Unterstützung der Gerichtschreiber endlich wurden Untergerichtschreiber ernannt, ¹⁾ und die Gerichte ermächtigt, in Verhinderungsfällen selbst die nöthige Vorkehrung treffen zu dürfen. ²⁾

Der ursprüngliche Zweck dieser Gerichte war die Bestrafung der gegen die öffentliche Sicherheit im Innern des Staates unternommenen Vergehen und Verbrechen. ³⁾ Ihre Zuständigkeit wurde aber bald nachher auf alle Vergehen und Verbrechen ausgedehnt. ⁴⁾ Es wurde ferner verordnet, daß sie auch in Civilsachen in dem Falle erkennen sollten, wenn die Partheien sich freiwillig ihrer Jurisdiction

98) Verordn. v. 1. Juni (20. Mai) 1833. im Rgbl. No. 21. p. 155 f.

99) Verordn. v. 9. (21.) Februar 1833. Art. 8. im Rgbl. No. 4. p. 23.

1) Rgbl. von 1833. No. 25. p. 196.

2) Verordn. v. 6. März (22. Februar) 1833. Art. 3. im Rgbl. No. 4. p. 28.

3) Verordn. cit. Art. 7.

4) Verordn. v. 6. März (22. Februar) 1833. Art. 1. im Rgbl. No. 4. p. 27.

unterwerfen wollten (Art. 2.), oder wenn von der Erlassung conservatorischer Akte die Rede seyn sollte. ⁵⁾)

Das Verfahren in Strafsachen sollte summarisch seyn, in öffentlicher Sitzung statt haben, und das Urtheil nach Mehrheit der Stimmen gefällt werden. Im Uebrigen sollte aber das Strafverfahren vom Jahre 1829 zur Anwendung kommen. ⁶⁾) Das Verfahren in Civilsachen sollte gleichfalls öffentlich seyn, im Uebrigen aber nach Vorschrift des noch geltenden Civilprozedurgesetzes verfahren werden. ⁷⁾)

Die Strafgerichte sollten namentlich auch über diejenigen gemeinen Vergehen und Verbrechen erkennen, welche von Militären oder bei dem Heere Angestellten im Urlaub, oder von einem Deserteur, oder von Militären gemeinschaftlich mit Bürgerlichen begangen worden sind. ⁸⁾) Desgleichen sollten sie erkennen über die von Griechischen Unterthanen auf dem Türkischen Gebiete verübten Vergehen und Verbrechen, und zwar nach den in Griechenland geltenden Strafgesetzen, ganz auf dieselbe Weise, als wenn sie im Königreich selbst begangen worden wären.

⁵⁾ Verordn. v. 11. (23.) Juni 1833. im Rgbl. No. 23. p. 178.

⁶⁾ Verordn. v. 9. (21.) Februar 1833. Art. 8 u. 9. im Rgbl. No. 4. p. 23. — Verordn. v. 6. März (22. Febr.) 1833. Art. 1. *ibid.* p. 27.

⁷⁾ Verordn. v. 6. März (22. Februar) 1833. Art. 2. im Rgbl. No. 4. p. 27. — Verordn. v. 11. (23.) Juni 1833. im Rgbl. No. 23. p. 178.

⁸⁾ Verordn. vom 2. (14.) Juni 1833 im Rgbl. No. 23 p. 178.

Dagegen sollte aber kein Griechischer Unterthan an eine Türkische Behörde zur Bestrafung ausgeliefert werden. Es sollte sogar nicht einmal der Auslieferung von Türkischen Unterthanen, welche sich auf das Griechische Gebiet geflüchtet hätten, ohne höhere Autorisation Folge gegeben werden. Eine Ausnahme davon sollte nur dann eintreten, wenn durch Staatsverträge etwas Anderes bestimmt werden würde. *)

§. 362.

Bei diesen drei, in Nauplia, Missolonghi und Theben errichteten, Gerichten wurde nun das Beste, was Griechenland an juristischen Capacitäten darbot, und zwar ohne Unterschied der Partheien angestellt. Unter den Präsidenten befanden sich z. B. Sikilianos, Palma und später auch noch Paikos von der Capodistriatischen Parthei. Prides aber von der Englischen, und späterhin Polizoïdes von der Französischen Parthei. Unter den Staatsprokuratoren: Georg Rally von der Capodistriatischen, Demetrius Soutzo und der alte Philhellene Eduard Masson aber von der Englischen Parthei. Desgleichen wurden die Richter theilweise aus dieser, theilweise aus jener Parthei, je nach ihren Verdiensten und Fähigkeiten genommen.

Auf diese Weise kam denn, gleich in den ersten Wochen nach Ankunft des Königs und der Regentschaft, Thätigkeit in das gerichtliche Verfahren. Die

9) Verordn. vom 4. (16.) Februar 1834 im Rgl. No. 10. p. 69 f.

gefällten Urtheile wurden, was man bisher noch nie gesehen hatte, aufs strengste vollzogen. Nach und nach wurden, an den verschiedenen Orten, etwa 30 bis 35 Todesurtheile gesprochen, und davon etwa 12 wirklich vollzogen, die übrigen aber auf dem Wege der Gnade gemildert. Die Gerichte kamen dadurch schnell zu einem, bisher noch nicht gesehenen Ansehen. Ihre Thätigkeit ward mit dem allerbesten Erfolge gekrönt. Die See wurde von den zahllosen Seeräubern befreit, das feste Land von Räubern und anderen Störern der öffentlichen Ordnung. Allenthalben trat die grösste Sicherheit, die tiefste Ruhe ein. Um aber die von den Gerichten statuirten Exempel um so wirksamer zu machen, erhielt das Justizministerium den Auftrag, von Monat zu Monat den Zustand der Strafrechtspflege durch den Druck bekannt zu machen ¹⁰⁾, was denn seitdem auch, mit mehr oder weniger Regelmässigkeit, in Regierungsblatte zu geschehen pflegt.

Zum Vollzuge der Todesurtheile wurde ein Fallbeil (*λαιμητόμον*) eingeführt, und im Zeughause zu Nauplia drei solcher Beile, für jedes der drei Gerichte eines, nach einer sehr einfachen und dennoch sicheren Methode verfertigt. Leider war bei jedem der drei Gerichtshöfe die Anwesenheit eines solchen Instrumentes nothwendig geworden.

Ein Schauer erregender Vorfall bei dem Gerichte zu Missolonghi, wo an einem und demselben

10) Verordn. vom 19. (31.) August 1833 im Bgh. vom 1834. No. 2 p. 8.

Tage, und zwar ohne Wissen der Staatsregierung, acht Individuen nach einander hingerichtet worden sind, veranlafste die Verordnung, dafs künftig kein Todesurtheil mehr vollzogen werden solle, ohne dafs vorher vom Staatsprokurator von Amtswegen Bericht erstattet worden wäre, ob und welche Begnadigungsgründe vorhanden seyen. ¹¹⁾

§. 363.

Dem gerichtlichen Verfahren wurde ganz freier Lauf gelassen. Es ward zwar einem jeden einzelnen Richter und richterlichen Beamten, wenn er es begehrte, der gewünschte Rath ertheilt. Eine Einmischung in den Gang der Justiz selbst ist aber nicht ein einzigesmal vorgekommen. Es mufs aber dieser Umstand um so mehr hervorgehoben werden, weil die Staatsregierung mehr als ein Mal, von mehr als einer Seite dazu dringend aufgefordert worden ist. Unter Anderem z. B. bei Gelegenheit der Freisprechung von 140 Seeräubern, von denen viele das Verbrechen sogar eingestanden, und sie alle auf frischer That er-
tappt worden waren! Die Staatsregierung zog es indessen jedesmal vor, lieber Mißgriffe machen zu lassen, als das Heiligthum der Justiz selbst zu entweihen, hoffend, dafs mit der Zeit die Gerichte selbst,
i Mißgriffe zu machen, vermeiden lernen würden.

Darum ward es aber keineswegs versäumt, eine
j Obergaufsicht über die Gerichte mit fester Hand und
b —————

¹¹⁾ Verordn. vom 9. (21.) Mai 1834 im Rgbl. No. 23 p. 193.

auf das allerstrengste zu handhaben, wozu jedoch nur vier Fälle die Gelegenheit gegeben haben.

Der erste Fall ereignete sich bald nach Einsetzung der drei erwähnten Gerichte. Da nämlich nur für politische Vergehen Amnestie ertheilt worden war, so wurde eine Menge alter Vergehen und Verbrechen den Gerichten denunciirt, bloß aus Partheirücksichten, oder um eine Leidenschaft, oder eine Privatrache zu befriedigen. Darum wurden die Staatsprokuratoren autorisirt, solche Denunciationen von Vergehen aus der Vergangenheit, nach Umständen, nicht von Amtswegen zu verfolgen, sondern deren Verfolgung den Partheien selbst zu überlassen.

Ein anderer Fall hatte statt in Missolonghi, wo Präsident und Staatsprokurator in größter Zwietracht lebten. Der Präsident jenes Gerichtes, Herr Palma, brachte sogar eine Denunciation nach der anderen vor. Der Ministerialrath Dr. Geib ward daher an Ort und Stelle gesendet. Und das Resultat der von ihm vorgenommenen Untersuchung war die Absetzung des Präsidenten.

Wieder ein anderer Fall ereignete sich bei Gelegenheit der öffentlichen Verhandlung über die Anklage gegen Theodor Grivas. Auf Requisition des Russischen Gesandten war derselbe wegen Meuchelmord vor Gericht gestellt worden. Er ward freigesprochen! Da sich das Gericht während der Verhandlung auf sehr partheiische Weise benommen, der Advokat sich sogar ungebührliche Ausfälle gegen die Kaiserlich Russische Regierung erlaubt hatte, so er-

hielt das Gericht einen derben Verweis, und der Advokat ward auf lange Zeit suspendirt. Im Uebrigen wurde aber die Unabhängigkeit der Gerichte respec- tirt, und daher nicht auf die weiteren Zumuthungen des Russischeu Gesandten wegen Revision des Pro- zesses u. dgl. m. eingegangen.

Die letzte Veranlassung zur Handhabung der ge- richtlichen Disciplin gab der Prozeß gegen Theodor Kolokotronis und Coliopoulos Plapoutas. Nicht nur hatte sich nämlich der Präsident des Gerichtes, und noch ein anderer Richter, höchst partheiisch, zu Gun- sten der Angeklagten und ihres Vertheidigers, wäh- rend des Laufes der ganzen Verhandlung benommen, sondern sich auch am Ende noch, unter allerlei nich- tigen Vorwänden, geweigert, das nach Mehrheit der Stimmen gefundene Urtheil, gegen die klaren Bestimmungen des Gesetzes ¹²⁾ zu publiciren. Die Publication wurde daher erzwungen, und die beiden Richter, welche sich über das Gesetz zu erheben be- absichtigt hatten, vor Gericht gestellt. ¹³⁾ Nichts desto weniger wurden später, seit Auflösung der alten Regentschaft, und aus Gründen, die jedem Griechen

12) Procédure criminelle von 1839 Art. 88—91. La décision se formera à la majorité, à peine de nullité. La minorité ne pourra insérer son opinion aux procès-verbaux du tribunal, ni la publier. Les juges rentreront ensuite dans l'auditoire, et le président lira publiquement l'arrêt à l'accusé signé par tous les juges.

13) Eine getreue Darstellung jener Vorfälle, in der Sitzung und in der Berathung, findet sich im *Sotir* vom 12. Juni 1834 No. 39 p. 159 und 160.

bekannt sind, die vor Gericht gestellten Richter freigesprochen, und somit ein Grundsatz sanctionirt, nach welchem kein Gericht mehr gehen kann.

§. 364.

Nachdem das Nothwendigste geschehen war, was vor Allem geschehen mußte, nämlich die drei so eben erwähnten Gerichtshöfe in Gang gebracht waren, so wurde auch an die übrigen Zweige der Rechtsverwaltung Hand angelegt. Namentlich an die schon aus früheren Zeiten vorgefundenen Friedensrichter, Notare und Handelsgerichte.

Unstreitig die wichtigsten Justizbeamten, nach den provisorisch niedergesetzten Gerichtshöfen, waren die Friedensrichter, schon deswegen, weil sie den Mangel der ordentlichen Civilgerichte einigermaßen ersetzten, oder wenigstens ihren Mangel weniger fühlbar machten. Darum wurde ihnen nicht nur ihre vorgefundene, sehr ausgedehnte, Competenz gelassen, sondern dieselbe sogar noch bedeutend vermehrt. Sie erhielten insbesondere noch die Bestrafung aller der Zuwiderhandlungen gegen die Reinlichkeits-, Gesundheits- und Bau-Polizei. ¹⁴⁾ Ferner, wenigstens bis zum Erscheinen des Gesetzbuches über das Civilverfahren, die Entscheidung sämmtlicher Civilbaustreitigkeiten. ¹⁵⁾ Außerdem

¹⁴⁾ Verordn. vom 6. (18.) März 1833 Art. 11—14 im Rgbl. No. 10 p. 68.

¹⁵⁾ Verordn. v. 12. (24.) December 1833 im Rgbl. von 1834 No. 1 p. 1.

wurden allenthalben Friedensrichter ernannt, wo dieselben nothwendig waren. ¹⁶⁾ Es wurde im Jänner 1834 sogar eine ganz neue und durchgreifende Organisation mit denselben vorgenommen. ¹⁷⁾

Auf gleiche Weise wurden Notare an allen den Orten ernannt, wo man ihrer bedurfte, und so viele dazu taugliche Individuen aufgefunden werden konnten. ¹⁸⁾

Das einzige, in früheren Zeiten bestandene Handelsgericht befand sich in Syra, wie bei Unserer Ankunft alle Gerichte, in einem Zustande völliger Auflösung. Auch dieses Gericht wurde daher wieder organisirt, und regelmäfsig alle Vierteljahr, den bestehenden Gesetzen gemäfs, wieder erneuert. Es fehlte zwar nicht an Klagen über dasselbe, allein dennoch kann nicht geläugnet werden, dafs es im Ganzen zur Entscheidung der dringendsten Handelsangelegenheiten genügte, und auf die Sicherheit des Handels einen wohlthätigen Einflufs geübt hat.

§. 365.

Ueber der Sorge für die Gerichte und das Gerichtspersonal wurden indessen andere, gleichfalls sehr nothwendige Dinge, insbesondere die Gerichtsgebäude und Gefängnisse ebenfalls nicht vergessen.

¹⁶⁾ Rgbl. von 1833 Nr. 25 u. 35 p. 196 u. 268, vom Jahre 1834 Nr. 1, 19 u. 27 p. 4, 158 u. 222.

¹⁷⁾ Verordn. vom 8. (20.) Jänner 1834 im Rgbl. Nr. 4 p. 44.

¹⁸⁾ Rgbl. von 1833 Nr. 25 p. 196, vom Jahre 1834 Nr. 1 u. 27, p. 4 und 222.

Gerichtsgebäude fanden wir bei unserer Ankunft in Griechenland eben so wenig, als Gerichte. Es mußten daher schleunigst an den Sitzen der drei provisorisch errichteten Gerichtshöfe solche eingerichtet werden. Sie hatten natürlicher Weise Anfangs ein sehr dürftiges Aeufsere. Sie erhielten aber nach und nach eine bessere und zweckmäfsigere Einrichtung, in Chalkis sowohl wie in Missolonghi. Und das Gerichtslokal in Nauplia, wozu eine sehr schöne und geräumige Moschee, das sogenannte Boulevtikon verwendet worden ist, hat nicht allein ein anständiges, sondern sogar ein sehr würdiges Aussehen.

Die Gefängnisse endlich, zumal in Nauplia, wo sie noch bei weitem am besten waren, fanden wir in einem wahrhaft Schauer erregenden Zustande. — Die Gefangenen fast alle ohne Nahrung, — in ihren eigenen Kothe, — in völlig verpesteten Kloaken! — Sie wurden gereinigt. Für die Beköstigung der Gefangenen gesorgt. Den Gefangenen an hohen Feiertagen besondere Gratifikationen gereicht. Die in Untersuchung Befindlichen so viel als möglich von den verurtheilten Gefangenen getrennt. Als bald, zur Einrichtung und Erbauung zweckmäfsigerer und gesünderer Gefängnisse, die nöthigen Anstalten gemacht. Einstweilen aber andere bessere Lokale zur Aufbewahrung der Gefangenen angewiesen, wozu namentlich die Forts von Nauplia und Chalkis sehr nützliche Dienste geleistet haben.

Nachdem auf die angegebene Weise der dringenden Noth gesteuert worden war, wurde auch in

dieser Beziehung für eine bessere Zukunft gesorgt. In Nauplia ward ein sehr solides und gesundes Untersuchungs-Gefängniss neben dem Gerichtsgebäude ganz neu in Stein erbaut. Dasselbe war, bei meiner Abreise, schon der Vollendung ganz nahe. Es wurde, was nicht uninteressant ist, unter der Leitung einiger weniger Deutscher Ouvriers, von bloß Griechischen Maurern, Steinmetzen und Zimmerleuten erbaut.

In Chalkis wurden einige Gefängnisse, unter der Leitung eines Genieofficiers, sehr gut hergerichtet. Eben so ein Thurm in Athen. In Missolonghi wurden aber für ein geräumiges Untersuchungsgefängniss mehrere Pläne vorgelegt, der zweckmäßigste unter ihnen genehmigt, und sodann zu dessen Ausführung Hand angelegt.

Außer diesen Untersuchungsgefängnissen sollten aber auch noch, und zwar getrennt von denselben, mehrere Executionsgefängnisse eingerichtet werden. Drei für die zu bloßer Correctionsstrafe Verurtheilten, und eines für die schwereren Verbrecher. Das Criminal-Executionsgefängniss sollte in einer dazu sehr gut gelegenen kleinen Festung, in Monembasia, und zwar nach dem Amerikanischen Besserungssysteme ¹⁹⁾ erbaut werden.

19) G. de Beaumont et A. de Tocqueville, du système pénitentiaire aux États Unis et de son application en France. Paris 1833. S. darüber Mittermaier und Zachariä, kritische Zeitschrift für Rechtswissenschaft und Gesetzgebung des Auslandes. V. p. 347—350.

Es wurden Pläne gemacht, die Sache aber, während meiner Anwesenheit, nicht mehr zur Entscheidung gebracht.

Von den drei Correctionsgefängnissen sollte eines für den Peloponnes, ein anderes für das Griechische Festland, und das dritte auf den Inseln errichtet, und dazu, wo möglich, alte Bergfestungen verwendet werden. Ausser der Besichtigung einiger Bergfesten, z. B. der festen Burg von Karytāna u. s. w. geschah indessen weiter nichts zur Ausführung des gefassten Beschlusses.

§. 366.

So wie, nach dem bisher Bemerkten, für den regelmässigen Lauf der Justiz, so wurde auch für aussergewöhnliche Fälle Sorge getragen, durch die Erlassung eines Gesetzes über die Anordnung eines Standrechtes.²⁰⁾

Ein solches Standrecht sollte in folgenden beiden Fällen angeordnet werden. Erstlich wenn ein Auf-
ruhr an Umfang und Hartnäckigkeit so weit gedie-
hen ist, dafs ausserordentliche Maasregeln zur Her-
stellung der Ruhe und Sicherheit nothwendig sind.
Sodann wenn in gewissen Gegenden Mord, Raub,
Seeräuberei oder Brandlegung ungewöhnlich
über Hand genommen, zumal wenn sich ganze Ban-
den zu solchen Verbrechen vereinigt haben, und die

²⁰⁾ Gesetz vom 5. (17.) September 1833 im Rghl.
Nr. 28 p. 205—210.

ordentlichen Mittel zur Wiederherstellung der öffentlichen Sicherheit fruchtlos geblieben sind. (Art. 1.)

Durch die Anordnung eines Standrechts sollte die ordentliche Strafgerichtsbarkeit, in Ansehung derjenigen Verbrechen und innerhalb derjenigen Bezirke, für welche dasselbe namentlich angeordnet ward, außer Wirksamkeit treten. Alle diejenigen, welche sich nach verkündetem Standrechte eines solchen Verbrechens schuldig gemacht; oder auch dabei nur Hilfe geleistet haben, sollten binnen 24 Stunden vor Gericht gestellt und mit dem Tode bestraft werden. (Art. 2.)

Die Anordnung und Aufhebung des Standrechtes sollte in der Regel nur allein dem Könige zustehen. Nur wenn Gefahr auf dem Verzuge haftet, sollte auch der Nomarch zu dessen Anordnung berechtigt seyn. (Art. 3 u. 19.)

Das Standrecht sollte bestehen aus einem Präsidenten, aus einem Staatsprokurator, aus vier, zur Hälfte aus den Richtern eines Criminalgerichtes, zur anderen Hälfte aber aus den Oberofficieren des Heeres zu nehmenden Richtern, und aus einem Gerichtschreiber. Die dazu Ernannten sollten gehalten seyn, sich, mit Beiseitsetzung aller anderen Geschäfte, unverzüglich am bestimmten Orte einzufinden. (Art. 4—6.)

Sobald die nöthigen Ernennungen und Vorbereitungen gemacht worden sind, sollte die Eröffnung des Standrechtes unter Trommelschlag und Trompeterschall verkündet, und sodann an dem zum Ge-

richtssitze bestimmten Orte auf einem öffentlichen Platze eine rothe Fahne (die Blutfahne) aufgerichtet werden. (Art. 8 u. 9.)

Das Verfahren des standrechtlichen Gerichtes sollte sehr summarisch seyn. Alle Staats- und Gemeindebehörden sollten verpflichtet seyn, den Requisitionen des Standrechtes auf das Schleunigste zu entsprechen. Rechtsmittel und Gnadengesuche sollten in der Regel nicht statt haben. Und zwei Stunden nach erlassenen Urtheile sollte dasselbe vollzogen werden. Daher sollte die erforderliche Militärmannschaft zur Disposition des Gerichtes gestellt werden. (Art. 7, 10—18.)

Die alte Regentschaft sah sich jedoch nur zwei Mal in der traurigen Nothwendigkeit, dieses sogenannte Martialgericht eintreten lassen zu müssen. Das eine Mal wegen des Aufhuhres auf der Insel Tinos im September 1833, ²¹⁾ und das andere Mal gegen die Räuberbanden in Rumelien, in den Eparchien Doris und Phtiotis im Mai 1834. ²²⁾ Das Standrecht in Tinos hatte die schleunigste Unterwerfung der Bewohner, und blos 6 Verurtheilungen zu 6, 4, 2 und zu einem Monat zur Folge. Und noch bis auf die jetzige Stunde erinnert sich das dahin commandirt gewesene Militär mit Vergnügen an diese so glücklich beendigte Expedition. Das spätere Standrecht in Rumelien kostete einige Köpfe und einige

²¹⁾ Rgbl. von 1833 Nr. 28 p. 210 f.

²²⁾ Rgbl. von 1834 Nr. 20 p. 160 f.

Verurtheilungen zu lebenslänglicher Einsperrung. Allein die Räuberbanden wurden gleichfalls gänzlich vernichtet. Zur Beilegung der Händel mit den Mainoten endlich bedurfte es nicht ein Mal eines Standrechtes. Der Weg der Güte hat dort mehr, denn die Strenge des Gesetzes und die Gewalt der Waffen bewirkt. (§. 449.)

Zweites Capitel.

Von den Rechtsquellen.

§. 367.

Der Zustand der Griechischen Rechtsquellen war, bei der Ankunft des Königs und der Regentschaft, ganz derselbe, wie er in der vorigen Periode beschrieben worden ist.

Harmenopoulos galt nach wie vor, und ward zur leichteren Anwendung von dem jüngeren Clonaris neuerdings ins Neugriechische übersetzt.

Die Gültigkeit des kanonischen Rechtes blieb nach der hergebrachten Weise. Bei mehreren Gelegenheiten wurde, in geistlichen Dingen, sogar ausdrücklich auf dasselbe verwiesen. ²³⁾

Auch das Griechische Gewohnheitsrecht

²³⁾ Declaration über die Unabhängigkeit der Griechischen Kirche vom 4. August (23. Juli) 1833 Art. 16 im Rgbl. Nr. 23 p. 172. Verordn. vom 15. (27.) August 1833 Art. 1. ibid. Nr. 26 p. 197. Verordn. vom 3. Dec. (21. November) 1833 Art. 2. ibid. Nr. 38 p. 288.

dauerte fort, und ward, gegen die herrschende ungünstige Stimmung (§. 139 a. E., u. 219), von meiner Seite in Schutz genommen, und durch Rath und That auch bei den Gerichten wieder wahrhaft zu Ehren gebracht.

Dasselbe sollte constatirt, und so viel immer nur möglich zu Papier gebracht werden. Einentheils um den bestehenden Rechtszustand zu erforschen, und für die Zukunft sicher zu stellen. Anderentheils um eine künftige Civilgesetzgebung vorzubereiten, und wenn sie anders praktisch und gerecht seyn sollte, überhaupt möglich zu machen. Welche Schwierigkeiten nun aber dabei zu überwinden gewesen sind (§. 62—64, u. 96—98), und mit welcher Sorgfalt es, an einigen Orten wenigstens, die Behörden besorgt haben (§. 98), ist bereits schon früher erwähnt worden. Dennoch konnte das noch bestehende Gewohnheitsrecht nicht allenthalben erforscht werden. Aus manchen Provinzen und Städten kamen gar keine Berichte, in anderen Gegenden hat es aber das Privatinteresse verhindert, der Sache völlig auf den Grund zu kommen. In Tinos z. B. hat sich die Bürgerschaft förmlich in zwei Partheien gespalten, von denen eine jede, je nach ihrem persönlichen Interesse, ein anderes Gewohnheitsrecht angab, während der Nomarch in seinem Berichte erklärte, daß beide Theile die Unwahrheit gesagt haben. (§. 77.) Und auch späterhin noch konnten die Bürger von Tinos sich über manche einzelne Gewohnheiten nicht vereinigen. (§. 104 Nr. 14.)

Das Resultat aller dieser Nachforschungen und amtlichen Berichte, die jedoch erst ganz kurz vor meiner Abreise aus Griechenland in meine Hände gekommen sind, habe ich mitgetheilt, so wie ich es selbst aus dem Justiz-Ministerium erhalten habe. (§. 65—145.)

In der Maina blieb sogar noch nach der Ankunft des Königs und der Regentschaft das Faustrecht in praktischer Uebung. Es hatten daselbst mehrere Privatfehden statt. Im Frühjahr 1834 ereignete sich, — wer sollte es glauben, — sogar noch der Fall, dafs ein junger Mann von einem Familienrathe zum Tode verurtheilt, und wirklich erschossen worden ist.

Die Staatsregierung, aufgefordert von einem Theile der Bewohner selbst, ergriff daher Maasregeln, um auch diesem Unwesen auf radikale Weise zu steuern. Die 800 und mehr befestigten, und in Privathänden befindlichen Thürme, welche der Abschaffung dieses Rechtes des Stärkeren widerstrebten, und dieselbe fast unmöglich machten, sollten in gewöhnliche Wohnungen umgeändert werden. Der Major Feder ward mit dem Unternehmen beauftragt. Und gegen das Versprechen billiger Entschädigung von Seiten der Staatsregierung überredete er viele Thurmbesitzer zur gewünschten freiwilligen Aenderung. Die Sache hatte den allerbesten Fortgang, bis zum Prozesse gegen Theodor Kolokotronis und Coliopoulos Plapoutas, zu deren Gunsten sodann von Nauplia aus der bekannte Aufstand erregt worden ist.

Nachdem dieser — durch die vielen Mißgriffe

der Militärbehörden und eines schwachen Civilbeamten — unglückliche Kampf glücklicher Weise wieder beigelegt worden war, so hatte auch die gutwillige Umänderung der Thürme wieder ihren Fortgang mit dem allerbesten Erfolge. Dennoch dauerten die Familienfehden auch nach meiner Abreise aus Griechenland noch fort. Es wurden daselbst im Laufe des Octobers 1834 noch mehrere Morde begangen. Und, um wenigstens die Frauen in die Lage zu setzen, ihre gewöhnlichen Feldarbeiten besorgen zu können, ward, unter Vermittelung der Volksältesten — wie in unserem Mittelalter — ein sogenannter Weibewaffenstillstand (*γυναίκοαπαυχή*) eingegangen, in Folge dessen die Frauen von dem Recht der Fehde ausgenommen seyn sollten. ²⁴⁾

Nach Türkischem Recht wurden in früheren Zeiten insbesondere die Güterverhältnisse beurtheilt. Und zumal bei Gelegenheit der Verhandlungen mit Ismael Bey, wegen des Türkischen Grundeigenthums, zeigte sich die noch immer fortdauernde praktische Wichtigkeit des Türkischen Rechtes auf das allerklarste. Es erhielt daher ein sehr ausgezeichnete Orientalist, Lukas Argyropoulos, einen regelmässigen Gehalt mit dem Auftrage, die Türkischen Gesetzbücher und Rechtssammlungen zu übersetzen. Er begann das Werk, stiefs aber, aus Mangel an Wörterbüchern, auf grosse Schwierigkeiten.

²⁴⁾ Ausserordentl. Beilage zur allgem. Zeitung vom 5. Jänner 1835 Nr. 5 p. 20.

Diese und andere Hilfsmittel wurden zu seiner Erleichterung bestellt, und dann war Unsere Mission zu Ende.

Auch der Französische Handelscodex (code de commerce) blieb nach wie vor im Gebrauch. Derselbe war jedoch schlecht ins Neugriechische übersetzt, und in dem Gesetzbuche selbst manches vorhanden, was für die kleineren Griechischen Verhältnisse nicht ganz passend schien. Daher ward eine neue Griechische Uebersetzung und eine Revision des Gesetzes angeordnet. Die Uebersetzung war bereits vollendet. Die Bemerkungen für die nothwendig erscheinenden Abänderungen lagen vor. Und im August 1834 sollte der Handelscodex in Deutscher und Griechischer Sprache im Regierungsblatt erscheinen. Allein der 31. Juli machte Unserer Wirksamkeit in Griechenland ein Ende.

§. 368.

Eine Hauptrechtsquelle ward, seit der Ankunft des Königs und der Regentschaft, die Gesetzgebung.

Dafs Griechenland neuer Gesetzbücher für das Verfahren und das Strafrecht bedurfte, geht aus dem von selbst hervor, was über den kläglichen Zustand der vorgefundenen Gesetze und Ordonnancen bereits in der vorigen Periode bemerkt worden ist. Die öffentliche Meinung, das Staatsministerium und die Nationalversammlung selbst hatten sich ja gegen die bestehende Justizverfassung ausgespro-

chen, die Niedersetzung einer Commission zur Abfassung neuer Gesetze beschlossen, und bis zur Ankunft des Königs und der Regentschaft die Gerichte selbst gänzlich geschlossen. (§. 232—234.)

In ganz gleichem Sinne ward Uns aber bei Unserer Ankunft in Griechenland von dem damaligen Justizminister, Clonaris, berichtet: *Telles ont été les phases diverses sous lesquelles l'administration de la justice s'est présentée dans le pays. On voit que cette partie est presque toute à créer, aussi bien que les autres branches de l'administration publique. Ce qui a été même fait est à refaire ou du moins à retoucher etc. etc.* ²⁴⁾ Es mußte also nach den eigenen Worten des Justizministers erst alles gemacht, alles geschaffen werden.

Auch war damals ganz Griechenland damit einverstanden. Denn immer noch ward mit der größten Erbitterung gegen die Capodistrianische Gesetzgebung deklamirt, — mit der allergrößten Verachtung davon gesprochen. Es erhielt daher das Justizministerium den officiellen Auftrag, die nöthigen Gesetzesentwürfe vorzubereiten, und der Regentschaft zur Genehmigung vorzulegen. Zu gleicher Zeit wurden auch andere Privatleute, welche unter den Griechen im Rufe, gute Juristen zu seyn, standen, aufgefordert, solche Entwürfe auszuarbeiten. Namentlich erging ein solcher Aufruf an Demetrius Soutzo,

²⁴⁾ Sotir vom 27. April 1834 Nr. 27 p. 113 gibt einen Auszug aus diesem Berichte vom 5. Februar 1833.

an den jüngeren Clonaris, den Bruder des damaligen Justizministers u. a. m. Allein nur von dem jüngeren Clonaris kam, und zwar erst nach langer Zeit, eine Arbeit über ein Civilverfahren. Ueber ein Strafrecht dagegen, oder ein Strafverfahren u. s. w. durchaus nichts. Und auch die eingelaufene Arbeit war lückenhaft, denn sie behandelte nicht die ganze Materie. Sie war dazu noch im Grunde eine bloße Copie des Französischen Givilprocedurcodex, und daher für Griechenland in dieser Art nicht brauchbar. Der ältere Clonaris aber, der damalige Justizminister erklärte bei einer späteren Gelegenheit in einem Griechischen Blatte selbst: *que depuis l'installation du gouvernement, qui nous régit, je n'ai jamais pensé à un pareil travail* ²⁵⁾

§. 369.

Unter den gegebenen Umständen blieb daher kein anderer Ausweg übrig, als daß ich selbst die Abfassung der durchaus nothwendigen, und von allen Seiten her dringend begehrten Gesetzbücher unternahm. Dazu gehörte aber Zeit, und dies eben konnten weder die ungeduldigen Griechen, und eben so wenig das nicht gehörig unterrichtete Ausland begreifen.

Es lag nämlich in der Natur der Dinge, daß Civilgerichte erst dann errichtet werden konnten, wenn ein Gesetz für das Verfahren in Civilsachen gegeben war. Denn wonach hätte denn verfahren werden

²⁵⁾ Sotir, Mai 1834 Nr. 28 p. 117.

sollen? — Vor dem Freiheitskampfe gab es wohl für Civilstreitigkeiten Schiedsgerichte,²⁶⁾ für Strafgerichte aber, sogar die Inseln nicht ausgenommen (§. 26 u. 41),²⁷⁾ gar keine Griechische Gerichte (§. 18 ff., 44, 227), und eben so wenig auch für Civilstreitigkeiten ordentliche Griechische Gerichte. Es bestanden daher auch keine Vorschriften über deren Verfahren. Die ersten Vorschriften über ein Verfahren in Civilsachen waren im Jahre 1830 unter Capodistria erschienen. Allein dieses war voll unnützer Formalitäten. Es hatte die richterliche Willkühr für die oberste Richtschnur der richterlichen Entscheidungen erklärt. Es war demnach von der Art, daß kein Gericht damit gehen konnte. Weshalb man sogar vorzog, die Gerichte lieber gänzlich zu schliessen! Ehe daher neue Gesetze entworfen und bekannt gemacht worden waren, konnte man vernünftiger Weise an die Errichtung von Civilgerichten gar nicht einmal denken.

Dennoch fing man schon nach einigen Monaten an, in Griechischen und fremden Blättern, über den

26) S. unter Anderem *de la Guillelière*, Lacedemone ancienne et nouvelle p. 377. Les Gerontes connoissent des affaires civiles des Chrétiens, plutôt comme arbitres choisis de gré à gré, que comme juges absolus, et mesme il y a appel au Mula de ce qu'ils ont prononcé. Vergl. auch §. 16 ff. §. 30, 41, 44, 46 u. 220.

27) Nur allein in Syra, in einer damals noch ganz Lateinischen Stadt, wird den Syndicen — einer nur in Syra gefundenen Behörde — eine Strafgewalt eingeräumt. Jedoch auch diese nur zur Ausübung einer häuslichen Zucht zwischen Mann und Frau. §. 143 Nr. 2. So daß demnach auch dort keine wahre Strafgerichtsbarkeit in den Händen Griechischer Gerichte bestanden hat.

Mangel an Civilgerichten zu klagen, die Regentschaft wegen ihrer Unthätigkeit förmlich anzuklagen, und dabei die allersonderbarsten Dinge zu verbreiten.

Gegen dieses gehaltlose leere Geschrei haben sich zwar andere Griechische Blätter, insbesondere auch der *Sotir* ²⁸⁾ mit grossem Nachdruck erhoben. Auch liess sich dadurch in keinem Falle die Regentschaft irre machen, nicht von der mit Erfolg betretenen Bahn ablenken.

Um in dieser Lage der Dinge Civilgerichte zu creiren, hätte die Regentschaft entweder die so schrecklich verspottete und verachtete Capodistriani-sche Gesetzgebung wieder ins Leben rufen und dadurch alles damit verbundene Gehässige auf sich nehmen, oder dieselbe verbessern, und sodann in der verbesserten Gestalt publiciren müssen. Allein das Erste wäre im höchsten Grade unklug gewesen, zu dem letzten Schritte gehörte aber gleichfalls viel Zeit. Und dann wäre es erst wieder nur Stückwerk und ein neues Provisorium gewesen. Die Regentschaft beschränkte sich daher darauf, provisorisch nur den Gang der Strafgerichte zu ordnen. Diese Strafgerichte aber zu gleicher Zeit auch in Beziehung auf Civilsachen für Schiedsgerichte zu erklären. Sie mit der Besorgung der conservatorischen Civilakte zu beauftragen. Den Zustand der Friedensgerichte zu verbessern. Das Handelsgericht in Syra in Gang zu erhalten. Und sodann an die Herstellung eines

28) *Sotir* vom 27. April 1834 Nr. 27 p. 112—114.

definitiven besseren Zustandes der Rechtspflege Hand anzulegen.

Mittlerweile hoffte ich, würde sich auch noch, bei den provisorisch errichteten Gerichten, ein bis jetzt noch ganz fehlender Richterstand heranbilden. Manche junge Griechen, welche im Auslande studirten, heimkehren. Auch einige Deutsche sich befähigen, bei Griechischen Gerichten verwendet werden zu können, so wie ja auch auf den Jonischen Inseln unter den Richtern sich Engländer befinden, nach der dortigen Constitution sogar in den oberen Stellen befinden müssen.

Dafs ich aber bei diesem Allem richtig gesehen, hat schon das vorhin erwähnte Griechische Blatt anerkannt. Und bei einer gerechteren Nachwelt wird auch, wenn einmal die Partheileidenschaften schweigen, die weitere Anerkennung nicht fehlen.

§. 370.

Wiewohl mehrere Monate verstrichen, bis ich mich gehörig orientirt, und die in grofser Menge vorhandenen Gesetze und Verordnungen aus dem Ministerium erhalten hatte, was in Griechenland stets eine wahrhaft Herkulische Arbeit ist; wiewohl mit anderen Arbeiten überladen, und trotz der drückendsten Hitze, die alle meine Collegen dahin streckte,— hatte ich dennoch schon im Herbste desselben Jahres 4 neue Gesetzbücher, wenigstens flüchtig, skizzirt. Nämlich ein Strafgesetzbuch, ein Gesetzbuch über das Strafverfahren, eine Gerichts- und Notariats-

ordnung, und ein Gesetzbuch über das Civilverfahren. Meine Projecte wurden lithographirt und vertheilt, nicht allein an die Collegen, sondern auch noch an alle diejenigen, welche man im Stande glaubte, ein Urtheil darüber abgeben zu können. Doch nur von meinem Freunde von Abel erhielt ich Rath und Hülfe, zumal bei der definitiven Redaction des Strafgesetzbuches.

Man hat zu seiner Zeit gefragt, warum, statt mit dem dringendsten zu beginnen, zu gleicher Zeit mit vier neuen Gesetzbüchern begonnen worden sey? Die Antwort ist ganz einfach diese. Am dringendsten that ein besseres Strafgesetzbuch Noth. Denn so sehr auch die Civilgerichte entbehrt wurden, so ward denn doch der Mangel eines besseren Strafgesetzes mit jedem Tage noch weit mehr gefühlt. Das Strafgesetz von 1824 war mit allen möglichen Mängeln behaftet. (§. 227.) Gegen die Aufrührer in Tinos konnte von dem daselbst niedergesetzten Standrechte keine höhere als 6monatliche Strafe ausgesprochen werden. Und die so häufig vorkommenden Amtsvergehen mußten, aus Mangel an Strafbestimmungen, gänzlich unbestraft bleiben. Mit Absetzungen der Beamten durfte man aber nicht freigebig seyn. Einentheils um durch Absetzung ohne richterlichen Spruch nicht den Schein von Willkühr auf sich zu laden, anderntheils aber wegen des großen Mangels tüchtiger Beamten selbst.

Ein besseres Strafgesetzbuch, zur Aufrechthaltung der öffentlichen Ordnung, — was denn doch zu-

nächst die Hauptsache war, — that demnach vor Allem Noth. Allein ein solches konnte nicht entworfen werden, ohne dafs die Grundlinien zu dem Strafverfahren fixirt waren. Das Strafverfahren hing aber seinerseits wieder mit der Gerichtsorganisation überhaupt, und folglich auch mit dem Civilverfahren zusammen. So führte denn Eines zum Anderen. Und sollte die neue Gesetzgebung nicht jeder soliden Basis, so wie der einer jeden Gesetzgebung so nothwendigen Consequenz, entbehren, so mußten diese vier Gesetzbücher zu gleicher Zeit bearbeitet werden.

Nachdem nun meine lithographirten Entwürfe vertheilt worden waren, ward Hand an deren definitive Redaction gelegt. Wie recht und billig — wurde mit dem allernothwendigsten, nämlich mit dem Strafgesetzbuch begonnen. Dasselbe wurde schon unterm 18. (30.) December 1833 als Gesetz decretirt, und seit dem 1. Mai 1834, neuen Styls, ist dasselbe bereits schon als solches in Wirksamkeit. — Unterm 2. Febr. (20. Januar) 1834 erfolgte von Seiten der Regentschaft die Sanction der Gerichts- und Notariatsordnung. Unterm 10. (22.) März 1834 die Sanction des Gesetzbuchs über das Strafverfahren. Und unterm 2. (14.) April 1834 die Sanction des Gesetzbuchs über das Civilverfahren.

§. 371.

In jedem anderen Lande wäre nun die Gesetzgebung vollendet gewesen, und es hätte sogleich zur Ernennung des richterlichen Personals geschritten

werden können. Allein in Griechenland begannen nun neue Hindernisse, neue Schwierigkeiten! — Die Schwierigkeiten des Uebersetzens ins Neugriechische — die Schwierigkeiten des Druckens!

Die Ersteren lagen in der Natur der Dinge, denn es fehlte an Männern, welche der Neugriechischen, so wie der Deutschen Sprache gleich mächtig waren. Dazu kam, daß die Neugriechische Gerichtssprache erst noch gebildet werden mußte, indem man, aus bekannten Gründen, weder in der Altgriechischen, noch in der Neugriechischen Sprache hinreichende Anhaltspunkte, — die nöthige Terminologie vorfand. Dennoch ward diese sehr große Schwierigkeit, so viel es bei der Kürze der Zeit überhaupt anging, überwunden. Polizoides, gemeinschaftlich mit Constantin Schinas, übersetzte das Strafgesetzbuch. Die übrigen drei Gesetzbücher übersetzte Schinas allein. Und schon nach einigen Monaten waren alle übersetzt. Man hörte zwar einzelne Klagen über Unverständlichkeit und Unrichtigkeit der Uebersetzung, was bei den großen, erst zu überwindenden Schwierigkeiten nicht zu verwandern war, zum Theile aber auch wohl in dem übergroßen Hange der Griechen zum Kritisiren seinen Grund haben mochte. Im Ganzen war man jedoch zufrieden. Nur meinte man, nach Jahr und Tag, nachdem man die Gesetze näherer Prüfung unterworfen, eine neue Revision vornehmen zu sollen. Die Uns nachfolgende Regentschaft glaubte aber, um doch auch etwas zu thun, die Uebersetzung sogleich durch eine Commission revidiren lassen zu müssen.

So dafs, wie wenigstens zu befürchten ist, in Jahr und Tag wieder eine neue Revision nothwendig werden dürfte.

Noch weit schwieriger, und in jedem Falle viel widerwärtiger war, — wer sollte es glauben, — die Besorgung des Druckes. Er ward mit Feuer und Schwert betrieben, ich besorgte sogar selbst die letzte Correctur! — Und dennoch rückte der Druck nur langsam voran. Bei meiner Abreise, im August 1834, waren wohl drei dieser Gesetzbücher gedruckt und vertheilt, — das Strafgesetzbuch, das Gesetzbuch über das Strafverfahren, und die Gerichts- und Notariatsordnung. Allein von dem vierten, dem Gesetzbuche über das Civilverfahren, erst 825 Artikel. Und an den wenigen Hundert noch fehlenden Artikeln — das ganze Gesetzbuch besteht aus 1101 Artikeln — wurde noch mehrere Monate nachher gedruckt.

Während des Druckes ward indessen die Organisation selbst schon vorbereitet; nach Vorschrift des Art. 3 der Gerichtsordnung die Festsetzung der Amtssitze, und sodann die Personalernennungen präparirt. Sobald das Verfahren in Civilsachen gedruckt, und die Theilnehmer an der Kolokotronischen Verschwörung abgeurtheilt worden waren, wie man hoffte, Anfangs August, sollten die dahin einschlagenden Verordnungen und Ernennungen erscheinen. Was wegen meiner Abberufung, erst im Jänner 1835 erschienen ist, nämlich die Fixation der Amtssitze und die Personalernennungen, sollte demnach

schon im Laufe des Monats August 1834 erscheinen. Denn die, wie man sagt, auf Betreiben des Grafen von Armansperg mit einem so großen Wortschwall in dem von ihm bezahlten Griechischen Blatte,²⁹⁾ ausgesaunte Verordnung ist im Grunde weiter nichts, als der ganz einfache Vollzug dessen, was bereits schon in der Gerichtsordnung (Art. 1—3.) verordnet war. Nur Kalamata, wo der Handel, unter der alten Regentschaft, einen so bedeutenden Aufschwung genommen hatte, ist bei Fixation der Handelsgerichte vergessen worden, — gegen die Ansicht der alten Regentschaft.

§. 372.

Ehe ich jedoch weiter schreite, zur Uebersicht über das jetzt in Griechenland bestehende Recht, muß ich noch Einiges über die Grundansicht, von welcher bei Abfassung der Gesetzbücher ausgegangen worden ist, hinzufügen.

Seit fünfzig und mehr Jahren ist in Griechen-

29) Diese Lobbudeleien und Angriffe auf die Abwesenden, insbesondere auf mich, sind auch einigen Deutschen Blättern zum Einrücken übersendet worden. Was aber Nachtheiliges, zumal gegen die Ernennungen u. s. w. in anderen Griechischen Blättern gesagt worden ist, ward verschwiegen. Namentlich z. B. auch, was der Sotir vom 22. Jänner 1835 Nr. 92. p. 383 u. 384 und noch anderswo sagt. Eben so wenig haben die Herren Regenten für nothwendig gefunden mitzuthellen, was alles Nachtheiliges von ihnen selbst und ihrer Unthätigkeit z. B. im Sotir von 1834 Nr. 69 u. 91, und von 1835 Nr. 9 u. 14 gesagt worden ist, oder was zu Gunsten der Abgerufenen lautet.

land ein sichtbares Streben nach Französischer Bildung, nach Französischen Institutionen entstanden. Alle die seit Anfang des Freiheitskampfes in großer Menge schnell nach einander gefolgten Gesetze und Verordnungen, sogar die Capodistrianischen nicht ausgenommen, athmen sammt und sonders Französischen Geist.

Diese Richtung und diese legislativen Elemente habe ich vorgefunden. Sie wurden mir gegeben. Ich habe sie nicht geschaffen! — An diese Basis mußte daher, wenn nicht gerade in den Wind gebaut werden sollte, angeknüpft werden.

Nun hielt ich aber die rein Französische Basis für die Griechischen Verhältnisse, so wie ich sie erkannte, für nicht gehörig gerechtfertigt, sogar für nicht ganz passend. Denn die Griechischen Sitten und Gewohnheiten sind von den Französischen, in so fern diese nicht wieder selbst Germanischer Natur sind, so durchaus verschieden, daß es, die seit dem Freiheitskampfe neu eingeführten Formen abgerechnet, Mühe kostet, auch nur eine entfernte Aehnlichkeit zu finden. Dagegen fand ich ein ungemein großes Hinnelgen der Neugriechen zu Germanischer Sitte,³⁰⁾ so wie auch die Altgriechen schon — zumal die Pelasger —, wie ich bei einer anderen Gelegenheit zu erweisen gedenke, mit den Altgermanen

30) Das Griechische Gewohnheitsrecht selbst ist wesentlich Germanischer Natur. Das Germanische Element war daher bei den Neuheellenen wie im Grunde auch bei den Althellenen vorherrschend.

sehr nahe verwandt waren. Ich griff daher zur Altgermanischen, auch mit dem älteren Französischen Recht in gar mancher Beziehung verwandten, Basis. Und mehr als im Französischen Recht wird man, in meinem Buche über die Geschichte des Altgermanischen Gerichtswesens,³¹⁾ den Schlüssel zu vielen Bestimmungen, zumal in den Gesetzbüchern über das Civil- und Strafverfahren finden.

Am allerliebsten hätte ich freilich aus dem Altgriechischen selbst einen Anhaltspunct für die neuen Schöpfungen entlehnt. Allein das Altgriechische Recht und Verfahren war auch in Griechenland schon längst zur Antiquität geworden. Dazu fehlte es den Athellenen selbst, gerade in dieser Beziehung, am allermeisten. Denn, wiewohl, — wie man sagt, — das Vaterland der Römischen Zwölf Tafeln, so kann Griechenland dennoch nicht als legislatorisches Muster betrachtet werden. Auch ist das Alt-römische und Altgriechische Verfahren dem Altgermanischen nicht ganz unähnlich.

Von der so eben angegebenen Grundansicht ausgehend, suchte ich denn Deutsche Gründlichkeit mit Altgermanischer und auch Altgriechischer, so wie Altfranzösischer Einfachheit zu vereinigen. Wie weit es mir gelungen ist, mögen andere gründliche Forscher beurtheilen.

31) G. L. Maurer, Geschichte des Altgermanischen und namentlich Altbairischen öffentlich-mündlichen Gerichtsverfahrens, dessen Vortheile, Nachtheile und Untergang. Heidelberg. 1894

Eine weitere Grundansicht, von der ich bei Abfassung der Gesetzbücher ausgegangen bin, ist die, dieselben zwar dem gegenwärtigen Zustande des Landes so viel als möglich anzupassen, dabei jedoch aber auch die Zukunft Griechenlands fest vor Augen zu haben. Für den gegenwärtigen Zustand des Landes würde auch eine andere, weniger umfassendere, Gesetzgebung genügt haben. Denn in einem Lande, in welchem noch Nomaden umherziehen, und viele Tausende ohne Obdach herumirren, oder die, wenn auch zum Theil sehr schönen, Höhlen bewohnen, hätte vor der Hand auch noch eine dürftigere Gesetzgebung ausgereicht. Allein ich dachte mir bei diesen, so wie bei allen übrigen Schöpfungen, stets das künftige, grofse und kräftige Griechenland, wie es, wenn es nicht ganz untergehen sollte, nothwendig werden wird, — nothwendig werden mufs! — Die Gesetzgebung sollte, nach meinem Ermessen, mit zur Erziehung und Bildung des mir so lieb gewordenen Griechischen Volkes, mit zur Erreichung des mir gesetzten hohen Zieles beitragen! — Dazu kam noch die andere Rücksicht, dafs nämlich das Griechische Volk, nach so vielen Aenderungen und Umwälzungen wieder an Stetigkeit gewöhnt werden mufste. Daher, auch in dieser Beziehung, die Aufgabe in der Art gelöst werden zu sollen schien, dafs nicht schon nach wenigen Jahren wieder eine neue Gesetzgebung nothwendig würde.

Dabei hegte ich freilich die Hoffnung, wie ich sie auch öfters gegen meine Freunde laut ausgespro-

chen habe, die Gesetzgebung selbst noch ins Leben einführen, ihre etwaigen Gebrechen und Mängel in der Anwendung selbst beobachten, und noch vor dem Ende der Regentschaftsperiode abändern zu können, was etwa in der Praxis sich nicht bewährt haben sollte, was also der Abänderung bedurfte. Zu einer solchen Revision gehört aber freilich eine feste und sehr wohlwollende Hand. Mir ist die Erfüllung dieses sehnlichsten Wunsches zwar nicht mehr geworden. Allein gerne überlasse ich mich der frohen Hoffnung, daß eine andere, zwar nicht wohlwollendere, aber noch kräftigere, Hand sich dereinst finden wird, welcher es vergönnt seyn dürfte, dasjenige zu vollenden, wonach ich wenigstens redlichst gestrebt habe.

Drittes Kapitel.

Von der Gerichtsorganisation.

§. 373.

Von den in den ersten Zeiten der Regentschaft errichteten drei Gerichtshöfen, von den aus früheren Zeiten vorgefundenen Friedensrichtern und Notaren, endlich von dem in Syra bestandenen Handelsgerichte, ist schon früher die Rede gewesen. (§. 361. ff.) Durch die unterm 21. Jänner (2. Februar) 1834 erlassene Gerichts- und Notariatsordnung wurden alle die dahin einschlagenden Verordnungen und anderen gesetzlichen Bestimmungen aufgehoben. (Art. 312.)

Nach der Gerichtsordnung sollten Civil- und Strafgerichte, so wie, zur Besorgung der sogenannten freiwilligen Gerichtsbarkeit, Notariate errichtet werden. Bei der ganzen Organisation ward aber einentheils von den vorgefundenen Elementen, anderntheils von demjenigen ausgegangen, wonach die Griechen selbst, während des ganzen Freiheitskampfes, gestrebt hatten. Dazu hat insbesondere auch das Institut der Staatsprokuratoren gehört. (§. 229.)

§. 374.

An die Spitze des gesammten Gerichtswesens, jedoch seinerseits wieder unter dem Justizministerium, wurde ein Cassationsgericht gestellt, bestehend aus einem Präsidenten, Vizepräsidenten, 5 Råthen, einem Suppleanten, einem Generalprokurator, einem Substituten und einem Gerichtschreiber. (Art. 1, 2, 9 u. 29.) In einem Lande, in welchem fast niemand weiß, was Recht ist; in welchem ein Gesetzbuch — der Harmenopoulos — gilt, das fast niemand kennt; in welchem eine Menge Lokalgewohnheiten bestehen, die man im Ganzen nicht kennt, und nur wenig achtet; in welchem eine zahllose Menge von nicht beobachteten, in früheren und späteren Zeiten erlassenen, Gesetzen und Verordnungen besteht; in welchem die Rechtsidee selbst, möchte ich sagen, noch so gut wie schlummert; — in einem solchen Lande ist ein solches Gericht, welches die Bestimmung hat, diesen chaotischen Rechtszustand zu ordnen, Recht und Gerechtigkeit in letzter Instanz zu hand-

haben, dringendes Bedürfniss. Dem alten berühmten Areopag nicht ganz unähnlich, der ja auch der Hüter und Wächter der Gesetze seyn sollte, ³²⁾ erhielt es selbst den Titel *ὁ ἀρεῖος πάγος*.

§. 375.

Für die Verwaltung der Civilrechtspflege sollten errichtet werden, wenigstens zwei Appellationsgerichte, in jeder Nomarchie wenigstens ein Bezirksgericht, in jeder Eparchie wenigstens ein Friedensgericht, und an jedem wichtigen Handelsorte ein Handelsgericht. Die Amtssitze dieser Gerichte sollten, da dieses Sache der bloßen Verwaltung, und seinem Wesen nach veränderlicher Natur ist, nicht gesetzlich, sondern durch eine eigene Verordnung bestimmt werden. (Art. 1—3. und §. 371.)

Jedes Appellationsgericht sollte bestehen aus einem Präsidenten, 5 Räthen, einem Suppleanten, einem Generalprokurator, einem Substituten und einem Gerichtschreiber. (Art. 8.) Jedes Bezirksgericht aus einem Präsidenten, 3 Richtern, 4 Suppleanten, einem Staatsprokurator, und einem Gerichtschreiber. (Art. 6.) Jedes Friedensgericht aus einem Friedensrichter, 2 Suppleanten und einem

32) K. Fr. Hermann, Lehrbuch der Griechischen Staatsalterthümer. Heidelberg 1831. §. 109. p. 205 ff. Vergl. über dieses Gericht überhaupt die treffliche Abhandlung meines Freundes Petr. Gul. Forchhammer, de Areopago non privato per Ephialten homicidii iudicis. Kiliae. 1823.

Gerichtschreiber. (Art. 5). Jedes Handelsgericht aus einem Präsidenten, der Jurist seyn sollte, dann aus zwei Richtern, und aus 4 Suppleanten, welche Handelsleute seyn sollten, endlich aus einem Gerichtschreiber. (Art. 7.) Die Richter und Suppleanten der Handelsgerichte sollten aus einer Candidatenliste genommen werden, welche in einer Versammlung sämtlicher Handelsleute des handelsgerichtlichen Bezirkes durch freie Wahl entworfen werden sollte. Um aber zu verhindern, dafs auch Nicht-Kaufleute an diesen Versammlungen Theil nähmen, sollte jedes Jahr für jede Eparchie ein Verzeichnifs der, in derselben wohnhaften, und zu den handelsgerichtlichen Verrichtungen befähigten, Individuen von dem zuständigen Eparchen entworfen werden. (Art. 10, 12, 14—21.)

§. 376.

Die Verwaltung der Strafgerichtspflege sollte durch Polizei-, Zuchtpolizei und Assisen Gerichte besorgt werden. (Art. 29 u. 30.)

Den gehörig besetzten Friedensgerichten wurden die Functionen der Polizeigerichte übertragen. Den öffentlichen Ankläger dabei sollte in der Regel der Bürgermeister oder Adjunct am Sitze des Polizeigerichtes, oder der daselbst etwa aufgestellte Polizeicommissär machen. Berechtigt zur Anklage sollte aber auch noch seyn, jeder andere nach den Bestimmungen des Gesetzbuches über das Strafverfahren zuständige Polizeicommissär, Bürgermeister, Ad-

junct, Staatsprokurator oder endlich auch der Verletzte selbst. (Art. 31.)

Jedes Zuchtpolizeigericht sollte aus einem Präsidenten und 4 Richtern, dann aus einem Staatsprokurator und einem Gerichtschreiber bestehen. Die gehörig formirten Bezirksgerichte sollten zu gleicher Zeit Zuchtpolizeigerichte seyn, und die fehlenden Mitglieder aus den Bezirksgerichts-Suppleanten ergänzt werden. (Art. 32 u. 33.)

Die Assisengerichte endlich sollten aus einem Assisenhofe und einem Geschwornengerichte bestehen. Der Assisenhof aus einem Präsidenten, 4 Räten, einem Staatsprokurator und einem Gerichtschreiber. Das Geschwornengericht aber aus 12 Geschwornen. (Art. 34 u. 75.)

Das Justizministerium sollte den Präsidenten des Assisenhofes, die Räte und den Gerichtschreiber ernennen. Den Präsidenten aus den Mitgliedern des Appellationsgerichtes, die Räte aber aus den Bezirksrichtern oder Appellationsgerichtsräten. (Art. 35, 37 u. 38.) Wenn vom Justizministerium kein Gerichtschreiber ernannt worden war, so sollte der Bezirksgerichtschreiber von Rechtswegen bei dem Assisenhofe functioniren. (Art. 44.) Die Functionen eines Staatsprokurators sollte aber der Generalprokurator am Appellationsgerichte, oder dessen Substitut, oder der von ihm substituirte Staatsprokurator eines Zuchtpolizeigerichtes besorgen. (Art. 43.)

Zu den Verrichtungen eines Geschwornen wurden alle diejenigen berufen, welche, ohne eine mit

dem Amte eines Geschwornen unverträgliche Stelle zu begleiten, die Präsumtion der Bildung oder einer gewissen Selbstständigkeit für sich hatten. Daher gehörten dahin alle Lehrer und Professoren der Hellenischen Schulen, Gymnasien und der Universität. Alle inländischen Mitglieder der Akademie der Wissenschaften. Alle Doctoren, in so ferne sie Inländer sind. Alle Inländer, welche in Immobilien von wenigstens 5000 Drachmen Werth angesessen, oder ein jährliches Einkommen von wenigstens 1000 Drachmen haben. Endlich die Notare. (Art. 45 und 46.)

Jedes Jahr sollte für jede Gemeinde ein Verzeichniß der, in derselben wohnhaften, zu den Functionen eines Geschwornen befähigten, Individuen durch den Eparchen entworfen, und von dem Nomarchen rectificirt werden. (Art. 50 u. 51.) Aus diesen Verzeichnissen hat der Kreisrath und der Nomarch, jeder 30 Individuen auszuwählen, und diese aus 60 Individuen bestehende Liste dem Präsidenten des Appellationsgerichtes mitzutheilen. (Art. 52—56.) Bis zur Herstellung jener Listen aber sollte der Nomarch allein diese 60 Individuen bezeichnen. (Art. 60.)

Vier Wochen vor Eröffnung des Assisengerichtes sollten aus sämmtlichen, aus den verschiedenen Kreisen eingelaufenen, Listen durch den Präsidenten des Appellationsgerichtes, in öffentlicher Sitzung, 30 Geschworne und 4 Ersatzmänner durch das Loos gezogen werden. (Art. 57—59.) Das Verzeichniß der Staatsbürger, welche nach dem Ergebniss dieser

Ziehung bei der nächsten Sitzung des Geschwornengerichtes zu erscheinen haben, sollte sodann gehörig bekannt gemacht werden. Hierauf sollten die durch das Loos Bezeichneten zur Sitzung eingeladen, in der Sitzung selbst aber, wieder durch's Loos, 12 Geschworne für jeden einzelnen Fall gezogen werden. (Art. 61—80.)

Die Frage, ob in Griechenland überhaupt Geschworne zur Aburtheilung der Thatsache eingeführt werden sollten, oder nicht, gehörte mit zu den allerschwierigsten Fragen, welche die Regentschaft zu lösen hatte. Ich für meine Person bekenne frei und offen, daß ich dagegen gewesen bin. Ich für meinen Theil würde ungelehrten Richtern, in der Form von altgermanischen Schöffen zu dem Gerichte beigezogen, den Vorzug gegeben haben vor nach Englischer und Französischer Weise gebildeten Geschwornen. Mein in diesem Sinne verfaßtes und, nachdem es lithographirt worden war, vertheiltes Project enthält den größten Beweis für diese Behauptung. Es hat sogar große Mühe gekostet und längere Zeit erfordert, um mir alle die großen Bedenklichkeiten hinsichtlich der Geschwornen zu benehmen. Ich fürchtete damals, und ich fürchte noch. — Allein da meine Collegen und alle Griechen ³³⁾, welche ich darüber

33) Auch im Sotir vom 13. Jänner 1835 No. 90 p. 374 u. 375 findet sich eine Abhandlung zu Gunsten der Geschwornen in Griechenland. Der Verfasser scheint aber nicht gewußt zu haben, daß das Institut der Geschwornen schon bereits gesetzlich besteht.

consultirte, ja sogar schon die zu einem Nationalcongreß in Astros im Jahre 1823 versammelten Repräsentanten des Griechischen Volkes selbst **) sich für eigentliche Geschworne erklärt hatten, ich aber ja nur für Griechenland arbeitete, so habe ich am Ende eingewilligt, auch diesen Versuch zu machen. Und auch jetzt noch kann ich die Geschwornen in Griechenland nur als einen bloßen Versuch betrachten! Als ich aber damals — nach langem Zureden — meine Einwilligung gab, da hegte ich die Hoffnung, dieses Institut noch selbst in's Leben einführen und beobachten, nöthigenfalls daher auch noch die nothwendig erscheinenden Veränderungen und Verbesserungen vornehmen zu können.

§. 377.

Der zweite Abschnitt handelt von den einzelnen richterlichen Beamten und ihren Amtsverrichtungen.

Der Präsident steht an der Spitze des Collegiums, hat die Leitung der Verhandlungen in der Audienz, so wie der Berathung außer der öffentlichen Sitzung. Außerdem hat derselbe die Unterschriften zu legalisiren, die Repertorien zu visiren u. dgl. m. (Art. 81—90.):

Die Staatsprokuratoren haben das Gesetz und die öffentliche Ordnung in Civil- und Strafsachen bei Gericht zu vertreten. Daher sollen sie die bestehenden Gesetze und Verordnungen überwachen.

34) Pouqueville, histoire IV. p. 312.

den Vollzug der Civil- und Strafurtheile betreiben, und jedesmal klagend oder anklagend auftreten oder auf sonstige gesetzliche Weise einschreiten, so oft es das öffentliche Wohl erheischt. Sie haben deshalb namentlich die Oberaufsicht über alle richterlichen Beamten und Diener, so wie über die Gerichte selbst. Sie erhielten sogar eine nicht unbedeutende Disciplinargewalt über die richterlichen Beamten, was bei dem gänzlichen Mangel an aller Disciplin in Griechenland im Interesse des Dienstes selbst durchaus nothwendig war. Sie haben aus demselben Grunde die oberste Leitung des Vormundschaftswesens. Ferner die Leitung des ganzen Untersuchungswesens vom Anfange an bis zur Execution der von dem Strafgerichte erlassenen Urtheile. Sie haben zu dem Ende über die Gensdarmerie und Gerichtsboten, so wie nöthigenfalls über die gesammte bewaffnete Macht zu verfügen.

Sämmtliche Beamte der Staatsbehörde stehen in hierarchischer Unterordnung und Abhängigkeit. An der Spitze dieses hierarchischen Ganzen, unter der Oberaufsicht des Justizministeriums, steht der Generalprokurator am Cassationsgerichte. Unter ihm die Generalprokuratoren an den Appellationsgerichten. Unter diesen die Staatsprokuratoren an den Bezirksgerichten. Unter den Staatsprokuratoren wieder die Bürgermeister, Adjuncte und Polizeicommissäre in ihrer Eigenschaft als gerichtliche Polizeibeamte.

Jedem dieser General- und Staatsprokuratoren steht zur Bei- und Aushilfe ein Substitut zur Seite.

Der untergebene Staats- oder Generalprokurator hat von seinem Oberen erhaltene Weisungen zu vollziehen, und ihm Bericht zu erstatten. Insbesondere soll derselbe alle 8 Tage berichten über die zur Anzeige gekommenen strafbaren Handlungen, alle Vierteljahre berichten über den Zustand der Strafrechtspflege seines Bezirkes, und am Ende eines jeden Jahres auch über die Civiljustizpflege. (Art. 91—117.)

Die Untersuchungsrichter sollten die bei Vergehen und Verbrechen nothwendige Voruntersuchung führen, und in dieser Beziehung alles dasjenige thun, was zur Constatirung derselben beitragen kann. (Art. 118—121.)

Der Gerichtschreiber hat die vorgeschriebenen Protokolle und Register zu führen. Die nothigen Ausfertigungen zu besorgen. Die gerichtlichen Urkunden, die Gesetz- und anderen Bücher, die Regierungsblätter und sonstigen, dem Gerichte gehörigen, Effecte zu bewahren. Die dem Gerichte bewilligten Bureaukosten zu verwalten. Die im Audienzsaale zu machenden Anschläge zu besorgen. Die bei Gericht zu deponirenden Gelder zu bewahren u. s. w. Er ist berechtigt und sogar verpflichtet, zur Erleichterung des Geschäftsganges und zur Vertretung im Falle der Verhinderung, einen oder mehrere Untergerichtschreiber anzunehmen, und für ihre Amtsvergehen und Versehen zu haften. Wegen seiner eigenen großen Verantwortlichkeit hat derselbe Caution zu stellen. (Art. 122—130.)

Bei jedem Gerichte sollte eine bestimmte Anzahl

Anwälte angestellt werden. Sie sind öffentliche Beamte, deren Hauptfunction darin besteht, ihre Parthei vor Gericht zu berathen, zu vertheidigen und zu vertreten. Sie haben im Namen ihrer Parthei die zur Instruction der Sache nothwendigen mündlichen und schriftlichen Handlungen vorzunehmen, die geeigneten Anträge zu stellen, und diese sodann in öffentlicher Sitzung mündlich auszuführen. Sie sind als öffentliche Beamte berechtigt und verpflichtet, von den in Händen habenden Originalurkunden beglaubigte Abschriften zu ertheilen. Endlich haben sie, zur Sicherung ihrer Verantwortlichkeit, Caution zu stellen.

Jede Parthei ist zwar berechtigt, bei Civil- und Strafgerichten selbst aufzutreten, um persönlich alle Gerichtshandlungen vorzunehmen und die Sache dem Gerichte mündlich vorzutragen. Will oder muß sie sich aber im einzelnen Falle durch einen anderen vertreten oder Beistand leisten lassen, so darf dieses nur durch einen gehörig recipirten Anwalt geschehen, und zwar im Interesse der Parthei selbst, um nämlich gehörige Disciplin über den Beistand oder Vertreter ausüben zu können. (Art. 131—152.)

In dem Bezirke eines jeden Bezirksgerichtes sollte eine bestimmte Anzahl Gerichtsboten angestellt werden. Jedes Friedens-, Handels-, Bezirks-, Appellations-, Polizei-, Zuchtpolizei-, Assisen- und Cassationsgericht, sollte aber berechtigt seyn, aus den Bezirksgerichtsboten desjenigen Bezirkes, welchem sie selbst ihren Sitz haben, nach freier Wahl

seinen Audienzgerichtsboten wählen, und wieder entlassen zu können. Die Bezirksgerichtsboten sind berechtigt und verpflichtet, im ganzen Umfange ihres Bezirkes zu functioniren, insbesondere die ihnen übertragenen Ladungen, Zustellungen und Executionen zu machen, endlich alle sonstigen Weisungen der ihnen vorgesetzten Behörden zu vollziehen. Den Dienst in der Audienz selbst, so wie die Zustellungen von Anwalt zu Anwalt haben übrigens ausschliesslich die Audienzgerichtsboten zu besorgen. (Art. 153—165.)

Die ganze, sehr wichtige, Function der freiwilligen Gerichtsbarkeit ward in die Hände der Notare gelegt. In dem Bezirke eines jeden Friedensgerichtes sollte wenigstens ein Notar seinen Amtssitz haben. In denjenigen Friedensgerichten jedoch, in welchen noch kein Notar ernannt worden ist, was wegen Mangel an tüchtigen Subjecten, in der ersten Zeit wohl in der Regel der Fall seyn dürfte, sollte der Friedensrichter zu gleicher Zeit die Functionen eines Notars besorgen. Diese Notare sind öffentliche Beamte, welche niedergesetzt sind, um insbesondere alle jene Verträge und andere privatrechtliche Willenserklärungen, denen die Partheien die Gültigkeit einer öffentlichen Urkunde geben sollen oder wollen, aufzunehmen, solche Urkunden aufzubewahren, Abschriften und exekutorische Ausfertigungen von ihnen zu liefern, und anderen Privaturkunden ein sicheres Datum zu verleihen. Die einzelnen, sehr wichtigen, Amtsverrichtungen der Notare sind weitläufig und sehr genau bestimmt. Wegen ihrer grossen Verant-

wortlichkeit müssen sie jedoch Caution stellen. Daß alle früherhin über das Notariat erlassenen Bestimmungen durch gegenwärtiges Gesetz aufgehoben worden sind, versteht sich fast von selbst. (Art. 166—213.)

§. 378.

Der dritte Abschnitt enthält die nöthigen Bestimmungen über Amtseid, Rang und Gehalt der richterlichen Beamten. (Art. 214—239.)

Sie wurden sämmtlich sehr hoch gestellt, wie es der Justiz eines jeden Landes gebührt, in Griechenland aber, wo das Justizwesen erst noch geschaffen und zu Ansehen gebracht werden muß, durchaus nothwendig ist.

Sodann folgen, in mehreren Abschnitten, die Bestimmungen, welche weder in das Gesetzbuch über das Civil- noch in das über das Strafverfahren gehören. Insbesondere über den Geschäftsgang bei Gericht. Ueber die Beitreibung der Taxen und Gebühren. Ueber das bei zu gebenden Abschriften und Expeditionen einzuhaltende Verfahren. Ueber die Sitzungszeit, Sitzungstage und Sitzungslokale. Ueber die Fixation der zu verhandelnden Sachen. Ueber Sitzungsprotokolle. Ueber Amtssiegel u. dgl. mehr. (Art. 240—272.)

Den Schluss machen die Disciplinurvorschriften. In dieser Beziehung sind genau bestimmt die Disciplinarfälle (Art. 273—292); die Disciplinarstrafen (Art. 293—297); die Beamten und Behörden, welche

Disciplinarstrafen zu erkennen haben (Art. 298—301); und das dabei einzuhaltende Verfahren. (Art. 302—309).

Viertes Capitel.

Von dem Strafrecht.

§. 379.

Bei der Ankunft des Königs und der Regenschaft galt das Strafgesetz von 1824. Modificirt und ergänzt ward dasselbe durch die transitorischen Bestimmungen des Gesetzes vom 9. (21.) Februar 1833.³⁵⁾ Im Uebrigen blieb es bei den Bestimmungen des Strafgesetzes von 1824. Von einer Verweisung auf den Französischen Code pénal liest man zwar in öffentlichen Blättern jener Zeit, so wie im Conversationslexikon, allein in Griechenland wufste man davon, wie von so vielem Anderem, was dazumal in Bayrischen Blättern verhandelt worden ist, nichts!

Alle diese Strafgesetze wurden abgeschafft durch das neue Strafgesetzbuch vom 18. (30.) December 1833 (Art. 705—707), welches, wie bemerkt, schon seit dem 1. Mai 1834 in Wirksamkeit ist.

Eine Hauptrücksicht bei Entwerfung dieses Strafgesetzbuches war gräfst möglichste Milde und Vollständigkeit. Und ich glaube nicht zu irren,

35) Rghl. No. 4. p. 22. Vgl. §. 265.

wenn ich das Griechische Strafgesetzbuch für das vollständigste und mildeste unter allen bis jetzt vorhandenen Strafgesetzgebungen erkläre. Nach Originalität, worauf Manche so viel halten, wurde nicht gestrebt, indem nach meinen Erfahrungen die originellsten Gesetze für das Leben insgemein die schlechtesten zu seyn pflegen.

Das Gesetzbuch zerfällt in drei Bücher. Das erste Buch enthält die allgemeinen Bestimmungen. Das zweite handelt von den Verbrechen und Vergehen, und das dritte Buch von den Polizeiübertretungen.

§. 380.

Die allgemeinen Bestimmungen sind, wie ich glaube, klar, einfach und dennoch erschöpfend. Klärnämlich für denjenigen, der überhaupt juristische Kenntnisse hat. Denn ein Gesetzbuch zu geben, das auch der nicht juristisch Gebildete vollkommen verstünde, ist bis jetzt noch keinem Sterblichen gelungen. Es gehört, zumal bei dem jetzigen Stande der Gelehrsamkeit und der Rechtsbildung sogar, zu den reinen Unmöglichkeiten.

Diese Bestimmungen sind aber auch einfach, und, wie ich glaube, erschöpfend. Es wird vor Allem bestimmt, was Verbrechen, was Vergehen und was Polizeiübertretung seyn solle. Verbrechen heißen nämlich diejenigen unerlaubten Handlungen und Unterlassungen, welche mit Criminalstrafe zu belegen sind. Vergehen aber, die mit Zuchtpolizeistrafe,

und Polizeiübertretungen die mit bloßer Polizeistrafe zu belegenden unerlaubten Handlungen und Unterlassungen. (Art. 2.) Da nun nach dem Gesetzbuche über das Strafverfahren alle Verbrechen von der Zuständigkeit der Criminal-, die Vergehen aber von der Competenz der Zuchtpolizei-, und die Polizeiübertretungen endlich von der Zuständigkeit der Polizeigerichte seyn sollen, so ist, durch diese einfache Eintheilung der strafbaren Handlungen und Unterlassungen, die Anwendung der Strafgesetze gar sehr erleichtert.

Dieselbe Bemerkung gilt aber auch von den Strafarten. Es gibt nämlich nach Art. 4 nur vier Criminal-, zwei Zuchtpolizei- und zwei Polizeistrafarten. Die Criminalstrafarten sind Todesstrafe (Art. 4—6), lebenslängliche Kettenstrafe (Art. 4, 7, 9 u. 10), Kettenstrafe auf bestimmte Zeit, d. h. von 10 bis 20 Jahren (Art. 4, 8 u. 9), und Arbeitshausstrafe nicht unter 5 und nicht über 10 Jahre. (Art. 4 und 11.) Mit dem Momente der Verkündigung der Todesstrafe, so wie der lebenslänglichen Kettenstrafe tritt zu gleicher Zeit der bürgerliche Tod ein. (Art. 5 und 7.) Außerdem zieht jede Verbrechenstrafe noch den Verlust der staatsbürgerlichen und mancher bürgerlichen Rechte (Art. 21 u. 23), so wie hinsichtlich des Vermögens die gesetzliche Interdiction nach sich. (Art. 25—27.) Endlich soll jedes Criminalstrafurtheil im Auszuge gedruckt und bekannt gemacht werden. (Art. 28.)

Die Zuchtpolizeistrafen sind Gefängniß-

und Geldstrafe. (Art. 4.) Und zwar in der Regel Gefängnisstrafe nicht unter 8 Tagen, und nicht über 5 Jahre (Art. 12), und Geldstrafe von 15 bis 500 Drachmen. (Art. 13.) Es müßte denn im Gesetze für den speciellen Fall etwas Anderes bestimmt worden seyn. Die Verurtheilung wegen Diebstahl, Unterschlagung, Betrug, Fälschung und ähnlicher Vergehen zieht ebenfalls den Verlust der staatsbürgerlichen und mancher bürgerlichen Rechte nach sich. (Art. 22 u. 23.) Wegen Amtsvergehen bestrafte Beamte und öffentliche Diener sind des Dienstes zu entlassen, und werden zur Wiedererlangung eines jeden Amtes oder öffentlichen Dienstes unfähig. (Art. 24.) In manchen Fällen tritt auch bei Zuchtpolizeistrafen eine öffentliche Bekanntmachung des Strafurtheiles ein. (Art. 28 u. 29.)

Polizeistrafen sind Arrest und Geldbusse. (Art. 4.) Und zwar in der Regel Arrest von einem Tag bis zu einem Monat, und Geldbusse von einer Drachme bis zu 100 Drachmen. Es müßte denn eine besondere gesetzliche Bestimmung eine Ausnahme machen. (Art. 14 und 15.)

Eine Vermögensconfiscation hat in keinem Falle statt, sondern nur in einigen vom Gesetze ausdrücklich bestimmten Fällen, die Confiscation einzelner vom Gesetze bezeichneter Gegenstände. (Art. 20.)

Eine Stellung des Verurtheilten unter die besondere Polizeiaufsicht tritt bei Verbrechen von Rechtswegen ein, und kann bei Vergehen unter gewissen Umständen angeordnet werden.

Es wurden jedoch den desfallsigen Bestimmungen die mildereren Verfügungen des revidirten Französischen Strafgesetzbuches vom Jahre 1832 zu Grund gelegt. (Art. 33—37, und 188.)

Nach diesen ganz allgemeinen Verfügungen folgen die näheren Bestimmungen über rechtswidrigen Vorsatz (Art. 38—42, und 45), und Fahrlässigkeit. (Art. 38, 39, 43—45.) Sodann über Vollendung einer strafbaren That (Art. 46 und 78), so wie über deren Versuch (Art. 47—55, 59, 61—63, 65, 69, 71, 70 und 80.) In letzterer Beziehung sind die mildereren Grundsätze des Deutschen Strafrechtes zu Grund gelegt worden, wonach der Versuch stets milder als die vollendete That bestraft werden soll. Hierauf wird bestimmt, wer als Urheber (Art. 56, 58 u. 59), und zwar insbesondere bei Complotten (Art. 57—65) und Banden (Art. 66—70), und wer als Gehülfe zu betrachten ist. (Art. 71—80.) Hinsichtlich der bloßen Theilnahme an strafbaren Handlungen sind gewisse Anhaltspunkte für das richterliche Ermessen, jedoch bloß beispielsweise, gegeben worden, was für ein Land, dem die juristische Bildung noch so gut wie ganz fehlt, durchaus nothwendig schien. Aus denselben Gründen durften aber auch nicht zu weitläufige Bestimmungen gegeben werden, welche solche Richter nur verwirrt, und daher die Anwendung der Gesetze erschwert haben würden.

Man wird dagegen nicht einwenden wollen, daß es noch besser gewesen wäre, wenn auch diese Bestimmungen weggeblieben wären, da nach

dem Gesetzbuche über das Strafverfahren Geschworne über die That zu erkennen haben. Denn einentheils sind Geschworne nur für die Aburtheilung der Verbrechen, keineswegs aber auch für die Vergehen und Polizeiübertretungen bestimmt, welche bei weitem die Mehrzahl bilden. Anderentheils wird es aber auch den Griechischen Geschwornen nicht schaden, wenn sie sich mit diesen Bestimmungen des Strafgesetzbuches etwas vertraut machen. Denn daß die Geschwornen gar keine juristischen Kenntnisse besitzen sollen, wie dies manche zu glauben scheinen, kann schon um deswillen nicht seyn, weil jeder im Volke die Gesetze kennen soll, und bei deren Anwendung behandelt wird, als habe er sie wirklich gekannt.

Hierauf folgen die Bestimmungen über Zurechnung der Strafe im Falle der Jugend, der Nothwehr, der Unwissenheit, der mangelnden Freiheit, der erhaltenen Erlaubniß u. s. w. (Art. 81—101.) Sodann Bestimmungen über die Zumessung der Strafe, endlich über die Gründe, welche die Strafbarkeit ausschließen oder ganz tilgen, insbesondere auch über die Verjährung der Strafbarkeit. (Art. 106—122.)

§. 381.

Das zweite Buch handelt von den einzelnen Arten von Verbrechen und Vergehen. Dieselben werden, wie ich glaube, vollständiger als in irgend einem anderen Strafgesetzbuche, nach einander abgehandelt, und in der Regel milder, als irgend

wo sonst, bestraft. Die Zeugen und Sekundanten bei Duellen sollen sogar ganz straffrei seyn (Art. 211), indem ihre Gegenwart bekanntlich nur nützen, nie Schaden bringen kann.'

Nur manche Vergehen und Verbrechen mußten, im Interesse Griechenlands, und im Interesse der daselbst herzustellenden Ordnung selbst, mit strengen Strafen bedroht werden. Dahin gehört der Hochverrath und Staatsverrath (Art. 123 ff.), weil nur durch, in dieser Hinsicht eintretende, sehr große Strenge, der die ganze Revolution hindurch fortwährende Partheikampf völlig niedergedrückt werden kann. Dahin gehören ferner die Handlungen gegen den der Obrigkeit schuldigen Gehorsam, zumal gewaltsame Widersetzung, Aufruhr u. dgl. m. (Art. 164 bis 188). Denn das völlig geschwundene Ansehen der Beamten mußte, auf jede Weise herzustellen, versucht werden. Dann die in Griechenland so verbreiteten, und dem Bestehen des Staates so gefährlichen geheimen Gesellschaften und Verbindungen (Art. 212—221.) Ferner die Anmaßungen von nicht übertragenen Aemtern und anderen Rechten. (Art. 226—233.) Die Verletzungen von, für den Verkehr im Orient so wichtigen Quarantäneanstalten, und die Verbreitung ansteckender Krankheiten. (Art. 318 bis 320.) Durch den Mißbrauch der Presse verübte Vergehen und Verbrechen. (Art. 344.) Der Raub, zumal der Straßensraub und die Erpressungen. (Art. 364—370.) Endlich die Amtsvergehen und Dienstpflichtsverletzungen der Staatsbeamten, der öffentli-

chen Diener, und insbesondere auch, der Geistlichen. (Art. 449 — 499.) Denn die dem Beamtenstande gänzlich unbekannten Amtspflichten mußten mit allem Nachdruck eingeschräfft, und die gänzlich geschwundene Disciplin nöthigenfalls mit Gewalt hergestellt werden.

§. 382.

Das dritte Buch des Strafgesetzbuches handelt von den Polizeiübertretungen.

Auch hier wird zuerst mit den allgemeinen Bestimmungen begonnen. Es sollen in der Regel, auch bei Polizeiübertretungen, die im ersten Buche aufgestellten Regeln zur Anwendung kommen. (Art. 500.) Sodann folgen die abweichenden Bestimmungen über Verwendung der Geldbußen, über rechtswidrigen Vorsatz und Fahrlässigkeit, über Versuch, über Urheber und Gehülfen, über Zurechnung und Zumesung. (Art. 501 — 504, 511 — 518). Insbesondere auch die Vorschriften über die Haftung für, von Dritten Personen begangene, Polizeifrevel. Unter Anderen über die Haftung der Handwerksmeister, Fabrikanten und Händler, sodann der Aeltern, Vormünder, und Schullehrer für die Polizeiübertretungen ihrer Stellvertreter, Gesellen, Gehülfen, Diener und Arbeiter, sodann ihrer Kinder, Pflegebefohlenen und Schüler. (Art. 505 — 510).

Hierauf werden die einzelnen Polizeiübertretungen, wie ich glaube, vollständiger als in irgend einem anderen Gesetze, abgehandelt. Es werden da-

hin insbesondere auch gezählt unbedeutende Körperverletzungen; unbedeutende Injurien; kleine Diebstähle, Unterschlagungen, Beschädigungen und Zerstörungen fremden Eigenthums; unerlaubtes Ausgraben und Veräußern von in Griechenland aufgefundenen Antiquitäten; unbedeutende Betrügereien; Bettelerei, Landstreicherei, Gaukelei u. s. w.

Dieses dritte Buch enthält demnach einen ganzen, vollständigen Polizeistrafcodex. Sehr vieles in demselben setzt zwar Polizeianstalten und andere Zustände voraus, deren bis jetzt noch Griechenland entbehrt. Unsere Absicht war es, diese Anstalten nach und nach ins Leben treten zu lassen, und jene noch mangelnden Zustände herbeizuführen. Allein ein höherer Wille ist dazwischen getreten. Daher bleibt — vor der Hand — ein großer Theil dieser Polizeistrafgesetzgebung unanwendbar, bis eine künftige thätige Hand die noch mangelnden polizeilichen Verordnungen nachtragen, die noch fehlenden Zustände herbeiführen wird.

Manche, eben nicht unzweckmäßige polizeiliche Vorschriften finden sich auch in dem älteren Gewohnheitsrechte; unter Anderen in dem geschriebenen Gewohnheitsrechte von Santorin Cap. 8 u. 11. Und in so ferne sie mit dem Polizeicodex nicht im Widerspruch sind, haben sie noch jetzt ihre praktische Gültigkeit.

Fünftes Capitel.

Von dem Strafverfahren.

§. 383.

Von dem in den ersten Zeiten der Regentschaft geltenden Strafverfahren ist das Nöthige schon bemerkt worden. (§. 361.) Alle die bis dahin geltenden Verordnungen und gesetzlichen Bestimmungen sind durch das, unterm 10/11. März 1884 erlassene, Gesetzbuch über das Strafverfahren abgeschafft worden. (Art. 569.)

Dieses neue Gesetzbuch besteht aus vier Büchern, das erste handelt von dem Gegenstande des Strafverfahrens. Das zweite von den beim Strafverfahren vorkommenden Personen und allem demjenigen, was mit dem Persönlichen der Gerichte zusammenhängt. Als z. B. von der Zuständigkeit der Gerichte, von der Rekusation der richterlichen Personen, von der Verweisung von einem Gerichte an ein anderes u. dgl. mehr. Das dritte Buch handelt von dem Verfahren in Strafsachen, sowohl von dem Vorverfahren als von dem Verfahren in der Audienz, in erster Instanz sowohl, wie in den höheren Instanzen. Das vierte Buch endlich handelt von dem Ende des Strafverfahrens und der Strafen selbst. Also namentlich auch von der Execution, von den Strafgefängnissen, von der Verjährung der Strafurtheile, der Rehabilitation u. dgl. m.

Die ordentlichen Strafgerichte sind das Polt-

zeigericht für alle Polizeiübertretungen (Art. 333), das Zuchtpolizeigericht für alle Vergehen und die dahin gebrachten Polizeiübertretungen (Art. 373), und das Assisengericht für alle Verbrechen. (Art. 419 u. 421.) Ueber diesen Strafgerichten steht das Cassationsgericht — der Arcopag. Das einzige außerordentliche Gericht ist das Standrecht.

Einen besonderen Gerichtsstand haben bloß die Militäre und Militärbeamte bei Militär- und Dienstvergehen. Ferner die Marineofficiere, Matrosen und Marinebeamte bei Marine- und Dienstvergehen. Die Nomarchen, Staatsräthe und Staatssecretäre. Die Bischöfe, Erzbischöfe und die Mitglieder der Synode, mit Einschluss des Staatsprokurators, der Beisitzer und des ersten Secretärs. Sodann sämtliche Justizbeamte von den Bezirks- und Handelsgerichten aufwärts. Endlich der Präsident, Staatsprokurator, Vicepräsident und die Räte des obersten Rechnungshofes. Alle Uebrigen stehen unter den vorhingenannten ordentlichen Strafgerichten. (Art. 36 — 45).

Bei jedem dieser verschiedenen Gerichte ist das Vorverfahren von dem endlichen Verfahren in der Audienz wesentlich verschieden.

§. 384.

Das gesammte Untersuchungswesen in dem Bezirke eines jeden Appellationsgerichtes steht

unter diesem Gerichte. Daher ist dasselbe berechtigt, Untersuchungen anzuordnen, und sich über die begonnenen Voruntersuchungen Rechenschaft ablegen zu lassen. Unter der Auctorität des Appellationsgerichtes steht jedoch die oberste Leitung des Untersuchungswesens dem Generalprokurator an diesem Gerichte zu. (Art. 13 und 14.) Deshalb hat derselbe die Oberaufsicht über sämtliche Untersuchungsbeamte des appellationsgerichtlichen Bezirkes. Alle 8 Tage ist ihm eine Liste über die zur Anzeige gekommenen strafbaren Handlungen zu übersenden, und alle Vierteljahre über den Zustand der Strafrechtspflege Bericht zu erstatten. (Art. 15.)

Die Leitung des Untersuchungswesens im Bezirke eines jeden Zuchtpolizeigerichtes steht unter dem dortigen Staatsprokurator. Daher stehen unter seiner Oberaufsicht sämtliche Untersuchungsbeamte seines Amtsbezirkes. Nämlich der Untersuchungsrichter, Friedensrichter, Bürgermeister, Adjunct, Polizeicommissär und die Officiere der Gendarmerie. Eben deshalb haben ihm alle 8 Tage die Bürgermeister, Adjuncte, und Polizeicommissäre eine Liste über die zur Anzeige gekommenen Polizeiübertretungen zu übersenden, und alle Vierteljahre über den Zustand der Polizeistrafrechtspflege zu berichten. (Art. 16 u. 17.)

Zur Constatirung begangener strafbarer Handlungen berechtigt ist auch der Nomarch und Eparch, ohne jedoch dazu verpflichtet zu seyn. (Art. 18).

§. 385.

In der Regel gilt für das Vorverfahren die *Inquisitionsmaxime*. Es soll daher von den im vorigen §. genannten Untersuchungsbeamten von *Amtswegen* eingeschritten werden. (Art. 20.) Nur bei wenigen, im Strafgesetzbuche ausdrücklich bestimmten Fällen kann nicht von Amtswegen, sondern nur auf eine von dem Verletzten vorgebrachte Beschwerde eingeschritten werden. (Art. 23, 28, 278 — 282.)

Neben dieser Verfolgung von Amtswegen oder auf Beschwerde, ist auch der Verletzte selbst noch berechtigt, als *Privatankläger* aufzutreten, und eine Untersuchung zu veranlassen. (Art. 24.) Um jedoch dem Mißbrauche möglichst vorzubeugen, wurde als unerläßliche Vorbedingung für die Zulässigkeit dieser Privatanklage vorgeschrieben, daß der Privatankläger vorher wegen Haftung für sämtliche Kosten und Schäden eine *Caution* zu stellen habe. (Art. 283 — 290). Will der Verletzte aber auch nicht als Privatankläger auftreten, so ist derselbe noch berechtigt, auch bei Strafgerichten eine *Civilklage* auf Entschädigung anzustellen. (Art. 302 — 306).

Dritten, ganz unbetheiligten, Personen konnte man aber, bei der großen Neigung der Griechen zur Anklage,³⁶⁾ das Recht der Privatanklage

36) *Le Baron de Riedesel, Voyages au Levant* p. 211.
Les Grecs sont eux-mêmes leurs accusés.
Tures, qui en conviennent et ne sauro

nicht einräumen. Diefs würde sonst, wie bei den Althellenen, zu Sykophanten, und zu allen den, mit der Sykophantie verbundenen, Nachtheilen geführt haben, ohne auf der anderen Seite jedoch dieselben Vortheile, wie z. B. in Alt-Athen, zu bringen, Da Neu-Hellas keine Demokratie mehr, sondern ein monarchischer Staat seyn soll. 37)

Das Vorverfahren in allen diesen Fällen ist an keine Zeit und an keinen Ort gebunden. Es ist nicht öffentlich, aber schriftlich, weshalb über jede Untersuchungshandlung ein Protokoll abgefaßt werden soll. In dem Vorverfahren ist alles dasjenige vorzunehmen, was zur Entdeckung der Wahrheit dienen kann. Daher ist nicht allein die Schuld des Beschuldigten zu erforschen, sondern auch dessen Unschuld. Denn es hat den Zweck, alle Materialien zu sammeln, welche zur Entscheidung der Frage, ob eine Anklage statt finden könne, nothwendig sind. Dasselbe hat daher nicht nur die Thatsache der Ueber-

comment des gens d'une même nation peuvent se haïr à tel point. Vergl. auch *Pouqueville*, voyage III. p. 90. Ueberhaupt waren die Griechen von je her, auch in Civilsachen, streit- und handelsüchtig. Vergl. z. B. *Coronelli*, mémoires hist. et géographiques de la Morée etc. Amsterdam. 1686 p. 166. — Ils sont continuellement en procez et en querelles les uns contre les autres, etc. Ranke, hist. pol. Zeitschrift. II. p. 469 ff. Und eben so sind sie noch. Die Civilgerichte werden daher einen harten Stand bekommen.

37) Vergl. W. Wachsmuth, Hellenische Alterthumskunde. I, 2. p. 157. K. Fr. Herrmann, Lehrbuch der Griechischen Staatsalterthümer, §. 69 not. 11, §. 163

setzung eines Strafgesetzes, und die strafrechtliche Eigenschaft dieser Thatsache zu constatiren, sondern auch die Indicien und Beweise zu sammeln, welche Verdacht gegen eine gewisse Person zu begründen geeignet sind. Deshalb wird das Vorverfahren besondert durch eine Ladung in die Audienz oder durch einen Beschluß der Rathskammer. (Art. 69 — 75).

§. 386.

Bei dem Audienzverfahren gilt immer der Anklageproceß (Art. 20 u. 76), entweder Privat- oder öffentliche Anklage. Die im Namen des Staates anklagenden Behörden sind beim Polizeigerichte der Bürgermeister, Adjunct oder Polizeicommissär; beim Zuchtpolizeigericht der Staatsprokurator; und bei Assisengerichten der Generalprokurator am Appellationsgerichte oder der von ihm substituirte Staatsprokurator. (Art. 21.)

Das Verfahren in der Audienz ist zur endlichen Verhandlung und zur Aburtheilung der Sache bestimmt, es ist daher das Hauptverfahren. Deshalb können dort außer den im Vorverfahren schon vorgebrachten Zeugen und Beweisen noch neue Zeugen und andere neue Beweise producirt werden. (Art. 76.) Das Verfahren ist öffentlich und mündlich. (Art. 77 u. 79.) Ein Vertheidiger wird immer zugelassen und ist in Criminalsachen sogar wesentlich nothwendig. (Art. 25 u. 26.)

Die Gerichte sind bei Aburtheilung der Sache an keine gesetzliche Beweismormen gebunden. Sie sol-

len vielmehr im Ganzen nach ihrer, aus der Verhandlung erlangten, Ueberzeugung urtheilen. Dennoch dürfen sie unter diesem Vorwande nicht Willkühr üben. Vielmehr enthalten die Gesetze für ihre Richtschnur gewisse Anhaltspunkte, und im Urtheile selbst müssen sie die Gründe ihrer Ueberzeugung schriftlich niederlegen. (Art. 92 — 184.)

§. 387.

Bei Polizeigerichten soll in der Regel, ohne alles schriftliches Verfahren, die Sache mittelst Ladung in die Audienz gebracht werden. (Art. 143). Finden jedoch der Polizeicommissär, Adjunct, Bürgermeister oder Staatsprokurator ein schriftliches Vorverfahren, z. B. ein Zeugenverhör, eine Hausvisitation, Beschlagnahme u. dgl. m. nothwendig, so soll dasselbe wenigstens nur sehr summarisch geführt werden. (Art. 135 — 143.) Auch der Privatankläger ist berechtigt, ein schriftliches Vorverfahren bei dem zuständigen Bürgermeister, Adjunct oder Polizeicommissär zu requiriren, wenn er die unmittelbare Vorladung nicht ausüben will. (Art. 292.)

Die Vorladung in die Audienz geschieht, wenn die Sache von Amtswegen oder auf Beschwerde betrieben wird, auf Betreiben des Polizeicommissärs, Adjuncten, Bürgermeisters oder Staatsprokurators. Bei Privatanklagen aber auf Betreiben des Privatanklägers. Die Beschuldigten und Zeugen sind indessen auch berechtigt, freiwillig in der Audienz zu erscheinen. (Art. 144 — 148 u. 292.)

In der Audienz werden zuerst von dem Friedensrichter die Zeugen und Beschuldigten vernommen. Sodann werden die Protokolle verlesen und die sonstigen Beweise vorgelegt. Hierauf beginnt die Verhandlung. Zuerst trägt der öffentliche oder Privatankläger seine Anklage, der Civilkläger aber seine Klage, und dann der Beschuldigte seine Vertheidigung vor. Darauf erfolgt das Urtheil. (Art. 330—350.)

Da das Urtheil nur von einem Einzelrichter gesprochen wird, so mußte man ausnahmsweise (denn bei allen übrigen Strafgerichten findet keine solche statt), eine Appellation zulassen. Diese geht an das Zuchtpolizeigericht. Sie hat jedoch nur in dem Falle statt, wenn schwerere Polizeistrafen ausgesprochen worden seyn sollten.

Jede Parthei, also der öffentliche Ankläger, insbesondere auch der Staatsprokurator, der Privatankläger, der Civilkläger, so wie der Beschuldigte selbst, ist zur Einlegung der Appellation berechtigt. Ueber die Appellationserklärung und die Gründe der Appellation soll ein Protokoll aufgenommen werden. Sodann erfolgt die Vorladung der Verurtheilten, der Privatankläger, und, erst wenn es begehrt wird, auch der Zeugen, und zwar auf Betreiben des Staatsprokurators. Der öffentliche Ankläger am Polizeigerichte soll nicht vorgeladen, sondern von dem Staatsprokurator vertreten werden. Die öffentliche Verhandlung beginnt mit dem Berichte eines Zuchtpolizeirichters. Dann werden die Beweise vorgelegt, und, wenn solche vorgeladen worden, die Zeugen

vernommen. Sodann hat der Appellant, nach ihm der Appellat das Wort. Der Staatsprokurator, wenn er nicht selbst Parthei war, spricht zuletzt. Darauf erfolgt das Urtheil. (Art. 353 — 358.)

Von jedem in einer Polizeisache erlassenen Urtheile kann Cassation nachgesucht werden, und zwar von jeder Parthei in der Sache. Also von dem öffentlichen Ankläger, Privatankläger, Civilkläger, Verurtheilten, und insbesondere auch noch von dem Staatsprokurator am Zuchtpolizeigerichte, und von dem Generalprokurator am Cassationsgerichte. (Art. 359 — 362.)

Jedes Strafurtheil, wenn es auch auf Betreiben eines Privatanklägers erlassen worden ist, soll von dem zuständigen Bürgermeister, Adjunct oder Polizeicommissär zum Vollzuge gebracht werden. Der civilrechtliche Theil des Urtheiles aber ist auf Betreiben des Civilklägers, wie in anderen Civilsachen auch, zu vollziehen. (Art. 351.)

§. 388.

Bei den Zuchtpolizeigerichten hat immer ein schriftliches Vorverfahren statt. Dieses ist aber entweder ein bloß summarisches Verfahren vor den Untersuchungsbeamten, oder ein weitläufigeres Verfahren vor dem Untersuchungsrichter.

Nämlich die Leitung des ganzen Vorverfahrens steht dem Staatsprokurator zu. An ihn sollen in der Regel die Anzeigen von Vergehen gemacht werden. (Art. 149 — 155). Auf geschehene Anzeige oder auch

von Amtswegen ist der Staatsprokurator berechtigt und verpflichtet, zur Constatirung des Thatbestandes und zur Sammlung der Beweise hinsichtlich des Thäters, die erforderlichen Requisitionen an die Friedensrichter, Bürgermeister, Adjuncte oder Polizeicommissäre ihres oder eines fremden Bezirkes, oder auch an die Officiere der Gensdarmrie und an andere Staatsprokuratoren zu erlassen. Der Staatsprokurator ist aber auch befugt, eigene unmittelbare Nachforschungen zu machen, und in dieser Beziehung alle Akte des Vorverfahrens selbst vorzunehmen. Reicht diese vorläufige Untersuchung, die immer nur eine summarische seyn soll, hin, um darauf hin eine Anklage in der Audienz bauen zu können, so ist der Staatsprokurator berechtigt, die Sache durch unmittelbare Ladung in die öffentliche Sitzung des Zuchtpolizeigerichtes zu bringen. (Art. 156—161.)

Dieselben Rechte, wie der Staatsprokurator, hat auch der Privatankläger. Nur ist dieser auf bloße Requisitionen beschränkt. (Art. 294.)

Findet der Staatsprokurator oder Privatankläger die vorläufige Untersuchung nicht hinreichend zur Anklage; oder soll, außer dem Falle der frischen That, ein Vorführungs- oder Verwahrungsbefehl erlassen werden; oder hatte, aus irgend einem Grunde, gar keine vorläufige Untersuchung statt, so sind die Untersuchungsakten, nebst dem Antrage des Staatsprokurators, dem Untersuchungsrichter zu übergeben. (Art. 184—186 u. 296.)

§. 389.

Der Untersuchungsrichter hat alle, zur Herstellung des Thatbestandes und zur Erhebung der Beweise, hinsichtlich des Thäters, erforderlichen Handlungen vorzunehmen, nach eigenem Ermessen, oder auf Antrag des Staatsprokurators, Zeugen und Beschuldigte förmlich zu vernehmen, alle die Untersuchung betreffenden Beweisstücke zu den Akten zu bringen, und zu diesem Ende zu den nöthigen Hausdurchsuchungen, Beschlagnahmen und Augenscheinen zu schreiten. Der Untersuchungsrichter hat dabei die Vorakten zu Grunde zu legen, und daher die schon vorgenommenen Untersuchungshandlungen nur dann neuerdings vorzunehmen, wenn dieselben mangelhaft oder nicht in gehöriger Form vorliegen. Er ist in dieser Beziehung namentlich berechtigt, zur Vornahme von Hausdurchsuchungen, Beschlagnahmen, Augenscheinen, Vernehmungen von Beschuldigten und Zeugen, so wie zur Vornahme von anderen Handlungen der Voruntersuchung. Insbesondere hat derselbe auch noch das Recht, Zeugen und Beschuldigte förmlich vorladen, oder vorführen zu lassen, dieselben zu vernehmen, einen Verwahrungsbefehl gegen dieselben zu erlassen u. s. w. (Art. 183 — 246.)

Zu jeder Untersuchungshandlung steht dem Staatsprokurator der Zutritt offen. Er kann auch bei dieser Gelegenheit Bemerkungen machen, Fragen an die Zeugen und Beschuldigten richten, und weitere Anträge stellen. Deshalb ist derselbe von jeder Unter-

suchungshandlung vorher in Kenntniß zu setzen. (Art. 204 u. 205.)

Dem Privatankläger stehen dieselben Rechte und Verbindlichkeiten wie dem Staatsprokurator zu, nur mit dem Unterschiede, daß der Privatankläger auf bloße Anträge und Requisitionen beschränkt ist. (Art. 296 u. 298.)

Die durch den Untersuchungsrichter geführte Voruntersuchung kann nur durch die Rathskammer des Zuchtpolizeigerichtes für geschlossen erklärt werden. Zu dem Ende hat der Untersuchungsrichter, wenn er nichts mehr zu untersuchen findet, die Akten dem Staatsprokurator, zur Stellung seiner weiteren Anträge, mitzutheilen. (Art. 206.) Die Sitzungen der Rathskammer sind nicht öffentlich. Dennoch hat der Staatsprokurator und der Privatankläger Zutritt. Von der Zuständigkeit der Rathskammer ist es, nach Umständen die Untersuchung einstweilen ganz einzustellen, und die Freilassung des Beschuldigten zu verfügen, oder eine weitere Untersuchung anzuordnen, oder zu erklären, daß keine Anklage statt haben solle, oder die Verweisung vor ein Strafgericht auszusprechen. (Art. 247—259.)

Die Staatsprokuratoren, Privatankläger, Beschuldigten und Civilläger sind berechtigt, gegen die Beschlüsse der Rathskammer des Zuchtpolizeigerichtes Opposition einzulegen. Darüber ist sodann in der Rathskammer des Appellationsgerichtes zu verhandeln. (Art. 260—262.) Gegen die Ordonanzen

der Rathskammer darf auch in gewissen Fällen *Cas-sation* nachgesucht werden. (Art. 263.)

§. 390.

Ist die Sache von der Rathskammer in die Sitzung des Zuchtpolizeigerichtes verwiesen worden, so geschieht die Vorladung der Beschuldigten und Zeugen, bei einer Anklage von Amtswegen oder auf Beschwerde, auf Betreiben des Staatsprokurators, bei Privatanklagen aber, auf Betreiben des Privatanklägers. (Art. 162—164, 166 u. 295.)

Von dem Momente der geschehenen Vorladung an steht es dem Beschuldigten oder seinem Vertheidiger frei, von den Untersuchungsakten, jedoch nur in Beiseyn einer Gerichtsperson, Einsicht zu nehmen, und nöthigen Falls sich auf eigene Kosten Abschriften zu nehmen, um seine Vertheidigung vorzubereiten. (Art. 165.)

Die Audienz beginnt, nachdem die Beschuldigten, ihre Vertheidiger und die Zeugen, die für sie bestimmten Sitze eingenommen haben, mit dem Vortrage der Anklage von Seiten des Staatsprokurators oder des Privatanklägers. (Art. 374, 377 u. 401.) Dann wird zur Vornahme des Verhöres der Zeugen und der Beschuldigten, so wie zur Vorlage der übrigen Beweise geschritten. Der Präsident hat das ganze Verfahren zu leiten, die Zeugen und die Beschuldigten zu vernehmen, und die Polizei in der Sitzung zu handhaben. Ueber die Aussagen der Zeu-

gen können von Seiten des Präsidenten, Staatsprokurators, Civilklägers, des Beschuldigten und dessen Vertheidigers, Bemerkungen gemacht, neue Fragen gestellt, zur Erforschung und Erläuterung der Wahrheit Erläuterungen begehrt werden. Eben so über die Vernehmung des Beschuldigten von Seiten des Präsidenten, Staatsprokurators, Privatanklägers und Civilklägers. Der Präsident insbesondere ist verpflichtet, alle seine Bemühungen auf die Enthüllung der Wahrheit sowohl zum Nachtheil als zum Vortheil des Beschuldigten zu richten, und zu diesem Ende von allen durch den Staatsprokurator, oder Privatankläger, oder Civilkläger, oder den Beschuldigten beantragten Mitteln Gebrauch zu machen. Zu gleicher Zeit soll derselbe alle Anträge zurückweisen, welche nur eine unnütze Verlängerung der Verhandlungen zur Folge haben könnten, ohne dafs davon ein für den Zweck des Verfahrens ersprießliches Ereigniß erwartet werden dürfte. Sollte der Antragsteller sich dabei nicht beruhigen, so hat das Gericht darüber zu entscheiden. Ueberhaupt sind alle, während der Verhandlung in der Audienz entstandenen Anstände und gestellten Anträge, nach vorhergegangener summarischer Verhandlung, von dem Zuchtpolizeigerichte auf der Stelle zu entscheiden, entweder definitiv, oder wenn es insbesondere an dem nöthigen Beweise fehlen sollte, blofs interlocutorisch. (Art. 363—393, 400—404.)

Nach Beendigung des Beweisverfahrens und der Vernehmung des Beschuldigten hat der Staatsproku-

rator oder Privatankläger die Anklage, der Civilkläger aber seine Civilklage zu entwickeln, die zu deren Begründung aus dem Beweisverfahren hervorgegangenen Ergebnisse vorzutragen, und hienach seine Anträge zu stellen. Darauf folgt die Vertheidigung des Beschuldigten oder seines Vertheidigers. Will der Staatsprokurator oder Privatankläger oder Civilkläger repliciren, so ist dieses zu gestatten. Es steht aber in diesem Falle dem Beschuldigten und seinem Vertheidiger das Recht zu, noch einmal das Wort zu nehmen. Eine weitere Erörterung soll jedoch nicht gestattet, vielmehr die Verhandlung geschlossen, und zur Findung des Urtheiles geschritten werden. — Zuerst soll über die Thatfrage abgestimmt und das Urtheil darüber publicirt, und erst im Falle der Verurtheilung zur Verhandlung über den Rechtspunkt und zur Erlassung des Strafurtheiles geschritten werden. (Art. 394—399, 401 u. 402.)

Gegen das erlassene Urtheil findet, außer der Opposition gegen Contumacialurtheile, kein anderes Rechtsmittel, als das der Cassation statt. (Art. 373, 406—408.)

Der Vollzug des Strafurtheiles, auch wenn es auf Privatanklage erlassen worden ist, geschieht auf Betreiben des Staatsprokurators. Der civilrechtliche Theil dagegen soll, wie in Civilsachen, auf Betreiben der Civilparthei vollzogen werden. (Art. 405.)

§. 391.

Der Verhandlung vor einem Assisengerichte hat jeder Zeit ein schriftliches Vorverfahren vorher zu gehen. Eine unmittelbare Vorladung in die Audienz, wie dieses bei Polizei- und Zuchtpolizeigerichten geschehen kann, findet nicht statt. (Art. 161 und 421.)

Hinsichtlich dieses Vorverfahrens gelten nun im Ganzen dieselben Vorschriften, wie nach §. 388 und 389 bei Zuchtpolizeigerichten. Nur müssen bei Criminaluntersuchungen die Beschuldigten immer verhaftet (Art. 207 u. 236), und eben deshalb, und weil keine directe Vorladung statt haben soll, die Akten immer dem Untersuchungsrichter, zur förmlicheren und umständlicheren Untersuchung, übergeben werden. (Art. 161 und 186.) Hat nun aber die Rathskammer des Bezirksgerichtes die Sache vor das Assisengericht verwiesen, so kann dann dennoch dieselbe noch nicht direct dahin gebracht werden. Vielmehr muß dann erst noch von dem Staatsprokurator, oder im Falle der Privatanklage von Seiten des Privatanklägers, ein Anklageakt entworfen, und dieser zur Revision und etwaigen Abänderung an den Generalprokurator, und an die Rathskammer des Appellationsgerichtes eingeschickt werden. (Art. 264—272 u. 300).

Wenn nun die Verweisung vor das Assisengericht auch noch von der Rathskammer des Appellationsgerichtes bestätigt worden seyn sollte, so hat

sodann die Zustellung des Anklageaktes nebst der Verweisungsordonnanz, so wie die Vorladung der Angeklagten und der Zeugen zu geschehen. Sie geschieht auf Anstehen des Generalprokurators oder des von ihm substituirten Staatsprokurators, oder im Falle der Privatanklage auf Anstehen des Privatanklägers. (Art. 274—276, und 300.)

Unmittelbar nach Zustellung des Anklageaktes ist der Angeklagte und dessen Vertheidiger, zur Einsicht der Akten und zur freien Communication mit einander berechtigt. (Art. 273.) Der Angeklagte wird sodann in das Gefängniß am Orte des Assisengerichts gebracht. Auch sind nun die Beweis- und Ueberführungsstücke dahin einzusenden. (Art. 277.)

Wenigstens drei Tage vor der öffentlichen Sitzung soll dem Angeklagten und dem Assisenpräsidenten die Liste der vorgeladenen Zeugen von dem Generalprokurator, oder, wenn ein Privatankläger oder Civilkläger aufgetreten ist, von diesen zugestellt werden. (Art. 413 und 414.)

§. 392.

Nachdem der Assisenhof seinen Sitz eingenommen hat, so beginnt die Audienz mit der Bildung des Geschwornengerichtes. Es werden nämlich die Geschwornen aufgerufen, die 12 Geschwornen von dem Präsidenten durch das Loos gezogen, und sodann gehörig beeidigt. ³⁸⁾ Die 12 Geschwornen

³⁸⁾ Art. 413, 415, 417 und 418. Gerichts- und Notariatserdung: Art. 68—69.

haben sodann, in der durch die Ziehung festgesetzten Ordnung, dem Angeklagten gegenüber, Platz zu nehmen. Dann erhält der Angeklagte, wenn er noch keinen Vertheidiger haben sollte, einen solchen von Amtswegen. Hierauf hat der Gerichtschreiber die Verweisungsordonnanz nebst dem Anklageakte vorzulesen. Demnächst wiederholt der Präsident in bündiger Kürze dem Angeklagten die verschiedenen Anklagepunkte, worauf sodann die weitere Verhandlung ganz in derselben Weise, wie bei Zuchtpolizeigerichten, folgt. (Art. 422—425.)

Entstehen während dieser Verhandlung Anstände oder Incidentpunkte irgend einer Art, so hat darüber der Assisenhof, nicht das Geschwornengericht, zu entscheiden. Denn dieses soll bloß über den faktischen Theil der Anklage erkennen. (Art. 420.)

Nach beendigtem Beweisverfahren hat der Generalprokurator, oder im Falle einer Privatanklage und einer Civilklage, der Privatankläger und Civilkläger die Anklage, der Angeklagte und dessen Vertheidiger aber; seine Vertheidigung zu entwickeln. Darauf kann replicirt und duplicirt, einer weiteren Erörterung aber nicht Statt gegeben werden. Hierauf hat der Präsident die Verhandlungen für geschlossen zu erklären; die Beweise für und gegen den Angeklagten kurz zu resumiren; sodann die Geschwornen an ihre Obliegenheiten, daß sie nämlich die bloße Thatfrage zu entscheiden haben, zu erinnern; endlich die Fragen, über welche sie ihr Urtheil abgeben sollen, schriftlich zu stellen, und sie ihnen mit dem

Anklageakt und sämmtlichen Akten zuzustellen. — Sodann haben die Geschwornen zur Berathung aus dem Sitzungssaale abzutreten. Während der Dauer ihrer Berathung darf niemand in ihr Berathungszimmer eintreten. Der Wahrspruch des Geschwornengerichtes kann gegen den Angeklagten nur mit einer Mehrheit von wenigstens sieben Stimmen gebildet werden. — Nach Schöpfung des Wahrspruches treten die Geschwornen wieder in den Sitzungssaal zurück, und übergeben, außer der Gegenwart des Angeklagten, den schriftlich abgefaßten und von dem Vorstande der Geschwornen unterschriebenen Wahrspruch dem Präsidenten. Ist nichts dagegen zu erinnern, so wird sodann auch der Angeklagte wieder vorgeführt, und ihm der Wahrspruch in öffentlicher Sitzung eröffnet. (Art. 426—446.)

Wurde der Angeklagte für nicht schuldig erklärt, so ist von dem Präsidenten dessen Freisprechung von der Anklage auszusprechen. Auf Antrag des Freigesprochenen kann nun, zur Verhandlung über die privatrechtlichen Ansprüche desselben auf Schadensersatz und Genugthuung, vor dem Assisenhofe geschritten werden. (Art. 447 und 448.) — Ist dagegen der Angeklagte von dem Geschwornengerichte für schuldig erklärt worden, so hat sodann die contradiktorische Verhandlung, über die Anwendung des Strafgesetzes, vor dem Assisenhofe zu beginnen, und darauf das Strafurtheil selbst zu erfolgen. (Art. 420, 449—456.)

Gegen den Wahrspruch der Geschwornen so-

wohl, als gegen das Strafurtheil findet kein anderes Rechtsmittel als jenes der Cassation statt. (Art. 443, 455, 457 u. 458.)

Der Vollzug des Strafurtheiles geschieht auf Betreiben des Generalprokurators, oder des von ihm substituirtten Staatsprokurators, hinsichtlich des strafrechtlichen, und auf Betreiben des Civilklägers, hinsichtlich des civilrechtlichen Theiles, (Art. 459.)

§. 393.

Das Verfahren bei dem Cassationsgerichte in Strafsachen ist gleichfalls sehr einfach, kurz und wohlfeil.

Hinsichtlich des Anklägers, des öffentlichen sowohl als des Privatanklägers und des Verurtheilten, besteht das ganze Vorverfahren in der beim Gerichtschreiber zu machenden Cassationserklärung. Ueber diese, so wie über die Cassationsgründe soll ein Protokoll abgefaßt, und dasselbe nebst den vollständigen Akten an den Generalprokurator am Cassationsgerichte eingesendet werden. Weitere Schriften zur Rechtfertigung der eingelegten Cassation, sind zwar zulässig, allein immer nur auf Kosten desjenigen, der dieselbe einreicht. Hinsichtlich des von dem Civilkläger einzureichenden Cassationsgesuches und dessen Zustellung gelten die Bestimmungen des Gesetzbnchs über das Civilverfahren. (Art. 482—484.)

Ist das Cassationsgesuch unzulässig, so soll die Sache, ohne weitere Vorladung der Partheien, in

Betreiben des Generalprokurators in die Audienz des Cassationsgerichtes gebracht; und dort auf den Bericht eines Cassationsrathes, und nach Vernehmung des Generalprokurators verworfen werden. (Art. 487.)

Erscheint dagegen das Cassationsgesuch als zulässig, so sind, auf Betreiben des Generalprokurators am Cassationsgerichte, die Verurtheilten, die Privatankläger und Civilkläger in die Audienz vorladen zu lassen. Die öffentlichen Ankläger aber sollen durch den Generalprokurator vertreten, also nicht vorgeladen werden. (Art. 488 u. 489.)

Die Audienz selbst beginnt mit dem Berichte eines Cassationsrathes. Dann hat der Cassationskläger oder dessen Bevollmächtigter das Wort. Ausser der Replik und Duplik ist keine weitere Erörterung zu gestatten. War der Generalprokurator nicht selbst Parthei, so ist ihm ganz zuletzt das Wort zu gestatten, worauf sodann das Urtheil zu erfolgen hat. (Art. 490—500.)

Das vom Cassationsgerichte erlassene Urtheil soll von dem Generalprokurator unverzüglich an den Staats- oder Generalprokurator desjenigen Gerichtes, dessen Urtheil auf dem Wege der Cassation angegriffen worden ist, zur ungesäumten Publikation und Execution, übersandt werden. Auch soll jedes Urtheil des Cassationsgerichtes, wenn eine Cassation ausgesprochen worden ist, auf Kosten des unterliegenden Theils gedruckt und am Rande des Originals des cassirten Urtheiles eingeschrieben werden. (Art.

§. 394.

Das einzige außerordentliche Strafgericht ist das Standrecht.

Es soll nur wegen Aufruhr, Mord, Raub, Seeräuberei und Brandlegung angeordnet werden. Und zwar nur dann, wenn diese Verbrechen in der Art überhand genommen haben, daß die ordentlichen Zwangsmittel, zur Wiederherstellung der Ruhe, nicht mehr genügen, also zu dem Ende außerordentliche Maasregeln ergriffen werden müssen. (Art. 511.)

Durch die Anordnung des Standrechtes treten die ordentlichen Strafgerichte, in Ansehung derjenigen Verbrechen und innerhalb derjenigen Bezirke, für welche dasselbe namentlich angeordnet worden ist, außer Wirksamkeit. (Art. 512 Nr. 1.)

Ueber die Anordnung und Aufhebung des Standrechtes, so wie über die Besetzung des Gerichtes gelten im Ganzen die in §. 366 erwähnten Bestimmungen. (Art. 513—526, und 539—541.)

Ein schriftliches Vorverfahren hat dabei in der Regel nicht statt. Vielmehr soll der Beschuldigte verhaftet, binnen 24 Stunden vor Gericht gestellt, die Zeugen auf Betreiben des Staatsprokurators direct in die Sitzung vorgeladen, und sodann vor versammeltem Gerichte, zur Verhandlung vom Anfange bis zum Ende, ohne alle Unterbrechung geschritten werden. Weder die Untersuchung noch die Beweisführung ist an die Förmlichkeiten des Verfahrens bei ordentlichen Gerichten gebunden. Alle Staatsproku-

ratoren und deren Hilfsuntersuchungsbeamten, so wie alle übrigen öffentlichen Beamten und Diener sind verpflichtet, den Aufträgen und Requisitionen des standrechtlichen Gerichtes, und des Staatsprokurators insbesondere, auf das schleunigste zu entsprechen. — Auch das Verfahren in der Audienz ist sehr summarisch. Ein Vertheidiger ist zwar zulässig, durch dessen Wahl darf jedoch die Verhandlung nicht aufgehalten werden. Alle diejenigen, welche überwiesen sind, sich nach verkündetem Standrechte eines zur standrechtlichen Behandlung geeigneten Verbrechens schuldig oder mitschuldig gemacht zu haben, sollen mit dem Tode bestraft werden. Das von dem Standrechte gesprochene Strafurtheil ist dem Verurtheilten auf der Stelle zu verkünden, und ohne weiteren Aufschub zu vollziehen, — erkannte Todesstrafen binnen zwei Stunden. Rechtsmittel und Gnadengesuche sind unzulässig, und bewirken daher keinen Aufschub, es müßte denn das Gericht von Amteswegen auf Begnadigung angetragen haben. (Art. 512, 527—538.

Sechstes Capitel.

Von dem Civilrechte.

I. Im Allgemeinen.

§. 395.

Ein Civilgesetzbuch besitzt Griechenland noch nicht, und wird auch ein solches so bald noch

nicht erhalten. Wiewohl nemlich (im Jänner 1836) eine Commission zu dessen Abfassung niedergesetzt worden ist.

Die Rechtsquellen für das Jetzt in Griechenland geltende Civilrecht sind der Harmenopoulos, das kanonische Recht für das Ehrerecht, das Französische Handelsgesetzbuch für das Handels- und Wechselrecht, und außer diesem geschriebenen Rechte noch eine Menge von Lokalgewohnheiten. Dieses sehr verbreitete ungeschriebene Recht hat theilweise seine Quelle in dem Römischen und kanonischen Rechte, wie dies schon der erste flüchtige Blick in die von mir mitgetheilten Gewohnheitsrechte beweist, theilweise auch in dem Türkischen Recht; größtentheils aber in alten, den Germanischen sehr ähnlichen Sitten und Gebräuchen. Das Griechische Gewohnheitsrecht steht deshalb zu dem Römischen und kanonischen Rechte, — streng genommen auch zu dem Türkischen Recht, — ganz in demselben Verhältnisse, wie das Germanische in Deutschland zu den fremden, daselbst recipirten Rechtsquellen. Denn das kanonische Recht, und insbesondere auch der Harmenopoulos (§. 33), sind auch in Griechenland nur durch Gewohnheit recipirte Rechte. In so ferne daher das Griechische Gewohnheitsrecht in Römischen oder kanonischen Rechte seinen Grund hat, ist dasselbe aus diesen seinen Quellen zu erläutern und zu ergänzen. In so ferne es aber, wie dieses gewöhnlicher der Fall ist, aus alten Griechischen oder Germanischen Sitten und Gebräuchen ge-

schöpft hat, ist dasselbe bloß aus diesen zu erklären und zu ergänzen. Zu diesem Ende kann denn das gemeine Deutsche Privatrecht, als analoge Rechtsquelle, empfohlen werden.

Bei der folgenden Darstellung werde ich mich bloß auf eine kurze Zusammenstellung des mir bekannt gewordenen Griechischen Gewohnheitsrechtes beschränken. Wahrscheinlich verbirgt Griechenland, wie so viele andere Schätze, so auch noch gar manche Gewohnheitsrechte. Die mir in Griechenland gesetzte Zeit reichte nicht hin, um alles zu erforschen. Mögen daher Andere die betretene Bahn verfolgen, und noch recht viel Interessantes zu Tag fördern. Es wird sich darüber gewiß niemand herzlicher freuen, als gerade ich selbst.

II. Personenrecht.

§. 396.

Hinsichtlich des Personenrechtes findet sich nur Weniges in den Gewohnheitsrechten.

Es besteht zwar, wie in anderen Ländern, so auch in Griechenland, ein Unterschied zwischen Einheimischen und Fremden. Worin jedoch die Verschiedenheit ihrer Rechte eigentlich bestehe, ist erst noch zu bestimmen. (Vergl. indessen §. 404.) Hin und wieder, z. B. in Syra (§. 110 Nr. 9), scheint sogar ein Unterschied zwischen einheimischen Grundeigenthümern und fremden Ansiedlern, *Paröken* genannt, zu bestehen. Die letzteren scheinen weni-

ger Rechte zu besitzen, als die Einheimischen. Ich vermochte jedoch nicht mehr zu constatiren, worin eigentlich dieser Unterschied besteht.

Desgleichen gibt es auch in Griechenland verschiedene Classen von Menschen, Primaten, Geistliche und Bauern. Allein keine dieser Classen bildet einen geschlossenen Stand mit besonderen Standesrechten. Daher kommen sie in privatrechtlicher Beziehung gar nicht in Betracht. Es ist vielmehr ein bloßes faktisches Verhältniß, dessen rechtliche Natur sich erst noch gestalten muß.

Alle diese verschiedenen Classen von Menschen sind frei. Denn Leibeigene, Hörige oder gar Sklaven gibt es jetzt, im Königreich Griechenland, keine mehr. Eben so wenig kennt Griechenland einen eigentlichen Adel. Die Constitution von Trözen hat sogar ausdrücklich alle Standesunterschiede aufgehoben, und insbesondere Adelstitel zu führen verboten. Auch ist die Volksstimme so entschieden dagegen, daß sie mit der allergrößten Erbitterung alle diejenigen Phanarioten verfolgt, welche sich den Fürstentitel bloß deswegen beizulegen pflegen, weil einer ihrer Vorfahren wirklicher Fürst in der Moldau oder Walachei gewesen ist. Auf den Jonischen Inseln besteht zwar noch aus der Venezianischen Zeit her ein wirklicher Adel, allein ihre Bewohner sind keine wahren Griechen mehr. (§. 16.)

Die Entscheidung der Frage, ob in dem Vaterlande eines Miltiades, Aristides, Themistokles, Kimon, Phokion, Epaminondas, Leonidas, Demosthenes,

Perikles, Sokrates u. a. ein erblicher Adel eingeführt werden solle, oder nicht, gehört daher zu den schwierigsten in Griechenland zu lösenden Aufgaben. Sollte die Frage bejahend entschieden werden, so dürfte dieses wenigstens nicht nach der Weise der Napoleonischen Prinzen, Grafen und Barone, sondern durch eine bloße Fortbildung und Feststellung der Rechte der Primaten geschehen.

III. Sachenrecht.

1. Besitz und Eigenthum.

§. 397.

Hinsichtlich des Sachenrechtes gilt Römisches Recht, in Beziehung auf Grundeigenthum aber auch Türkisches Recht.

Römisches Recht gilt insbesondere in der Materie des Besitzes. Einzelne Bestimmungen desselben sind sogar in das Gewohnheitsrecht übergegangen. Unter Anderem in die Lokalgewohnheiten von Nauplia, Aegion u. s. w. die Verfügung, daß zum Erwerbe der Rechte eines juristischen Besitzers der Ablauf einer bestimmten Zeit nicht nothwendig sey. In Paros und Antiparos dagegen ist zu dem Ende, wie es in den Aussagen der Demogeronten und des Friedensrichters heist, eine geraume Zeit nothwendig.

In Lebadia darf, im Interesse der Cultur des Landes, der von dem Eigenthümer verlassene Grund und Boden von jedermann angebaut werden. Auch

gesetzten Gebäude, welche der Anpflanzer oder Erbauer wie sein Privateigenthum genießen, verkaufen, und auf seine Erben übertragen darf. (§. 48.)

Dafs diese Zedik- und Privat-Nationalgüter grofse Aehnlichkeit, einerseits mit der Superficies des Römischen Rechtes, andererseits aber mit der Emphyteuse haben, und wahrscheinlich daraus hervorgegangen sind, bedarf kaum einer kleinen Erinnerung.

Eben dahin gehören ferner die sogenannten Colligatölbäume, oder Erbzinsbäume, welche eine Art von Emphyteuse sind. (§. 354.) Auch müssen dahin die Staatsprivatweidenschaften, im Gegensatz der Acorialweidenschaften, gerechnet werden. (§. 355.)

Außer den angegebenen Arten von Grundbesitz gilt es auch eine Art von Lehen, Spaschi (Begen), Yimari oder Illisane genannt. (§. 45.)

Jeder Grundeigenthümer hat freies Verfügungsrecht über seinen Grund und Boden. Daher können Kirchengüter nur mit Zustimmung des Bischofs, Klöstergüter aber nur mit Zustimmung des Abtes und der Mönche verkauft, verwechselt oder sonst veräußert werden. *) Und aus demselben Grunde können Kirchen und Klöster nur mit Genehmigung und Zustimmung des Bischofs oder des Abtes Grundeigenthum erwerben. **)

48) Decretales von Gratian cap. 1 a. 2.

46) Decretales von Gratian cap. 2.

Die Veräußerung von Immobilien ist in Syra nur dann gültig, wenn derselben eine öffentliche Bekanntmachung vorhergegangen, und die Veräußerungsurkunde vor einem Notar aufgenommen worden ist. An anderen Orten reicht die schriftliche Abfassung vor einem Notar, oder die Eintragung der Uebertragungsurkunde in öffentliche Bücher hin, z. B. in Naxos und Hydra. Wieder an anderen Orten ist sogar diese Eintragung nicht einmal nothwendig, und es geht dennoch das Eigenthum auf den neuen Erwerber über, z. B. in Nauplia, Argos, Koron, Kitziais, Patras, Missolonghi, Lebadia, Skyros u. s. w. Hie und da ist der Verkauf von Immobilien nur dann gültig, wenn er vor Notar abgeschlossen worden ist, z. B. in Chios (§. 50). An den meisten Orten ist jedoch eine schriftliche, wenn auch nur eine Privaturkunde nothwendig, indem nur schriftlicher Beweis zugelassen wird, z. B. in Paros, Antiparos, Mykone, Patras, Mantinea, Aegion u. s. w. In Gortyna endlich wurde ein von Zeugen unterschriebener Kaufbrief verlangt.

Auch durch Verjährung kann Eigenthum erworben werden, und zwar in Karystos durch 10jährige (§. 135. Nr. 9.), in Santorin aber durch 15jährige unter Weltlichen, und durch 30jährige bei Kirchen- und Klostergrütern⁴⁵⁾, ferner in Naxos, Syra u. a. O. durch 30jährige Verjährung. Eine Ausnahme pflegt immer dann einzutreten, wenn der alte Eigenthümer

45) Gewohnheitsr. von Santorin. Cap. 6.

II. Bd.

sich irgendwo in der Slaverei befindet, z. B. in Syra (§. 111. Nr. 9.) Nur an wenigen Orten findet gar keine Verjährung statt, z. B. in Mantinea und Andros.

Zum Schutze der Felder und Gärten besteht hier und da eine eigene Feldpolizei, z. B. in Karytaina. Die daselbst aufgestellten Feldhüter (Guardiane) dürfen sogar die schädlichen Thiere tödten, andere einschließen und eine Geldstrafe bis zu einer Drachme erheben. (§. 91.)

Die Vindication von Immobilien findet ausnahmsweise dann nicht statt, wenn dieselben durch eine öffentliche Versteigerung veräußert worden sind, z. B. in Naxos. (§. 112 Nr. 11).

Dies sind etwa die Hauptbestimmungen über Grundeigenthum, welche in den Griechischen Wohnheitsrechten zu finden sind.

Hinsichtlich der Mobilien findet man mehrmals den Grundsatz des Römischen Rechtes ausgesprochen, daß auch Mobilien eben so gut wie Immobilien vindicirt werden können, z. B. in Syra, Nauplia u. s. w. (§. 99 Nr. 11, §. 110 Nr. 11.) Nur sollte bei zu vindicirenden gestohlenen beweglichen Sachen in Syra der Käufer keine Entschädigung erhalten. Was indessen wohl nichts Anderes heißen soll, als daß der Vindikant nicht zu entschädigen brauche, denn der Regrefs an den Verkäufer wird dadurch doch nicht abgeschnitten werden wollen.

An andern Orten galt aber, unter gewissen Beschränkungen, der Grundsatz des Germanischen Rech-

tes, wonach der Besitz einer beweglichen Sache als Rechtstitel zu betrachten (*en fait de meubles la possession vaut titre*), und daher die Vindication ganz ausgeschlossen seyn solle, z. B. in Gythion und Patras (§. 123 Nr. 11 u. 127 Nr. 11).

2. Regalien.

§. 398.

Die Materie der Hoheitsrechte und Regalien liegt bis jetzt in Griechenland noch völlig unausgebildet da, wiewohl alle zu deren Ausbildung nothwendigen Materialien vorhanden sind.

Die eigentlichen Hoheitsrechte nämlich, also auch die Forst-, Jagd-, Wasser-Hoheit u. s. w., liegen in den Rechten der Souverainetät. Die drei Waldungen, welche bis jetzt in Griechenland vorhanden sind, gehören aber eigenthümlich dem Staate zu. Es kann demnach in dieser Beziehung zu deren Erhaltung und Fortpflanzung angeordnet werden, was die Staatsregierung für gut findet.

Dieselbe Bemerkung gilt hinsichtlich des Wassers. Die Fischerei in der See gehört entschiedener Mafsen der Regierung, und wird regelmäfsig verpachtet. (§. 351.). Desgleichen gehören die Mühlen, mit sehr wenigen Ausnahmen, eigenthümlich dem Staate. Dasselbe gilt von den Flüssen, Bächen und Landseen. Ich kenne wenigstens keinen Einigen, der sich im Privateigenthum befände.

Auch die Salinen sind sammt und sonders

Staatseigenthum. Sie werden jetzt sogar in Staatsregie betrieben. (§. 351.)

Bergwerke gibt es bis jetzt noch keine. Allein alle bisher bekannt gewordenen Stufen, Erdarten, Braunkohlen, Marmorbrüche u. dgl. m. befinden sich auf dem Grund und Boden des Staates.

Das Jagdrecht endlich ist bis auf die jetzige Stunde ganz frei gewesen. Es gilt freie Pürsch. Allein da der Staat bei weitem den grössten Theil des Landes als Eigenthum besitzt, so kann derselbe vor der Hand auf diesem Grund und Boden anordnen, was er für zweckmäfsig hält. Und wenn auch dereinst, was nothwendiger Weise bald geschehen muß, ein grofser Theil dieses Grundeigenthums vertheilt und in Privathände abgegeben werden wird, so hat sodann der Staat sich nur die nöthigen Rechte vorzubehalten, um ein förmliches Forst-, Jagd-, Wasser-, Berg- und Salzregal auszubilden.

Eine Art von Regal steht dem Staate auch noch an den, auf Privatgründen erst noch aufzufindenden oder auszugrabenden, Alterthümern zu. (§. 326.)

3. Reallasten.

§. 399.

Eigentliche Reallasten gibt es in Griechenland keine. Es haften zwar auf Grund und Boden, auf Gebäuden, Buden u. s. w. eine Menge jährlicher Prästationen, theils in Geld, theils in Früchten und anderen Natural-Abgaben. Allein sie tragen sammt

und sonders die Natur eines wahren Pachtschillings an sich.

Dieses gilt insbesondere von den in Griechenland eben so verbreiteten als drückenden Zehnten. (§. 354). Sie sind fast allenthalben die Gegenleistung des Pächters für den von Seiten des Staates demselben eingeräumten Genuß von Grund und Boden. Zuweilen trägt der Zehnte aber auch die Natur einer wahren Grundsteuer an sich, allein nie die Natur einer wahren Reallast.

Ganz dasselbe gilt hinsichtlich der, zum Theile sehr drückenden Frohnden, namentlich auch von den sogenannten Para - Spori. (§. 48). Sie sind nichts Anderes, als ein Theil der dem Eigenthümer von Seiten des Bauern geschuldeten Gegenleistungen.

Auch Erbzinsölbäume und andere Erbzinsgüter, nebst einigen anderen eigenthümlichen Güterarten gibt es in Griechenland. Allein sie sind mehr den Römischen Emphyteusen und Superficies zu vergleichen, als den Germanischen, mit Reallasten belasteten, Gütern. (§. 397.)

Die Militärkolonien endlich, welche, nach der Verordnung vom 1. Juni (20. Mai) 1834, von der alten Regentschaft zu gründen, wenigstens beabsichtigt worden sind, sollten zwar neben dem einfachen Zehnten als Grundsteuer einen fixen Bodenzins geben. Allein dieser Bodenzins ward für ablösbar erklärt, und zu gleicher Zeit verordnet, daß solche Güter nie in Emphyteuse oder auf irgend eine Art zu

unvollkommenem Eigenthum gegeben, und eben so wenig mit Privatfrohnden belastet werden sollten. ⁴⁶⁾

4. Servituten.

§. 400.

Hinsichtlich der Servituten gilt im Ganzen Römisches Recht.

Sie können erworben werden durch Verjährung und Vertrag. Auch gibt es einige gesetzliche.

In Gortyna reicht die 10jährige Verjährung hin. In Syra wird hingegen die 30jährige und in Koron gar die unverdenkliche Verjährung erfordert. In Tinos und Naxos endlich ist gar kein bestimmter Termin gesetzt, sondern Alles von der Willkür des Richters abhängig gemacht worden.

Hinsichtlich der vertragsmäßigen Errichtung einer Servitut ist hin und wieder vorgeschrieben, daß der Vertrag ungültig seyn solle, wenn derselbe nicht vor einem Notar aufgenommen worden sey, z. B. in Syra. An den meisten Orten reicht dagegen der bloße Consens schon hin, ohne daß zur Gültigkeit der Servitut eine öffentliche Urkunde oder eine Eintragung desselben in öffentliche Bücher notwendig wäre, z. B. in Syra, Koron, Mantinea, Nauplia, Argos, Naxos, Mykene, Sparta, Aegion, Hypanthe, Doris, Lebadea u. s. w. In den Gewohnheitsrechten von Mykene und Aegion ist es sogar ausdrücklich ausge-

⁴⁶⁾ Verordn. 1. Juni (20. Mai) 1834 art. 8 lit. b bis d. t. 12 u. 13 im Regbl. Nr. 23 p. 173 f.

sprochen, daß Privaturkunden zur Errichtung von Servituten hinreichen. Nur nach sehr wenigen Gewohnheitsrechten, z. B. von Kalamä, wurde jede Servitut, die nicht in die dazu bestimmten öffentlichen Bücher — Singili genannt — eingetragen war, für ungültig gehalten. Die Praxis nahm es aber damit nicht so genau, sondern legte den von Zeugen unterschriebenen Privaturkunden ganz dieselbe Kraft bei.

Was bisher von allen und jeden Servituten bemerkt worden ist, gilt insbesondere auch von Weidgerechtigkeiten. Auch sie sind an vielen Orten nicht gesetzlich, sondern müssen durch Vertrag oder Verjährung errichtet werden, z. B. in Paros, Antiparos, Anaphi, Syra, Koron, Aegion, Doris u. s. w.

An den meisten Orten bestehen jedoch die Weidgerechtigkeiten schon Kraft des Gesetzes. Solche gesetzliche Weiden bestehen namentlich in Patras, Kalavrita, Missolonghi, Hypathe, Lebadia, Kitziais im Bezirk Oetylos, Kalamä, Mantinea, Nauplia, Hydra, Gortyna, Leondari, Skyros, Amorgos, Naxos, Koron, Skopelos, Syra, Mykone u. s. w.

Hinsichtlich des Umfanges dieses Weiderechtes bestehen indessen Verschiedenheiten. An manchen Orten darf jede Art von Vieh weiden, wo es will, z. B. in Hydra, Skyros u. s. w. In Nauplia gilt dieses wenigstens von den Schafen, während daselbst für das gröfsere Vieh gemeinschaftliche Weideplätze bestehen, worauf das Vieh zu bestimmten Zeiten zu weiden berechtigt ist. An anderen Orten darf die

Weide nicht auf allen, sondern nur auf bestimmten Grundstücken ausgeübt werden, z. B. in Amorgos. In manchen Gemeinden nur auf den Grundstücken der Gemeinde und des Staates, z. B. in Naxos, Koron und Skopelos. An anderen Orten bloß auf den Aeckern, aber nicht auf den Wiesen, z. B. in Gortyna, und Hypathe. Wieder an anderen Orten nur auf den unangebauten, keineswegs aber auf den eingesäeten Grundstücken, z. B. in Mykone. An noch anderen Orten bestand freies Weiderecht, jedoch beschränkt auf den Bezirk des Wohnortes des Eigenthümers des Viehes, z. B. in Leondari. In anderen Gemeinden durfte nur das Vieh der Gemeinde auf dem Gebiete der Gemeinde weiden, z. B. in Mantinea und Kalamä. Fremdes Vieh dagegen, wenn es mit auf die Gemeindeweide gehen wollte, mußte bezahlen, z. B. in Mantinea.

An den meisten Orten brauchte für das Weiderecht keine Gegenleistung gegeben zu werden. In anderen Gemeinden dagegen mußte, wie z. B. in Alt-Syra, der Schäfer jedes Jahr ein Lamm, und die Milch eines Tages, von der ganzen Heerde der Gemeinde, überlassen.

Solche Thiere, welche die Früchte beschädigen, sind gewöhnlich von dem Weiderecht ausgenommen, z. B. in Kalamä. In manchen Gemeinden, z. B. in Alt-Syra, hat man in neueren Zeiten angefangen, das Weiderecht als gesetzliche Servitut ganz abzuschaffen.

Außer der Weidegerechtigkeit gibt es nach

manchen Gewohnheitsrechten auch noch eine Menge anderer gesetzlicher Servituten, z. B. nach dem geschriebenen Gewohnheitsrechte von Santorin cap. 8.

5. Hypotheken.

§. 401.

Auch hinsichtlich der Hypotheken gilt in der Regel Römisches Recht. Der Ausdruck Hypothek ist jedoch in Griechenland erst neu auf gekommen seit der Revolution. Zur Zeit der Türkischen Herrschaft hießen die Hypotheken *Amaneti*. (§. 128 No. 14 u. §. 131 No. 14.)

Nach sehr vielen Gewohnheitsrechten konnten bewegliche Sachen eben so gut verhypothecirt werden, wie Immobilien, z. B. in Nauplia, Amorgos, Paros, Antiparos, Mykone, Gortyna, Patras, Aegion, Hypathe, Lebadia, Karystos u. s. w. An anderen Orten dagegen konnten nur unbewegliche Sachen Gegenstand einer Hypothek seyn, z. B. in Argos und Tinos. An noch anderen Orten durften sogar Immobilien nur als Antichrese hingegeben werden, z. B. in Epidauros Limera. Mobilien sollten an solchen Orten, wo sie nicht verhypothecirt werden durften, nur als Faustpfand hingegeben werden, z. B. in Alt-Syra und Epidauros Limera.

Hypotheken entstehen nur durch Vertrag oder Verjährung. Der gesetzlichen Hypotheken wird, aufer in Chios (§. 50 No. 5), nirgends Erwähnung gethan, allein auch nirgends gesagt, daß

das Römische Recht nicht gelte. Also bleibt es auch in dieser Beziehung bei den Bestimmungen des Römischen Rechtes.

Der Verjährung erwähnt nur ein einziges Wohnheitsrecht, nämlich dasjenige von Naxos, und dieß nur auf eine sehr vage Weise.

Jeder Hypothekarvertrag muß schriftlich abgefaßt werden, sonst heißt die Hypothek eine heimliche. Die heimlichen Hypotheken sind aber verboten, und haben keine Wirkungen, wie dies manche Wohnheitsrechte ausdrücklich aussprechen, z. B. dasjenige von Naxos, Kitzias und Gythion.

Gewöhnlich pflegt man die Hypotheken in den Protokolle der Notare einzutragen, d. h. sie müßten eines Notariatsaktes einzugehen. In Chios mußten sogar alle Hypothekenakte vor Notar gemacht werden. (§. 50.) Allein auch Privaturkunden sind zulässig und hinreichend, z. B. in Syra, Naxos, Mykone, Phanari, Kalamä, Patras, Kalavrita, Gortyn u. s. w. An anderen Orten dagegen, wie z. B. in Alt-Syra, sind zwar die Hypotheken unter Privathandschrift gleichfalls unter den Partheien gültig. Sie produciren jedoch gegen dritte keine Wirkungen. Sie wirken vielmehr gegen dritte nur dann, wenn sie vor einem Notar aufgenommen worden sind.

Oeffentliche Bücher zur Inscription der Hypotheken existiren, außer in früheren Zeiten in Chios (§. 50), gar nirgends. Namentlich sagen dies die Wohnheitsrechte von Nauplia, Argos, Hydruntum.

Anaphi, Amorgos, Paros, Antiparos, Mantinea, Leon-dari, Lebadia, Karystos und Skyros.

Durch die Verpfändung erhält der Gläubiger das Recht, aus den Einkünften des verhypothecirten Gutes seine Befriedigung zu suchen. Wenn nun diese nicht hinreichen sollten, um die Zinsen des Capitaless zu tilgen, so ist z. B. in Andros, im Interesse des Schuldners, vorgeschrieben, daß dann der Gläubiger die Zinsen verlieren solle. Außerdem hat der Hypothekargläubiger das Recht, die verpfändete Sache, wenn die Schuld nicht zur gehörigen Zeit bezahlt wird, zu veräußern. Die Veräußerung muß hie und da, wie manche es schon nach Römischen Recht angenommen haben, durch eine öffentliche Versteigerung geschehen. Denn die auf andere Weise veräußerten Güter können von den Gläubigern zurückgefordert werden, z. B. in Santorin cap. 9. Nach manchen Gewohnheitsrechten, z. B. in Santorin, darf indessen, je nach Verschiedenheit der Fälle, erst nach Ablauf von 5, 10 oder 15 Jahren zur Veräußerung geschritten werden. Jedoch soll in diesem Falle der Hypothekargläubiger auch berechtigt seyn, das verpfändete Gut schätzen zu lassen, und es sodann gegen Erlegung des Schätzungspreises selbst zu behalten. ⁴⁷⁾

Nach manchen Gewohnheitsrechten haben die Hypothekargläubiger ein dem Germanischen Pfändungsrecht und der Römischen *Lex commissoria*

47) Gewohnheitsr. von Santorin cap. 10.

sehr ähnliches Recht. Sie sind nämlich, wenn sie mit einander übereinstimmen, berechtigt, sich des Vermögens ihres Schuldners zu bemächtigen, um sich damit bezahlt zu machen. Eine solche Besitznahme hat dieselben Wirkungen, wie ein Kauf. Sogar die Betrahenten werden dadurch von der Ausübung des Retractsrechtes ausgeschlossen. ⁴⁸⁾

Bei der Concurrenz mehrerer Hypothekargläubiger ist, großentheils nach den Bestimmungen des Römischen Rechtes, manchen ein Privilegium vor den übrigen eingeräumt worden. Unter Anderen bloß dem Staat, der Ehefrau und den Minderjährigen, z. B. in Nauplia, Patras und Kalavrita. Bloß der Ehefrau und dem Staate in Kalamä und Aegion. Bloß der Ehefrau und den Minderjährigen z. B. in Argos, Anaphi, Phanari und Epidauros Limera. Nur den Ehefrauen, und nicht einmal dem Fiscus, z. B. in Kitziais, Tinos, Syra, Naxos, Kyparissia, Leondari und Missolonghi. Wieder an anderen Orten, z. B. in Alt-Syra, hat die Ehefrau gar kein Privilegium. Eine mehr oder weniger vollständige Aufzählung aller Privilegien findet sich in dem Gewohnheitsrechte von Mykone (§. 114 No. 16), und Sparta. (§. 124 No. 16.)

Bei der Concurrenz mehrerer Privilegien hat an manchen Orten die Ehefrau den Vorrang vor allen übrigen, insbesondere auch vor dem Privilegium des Staates, z. B. in Aegion. (§. 128 No. 16.) An an-

48) Santorin cap. 9.

deren Orten aber der Staat, so dafs ihm sogar die Aussteuer der Ehefrau mithaftet, z. B. in Hypathe. (§. 131 No. 16.) In Kalavrita endlich (§. 129 No. 16) hat den Vorrang vor allen die Ehefrau, dann folgt das Privilegium der Pupillen, und zuletzt dasjenige des Staates.

Bei der Concurrenz mehrerer nicht privilegirter Hypothekargläubiger haben gewöhnlich die Inhaber eines verpfändeten Gutes den Vorzug vor allen anderen, welche sich nicht im Besitze des Unterpfandes befinden, z. B. in Aegion, Gortyna, Naxos u. s. w. Im Uebrigen entscheidet fast allenthalben der Grundsatz der Priorität, z. B. in Epidauros, Amorgos, Paros, Antiparos, Gortyna, Skyros, Sparta u. s. w.

IV. Recht der Forderungen und der Gewerbe.

1. Allgemeine Bestimmungen.

§. 402.

Hinsichtlich der Verträge gilt auch in Griechenland Römisches Recht, nur mit dem Unterschiede, dafs auch dort jeder Vertrag klagbar ist.

Ueber die Beweismittel finden sich nur wenige Vorschriften in den Griechischen Gewohnheiten. Fast alle Contracte pflegten schriftlich abgefafst zu werden.⁴⁹⁾ Daher, und weil schriftliche Verträge

3 —————

49) Gewohnheiten. von Santorin Cap. 1. Vgl. §. 48.

eine Menge von Streitigkeiten und Prozessen verhindern, wurde die frühere Sitte für jede etwas bedeutende Summe in dem neuen Gesetzbuch über das Civilverfahren zum Gesetz erhoben, und in solchen Fällen der Zeugenbeweis ganz ausgeschlossen. ⁵⁰⁾

Die Urkunden wurden theils in Türkischer Sprache vor dem Türkischen Richter, theils in Griechischer Sprache und unterschrieben von Griechischen Zeugen und Primaten, theils endlich in sehr wichtigen Dingen sogar in beiden Sprachen abgefafst. (§. 48, 127 Nr. 10.)

Die vom Kadi in Türkischer Sprache abgefafste Urkunde hiefs Tapis oder Chozéti (§. 48.) Die in Griechischer Sprache abgefafsten Kauf- und andern Briefe wurden verfafst an den meisten Orten von Notaren und Kanzlern, (§. 48) hie und da von den Demogeronten, z. B. auf den Inseln, (§. 139 Nr. 8) oder sie wurden von den Demogeronten wenigstens beglaubigt, z. B. in Patras, (§. 86) oder sie waren auch blofse Privaturkunden.

Die Griechischen Privaturkunden mußten, wenn sie gültig seyn sollten, von den Partheien unterschrieben, oder wenn sie nicht schreiben konnten, statt ihrer Unterschrift, mit einem Kreuz oder mit dem Abdruck ihres Fingers versehen seyn. (§. 48.) Außerdem sollten sie von Zeugen, oder von dem Primaten oder Bischof mit unterschrieben seyn. (§. 48,

⁵⁰⁾ Gesetzbuch über das Civilverfahren Art. 300 u. 301.

127 Nr. 10, 139 Nr. 8.) In Andros wurden sogar die Verwandten als Urkundszeugen zugelassen. (§. 65.)

Handelsleute, Krämer, Handwerker u. s. w. pflegten ihre Handels- und anderen Bücher zu führen, Bäcker, Spezereihändler und andere Kleinhändler aber sich der Kerbhölzer zu bedienen. (§. 48.)

Alle diese Vorschriften über die Beweismittel und den Beweis überhaupt wurden durch eine neue vollständige Gesetzgebung genauer bestimmt und ergänzt. In so ferne sie aber dem neuen Gesetzbuche über das Civilverfahren widerstreiten, sind sie ganz abgeschafft worden. ⁵¹⁾

Ueber den Erwerb und den Verlust einer Forderung finden sich in den verschiedenen Gewohnheitsrechten keine anderen Bestimmungen, als über die Verjährung, und auch über diese nicht viel vom Römischen Rechte Abweichendes. In Santorin z. B. sollte die 15jährige Verjährung unter Weltlichen, unter Geistlichen aber die 30jährige zur Anwendung kommen. ⁵²⁾ In Syra in allen Fällen und für jede Art von Streitigkeit die 30jährige Verjährung. In Mantineia und Andros endlich ward gar keine Verjährung zugelassen.

2. Einzelne Verträge.

§. 403.

Hinsichtlich der einzelnen Verträge kommt in

51) Gesetzb. über das Civilverfahren Art. 244 bis 461.

52) Santorin Cap. 6.

den Griechischen Gewohnheitsrechten nur sehr wenig vor.

Ueber den Kauf und Verkauf findet sich Einiges im Gewohnheitsrecht von Santorin Cap. 1, und einige interessante Vorschriften in Syra. (§. 143 Nr. 9.) Namentlich sollen, auf beiden Inseln, die Immobilien stets durch eine öffentliche Versteigerung veräußert werden. Dieselbe Vorschrift besteht auch in Mykone und Naxos.

Auch über den Tausch finden sich einige Bestimmungen im Gewohnheitsrecht von Santorin Cap. 7. Die Vorschrift nämlich, daß der Tausch mehr Kraft haben solle, als der Kauf; daß Immobilien nur gegen Immobilien vertauscht werden sollen; daß auch Kirchen- und Klostergüter mit Zustimmung des Prälaten oder Abtes an Weltliche vertauscht werden dürfen u. dgl. m. In Syra sollte kein Tausch von Immobilien annullirt werden dürfen. (§. 143 Nr. 7.) Dies heißt wohl nur so viel, daß Immobilien gültiger Weise vertauscht werden dürfen.

Einen gesetzlichen Zinsfuß hat es in Griechenland nie gegeben, und gibt es noch bis auf die jetzige Stunde keinen. Nach Türkischen Rechte war das Nehmen von Zinsen ganz verboten.⁵³⁾ Unter den Griechen pflegte man aber allenthalben wenigstens 10 per Cent zu nehmen, z. B. in Andros (§. 65) Tinos, (§. 52) und in anderen Theilen

53) d'Ohsson, III. und oben §. 48.

des heutigen Griechenlands. (§. 48 u. 54) Allein man konnte auch noch mehr stipuliren, (§. 54 u. 65) 15, 20, und in Handelssachen sogar 30 per Cent. “) Seit dem Freiheitskampfe pflegt man, wegen des bei Kämpfen dieser Art sich gewöhnlich einstellenden Mißtrauens, insgemein 24 per Cent zu nehmen. (§. 48.) Ja man hat mir sogar von 30 bis 50 per Cent gesprochen.

Ueber Schenkungen finde ich nur allein im Gewohnheitsrechte von Andros die Bestimmung, daß die an Taufkinder — soll wohl heißen Taufpathen — oder an Enkel und andere (wahrscheinlich Verwandte), oder während der Mahlzeit gemachten Schenkungen gültig seyn sollten. (§. 65.)

Hinsichtlich des See-, Handels-, Wechsel- und Gewerberechtes gilt in Griechenland das Französische Handelsgesetzbuch, und zwar, da die Revision nicht mehr zu Stand kam, (§. 367) in seiner ganz unveränderten Gestalt. Nur in den Fällen, welche in jenem Gesetzbuche nicht abgehandelt worden sind, muß auch heute noch auf das ältere Recht rekurriert werden. Im älteren Gewohnheitsrechte finden sich jedoch nur folgende wenige Bestimmungen. Unter Kaufleuten und in Handwerkssachen soll die Ehefrau nicht für die Schulden ihres Mannes mit ihrer Aussteuer haften, z. B. in Siphnos und an mehreren anderen Orten. (§. 42 u. 72.) Handelsstreitigkeiten sollten durch Schiedsrichter entschieden wer-

54) Riedesel, voyages etc. p. 381 u. 382.

den, z. B. in Mykone. (§. 66.) Eine Bestimmung, die ihrer Zweckmäßigkeit wegen in das Gesetzbuch über das Civilverfahren aufgenommen, und auf diese Weise für ganz Griechenland generalisirt worden ist. ⁵⁵⁾ Jeder Handelsmann sollte ferner, wie es im vorigen §. schon bemerkt worden ist, ein Handelsbuch führen, und dieses volle Beweiskraft unter Kaufleuten haben, z. B. in Andros. (§. 65.) Eine Materie, welche nun gleichfalls im Gesetzbuche über das Civilverfahren für ganz Griechenland regulirt worden ist. (Art. 408, 416—418.)

3. Retract oder Näherracht insbesondere.

§. 404.

Ueber das Retract- oder Näherrecht finden sich ziemlich weitläufige Bestimmungen in den verschiedenen Gewohnheitsrechten, wiewohl der Ausdruck Retract selbst auch nicht ein einziges Mal vorkommt.

Die in Griechenland sehr verbreiteten Retractarten sind der Familienretract und die Nachbarlosung. Beide finden sich z. B. in Santorin, Vostizza, Hagios Petros, Naxos, u. s. w. Bloss der Familienretract findet man in Siphnos, Syra, Phila, Polegandros u. s. w. Zumal in den Gewohnheitsrechten der beiden zuletzt genannten Orte (§. 85 u. 109) finden sich einige nicht uninteressante Bestimmungen.

⁵⁵⁾ Gesetzb. über das Civilverfahren Art. 105, § bis 110.

Das Recht zu retrahiren haben beim Familienretract natürlicher Weise nur Verwandte, und bei dem Nachbarrecht nur die Nachbarn. Ein für allemal ausgeschlossen sind jedoch, z. B. in Santorin, diejenigen, welche in einem anderen Lande, d. h. nicht auf dieser Insel, etablirt sind; ferner minderjährige Kinder, wenn ihre Aeltern den Verkauf abgeschlossen hatten. ⁵⁶⁾

In der Regel ist der Retract bei allen Arten von Veräußerungen zulässig. Ausgenommen sind nur der Tausch, z. B. in Santorin Cap. 7. An vielen Orten auch öffentliche Versteigerungen, z. B. in Vostizza, Naxos, Paros u. s. w., während umgekehrt wieder an andern Orten auch bei öffentlichen Versteigerungen retrahirt werden kann, z. B. in Syra, Santorin Cap. 1 u. s. w. Eben so wenig findet ein Retract statt, wenn die Hypothekargläubiger sich ihres Rechtes, das gesammte Vermögen ihres Schuldners in Besitz zu nehmen, um sich damit bezahlt zu machen, bedienen haben, z. B. in Santorin Cap. 9.

Der Retract kann nur an Immobilien geltend gemacht werden. Unter diesen sind jedoch wieder die Kirchen- und Klostergüter von dem Retract ausgenommen, z. B. in Santorin Cap. 1 u. 3, Philia u. s. w.

Der Retrahent ist gehalten, in einer gewissen kurzen Frist den Retract geltend zu machen. Beim Familienretract, z. B. in Santorin, binnen 3 Tagen, wenn der Retrahent anwesend ist; binnen 20

56) Santorin Cap. 1.

Tagen aber nach seiner Rückkehr, wenn er abwesend war. Allein in dem letzten Falle wird vorausgesetzt, daß derselbe binnen 15 Jahren nach Abschluß des Verkaufes zurückgekehrt ist. ⁵⁷⁾ Beim Nachbarrecht dagegen binnen 8 Tagen nach der Ankunft auf der Insel, wenn von solchen die Rede ist, welche aufser der Insel wohnen. Binnen Jahresfrist aber bei solchen, welche in der Regel auf der Insel wohnen, aber zur Zeit des Verkaufes abwesend gewesen sind. ⁵⁸⁾.

An anderen Orten, z. B. in Syra, muß der Familienretract binnen 10 Tagen geltend gemacht werden, wenn der Retrahent anwesend war. Binnen einem Jahre aber, wenn derselbe abwesend gewesen ist. Bis zur Rückkehr sogar ist die Klage in dem Falle gestattet, wenn der Retrahent sich in der Scherei befunden haben sollte. Wieder an anderen Orten, z. B. in Vostizza, konnte der Familienretract im Falle der Abwesenheit der Verwandten, binnen zwei Jahren noch geltend gemacht werden.

Gar keine Verjährung soll, weder beim Familienretract noch bei der Nachbarlosung laufen, wenn es versäumt worden ist, dem zur Ausübung des Retracts Berechtigten vor der Veräußerung die Sache zum Verkaufe anzubieten, z. B. in Hagios Petros.

Der Retrahent ist in der Regel verpflichtet, die verkaufte Sache um denselben Preis, wie sie ver-

57) Santorin Cap. 1.

58) Santorin Cap. 1.

kauft worden ist, anzunehmen; ferner für die Auslagen Ersatz, und für die Verbesserungen Vergütung zu leisten, z. B. in Santorin Cap. 1. Hatte jedoch bei dem Verkaufe Betrug statt, so muß derselbe mehr noch als den Kaufpreis, nämlich den wahren Werth der Sache ersetzen, z. B. in Santorin Cap. 1. Nur diejenigen Retrahenten, welche zur Zeit des Verkaufes sich in Slaverei befanden, sollen das Vorrecht haben, das dem Retract unterworfenene Grundstück schätzen lassen, und für den Schätzungspreis behalten zu dürfen, z. B. in Syra.

Ueber die Concurrrenz und Collision mehrerer Retractsrechte finden sich weitläufige Bestimmungen im Gewohnheitsrechte von Santorin. Bei der Concurrrenz des Familienretractes und des Nachbarrechtes insbesondere soll der Familienretract, also der Verwandte den Vorzug vor dem Nachbarn haben. ⁵⁹⁾ In dem Gewohnheitsrechte von Naxos aber ist vorgeschrieben, daß, bei der Concurrrenz mehrerer Verwandten der nächste Verwandte den Vorzug haben solle.

V. F a m i l i e n r e c h t.

1. Eherecht. ⁶⁰⁾

§. 405.

Von dem Familienleben der Mainoten, ihren Familienfehden u. dgl. m., ist schon früher weitläufig

⁵⁹⁾ Santorin Cap. 1.

⁶⁰⁾ Vgl. §. 55 und die daselbst citirten Schriftsteller.

die Rede gewesen. (§. 55—61 und 219.) Ich brauche daher hier, wo von dem noch bestehenden Civilrechte die Rede ist, um so weniger darauf zurückzukommen, da, hoffentlich recht bald, das Faustrecht in der Maina der unaufhaltsamen Civilisation weichen wird.

Hinsichtlich der Eingehung und Auflösung der Ehe, insbesondere der Ehescheidung, gilt theils das kanonische, theils das Römische Recht, nämlich der Harmenopoulos. (§. 42.) Den Bestimmungen des kanonischen Rechtes gemäß waren auch in früheren Zeiten sämtliche Streitigkeiten in Ehe- und Ehescheidungssachen von der Competenz der Geistlichkeit. Seit dem Befreiungskampfe haben aber die weltlichen Gerichte wieder das Meiste davon an sich gebracht, wiewohl die Gränze der geistlichen und weltlichen Gewalt erst noch regulirt werden muß (§. 42, 187.)

Die Aeltern pflegen über die eheliche Verbindung ihrer Kinder, ohne diese zu hören, wie es auch in Germanischen Mittelalter der Fall war, ⁶¹⁾ zu verfügen. ⁶²⁾ Sie verheirathen ihre Töchter gewöhnlich zwischen dem 13ten bis 15ten Jahre, ihre Söhne aber zwischen dem 16ten bis zum 20ten. (§. 42.)

Der Verhehlichung selbst pflegt in der Regel ein

61) Eichhorn, Kirchenrecht, II. p. 340—344.

62) Vergl. Pouqueville, voyage II. p. 575—577. Saint Sauveur, voyage. II. p. 41 u. 42. Vgl. auch §. 43, 58 u. 139 Nr. 5.

Verlobung vorher zu gehen. Vor dieser Verlobung darf der Bräutigam, nach einer sehr verbreiteten Sitte, seine Braut nicht einmal sehen, z. B. im Peloponnes, in Spezzia u. s. w. (§. 48 u. 139.) In Skopelos besteht sogar die Gewohnheit, daß, wenn der Bräutigam einmal das Haus seiner Braut betreten hat, er gar nicht mehr zurücktreten darf. So daß demnach dieser erste Besuch gewissermaßen als Verlobung betrachtet wird. (§. 139.) In Chios waren ähnliche Wirkungen, wenigstens für den Bräutigam, mit dem zweiten Besuche verbunden. (§. 50 Nr. 9.) In der Maina mußte sogar dieser erste Besuch von Seiten des Bräutigams durch Geschenke erkaufte werden. (§. 58.)

An den meisten Orten ist nämlich, den Bestimmungen des älteren kanonischen Rechtes gemäß, ⁶³⁾ die Verlobung eben so bindend, wie die Ehe selbst. Daher kann, an solchen Orten, von ihr nur aus denselben Gründen zurückgetreten werden, aus welchen auch eine Ehescheidung zulässig ist, z. B. in Skia-thos, Missolonghi u. s. w. An anderen Orten dagegen, wie z. B. in Hydra und anderswo, (§. 48 u. 139) darf die Verlobung wieder aufgelöst werden. Durch einen solchen Zurücktritt ist in Hydra sogar jene Todfeindschaft zwischen den Häusern Conduriottis und Tzamados entstanden.

Dergleichen Eheversprechen werden, den Vor-

63) c. 50 C. XXVII. qu. 2. Syricius Papa an. 385.

schriften des älteren kanonischen Rechtes gemäß,⁶⁴⁾ gewöhnlich auf feierliche Weise eingegangen, mittelst Ringwechsels, mittelst Uebergabe einiger Geschenke, ja sogar mittelst kirchlicher Einsegnung. (§. 43.)

Schon vor diesen Eheverlöbnissen pflegen gewöhnlich unter den beiderseitigen Aeltern die näheren Bedingungen des Ehecontractes verabredet zu werden. Und erst, wenn man über die Bedingungen einig ist, wird zu den Feierlichkeiten des Eheversprechens geschritten. (§. 43.) Allein erst, wenn der verabredete Ehecontract, welcher allemal für gültig gehalten wird,⁶⁵⁾ vollständig realisirt worden ist, pflegt zu den Hochzeitsfeierlichkeiten geschritten zu werden. (§. 43.)

Von Mifsheirathen, Ehen zur linken Hand, Konkubinen und Maitressen, weiß der Grieche nicht, und eben so wenig von unehelichen Kindern. (§. 4.) Denn das Familienleben besteht in Griechenland, Gottlob! — noch in seiner ganzen ungestörten Reinheit.⁶⁶⁾ Fremde haben zwar in neueren Zeiten gegen diese sehr löbliche Nationalsitte Anstofs gegeben, aber der dadurch bewirkte Skandal war auch nicht klein.

64) c. 50 C. XXVII. qu. 2. c. 3 u. 7 C. XXX. 5. Vergl. Walter, Kirchenrecht. §. 311 a. E.

65) Santorin Cap. 4. Der Ehecontract ist in ⁶⁷⁾ unter Katholiken nur dann gültig, wenn derselbe von Notar eingegangen worden ist. S. §. 53.

66) Vergl. Le Baron de Riedesel, *voyage en Sicile etc., et au Levant*. Paris 1802. p. 322—324, 326.

Läßt sich ein Ehemann von seiner Frau, ohne ihr Verschulden, scheiden, so darf er zwar die Kinder zu sich nehmen, allein er muß ihr ihre mitgebrachte Dos und Aussteuer herausgeben. Er muß ferner, sogar nach Türkischem Recht, für ihren Unterhalt sorgen. (§. 42.) Hat aber die Ehefrau die eheliche Treue verletzt, so soll sie gestraft werden, und alle ihre ehelichen Rechte verlieren, z. B. in Syra.

§. 405 b.

Der Mann ist, während der Ehe, der Verwalter des Vermögens der Frau. Diese darf allein nicht handeln, insbesondere keine Art von Contrakt eingehen. (§. 42.) Daher gehört auch dem Manne, was die Ehefrau während der Ehe erwerben sollte, z. B. in Santorin Cap. 9.

An manchen Orten hat aber die Ehefrau eine freiere Stellung. Sie darf z. B. in Siphnos, Tinos, Santorin und auf einigen anderen Inseln Schulden contrahiren, und dadurch ihren Ehemann verbindlich machen. Sie darf ferner Bürgschaft für denselben leisten, ihre Unterschrift solchen Urkunden beifügen u. dgl. m. 67). Hat sich jedoch die Ehefrau nicht ausdrücklich verpflichtet, so haftet sie nicht für die Schulden ihres Mannes, z. B. in Santorin Cap. 9.

Haushaltungsschulden, welche die Frau, in Abwesenheit ihres Mannes, contrahirt hat, muß derselbe indessen immer bezahlen, z. B. in Naxos,

67) Santorin Cap. 9. Vergl. §. 42 u. 72.

(§. 141) und Santorin Cap. 9. Desgleichen sind nach dem Tode des Mannes von der Ehefrau die Erhaltung der Kinder gemachten Schulden aus dem Vermögen des Mannes zu tilgen. Auf gleich Weise muß auch die Frau die, auf ihr Vermögen dem Manne gemachten Verbesserungen wieder einsetzen. 68)

§. 406.

In der Regel kennt man in Griechenland die eheliche Gütergemeinschaft nicht (§. 2). Dennoch besteht eine solche hier und da, namentlich in Syra. Insbesondere in der alten Stadt Syra ausschließlich von Lateinern, also von späteren Siedlern bewohnt ist. Nach dem dort geltenden Wohnheitsrechte soll von der Gütermasse nur die Steuer der Frau, und das von dem Manne eingebrachte Vermögen, ausgeschlossen seyn. Alles übrige aber, namentlich also auch die während der Ehe errungenen Mobilien und Immobilien in die Gütergemeinschaft fallen. (Vergl. auch §. 53.) Die selbst bestehende eheliche Gütergemeinschaft gehört demnach in die Classe der *communio bonorum particularis*.

Die Masse wird nach dem Tode des einen Ehegatten getheilt, und zwar in zwei Theile. Der eine erhält den einen Theil die Kinder, der andere aber, nebst dem Nießbrauche an dem Antheile der

68) Santorin Cap. 9.

Kinder, erhält der überlebende Ehegatte. (§. 111 Nr. 5 u. §. 140.)

In manchen Theilen von Griechenland endlich gilt das System der Errungenschaft. (§. 54.)

§. 407.

Desto öfter wird in den verschiedenen Gewohnheitsrechten der Dos oder Aussteuer Erwähnung gethan.

Allenthalben besteht die Verbindlichkeit der Aeltern, ihre Töchter auszusteuern. (§. 43.) Auch die Söhne können zwar ausgesteuert werden, allein eine Verbindlichkeit dazu besteht nicht. Ist es indessen geschehen, so verlieren dann die Söhne ihr Erbrecht auf den Nachlaß des Vaters, z. B. in Hydra, Spezzia, (§. 45) Naxos, Mykone und Santorin Cap. 2. Und der Vater erhält dafür den lebenslänglichen Nießbrauch an der Hälfte des Vermögens, muß aber auch die Hälfte der Schulden bezahlen, z. B. in Mykone und Naxos.

Die Verbindlichkeit der Aeltern, ihre Töchter auszusteuern, geht bei ihrem Tode, hie und da als Zwangspflicht, z. B. in Vostizza, an den meisten Orten aber, wenigstens als moralische Pflicht, auf die Söhne über, z. B. in Syra, Koron, Imblakika, Mikromani, Andrizaina, Nision, Kalavrita, Pyrgos, Karavara, Apokuro, Missolonghi, Amorgos u. s. w. Und nicht leicht wird sich ein Beispiel finden, daß der Bruder diese heilige Pflicht außer Augen gelassen hätte. (§. 45.) Sogar, wenn nach dem

Lokalgewohnheitsrechte die Schwestern gleiches Erbrecht mit den Söhnen haben, sind die Brüder verpflichtet, ihre Schwestern auszusteuern, — selbst aus ihrem eigenen Vermögen, wenn der älterliche Nachlaß nicht zureichen sollte, z. B. in Tripolizza, Karytāna, Hagios Petros u. s. w.

War die Ausstattung von den Aeltern selbst besorgt worden, so sind dieselben, wenn sie sehr an seyn sollten, berechtigt, von der ihren Kindern gegebenen Aussteuer, wieder so viel zurückzunehmen, als für ihren eigenen Lebensunterhalt nothwendig ist, z. B. in Siphnos.

Hinsichtlich des Gegenstandes der Ausstattung herrscht sehr große Verschiedenheit in den verschiedenen Theilen Griechenlands. Während in Hydra und Spezzia die Töchter bloß Kleidungsstücke und baares Geld als Dos erhalten, pflegt in Mykone der Tochter nicht allein die Dos ihrer Mutter, sondern auch noch das älterliche Haus, sammt dem ganz von dem Vater eingebrachten Vermögen, zur Ausstattung übergeben zu werden. (§. 43.) Auf andern Inseln pflegt der Vater seiner Tochter die ganze Erbschaft der verstorbenen Mutter als Ausstattung herauszugeben. Und die Brüder, wenn sie auszusteuern haben, geben nicht selten sogar den ganzen Nachlaß ihrer beiden Aeltern an ihre Schwestern heraus, — diese nur um so gewisser zu verheirathen. (§. 10 Nr. 1.) In Skyros erhält die älteste Tochter den größten Theil des Vermögens, so daß den jüngeren Töchtern fast gar nichts übrig bleibt. (§. 68.) A

den meisten Orten, zumal auch auf den Inseln, pflegt im Ehevertrage festgesetzt zu werden, wie viele Mobilien oder Immobilien die Tochter zur Aussteuer erhalten solle. Die beiderseitigen Aeltern suchen sich daher unter sich, theils auch mit dem Bräutigam, zu verständigen. Und das Resultat der Unterhandlungen ist gewöhnlich, daß die zuerst verheirathete Tochter mehr erhält, als die später verheiratheten Schwestern. (§. 43 u. 139 Nr. 1.) Dazu kommt noch, daß die zuletzt ausgestattete Tochter vor Allem die Schulden ihrer Aeltern zu bezahlen hat, das heißt erst dann eine Aussteuer erhält, wenn alle älterlichen Schulden bezahlt worden sind. Erst wenn das noch vorhandene Vermögen nicht hinreicht, sind die Gläubiger berechtigt, auch auf die früher schon ausgestatteten Töchter zurückzugehen, und dann auch diese noch zur Zahlung der älterlichen Schulden anzuhalten. Ausdrücklich vorgeschrieben findet sich dieses z. B. in Andros.

Nach einer sehr verbreiteten Sitte pflegen die Töchter mit Häusern und Magazinen ausgestattet zu werden, z. B. in Skiathos, Skopelos, und Skyros. In Skopelos hält man sogar das väterliche Haus für einen so nothwendigen Theil der Ausstattung, daß zuweilen der Schwiegervater ausziehen muß, wenn er auch keine andere Wohnung haben, der Bräutigam dagegen schon ein anderes Haus von seinen Aeltern besitzen sollte. (§. 139 Nr. 1.)

Der Mann, als Verwalter des Vermögens seiner Frau, hat während der Ehe allenthalben auch die

Administration der Dos. Nur veräußern darf er sie nicht, ohne die Zustimmung seiner Ehefrau. Ausdrücklich ist dieses vorgeschrieben in Kalavrita, Patras, Pyrgos, Vostizza, Tripolizza, Karytaina, Hagios Petros, Kravara, Apokuro, Missolonghi, Syra, Siphnos, Koron, Imblakika, Kalamata, Mikromani, Andrizaina u. s. w. Umgekehrt ist aber auch die Ehefrau nicht berechtigt, ohne Zustimmung ihres Mannes ihr Vermögen zu veräußern, z. B. in Naxos. An den meisten Orten genügt sogar der Consens der beiden Ehegatten noch nicht, zur rechtsgültigen Veräußerung, sondern es muß außerdem auch noch ein dringendes Bedürfniß der Ehegatten vorhanden seyn, z. B. in Vostizza, Tripolizza, Karytaina, Hagios Petros, Kravara, Apokuro, Missolonghi, Andros, Mykone, Santorin, Syra, Naxos, Siphnos, Paros, Antiparos, Amorgos, Kea, Ios, Koron, Mikromani, Kalavrita, Pyrgos u. s. w.

Wenn nun aber auch die Dos gültiger Weise veräußert worden ist, so hat sodann dennoch der Ehemann an manchen Orten aus seinem eigenen Vermögen ein Aequivalent zu stellen, z. B. in Naxos. Daher ist auch der Mann, nach manchen Gewohnheitsrechten, berechtigt, die Aussteuer, ohne den Nachweis eines dringenden Bedürfnisses, zu veräußern, wenn er nur an die Stelle der veräußerten Güter wieder eben so viele, und von demselben Werthe, setzt, als die veräußerten betragen haben, z. B. in Koron.

Nach dem Tode eines Ehegatten gehört die Mit-

gift dem überlebenden Theil, so lange derselbe wenigstens in Wittwenstande bleibt, z. B. in Santorin Cap. 4.

Im Falle, daß die beiden Ehegatten, während der Ehe, ihr ganzes Vermögen, oder einen Theil desselben, Schulden halber zu veräußern gezwungen seyn sollten, muß an manchen Orten, z. B. in Naxos, mit der Veräußerung des Vermögens des Mannes begonnen werden. Und erst, wenn das erstere nicht zureichen sollte, ist auch zur Veräußerung des Vermögens der Frau zu schreiten.

2. Rechte zwischen Aeltern und Kindern.

§. 408.

Dem Vater gehört, so lange er lebt, die Ausübung der väterlichen Gewalt, jedoch in den meisten Provinzen und Gemeinden nur über seine eigenen Kinder, z. B. in Nauplia, Argos, Epidaurus, Poros, Hydra, Tinos, Anaphi, Amorgos, Naxos, Mykone, Gythion, Sparta, Kitziais, Aegion oder Vostizza, Hypathe u. s. w. An anderen Orten dagegen erstreckt sich die väterliche Gewalt auch über die Enkel und anderen Descendenten, z. B. in Mantinea. Jedoch erst nach dem Tode des Sohnes, wie dieses die Gewohnheitsrechte von Kalavrita, Syra und Naxos ausdrücklich bestimmen.

Nach dem Tode des Vaters erhält fast allenthalben die Mutter die in der väterlichen Gewalt liegenden Rechte, z. B. in Nauplia, Lebadia, Skyros,

Argos, Epidauros, Poros, Hydra, Tinos, Anaphi, Syra, Amorgos, Naxos, Paros, Antiparos, Mykone, Kyparissia, Gortyna, Skopelos, Gythion, Sparta, Kitziais, Doris, Missolonghi, Hypathe u. s. w. Manche Gewohnheitsrechte fügen jedoch die Bedingung hinzu, in so ferne die Mutter Wittwe bleibt, und der Vater in seinem Testamente nichts Anderes verfügt hat, z. B. Aegion oder Vostizza, Lebadia u. a. m. Andere Gewohnheitsrechte wieder machen die Bedingung, in so fern kein großjähriger Sohn vorhanden ist, und die Mutter Wittwe bleibt, z. B. Mantinea und Kalavrita. In manchen Provinzen und Gemeinden sind jedoch die Rechte der Mutter beschränkter als die des Vaters. Namentlich soll sie das Vermögen der Kinder nicht veräußern dürfen, z. B. in Epidauros.

In manchen Gemeinden üben beide Aeltern gemeinschaftlich mit einander die väterliche — eigentlich dann die älterliche — Gewalt aus, und haben hinsichtlich dieser Gewalt ganz gleiche Rechte, z. B. in Alt-Syra, Kalamä, Patras u. s. w. Namentlich pflegen beide Aeltern gemeinschaftlich und mit gegenseitiger Uebereinstimmung über die Erziehung ihrer Kinder zu entscheiden, z. B. in Koron. An solchen Orten nun, wo Vater und Mutter gemeinschaftlich die väterliche Gewalt zu führen pflegen, geht nach dem Tode des Vaters diese Gewalt entweder auf die Mutter allein über, so lange diese nicht zur zweiten Ehe schreitet, und sich gut aufführt, z. B. in Patras; oder die überlebende Mutter hat dieselbe ge-

meinschaftlich mit dem Vormunde oder mit ihren volljährigen Söhnen auszuüben, z. B. in Kalamä.

Die Rechte der väterlichen Gewalt sind, nach einer sehr verbreiteten Sitte, sehr groß, in der Regel jedoch nach Römischem Recht zu beurtheilen. Sie geben sogar ein Recht über Leben und Tod, wovon Thiersch ⁶⁹⁾ von Argos ein schaudererregendes Beispiel erzählt.

§. 409.

Die Vermögensrechte der Aeltern und Kinder, während der väterlichen Gewalt, sind sehr verschieden bestimmt, je nachdem man den Grundsätzen des älteren oder des neueren Römischen Rechtes, oder dem Römischen Recht gar nicht gefolgt ist.

An vielen Orten hielt man fester an den alten Römischen Grundsätzen und daselbst gehört der ganze Erwerb der Kinder, während sie sich noch im väterlichen Hause befinden, den Aeltern, z. B. in Naxos, Phanari, Gortyna, Leondari, Sparta, Kitziais, Hy-pathe u. s. w. An solchen Orten pflegte der Vater, nach erlangter Volljährigkeit der Kinder, sein Vermögen unter seine Kinder zu vertheilen, und sich nur seinen nothwendigen Lebensunterhalt vorzubehalten. Die väterliche Gewalt dauerte zwar fort, allein sie erstreckte sich nicht über das vertheilte Vermögen.⁷⁰⁾

Die meisten Gewohnheitsrechte kennen aber gar

69) De l'état actuel de la Grèce etc. II, p. 213.

70) Gewohnheitsr. von Kitziais N. 6 u. 7.

keine Peculien im Sinne des Römischen Rechtes. Ausdrücklich findet sich dieser Grundsatz ausgesprochen in Naxos, Alt-Syra und Kyparissia. An solchen Orten ist dann alles, was die Kinder, wenn sie auch noch in der väterlichen Gewalt stehen, erwerben, Eigenthum der Kinder, z. B. in Hydra, Syra, Mykone, Patras, Mantinea u. s. w. Die Kinder haben das freie Verfügungsrecht darüber, z. B. in Syra und Patras. Und nur mit Genehmigung der Kinder steht auch den Aeltern ein Benutzungsrecht über das, von den Kindern erworbene, Vermögen zu, z. B. in Paros, Antiparos, Missolonghi u. s. w.

In sehr vielen Provinzen und Gemeinden gebührt jedoch den Aeltern schon Kraft des Gesetzes der Nießbrauch am gesammten Vermögen ihrer unmündigen Kinder. Nach erreichter Volljährigkeit muß aber das Vermögen an die Kinder herausgegeben werden, welche nun freies Verfügungsrecht über dasselbe erhalten, z. B. in Tinos, Anaphi, Naxos, Amorgos, Alt-Syra, Mykone und Gythion. Dem Vater ist jedoch auch in diesem Falle, für seinen lebenslänglichen Unterhalt eine bestimmte Summe auszusetzen, nach der ausdrücklichen Bestimmung des Gewohnheitsrechtes von Gythion. Nach solchen Gewohnheitsrechten nun, haften auch die Aeltern nicht für die von den Hauskindern gemachten Schulden. Eben so wenig brauchen aber die Kinder die von ihren Aeltern contrahirten Schulden zu bezahlen. Sie mußten sich denn ausdrücklich dazu verpflichtet, oder

deren Erbschaft angenommen haben, z. B. in Santorin Cap. 9.

§. 410.

Hinsichtlich der Entstehung der Rechte der Aeltern finden sich, in den verschiedenen Griechischen Gewohnheitsrechten, einige Bestimmungen über die Adoption.

Nur wenige Gewohnheitsrechte kennen keine Adoptionen, wie z. B. in Naxos und Phanari. In den meisten Provinzen sind dieselben aber im Gebrauch.

Nur kinderlose Aeltern pflegen Adoptionen vorzunehmen, z. B. in Hydra, Sparta u. s. w. In vielen Gewohnheitsrechten ist es sogar denen, die eigene Kinder haben, verboten, andere zu adoptiren, z. B. in Gortyna; Mantinea, Kalavrita, Missolonghi, Doria u. s. w.

Ueber die Adoption pflegt hie und da ein schriftlicher Contract abgeschlossen zu werden. Insgemein wird dieselbe aber heut zu Tage vor Zeugen durch die kirchliche Einsegnung vollzogen. (§. 42.) Die mündliche Adoption bedarf jedoch hie und da der amtlichen Bestätigung, die schriftlich vorgenommene aber nicht; z. B. in Tripolizza. In manchen Provinzen bedient man sich dabei symbolischer Formen. In Tripolizza z. B. pflegt der Adoptirende dem Adoptivsohne ein Hemd über den Kopf zu ziehen.

Die Rechte der Adoptivältern und Kinder werden gewöhnlich im Vertrage selbst festgesetzt, z. B.

in Nauplia. Wenn daselbst nichts bestimmt worden ist, so soll nach manchen Gewohnheitsrechten der Adoptirende die Rechte eines Vaters, der Adoptirte dagegen die Rechte eines Sohnes erhalten, z. B. in Argos, Anaphi, Amorgos, Mantinea, Kitziais, Kalavrita und Lebadia.

Allein in den meisten Provinzen und Gemeinden wird es anders gehalten. Hie und da, z. B. in Patras, kennt man weder die Rechte des Adoptirenden, noch diejenigen des Adoptirten. An manchen Orten soll der Adoptivvater nur einen Niefsbrauch am Vermögen seines Adoptivsohnes, im Uebrigen aber nicht die Rechte eines natürlichen Vaters erhalten, z. B. in Alt-Syra. Nach sehr vielen Gewohnheitsrechten erhält der Adoptivsohn nicht alle Rechte eines wirklichen Sohnes, sondern nur dasjenige, was ihm von seinem Adoptivvater im Testamente vermacht worden ist, z. B. in Poros, Tinos, Syra, Alt-Syra, Koron, Sparta, Epidauros Limera u. s. w. Insbesondere kommt der Adoptivsohn nicht mit den ehelichen Kindern zur Succession, z. B. in Mykone und Sparta. Erst in Ermangelung von ehelichen Kindern erbt der Adoptivsohn an manchen Orten den ganzen Nachlaß der Adoptivältern, z. B. in Kalavrita. An anderen Orten dagegen erbt derselbe in diesem Falle zu gleichen Theilen mit den übrigen Erben, z. B. in Paros und Antiparos.

§. 411.

An die im vorigen §. erwähnten Adoptionen reihen sich die Adoptiv-Bruderschaften an

Sie sind in manchen Provinzen und Gemeinden ganz unbekannt, z. B. in Tinos, Amorgos, Syra, Naxos, Paros, Antiparos, Kyparissia, Mantinea, Sparta, Patras, Kalavrita und Karystos. In anderen Theilen von Griechenland sind sie aber im Gebrauch, und nach manchen Gewohnheitsrechten sogar ausdrücklich für erlaubt erklärt. Sie sollen jedoch keine Vorrechte geben, z. B. in Hypathe, Kitziais u. s. w.

Eine Art von Adoptiv-Bruderschaft sind auch die rein politischen Bruderschaften, ἀδελφοποιήσις oder ἀδελφοποιία genannt.

Diejenigen nämlich, welche eine solche Verbindung einzugehen gedenken, pflegen vor dem Altare zu erscheinen, daselbst die Waffen zu wechseln, sich die Hände zu reichen, sich sodann zu umarmen und zu gleicher Zeit die Worte zu sprechen: Dein Leben ist mein Leben, und deine Seele ist mein Seele.

Diese wahren Schutz- und Trutzbündnisse waren schon seit Jahrhunderten unter den Griechen verbreitet. Sie sind noch bis auf die jetzige Stunde sehr häufig. Durch sie werden sehr schnell Feinde in Freunde, ja sogar in die allerliertesten Brüder (ἀδελφοί) verwandelt. Und je stürmischer die Zeiten, desto verbreiteter pflegen auch diese politischen Verbindungen in Griechenland zu seyn.

Schon seit dem 17. Jahrhundert waren Griechen und Albanesen auf diese Weise verbunden. Solcher Verbrüderungen bediente sich der berühmte Rhigas, um Klephten und Dere Beys — gegen die Pforte in Aufstand begriffene Muhamedaner — gegen den ge-

meinsamen Feind zu verbinden. Solche Verbindungen waren das Muster für die berühmte Hetärie, welche den großen Freiheitskampf der Griechen vorbereitet, und gewissermaßen möglich gemacht hat. ⁷¹⁾

Solcher politischer Bruderschaften endlich bedient man sich noch bis auf die jetzige Stunde, um Fremde und Feinde zu diesem oder jenem erlaubten — oder auch unerlaubten — Zweck zu verbinden. Daher waren die strengen Strafbestimmungen im Strafbuch gegen alle Arten von geheimen Verbindungen, für das Bestehen des jungen Staates, wahres dringendes Bedürfnis. ⁷²⁾

§. 412.

Ueber die Art, wie die Rechte des Vaters und der Aeltern überhaupt aufgehoben werden, findet sich auch in den Griechischen Gewohnheitsrechten manches, was noch an das Römische Recht erinnert. Das meiste ist jedoch, wie z. B. die separirte Oekonomie, die Abfindung der Kinder u. s. w. ächt germanischer Natur.

Die väterliche Gewalt endet nämlich an manchen Orten erst mit dem Tode des Vaters, z. B. in Gortyna, Mantinea, und Kitzias. Bei Lebzeiten des Vaters aber erst durch eine Art von Emancipation. In Argos unter Anderen ist eine solche Erklärung,

71) A. Soutzo, hist. de la révol. Grecque. p. 15.
Vgl. auch Pouqueville, histoire IV. p. 205.

72) Strafbuch. Art. 212—231.

den Sohn aus der väterlichen Gewalt entlassen zu wollen, durchaus nothwendig. Die Trennung des Sohnes vom Vater allein reicht dazu noch keineswegs hin.

An anderen Orten dagegen endigt die väterliche und älterliche Gewalt schon mit der Volljährigkeit der Kinder, z. B. in Nauplia, Poros, Tinos, Anaphi, Amorgos, Syra, Mykone, Leondari, Sparta und Patras. Die Großjährigkeit ist hie und da auf das zurückgelegte 16. Jahr gesetzt, z. B. in Alt-Syra. An anderen Orten auf das 18., z. B. in Naxos. Auf den Inseln aber gewöhnlich auf das zurückgelegte 20. oder gar 25. Jahr. (§. 47.)

Nach anderen Gewohnheitsrechten, wie dieses auch nach manchen deutschen Statutarrechten der Fall ist, endigt die älterliche Gewalt mit der Heirath der, wenn auch noch minderjährigen Kinder. Zumal bei Töchtern, z. B. in Nauplia, Tinos, Anaphi, Amorgos, Syra, Naxos, Paros, Antiparos, Mykone, Phanari, Kyparissia, Gythion, Sparta, Patras, Karystos, Skyros, Skopelos u. a. m.

Nach sehr vielen Gewohnheitsrechten endigen die Rechte der Aeltern erst mit der getrennten Haushaltung — mit der separirten Oekonomie — der Kinder. Dieses ist zumal bei Söhnen der Fall, und zwar einerlei, ob dieselben schon großjährig oder noch minderjährig sind. Namentlich in fast allen Theilen des Peloponneses (§. 47), insbesondere in Nauplia, Koron, Kalamä, Gortyna und Sparta.

In manchen Provinzen reicht jedoch die sepa-

rirte Oekonomie allein noch nicht hin, sondern es muß der Sohn auch noch volljährig seyn, z. B. in Naxos. Wieder in anderen Provinzen muß, zur völligen Beendigung der älterlichen Gewalt, Heirath und separirte Oekonomie mit einander verbunden seyn, z. B. in Hydra (§. 103 No. 7), und im Peloponnese. (§. 47.)

§. 413.

Mit der Anlegung einer abgesonderten Haushaltung häufig, jedoch nicht immer verbunden, aber wesentlich davon verschieden, ist die Abfindung der Kinder von dem älterlichen Vermögen. Sie kommt hauptsächlich bei Töchtern vor, denn jede dotirte Tochter verliert, wenn ihre Aeltern nicht ausdrücklich das Gegentheil bestimmt haben sollten, ihr Erbrecht auf das Vermögen ihrer Aeltern. Sie wird als von dem Vermögen ihrer Aeltern völlig abgefunden betrachtet. Dieser Grundsatz gilt auf den Inseln (§. 139), insbesondere in Syra, Santorin Cap. 2 und 4, in Naxos, Andros, Paros, Antiparos, Kea, Mykone, Siphnos, Amorgos, Jos u. s. w. Er gilt aber auch im Peloponnese (§. 45 u. 47), und in den übrigen Theilen des Königreichs, insbesondere in Koron, Imblakika, Mikromani, Kalavrita, Kravara, Apokuro, Pyrgos, Andrizaina, Nision, Karytaina, Hagios Petros, Missolonghi u. s. w.

Derselbe Grundsatz gilt auch dann, wenn die Schwestern von ihren Brüdern, oder wenn die Söhne von ihren Aeltern, oder wenn sonst jemand von einem seiner Verwandten ausgestattet worden seyn sollte. Auch in einem solchen Falle

verlieren die **Schwestern** ihr Erbrecht auf den Nachlaß ihrer Brüder, z. B. in Tripolizza, Karytaina, Hagios Petros, Kravara, Apokuro, Missolonghi, Syra, Siphnos, Koron, Mikromani, Andrizaina, Nision, Kalavrita, Pyrgos u. s. w. Die **Söhne** verlieren aber ihr Erbrecht auf den Nachlaß ihrer Aeltern. (§. 407.) Und jeder sonst noch Dotirte sein Recht, den Dotirenden zu beerben, z. B. in Mykone.

Die Summe, mit welcher die Kinder zu dotiren und also abzufinden sind, hängt an den meisten Orten ganz von der Willkühr der Aeltern ab, wie dieses ausdrücklich bestimmt ist im geschriebenen Gewohnheitsrechte von Santorin Cap. 2.

Die ausgestatteten Kinder, da sie kein Erbrecht mehr haben, haften auch nicht für die von ihren Aeltern seit der Ausstattung contrahirten Schulden, z. B. in Syra. (§. 140.) Eben so wenig sind dieselben aber auch verbunden, ihre Aussteuer in die Erbschaftsmasse zu conferiren, wie dieses ausdrücklich ausgesprochen worden ist in dem Gewohnheitsrecht von Andros, Mykone, Santorin, Syra, Naxos, Siphnos, Paros, Antiparos, Amorgos, Kea, Jos, Koron, Imblakika, Mikromani, Andrizaina, Nision, Kalavrita, Patras, Pyrgos, Tripolizza, Karytaina, Hagios Petros, Kravara, Apokuro und Missolonghi.

3. Vormundschaft.

§. 414.

Das Griechische Gewohnheitsrecht kennt, wie das Germanische, keinen Unterschied zwischen unmün-

digen und minderjährigen Kindern, z. B. in Nauplia, Argos, Epidauros, Tinos, Amorgos, Syra, Alt-Syra, Naxos, Paros, Antiparos, Mykone, Kyparissia, Koron, Kalamä, Gortyna, Mantinea, Sparta, Epidauros Limera, Patras, Aegion, Kynätha oder Kalavrita, Missolonghi, Hypathe, Doris, Lebadia, Skopelos u. s. w. Eben so wenig besteht daher ein Unterschied zwischen Tutoren und Curatoren. Die Tutel dauert vielmehr bis zur Großjährigkeit fort, z. B. in Syra, Alt-Syra, Naxos, Paros, Antiparos, Phanari, Koron, Gythion, Kitziai, Patras, Aegion, Hypathe, Karystos, Skyros, Skopelos u. s. w.

Ueber die Anzahl der zu bestellenden Vormünder herrscht große Verschiedenheit. Manche Gewohnheitsrechte erlauben nämlich nur einen Vormund, und gestatten nicht mehr, z. B. in Paros und Antiparos. Andere gestatten zwar, daß auch ein Einzelnr Vormund sey, schließen jedoch mehrere Vormünder nicht aus, z. B. in Mykone. Nach anderen sollen mehrere Verwandte zu gleicher Zeit Vormünder seyn, z. B. in Argos, Phanari, Hypathe u. s. w. Insbesondere sollen alle volljährigen Brüder Vormünder seyn, z. B. in Hydra, Tinos, Gortyna, Mantinea und Doris. An noch anderen Orten können mehrere, einerlei ob Brüder, sonstige Verwandte oder Fremde zu gleicher Zeit Vormünder seyn, z. B. in Amorgos und Syra. Wieder an anderen Orten sieht man es wenigstens gerne, wenn nicht bloß Einer Vormund ist, sondern mehrere Vormünder bestehen, z. B. in Syra. In manchen Gemeinden sollen es wenigstens zwei Vor-

münder seyn, z. B. in Patras und Gortyna. In anderen aber, und zwar immer, drei, z. B. in Nauplia. Insbesondere soll die Mutter, wenn sie die Vormünderin ist, wo möglich noch einen oder mehrere Verwandte zur Seite haben, z. B. in Patras und Missolonghi.

§. 415.

Hinsichtlich der Rechte und Verbindlichkeiten des Vormundes und der Pupillen gelten im Ganzen die Vorschriften des Römischen Rechtes. Das Gewohnheitsrecht enthält darüber nur folgende Bestimmungen.

Die Vormundschaft ist kein *munus publicum*. Darum soll niemand zu deren Annahme gezwungen werden, z. B. in Leondari.

Der Vormund hat für die Erziehung seines Pupillen zu sorgen, z. B. in Argos, Sparta, Lebadia u. s. w. Er soll ferner dessen Vermögen verwalten. In dieser Beziehung hat er sich zunächst an die im Testamente, oder mündlich vom Sterbenden erteilten Instruktionen zu halten, z. B. nach dem Gewohnheitsrechte von Hydra. Ohne Grund darf derselbe keine Veräußerung vornehmen, z. B. in Argos, Epidaurios, Phanari u. s. w., oder wenigstens keine Veräußerung von Immobilien, z. B. in Naxos. In manchen Gemeinden ist dem Vormund zwar die Veräußerung gestattet, allein die Pupillen haben, nach erlangter Großjährigkeit, gegen Erstattung des Kaufpreises, das Wiedereinlösungsrecht, z. B. in Leondari.

Als gültiger Veräußerungsgrund wird nur genannt die Veräußerung zur Bezahlung von väterlichen Schulden, z. B. in Kitziai. Zum Zweck der Erziehung der Pupillen, z. B. in Missolonghi. Zur Herbeischaffung des nothwendigen Unterhaltes u. dgl. m. Aber auch in diesen Fällen wird zur Gültigkeit der Veräußerung die Zustimmung des Familienrathes und des Gerichtes erfordert. (§. 46.)

Die Vermögensverwaltung hat in der Regel gratis zu geschehen, z. B. in Nauplia, Argos, Epidauros, Tinos, Anaphi, Amorgos, Syra, Alt-Syra, Naxos, Kynätha, Doris, Lebadia u. s. w. Es müßte denn im Testamente etwas anderes entschieden und eine Belohnung ausgeworfen worden seyn, z. B. in Tinos und Anaphi. Auch wird hin und wieder zu Gunsten der Fremden, welche mit ihrem Pupillen nicht verwandt sind, eine Ausnahme gemacht, z. B. in Alt-Syra und Kynätha. An anderen Orten werden ein für allemal dem Vormund 4 per Cent von den Einkünften seines Pupillen angewiesen, z. B. in Paros und Antiparos.

Die minderjährigen Kinder heißen in manchen Gewohnheitsrechten Familienkinder, z. B. in Santorin. Diese Benennung scheint durch eine Verwechselung mit den Kindern in der väterlichen Gewalt entstanden zu seyn. Dieses konnte aber um so eher geschehen, da, nach dem früher Bemerkten (§. 412) die väterliche Gewalt mit der Großjährigkeit zu endigen pflegte, also die in der väterlichen Ge-

walt befindlichen Kinder wirklich Minderjährige gewesen sind.

Die Minderjährigen sind nicht berechtigt, ihr Vermögen selbst zu verwalten, die Verwaltung müßte ihnen denn von ihren Vormündern übertragen worden seyn. (§. 46.) Nur allein in Syra dürfen sie auch schon während ihrer Minderjährigkeit ihr Vermögen verwalten, Handel treiben und Schiffe leiten.

§. 416.

In Beziehung auf die Bestellung der Vormünder enthalten die Griechischen Gewohnheitsrechte folgende Bestimmungen.

Der Vater ist berechtigt, durch ein Testament oder durch eine mündliche Verfügung auf dem Todesbette seinen Kindern einen Vormund anzuordnen, z. B. in Hydra, Tinos, Anaphi, Mykone, Kalamä, Leontari u. s. w. Der testamentarische Vormund hat den Vorzug vor allen Uebrigen, wie dies ausdrücklich vorgeschrieben ist, in Mykone, Koron und Sparta.

Wenn im Testamente kein Vormund bestellt worden ist, so wird dann kraft des Gewohnheitsrechtes von Rechtswegen Vormund, zuerst der überlebende Ehegatte, z. B. in Alt-Syra. Also insbesondere auch nach dem Tode ihres Mannes die Wittwe. Jedoch nur so lange, als sie im Wittwenstande bleibt. Denn sobald sie zur zweiten Ehe schreitet, verliert sie wieder die Vormundschaft, z. B. in Mykone, Koron,

Patras, Missolonghi, Argos u. s. w. (Vergl. noch §. 46.)

Erst nach dem Tode der Wittve, oder wenn sie zur zweiten Ehe geschritten seyn sollte, kommen die nächsten Verwandten zur Vormundschaft, z. B. in Argos. Und zwar haben den Vorzug, vor den übrigen Verwandten, die volljährigen Brüder, z. B. in Hydra, Tinos, Mantinea, Doris, Mykone, Koron, Kynätha, Missolonghi, Hypathe und Skyros. Eben so in Gortyna, wo für diesen Fall ganz eigenthümliche Vorschriften bestehen. Unter den volljährigen Brüdern wird an den meisten Orten dem ältesten der Vorzug gegeben, z. B. in Epidauros, Nauplia, Phanari, Sparta, Doris, Lebadia, und Karystos. An anderen Orten dagegen sollen alle volljährigen Brüder Vormünder seyn, der älteste jedoch ein Uebergewicht haben, z. B. in Hydra.

In einigen Provinzen und Gemeinden tritt, in Ermangelung einer testamentarischen Verfügung, die Alternative zwischen der Wittve oder dem ältesten Bruder ein, z. B. in Poros und Leondari. An anderen Orten aber ist die Alternative zwischen dem ältesten Bruder und den nächsten Verwandten, z. B. in Sparta. In den meisten Provinzen und Gemeinden kommen indessen die weiteren Verwandten erst nach dem Tode, oder in Ermangelung eines volljährigen Bruders, zur Vormundschaft, z. B. in Mykone, Koron u. s. w. Oder es wird sodann zur Ernennung eines Vormundes geschritten, z. B. in Skyros. In Gortyna pflegte in diesem Falle die Vormundschaft von zwei

Verwandten, einer von der väterlichen, und der andere von der mütterlichen Seite, bis zur Volljährigkeit des ältesten Bruders geführt zu werden.

Zur Ernennung eines Vormundes soll jedoch in der Regel erst dann geschritten werden, wenn kein von dem Gesetze berufener Verwandter mehr existirt, nach Vorschrift des Gewohnheitsrechtes von Doris und Mantinea. Diese Regel pflegte jedoch nicht immer eingehalten zu werden, z. B. in Mantinea.

Die Ernennung eines Vormundes geschah ehem, in der Regel durch den Familienrath, z. B. in Kalamä, Mantinea, Alt-Syra u. s. w. (Vgl. §. 46.) Hie und da wurde sie auch durch den Bischof besorgt, z. B. in Alt-Syra. Wie es aber nach dem jetzt geltenden Rechte mit der Ernennung der Tutoren, Curatoren und Beistände gehalten werden, welchen Antheil der Familienrath und das Gericht bei dieser Ernennung haben solle, ist in dem Gesetzbuche über das Civilverfahren (Art. 646 ff.) auf das allergenaueste bestimmt.

Immer soll unter den Verwandten der reichste und rechtschaffenste, dessen Aufführung die beste ist, zum Vormund ernannt werden, nach Vorschrift des Gewohnheitsrechtes von Argos, Paros, Antiparos, Kalamä, Nauplia, Patras u. s. w. Erst wenn kein tauglicher Verwandter mehr existirt, soll zur Ernennung eines fremden geschritten werden, z. B. in Alt-Syra.

§. 417.

Als Beendigungsarten der Vormundschaft werden in den Gewohnheitsrechten nur folgende genannt. Außer dem Tode des Vormundes, und dem Schreiten der Wittve zur zweiten Ehe, (§. 416) endigt bei Mädchen die Vormundschaft mit der Verlobung derselben, z. B. in Lebadia, oder wenigstens mit deren Verheirathung, z. B. in Gortyna. Bei Söhnen und Töchtern mit ihrer Mannbarkeit, z. B. in Leondari, oder an anderen Orten mit ihrer Großjährigkeit. Diese tritt nach Türkischem, in die Griechischen Gewohnheiten übergegangenen, Rechte mit dem zurückgelegten 14ten Jahre ein, z. B. in Argos, in den Dörfern von Naxos, in Kitziais u. s. w. An anderen Orten mit 15 Jahren, z. B. in Lebadia. Mit 16 Jahren, z. B. in Alt-Syra. Mit 17 Jahren in Hydra. Mit 18 Jahren aber, z. B. in der Stadt Naxos. Bei Söhnen hie und da mit 18 Jahren, bei Mädchen aber erst mit ihrer Heirath, z. B. in Gortyna. An anderen Orten bei Mädchen mit 14, bei Söhnen aber mit 18 Jahren, z. B. in Patras. Nach Umständen kann daselbst die Vormundschaft auch noch bis zu 25 Jahren verlängert werden.

§. 418.

Die Seele des Vormundschaftswesens waren die als Familienrath versammelten Verwandten des Pupillen.

Dieser Familienrath bestand in vielen Gemeinden aus dem Bischof und den Verwandten. Die Versamm-

lung selbst hatte statt bei dem Bischof, der gleichfalls eine Stimme bei der Berathung hatte, z. B. in Koron und Alt-Syra. In anderen Theilen von Griechenland pflegte statt des Bischofs der Primat zugezogen zu werden. (§. 46.) In manchen Fällen war die Bestätigung des Familienrathsbeschlusses durch die Türkische Behörde nothwendig. (§. 46.) Wie viele Verwandte aber beigezogen werden sollten, war nirgends festgesetzt.

Bestimmter regulirt ward nun die Form und das Verfahren des Familienrathes im Gesetzbuche über das Civilverfahren. Es sollten 4 bis 8 Verwandte berufen werden, zur Gültigkeit des Beschlusses aber nur die Anwesenheit von 4 nothwendig seyn. Statt des Bischofs oder Primaten sollte aber ein Staatsbeamter, der Friedensrichter den Vorsitz führen. Und in allen den Fällen, wo nach dem geltenden Civilrechte eine gerichtliche Bestätigung nothwendig seyn sollte, diese vom Bezirksgerichte ertheilt werden. ⁷³⁾

Der Familienrath hatte, nach dem Gewohnheitsrechte, die Tutoren zu ernennen, nach dem jetzt geltenden Rechte aber nur deren Ernennung zu begutachten, welche sodann von dem Bezirksgerichte zu erfolgen hat. ⁷⁴⁾

Die Hauptbestimmung dieses Familienrathes, welche ihm auch nach dem praktisch geltenden Rechte noch geblieben ist, besteht in der Ueberwachung der

73) Gesetzb. über das Civilverf. Art. 650—657.

74) Gesetzb. über das Civilverf. Art. 646 u. 647.

Vormünder , und in deren Berathung . so oft sie des Rathes bedürfen. Ferner in dem Beiwohnen bei der Rechnungsstellung des Vormundes , und bei der Uebergabe des Vermögens an den großjährig gewordenen Pupillen u. dgl. mehr. (§. 46.) Nach der Bestimmung des Gesetzbuches über das Civilverfahren (Art. 492 u. 695) ist der Vormund jedes Jahr wenigstens einmal zur Rechnungsablage , in Gegenwart des Familienrathes , anzuhalten.

Insbesondere soll der Familienrath eine Oberaufsicht über die Erziehung des Pupillen führen , und kein Erziehungsakt ohne dessen Zustimmung vorgenommen werden dürfen , z. B. in Nauplia , Mantinea , Sparta und Kynätha. Die Zustimmung des Familienrathes ist nothwendig , zur Veräußerung der Immobilien des Pupillen , z. B. in Nauplia. Tinos , Gortyna , Gythion , Kitziais , Anaphi , Amorgos , Syra , Mantinea , Kalavrita u. s. w. An anderen Orten ist diese Zustimmung auch bei der Veräußerung von Mobilien nothwendig , z. B. in Lebadia und Karystos. An noch anderen Orten ist diese Zustimmung wenigstens bei Veräußerungen , zum Zweck der Erziehung des Pupillen , nicht nothwendig , z. B. in Missolonghi. Andere Gewohnheitsrechte gehen aber sogar so weit , daß sie in allen Fällen die Beistimmung des Familienrathes für nothwendig halten , z. B. in Epidauras , Limera und Doris. Insbesondere soll die Mutter , wenn sie als Wittve die Vormünderin ist , bei jedem Verwaltungsakte einen oder mehrere Verwandte beiziehen. (§. 46.) In manchen Gegenden sind blos die

väterlichen Verwandten beizuziehen, z. B. in Gortyna, in anderen aber die väterlichen und mütterlichen Verwandten, z. B. in Argos.

An den meisten Orten ist die Zustimmung der Verwandten wie bei jeder Veräußerung, so namentlich auch bei Verpfändungen von Immobilien nothwendig, z. B. in Argos. Desgleichen soll deren Zusammenberufung bei dringender Noth statt haben, z. B. in Skyros. Beim Tode der Aeltern muß in Gegenwart der nächsten Verwandten der Nachlaß constatirt, und über das vorgefundene Vermögen ein Verzeichniß gemacht werden, z. B. in Naxos. Und ähnliche Bestimmungen mehr.

§. 419.

Auch der Familienrath stand indessen nicht ganz frei und unabhängig da. In manchen Fällen bedurften seine Beschlüsse der gerichtlichen Bestätigung. In anderen mußte wenigstens noch das Gericht, hie und da außerdem sogar noch der Bischof oder der Primat beigezogen werden.

Nämlich die Vormundschaftsernennung bedurfte der Bestätigung von Seiten der Türkischen Behörden. (§. 46.) In manchen Gegenden war auch zur Veräußerung von Immobilien der Minderjährigen die Zustimmung der Türkischen Obrigkeiten nothwendig, z. B. in Mistra.

Die Zustimmung der Griechischen Gemeindevorsteher und der richterlichen Gewalt war

nothwendig bei Veräußerungen von Immobilien der Minderjährigen, z. B. in Patras, Alt-Syra, Mykone u. s. w. Ferner bei Verlängerungen der Vormundschaft über die gesetzliche Zeit, z. B. in Patras. Ueberhaupt bei allen wichtigen Angelegenheiten, z. B. in Mykone. Nur in wenigen Gegenden ward die Zuziehung der Griechischen Behörden für unnöthig gehalten, z. B. in Syra, Tinos, Naxos, und Missolonghi.

Ohne die Zustimmung des Bischofs sollte aber das Vermögen der Minderjährigen nicht veräußert oder die Vormundschaft über die gesetzliche Zeit hinaus verlängert werden dürfen, z. B. in Patras. Eben so wenig sollte ohne denselben eine Vormundschaftsernennung gültig seyn, z. B. in Alt-Syra.

Der Primat endlich pflegte in manchen Gegenden bei Ernennung eines Vormundes, bei Rechnungsablagen, so wie bei der Uebergabe des Vermögens der Minderjährigen beigezogen zu werden. (§. 46.)

Diese sogenannte Obervormundschaft ist nun aber durch die neuen Gesetzbücher auf folgende Weise regulirt worden. Die Leitung des ganzen Vormundschaftswesens ist dem Staatsprokurator übertragen worden. ⁷⁵⁾ Der Friedensrichter hat die Berufung und Leitung des Familienrathes, auch darf derselbe in dringenden Fällen ganz allein handeln. ⁷⁶⁾ Von der Zuziehung des Primaten oder Bischofs war

75) Gerichts- und Notariatsordnung Art. 102.

76) Gesetzbuch über das Civilverfahren Art. 649. 652—654.

aber nun, unter diesen ganz veränderten Umständen, weiter keine Rede mehr.

§. 420.

Ueber die, einem Abwesenden zu setzenden Curatoren findet sich im Griechischen Gewohnheitsrechte keine Sylbe. Es bleibt demnach auch in dieser Beziehung bei den Bestimmungen des Römischen Rechtes. Deren Ernennung soll, nach dem Gesetzbuche über das Civilverfahren (Art. 646), von der Competenz der Bezirksgerichte seyn.

Im Uebrigen genießen aber die Abwesenden, auch nach dem Griechischen Gewohnheitsrechte, bei jeder Gelegenheit große Gunst, z. B. beim Retract. (§. 404.) Dagegen ist aber auch in manchen Gegenden der Staat berechtigt, das Vermögen der Abwesenden für eigene Rechnung einzuziehen, wenn die Abwesenheit 15 bis 20 Jahre gedauert hat, z. B. in Kravara und Apokuro.

VI. E r b r e c h t.

A. Intestaterbfolge.

1. Succession der Blutsverwandten.

§. 421.

In der Regel ist auch in Griechenland die Succession nach den Grundsätzen des Römischen Rechtes zu beurtheilen. Allein die Gewohnheitsrechte enthalten fast ausschließlich acht Germanische Grundsätze

Hinsichtlich des Erbrechtes der Blutsverwandten gelten nun folgende **Hauptgrundsätze**.

Von der Succession ganz ausgeschlossen sind die **Mönche**, z. B. in Andros, Kalavrita u. s. w. **Desgleichen** die **unehelichen Kinder**, z. B. in Santorin Cap. 2. Nach einigen wenigen **Gewohnheitsrechten** sollen sie jedoch **gleiches Erbrecht mit den ehelichen Kindern** haben, z. B. in Kalavrita.

Auch die **Töchter** sind an den meisten Orten von der Succession ausgeschlossen, weil sie **dotirt** werden sollen, und jeder, der eine **Ausstattung erhalten** hat, sein **Successionsrecht verliert**, z. B. in Andrizaina u. s. w. (§. 407 u. 418.) **Daher theilen** in einem solchen Falle die **Söhne allein die Erbschaft**, z. B. auf den Inseln. (§. 139 Nr. 5), namentlich auch in Santorin Cap. 2 und 4, und in Naxos, (§. 141) **desgleichen** im Peloponnes. (§. 45.) **Wenn jedoch alle Kinder, Töchter wie Söhne, ausgestattet** worden waren, dann **succediren alle**, beim Tode der Aeltern, wieder zu **gleichen Theilen**, z. B. in Santorin Cap. 2.

Waren indessen die **Töchter nicht ausgesteuert** worden, so erhalten sie sodann bei der Erbtheilung das **Vermögen ihrer Mutter**, während das **Vermögen des Vaters** den **Söhnen** zufällt, z. B. in manchen Dörfern von Andros, (§. 45 u. 65) in Amorgos, Kea, Jos u. s. w.

In Naxos **erben die Söhne das Vermögen** und insbesondere auch die **Geräthschaften ihres Vaters**; die **Töchter** dagegen das **Vermögen** und namentlich auch die **Kleidungsstücke der Mutter**. (§. 141.) h

Syra gehören die Kleidungsstücke des Vaters den Söhnen, die Kleidungsstücke der Mutter aber den Töchtern, und nur allein die Juwelen werden unter beide zu gleichen Theilen vertheilt. (§. 143 Nr. 5.) In anderen Theilen von Andros erben die Töchter zwei Theile des mütterlichen und einen Theil des väterlichen Vermögens, die Söhne dagegen zwei Theile von dem väterlichen und einen Theil von dem mütterlichen Vermögen. (§. 65.) Auf anderen Inseln geht die ganze Dos, auch wenn sie das gesammte Vermögen der Familie umfassen sollte, auf die Tochter über, mit einziger Ausnahme der Kapellen, welche immer den männlichen Erben vorbehalten bleiben. (§. 45.)

In anderen Provinzen und Gemeinden erhalten die Töchter, ohne auf den Ursprung des Vermögens Rücksicht zu nehmen, kleineren Antheil, als die Söhne, z. B. in Modon. In noch anderen Gegenden erhalten die Töchter, als der schwächeren, und daher mehr zu begünstigende Theil eine grössere Erbportion, z. B. in Jos. Hie und da tritt auch gleiche Vertheilung ein, ohne allen Unterschied des Geschlechtes, z. B. in Koron und Santorin Cap. 2.

§. 422.

Ein weiterer, auch dem Germanischen Rechte bekannter Grundsatz ist der, daß von den Aeltern vererbte Güter bei der Familie erhalten werden müssen, und daher darüber weder durch Adoption noch auf andere Weise zu Gunsten von Fremden verfügt

werden darf, z. B. in Santorin, Alt-Syra und Naxos. Dafs dergleichen Güter die Natur wahrer Erbgüter haben, ist um so mehr anzunehmen, da im Gewohnheitsrechte von Naxos sogar der Ausdruck *Erbgut* vorkommt.

Eine ächt Germanische Successionsordnung ist das Vorzugsrecht des Erstgeborenen und des zuletzt Geborenen. Das Erste findet sich z. B. im Peloponnes, (§. 45) und auf den Inseln, (§. 44) namentlich auch in Amorgos und in einigen Dörfern von Andros. (§. 65, und 139 Nr. 1.) In anderen Theilen von Andros soll aber der erstgeborene Sohn das Vermögen des Vaters, die erstgeborene Tochter dagegen die Dos der Mutter erhalten, und die eheliche Errungenschaft unter alle Kinder zu gleichen Theilen vertheilt werden. (§. 45.)

Das Vorzugsrecht des jüngsten Sohnes findet sich in Hydra. Es pflegen nämlich daselbst die älteren Brüder und Schwestern ausgesteuert zu werden. Dafür soll aber der jüngste Sohn die ganze im Nachlaß befindliche Immobiliarschaft erhalten, das baare Geld aber unter alle Brüder zu gleichen Theilen vertheilt werden. (§. 139 Nr. 5.)

§. 423.

Die Kinder, so wie die Descendenten überhaupt sind allenthalben berechtigt, ihre Aeltern und übrigen Ascendenten zu beerben. Wer jedoch ohne Kinder zu hinterlassen stirbt, dessen Nachlaß soll in drei Theile getheilt werden, und davon ein Theil u

die Kirche, die beiden anderen Theile aber an die Verwandten des Verstorbenen fallen, z. B. in Santorin Cap. 2.

Desgleichen werden die Kinder von ihren überlebenden Aeltern beerbt, z. B. in Santorin Cap. 2, Mykone u. s. w. (§. 45.) Sollte aber das Kind erst nach dem Tode eines der beiden Aeltern sterben, so wird sodann in Poros und auf einigen anderen Inseln die Erbschaft des Kindes in drei Theile getheilt. Den einen Theil davon erhält der überlebende Ehegatte, den anderen die übrigen Verwandten und den dritten die Kirche. (§. 139 Nr. 4.) In anderen Gegenden soll in diesem Falle die überlebende Mutter nur den dritten oder vierten Theil erben, und der Rest an die Verwandten des verstorbenen Vaters zurückkehren. (§. 45.) In Spezzia dagegen erhält die Wittve gar nichts, das Ganze fällt vielmehr an die Verwandten zurück. (§. 139 Nr. 4.)

Der Nachlaß eines ab intestato gestorbenen Bruders wird zu gleichen Theilen unter dessen Brüder und Schwestern vertheilt. Erst wenn keine Geschwister vorhanden sind, succediren die Seitenverwandten, z. B. in Naxos. (§. 141.)

An manchen Orten ist den Geschwisterkindern ein Repräsentationsrecht eingeräumt, z. B. in Santorin Cap. 2. In anderen Gemeinden dagegen schliessen die Brüder ihre Neffen aus, so daß also den Geschwisterkindern kein Repräsentationsrecht zusteht, z. B. in Jos, Syra (§. 53) u. s. w.

Halbbürtige Geschwister haben nur auf

solche Güter ein Erbrecht, welche entweder von der Mutter oder von dem gemeinsamen Vater herrühren, z. B. in Jos und Kalamata.

3. Succession der Ehegatten und ihrer Verwandten.

§. 424.

Die Griechischen Gewohnheitsrechte, indem sie von dem überlebenden Ehegatten reden, unterscheiden zwischen dem Falle, wenn Kinder aus der Ehe vorhanden sind, und wenn die Ehe kinderlos seyn sollte.

Im Falle, daß Kinder aus der Ehe vorhanden sind, hat der Ueberlebende, einerlei ob Mann oder Frau, zwar kein Erbrecht auf das Vermögen seines verstorbenen Ehegatten; so lange er jedoch den Verstorbenen ehrt, oder ihm treu bleibt 77), d. h. so lange er im Wittwenstande bleibt, behält derselbe den Nießbrauch an dem gesammten Vermögen, ist aber dafür verpflichtet, die Kinder zu erziehen. Schreitet der Ueberlebende aber zur zweiten Ehe, so ist derselbe verbunden, den Kindern erster Ehe nicht nur den ganzen Nachlaß des verstorbenen Ehegatten herauszugeben, sondern auch noch den dritten Theil seines eigenen Vermögens, z. B. in Syra. (§. 143 Nr. 3.) An anderen Orten hat der überlebende Ehegatte, während des Wittwenstandes, das Benutzungsrecht und, we-

77) Santorin Cap. 2 u. 5.

nigstens zu Gunsten der Kinder, auch das Recht, über das Vermögen des Verstorbenen zu verfügen, z. B. in Santorin Cap. 2 u. 5. Dasselbe gilt in anderen Gegenden, jedoch bloß hinsichtlich der Dos. (§. 45.)

Wenn eines der Aeltern, ohne Kinder aus der Ehe zu hinterlassen, stirbt, so überlassen sehr viele Gewohnheitsrechte dem überlebenden Ehegatten den Nießbrauch des gesamten Nachlasses, so lange er im Wittwenstande bleibt. Erst wenn er zur zweiten Ehe schreitet, hat derselbe den ganzen Nachlaß, mit wenigen Ausnahmen, an die Erben des verstorbenen Ehegatten herauszugeben. Daher soll beim Tode des Erblassers über dessen Nachlaß ein Verzeichniß gemacht werden, auf dessen Grundlage hin dereinst die Herausgabe zu geschehen hat, z. B. in Naxos. (§. 141.) Dieselben Bestimmungen enthalten die Gewohnheitsrechte von Mykone, Santorin, Paros, Antiparos, Kea, Kalavrita, Pyrgos und Tripolizza.

Viele andere Gewohnheitsrechte geben jedoch in diesem Falle dem überlebenden Ehegatten ein wahres Successionsrecht. Nämlich der Nachlaß des verstorbenen Ehegatten soll in drei Theile — Trimöria genannt — getheilt werden. Davon sollen in vielen Provinzen und Gemeinden zwei Theile den Verwandten des Verstorbenen, der dritte Theil aber dem überlebenden Ehegatten überlassen werden, z. B. in Jos, Kalavrita und Hagios Petros. An anderen Orten dagegen soll der überlebende Ehegatte zwar ebenfalls einen Theil erhalten; einen anderen Theil

sollen aber die Verwandten des Verstorbenen, und den dritten Theil die Kirche erhalten, z. B. in Philia u. s. w. (§. 45 u. 85.)

§. 425.

Andere Gewohnheitsrechte sprechen nur von der überlebenden Ehefrau, machen aber auch in diesem Falle einen Unterschied zwischen der kinderlosen und nicht kinderlosen Ehe.

Wenn nämlich Kinder aus der Ehe vorhanden sind, so erhält dann die Wittwe nach dem Tode ihres Ehemannes bloß ihre Hochzeitsgeschenke. Einen Antheil an der Erbschaft erhält sie aber nicht, z. B. auf mehreren Inseln. (§. 139 No. 4.) Allein alle, von dem verstorbenen Manne unter irgend einem Titel erhaltenen, Geschenke dürfen auch der Wittwe auf keine Weise entzogen werden. (§. 45.)

Sollte der verstorbene Mann Schulden hinterlassen haben, so ist dann die Wittwe berechtigt, von dem Nachlaß des Mannes so viel zu veräußern, als zur Bezahlung der Schulden oder zum Unterhalte der Kinder nothwendig ist, z. B. in Santorin Cap. 5.

Bei einer kinderlosen Ehe gebührt, an sehr vielen Orten, der Wittwe der Nießbrauch an dem gesammten Vermögen ihres verstorbenen Ehemannes, z. B. in Karytaina und Hagios Petros. Insbesondere gehören ihr auch, so lange sie lebt und im Wittwenstande bleibt, alle von ihrem Manne erhaltenen Geschenke. Bei ihrem Tode aber, oder wenn sie zur zweiten Ehe schreitet, sind dieselben an die Erben

ihres Mannes herauszugeben, z. B. in Santorin Cap. 3 u. 4. Auch ist im Falle der kinderlosen Ehe die Wittwe berechtigt, zur Zahlung der von ihrem verstorbenen Manne gemachten Schulden zuerst den Nachlaß des Mannes zu veräußern. Erst, wenn dieser nicht hinreicht, soll auch zur Veräußerung des Vermögens der überlebenden Ehefrau geschritten werden, z. B. in Santorin Cap. 5.

An manchen Orten und in manchen Fällen erhält indessen die Wittwe ein wahres Successionsrecht. In einigen Gemeinden nämlich in dem Falle, wenn sie ihre Mitgabe in die Erbmasse ihres verstorbenen Mannes einwirft, z. B. in Kalamata. In Paros erhält sie wenigstens den siebenten Theil des Vermögens ihres verstorbenen Mannes. (§. 45.) An anderen Orten darf die Wittwe, wenn keine Kinder aus der Ehe vorhanden sind, einen Sohn adoptiren, welcher sodann bei ihrem Tode das gesammte Vermögen ihres verstorbenen Mannes erhält. Sollte sie aber von diesem Rechte der Adoption keinen Gebrauch gemacht haben, so wird sodann bei ihrem Tode das Vermögen in zwei Theile getheilt. Die eine Hälfte soll den Verwandten des Mannes, die andere aber der Kirche überlassen werden, z. B. in Philia. (§. 85.)

In manchen Theilen von Griechenland haben, außer der Ehefrau, auch sogar ihre Erben ein Successionsrecht. In Syra insbesondere sollen, wenn keine Descendenten am Leben sind, zum Nachlasse des Mannes nicht allein die Verwandten des Mannes, sondern auch die der Frau concurriren.

3. Außerordentliche Succession.

§. 426.

Wer, in Ermangelung aller Erben, den Nachlaß erhalten solle, ist in manchen Gewohnheitsrechten gar nicht bestimmt, weil der Fall sich gar nie ereignet hat, z. B. in Naxos. (§. 141.)

Nach einem sehr verbreiteten Gewohnheitsrechte pfl egt ein Theil des Nachlasses an die Kirche zu fallen. Sehr häufig der dritte Theil des ganzen Vermögens, in den §. 423 bis 425 angegebenen Fällen. An anderen Orten sollen, wenn der Erblasser keine Kinder und kein Testament hinterlassen hat, die der Schwiegertochter gemachten Geschenke, oder wenigstens irgend ein beliebiger Theil des Vermögens an die Kirche fallen, z. B. in Santorin Cap. 3 u. 5.

So oft nach Römischem Recht der Staat berechtigt ist, den Nachlaß zu sich zu nehmen, treten nach manchen Gewohnheitsrechten die Kirche, der Bischof und die Armen des Ortes ein, und vertheilen die Erbschaftsmasse unter sich zu gleichen Theilen, z. B. in Koron und Modon. In anderen Provinzen die Kirche, die Klöster, Schulen und Armen, z. B. in Tripolizza, Karytaina und Hagios Petros. Wieder an anderen Orten aber die Kirche oder die Gemeinde. (§. 139.)

Aus diesem sehr ausgedehnten Successionsrechte der Kirchen und Klöster, verbunden mit den auch in Griechenland sehr häufig vorkommenden Schenkungen an die geistlichen Stiftungen erklärt sich der sehr

bedeutende Grundbesitz der Griechischen Kirchen und Klöster.

B. Testamente.

§. 427.

Hinsichtlich der Form der Testamente kommen in den Griechischen Gewohnheitsrechten folgende Eigenthümlichkeiten vor.

Die Regel bildeten, in manchen Provinzen, die vor dem bischöflichen Kanzler oder Notar aufgenommenen Testamente, z. B. in Syra (§. 143 No. 8) und Santorin Cap. 5. Sie kommen überhaupt auf den Inseln sehr häufig vor. (§. 44.)

Neben den Notariatstestamenten waren sehr verbreitet die, auch im Germanischen und Französischen Rechte vorkommenden, holographischen Testamente. Sie mußten, um gültig zu seyn, vom Erblasser selbst geschrieben und unterschrieben seyn, z. B. in Santorin Cap. 5, in Kalavrita, Syra u. s. w. (§. 44.) In Syra hießen sie autographische Testamente. (§. 143 No. 8.)

Gleichfalls verbreitet waren die, wahrscheinlich aus dem kanonischen Rechte entlehnten, vor dem Beichtvater des Erblassers, und vor Zeugen niedergeschriebenen und von ihnen unterschriebenen Testamente, z. B. in Santorin Cap. 5, und an anderen Orten mehr. (§. 44.) Ferner die Testamente von einem achtungswürdigen Manne geschrieben, und von Zeugen unterschrieben, z. B. in Santorin Cap. 5.

Auf dem Todesbette reichte die mündliche Erklärung an den Beichtvater hin. Und zur Pestzeit, so wie bei plötzlich eingetretenen Todesfällen eine mündliche Erklärung vor Zeugen. Das Eine und das Andere, z. B. in Syra. (§. 143 No. 8.)

Durch das Gesetz vom 11. (23.) Februar 1830 wurden alle diese Testamentsformen abgeschafft, und dafür öffentliche, geheime, holographische und mündliche Testamente eingeführt. (§. 230.) Und dieses Gesetz bildet noch bis auf die jetzige Stunde das praktische Recht in dieser Materie.

§. 428.

Hinsichtlich des Inhalts der Testamente kommen in den Gewohnheitsrechten folgende, größentheils dem Germanischen Rechte sehr ähnlichen, Bestimmungen vor.

Ueber manche Güterarten, z. B. über die Erbgüter (§. 422), durfte gar nicht testirt werden.

Die Nothwendigkeit, die Notherben im Testamente als Erben einsetzen zu müssen, besteht nirgends. Vielmehr hat der Pflichttheil fast allenthalben die rechtliche Natur eines Vorbehaltes, — einer réserve und einer portion disponible, wie man sie nach Französischem Recht zu nennen pflegt. In manchen Provinzen können nun die Aeltern ihren Kindern gar nichts von ihrem Vermögen entziehen, so daß also das ganze Vermögen den Vorbehalt der Kinder bildet, und gar keine disponible Portion besteht, z. B. in Syra (§. 143 No. 3 u. 4). Derselbe

Grundsatz gilt auch in Mikromani, Imblakika, Andri-zaina, Vostizza, Kravara und Apokuro, nur mit dem Unterschiede, daß zu Gunsten der Kirche oder der Armen über etwas Weniges verfügt werden darf. Eben dieser Grundsatz gilt in Andros, Mykone, Naxos, Amorgos und Jos, mit dem Unterschiede, daß es gestattet ist, zu Gunsten von Fremden nur über einen sehr kleinen Theil zu verfügen. An anderen Orten ist die disponible Summe auf ein Zehntheil festgesetzt, so daß also der Vorbehalt der Kinder in neun Zehntheilen besteht, z. B. in Syra, Siphnos u. s. w. Wieder an anderen Orten besteht die disponible Summe in dem fünften Theile, z. B. in Naxos (§. 141), oder in einem Drittheile, z. B. in Kalavrita, so daß also den Kindern im ersten Falle $\frac{4}{5}$ und im letzten $\frac{2}{3}$ gelassen werden müssen.

Wenn nun die Aeltern ein Testament machen, so pflegen sie dennoch gewöhnlich blos zu Gunsten ihrer Kinder zu testiren, z. B. in Nision. Unter ihren Kindern dürfen sie aber nach Willkühr ungleiche Theile festsetzen, z. B. in Santorin, Syra, Siphnos, Kalamata u. s. w. (§. 44.) Nach anderen Gewohnheitsrechten sind die Aeltern jedoch angewiesen, ein Kind nicht über alle Gebühr zum Nachtheile der übrigen zu begünstigen, und z. B. nicht einem vier Fünftheile, den anderen dagegen ein bloßes Fünftheil im Testamente zu bestimmen, z. B. in Andros, Mykone, Naxos, Paros, Antiparos, Amorgos, Jos u. s. w.

Auch die übrigen Verwandten haben, wenn

keine Kinder vorhanden sind, nach manchen Gewohnheitsrechten einen Vorbehalt, der ihnen vom Erblasser nicht entzogen werden darf, z. B. in Syra $\frac{1}{10}$, so daß also nur über ein Zehntheil zu Gunsten von Fremden verfügt werden darf. (§. 143 No. 4.)

In vielen Theilen des Landes haben indessen die Kinder und übrigen Verwandten weder einen Pflichttheil, noch einen Vorbehalt, sondern die Aeltern und übrigen Erblasser haben das unbeschränkte Verfügungsrecht über ihr gesamtes Vermögen, z. B. in Tripolizza, Karytaina und Hagios Petros. In diese Kategorie gehören namentlich, nach vielen Gewohnheitsrechten, auch die Töchter und beziehungsweise die Schwestern. Denn sie hängen ganz von der Willkühr ihrer Aeltern und Brüder ab und müssen sich mit der ihnen nach Gutdünken angewiesenen Dos oder Erbportion begnügen, z. B. in Imblakika. (Vgl. auch §. 413.)

In anderen Theilen von Griechenland sind die Erblasser berechtigt, ihre Kinder und sonstigen Verwandten zu enterben, z. B. in Kravara, Apokuro und auf den Inseln. (§. 139.) Namentlich auch in Santorin Cap. 4, wo jedoch, wie nach Römischen Recht, ein Enterbungsgrund im Testamente selbst angegeben werden muß.

In der testamentarischen Verfügung darf der Erblasser alle nicht im Gesetze verbotenen Bedingungen hinzufügen, insbesondere sich auch auf Zeit Lebens einen Alterstheil vorbehalten, z. B. in Santorin Cap. 4.

C. Erbverträge.

§. 429.

In den Eheverträgen pflegen auch wahre rechtsgültige Erbverträge abgeschlossen zu werden. Namentlich wird auf den Inseln in solchen Eheverträgen sehr häufig verabredet, dafs, im Falle der kinderlosen Ehe, der überlebende Ehemann der Erbe seiner verstorbenen Ehefrau, so wie umgekehrt die überlebende Ehefrau die Erbin ihres verstorbenen Mannes seyn solle. (§. 45.)

D. Erwerb der Erbschaft.

§. 430.

Die Erbschaft geht auf die Erben über, ehe sie angetreten, oder in Empfang genommen worden ist. Der Erwerb geschieht daher von Rechtswegen nach dem Germanischen Grundsatz, der Todte erbet den Lebendigen (*Le mort saisit le vif*), z. B. in Santorin Cap. 2.

Auch eine anticipirte Succession kommt sehr häufig bei Kindern vor. Der Vater pflegt nämlich, bei Verheirathung seiner Söhne, ihnen die denselben zukommende Erbportion auszuscheiden und zuzutheilen, z. B. in Lebadia. Dasselbe geschieht im Grunde auch bei jeder Ausstattung von Söhnen und Töchtern, da dieselben durch die Dotirung von der Erbschaft abgefunden worden sind (§. 407 u. 413), also keine weitere Erbportion mehr in Anspruch zu nehmen, und

demnach ihre ganze Erbportion schon bei Lebzeiten der Aeltern erhalten haben.

In manchen Gegenden werden auch die Söhne, nach zurückgelegtem 15ten Jahre, Mitbesitzer des Vermögens ihres Vaters, und dadurch, noch bei Lebzeiten ihres Vaters, Eigenthümer zur Hälfte, z. B. in Modon.

Siebentes Kapitel.

Von dem Verfahren in Civilsachen.

I. Im Allgemeinen.

§. 431.

Das Gesetzbuch über das Civilverfahren vom 2ten (14.) April 1834 ist in 5 Bücher eingetheilt. Das erste handelt von dem Gegenstande des Civilprozesses. Das zweite von den beim Civilverfahren vorkommenden Personen. Das dritte von dem Verfahren selbst. Das vierte von der Execution. Das fünfte endlich von dem besonderen Verfahren bei Ergreifung von Vorsichtsmaasregeln zur Sicherung von Rechten, bei freiwilligen Veräußerungen und bei gerichtlichen Theilungen gemeinschaftlicher Güter.

Das Ganze besteht aus 1101 Art. Dessen ungeachtet glaube ich, daß dieses Gesetzbuch, wie es für Griechenland durchaus seyn muß, einfacher und

klarer ist, als irgend ein anderes. Dafs es dennoch so weitläufig ausgefallen ist, hat seinen Grund erstlich darin, dafs es Materien behandelt, die streng genommen nicht in ein Gesetzbuch über das Verfahren, sondern mehr in ein Civilgesetzbuch gehören. Dahin sind zu zählen manche Bestimmungen über den Familienrath, über die Curatoren und Tutoren, dann die weitläufige Materie über Beweismittel, kurz alles, was nicht zum eigentlichen Verfahren gehört. Allein alle diese Materien mußten regulirt werden, damit die Civilgerichte überhaupt in Gang kommen konnten. Da nun aber ein Civilgesetzbuch nicht improvisirt werden konnte und sollte, so fand sich dazu keine geeignetere Stelle, als gerade in diesem Gesetzbuche über das Civilverfahren. — Ein anderer Grund seiner Weitläufigkeit liegt darin, dafs dasselbe vollständiger ist, als irgend ein anderes. Es enthält nämlich nicht allein das vollständige Verfahren bei allen und jeden Civilgerichten, sondern auch noch gar manches, was, wie z. B. die Vorsichtsmaasregeln zur Sicherung von Rechten, meistens in Specialgesetzen enthalten zu seyn pflegt. Endlich mußte auch Manches, wegen der in Griechenland so sehr mangelnden juristischen Bildung, weitläufiger abgehandelt werden, was unter anderen Umständen auch kürzer hätte gesagt werden können. Dennoch macht auch dieses Gesetzbuch, so wenig als irgend ein anderes, darauf Anspruch, von jedem, auch dem aller Ununterrichtetsten, verstanden zu werden.

Man wird nicht erwarten, dafs hier eine voll-

ständige Darstellung des Verfahrens in Civilsachen, nebst den Motiven, gegeben werden solle. Eine solche Darstellung allein würde ein ganzes großes Buch füllen; und dazu noch meinem, mir in diesem Buche selbst vorgesetzten Zweck widersprechen. Denn der schon öfters ausgesprochene Zweck ist kein anderer, als so kurz als möglich eine Idee von dem zu geben, wonach die alte Regentschaft gestrebt, — was sie in der kurzen Zeit ihres Waltens zur Regeneration von Griechenland gethan hat.

Ich beschränke mich daher, bei dieser kurzen Darstellung, darauf, eine Idee von dem bei den verschiedenen Civilgerichten eintretenden Verfahren zu geben. Wer mehr wissen will, mag das Gesetzbuch selbst nachlesen.

Die verschiedenen Gerichte aber, von deren Verfahren nun Einiges bemerkt werden soll, sind Schieds-, Friedens-, Bezirks-, Handels- und Appellationsgerichte, so wie ein Cassationsgericht — der Areopag.

II. Schiedsgerichte.

§. 432.

Das Institut der Schiedsgerichte ist für Griechenland von ganz besonderer Wichtigkeit. Seit Jahrhunderten daran gewöhnt, indem die, aus Ortsvorstehern, Primaten und Bischöfen bestehenden Griechischen Gerichte nichts anderes als Schiedsgerichte gewesen sind, werden dieselben noch lange Zeit die Regel bilden. — Bis es nämlich den ordentlichen Ge-

richten gelungen seyn wird, das für die Wirksamkeit eines jeden Gerichtes, in jedem Staate, durchaus nothwendige Vertrauen zu erwerben!

Diese Schiedsgerichte sind im Ganzen nach dem, schon seit Jahrhunderten in Griechenland bestehenden, Rechte regulirt. Nur ihre rechtliche Natur, so wie das bei ihnen geltende Verfahren ward genauer bestimmt. Insbesondere wurden daher auch die in Handelsstreitigkeiten üblichen Schiedsgerichte beibehalten, ja sogar auf ganz Griechenland ausgedehnt. (§. 403.)

Sie sind theils erkennende, theils blose Vergleichs - Schiedsgerichte. Die letzteren sollen, statt ein Erkenntniß zu fällen, sich blos bemühen, die Partheien in Güte zu vergleichen. Ihre Wirksamkeit ist aus früheren Zeiten her in Griechenland, so wie auch in Frankreich, vortheilhaft bekannt. Sie sind, wie überhaupt Vergleichsrichter, weniger an das strenge Recht, auch nicht hinsichtlich des einzuhaltenden Verfahrens, gebunden. (Art. 124 und 125.)

Die erkennenden Schiedsrichter sind wieder von zweierlei Art, je nachdem freiwillig auf sie compromittirt wird, oder dieses gezwungener Weise geschieht.

Die freiwilligen Schiedsgerichte können nur von solchen Personen, welche sich überhaupt vergleichen können, und bei solchen Streitigkeiten eingegangen werden, bei welchen ein Vergleich zu lässig ist. (Art. 105—107.) Auch über das zu beobachtende Verfahren können die Partheien überein-

kommen. Nur im Falle, daß darüber keine Uebereinkunft besteht, sind die gewöhnlichen Civilgesetze und das bei Friedensgerichten vorgeschriebene summarische Verfahren einzuhalten. Ehe das Erkenntniß jedoch vollzogen werden kann, soll dasselbe noch von dem Bezirksgerichtspräsidenten, seiner Rechtsbeständigkeit wegen, untersucht, und wenn es mit keiner Nullität behaftet ist, für exekutorisch erklärt werden. (Art. 111—123.)

Ein gezwungenes Schiedsgericht endlich tritt, wie nach dem Gewohnheitsrechte, (§. 403) nur in Handels- und Wechselsachen ein, und zwar auf Begehren des Klägers. (Art. 105, 108—110.) Dem Kläger mußte aber der Vorzug vor dem Beklagten gegeben werden, weil er, in Handels- und Wechselsachen, in der Regel mit schriftlichem Beweise versehen seyn wird, also die Präsomtion für die Rechtmäßigkeit seiner Ansprüche für sich hat. Dann aber auch noch, weil eine Begünstigung des Beklagten in dieser Beziehung zu Weitläufigkeiten geführt haben würde, welche, zumal in kaufmännischen Angelegenheiten, — als dem Credit schadend, — nothwendiger Weise vermieden werden mußten. Dieses Vorrecht des Klägers, in Handels- und Wechselsachen, mußte aber um so mehr auch ausländischen Handelsleuten eingeräumt werden, als das fortwährende Mißtrauen gegen die Griechischen, wenn auch mit Handelsleuten besetzten Gerichte, dem Credit und den Handelsspeculationen der Griechen nachtheilig im Wege steht. Es mußte daher, und zwar im Interesse der Grie-

chen selbst, dem Ausländer ein Mittel gegeben werden, zur Entscheidung seiner Streitigkeiten mit Griechen, ein Gericht zu finden, welches auch seinem Vertrauen entspricht.

III. Friedensgerichte.

§. 433.

Die Friedensrichter haben in Civilstreitigkeiten eine vierfache Competenz erhalten. Als Richter in streitigen Sachen, als Schiedsrichter oder prorogirte Richter in streitigen Sachen, dann in nicht streitigen Dingen und bei Vergleichsverhandlungen.

Als Vergleichsbeamte sind die Friedensrichter weder an das bestehende Recht, noch an die gesetzlichen Formen des gerichtlichen Verfahrens gebunden, sondern sie haben sich blos zu bemühen, die Partheien zu vergleichen. (Art. 493, 521—527.)

In nicht streitigen Sachen liegt ihnen ob, die Siegelanlegung und Abnahme in allen den Fällen, in denen eine solche vom Gesetze vorgeschrieben oder von den Partheien begehrt wird. Ferner das Notariat in den Bezirken, in denen kein eigener Notar angestellt ist. Dann der Vorsitz und die Leitung der Familienrathsversammlungen. Endlich das Vormundschaftswesen in der Art, daß derselbe provisorisch Tutoren und Curatoren zu bestellen, den Familienrath zu präsidiren, jedes Jahr wenigstens ein Mal in Gegenwart des Familienrathes von den Tutoren und Curatoren Rechnungsablage zu begehren, von

ihren Rechnungen zu jeder Zeit Einsicht zu nehmen ; und überhaupt deren Geschäftsführung zu überwachen hat. (Art. 492, 649 ff., 1049—1068.)

Als Schiedsrichter oder prorogirter Richter darf derselbe nur dann handeln, wenn sämtliche Partheien es ausdrücklich und schriftlich oder zu Protokoll begehrt haben. (Art. 491)

In streitigen Sachen endlich hat der Friedensrichter zu entscheiden, in erster und letzter Instanz bis zum Belaufe von 20 Drachmen. Vorbehaltlich der Appellation dagegen, über alle Personal- und Mobiliarklagen, deren Gegenstand 100 Drachmen nicht überschreitet. Sodann ohne Unterschied des Werthes über alle geringfügigen Streitigkeiten, deren Erledigung jedoch einer schnellen Entscheidung bedarf. (Art. 490.)

§. 434.

Das Verfahren in streitigen Sachen ist sehr summarisch und einfach.

Das ganze Vorverfahren besteht in der Vorladung des Gegners. (Art. 494—496.) Die Partheien können jedoch auch freiwillig und ohne alle Vorladung erscheinen. (Art. 496.) Jede Parthei ist berechtigt, die Vorladungsurkunde selbst zu entwerfen, oder von ihren Bevollmächtigten, oder von dem Friedensrichter selbst entwerfen zu lassen. (Art. 495 und 514.)

Das Hauptverfahren ist öffentlich und mündlich, sogar die Anträge der Partheien werden nur münd-

lich gestellt. (Art. 499.) Ist eine Parthei ausgeblieben, so wird auf der Stelle in *contumaciam* gegen dieselbe erkannt. Gegen ein solches *Contumacialurtheil* kann die verurtheilte Parthei, binnen 5 Tagen, Opposition machen. (Art. 503—512.) Sind die Partheien in der Audienz erschienen, so soll zuerst ein Vergleich versucht, oder zu Schiedsrichtern gerathen werden. Erst wenn beides mißlingt, soll zur *contradiktorischen* Verhandlung geschritten, das Urtheil aber spätestens in der nächsten Audienz publicirt werden. (Art. 500—502.) Präparatorische und interlocutorische Urtheile sollen, wenn die Gegenparthei der Publication beigewohnt hat, nicht zugestellt, ja nicht einmal expedirt werden. (Art. 513.)

Ein noch summarischeres und noch einfacheres Verfahren ist, — ohne Nachtheil der Sache selbst, — nicht wohl möglich!

Die Appellation geht in den Fällen, in denen sie überhaupt zulässig ist, an das Bezirksgericht. Außer der von dem Appellanten selbst, oder ihrem Bevollmächtigten abgefaßten und unterschriebenen Appellationsurkunde findet kein weiteres schriftliches Vorverfahren statt. Die Verhandlung in der Audienz des Bezirksgerichtes geschieht, wie in anderen summarischen Sachen. (Art. 515—518.)

Die Cassation geht, in den wenigen Fällen, wo sie überhaupt zulässig ist, an das Cassationsgericht. Von der Cassationsurkunde gilt dasselbe, was so eben von der Appellationsurkunde bemerkt worden ist. (Art. 519 und 520.)

IV. Bezirksgerichte.

§. 435.

Auch die Bezirksgerichte haben im Grunde genommen eine vierfache Competenz. Als Vergleichsrichter, (Art. 477 und 550) als Schiedsrichter oder prorogirte Richter in streitigen Sachen, (Art. 529 Nr. 3 und 530 Nr. 3) sodann in nicht streitigen Sachen, (Art. 640—694, 1082 ff., 1088 ff.) und endlich als erkennende Richter in streitigen Sachen. In der letzten Eigenschaft haben dieselben über alle Civilrechtsstreitigkeiten zu erkennen, welche nicht an die Friedens- oder Handelsgerichte gewiesen worden sind. (Art. 529 Nr. 1.) Sie haben daher hinsichtlich aller Civilrechtsstreitigkeiten die Regel für sich. Und in den Bezirken, in welchen kein eigenes Handelsgericht besteht, haben die Bezirksgerichte auch noch in Handels- und Wechselsachen, jedoch in der für die Handelsgerichte vorgeschriebenen Form, zu erkennen. ⁷⁸⁾ Sie sind indessen nicht bloße Gerichte erster Instanz, sondern auch, hinsichtlich der Appellationen von friedensrichterlichen und schiedsrichterlichen Urtheilen, letzte Instanz. (Art. 529 Nr. 2.) In erster und letzter Instanz haben sie aber zu entscheiden bei Personal- und Mobiliarklagen, deren Gegenstand 500 Drachmen nicht überschreitet, so wie bei Realklagen auf Immobilien, deren jährli-

78) Gerichts- und Notariatsordnung Art. 4.

ches Einkommen 25 Drachmen nicht übersteigt. (Art. 530 Nr. 1 u. 2.)

§. 436.

Das Verfahren vor den Bezirksgerichten ist wesentlich verschieden in gewöhnlichen und in summarischen Sachen, wovon, als von den beiden Hauptverfahrensarten, in den beiden folgenden §§. noch weitläufiger gehandelt werden soll.

Unterarten des ordentlichen, also langsameren Verfahrens, sind das schriftliche Verfahren, welches jedoch nur dann eintritt, wenn es durch ein Urtheil verordnet worden ist. (Art. 581, 611—617.) Sodann der Rechnungsprozeß bei freiwilligen oder gezwungenen Rechnungsablagen. (Art. 695—716.) Dieser kann jedoch nach Umständen auch als summarische Sache behandelt werden. (Art. 702.)

Unterarten des Verfahrens in summarischen Sachen sind das Verfahren vor dem Bezirksgerichtspräsidenten, und das Verfahren auf bloße Bittschriften. Das Verfahren vor dem Bezirksgerichtspräsidenten tritt ein, bei sehr dringenden provisorischen Maasregeln; bei Schwierigkeiten, welche bei Gelegenheit des Vollzuges eines Urtheiles, oder einer anderen executorischen Urkunde, oder bei Gelegenheit der Verhaftung eines Schuldners entstanden sind. (Art. 634.) Die Partheien erscheinen an einem von dem Präsidenten bestimmten Tage, Stunde und Orte, nöthigenfalls sogar in der eigenen Wohnung desselben. Die Entscheidung erfolgt auf der Stelle, ist

jedoch nur provisorisch, unbeschadet der **Hauptsache**, welche vor dem gesammten Gerichte verhandelt wird. Sie soll endlich unverzüglich vollzogen werden. (Art. 636—639.)

In der Regel wird jedes gerichtliche **Begehren** mittelst Einreichung einer Klageschrift und Vorladung vorgebracht. Jedes Begehren nun aber an ein Gericht, welches keine wahre Klage enthält, wie z. B. die Ernennung eines Tutors oder Curators, die Bestätigung eines Familienrathsgutachtens, eine Interdiction, Gütertrennung u. s. w., ist in der Form einer **Bittschrift** vorzubringen. (Art. 640 bis 694.) Die bei Gericht eingereichte **Bittschrift** wird in der Regel der Gegenparthei nicht zugestellt. Vielmehr ist von einem Richter darüber in der Audienz Bericht zu erstatten, worauf sodann, nach Vernehmung des Staatsprokurators und der Partheien, wenn sie anwesend seyn sollten, das Urtheil erfolgt. (Art. 641—643.)

§. 437.

Die Hauptmomente des Verfahrens in gewöhnlichen Sachen sind folgende.

Der Anstellung der Klage muß, wenige Fälle ausgenommen, ein Vergleichsversuch vor dem zuständigen Friedensrichter, oder vor Vergleichsschiedsrichtern, vorhergehen. (Art. 531 und 532.)

Das Vorverfahren besteht in der Zustellung der Klageschrift; (Art. 533—542) der Vertheidigungsschrift, in welcher auch die etwaige Widerklage

enthalten seyn muß; (Art. 543—567); und in der Replikschrift. (Art. 568 und 569.) Ein weiterer Schriftenwechsel hat nicht statt. Wenn aber dennoch ein solcher vorgenommen worden seyn sollte, so sind die dadurch veranlaßten Kosten nicht zu ersetzen (Art. 569.) Vielmehr soll die Sache sodann auf die Audienzrolle gesetzt und zur Verhandlung in der Audienz fixirt werden. ⁷⁹⁾

Das Audienzverfahren ist öffentlich und im Ganzen mündlich.

Die Audienz beginnt mit dem Aufrufe der Sachen durch den Audienzgerichtsboten, in der vom Gesetze bestimmten Reihenfolge. Sind sämtliche Partheien erschienen, so wird zur contradiktorischen Verhandlung der aufgerufenen Sache geschritten. Jede Parthei beginnt mit Ablesung eines schriftlichen, auf das Vorverfahren gebauten Antrages (petitum). Zuerst der Kläger und dessen Streitgenosse, dann der Beklagte und dessen Verbindlichkeitsgenosse oder Gewährsmann. Nach Verlesung dieses schriftlichen Begehrens ist jede Parthei oder ihr Bevollmächtigter berechtigt, dasselbe mündlich weiter aus einander zu setzen. Nachdem der Beklagte gesprochen, darf der Kläger mündlich repliciren, der Beklagte aber dupliciren, und so fort, bis die Verhandlung vom Gerichte für geschlossen erklärt wird. Hierauf erhält der Staatsprokurator das Wort, in den Fällen nämlich,

⁷⁹⁾ Art. 570—578. Gerichts- und Notariatsordnung Art. 263—266.

in denen er vernommen werden muß oder das Wort nehmen will. Sodann erfolgt das Urtheil, entweder auf der Stelle, oder, bei schwierigeren Sachen, erst nach weiterer Berathung. Im letzten Falle soll dasselbe zur Berathung ausgesetzt, oder, bei ganz verwickelten Prozessen, sogar ein schriftliches Verfahren angeordnet werden. ⁸⁰⁾

Ist beim Aufrufe einer Sache der Beklagte oder der Kläger ausgeblieben, oder keine Parthei erschienen, so wird zum Contumacialverfahren geschritten. Gegen das Contumacialurtheil ist aber, binnen 8 Tagen vom Tage der Zustellung des Urtheiles, Opposition zulässig. (Art. 590—600.)

Auf die angegebene Weise wird dann eine Sache nach der anderen in der Audienz aufgerufen und verhandelt, bis entweder nichts mehr zu verhandeln vorliegt, oder die zur Sitzung bestimmte Zeit vorüber ist.

§. 438.

Das Verfahren in summarischen Sachen tritt ein bei Vorsichtsmaasregeln zur Abwendung bevorstehender Gefahr, bei Incidentsachen, bei Appellationen von friedensrichterlichen Urtheilen und ähnlichen dringenden Sachen. Ferner bei Personalklagen, welche auf klaren, in beweisender Form vorliegenden und unangefochtenen Urkunden beruhen. Bei Personalklagen, deren Betrag 500 Drachmen nicht übersteigt. Bei Streitigkeiten über Mieth- und Pachtverträge. Endlich bei Besitzstreitigkeiten. (Art. 618.)

⁸⁰⁾ Art. 579—589. Gerichts- und Notariatsordnung Art. 267—269.

Der Verhandlung in der Audienz geht bloß eine Zustellung der Klageschrift voraus, und drei Tage nachher kann zur Verhandlung der Sache in der Audienz geschritten werden. Es müßte denn der Termin ausdrücklich vom Kläger verlängert, oder wegen Gefahr des Verzuges vom Bezirksgerichtspräsidenten verkürzt worden seyn. Daher kann die Sache unmittelbar nach der Zustellung der Klage auf die Audienzrolle gesetzt werden. In der Sitzung ist dieselbe vor jeder anderen aufzurufen, zu verhandeln und zu entscheiden. Findet es sich, daß die Sache zur summarischen Verhandlung nicht geeignet ist, so soll der Kläger in dieser Prozeßart abgewiesen werden. Zur Anstellung der Klage im ordentlichen Prozesse ist jedoch die abermalige Zustellung der Klageschrift nicht nothwendig. (Art. 578, 579, 619—625.)

V. Handelsgerichte.

§. 439.

Hinsichtlich der Zuständigkeit der Handelsgerichte wird sich auf die Bestimmungen des Handelsgesetzbuches bezogen. (Art. 718.) Da nun aber die beabsichtigte Revision des bereits eingeführten Französischen Handelsgesetzbuches, wegen erfolgter Abberufung, nicht mehr zu Stand gekommen ist (§. 367), so besteht, nach dem jetzigen Stande der Dinge, eine Lücke. Bisher waren nämlich nur die drei ersten Bücher des Französischen Handelsgesetzbuches ein-

geführt worden, ⁸¹⁾ im vierten nicht publicirten Buche kommen aber erst die Competenzbestimmungen vor. Bis nun diese Lücke ausgefüllt worden ist, wird wegen der Competenz der Handelsgerichte auf die Bestimmungen des früheren Gesetzes rekurrirt werden müssen. ⁸²⁾

Das Verfahren ist noch summarischer, als bei den summarischen Sachen selbst.

Den Tag nach der Zustellung der Klageschrift haben die Partheien vor Gericht zu erscheinen. Dieser ohnedies schon sehr kurze Termin kann aber noch mehr abgekürzt werden. Und zwar bei Gefahr des Verzuges von dem Präsidenten, und in Seesachen, wenn ein Schiff im Begriffe steht, in die See zu gehen, sogar von den Partheien selbst. (Art. 720—726.)

Das Verfahren in der Audienz ist sehr summarisch. In Wechselsachen sind nur solche Einreden, Repliken und Dupliken zulässig, die entweder noch in derselben Sitzung erwiesen werden können, oder so wichtig sind, daß sie hätten von Amtswegen ergänzt werden müssen. (Art. 727—729.) Bei Rechnungsstreitigkeiten können die Partheien vor Vergleichsrichter verwiesen werden. (Art. 731.) Die Execution des gesprochenen Urtheiles erfolgt, ohne Rücksicht auf eine etwa einzulegende Opposition oder Appellation, in Wechselsachen unmittelbar nach des-

81) Organisation judiciaire du 15. (27.) Août 1830
Art. 148.

82) Organisation jud. Art. 47.

sen Zustellung, in anderen Handelssachen aber erst nach drei Tagen. (Art. 733.)

Die Appellation geht an die gewöhnlichen Appellationsgerichte, und die Cassation an das Cassationsgericht. Die Appellation ist nicht suspensiv, und es wird auch in jener Instanz summarisch verhandelt und entschieden. (Art. 719, 733 u. 735.)

So oft, bei diesem sehr summarischen Verfahren, Nachtheil für den in dem Handels- oder Wechselverfahren unterliegenden Theil zu besorgen ist, soll die obsiegende Parthei zur Stellung einer Caution angehalten werden. (Art. 729, 733 und 734.)

VI. Appellationsgerichte.

§. 440.

Die Appellationsgerichte erkennen, und zwar in letzter Instanz, über alle in erster Instanz von den Bezirks-, Handels- und ihnen gleich geachteten Schiedsgerichten erlassenen Urtheile. (Art. 116, 719 und 737.)

Das ganze Vorverfahren besteht in ordentlichen Sachen in der Zustellung der Appellationsurkunde von Seiten des Appellanten, und der Vertheidigungsschrift von Seiten des Appellaten. In summarischen Sachen ist das Vorverfahren sogar schon nach der Zustellung der Appellationsurkunde geschlossen. Im einen wie in dem anderen Falle wird sodann die Sache auf die Audienzrolle gesetzt. Ehe jedoch zur

Verhandlung in der Audienz geschritten werden darf, muß, wenige Fälle ausgenommen, die gesetzliche Geldbusse von 10 Drachmen hinterlegt werden. (Art. 767—773.)

Die Verhandlung in der Audienz ist, wie bei Bezirksgerichten, öffentlich und mündlich. Auch soll der Generalprokurator in denselben Fällen, wie in erster Instanz, vernommen werden. Im Urtheile ist der Appellant, im Falle des Unterliegens, in die vorher schon hinterlegte Geldstrafe zu verurtheilen. (Art. 774—784.)

VII. Cassationsgericht.

§. 441.

Das Cassationsgericht hat, den Fall der Klagen gegen manche richterliche Beamten ausgenommen, (Art. 58 und 59) nie über eine Thatsache zu erkennen, sondern immer nur über Rechtspunkte. Dahin gehören alle Amtsüberschreitungen der Gerichte, insbesondere auch wegen Incompetenz. Sodann die Regulirung der Zuständigkeit der Gerichte. Die Verweisung von einem Gerichte an ein anderes. Ferner die Handhabung alles desjenigen, was für die Formation der Gerichte und deren Verfahren für wesentlich nothwendig erklärt worden ist. Dann die Einschreitung, wenn mehrere sich widersprechende in derselben Sache und unter denselben Partheien, von verschiedenen Gerichten erlassene, rechtskräftige Urtheile vorliegen. Endlich die falsche Anwendung

oder falsche Auslegung eines Civilgesetzes. (Art. 29, 49, 51, 117, 123, 125, 519, 806—810.)

Die eingelegte Cassation hat in der Regel keinen Suspensiveffect. (Art. 818.) Für das Vorverfahren werden nur zwei Schriftsätze zugelassen, das Cassationsgesuch von Seiten des Cassationsklägers, und eine Vertheidigungsschrift von Seiten des Cassationsbeklagten. Sodann ist die Sache auf die Audienzrolle zu setzen und von dem Präsidenten des Cassationserichtes ein Cassationsgerichtsrath zum Berichterstatter zu ernennen. Ehe jedoch zur Verhandlung in der Audienz geschritten werden darf, ist noch, mit nur wenigen Ausnahmen, die gesetzliche Geldbusse von 200 Drachmen zu hinterlegen. (Art. 819—825.)

Die Verhandlung in der Audienz beginnt mit dem Berichte des Berichterstatters. Dann hat der Cassationskläger oder dessen Bevollmächtigter, und nach ihm der Cassationsbeklagte, oder dessen Bevollmächtigter das Wort. Aufser der Replik und Duplik ist keine weitere Erörterung zu gestatten. Der Generalprokurator soll in allen Sachen gehört werden, und zwar ganz zuletzt nach den Partheien. Er müßte denn selbst Parthei in der Sache seyn, in welchem Falle ihm die eben erwähnten Rechte der Partheien zustehen. (Art. 826.)

Ist eine Parthei in der Audienz ausgeblieben, so soll dennoch, wie beim Erscheinen sämmtlicher Partheien, verhandelt werden, in keinem Falle aber gegen das erlassene Contumacialurtheil eine Opposition zulässig seyn. (Art. 827.)

Das Audienzverfahren zerfällt in zwei gänzlich verschiedene Abtheilungen vor und nach der erfolgten Cassation.

Im ersten Stadium ist über die Zulässigkeit, und dann über den Grund des Cassationsgesuches zu verhandeln, über beides aber in einem Urtheile zu erkennen. Wenn das Gesuch als unzulässig oder als ungegründet verworfen wird, so soll der unterliegende Cassationskläger in die gesetzliche Geldstrafe verurtheilt werden. (Art. 829, 830 und 839.)

Würde nun aber ein Urtheil cassirt, so hat sodann ein weiteres Verfahren einzutreten. Wenn nämlich die Cassation wegen falscher Auslegung oder wegen falscher Anwendung des Gesetzes ausgesprochen worden ist, so soll in derselben, oder in einer späteren Sitzung über die Anwendung oder Auslegung des Gesetzes verhandelt, und von dem Cassationsgerichte selbst das richtige Gesetz zur Anwendung gebracht werden. (Art. 836.) In jedem anderen Falle hat aber das Cassationsgericht blos die Cassation auszusprechen, und sodann die Sache zur neuen Verhandlung an das competente Gericht, oder nach Umständen an ein anderes Gericht von demselben Rang und derselben Eigenschaft, als dasjenige war, dessen Urtheil cassirt worden ist, zu verweisen. (Art. 831—835.)

Gegen ein vom Cassationsgerichte erlassenes Urtheil ist kein weiteres Rechtsmittel, also auch keine zweite Cassation mehr zulässig. (Art. 837.) Und jedes Urtheil, wodurch eine Cassation ausgesprochen wor-

den ist, soll auf Kosten des unterliegenden Theiles gedruckt und am Rande des Originals des cassirten Urtheiles eingeschrieben werden. (Art. 839.)

VIII. Execution.

§. 442.

Mit der Publication des Urtheiles hört die richterliche Thätigkeit auf, denn der Vollzug einer jeden exekutorischen Urkunde soll auf Betreiben der Partheien selbst geschehen. Zu diesem Ende ist nur jede Parthei berechtigt, sich direct an den Gerichtsboten zu wenden. Sie kann sich aber auch, wenn sie es für zweckmäßiger hält, zu diesem Ende an den zuständigen Friedensrichter oder Bezirksgerichtspräsidenten wenden. Die Partheien, Friedensrichter oder Präsidenten haben sodann dem Gerichtsboten die vorzunehmenden Zwangsmittel, und die Art und Weise ihrer Vornahme, genau, und zwar schriftlich anzugeben. (Art. 870.)

Welche Zwangsmittel zulässig sind, wann und wie dieselben angewendet werden sollen, ist genau bestimmt und vorgeschrieben. Zumal über die verschiedenen Arten von Beschlagnahmen, über die darauf folgenden Zwangsversteigerungen, und die Vertheilung des Erlöses finden sich weitläufige Vorschriften.

Das ganze Executionsverfahren ist kurz, einfach und wohlfeil, wie jede Exekutionsordnung, wenn

überhaupt Credit in einem Lande bestehen soll, nothwendiger Weise seyn muß. Eben so insbesondere auch das Concursverfahren, worüber ich mir zum Schlusse noch Einiges zu bemerken erlaube.

Es bestehen bekanntlich zwei verschiedene Systeme hinsichtlich des Concursverfahrens, das System des universellen Concurses und das System der Particularconcurse. Das erste bildet bekanntlich in Deutschland die Regel. Das letztere besteht aber zum Theile, und zwar am ausgebildetsten in Frankreich; im Grunde genommen auch in Preussen, indem auch dort zwei verschiedene Massen, eine Immobiliarmasse und eine gemeine Masse, gebildet zu werden pflegen. So viele Vortheile nun aber auch der Grundsatz der Universalität bringt, so sind denn doch auch die Nachtheile desselben nicht gering. Und die Klagen über die ewige Dauer solcher Concursprozesse, die da wohl zur Bereicherung der Richter und Advokaten führen, allein gewöhnlich auch die Verarmung der Gläubiger sammt den Schuldnern zur Folge haben, sind auch in Deutschland nicht selten. Ein solches Verfahren nun aber erst in den Händen eines Griechischen — weniger geübten — gewöhnlich nicht sehr arbeitsamen Richters, würde gar zu dem Reiche der Ewigkeit in der Materie des Concursprozesses geführt haben. Dazu kommt nun aber noch der weitere Umstand, daß ich den Concursprozeß auf das System der Specialität und Publicität der Hypotheken zu begründen gedachte, wie dies auch schon

im Art. 991 angedeutet ist, ⁸³⁾ dieses System aber sich mit dem Princip der Universalität des Concursprozesses wenig verträgt. Es kommt dazu endlich, daß die Gerichtsverfassung, wie sie seit dem Freiheitskampfe von den Griechen gewünscht, und ihnen von mir gegeben worden ist, eben so wenig mit jenem Grundsätze der universellen Concourse harmonirt.

Daher wurde im Gesetzbuche über das Civilverfahren dem Systeme der Partikularconcourse gehuldigt. Bei Handelsfalliten dagegen ward das System des, im Französischen Handelsgesetzbuche vorgeschriebenen allgemeinen Concurses, trotz der damit verbundenen Mängel und Inconvenienzen, beibehalten. Denn daran waren die Griechen gewöhnt, und nach meinem Dafürhalten sollten bestehende Gesetze, ohne die allergrößte Noth, nicht geändert werden.

Für Nicht-Kaufleute wurde, hinsichtlich der Collocation, sowohl bei Mobilien-, (Art. 936—953) als bei Immobilienversteigerungen, (Art. 986—997) ein sehr kurzes, einfaches und wohlfeiles Verfahren bestimmt. Um dessen Fortgang möglichst zu fördern, ward insbesondere verordnet, daß der Friedensrichter oder Notar, der die Zwangsversteigerung besorgt, unmittelbar nach beendigter Versteigerung auch das Project des Collocationsstatus entwerfen, der Bezirksgerichtspräsident also nur dessen Revision

83) Ein Gesetz über das Hypothekenwesen ist zwar auch schon angeregt, und die nöthigen Weisungen zu dessen Vorbereitung an das Justizministerium erlassen worden — allein es kam gleichfalls nicht mehr zu Stande.

und endliche Feststellung besorgen und sodann denselben für exekutorisch erklären solle. (Art. 938, 945, 988, 989 u. 994.) Baldige Beendigung eines jeden Concursverfahrens scheint mir aber, nicht allein im Interesse der Schuldner und Gläubiger, sondern im Interesse des Credits überhaupt, von ganz unberechenbarer Wichtigkeit zu seyn.

Hinsichtlich der Collocation selbst finden sich auch in den Griechischen Gewohnheitsrechten einige wenige Bestimmungen, unter Anderem, daß inländische Gläubiger vor fremden ein Vorzugsrecht haben sollen, z. B. in Mykone und Siphnos. Auch noch einige andere Privilegien im geschriebenen Gewohnheitsrechte von Santorin Cap. 9. Durch die Verfügungen des Gesetzbuches über das Civilverfahren (Art. 940 — 944, u. 991 No. 1 u. 2) sind nun aber alle älteren Privilegien, hinsichtlich der Mobilien, abgeschafft worden. Wohl aber wird, bei Vertheilung des Erlöses von Immobilien, noch auf die Bestimmungen des Gewohnheitsrechtes über Hypotheken (§. 401) recurriert werden müssen oder in deren Ermangelung auf die Verfügungen des Römischen Rechtes — des Harmenopoulos. (Art. 991 No. 5 u. 6.)

Achtes Capitel.

Ueber das Resultat dieser gerichtlichen Einrichtungen und Gesetze.

§. 443.

Nach dem bisher Bemerkten ist der praktische Rechtszustand in Griechenland folgender. Für das

Civilrecht gilt als erste Rechtsquelle das allenthalben verbreitete Gewohnheitsrecht. Erst wenn dieses nicht ausreicht, das Römische Recht des Harmenopoulos. In Ehesachen das kanonische Recht, und in manchen Güterverhältnissen das Türkische Recht. Für Handels- und Wechselsachen das Französische Handelsgesetzbuch. Für das Strafrecht und das Verfahren in Civil- und Strafsachen aber die vier neuen Gesetzbücher.

In diesen vier Gesetzbüchern besitzt Griechenland eine consequente, und zu gleicher Zeit eine einfachere und vollständigere Gesetzgebung, als irgend ein anderes Land. Wonach andere Völker seit 30 und 40 Jahren vergeblich gestrebt, hat das Griechische Volk in weniger als 18 Monaten wirklich erhalten.

Es haben sich zwar, in Griechischen Blättern, schon einige, zwar nur in ganz allgemeinen Ausdrücken gehaltene, leidenschaftliche Stimmen gegen die Zweckmäßigkeit dieser Gesetzbücher vernehmen lassen. Allein sie ließen sich in Blättern vernehmen, welche unter dem Einflusse eines Mannes stehen, oder damals standen, der dadurch, wie man sagt, nur Nebenabsichten zu erreichen gedachte. Sollten diese Gesetzbücher übrigens — wie ich jedoch nicht glaube, da sie im Gegentheile den Wünschen des Griechischen Volkes entgegen kommen, und nur dasjenige ordnen, was die Griechen früher schon, jedoch nur ungeordnet, gehabt haben, — wirklich für Griechenland unzweckmäßig oder gar unpassend

seyn, so folgt daraus doch nur so viel, daß man eben bessere geben müsse. Allein sagen, sie taugen nichts, und sie dennoch ins Leben rufen, hat in der That keinen Sinn!

Vermag man aber bessere Gesetze zu geben, so wird sich darüber niemand mehr freuen, als gerade ich. Denn, indem ich, — weil sich niemand anderes demselben unterziehen wollte — (§. 368 u. 369), dies mühevollen Werk begann und glücklich vollendete, arbeitete ich nicht für mich, sondern für ein mir lieb gewordenen Volk, — für einen trefflichen König, dessen mir stets — bis zum Momente meiner Abreise — bewiesenes Vertrauen, ich auf keine bessere Weise zu erwidern gewußt. An mich selbst habe ich dabei nicht im allergeringsten gedacht. Denn meine Bestimmung in Griechenland war nur eine vorübergehende! — Ich für meine Person hatte daselbst weiter nichts zu suchen, als Mühe und Arbeit!! Diese in reichlichem Maasse gefundene Mühe und Arbeit wird mir aber wohl, wenigstens von keinem Griechen ⁸⁴⁾ mit Undank vergolten werden wollen!!!

Sollte daher Griechenland einen besseren Meister für solche Dinge besitzen, — den ich zwar nicht

84) Wie übrigens die Griechen über meine Leistungen denken, mag man im Sotir an mehreren Orten nachlesen, insbesondere in No. 27 vom 27. April 1834 p. 112—114, wo gegen die ungereimten und unwahren Bemerkungen eines angeblichen Griechen in der allgemeinen Zeitung zu Felde gezogen wird.

kenne, — nun wohl an denn, so mache er es besser!
Er strebt ja dann nur nach gleichem Ziele mit mir.

Möge man aber wohl bedenken, was man thut.
Das Einreisen ist leicht, — das Aufbauen sehr schwer.
Lasse man daher vielmehr Wurzel fassen, was man besitzt. Bewahre man es, bilde man es aus!

Es gibt ja ohnedies genug noch zu thun, um diese Gesetzgebung ins Leben zu rufen. Wie viele, theils zwar bloß transitorische, Verfügungen sind nicht noch nothwendig, ehe die Gerichtsmaschine in Gang kommen kann? Denn mit den Ernennungen der Gerichtspersonen allein ist wahrlich noch nicht Alles gethan! Von Allem diesem höre ich aber kein Wort. — Sorge man daher doch zunächst für das Allernothwendigste und Dringendste, ehe man schon wieder an etwas Besseres, — immer an Neues, — und abermals an Neuerungen denkt.

Zehnter Titel.

Zustand des Griechischen Volkes während der Regentschaft bis zum 31. Juli 1834.

§. 444.

In welcher materiellen und geistigen Zerrüttung der König und die Regentschaft, als sie den klassischen Boden am 6. Februar 1833 betraten, dieses arme und unglückliche Land gefunden haben, ist schon

öfters erwähnt worden. Das Land war ohne Verwaltung, ohne Gerichte, ohne Schulen, ohne Marine, ohne der Regierung gehorchende Heere, in größter Finanznoth, alles in von den heftigsten Leidenschaften entbrannte Partheien gespalten, das Land einer völligen Auflösung nahe.

Die ersten Schritte der Regentschaft gingen dahin, die gänzlich gestörte Ruhe und Ordnung wieder herzustellen, die aufgeregten Gemüther zu beruhigen, die getrennten Partheien zu nähern, der neuen Regierung aber Vertrauen, Anerkennung und Achtung zu verschaffen.

Darum erschien bei der Landung eine Vertrauen erregende Proklamation an das Griechische Volk. Darum ward für alle politischen Vergehen eine allgemeine Amnestie ertheilt; zur Handhabung des Landfriedens, zwar nur transitorisch, sehr strenge Gesetze gegeben, und drei Gerichte in Nauplia, Missolonghi und Theben eingesetzt, bei ihnen das beste, was Griechenland an richterlichen Capacitäten besaß, angestellt, und ihre Urtheile, was man in Griechenland noch nie gesehen, auf das Allerstrengste vollzogen. Darum wurde der Gebrauch der Schießgewehre beschränkt; eine Verwaltung, ein Heer, und eine Marine geschaffen; die noch vorgefundenen Schulen verbessert; zur Berathung des Kirchen- und Schulwesens Commissionen niedergesetzt; der Griechischen Kirche ihre Freiheit und Unabhängigkeit gegeben; die Errichtung eines Gendarmerie-Corps u. s. w. beschlossen.

Ein Hauptbestreben der Regentschaft ging namentlich auch dahin, die sich feindselig gegenüberstehenden Partheien zu vereinigen, oder wenigstens zu ihrer gegenseitigen Annäherung den Versuch zu machen. Darum stellte die Regentschaft, selbst über alle Partheien erhaben, in den ersten Zeiten Leute aus allen Partheien an, sogar in den hohen und höchsten Stellen. Denn es mußte einem jeden die Gelegenheit gegeben werden, sich der neuen Regierung anschließen zu können. Daher findet man unter den ersten Ernennungen zu Ministern, Nomarchen, Präsidenten, Staatsprokuratoren, Richtern u. s. w., neben einem Mavrokordatos, Trikoupis, Zographos, Monarchidis, Praïdis, Demetrius Soutzo u. a. ihrer Parthei, die Namen eines Andreas Metaxas, Glarakis, Aenian, Sikilianos, Rallis, Palma u. a. m., und an ihrer Seite wieder einen Christidis, Polizoidis, Constantin und Michael Schinas, Edüard Masson u. a. m.

Darüber schrien nun, wie dieses bei Amalgamirungen gewöhnlich der Fall ist, alle Partheien, zumal die drei Hauptpartheien, welche bei einer der drei Großmächte ihren endlichen Stützpunkt gefunden hatten. Die Russische Parthei sagte laut und ganz unverholen, man stelle bloß Engländer und Franzosen an; die Englische und Französische Parthei beschwerte sich ihrerseits über die vielen Nappisten. Alle klagten über die Begünstigung der Fremden, d. h. der Griechen aus Thessalien, Epirus, Kandia, Samos, Chios, Constantinopel, Smyrna oder aus den

Jonischen Inseln, welche grofsentheils den Freiheitskampf mitgekämpft, auf jeden Fall aber sich in Griechenland niedergelassen und das Griechische Bürgerrecht erworben hatten.

Die Regentschaft liefs sich jedoch nicht irremachen in ihrem Bestreben die Partheien zu amalgamiren, und bei Ernennungen ganz vorzüglich nach den Tüchtigsten und Fähigsten zu greifen, ohne zwischen Eingebornen und Griechischen Einwanderern zu unterscheiden. Dies hatte das Gute, dafs sich sehr bald eine wahre Nationalparthei zu bilden begann, die bei keiner fremden Macht mehr, sondern blos bei der neuen Königlichen Regierung ihre Stütze suchte und fand. Zu dieser Nationalparthei gesellte sich nach und nach die ganze ehemals Englische und Französische, so wie sehr viele der ehemals Russischen Parthei, welche von nun an die Capodistrianische genannt zu werden pflegte.

Zu diesem schnellen Umschwung der Dinge trug zumal die Biederkeit des Französischen Gesandten und des trefflichen Schwedischen Geschäftsträgers, so wie ganz unwillkürlich auch der Englische Gesandte bei, dessen Intriguen und immer nur Confusion bringende Rathschläge man herzlich müde war. Endlich der gesunde Sinn der Griechen selbst, die überhaupt von Nationalität einen sehr hohen Begriff haben.

Das Resultat aller dieser Bestrebungen war sehr erfreulich. Durch die in Beziehung auf die Justiz und das Militär ergriffenen Maasregeln trat Ruhe und Ordnung zu Land, wie zur See ein, die Erpres-

rungen hörten zu Land auf, so wie die Seeräuberei zur See. In Gefolge der begonnenen Organisationen trat an die Stelle des regellosesten Geschäftsganges wenigstens einige Regelmäßigkeit. Durch die zu Wasser und zu Lande eingetretene Sicherheit ward der Ackerbau, der Handel, so wie die Industrie überhaupt belebt. Durch die zu Lande errichteten Postboten und zu Wasser unterhaltenen Postschiffe und Packetboote entstand der lebhafteste Verkehr im Innern, so wie mit dem Auslande. Und die Schnelligkeit und Energie, womit alle diese Maasregeln ergriffen und durchgeführt worden sind, ermangelte nicht bei dem bessern Theile des Volkes Achtung und Vertrauen zu erwecken; die Andersdenkenden aber wenigstens mit Furcht zu erfüllen.

§. 445.

Dennoch dauerte die eingetretene Ruhe nicht lange. Die Regentschaft ging von anderen Grundsätzen aus, als die gewesen waren, durch deren Befolgung Capodistria in den letzten Zeiten seiner Regierung seine unglückliche Katastrophe herbeigeführt hatte. Dies allein reichte schon hin, die Reste seiner Parthei, welche bei den neuen Organisationen keine Anstellung gefunden oder sich der neuen Regierung aus anderen Gründen nicht aufrichtig angeschlossen hatten, zu einer Opposition gegen dieselbe zu vereinigen. Die Capodistrianer, früher gewohnt sich im Alleinbesitze aller einträglichen und einflußreichen Stellen zu sehen, fanden keinen der

Ihrigen im Ministerium, und auch in den übrigen höheren Stellen nach ihrer Ansicht zu wenige. Sie versuchten daher, zuerst durch List und Intrigue, als diese aber nicht zum erwünschten Ziele führten, sodann auch noch auf gewaltsame Weise, die verlorne Gewalt wieder zu erringen.

Unter dem vorgeschobenen Schilde des alten Theodor Kolokotronis wurden die zerstreuten Reste der alten Capodistrianischen Parthei gesammelt, und, wie in früheren Zeiten, in eine geheime Gesellschaft, Phönix genannt, vereinigt; geheime Sitzungen auf Sitzungen gehalten, darin aber gegen die Regentschaft deklamirt; die verabschiedeten Militärs, die als unfähig entlassenen Beamten; die ihrer Meinung nach zurückgesetzten Primaten vom Civil- und Militärstande; diejenigen, welche entweder gar kein Amt oder wenigstens nicht das gewünschte erhalten hatten; kurz — die Unzufriedenen und Mißvergnügten jeder Art angezogen, um eine systematische Opposition gegen die Regentschaft zu bilden. Zu eben diesem Ende wurde ein eigenes Blatt, der Chronos, mit Kolokotronischem Gelde gestiftet; in diesem über die Unfähigkeit des Phanariotischen Ministeriums Klage geführt; sämtliche Maasregeln der neuen Regierung im allergehässigsten Lichte dargestellt; gegen die frühere Gewohnheit dieser Parthei auf eine Constitution hingedeutet, ja sogar im allerultraliberalsten Sinne gesprochen; die Masse des Volkes auf jegliche Weise aufzuregen versucht. Es wurden ferner, nach alter Weise, und wie schon unter der

Türkischen Herrschaft ⁸⁵⁾ Räuberbanden losgelassen, deren Zweck war, die neue Regierung, indem sie nicht einmal diesem Unfug zu steuern vermöge, dem Volke als schwach und kraftlos darzustellen, auf der anderen Seite aber die Regentschaft selbst in Schrecken zu setzen. Die Frechheit dieser bewaffneten Räuberhorden ging so weit, daß, ganz in der Nähe der Hauptstadt, Reisende ausgeraubt und sogar ermordet worden sind. Unter den Anführern dieser Banden erkannte man aber bald die alten Freunde von Kolo-kotronis und Koliopoulos Plapoutas. Um jedoch allen diesen geheimen Machinationen den gehörigen Nachdruck zu geben, suchte man auch noch in aller Stille eine bewaffnete Macht zu bilden, die in Rumelien zerstreuten Palikaren aufzuwiegeln, sie mit Waffen und Munition zu versehen, und auf diese Weise einen förmlichen Aufstand vorzubereiten.

Unter diesen Umständen, als die Gährung schon einen hohen Grad erreicht hatte, erschien auch noch der aus früheren Zeiten her schon bekannte Graf Romas aus Zante. Er verbreitete das Gerücht, er komme von München, habe daselbst sehr einflußreiche Verbindungen und handle im Einverständnisse mit ihnen. Nun ward beschlossen zwei Adressen in ganz verschiedenartigem Sinne zu entwerfen, deren geheimen und offenen Zweck jeder sehr leicht zu errathen vermag. Die eine von Dr. Franz entworfene Adresse

⁸⁵⁾ Leake, Morea, I. p. 474.

war gerichtet an Seine Majestät den König von Bayern. In ihr ward meine und Heidecks Abberufung begehrt, und der Wunsch ausgesprochen, den Grafen von Armansperg als den alleinigen Regenten zurücklassen zu wollen. Nach der anderen, an den Kaiser von Rußland gerichteten aber, welche offenbar ernstlicher gemeint war, sollten alle drei Mitglieder der Regentschaft entfernt, der König für großjährig erklärt, und die Capodistrianer wieder an die Spitze der Geschäfte gestellt werden. Würden diese Adressen nicht zum gewünschten Ziele führen, so sollte sodann zugeschlagen und die Regentschaft mit Gewalt entfernt werden.

Um nun diesen gewaltaamen Aufstand immer mehr vorzubereiten, die Anzahl der Verschwornen zu vermehren, und dieselben zu diesem gewagten Unternehmen willfähriger zu machen, sprach man auch noch von Russischer Hülfe, und von Russischem Geld, — ja sogar ein, zufälliger Weise gerade in jener Zeit angekommenes Schreiben des Grafen von Nesselrode an den General von Kolokotronis wurde zu jenem Zwecke mißbraucht.

§. 446.

Die Folge aller dieser, in wahrhaft kolossaler Weise stattgehabten, Umtriebe waren die Unruhen in Tinos und die Vorbereitung zu einem allgemeinen Aufstande, welcher in den verschiedenen Theilen des Reiches zu gleicher Zeit statt haben sollte, und dessen Ausbruch auf den 16. September festgesetzt war.

Allein in Tinos wurde durch die, von einigen Compagnien und Kanonen unterstützte, Verkündung des Standrechtes und eine strenge Untersuchung der wirklichen Beschwerden, der Aufstand sehr schnell wieder unterdrückt. Durch die Verhaftung Kolokotronis, Koliopoulos Plapoutas, Kitzos Tzavellas, Mamouris, Karatassos, Roukis, Spiro Milios, Theodor Grivas u. a. Militärhäuptlinge ward aber auch für die übrigen Theile des Reiches die öffentliche Ruhe wieder hergestellt. Zu gleicher Zeit wurde durch die Art der Verhaftung aus der Mitte ihrer bereits schon bewaffneten Anhänger, durch Griechische Nationaltruppen und Gensdarmen der doppelte Beweis geführt, daß die Masse des Volkes diesen Umtrieben völlig fremd geblieben war, und daß die neue Regierung schon in dieser kurzen Zeit bereits tiefe Wurzeln gefaßt hatte.

Um jedoch dergleichen Machinationen und Aufreizungen für die Zukunft, wo nicht ganz unmöglich zu machen, doch wenigstens immer mehr zu erschweren, wurde ein neues, strenges Pressgesetz gegeben, das alte schwache Ministerium — Trikoupis, Psyllas und Praïdes — entlassen, die Tüchtigeren Constantin Schinas und Theocharis den Ministerien der Justiz, des Cultus und der Finanzen vorgesetzt, das unter diesen Umständen so wichtige Ministerium des Innern aber in die kräftigen Hände Kolettis gegeben.

Alle diese Maasregeln, weit entfernt Unruhe zu verbreiten, oder auch nur Mißbilligung zu erfahren, wurden mit dem größten Applaus aufgenommen, so

dafs sogar von mehreren Seiten her Dankadressen erschienen, in welchen der Regentschaft wegen Voreitelung der Conspiration Glück gewünscht und um strenge Bestrafung der Theilnehmer gebeten ward. Die bei dieser Gelegenheit entwickelte feste Haltung und Energie der Regentschaft hat sogar das Vertrauen auf die neue Regierung nur noch vermehrt.

Das Land versank in die tiefste, bisher noch nicht gesehene Ruhe. Die Landleute überliessen sich ihrer Feldarbeit, die Handelsleute ihrem Handel, die Handwerker ihren Gewerben, jedermann war wie neu belebt von froher Hoffnung für eine bessere Zukunft. Die Regentschaft selbst erhielt nun aber freiere Hände, um ihr grosses, bereits schon mit Erfolg begonnenes, Werk der Reorganisation rasch seinen hohen Ziele wenigstens näher zu bringen.

Dieser Zeit gehören namentlich die Abfassung vier neuer Gesetzbücher, — eines Strafgesetzbuches, eines Gesetzbuches über das Strafverfahren, einer Gerichts- und Notariatsordnung, so wie eines Gesetzbuches über das Civilverfahren — ferner die Entwerfung eines Volksschulgesetzes, eines Gesetzes über die wissenschaftlichen Anstalten und Sammlungen, so wie über das Antiquitätenwesen, sodann das Gemeindegesetz, die Organisation des Medizinalwesens, der Handelsmarine u. s. w. an.

§. 447.

Nach wie vor fuhr, unter diesen günstigeren Umständen, die Regentschaft fort, die Partheien immer näher und näher zu bringen. Die ausgezeichnet

netsten Militärprimaten von allen Partheien erhielten militärische Stellen, Orden und andere Auszeichnungen. (§. 339.) Desgleichen die Seehelden, (§. 348) und die Civilprimaten. Die letzteren erhielten nach ihrer Befähigung höhere oder niederere Anstellungen, wie dieses jede Seite der in jenen Zeiten erschienenen Regierungsblätter beurkundet. Andere erhielten Pensionen und Titel, oder beides zusammen, wie z. B. der berühmte Mavromichalis, Jakobaky Rizo Néroulos, Andreas Metaxas, Caradja, Psyllas, Präides und viele andere mehr. Die Ausgezeichnetsten unter allen Partheien erhielten endlich, gleich bei der ersten Ordensverleihung, Orden höherer oder niederer Classe. Während nämlich Johann Kolettis, Lazarus Condouriottis, Andreas Miaoulis, Peter Mavromichalis und Alexander Mavrokordatos das Groß-Commandeurekreuz erhielten, wurden Hadzi Christos, Nikitas Stamatelopoulos, Andreas Zaïmis, Panoutzos Notaros, der Erzbischof Kyrillos von Korinth und die Seehelden Constantin Kanaris, Antonius Kriezis, und Georg Sachtouris mit dem Commandeurekreuz beschenkt. Und auch unter den übrigen Ordensverleihungen finden sich Primaten aller Partheien, z. B. Basilios Boudouris, und Lazarus Pinotzis aus Hydra; Nikolaus Botassis, Anargyros Lebessis und Johann Mexis aus Spezzia; neben Capitänen aus allen Partheien, z. B. Notis Botzaris aus Souli, Angelis Gatzos vom Olymp, Panajotis Jatrakos aus dem Peloponnese, Georg Kitzos aus Epiros, Vassos aus Montenegro, Staïkos Staïkopoulos aus dem Pelopon-

nese, Makryani u. a. m.; endlich Geistliche und Gelehrte von allen politischen Farben, z. B. die beiden Archimandrite Neophitus Doukas und Dénis, dann Gregorius Konstandas, Theophilus Káiris. Der als Capitán und Schriftsteller gleich berühmte Perévos und viele andere mehr. Namentlich auch die vier ältesten Philhellenen, ein Engländer, Oberst Gordon; ein Franzose, Oberst Graillard; ein Portugiese, General Pisa; und ein Deutscher, Dr. Treiber. ⁸⁶⁾

Auch Theodor Kolokotronis, Kitzos Tzavellas, Theodor Grivas u. a. wurden bedacht, da sie aber noch in Untersuchung waren, ihnen die Dekorationen nicht überreicht.

Wie blühend unter diesen Umständen binnen Jahr und Tag das Land, im Vergleiche mit dem vorigen Jahre, geworden ist, können nur diejenigen wahrhaft beurtheilen, die den früheren und späteren Zustand selbst gesehen haben. Griechen und Fremde waren darüber einverstanden. Einen öffentlichen Beweis lieferte die erste Feier des Landungstages Seiner Majestät des Königs am 6. Februar 1834, denn eine herzlichere Feier läßt sich nicht wohl denken. Dabei zeigte die äufsere Haltung des in grosser Menge versammelten Volkes, im Vergleiche mit dem früheren Jahre, weit grössere Wohlhabenheit und Ordnungsliebe. Die Regentschaft hatte sogar die Genugthuung, dafs der Dienst zur Aufrechthaltung der Ordnung und zur Feier

⁸⁶⁾ S. den Sotir vom 24. Mai (5. Juni) 1834 Nr. 37. p. 153.

des Tages ausschließlich von Griechischer Nationalinfanterie und Cavallerie, Gensdarmen und Artillerie besorgt werden konnte. So weit war es schon in dieser kurzen Zeit mit der militärischen Disciplin und Fertigkeit gekommen.

§. 448.

So erfreulich nun auch die Wirkungen der Verhaftung Kolokotronis und Consorten gewesen, und mit so lautem Beifall dieselbe aufgenommen worden war, so gingen denn doch aus dieser Verschwörungsgeschichte neue Verwickelungen hervor. Die Gründe lagen einentheils in der langen Dauer der Untersuchung, anderentheils aber in der Compromittirung des Grafen v. Armandsparg und des Englischen Gesandten.

Während der langen Dauer dieser Untersuchung sammelte nämlich die durch die Arrestation erschreckte Parthei wieder ihre Kräfte und schöpfte neue Hoffnungen bei der mittlerweile von dem Präsidenten der Regentschaft und Dawkins angenommenen Stellung. Die Biederleute hatten sich zwar, zumal seit dem deklarierten Bruch, von beiden zurückgezogen, um so mehr fühlten sie aber das Bedürfnis, die Intriganten, also namentlich auch die Phanarioten, an sich zu ziehen. ¶

Mavrokordatos insbesondere soll, nach einem sehr verbreiteten Gerüchte, alles in Bewegung gesetzt haben, um zu Gunsten Kolokotronis wo möglich einen guten Ausgang des Prozesses zu bewirken. — Er, der ursprünglich am allereifrigsten den Prozess betrie-

ben hatte. — Allein die Zeiten hatten sich geändert! Nun galt es blos der sogenannten Majorität Anstände und Schwierigkeiten zu bereiten, wo sie auch herkommen möchten. Kolokotronis Vertheidiger, Clonaris, war ohnedies schon der Hausfreund von Mavromordatos. Der Präsident Polizoides, früher sehr eifrig für die Verurtheilung, ward umgestimmt, und bis zu jener traurigen Rolle in der Sitzung selbst bestimmt. (§. 363.) Auf die ermahnenden Worte eines alten Freundes soll er erwiedert haben, was heute mißfalle, werde nach 6 Monaten gefallen, und schon jetzt den Beifall der Engländer ärndten. Terzettis, der andere Richter, der im Sinne von Polizoides gehandelt, pflegte jeden Tag im Armanspergischen Hause Stunden zu geben. — Die ganze Verschwörung ward als ein Machwerk von Kolettis dargestellt. Sogar in Englischen Blättern erschienen Artikel über den muthmaßlichen Ausgang des Prozesses zu Gunsten der Angeklagten, an deren Verurtheilung, in Nauplia wenigstens, nicht viele gezweifelt hatten.

Wirklich erfolgte auch die Verurtheilung. Und wenn sie ungerecht oder auch nur entfernt nicht gehörig gerechtfertigt war, warum läßt man die Verurtheilten nicht frei? Ihre damaligen Gönner und Vertheidiger sind ja im Besitze der Gewalt!

§. 449.

Im Zusammenhange mit dem Kolokotronischen Prozesse standen auch die Unruhen in der Maina und die Räuberbanden in Ramelien.

Um nämlich das in der Maina fortwährende Faustrecht zu untergraben, und von einem Theile der Bewohner selbst aufgefordert, ⁸⁷⁾ hatte die Regentschaft schon etwa 6 Monate vor dem Ausbruch jener Unruhen, und zwar einstimmig, den Beschluß gefaßt, den zahllosen daselbst immer noch vorfindlichen Thürmen eine andere, der öffentlichen Sicherheit weniger drohende Einrichtung zu geben. Um nun diese Maasregel, die jedoch nur auf dem Wege der Güte durchgesetzt werden sollte, gehörig zu unterstützen, erhielt Mavrokordatos, als Marineminister, den Auftrag, einige Schiffe der Königlichen Marine in Bereitschaft zu setzen. Allein es verging ein Monat nach dem anderen, und es kam aus tausend Vorwänden keine Flotte. Der Hauptmann Feder war zwar schon mit Geld in der Maina angekommen, und mit dem allerbesten Erfolge beschäftigt, diese Angelegenheit zu gegenseitiger Zufriedenheit zu ordnen. — Als jedoch der Kolokotronische Prozeß begann, ⁸⁸⁾ so wurde von Nauplia aus die Maina zum Ableiter für diesen Prozeß benutzt. Da nun wegen Mangel der Flotte gleich im ersten Moment die nöthige militärische Hülfe gefehlt, so kam es zum Aufstande, und da von Seiten des Militärs sehr grofse Fehler gemacht worden sind, so flofs leider auch Blut. (§. 367.)

87) Ueber diese Unruhen in der Maina, deren Ent-
stehung und glückliche Beendigung, finden sich richtige
Notizen im *Sotir* vom 29. Juni 1834 Nr. 44 p. 161, und
noch einigen andern Nummern.

Man hatte den leichtgläubigen Mainoten ⁸⁸⁾ den Glauben beigebracht, daß ihre Religion und ihre Freiheit in Gefahr sey. Die Kinder sollten, nach diesem Gerede, erst nach zurückgelegtem 12ten, oder gar erst nach vollendetem 25ten Jahre getauft, sie selbst aber entwaffnet und einem Tribut, dem verhafsten Charadsch, unterworfen werden, wie die Raja's zur Zeit der Osmanischen Herrschaft. Diese ihre Besorgnisse, die Liebe zu ihren Waffen und Thürmen, so wie zum Faustrechte überhaupt, ist sehr gut beschrieben in dem damals in der Maina gedichteten und von den Mainoten gesungenen Liede, das ich der Merkwürdigkeit wegen in Französischer Uebersetzung im Anhang beifüge.

Auf gleiche Weise, wie die Maina von Nauplia aus in Bewegung gesetzt worden war, hatten auch die in Rumelien wieder erschienenen Räuberbanden in Nauplia ihren Sitz und ihren Ursprung.

Daher hatte die Verurtheilung Theodor Kolokotronis und Koliopoulos Plapoutas eine so magische Wirkung auf die Ruhe des Landes. ⁸⁹⁾ Sie waren

88) Von ihrer Leichtgläubigkeit erzählt z. B. Saint Sauveur, voyage. III. p. 370. Les habitants de Caca-voulia sont d'une crédulité, d'une simplicité extrême, pour tout ce qui tient à la religion. Un de ces montagnards se confessant à un papas, lui avoua, les larmes aux yeux, qu'il avait eu le malheur, après avoir donné à boire à une bête de charge, de jeter un peu d'eau qui restoit. Le prêtre jugea le péché énorme, et n'accorda l'absolution que moyennant le prix de seize mesures d'huile.

89) Hinsichtlich der Rückwirkung dieser Verurtheilung auf die Ruhe des Landes kann man die Griechischen Journale jener Zeit nachsehen, vor allen den Sotir in Nr. 42 p. 173 u. in vielen andern Nummern.

ja unter Anderem auch als die Urheber der begangenen Raubmorde verurtheilt worden!

Die Maina⁴ ward nun sehr bald beruhigt. Es bedurfte dazu nur eines klugen und festen außerordentlichen Commissärs, des Herrn Valtinos, von Seiten des Ministeriums des Innern, und eines von der heiligen Synode abgeordneten Geistlichen, um die irre geleiteten Mainoten zur Ruhe und zur vorgeschriebenen Umwandlung der Thürme in gewöhnliche Wohnungen zu vermögen. ⁹⁰⁾

In Rumelien aber wurden die Bauern gegen die Räuber bewaffnet, während auf der anderen Seite das Standrecht operirte. Die Folge dieser gegenseitigen Hülfe war, daß es binnen Kurzem auch dort keine Räuber mehr gab.

Mavrokordatos endlich ward entfernt und somit hatte die Intrigue kein sichtbares Haupt, Kollittis aber keinen Gegner mehr unter seinen Collegen, und konnte daher nur um so kräftiger einschreiten. Und sehr bald herrschte allenthalben die tiefste Ruhe. ⁹¹⁾

⁹⁰⁾ Daß aber die Ruhe vollkommen wieder hergestellt war, mag man an vielen Stellen im Sotir Nr. 42 bis 50 nachlesen.

⁹¹⁾ Lange Zeit nach Unserer Abreise sagt von jener Zeit der Sotir, 18. Jänner 1835 Nr. 91 p. 377. — La fermentation générale provoquée par ce procès et par les circonstances, uniques dans les fastes de la justice, qui l'avaient accompagné, cette fermentation était apaisée à peine lorsqu'un mouvement ministériel vint imprimer une nouvelle force à la direction de nos affaires, en débarrassant le ministère de ses éléments hétérogènes. La

Unter diesen Umständen konnte nun auch die Staatsregierung wieder milder auftreten. Sechs bis acht der ersten Militärhäuptlinge, unter ihnen Kitzos Tsavellas, Theodor Grivas, Mamouris, Karatassos, Roukis u. a. wurden aus dem Gefängniß entlassen, ihnen Vergessenheit verheißten und militärische Grade zur Belohnung ihrer, in früheren Zeiten dem Vaterlande geleisteten großen Dienste zugesichert; Schritte zu Gunsten der Palikaren und der Militärprimaten gethan, — das Denkzeichen und die Militärcolonien, — denen noch andere nachfolgen sollten! Nur wenige Beschuldigte, unter Anderen Gennaios Kolokotronis, sollten noch vor Gericht gestellt werden. Dringende Berufsgeschäfte verhinderten jedoch das Gericht in Nauplia schleunigst einzuschreiten, wie es die Regentschaft so sehnlich gewünscht hätte. Und diese Zögerung war auch in anderer Beziehung noch zu beklagen, weil dadurch, ohne das Verschulden der Regentschaft, zu gleicher Zeit die Gerichtsorganisation verzögert worden ist. Man konnte nämlich die Mitschuldigen nicht vor andere Gerichte, wie die Urheber stellen, also neue Gerichte erst nach ihrer Aburtheilung einsetzen. Die Folge davon war, daß die neuen Gerichte, die schon im Juli oder spätestens im August 1834 organisirt werden sollten, wegen der

défaitte du parti qui se groupait autour des deux prisonniers du Palamidi et le départ de Mrs. Mavrocordato etc. pour leurs nouveaux postes, avaient placé le gouvernement dans les conditions les plus heureuses et le mettaient à même de poursuivre avec succès le travail difficile de l'organisation de la Grèce.

in der Regentschaft eingetretenen Veränderungen noch heute nicht in Gang gekommen sind.

§. 450.

Eine weit folgenreichere Verwicklung ging jedoch aus der Compromittirung des Grafen von Armansperg und des Herrn Dawkins hervor.

Von dem Grafen von Armansperg ging nämlich zu eben jener Zeit die Rede, ob mit oder ohne Grund vermag ich nicht zu bestimmen, daß er Kenntniß von dem Bestehen der Conspiration habe, und dieselbe, wenn auch nicht offen begünstige, doch wenigstens sehr gerne sehe. Wir Uebrigen konnten dem verbreiteten Gerüchte keinen Glauben schenken, denn wir waren alte Freunde von Armansperg und fanden zur Annahme einer Sinnesänderung von seiner Seite keinen Grund. Allein — eines Tages kam Panagiotis Nicolaïdes zu Heideck (nicht zu Armansperg, wie man in Englischen Blättern fälschlicher Weise zu verbreiten gesucht hat), und entdeckte ihm, daß Dr. Franz zwei Adressen an den König von Bayern entworfen habe, zur Entfernung zweier Regentschaftsmitglieder, mit der Bitte dem Grafen von Armansperg allein die Regentschaft zu übertragen. Einige Tage nachher kam auch der Fürst Gustav Wrede aus der Provinz und denuncierte dieselbe That. Beide sprachen von Einverständnissen, welche, dem Gerüchte nach, der Graf von Armansperg habe.

Da nun bestimmte Thatfachen angegeben worden

waren, so glaubten Wir es nicht mehr für eine blose Intrigue halten, sondern Schritte thun zu müssen. Nicolaïdes erhielt daher, nachdem Heideck, Abel, Greiner und ich uns über die zu thuenden Schritte benommen, den Auftrag, uns die Adressen zu verschaffen. Er brachte alsbald eine, und nach einigen Tagen noch eine andere. Beide waren eigenhändig von Dr. Franz in alt griechischer Sprache geschrieben. An der Theilnahme des Dr. Franz an der Verschwörung war demnach nicht mehr zu zweifeln, zumal da auch Briefe des Conte Romas an Franz mit vorgelegt worden, und dieser als der Haupturheber des Complottes genannt worden war. Allein an die Theilnahme unseres Freundes und Collegen konnte keiner von uns glauben. Wir beschlossen daher mit der größten Offenheit gegen ihn zu handeln, und veranlassten eine Sitzung, um gemeinschaftlich mit ihm zu berathen, was unter diesen Umständen zu thun sey.

Die Sitzung hatte statt. Die Verhaftung des Dr. Franz ward einstimmig beschlossen und der augenblickliche Vollzug nebst der Beschlagnahme von dessen Papieren einstimmig verfügt. Der Dr. Franz ward durch Herrn von Abel vernommen. Was derselbe hinsichtlich Armanzpergs deponirte ward aus Schonung für den Präsidenten der Regentschaft nicht zu Protokoll genommen. *) Später, bei der

92) Wer den Inhalt der Deposition des Dr. Franz zu wissen wünscht, kann ihn beim Herrn geheimen Legationsrath von Abel erfahren.

öffentlichen Verhandlung des Prozesses gegen Kolo-kotronis, bewirkten wir noch, daß der Name Armansperg auch nicht ein einziges Mal genannt worden ist. — Doch die Verlegenheit des Präsidenten während Unserer Sitzung war groß. Auch erklärte derselbe in Gegenwart von Heideck, Abel, Greiner und mir: „Franz sey zu ihm gekommen, und habe „ihm in unbestimmten, allgemeinen Ausdrücken von „der Räthlichkeit gesprochen, die Uebertragung aus- „schliesslicher Regentengewalt an ihn herbeizufüh- „ren. Er, der Graf, habe ihm darauf erwiedert, „daß es wohl weit besser und nützlicher seyn würde, „wenn ein Einzelner die Regentschaftsgeschäfte aus- „schliesslich zu leiten habe, daß aber jeder seiner „beiden Collegen hiefür eben so sehr geeignet seyn „würde, als er selbst.“

Um nun dem Grafen und Uns selbst weitere Verlegenheiten zu ersparen, ward verordnet, daß Franz nicht vor Gericht gestellt, sondern blos disciplinirt und dann aus dem Lande geschafft, alle seine in Beschlag genommenen Papiere aber ununtersucht ihm wieder zurückgegeben werden sollten. Auch wurde demselben, auf Betreiben des Präsidenten, noch ein sehr bedeutendes Reisegeld ausgeworfen.

Während Franz in Nauplia im Hausarrest saß, erklärte derselbe einem Zeugen, wie folgt:

„Während der Zeit, wo es sich von Abfassung „jener Adresse gehandelt, habe er, Dr. Franz, sich „einmal zu dem Herrn Grafen von Armansperg be- „geben, und demselben zu verstehen gegeben, was

„man im Werke habe, nämlich die Entfernung der
„übrigen Regentschaftsmitglieder, und die Uebertra-
„gung aller Regierungsgeschäfte an den Herrn Gra-
„fen allein. Auf diese Andeutungen habe derselbe
„diplomatisch (eigenes Wort des Dr. Franz) er-
„wiedert, daß er allerdings überzeugt sey, daß der
„Gang der Geschäfte durch ein einziges Individuum
„besser und schneller besorgt werden könne, als
„durch ein Collegium allein, daß er zu gleicher Zeit
„die Ueberzeugung habe, daß hiezu jeder seiner
„Herrn Collegen eben so gut, wie er selbst, ge-
„schickt und geeignet sey.“

„Auf die Frage, ob Dr. Franz nicht gesagt habe,
„daß ihm der Herr Graf von Armansperg sein Pro-
„jekt widerrathen, oder dasselbe als hochverrätherisch
„habe anzeigen wollen, antwortete der Zeuge, daß
„Franz keineswegs etwas der Art von dem Herrn
„Grafen gesagt, sondern vielmehr geäußert
„habe, daß derselbe, so wie es geschehen,
„durch den ganzen Vorschlag mehr ge-
„schmeichelt, als entrüstet gewesen sey.“

Von Triest aus schrieb aber Franz an einen
„Freund: „Ich hinterbrachte die Erbitterung der
„Griechen und ihre Stimmung für die Veränderung
„der Regentschaft und das Warum? mit Belegen des
„Grafen A., dem ich mich überhaupt von An-
„fang an als einem weisen Mentor hingab,
„und noch einige andere sehr merkwürdige Dinge
„mehr. Am Ende des Briefes heist es z. B. noch:
„Uebrigens habe ich unzweideutige Beweise ein-

„höheren Wohlwollens, welche mir eine, wenn auch
„nicht augenblickliche, Verbesserung meiner Lage
„versprechen.“

Ich besitze eine Abschrift jenes Verhöres und
den Brief selbst in Original.

Wir Uebrigen waren gutmüthig genug zu glauben,
dafs hiemit die Sache abgemacht sey. Wiewohl
wir späterhin noch erfuhren, dafs schon einige Zeit
vorher Armansperg den Dr. Franz auf eine auffallende
Weise an sich gezogen habe. Und wiewohl Nikolaides
sich späterhin mehrmals beschwerte, dafs er
früher als Freund im Hause des Grafen empfangen
worden, seit seiner Entdeckung aber wie daraus ver-
stossen sey. Auch auf Gustav Wrede war der Graf
seit jener Zeit noch weit übler zu sprechen, als die-
ses vorher schon der Fall gewesen ist.

Dennoch glaubten Wir, der alte Freund würde
nun wenigstens vorsichtiger werden. Wir wider-
sprachen daher den immer mehr verbreiteten Gerüch-
ten von der Theilnahme Armanspergs an der Franzö-
sischen Geschichte, so wie den Gerüchten von Uneinig-
keit in der Regentschaft. Bemerkenswerth ist es
jedoch, dafs auch schon Franz in dem angeführten
Schreiben von Uneinigkeiten spricht, also zu einer
Zeit, wo wir selbst noch durchaus keine Ahnung
von einer solchen gehabt haben.

Nur allein Greiner sah schon damals trüb in die
Zukunft, und berief sich dabei auf die selbst in
München schon gemachten sehr traurigen Erfahrun-
gen. Was er dem Herrn von Abel und mir, und

wenn ich nicht irre, auch Heideck und dem Baron von Asch damals erzählte, kann von uns Allen eidl-
lich erhärtet werden, und er selbst wird sich dessen
ebenfalls noch erinnern. Leider hat die spätere Er-
fahrung gezeigt, daß er Recht hatte. — Bald nach-
her erfolgte die Rückkehr des Herrn von Greiner
nach Bayern, und daß dieselbe nicht bloß auf die
Rechnung von dessen Gesundheit zu setzen ist, kam
niemand besser bezeugen, als Herr von Abel, wel-
chen er ebenfalls zur Rückkehr nach Bayern zu über-
reden versuchte; und dessen Familie, von welcher
Greiner, während seiner Krankheit, gepflegt wor-
den ist.

§. 451.

Etwa zu derselben Zeit, als die Franzische Ver-
schwörung entdeckt und vereitelt worden war, ging die
Sage, daß auch Dawkins davon rede, daß Heideck und
ich nur den Grafen hindern, dessen weisen Maasregeln
in den Weg treten, zu aristokratische Grund-
sätze haben, während Armansperg der ein-
zig liberale Mann in der Regentschaft sey,
daß überhaupt eine dreiköpfige Regierung nicht ge-
hen könne u. dgl. m. — Ich war weit entfernt, die-
sem Gerede Glauben zu schenken, oder auch nur
dasselbe weiter zu untersuchen, wohlwissend, wie
man sich gerade in Griechenland vor Intriguen dieser
Art zu hüten hat. Allein es kam zwischen Dawkins
und mir zur Explikation, welche er suchte, und ich
wünschte.

Ich hielt Dawkins, seinem Wunsche gemäß, alle einzelnen Reden, die er gehalten haben sollte, vor, nicht blos im Allgemeinen, sondern ganz ins Einzelne gehend, fügte aber die Versicherung bei, daß ich dem nicht glauben könne, weil mir die wohlwollenden Gesinnungen seiner Regierung, für das Gelingen der Griechischen Sache, zu wohl bekannt seyen. — Dawkins war anfangs verlegen, versicherte jedoch, daß dem Allem nicht so sey, war darauf freundlich und zutraulich, was er seit einiger Zeit nicht mehr in dem früheren Maase gewesen war. Und ich und meine Collegen waren froh über eine so offene Erklärung, weil wir nun auch diese Sache für abgethan hielten.

Allein Männer wie Dawkins und Armansperg dachten anders. Diese beiden Altmeister in dem, was man unter vornehmen Leuten mit dem Ausdruck Intrigue zu bezeichnen pflegt, beurtheilten Uns nach sich selbst. Sie konnten darum nicht glauben, daß von Unserer Seite wieder Vertrauen gefaßt werden könne. Sie schlossen sich daher aufs Innigste an einander an.

Dawkins führte von nun an alle reisende Engländer und die neu ankommenden Englischen Marine-officiere blos zum Grafen von Armansperg. Wir Uebrigen wurden von jetzt an behandelt, als wenn wir nicht da wären. Dagegen ward Dawkins von der Familie Armansperg nicht mehr als Diplomat, sondern als wahrer Hausfreund behandelt. Dawkins, der sich früher mehr als Einer gegen das Benehmen

der Gräfin erklärt, und bei jeder Gelegenheit über dieselbe gespottet hatte, fand nun ihr Benehmen sogar sehr liebenswürdig. Er bemerkte jenen, die an seine früheren Reden erinnerten, daß man in Aug zudrücken, und dem Grafen zu lieb alles sein finden müsse, indem er der Einzige sey, der auch dem 1. Juni 1835 Griechenland regieren könne. Ich muß hiebei bemerken, daß früher Dawkins uns mir selbst Projecte dieser Art gemacht, und mich nach seinen Ideen zum Kanzler des Reichs für jene Periode bestimmt hatte.

Was er seiner Regierung von jetzt an berichtet, kann man nicht wissen, wohl aber nach dem, was später geschehen ist, sehr leicht ahnen. Wenigstens schrieb in diesen Zeiten, oder kurz vorher, ein ausgezeichnete Englischer Diplomat an einen Freund in Nauplia, daß, wie er höre, Armansperg bei den Deliberationen eine überwiegende Stimme habe, als der eigentliche Regent sey.

Mittlerweile fing Dawkins, wie man uns sagt, auch in Nauplia wieder an, über Heideck, Abel und mich zu reden, daß wir eingefleischte Aristokraten seyen, daß der liberale Graf von uns nur gehindert werde, daß drei Köpfe unter einen Hut nicht paßten, daß Armansperg das einzige Talent in der Regentschaft sey, daß man seine Popularität beneide, und ihn darum in allen seinen großen Plänen durchkreuze, daß Wir seinem schon damals — im Herbst 1833 — gemachten Plane nach Athen zu ziehen, nur darum widerstrebten, um

seine Gesundheit zu untergraben, während der Graf Griechenland auch für die Periode nach dem 1. Juni 1835 erhalten werden müsse.

Dieses und Aehnliches soll derselbe nicht blos einmal, immer jedoch nur unter vier Augen, gesagt haben, während die Gräfin in ihrem Salon in ähnlichem Sinne sich geäußert, und der Graf, nach seiner Weise, das Trio begleitet haben soll. War nämlich von Seiten der Regentschaft etwas geschehen, was den Beifall der Griechen erhielt, so erklärte er, wie man Uns sagte, seinen Freunden, das habe er gethan und zwar trotz des Widerspruchs seiner Collegen durchgesetzt. Wurde aber gegen eine Maasregel, wozu er jedoch stets mitgestimmt hatte, im Publikum geredet, so hatten es die Uebrigen — die sogenannte Majorität — gethan, und auf seinen Widerspruch nicht gehört.

Eine Zeit lang ertrugen Wir dieses und ähnliches Gerede, dann brachten Wir es officiell in der Sitzung zur Sprache. — Der Graf läugnete Alles, und verlangte Beweis. Den konnten Wir nicht führen, weil es immer nur Freunde waren, die wir nicht compromittiren wollten und konnten. Das Gerede ging demnach so fort, und zumal die immer gröfser werdende Uneinigkeit unter den Mitgliedern der Regentschaft wurde immer mehr hervorgehoben, von der Wir wenigstens nichts wufsten. Sintemal der Graf sich wohl von Uns wegen seiner Unthätigkeit im Finanzwesen mahnen liefs, im Uebrigen aber zu allen Maasregeln und Gesetzen, wel-

che seine thätigen Collegen vorbrachten, ohne Widerrede seine Zustimmung gab; ohne auch nur ein einziges Mal eine dem entgegen gesetzte Ansicht zu äußern, oder Uns gar in die großen Pläne, von denen Dawkins sprach, einzuweißen, — die uns Uebrigen noch bis auf die jetzige Stunde ein Geheimniß geblieben sind. Dafs dem aber auch wirklich so ist, das müssen die Protokolle über die Regentschaftssitzungen ausweisen, so wie jeder von den Anwesenden, nämlich Heideck, Abel und ich, und so lang Greiner noch Theil nahm, auch er eidlich erhärten kann, nichts von diesem Allem gehört zu haben. Und ist denn davon etwas in Griechenland, während seines Regiments vom 31. Juli 1834 an, bekannt geworden? Oder soll, was während dieser Zeit daselbst geschehen und herbeigeführt worden, die Existenz und die hohe Trefflichkeit dieser Pläne bezeugen?

Da nun dennoch die Regentschaft uneinig seyn, und den liberalen Grafen in seinem Adlerfluge hemmen sollte, so kam es noch drei bis vier Mal zu Explikationen in der Sitzung selbst. Denn Wir haben den Präsidenten stets mit der größten Offenheit behandelt, und sogar dem jungen König kein Wort von diesem Allem gesprochen, wiewohl ich das Glück hatte, Seine Majestät fast jeden Tag zu sehen, und dieses in der letzten Zeit auch hinsichtlich Abels der Fall war. Doch nach jeder Explikation ward die Sache eher schlimmer, als besser, und so das richtige Urtheil Greiners bestätigt, der schon von vorn herein sich gegen jede solche Explikation erklärt hatte.

§. 452.

Da nun blose Explikationen nichts mehr halfen, so suchten Wir dem Uebel auf eine andere Art zu steuern. Wir glaubten, daß an diesem Reden und Treiben hauptsächlich die Intriguen Dawkins Schuld seyen und beschlossen daher, Schritte gegen ihn zu thun. Dawkins hatte nämlich mittlerweile die erwähnten Aeufserungen auch gegen den Bayrischen Geschäftsträger, Herrn von Gasser, gemacht, und dieser, im Interesse der Sache, und die Verwickelungen, wozu solches Treiben nothwendiger Weise führen mußte, vorhersehend, sich zum Zeugnißgeben verstanden. Es ward also die Sache in einer, eigens zu dem Ende gehaltenen Sitzung zur Sprache gebracht und Gasser als Zeuge aufgeführt. Nun ward einstimmig beschlossen, wegen dieses Benehmens von Dawkins bei seiner Regierung Beschwerde zu führen und dessen Abberufung zu begehren, als eines Individuums, das nur an der Uneinigkeit der Regentschaft arbeite, statt die schwierige Stellung der neuen Regierung in einem von Partheien zerrissenen Lande zu unterstützen. Ein eigener Geschäftsträger sollte nach London abgeordnet, und König Otto von diesem Allem in officieller Weise in Kenntniß gesetzt werden. Armansperg war mit diesem Allem vollkommen einverstanden, und sogar unerschöpflich in Epitheten über Dawkins Benehmen. Zu gleicher Zeit erbot er sich, eigenhändig an den Griechischen Geschäftsträger Michel Schinas zu schreiben, um ihm

auch noch seinen persönlichen Wunsch wegen der dringenden Nothwendigkeit der Entfernung von Dawkins auseinander zu setzen. Dieser Brief ward geschrieben, — er sollte von Michel Schinas dem Lord Palmerston vorgezeigt werden. — Allein als man bei einer späteren Gelegenheit wieder auf denselben recurriren wollte, da war das Original des Briefes an den Akten verschwunden! Und niemand wollte wissen, was aus demselben geworden.

Auch die Audienz bei dem König hatte statt, und hier schilderte Armansperg in meiner Gegenwart, sodann in Gegenwart Heidecks und Abels, Seiner Majestät die Persönlichkeit Dawkins in den allerschwärzesten Farben, und rieth Seiner Majestät, auch Ihr Benehmen gegen diesen Intriguanten dem gemäß einrichten zu wollen, um ihm zu zeigen, daß auch der König mit diesen Maasregeln vollkommen einverstanden sey.

Armansperg erklärte ferner, daß er zwar seinen Salen, da er jedem offen stehe, leider auch Dawkins nicht verschließen könne, daß er ihn aber kälter, wie bisher behandeln werde. Und da der Graf bei einer Fehde mit dem Russischen Gesandten in München schon gezeigt hatte, wie man einen Gesandten bei aller anscheinenden Höflichkeit unhöflich zu behandeln habe, so war jeder begierig auf die Anwendung seiner Theorie auf den neuen gegebenen Fall.

Allein — wie erstaunte jedermann, als der Graf, trotz der schwarzen Pinzelstriche bei dem König und

in unseren Sitzungen sich vertrauter als je dem Englischen Gesandten nahete. — Als Dawkins seit jener Zeit von allem, was nun häufiger unter uns über ihn verhandelt wurde, die allergegenwärtigste Kenntniss hatte. Als Dawkins von nun an der intimste Hausfreund im Gräflichen Hause geworden war, und auch an öffentlichen Orten der Gräfin nicht mehr von der Seite ging! — Brachte man aber das Gesehene und Gehörte in den Sitzungen zur Sprache, so war der Präsident ganz unschuldig und wufste durchaus von nichts.

. Der schlaue Dawkins seiner Seits stellte seiner Regierung Unser Abberufungsbegehren als eine blose Intrigue dar, und zwar, wer sollte es glauben — als eine Russische Intrigue. Wir alle sollten einer nach dem anderen von Rußland gewonnen worden seyn und — welcher Schlufs! — deshalb seine Abberufung begehren. ⁹³⁾ Von jetzt an hiefen uns alle

93) Ich theile hier unter Anderem nur eine Depesche vom 19. Juni 1834 von London, und zwar im Auszuge mit, ohne irgend etwas an den gewählten Ausdrücken, auch nicht einmal an den Sprachfehlern zu ändern: — En déplorant la discorde qui s'est manifestée dernièrement dans le conseil de la Régence, *Lord Palmerston a dit à Mr. le Comte de Jenison, que d'après les lettres qu'il avait reçues de la Grèce cette discorde n'était due qu'à l'influence prépondérante du Cabinet Russe, ainsi qu'aux sourdes menées de Mr. Catacazy, qui a su, à force d'intrigues s'emparer de l'esprit d'une portion de la Régence. Selon lui Mrs. de Maurer et de Heydek seraient le jouet de l'Envoyé de Russie, et Mr. d'Abel serait l'instrument, dont Mr. Catacazy se servirait pour pousser à bout ses intrigues, que le Cabinet Anglais, tout en convenant qu'il a eu des*

reisenden Engländer: Russen. Eben so die Englischen Diplomaten in Constantinopel. Und Lord Palmerston — ohne zu sehen, was vorging, — glaubte, und that sogar in München Schritte gegen Uns! — Sollte übrigens Dawkins oder Lord Palmerston glauben, daß ihnen zu viel nachgeredet werde, so erbiere ich mich, die einschlägigen Depeschen, die ich in Händen habe, dem Druck zu übergeben.

§. 453.

Während Dawkins auf die angeführte Weise thätig war, blieb auch Armansperg nicht müßig. Er schrieb nach München einen Brief nach dem andern, schickte Kuriere dahin, von denen Wir Uebrigen

torts réciproques dans la Régence, était décidé de soutenir Mr. le comte d'Armansperg de tout le poids de son pouvoir, s'il le faut, attendu qu'il a eu toujours une haute opinion de ses qualités et de ses vues politiques, et que dans le désir de neutraliser ou d'égaliser l'action des deux fractions de la Régence, il avait cru avoir trouvé le moyen, dans l'éloignement de la Grèce de Mr. d'Abel, non pas parcequ'il le croyait l'auteur de cette déplorable dissention, mais parcequ'il avait, à-t-il-dit la certitude, que l'Agent Russe se servait de lui, comme d'un instrument docile, pour alimenter une dissention, qui renverserait en dernier résultat tout l'édifice qu'on a eu tant de difficulté à constituer. — Lord Palmerston a insisté particulièrement sur ce que le comte de Jenison fasse comprendre au Roi de Bavière, qu'en exprimant un vœu relativement à l'éloignement de Mr. d'Abel, qu'il était porté à considérer comme le remède le plus recommandable et le plus propre à prévenir beaucoup de maux etc. etc. — Hört!!! Die Spatzen auf den Dächern von Nauplia hätten den Lord Palmerston von der groben Unwahrheit aller dieser Angaben belehren können.

freilich nichts wußten. Und der Staatsrath von Kobell besorgte das Weitere. Die Bayrischen Blätter wurden gegen Uns in Bewegung gesetzt, und in diesen, wie in München jedermann weiß, der bekannte gewesene Ministerialrath Häcker, — ihm dafür aber Aussichten in Griechenland eröffnet. ⁹⁴⁾

Unter diesen Umständen kam Ende April 1834 die erste Nachricht von London, daß Dawkins nicht abberufen werden würde, und zwar in Ausdrücken, wie sie der diplomatische Verkehr vielleicht nie noch gesehen. Wenige Tage nachher ward ein großes Fest auf dem Madagaskar veranstaltet, und dazu niemand als die Familie Armansperg und der König selbst eingeladen. Jeder Bewohner von Nauplia verstand den Sinn dieses Festes. Jeder verstand, was die gleichzeitige Einladung des Königs zu bedeuten habe, der natürlich nicht ahnte, daß er fremden Intriguen zur Unterlage dienen sollte. (§. 255 u. 256.)

Nun glaubten aber auch Wir handeln zu müssen, theils um den jungen Monarchen vor ähnlichen Intriguen zu bewahren, theils um unsere eigene Stellung den Griechen gegenüber haltbar zu machen, theils endlich auch, um uns gegen die nach und nach ent-

94) Es ist bekannt, daß Häcker wirklich eine Bestimmung nach Griechenland erhielt. Da aber die Griechen, wie man sagt, gewisse Parallelen zwischen Häcker, Kobell und Armansperg gezogen haben, so soll es der Graf selbst für angemessen gefunden haben, gegen diese Mission seines Freundes zu protestiren.

deckten, schon früher erwähnten (§. 254 u. 273) Mißbräuche des Grafen sicher zu stellen.

Seiner Majestät, dem König Otto, hatten Wir nämlich bis dahin von allen den wahrgenommenen Intriguen auch nicht das Allergeringste mitgetheilt, weil wir immer noch an eine gütliche Beilegung glaubten, auf der anderen Seite aber nicht Intrigue mit Intrigue vergelten wollten. Nun aber kündigte Wir officiell dem Grafen von Armansperg unsern Entschluß an, Seine Majestät von dem Vorgefallenen in Kenntniß setzen zu wollen. — Wir begehrt und erhielten eine Audienz — und seit dieser Zeit sah der treffliche König die Familie Armansperg nicht mehr. Unsere eigene Stellung erheischte aber gleichfalls einen öffentlichen Schritt, indem Wir bis dahin die allersonderbarste Rolle gespielt hatten. Der Wahrheit gemäß, da Armansperg nach wie vor zu Allem, was von Seiten der Regentschaft geschah, mit größter Bereitwilligkeit einstimmt, hatten Wir Uebrigen nämlich, hinsichtlich der verbreiteten Gerüchte, bei jeder Gelegenheit das Gegentheil versichert. Niemand konnte aber nach dem, was auf der Sitzung und außer unserer Gegenwart vorging, glauben, was Wir versicherten. Auch hatten Wir nach und nach die Ueberzeugung erlangt, daß kein Friede mehr mit Armansperg möglich sey, und da von München keine Hülfe kam, so mußten Wir selbst ihn unschädlich machen. — Sein Haus verwaiste, denn seiner Persönlichkeit wegen hatten ihn wenigstens nicht Viele gesucht!

§. 454.

Es war am 2. Mai (20.) April 1834, als in einer eigens dazu anberaumten Sitzung unter Anderem folgende Beschlüsse gefasst worden sind. Zuerst auf meinen Antrag, daß sämtliche Regentschaftssecretäre sich der Anfertigung von Concepten und Reinschriften für jedermann ohne Unterschied der Person bei Strafe augenblicklicher Dienstentlassung zu enthalten haben, insofern solche Concepte und Reinschriften nicht auf den Namen der Regentschaft in ihrer Gesamtheit, oder auf den Namen der Ministerien oder Stellen lauteten, bei welchen sie angestellt seyen.

Alle Secretäre fügten sich dieser Weisung, nur nicht der Herr von Solomé und Vellhoff. Ersterer erhielt daher seine Entlassung, und letzterer gab sie selbst, fügte aber mündlich sich entschuldigend hinzu, daß er, durch einen Privatcontract mit Armanzperg gebunden, demselben arbeiten müsse. Daß Wir Uebrigen auch von diesem Privatecontrakte mit einem von der Regentschaft bezahlten Individuum früher keine Kenntniß gehabt hatten, bedarf wohl kaum einer Erwähnung.

Ein anderer, auf meinen Antrag gefasster, Beschlusse enthielt die Weisung an alle im Auslande angestellte Gesandten und andere diplomatische Agenten, so wie an die Consuln, daß sie sich bei Strafe der augenblicklichen Dienstentlassung keines Auftrages zu unterziehen haben, der denselben nicht

von der Regentschaft in ihrer Gesammtheit oder von dem Ministerium des Aeufßern in officieller Weise ertheilt worden sey.

Auf den weiteren Antrag des Herrn Generals von Heideck wurde beschlossen, die Königl. Bayrische Regierung zu ersuchen, der Generaldirection der Posten in München die Weisung ertheilen zu wollen, daß sie keine Briefe und Packete mehr, wie nach den gemachten Erfahrungen es bis dahin geschehen war, unter der persönlichen Adresse des Grafen von Armanzperg nach Griechenland senden solle, sondern die amtlichen Gegenstände unter der Adresse der Regentschaft in ihrer Gesammtheit, die Privatbriefe und Packete dagegen unter der Adresse eines jeden betreffenden Individuums. Ich muß hiebei nur noch bemerken, daß einmal sogar ein, auf die Post gegebenes, Schreiben an den König Otto, in die Hände des Grafen und erst aus diesen an den Ort seiner Bestimmung gelangt ist, ohne daß man erfahren konnte, wie dieses sich zugetragen.

Es wurde ferner auf Antrag des Generals von Heideck beschlossen, daß, da die Umstände, unter denen wir dem Präsidenten der Regentchaft aus der Griechischen Staatskasse eine sehr bedeutende Summe zur Repräsentation bewilligt, sich geändert haben, diese Summe auf 28,800 Drachmen herabgesetzt werden, und die größere Repräsentation von der Regentschaft in ihrer Gesammtheit besorgt werden solle. ⁹⁵⁾ Da

⁹⁵⁾ Das über diesen Gegenstand aufgesetzte Protokoll lautet wörtlich, wie folgt:

nun aber die dem Präsidenten abgestrichene Summe von 91,200 Drachmen zu diesem Ende bei weitem

„Sitzungsprotokoll der Regentschaft vom 2. Mai 1834
„u. s. w.

„Achter Beschluss. Nachdem Umstände und Verhältnisse eingetreten sind, welche von denjenigen wesentlich abweichen, unter welchen die Repräsentationsgelder für den Präsidenten der Regentschaft, Herrn Grafen von Armansperg, durch Regentschaftsbeschluss vom 10. October 1832 auf jährlich 50,000 Gulden festgesetzt worden sind, so wird hiemit beschlossen, dass die erwähnten Repräsentationsgelder denen der Herren Regentschaftsmitglieder von Maurer und von Heideck vom 1. Mai d. J. neuen Styles an gleichgestellt, und demnach auf jährlich 12,000 Gulden oder monatlich 1000 Gulden bestimmt werden sollen.“ (Nach dem Wortlaute des Protokolles sollte man glauben, der Graf von Armansperg wäre durch diesen Beschluss auf ganz gleichen Fufs mit den übrigen Mitgliedern der Regentschaft gestellt worden. Allein dies war nicht so, auch keineswegs unsere Absicht, wie die That selbst gezeigt hat. Seine Majestät der König von Bayern hatten Uns, nämlich Armansperg, Heideck und mir, aus Bayrischen Mitteln einen ganz gleichen Gehalt ausgeworfen, und daher mir und Heideck, unter dem Titel von Tafelgeldern, eine Zulage von 6000 fl. gegeben, zur Gleichstellung Unseres Gehaltes mit dem vom Grafen von Armansperg ohnedies schon bezogenen Gehalte. Da dieses jedoch für Griechenland nicht zureichte, so hat die Regentschaft für Heideck und mich noch eine weitere Zulage von 6000 fl. decretirt. Unsere Absicht war nun, dass Armansperg zu seinem aus Bayern bezogenen Gehalte — in welcher Beziehung er Uns, auch Unsere sogenannten Tafelgelder mitgerechnet, gleich stand — noch aus Griechischen Fonds 12,000 fl., also 6000 fl. mehr als Wir Uebrigen, zum Zweck der ihm noch obliegenden Repräsentation beziehen sollte. So geschahen auch von dem Monat Mai an die Anweisungen auf die Regentschaftskasse. Die Redaction des Protokolles ist demnach nicht ganz genau, oder vielmehr nur demjenigen klar, der da weifs, dass ein Theil der von Heideck und mir in Bayern bezogenen Gelder gleichfalls Tafelgelder hiefs. — Um Missverständ-

nicht nöthig war, so wärd der weitere Beschluß gefaßt, daß der Rest der, ohnedies nicht über-

nissen vorzubeugen war aber dieses auseinander zu setzen nothwendig.) „Dagegen wird der Herr Präsident, Graf von Armansperg, der bisher im Namen der Regentschaft „geführten besonderen Repräsentation enthoben. Die Regentschaft wird für anderweite Repräsentation angemessene Anordnung treffen, und dazu die dem Herrn Präsidenten, Grafen von Armansperg, bisher hiefür verwilligten und nun der Kasse heimfallenden Gelder nach „Bedürfen verwenden.“

„Herr Graf von Armansperg bemerkten, daß — durch „die in No. 4 dieses Protokolles enthaltenen Bestimmungen „die einem Präsidenten zustehenden Befugnisse beschränkt „würden, — Er übrigens keinen besonderen Werth darauf „lege; — Seine öftere Anwesenheit in Argos und die „dahin gemachte Absendung der Portefeuilles den Geschäften durchaus keine Nachtheile gebracht habe, — Er „jedoch selbst auf Kosten seiner Gesundheit darauf verzichten würde! — Endlich daß durch die Bestimmungen „von No. 8 Seinem durch die Königl. Instruktion v. 23. Juli „1832, und durch den Regentschaftsbeschlufs vom 10. Okt. „1832 erworbenen Rechte zu nahe getreten werde, er „daher dem in No. 8 beabsichtigten Beschlusse nicht beitreten könne, sondern Seine Rechte vielmehr verwahren „müsse.

„Dagegen wurde erinnert, der Staatsvertrag von „London wisse von einem Collegialpräsidenten, „und von den Befugnissen eines solchen in Beziehung auf die Regentschaft nichts, wie es schon vor „acht Monaten dem Herrn Präsidenten in einem eigenen „Schreiben bemerklich gemacht worden ist. (Vergl. oben „§. 273.)

„Daß über Geschäftsstockungen, welche der öftere „Aufenthalt in Argos, und die Dahinsendung der Portefeuilles veranlafste, schon geklagt worden sey; daß man „nicht die Unterlassung des Besuches von Argos, sondern „nur die in solchen Fällen instruktionsmäfsig erforderliche „Uebertragung des Präsidiums verlange; daß die allegirte „Königl. Instruktion den von dem Herrn Grafen von Armansperg unterlegten Sinn keineswegs habe, da in dem „betreffenden §. der Instruktion nur von der persö-

großen, Civilliste des Königs zufließen solle. 96)

Der Graf von Armansperg hatte allen diesen Beschlüssen seine Zustimmung ertheilt, und dieselben auf der Stelle ohne alle Erinnerung unterschrieben. Nur dem letzten, als den Geldpunkt betreffend, verweigerte er seine Zustimmung, bemerkend, daß er vertragsmäßig auf die höhere Summe Anspruch zu machen habe. Da Wir Uebrigen nun aber von einem solchen Verträge nichts wußten, den Regentschaftsbeschluss, wodurch ihm unter Vermittelung des Herrn von Kobell jene ungeheure Summe bewilligt worden war, aber keineswegs für einen die Regentschaft bindenden Vertrag halten konnten, so verstummte der Präsident und erbat sich Bedenkzeit bis zum Nachmittage.

Erst nachdem er die Sache weiter überlegt, vielleicht auch mit einem Freunde berathen, behauptete der Präsident die Incompetenz der Regentschaft zu

„lichen Repräsentation der Regentschaft im münd-
„lichen diplomatischen Verkehr| die Sprache, und des-
„halb die Beschlussfassung derselben aus-
„drücklich vorbehalten sey; daß übrigens, wenn
„aus dem erwähnten §. auch das Recht zur Festrepräsen-
„tation abgeleitet werden wolle, der wahre Sinn nur durch
„den Geber der Instruktion authentisch interpretirt werden
„könne; endlich daß die Regentschaft die von ihr gefas-
„ten Beschlüsse, also auch jenen vom October 1832, bei
„veränderten Umständen aufheben und modificiren könne“
u. s. w.

96) Nach Beschluss der Regentschaft vom 10. Mai 1834.

einem solchen Beschlusse, sich auf die erhaltene Instruktion beziehend, wonach ihm Se. Majestät der König von Bayern die Repräsentation übertragen habe. Die Worte dieser Instruktion lauten im §. 6. wie folgt: „Auch hat der Vorsitzende die Regentschaft „im Verhältnisse zu den bei ihr accreditirten Abge- „sandten und sonstigen Agenten auswärtiger Hö- „zu repräsentiren und die mündlichen Verhand- „lungen mit denselben zu führen, vorbehaltlich „jedoch des dem Regentschaftsrathe in seiner Ge- „samtheit nach §. 5 ausschliesslich zustehenden Rechtes der Beschlussfassung.“

Wir Uebrigen konnten nun zwar unter jener Repräsentation weder das Essen und Trinken, noch das Tanzen und Springen verstehen. Demnach wurde ihm weiter entgegnet, dafs, wenn auch die angeführte Instruktion jenen Sinn haben sollte, denn doch in jedem Falle die Festsetzung der Repräsentationssumme, da sie aus Griechischen Geldern zu leisten sey, von der Regentschaft abhängt, und Wir ihm eben zu jenem Ende noch eine sehr bedeutende Summe überlassen hätten. Da derselbe jedoch durch diese und andere Gründe, worüber unterm 11., 12. und 13. Mai ein langes Protokoll abgefaßt worden ist, noch nicht überzeugt werden konnte oder wollte, so machte man ihm den Vorschlag, die Entscheidung dieser Frage Seiner Majestät dem König von Bayern, als dem Ertheiler der Instruktion zur Vorlage zu bringen, und um eine authentische Interpretation zu bitten.

Dieses von Uns in wohlmeinender Absicht vorgeschlagene Auskunftsmittel ward mit beiden Händen ergriffen. Ohne dafs Wir etwas davon wufsten, wurden Briefe über Briefe geschrieben, Berichte über Berichte gemacht, und damit der getreue Madagaskar in aller Eile nach Otranto gesendet.

Seiner Majestät dem König von Bayern ward, wie ich aus sehr guter Quelle weifs, vorgestellt, wie sich gegen ihn, den Präsidenten, schon seit längerer Zeit eine Opposition gebildet, und ich mich zum Haupte derselben gemacht habe, um seinen Präsidentenstuhl einzunehmen. — Eine Opposition gegen ihn, der zu Allem, was geschah, seine Zustimmung gab? und zwar in einem Collegium, in welchem die Mehrheit der Stimmen galt!!! Was aber meine eigenen ehrgeizigen Plane betrifft, so ist es bekannt, dafs ich seiner Zeit dem Bayerischen Geschäftsträger erklärt habe, dafs ich, wenn, wie es damals den Schein hatte, Armansperg abgerufen werden sollte, gleichfalls meine Demission geben werde. Ich ersuchte den Herrn von Gasser ausdrücklich, die Königlich Bayrische Regierung davon in Kenntniß setzen zu wollen. Denn, abgesehen davon, dafs ich eine Sprengung der Regentschaft für unmöglich, und in jedem Falle für nicht rathsam hielt, wollte ich auch nicht einmal den Schein einer Intrigue auf mich laden. — Ich namentlich, bemerkte man weiter, denke nur auf die Einführung republikanischer Institutionen, während er, der Graf, eine Stütze des monarchischen Principis, sich vergeblich dagegen

stämme!! — Abgesehen nun von der groben Unwahrheit einer solchen Beschuldigung, und abgesehen davon, daß Wir in Unseren Sitzungen von diesem angeblichen Widerstand auch nicht das Allgeringste, wohl aber etwas Anderes verspürt hatten, so mußte uns Uebrigen eine solche Aeußerung aus dem Munde des Grafen um so auffallender vorkommen, da derselbe in Griechenland mich im Gegentheile als einen Aristokraten verschreien ließ, und, der allgemeinen Sage nach, jenen famosen, auch in die allgemeine Zeitung übergegangenen, Aufsatz in der Minerva veranlaßt haben soll, wo er als der einzig Liberale dargestellt worden ist. Nun kann aber doch nur Eines von Beiden wahr seyn, es muß daher entweder in München oder in Nauplia die Unwahrheit verbreitet worden seyn.

Herr von Abel erhielt ein nicht viel besseres Zeugniß. Nur Heideck ward, sehr schlauer Weise, als der Verführte dargestellt, und erklärt, daß er — der Graf — mit mir und Abel nicht mehr hausen könne u. dgl. m.

Es ward ferner der gegen Armansperg gethane Schritt unter einem ganz falschen Gesichtspuncte vorgetragen. Nicht unter dem Gesichtspuncte einer reinen Geldfrage, ob nämlich der Graf 29,000 oder 120000 Drachmen aus der Griechischen Kasse zu beziehen habe, — sondern es ward behauptet und ausgestreut, die Majorität der Regentschaft habe ihn in seiner Wirksamkeit gehemmt (Hört!!! ihn der uns nur hemmte nach §. 254—257); habe ihn seines Am-

tes entsetzt; er laufe sogar Gefahr für seine Person selbst. — Noch bei Unserer Rückkehr nach München fanden Wir diese und andere irrige Ansichten auch in den höheren Regionen verbreitet.

Kobell ward mit ins Interesse gezogen, der schon früher bei der Festsetzung der Repräsentationssumme zu Gunsten von Armansperg thätig gewesen war, und

Von England gedrängt, über die wahre Lage der Sache getäuscht, entschied die Königl. Bayrische Regierung meine und Abels Zurückberufung. Kobell ward mein Nachfolger und erklärte jenen Tag für den glücklichsten seines Lebens, Greiner ward der Nachfolger von Abel.

Herr von Kobell, nachdem er denn auf einmal wieder Credit gefunden, seine bedeutenden Schulden bezahlt, eine Lotteriellecte für seine beiden Töchter erhalten, einen seiner Söhne im Cadettencorps untergebracht hatte u. s. w., eilte nach Griechenland, nicht um etwa dort zu arbeiten und dem Lande nützlich zu seyn ⁹⁷⁾ sondern

Doch vor seiner Abreise noch hatte er die Vorsicht gebraucht, sich für den Fall, dafs Wir, Uns auf ein Königliches Rescript (§. 271) und auf die bestehenden Staatsverträge berufend, der Abberufung nicht Folge leisten wollten, zur gewaltsamen Einschreitung autorisiren, und ausserdem auch noch vom

97) Vergl. z. B. Ausserordentliche Beilage zur allg. Zeitung vom 17. Oktober 1834 Nr. 400 p. 1597.

Russischen Gesandten in München ähnliche Depeschen an die Russische Gesandtschaft in Nauplia mitgeben zu lassen.

Die Welt erlebte demnach das seltsame Schauspiel, daß der Nachfolger desjenigen, der bei der Englischen Regierung als zu großer Anhänger Russlands denunciirt worden war, mit Depeschen an den Russischen Gesandten selbst ankam, um den angeblichen Russen nöthigenfalls mit Russischer Gewalt zu vertreiben. — Der Graf von Armansperg sorgte aber für die Verbreitung jener — wenigstens der Russischen Depeschen!

Sollte Herr von Kobell, was ich jedoch nicht glaube, da ich blos Thatsachen erzählte, denken seyn, daß ich seiner Ehre zu nahe getreten sey, so bin ich bereit, die von ihm mitgebrachten Depeschen nebst noch etwas Anderem dem Druck zu übergeben, wodurch die Geschichte der Regentschaft noch etwas klarer werden dürfte!

§. 455.

Am 31ten Juli 1834 erhielten Wir, Abel und ich — gleichsam zur ersten Jahresfeier der der Griechischen Kirche gegebenen Freiheit, — Unsere Abberufung, nachdem Wir schon mehrere Tage vorher Kenntniß davon erlangt hatten.

Der Schlag kam, wie ein Blitz aus ganz heiterem Himmel, denn von den auswärts statt gehaltenen Ausstreunungen und Intriguen wußte man in Nauplia kein Wort, und an die Möglichkeit einer Sprengung

der Regentschaft hatte daselbst, aufser etwa Armansperg, niemand gedacht. ⁹⁸⁾

Seine Majestät der König Otto waren tief bewegt, als der Graf von Armansperg Aller Höchsten Denselben meine und Abels Abberufung mittheilte. Und die ergreifenden Worte des jungen Monarchen auf die Phrasen des Grafen liefen von Mund zu Mund.

Die feste Haltung des geistreichen und mit den trefflichsten Eigenschaften ausgestatteten jungen Königs, — sein liebevolles Wesen und sein thränenvoller Abschied von den beiden Abberufenen, — waren der süfseste Lohn für die gehabte Mühe und Arbeit, — für den grofsen Verdrufs.

Allein auch das Griechische Volk ist nicht undankbar!

Es fehlte zwar nicht an solchen, welche ihre Freude über unsere Abberufung bezeugten, denn wo ist das Land, in welchem nicht Veränderungen in der Regierung von Vielen blos deswegen geliebt werden, weil man dabei zu gewinnen die Hoffnung hat?

98) Lange Zeit nach Unserer Abreise schreibt darüber noch der Sotir, 18. Jänner 1835 Nr. 91 p. 377. — *Mais bientôt le rappel inattendu de Mrs. Maurer et Ahel jeta le Pouvoir dans de nouvelles dislocations et nous mit tous dans de nouvelles et incertaines perplexités. Ce rappel de deux membres de la Régence fut un fait très important et très grave. Il n'appartient qu' à l'histoire de le juger. L'action organisatrice de la Régence fut paralysée tout d'un coup, les travaux furent interrompus, pour quelque temps du moins. Vergl. auch Nr. 53 u. 54 des Sotirs vom 3. u. 7. August 1834.*

Dagegen fehlte es aber auch nicht an Aeußerungen von hoch ehrender und erhebender Theilnahme für Uns, die für sich auch der Ausdruck des reinsten Pflichtgefühles eines würdigen Nationalsinnes waren!

Als, wie man sagt, auf Betreiben des Grafen, jener Schmähartikel in der Minerva erschien, erhob sich gegen ihn der Sotir mit männlicher Kraft, 99) jenes Blatt selbst ward aber in Kaffeehäusern und an anderen öffentlichen Orten mit Füßen getreten.

Als Johann Kolettis, Rizo Néroulos und andere würdige Männer ihre Demission einzureichen fest entschlossen waren, konnten sie nur durch die Bemerkung, nicht Privatpersonen, sondern bloß ihrem König und Vaterlande dienen zu sollen, von ihrem Entschlusse abgehalten werden.

Als der Kriegsminister, Herr von Lesuire, Anstalten getroffen hatte, um Zwangsmaasregeln gegen mich und Abel eintreten zu lassen, präsentirte sich ein Griechischer Officier der Gensdarmrie, um im Namen seines Corps um die Erlaubniß zu bitten, den Kriegsminister, da er der Regentschaft Treue geschworen, selbst arretiren zu dürfen.

99) Sotir vom 7. August 1834 Nr. 54. Es ist bemerkenswerth, daß dieser und ähnliche Artikel keinen Eingang in die allgemeine Zeitung gefunden haben, daß vielmehr immer nur dasjenige eingesendet worden ist, was den Abberufenen nachtheilig war.

Und die Antwort des, aus dem Prozesse gegen Kolokotronis rühmlichst bekannten, edlen Philhellenen, Eduard Masson, auf die Zumuthung des Grafen, mich nicht mehr zu sehen, war würdig eines freien und unabhängigen Britten.

Die Folgen Unserer Abberufung waren leicht vorher zu sehen, — für den wenigstens, der die Verhältnisse, Land und Leute, und unsere Nachfolger kannte!

Wäre sie nur einige Monate später gekommen!! Griechenland würde dann seine Gerichte, seine gelehrten Schulen, eine Universität, eine Akademie der Wissenschaften, — überhaupt eine festere Grundlage für die kommenden Zeiten gehabt haben!!!

Möge es Griechenland und Seinem trefflichen Könige wohl ergehen!



Hiob, 9, 12. Wer will zu Gott sagen: was machest Du?

Psalm, 73, 16 u. 23. Ich gedachte ihm nach, daß ich es begreifen möchte, aber es war mir zu schwer. Dennoch bleibe ich stets an Dir.

Psalm, 118, 8. Es ist gut auf den Herrn vertrauen, und sich nicht verlassen auf Menschen.

Psalm, 62, 2 u. 3. Meine Seele ist stille zu Gott, der mir hilft. Denn er ist mein Hort, meine Hülfe,

mein Schutz, daß mich kein Fall stürzen wird, wie groß er ist.

Psalm, 94, 15. Denn Recht muß doch Recht bleiben, und dem werden alle frommen Herzen zufallen.



